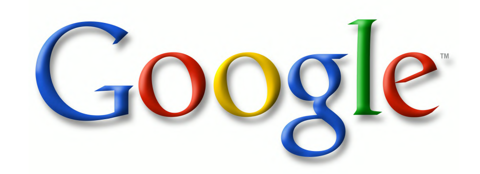
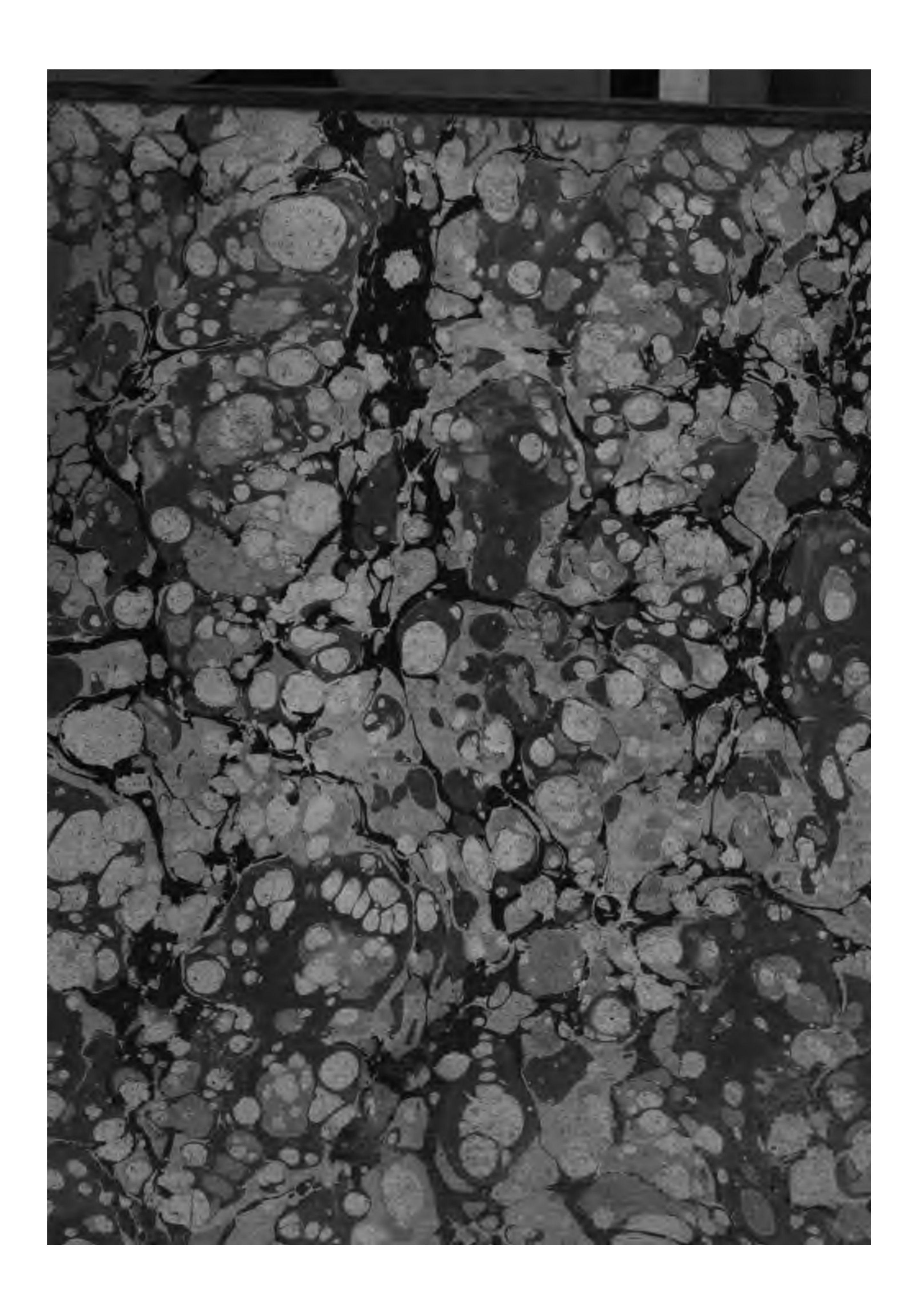

Google







PRIVILEGES
DE L'ORDRE
DE CISTEAUX

RECUEILLIS ET COMPILEZ

DE L'AUTORITE' DU CHAPITRE GENERAL

ET PAR SON ORDRE EXPRE'S.

DIVISEZ EN DEUX PARTIES

Contenant les Bulles des Papes & les Lettres Patentes des Rois & leurs Reglemens.



A PARIS,

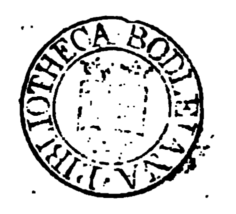
Chez DENIS MARIETTE Libraire de l'Ordre de Cisteaux, ruë Saint Jacques à Saint Augustin & à l'Ecu de Venise.

M. DCCXIII.

AVEC PRIVILEGE.

L'ON a ajoûté à ce Recueil de Privileges, une petite Instruction touchant la Charge de Procureur General de cet Ordre, la maniere de se pourvoir pour l'execution & l'observation de ces Privileges & celle de proceder dans l'Ordre devant les Juges Reguliers : Comme aussi une Procedure qui fut faite és années 1701. & suivantes jusqu'en 1705. portée devant le Roy sous le nom collectif de Messieurs les Evêques & qui y est pendante & preste à juger, au sujet de la pretention qu'ils ont commencé d'avoir depuis peu, du droit de juger des Causes de sortie des Religieuses de leurs Monasteres & Clôture, & d'examiner leurs Novices avant la Profession, au préjudice des Privileges de l'Ordre & de son Exemption.

On trouvera encore à la fin trois Tables des principales choses contenuës en ce Recueil, deux Chronologiques pour les Bulles des Papes & les Lettres Patentes des Rois, & une troisiéme pour tout le reste.



MANDEMENT

DU R^ME ABBE' ET GENERAL DE CISTEAUX.

NOus Frere EDME PERROT Abbé de Cisteaux, Docteur en Theologie, premier Conseiller né au Parlement de Bourgogne, Chef & Superieur General de tout l'Ordre de Cisteaux, ayant l'entier pouvoir du Chapitre General d'iceluy : A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Nos Chapitres Generaux des années 1683. 1686. & 1699. ayant connu la necessité qu'il y avoit de faire une nouvelle Compilation des Privileges de nostre Ordre, soit parce qu'il ne se trouve plus d'Exemplaires des dernieres éditions, soit parce que plusieurs desdits Privileges n'y avoient pas esté compris, ils auroient chargé de ce soin nostre Reverend confrere Dom LOUIS MESCHET Abbé de la Charité nôtre Procureur General en Cour de France, lequel s'en estant acquitté avec autant de zele que d'exactitude, & même obtenu de Sa Majesté la Confirmation desdits Privileges suivant ses Lettres Patentes du mois de Decembre 1711. Nous avons crû qu'il n'estoit pas moins de nostre devoir que de l'avantage de nostre Ordre de rendre public le Recueil qui a esté par luy fait desdits Privileges, sans lesquels il est impossible que nostre Ordre se soutienne avec honneur & utilité dans l'un & l'autre estat ; auquel effet nous l'Avons Approuvé & Approuvons par ces Presentes & en Ordonnons l'édition: mais parce que honorable Frederic Pierre Leonard Imprimeur ordinaire de nostre Ordre est decedé, Nous avons donné & donnons pouvoir à honorable DENIS MARIETTE Libraire à Paris de faire imprimer lesdits Privileges, conformement à nostre Mandement de ce jourd'huy par lequel nous l'avons choisi pour faire imprimer & debiter les Livres de nostre Ordre. Donné à Paris en nostre College de Saint Bernard sous nostre Seing manuel, celuy de nostre Secretaire & l'apposition de nostre grand Sceau, le treiziéme jour du mois d'Aoust l'an de nostre Seigneur mil sept cens treize.

Fr. EDME Abbé General de Cisteaux.

Par Ordonnance de Monseigneur nostre Reverendissime Abbé General de Cisteaux,

Fr. NICOLAS DE REQUELEYNE Secretaire.

MANDEMENT

DU R^ME ABBE' ET GENERAL DE CISTEAUX.

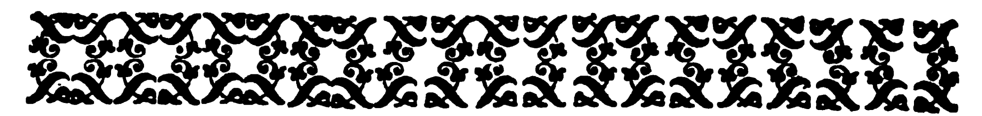
NOus Frere EDME PERROT Abbé de Cisteaux, Docteur en Theologie, premier Conseiller né au Parlement de Bourgogne, Chef & Superieur General de tout l'Ordre de Cisteaux & ayant

l'entier pouvoir du Chapitre General d'iceluy. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut en nostre Seigneur. Nous n'avons pas esté plutost élevez à la place que nous occupons par sa misericorde pour le gouvernement de cet Ordre, que nous avons crû d'abord devoir employer nos premiers soins à y procurer & avancer autant qu'il nous sera possible ce qui regarde le culte divin: & comme l'uniformité qui nous est si fort recommandée & dont l'obligation est née avec l'Ordre, y peut beaucoup contribuer, afin que nous puissions tous d'une égale ferveur unanimement glorifier Dieu & que nos actions soient faites dans le même esprit & sans aucune discorde, ce qu'il n'est pas possible de faire, qu'en se servant par tout des mêmes Livres & des mêmes Impressions; de sorte que nous voyant obligez d'en procurer de nouvelles à cause qu'il en reste peu des precedentes éditions, & que plus il s'en fera, elles seront toûjours d'autant plus correctes: outre qu'honorable homme Frederic-Pierre Leonard, cy-devant nostre Imprimeur, est decedé depuis peu, aprés s'estre acquitté dignement de cette Charge, il est de nostre devoir de pourvoir à ce qu'un autre remplisse cette place: A ces Causes nous avons choisi & nommé honorable homme Denis Mariette Libraire à Paris auquel Nous Avons permis & accordé par ces Presentes de nostre autorité & celle de nostre Chapitre General, la faculté & le pouvoir de faire imprimer, vendre & debiter tous & chacun les Livres servant à l'usage dudit Ordre tant pour le Service Divin qu'autres; sçavoir les Breviaires grands & petits, les Diurnaux, Lectionaires, Missels, Martyrologes, Antiphoniers, Graduels, Pseautiers, Processionaux, Heures de Nostre-Dame, Regles de S. Benoist, Rituels, Us, Ordinaires, Bullaires, Privileges, Directoires, & generalement tous les autres Livres qui sont particuliers & necessaires à nostredit Ordre, & ce pendant l'espace de quinze années à compter du jour de la date de ces Presentes, à condition cependant que ledit Mariette ne pourra ceder son droit de Privilege à aucun autre Imprimeur ni Libraire que de nostre consentement exprés ou par écrit. A ces causes mandons & défendons en vertu de sainte obeïssance & sous peine d'encourir les Censures de nostre Ordre, à tous Religieux Profez & Religieuses Professes d'iceluy en quelque Royaume & Province qu'ils soient, Abbez ou Abbesses, Prieurs & Prieures, & autres personnes regulieres de l'un & l'autre sexe, de se servir d'autres Livres que de ceux qui ont esté imprimez ou qui doivent estre imprimez de nôtre autorité ou de celle de nostre Chapitre General. Donné à Paris en nostre College de S. Bernard sous nostre Seing manuel, celuy de nostre Secretaire & l'appension de nostre grand Sceau, le 13. d'Aoust 1713. Ainsi signé

Fr. Edme Abbé General de Cisteaux.

Du Mandement dudit Reverendissime Abbé & General,

Fr. Nicolas de Reqüeleyne Secretaire.



PRIVILEGES
DE L'ORDRE DE CISTEAUX,

RECUEILLIS ET COMPILEZ DE L'AUTORITE' DU CHAPITRE GENERAL & par son ordre exprés.

PREMIERE PARTIE

Contenant les Bulles & les Brefs des Papes qui les ont donnez.

AVERTISSEMENT.



VANT que d'entrer dans le détail des Privileges que l'on va rapporter icy, l'on ne sçauroit se dispenser d'y donner au moins une idée generale de l'origine, institution & fondation de cet Ordre & de la maniere qu'il a commencé de s'établir à la fin du onziéme siecle de l'Eglise en l'année 1098. *Cette notion pouvant beaucoup contribuer à en procurer l'intelligence, puisque son regime qui leur sert de baze & de fondement, paroist dés ce commencement & en montre l'esprit, & que cela est d'autant plus facile à faire, même avec certitude, que ceux qui en ont esté les auteurs, nous en ont laissé l'histoire en deux Livres imprimez que l'on peut voir au premier Tome de la Biblioteque de Cisteaux.*

L'Ordre de Cisteaux a commencé à s'établir en l'année 1098.

Le premier de ces deux Livres sous le Titre de Petit Exorde de l'Abbaye de Cisteaux, *contient ce qui s'est passé à la fondation du Monastere qui l'a établi & luy a donné le nom, & en marque les principales circonstances pendant les vingt premieres années & jusqu'en* 1119. *&*

Nos Cistercienses primi hujus Ecclesiæ fundatores successoribus nostris stilo præsenti Notificamus quàm Canonicè, quantâ autoritate, à quibus etiam personis, quibusve temporibus Cœnobium hoc & tenor vitæ il-

lorum exordium sumpserit *Prologue du petit Exorde de Citeaux.*

le second sous le Titre de Grand Exorde de l'Ordre de Cisteaux, *outre qu'il repete mot à mot tout ce qui est dit dans le petit qu'il continuë, il raconte encore une bonne partie des faits qui l'ont précedé & y ont du rapport, & ceux qui ont suivi, les fondations des autres plus anciens Monasteres, quelques-unes des elections des Abbez notamment de ceux de l'Abbaye de Cisteaux; & en un mot, ce qui est arrivé de plus remarquable de cet Ordre, durant l'espace des* 50. *ou* 60. *premieres années : le tout d'une maniere édifiante & avec une simplicité qui en atteste la verité; ce sont les Instituteurs mêmes de l'Ordre qui parlent (la plusspart Saints Canonisez) & ne disent que ce dont ils ont esté témoins, qu'ils ont fait & vû faire.*

Aux Chapitres 11. 12. 13. *&* 21[e] *de la* 1. *Distinction du Grand Exorde, ils assurent que les Religieux qui commencerent cet établissement, estoient de l'Ordre de Saint Benoist & Profez de l'Abbaye de Molesme au Diocese de Langres, & qu'ils ne prirent la resolution de quitter ce Monastere au nombre de* 21. *avec Saint Robert leur Abbé, que dans le dessein de fonder un nouvel Ordre & de chercher un autre lieu où ils pussent avec plus d'exactitude s'acquitter des devoirs de leur profession suivant la Regle de S. Benoist & à la lettre.*

Consulto rationis judicio prudenter advertere loci vel Ordinis sui mutationem absque Sedis Apostolicæ consensu se præsumere nequaquam debere. *Grand Exorde de Cisteaux, Ch. 21.*

C'est dans cette pensée qu'ils s'addresserent au Légat du Pape qui residoit en France, ne croyant pas le pouvoir faire autrement selon les Regles; & ils en obtinrent de luy les permissions & consentemens necessaires; l'Evêque de Châlon-sur-Saone agrea le choix qu'ils firent de son Diocese pour s'y etablir & y bastir un Monastere dans la Forest de Cisteaux, qui fut dés lors de son con-

La Lettre de l'Evêque de Châlon & la Bulle de Paschal II. sont les 13. & 14[e] Chapitres du petit Exorde & sont repetées dans le

ſentement, libre & exempt de ſa juriſdiction, & il fit luy-même confirmer cette liberté deux ans aprés par le Pape Paſchal II. comme il paroiſt par la Lettre qu'il luy en écrivit à la fin de 1099. & par la Bulle même de ce Pape de 1100. ut locus ille Abbatia libera maneat.

grand : & depuis, la Bulle ſe voit au Grand Bullaire Romain pour la premiere Conſtitution de ce Pape.

L'Abbaye de Ciſteaux fut ainſi établie d'autorité Apoſtolique ſous l'immediation du Saint Siege & exempte de la juriſdiction de l'Ordinaire qui y donna ſon conſentement, & devint bien-toſt aprés, Mere & Chef d'un grand Ordre dont l'un des premiers Reglemens qu'elle fit avant même que de fonder aucun Monaſtere, fut qu'il en ſeroit uſé de la même maniere dans tous les établiſſemens, & qu'il n'en ſeroit fait aucun que préalablement l'Evêque du Dioceſe n'y euſt pareillement conſenti & qu'il n'euſt agréé l'union de dépendance que le nouveau Monaſtere qui ſe fondoit, devoit avoir avec cette Mere commune, afin de prévenir & éviter par là (porte-t-il) toutes les conteſtations d'entre Meſſieurs les Evêques & les Religieux. On attribuë ce Decret au temps de S. Robert ſur la fin de 1098. ou au commencement de 1099. & il en eſt fait mention dans la Bulle d'Eugene III. de 1152. rapportée au Grand Bullaire Romain pour la premiere Conſtitution de ce Pape : On l'obſerve encore aujourd'huy dans les fondations & pour les tranſlations des Monaſteres.

Antequam Abbatiæ Ciſtercienſes florere inciperent, Domnus Stephanus & fratres ſui Ordinaverunt ut nullomodo Abbatiæ in alicujus Antiſtitis Diœceſi fundarentur donec ipſe Decretum inter Ciſtercienſe Cœnobium & cætera ex eo nata exaratum, ratum haberet propter ſcandalum inter Pontificem & Monachos devitandum. *Ce Decret ſert de Prologue à la Carte de Charité & ſuit le petit Exorde dans la Bibliotheque de Ciſteaux page 9. y ayant eſté mis pour en ſervir auſſi au devant des plus anciens Statuts de l'Ordre.* Nomaſt. Ciſter. p 482.

Dieu donna à ces commencemens une telle benediction, qu'en peu de temps les Monaſteres qui ſortirent de Ciſteaux immediatement & mediatement, ſe multiplierent en grand nombre & ſe répandirent dans preſque toutes les Provinces de la Chrétienté par la voye de generation ſpirituelle qui eſtoit alors & dés long-temps uſi-

Reverendiſſimus Pater Stephanus cum Conſilio fratrum ſuorum Decretum quod Carta Charitatis vocatur, Spiritu ſancto inſpiratus exaravit, in quo Docemur qualiter Cœnobia Ordinis noſtri per diverſas mundi partes propagata, diverſis quoque linguis

diverſa, mirabili Charitatis connexione & honoris in invicem exhibitione conglutinata, una Eccleſia, unus Ordo, unum denique in Chriſto Corpus efficiuntur.

tée, & tres-ordinaire & ſuivant laquelle les Egliſes & Monaſteres qui en fondoient d'autres en eſtoient reputez les Meres, & s'y reſervoient certains droits & qu'ils en dépendroient : ce qui fut auſſi obſervé dans l'Ordre de Citeaux, tous les Monaſteres qui en ſortirent, ne faiſant comme ils ne ſont encore avec cette Egliſe matrice, qu'un Corps d'Ordre par l'union qu'ils ont toujours eu avec elle & leur ſubordination, dont le Decret qui porte le nom de Carte de Charité, fut fait d'abord & nous apprend que quelque diverſité de Pays & de Langues qui les diviſe, ils ne ſont tous enſemble qu'une Egliſe, & un Corps d'Ordre, ainſi que l'explique le 21. Chapitre de la premiere Diſtinction du Grand Exorde.

Ce Corps a & doit avoir un Chef qui ne peut eſtre autre que l'Abbé de l'Egliſe matrice, Pere commun de tous les Monaſteres qui en ſont les membres & les filles, non ſeulement parce qu'ils ſont ſortis du ſien comme l'on vient de dire, mais auſſi parce qu'il a concouru à leur établiſſement en y donnant ſon conſentement & les incorporant dans l'Ordre ; d'où vient que l'on voit dans les 18e Chapitre du petit Exorde & 21e du grand, que toutes les fondations faites juſqu'alors & qui comprennent des Monaſteres de toutes les filiations, ſont attribuez au ſien & à luy-même & aux Religieux de ſa Communauté, ſous ces deux Titres, de Abbatiis quas extruxerunt, & quod Eccleſia Ciſtercienſis Cœnobia in diverſis Epiſcopatibus Ordinavit ; *l'explication qui les ſuit les comprend tous,* inter illos qui de Ciſtercio ſpecialiter ſunt emiſſi, & cæteros qui ex iiſdem ſunt exorti, *de maniere que les diverſes filiations y ſont renfermées toutes indiſtinctement.*

La

La Paternité generale de l'Abbé de Cisteaux y est aussi reconnuë de même que dans la Carte de Charité où parlant de son Eglise, elle la declare Mere de toutes les autres, quia mater est omnium nostrûm: *& deplus on voit en deux Chapitres du Grand Exorde qui sont les 24. & 25e qu'en parlant dés le premier siecle de l'Ordre en* 1161. *&* 1166. *des élections de deux Abbez de l'Abbaye de Cîteaux (Fastrede & Alexandre) tous deux pris de celle de Clairvaux, le premier en estant Abbé & le second Religieux Profez (dont l'historien qui les rapporte, & qui l'estoit aussi, dit qu'il estoit Officier) ils sont tous deux l'un aprés l'autre qualifiez Peres universels de tout l'Ordre: voicy ses propres termes à l'égard du premier.*

L'Abbé de Cîteaux reconnu dans l'Ordre dés le commencement pour Pere universel & Superieur General.

Cùm Pastore *dit-il en* 1161. vacaret Cisterciensis Ecclesia quæ est mater omnium nostrûm, Abbates & Monachi qui electioni intererant, bono odore ejus allecti pari voto & communi consilio, ipsum Cisterciensis Cœnobii ac totius Ordinis Patrem universalem elegerunt.

Et pour le second, il repete encore la même chose en 1166. In Claravalle Monachus factus adeò in sanctitate profecit, ut postmodùm fieret Cisterciensis Abbas Cœnobii ac totius Ordinis Pater universalis. *C'est ainsi qu'on pensoit & que l'on parloit en ce temps-là qui estoit le commencement de l'Ordre, & non seulement dans l'Ordre mais aussi au dehors, car on voit dans un autre historien contemporain, au 2e Livre des Miracles d'Herbert Archevêque de Torre Chap. 22. qu'il s'est servi d'une pareille expression nommant l'Abbé de Cisteaux Pere & Patriarche de tout l'Ordre; & c'est delà que luy est dérivée la qualité de Superieur General que les Papes & les Chapitres Generaux luy ont donnée depuis plus de trois sie-*

Le nom de General n'estoit pas encore en usage dans les anciens Ordres reguliers, ce sont les Mendians qui l'ont inventé, celui de Chef y suppléoit, & ç'a esté

l'Abbé de Cisteaux à qui il a esté donné le premier. voyez les Bulles & Brefs d'Eugene IV. & Innocent VIII. de 1438. & 1480. & des autres Papes qui ont suivis jusqu'aprésent pages 80 138. & suivantes.

cles entiers, & dans laquelle le Roy l'a maintenu par son Arrest du 19. Septembre 1681. on a parlé diversement selon les temps, mais on a toûjours pensé de même ; le nom de Chef dit & comprend tout le reste.

La maternité est la source & le principe de la jurisdiction, des Paternitez & des filiations.

C'est sur de tels fondemens & sur la generation spirituelle que s'est formé le Regime de l'Ordre de Cisteaux, & que les Paternitez & les filiations ont commencé, sur le modele de l'Eglise & à l'exemple des autres Ordres reguliers qui estoient déja établis; la maternité ou qualité de Meres Eglises dans les Monasteres qui en fondoient d'autres, estant le principe & la cause de leur jurisdiction:

Une filiation generale & trois à 400. particulieres composent tout l'Ordre.

Deux sortes de filiations, une generale qui est celle du Chef & s'étend indistinctement sur tous les autres Monasteres, le sien en estant la mere suivant ces termes de la Carte de Charité qu'elle repete jusqu'à trois fois en differens endroits, quià mater est omniũm nostrũm; *& un grand nombre de particulieres jusqu'à plus de trois à 400 de la Ferté, Morimond, Pontigny, Clairvaux, Prully, Savigny, de Trois-Fontaines &c. en un mot, autant qu'il y a eu de Monasteres qui en ont fondé d'autres.*

Ces fondations furent faites dans les regles & suivant les Canons, sans qu'il y eust la moindre contradiction de la part de personne; les Religieux que Saint Estienne envoyoit pour les faire & dans lesquelles il les établissoit, obeïssoient & regardoient ce Saint comme leur Superieur auquel ils avoient fait vœu d'obeïssance jusqu'à la mort, comme dit S. Bernard en parlant de sa Mission pour établir Clairvaux; les Evêques y donnoient leurs consentemens & les favorisoient en tout, connoissant la droiture d'intention & le desinteressement du Legislateur, qui dés le commencement & avant toutes choses, les

affranchit contre l'usage des autres Ordres qui s'y retenoient des droits & redevances pecuniaires, en declarant que son intention n'étoit pas de se reserver autre chose que la jurisdiction spirituelle Curam animarum, *& encore seulement pour leur servir de guide & aider à les remettre dans le bon chemin supposé qu'ils s'en fussent écartez.*

Articles 1. & 2. de la Carte de Charité.

Outre la voye de la generation spirituelle ou fondation des Monasteres qui a esté la premiere & la plus ordinaire de la multiplication de l'Ordre, il y en a eu encore une autre qui y a beaucoup contribué, & ç'a esté celle de l'association, plusieurs Monasteres d'autres Ordres déja fondez, s'y estant associez & y ayant esté incorporez du consentement de leurs Evêques, soit d'hommes ou de Religieuses, en vertu de Commissions du Chapitre General & de l'Abbé de Cisteaux comme Chef de l'Ordre usant du plein pouvoir du Chapitre General, & assignant à ces Monasteres des Visiteurs & Peres immediats, ainsi qu'il arriva au Chapitre General de l'an 1148. où assistoit le Pape Eugene III. & où se presenterent les Abbez de Savigny, de Beaubec, d'Obazine & quelques autres qui y furent reçûs & agregez, le premier dans la filiation de Clairvaux, & le second dans la filiation speciale de Cisteaux, avec tous les autres Monasteres qui en dépendoient & qui y furent aussi associez: les Registres des Chapitres Generaux & ceux des Abbez de Cisteaux son remplis de Commissions de cette sorte, & l'usage s'en est conservé jusqu'à present.

Plusieurs Monasteres déja fondez ont esté agregez à l'Ordre de Cisteaux par Commission du Chapitre General & de l'Abbé de Cisteaux suivant la permission qu'on en avoit eu du Saint Siege dés l'an 1098.

Le desordre & le changement que la Commende a apporté & causé dans l'ancien Regime de l'Ordre & dans les jurisdictions, a aussi fait inventer une nouvelle voye de suppléer au defaut des Paternitez & des

La Commende a causé du changement dans la jurisdiction des Monasteres à l'égard des Paternitez & des filiations.

L'Abbé de Cisteaux à qui il a esté donné le premier. voyez les Bulles & Brefs d'Eugene IV. & Innocent VIII. de 1438. & 1480. & des autres Papes qui ont suivis jusqu'apresent pages 80 138. & suivantes.

La maternité est la source & le principe de la jurisdiction, des Paternitez & des filiations.

Une filiation generale & trois à 400. particulieres composent tout l'Ordre.

cles entiers, & dans laquelle le Roy l'a maintenu par son Arrest du 19. Septembre 1681. on a parlé diversement selon les temps, mais on a toujours pensé de même; le nom de Chef dit & comprend tout le reste.

C'est sur de tels fondemens & sur la generation spirituelle que s'est formé le Regime de l'Ordre de Cisteaux, & que les Paternitez & les filiations ont commencé, sur le modele de l'Eglise & à l'exemple des autres Ordres reguliers qui estoient déja établis; la maternité ou qualité de Meres Eglises dans les Monasteres qui en fondoient d'autres, estant le principe & la cause de leur jurisdiction: Deux sortes de filiations, une generale qui est celle du Chef & s'étend indistinctement sur tous les autres Monasteres, le sien en estant la mere suivant ces termes de la Carte de Charité qu'elle repete jusqu'à trois fois en differens endroits, quià mater est omnium nostrûm; *& un grand nombre de particulieres jusqu'à plus de trois à 400 de la Ferte, Morimond, Pontigny, Clairvaux, Prully, Savigny, de Trois-Fontaines &c. en un mot, autant qu'il y a eu de Monasteres qui en ont fondé d'autres.*

Ces fondations furent faites dans les regles & suivant les Canons, sans qu'il y eust la moindre contradiction de la part de personne; les Religieux que Saint Estienne envoyoit pour les faire & dans lesquelles il les établissoit, obeïssoient & regardoient ce Saint comme leur Superieur auquel ils avoient fait vœu d'obeïssance jusqu'à la mort, comme dit S. Bernard en parlant de sa Mission pour établir Clairvaux; les Evêques y donnoient leurs consentemens & les favorisoient en tout, connoissant la droiture d'intention & le desinteressement du Legislateur, qui dés le commencement & avant toutes choses, les

les Monasteres qui en sont sortis immediatement & mediatement sans passer par les Monasteres de ses quatre premieres filles la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, qui toutefois y sont les premiers enfermez & commencent la Ligne. La seconde est la Ligne de la Ferté qui contient tous les Monasteres qui sont sortis pareillement de cette Abbaye immediatement & mediatement ou qui y ont esté soumis dans le temps de leur incorporation dans l'Ordre: & ainsi des trois autres, sans donner comme on a déja dit, à celuy qui est à la teste aucun fondement d'y rien pretendre qu'il n'ait d'ailleurs & sous un autre titre, n'y ayant encore une fois que la seule filiation soit generale soit particuliere, en un mot que la dependance immediate qui puisse donner de la jurisdiction: Le Pape Eugene III. par une exception à la regle commune, la conserva à l'Abbé de Savigny lorsqu'en 1148. il fut incorporé à Cisteaux, parce qu'en ce temps-là il estoit Chef de l'Ordre de Savigny, cette prerogative estant l'appanage de tous ceux qui avoient cette qualité, quoiqu'il cessât de l'estre.

L'on sçait bien au surplus que dans ces derniers temps-cy quelques personnes dans des Factums, Memoires & Ecrits de cette nature, se sont étudiez à rendre douteuse l'Epoque que nous avons donnée icy & ailleurs à l'origine de l'Ordre, en soutenant qu'il n'a commencé qu'en 1117. ou 1118. au lieu de 1098. comme nous l'avons supposé, par l'union, disent-ils, qui fut faite alors des 12. ou 13. premiers & plus anciens Monasteres suivant un Traité ou Contrat solennel dans lequel les Abbez & les Religieux de ces Monasteres jusqu'en ce temps-là indépendans les uns des autres convinrent

ajoûtent-ils, avec leurs Evêques Diocesains conjointement (aprés avoir dépendu d'eux durant quelques années) des principaux Points du gouvernement de l'Ordre qu'ils vouloient établir ; & ils soutiennent que ce Contrat ou Traité est ce que nous appellons aujourd'huy la Carte de Charité.

Preuves de l'Epoque que l'on donne à l'origine de l'Ordre en 1098. & avant 1119.

Mais ce sentiment repugne si fort à la verité & à toute vray-semblance, & est si opposé à tout ce qui en a esté dit & écrit avant eux, outre qu'ils n'en donnent aucune preuve ni par l'histoire ni par aucun monument; (au lieu qu'il y en a une infinité qui convainquent du contraire) qu'on n'en sçauroit douter : telles sont les Histoires originaires composées & écrites il y a six cens ans par les Instituteurs mêmes de l'Ordre & les premiers Religieux qui l'établirent en fondant & bâtissant le premier Monastere en 1098. *La Bulle du Pape Paschal II. de* 1100. *confirmative de son Exemption de la jurisdiction de l'Ordinaire, inserée au Grand Bullaire de Rome ; les Titres des fondations qu'ils firent un peu aprés des plus anciens Monasteres, de la Ferté en* 1113. *de Pontigny en* 1114. *de Clairvaux & de Morimond en* 1115. *& de quelques autres ensuite, toutes par les soins & de l'autorité de S. Estienne qui y est marquée, en presence des Evêques Diocesains qui pour toutes fonctions en benissoient les Chapelles & les Cimetieres, & donnoient ainsi leur consentement en conformité du Decret qui avoit esté arresté dés auparavant en* 1099. *par S. Robert, de ne faire aucun établissement que l'Evêque du Diocese ne l'eût agréé en consentant à l'union qu'il devoit avoir avec l'Abbaye de Cisteaux : enfin la tenuë d'un Chapitre General en* 1116. *suivant que l'a*

marqué l'Auteur de la Vie de S. Bernard qui vivoit en ce temps-là, coràm pauculis Abbatibus qui ad Capitulum Generale convenerant, *& de trois autres qui furent assemblez les années suivantes* 1117. 1118. *&* 1119. *ainsi que le marque le Pere Mabillon au* 5e *Tome de ses Annales Benedictines sur l'année* 1116. *Livre 1. Chap. 7. & 8.*

La Carte de Charité peut aussi elle-même encore servir d'une tres-forte preuve de cette verité, en ce que l'on voit par-là que les Reglemens qu'elle contient estoient déja observez & qu'on les montroit aux Evêques des Dioceses pour avoir leur consentement dans les fondations qui se faisoient. On l'a mise la premiere en ce Recueil à la teste de tous les Privileges comme en estant l'occasion & le motif, la baze & le principal fondement, afin qu'on la voye & que chacun puisse l'examiner & juger si c'est un Contrat, un Traité & une Transaction entre personnes indépendantes, sans les nommer, sans parler de leur vûë & du dessein que l'on dit qu'elles avoient d'instituer un nouvel Ordre, sans rien déferer au bon plaisir du Saint Siege, ni faire aucune mention de leurs Evêques sous la conduite desquels on suppose pourtant qu'ils estoient alors, sans y mettre de date & sans y parler d'aucune Convention: Ou bien si ce n'est pas plutost un Reglement & une Ordonnance de Police faite de l'autorité d'un Superieur déja reconnu & à la teste d'un Ordre, qui forme son Regime & qui est dans l'exercice de la jurisdiction sur cet Ordre déja établi, ainsi que le dénotent ces termes qu'on y lit, Disponimus, Retinemus Curam animarum, Præcipimus, nobis opportunum videtur & hoc etiam volumus &c.

La Carte de Charité n'est pas un Traité, un Compact & une Convention entre personnes indépendantes, mais une Constitution & une Ordonnance faite par un Superieur.

Il est vray qu'elle ne fut confirmée par le Saint Siege qu'au mois de Decembre 1119. *par une Bulle du Pape*

La demande faite au Pape par l'Abbé & les Religieux de l'Abbaye de Cîteaux, estoit de confirmer des Reglemens qui paroissoient necessaires pour la sûreté & le repos de leur Monastere, & le Pape les confirme sous le nom de Statuts & de Constitution.

Calixte II. mais cette confirmation est encore une preuve de tout ce que nous avons dit, elle fut differée jusqu'à cette année par un effet de la sagesse & prudence du Legislateur Abbé de l'Eglise matrice, qui ne crut pas devoir luy donner cette derniere forme qu'aprés qu'on l'auroit éprouvée & pratiquée durant quelques années : Les termes de cette Bulle qui suit en ce Recueil la Carte de Charité, son addresse à l'Abbé de Cisteaux & à ses Religieux qu'il reconnoist pour en estre les auteurs, & sa maniere de statuer sont décisifs & pourront encore ajoûter à ce que nous en disons, un grand éclaircissement. Stephano Venerabili Cisterciensis Monasterii Abbati & ejus fratribus. Quædam quæ Ordini vestro & loco necessaria videbantur, Capitula Statuistis quæ ad majorem Monasterii quietem & Religionis observantiam petitis Confirmari : Nos ergò Capitula illa & Constitutionem autoritate Apostolicâ Confirmamus &c. *Le Pape n'obmet rien dans sa Bulle jusqu'à y marquer le consentement que les Evêques Diocesains avoient donné à la fondation des Monasteres, & la soumission avec laquelle les Abbez & les Religieux qu'il y avoit établis, avoient accepté ses Reglemens.*

Quelques-uns voudront peut-estre dire que de la maniere que nous parlons, nous paroissons partialistes & trop donner au sentiment & à la pretention de M. l'Abbé de Cisteaux : mais il est de nôtre devoir de nous conformer au langage & au sentiment des Papes dans leurs Bulles, des Chapitres Generaux, des premiers & plus anciens monumens de l'Ordre, des Arrests & des Lettres Patentes des Rois ; en un mot à celuy de toute l'antiquité ; & nous croyons même qu'il n'est pas permis de parler autrement & d'avoir un autre sentiment : Enfin nous rapportons des preuves autentiques & incontestables de ce que nous disons, & l'on n'en donne ni sçauroit donner aucune du contraire : il s'agit de faits, il faut pour les détruire autre chose que des raisonnemens, des supositions de possibilité & des imaginations.



PREFACE HISTORIQUE

SUR LE NOUVEAU RECUEIL

DES PRIVILEGES DE L'ORDRE DE CISTEAUX.



N ne peut pas nier que de tous les Ordres reguliers qui ont esté établis en l'Eglise, celuy de Cisteaux ne soit l'un des plus privilegiez ; & que si on en veut rechercher la cause & les motifs, il ne soit facile d'en trouver plusieurs qui luy seront tres-honorables.

Outre son ancienneté au-delà de six siecles, & qu'il a commencé dans un temps où la pieté des fideles s'attachoit beaucoup à procurer aux Monasteres qu'ils fondoient, tous les avantages & les honneurs qu'ils s'imaginoient en pouvoir relever la dignité, contribuer à leur repos & écarter les empêchemens capables de troubler leur regularité : il est certain que la vie sainte & édifiante que menoient les Instituteurs & premiers Peres de cet Ordre, les services qu'ils ont rendus à l'Eglise, & le grand nombre des Personnes illustres que l'on y recevoit & que l'on en tiroit de toutes parts pour remplir les principaux Sieges, luy ont merité ces marques d'estime & de distinction.

L'Ordre de Cisteaux a esté établi l'an de N. S. 1098.

Le P. Mabillon dans ses Actes des Saints & ses Annales, pretend que l'Ordre de Cisteaux est proprement le premier & le plus ancien de tous les Ordres reguliers.

C'est ainsi que les Papes qui les ont données, s'en sont eux-mêmes expliquez par les Bulles qui les contiennent : *Præclaræ Religionis vestræ favor exposcit*, disoit Alexandre IV. dans l'une des siennes de l'an 1255. qu'il addressa aux Abbez & Religieux de tout l'Ordre, *& sinceræ devotionis quam sedulò erga nos & Romanam Ecclesiam geritis, merita nos inducunt ut vos speciali prærogativâ gratiæ prosequentes, vestris precibus quantum cum Domino possumus, favorabiliter Annuamus.*

Voyez Chrysostome Henriquez Historiographe Espagnol, au commencement de son Menologe & dans ses Privileges imprimez à Anvers in fol. en 1630. page 67.

Urbain IV. en 1262. en donna aussi une de mesme par un pareil motif, *Sacræ vestræ Religionis inducti meritis, votis vestris libenter Annuimus eaque vobis Concedimus per quæ materiâ submotâ gravaminis, statûs vestri tranquillitas procuretur.* Et quoiqu'il semble que Boniface VIII. n'eust pas lieu d'estre satisfait de quelques-uns des premiers Superieurs de cet Ordre à cause des differends qu'il avoit avec la France, il ne laissa

Ibidem page 72.

Ibidem page 87.

pas de marquer les ſentimens avantageux qu'il conſervoit pour luy, dans pluſieurs de ſes Bulles, comme il paroiſt dans une de 1301. *In Eccleſiæ firmamento veſter Ordo nitore claro coruſcans, univerſalem Gregis Domini Aulam illuminat, & currentibus in ſtadio rectum iter inſinuat quo ad ſalutis bravium faciliùs pervenitur: Nos quidem ob hoc & propter magnæ devotionis affectum quem ad Nos & Apoſtolicam Sedem habetis, Ordinem ipſum ac vos & alios ejuſdem Ordinis Profeſſores intimâ charitate proſequimur, ac ſinceris affectibus excitamur ad veſtra & illorum commoda in quibus honeſtè poſſumus promovenda; ideoque Præmiſſorum intuitu, &c.*

La reputation de ces bons Religieux fut bien-toſt repanduë par tout, & devint ſi generale, que l'on peut dire qu'elle remplit toute la terre, & que nonobſtant le grand ſoin qu'ils prenoient de ſe cacher au monde pour n'eſtre connus que de Dieu ſeul, ils eurent preſque par tout beaucoup de part dans le gouvernement, ſoit de l'Egliſe, ſoit de pluſieurs Etats; de ſorte que l'on y choiſiſſoit les Papes, les Cardinaux, les Archevêques & les Evêques; & il y a des Hiſtoriens qui ont remarqué en general, que de leur temps les Egliſes particulieres s'eſtimoient & ſe diſoient heureuſes, lorſqu'elles avoient des Prelats qui avoient eſté élevez en cet Ordre.

In ſingulis Regnis ſive Provinciis fiat de triennio in triennium commune Abbatum atque Priorum Capitulum: Advocent autem in hujuſmodi novitatis primordiis charitativè duos Ciſterc'enſis Ordinis Abbates vicinos ad præſtandum ſibi conſilium & auxilium, cùm ſint in hujuſmodi Capitulis celebrandis pleniùs informati qui præſint Capitulo univerſo &c.
Concile IV. de Latran en 1215.

Les autres Ordres reguliers tenoient à honneur d'en imiter le Regime & ſe reformoient ſur ſon modele, de maniere que ſes Conſtitutions leur tenoient lieu de Regles, juſques-là que le Concile IV. de Latran tenu en 1215. ſous le Pape Innocent III. voulant qu'à ſon exemple les Superieurs des Monaſteres dans tous les Royaumes & toutes les Provinces de la Chreſtienté fiſſent entre eux des Aſſemblées & tinſſent de fois à autre des Chapitres Generaux, ordonna que dans les commencemens ils y appelleroient deux Abbez de cet Ordre pour y preſider & leur apprendre la maniere de s'y comporter, comme en eſtant parfaitement inſtruits: Auſſi voit-on dans les Statuts de pluſieurs Ordres, que parlant de leurs Chapitres, il eſt toujours fait mention de celuy de Ciſteaux; *Omnia in ſinceritate procedant & ad inſtar Ciſtercienſis Ordinis celebrentur*, ou bien, *Semel in anno more Ciſtercienſium, tempore determinato convenient Generale Capitulum celebraturi.*

* Cluny, Prémontré, Grandmont, Savigny, Le Val des Ecoliers, Le Val des Choux &c.

Le Chapitre General de Ciſteaux ſe tenoit tous les ans, & il y aſſiſtoit toujours un grand nombre de perſonnes tres-diſtinguées, pluſieurs Evêques, Archevêques, Cardinaux: Le

Pape Eugene III. qui avoit esté Religieux & Abbé de l'Ordre, presida en personne à celuy de l'année 1148. & Matthieu Paris Anglois & Auteur contemporain, marque qu'en 1244. le Roy S. Louis y estoit avec toute sa Cour, & que le Pape y avoit un Nonce, & l'Empereur son Ambassadeur. Les Grands Seigneurs, les Princes & les Rois y venoient ainsi eux-mêmes demander des Lettres de Confraternité & d'estre associez à leurs prieres, tant estoit grande la confiance qu'ils y avoient; & on leur accordoit aussi assez souvent des Religieux Convers qui estoient préposez pour regler leurs maisons & prendre soin de leurs familles.

Dans le temps des guerres saintes & des Croizades, c'estoit à qui pourroit y obtenir quelques Religieux pour les accompagner, comme on voit qu'il en fut demandé au Chapitre General de 1201. & qu'à la recommandation du Pape, le Marquis de Montfort & les Comtes de Flandre & de Blois qui s'y estoient rendus avec plusieurs autres Princes, obtinrent pour aller avec eux, quatre Abbez qui furent ceux des Vaux de Cernay, de Perseigne, de Loz & de Cercanceau.

Ad Mandatum Summi Pontificis & ad preces Marchionis de Monteforti & Flandrensis & Blesensis Comitum, conceditur ut de Sarnaïo, de Persenia, de Loz & de Sacra Cella Abbates proficiscantur cum Cruce signatis. *Chap. Gen. de Cist. de l'an 1201.*

Ces Princes conservoient une telle correspondance avec le Chapitre General, qu'ils prenoient soin eux-mêmes de l'informer des principaux évenemens, ainsi qu'il resulte de la Lettre que luy écrivit l'Empereur Baudouïn I. aprés son couronnement en l'an 1204. luy marquant toutes les particularitez du Siege & de la prise de Constantinople sur l'Empereur Grec, & comment ce Prince vaincu avoit pris la fuite & abandonné ses armes & l'Etendart Imperial avec une Statuë ou Image miraculeuse de Nostre-Dame qu'on avoit coutume de faire porter devant luy dans les occasions importantes & dangereuses, & que l'Armée victorieuse avoit consacrée & dediée à l'Ordre de Cisteaux: *Clypeum abjicit, arma deponit, & nostris vexillum Imperiale dimittit, nobilemque quam sibi præferri faciebat Iconem, quam Ordini vestro Cisterciensi nostri dedicavere victores.*

Cette Lettre est rapportée toute entiere par tant d'Historiens même contemporains, qu'onn'en sçauroit douter, par Arnoldus Abbé de Lubek continuateur d'Helmodus, par le Religieux anonyme de S. Guillain dans sa Flandria Generosa, par d'Outreman, Aubert le Myre &c. avec cette addresse: *Balduinus Dei gratiâ fidelis Constantinopolitanus Imperator, Deo & hominibus amabilibus viris semper in Christo dilectis & meritò diligendis, Abbati Cistercii & universis Abbatibus & fratribus ejusdem Martyrii Thesaurisantibus rosas terrena despicere, & amare cœlestia.* Il en écrivit aussi une de même à toutes les Personnes qualifiées de la Chrétienté.

Ces sortes de Consecrations & de Dedicaces qui se faisoient à l'Ordre de Cisteaux, estoient frequentes en ces temps-là heureux, pour témoigner l'estime qu'on en avoit.

En l'année 1142. Alphonse I. Roy de Portugal luy rendit feudataire son Royaume; la Charte en est encore aujourd'huy conservée en original dans l'Abbaye d'Alcobace, & est rapportée & transcrite par divers autheurs; on continuë même de

De consensu Vassallorum meorum, meipsum, Regnum meum, gentem meam & Successores meos sub B. M. de Claravalle quæ est Cisterciensis Ordinis, tutelam, protectionem, defensionem & patrocinium Constituo & constituta fore decerno, Ordinando & mandando omnibus successoribus meis hujus Regni ut singulis annis tribuant in modum feudi & vassalitii &c. *Caramuel, Philippus Prudens, pag. 218 & de Sousa dans sa Lusitania liberata, p. 138.*

payer à l'Abbaye de Clairvaux les 50. Morabitins d'Or qui luy furent assignez tous les ans, évaluez à 275. liv.

Et en 1201. la Reine d'Arragon luy voua son fils unique heritier du Royaume, & le Pape écrivit au Chapitre General pour luy permettre d'entrer dans l'Abbaye de Poplet en Catalogne, le jour que se feroit la cérémonie de la Consecration; tant estoit grande & exacte en ce temps-là la Regularité en l'Ordre de Cisteaux.

Reginæ Arragonensi propter reverentiam summi Pontificis qui super hoc scripsit Capitulo Generali, & ob ipsius devotionem quam singulariter habet ad Ordinem, Conceditur ut eâ die tantùm quâ filium suum quem vovit Ordini, voluerit offerre Domino, domum Populeti possit introire. *Chap. Gen. de Cist. de 1201.*

Nous ne finirions jamais si nous voulions rapporter tous les titres d'honneur & toutes les marques d'estime que les Grands de la terre ont donné à l'Ordre de Cisteaux & qui sont la source & la veritable cause de ses Privileges : ils venoient eux-mêmes, ainsi qu'on a deja dit, les offrir au Chapitre General, en luy demandant ses suffrages, ou bien ils y envoyoient des Ambassadeurs, comme le prouve la Lettre qu'on voit encore de l'Empereur Frederic I. de 1152. peu de jours aprés son couronnement : & même plusieurs Princes & Princesses s'y engageoient par des vœux solennels; & l'on y a vû souvent dans l'habit de simples Convers, des fils, des freres & des neveux d'Empereurs, de Rois & d'autres Princes.

Credimus, imò verò scimus quòd tanta est sanctitas hujus reverendi Ordinis, tamque est placens orationum vestrarum holocaustum quod Domino quotidie offertis, quòd omne id quod petendum duxeritis, obtinebitis: Cùm igitur hoc firmissimè credamus Nos qui in peccati pondere recognoscimus Nos esse, omni humilitate, omni devotione ab universis vobis & singulis qui in nomine Christi hîc convenistis, Petimus & obsecramus omnium precum instantiâ, quatenus in fraternitatem vestram Nos recipientes & in consortium sanctissimum orationum vestrarum Nos Colligentes, speciales Creatori nostro preces effundere dignemini : Ut sic sub Nobis regatur Imperium & disponatur ad laudem & gloriam nominis sui &c. *Lettre de l'Empereur Frideric I. de l'an 1152.*

Enfin les Saints en ce temps-là de benediction, y estoient si communs, que vers l'an 1255. sur la proposition qui fut faite au Chapitre General, de permettre de poursuivre à Rome la Canonisation de quelques-uns dont les miracles faisoient un grand éclat, non seulement le Chapitre ne l'accorda pas, mais il le défendit tres-expressément, de peur, dit-il, qu'à cause de la multitude, les Saints vinssent à s'avilir dans l'Ordre, *ne præ multitudine Sancti vilescerent in Ordine* * : l'Eglise n'a pas laissé d'en admettre plusieurs dont les noms se trouvent dans nos Menologes & Calandriers, entre lesquels il y en a beaucoup du premier rang, des Reines & des Princesses filles ou sœurs de Rois, qui estoient Abbesses ou Religieuses en divers Monasteres & y sont mortes en odeur de sainteté; celuy *de las Huelgas* prés de Burgos en Castille, pourroit seul en produire plus de douze ou quinze de cette qualité.

Annales de Manrique tom. 2. pag. 478. sous le Generalat de Guy III. 24. Abbé de Cisteaux.

* C'estoit encore le même esprit qui cent ans auparavant avoit déja inspiré, comme le porte la vie de S. Bernard, au B. Goswin 5e Abbé de Cîteaux, de défendre à ce Saint de plus faire de miracles à son Tombeau, pour conserver à ses Religieux un plus grand Recueillement & leur oster les occasions de se dissiper. Admirable desinteressement !

Vehementer timere cœpit ne si crebrescentibus signis tam intolerabilis illuc populorum turba concurreret, disciplina periret Ordinis ; quapropter reverenter accedens per virtutem obedientiæ ne signa ulteriùs faceret inhibuit &c. *Grand Exord. de Cist. Dist. 2. Chap. 20. p. 57.*

Un tres-grand nombre de personnes illustres militoient sous ses Estendarts, en portant l'habit & professant les Regles & les Constitutions que le Chapitre General leur donnoit, engagez dans les Milices & Chevaleries que les Rois instituoient, comme le fut en Castille l'an 1158. celle de Calatrave, en Portugal celle d'Avis en 1162, & plusieurs autres en divers

endroits de la Chrestienté, d'Alcantara, de Monteze, de Christ, de Alâ, de S. Maurice &c. dont les Grands Maistres nouvellement élûs ne commençoient à les gouverner, qu'aprés avoir juré & promis fidelité au Pape, à leur Souverain & à l'Abbé de Cisteaux : Et leur regle portoit en teste ces termes, *Vivant sub obedientia Abbatis Cistercii.*

Rien n'égale la déference que l'on avoit par tout pour les décisions du Chapitre General, lesquelles ont souvent servi à faire des Regles pour toute l'Eglise sur les points & difficultez qui s'agitoient, & dans les occasions de Schismes elles ont beaucoup contribué à luy rendre le calme & luy donner la paix, ainsi qu'il arriva du temps de S. Bernard sous Innocent II. & plusieurs autres fois ; & la Chronique d'Helmodus Auteur Esclavon contemporain qui écrivoit ce qu'il voyoit en 1163. touchant celuy du Pape Alexandre III. rend cet illustre témoignage, qu'étant extrémement échauffé à cause que l'Empereur soutenoit vivement le parti de l'Antipape, ce Chapitre s'estant assemblé à son ordinaire, composé, dit-il, d'un grand nombre de Personnes de merite, se declara pour Alexandre, & entraisna ainsi dans son sentiment presque tout le reste de la Chrestienté.

Interim Cisterciensis Ordo universus accesserat, in quo sunt Archiepiscopi & Episcopi quamplures & Abbates ampliùs quàm septingenti, & Monachorum inæstimabilis numerus : hi singulis annis celebrant Concilium apud Cistercium, & decernunt ea quæ utilia sunt ; horum invincibilis sententia vel maximas vires addidit Alexandro, &c.

Chronica Slavorum ad annum 1164. cap. 91. lib. 1. Idem, Sigonius.

Ce Pape en écrivit au Chapitre General de l'année suivante une Lettre de remerciement, avouant qu'aprés Dieu il luy devoit le bon succés qu'il avoit eu, & que c'estoit veritablement l'effet de leurs prieres. Il en conserva tant de reconnoissance, qu'estant à Paris peu de temps aprés, où l'Abbé de Cisteaux estoit venu pour les affaires de son Ordre, cet Abbé tombant malade à l'extrémité, le Pape voulut luy administrer luy-même les derniers Sacremens : ce qu'il fit en presence du Roy & de toutes les deux Cours.

Debitores ergo pro tam multiplici charitatis vestræ munere constituti, vos & sacrum Ordinem quem servatis, omni quâ possumus affectione diligimus, & ejusdem Ordinis profectibus & augmentis amplissimo studio promptæ sollicitudinis aspiramus &c.

Lettre du Pape Alexandre III. en 1164.

Huic decedenti tota Romanæ Curiæ dignitas astitit, ita ut ipse quoque D. Papa propriis illum manibus inungens, magno pietatis affectu morienti compateretur & mortuo congratularetur &c.

Gr. Ex. de Cist. Dist. 1. Chap. 24. pag. 39. Et Annal. de Manrique tom. 1. p. 475. & tom. 2. p. 371.

Et le Pape Innocent III. s'estant aussi trouvé dans des occasions pressantes & dangereuses qui luy faisoient craindre d'en estre accablé, s'addressa pareillement au Chapitre General, & luy demanda de l'aider de leurs prieres, par une Lettre tres-éloquente datée de la 9e année de son Pontificat.

Cùm igitur inter tot & tanta pericula constituti, vestris indigeamus meritis & orationibus adjuvari, Rogamus & obsecramus vos quatenus nobis in maris altitudine fluctuantibus, charitatis vestræ suffragium impendatis, & remis orationum vestrarum Piscatorem & Naviculam sublevantes, illum qui mari & ventis imperat, exoretis ut per suam misericordiam infinitam super nos illuminans vultum suum, interiorem & exteriorem tempestatem serenet &c.

Lettre du Pape Innocent III.

Cette consideration qu'on avoit pour le Chapitre General, alla si loin, que plusieurs Monarques de diverses nations s'obligerent & voulurent faire la dépense de ses Assemblées ; elles duroient ordinairement pendant 5. jours. Richard I. Roy d'Angleterre donna pour les trois premiers à cet effet, les revenus qui luy appartenoient de l'Eglise de Schardeburg, & sa Charte qu'on a encore en original de l'an 1191. souscrite & consentie par l'Archevêque d'Iork, fut confirmée par les Papes Clement II. & Celestin III.

Alexandre II. Roy d'Ecosse donnoit vingt livres sterlin chaque année, pour subvenir aux frais du 4e jour, & l'Evêque de S. André & le Pape Honoré III. approuverent en 1220. sa donation. Et enfin, Bela IV. Roy de Hongrie, de Croatie, de Dalmatie, Servie &c. assigna pour le 5e jour, tous les ans cent Marcs d'Argent sur son Domaine de la Ville de Strigonie; chacun s'empressant ainsi de donner au Chapitre General des marques effectives de son affection & de son estime.

Rogantes & monentes vos per illam amicitiam nostram & fraternitatem cui vos satis dignanter sociastis &c.
Lettre du Chap. Gen. de Cist. en 1127. au Roy Louis le Gros.

Il ne faut pas s'imaginer que les Rois de France ne l'ayent fait pareillement, ils en ont donné tant de preuves dans tous les temps, qu'on ne peut pas en douter; Parmi les Lettres de S. Bernard on en trouve une qui est la 45e qui fait foy que Louis le Gros s'estoit venu faire associer à l'Ordre & avoit obtenu des Lettres de Confraternité en 1127. comme firent ensuite la pluspart de ceux qui luy succederent; & l'on voit encore leurs Lettres Patentes au sujet des fondations qu'ils firent & approuverent avec de grands éloges en 1123. 1145. 1188. & dans tous les siecles suivans. S. Louis fit divers voyages à Cisteaux & assista à plusieurs Chapitres Generaux de differentes années: il y estoit, comme on l'a déja dit, en 1244. avec la Reine, la Reine Mere, ses Freres & toute sa Cour; & Mathieu Paris Historien Anglois, marque sur l'année 1255. que ce Saint ne manquoit point d'occasion de se declarer hautement le Protecteur & le défenseur de l'Ordre, *Ordinis Cisterciensis Protector & zelator*, en soutenant & défendant ses Privileges à Rome & ailleurs, de toute son autorité; les Lettres Patentes qui les ont confirmez de fois à autres, notamment dans les deux derniers siecles, & que le Roy rappelle dans les siennes qu'il vient de donner tout recemment au mois de Decembre dernier sur nostre tres-humble supplication, d'une maniere si honorable, pour obliger leurs Officiers de Justice de tenir la main & de prendre soin qu'ils soient observez & executez, sont des convictions évidentes de cette Protection & qui ne permettent pas d'en douter.

Lettres Patentes de François I. Henry II. François II. Charles IX. Henry III. Henry IV. & Louis XIII.

Si tous les Grands de la terre ont eu de tels égards & tant d'attention pour les Privileges de l'Ordre de Cisteaux, dans tous les temps jusqu'à present, que ne doivent pas faire pour y marquer leur déférence & la vénération qui y est dûë, les Personnes qui y sont engagées par leur profession, pour s'y maintenir & conserver un heritage si pretieux, & ce depost sacré que leurs Peres leur ont si saintement acquis & si soigneuse-

ment laissez ? Ils ne peuvent ni en honneur ni en conscience les negliger, puisque l'on peut dire que leur salut y est interessé, ne leur ayant esté donnez que pour leur faciliter la voye de se sauver plus aisément, & de pouvoir pratiquer plus exactement les Regles qu'ils en ont établies, & de l'execution desquelles tout dépend, nous obligeant de nous y soumettre sous de grandes peines, pour nous en faire comprendre l'importance, dans le temps de leur plus grande simplicité & sainteté.

C'est dans tous leurs Statuts qu'ils en ont parlé, notamment dans leurs plus anciennes Compilations où ils ont eu soin d'expliquer ces Privileges & de les rapporter, aprés la Carte de Charité qui en contient le premier & principal esprit, en 1202. 1256. 1289. & 1316. sous les Titres d'Institutions du Chapitre General & de plus anciennes définitions : ils se trouvent placez sous celuy-cy immediatement, *Libertates cum Privilegiis & Indulgentiis à Sede Apostolica nobis concessæ inviolabiliter observentur*, où ils sont détaillez ; Puis ils ajoûtent, *Supradictam Cartam Charitatis omnes Personæ Ordinis cum affectu summæ devotionis amplecti & ferventi studio & sedulâ meditatione in his contenta Privilegia tam à summis Pontificibus quàm à Regibus & Principibus Ordini prædicto concessa, universi & singuli illius Professi & maximè Abbates inviolabiliter observent & faciant observari ; & contrà impetentes & impedientes libertates ejusdem, secundùm formam præscriptam, efficacis defensionis præsidio procedere teneantur.* Et afin qu'on ne pût pas en prétendre cause d'ignorance & de l'obligation qu'on a de les observer, il est expressément ordonné qu'on les aura transcrits dans tous les Monasteres, & que tous les ans la lecture en sera faite publiquement.

Nomast. Cisterc. pag. 251. 484. 485. & 528.

Obligation tres-étroite à toutes les Personnes de l'Ordre, d'observer les Privileges, de s'y conformer & d'y déferer, & mesme de les défendre & soutenir.

Il y a de plus un Chapitre entier sous le Titre *De modo seu formâ defendendi prædictas immunitates*, qui prescrit la maniere dont cette défense doit se faire, & marque les peines dont doivent estre punis ceux qui y sont negligens, tant spirituelles que corporelles, entre lesquelles la suspension *à divinis* & l'excommunication ne sont pas oubliées.

Au reste, il y a long-temps que le Recueil de ces Privileges auroit dû estre fait ; plusieurs Chapitres Generaux l'ayant ordonné depuis bien des années, en reconnoissant l'utilité & la necessité, & il n'y en a eu encore depuis long-temps que quelques essais tres-imparfaits, qui ont esté donnez au Public ; ce qui obligea les trois derniers Chapitres Generaux tenus és années 1683. 1686.

& 1699. de s'y appliquer plus particulierement & d'en renouveller l'Ordonnance, & même ils nous firent l'honneur tous trois de nous charger de ce soin, & de nous commettre à cet effet : à quoy nous n'aurions pas manqué de satisfaire dés ce temps-là, si les Mémoires qui avoient esté promis nous avoient esté envoyez ; nous les attendons encore : mais comme il n'y a pas d'apparence qu'ils viennent si-tost, & que la necessité presse plus que jamais, ne se trouvant plus depuis tres-long-temps rien des anciennes Editions ; nous avons crû en nous servant du pouvoir que nous ont donné ces trois derniers Chapitres Generaux, devoir pour celle-cy prendre l'occasion des Lettres Patentes que le Roy vient de nous accorder au mois de Decembre dernier 1711. en attendant que nous puissions nous acquitter pleinement de nostre Commission par une Compilation generale & complete.

Et afin de rendre cette nouvelle Edition plus utile que les précédentes, & plus intelligible à toutes sortes de Personnes, notamment aux Religieuses, outre que nostre dessein est d'y ajoûter beaucoup de choses qui y ont esté obmises & qui y sont absolument necessaires ; nous avons estimé qu'il estoit à propos de mettre à la teste & au devant de chaque Privilege de petits Sommaires en langue vulgaire, qui en expliqueront succinctement le contenu, & en marges de petites notes pour en marquer l'essentiel & les endroits décisifs.

Et enfin, nous ajoûterons en ce Recueil, s'il est possible, par maniere d'Appendice, quelques Extraits encore d'autres Privileges qui ne sont pas rapportez en leur entier, dont la connoissance neanmoins peut estre utile, & la mémoire doit estre conservée : L'on pourra même les faire suivre de quelques Arrests qui doivent servir de Reglement, autant pour contribuer à terminer les Procés, que pour les éviter, par la connoissance qu'ils donneront de ce qui a esté jugé en pareilles occasions. Le tout soit pour la plus grande gloire de Dieu, & pour l'avantage & l'honneur de l'Ordre de Cisteaux.

LETTRES



LETTRES PATENTES DU ROY *en confirmation des Privileges de l'Ordre de Cisteaux.*

Avec attribution de jurisdiction au Grand Conseil.

Du mois de Decembre 1711.

LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE : A tous presens & à venir, SALUT. Nostre cher & bien amé Dom Louis Meschet Abbé de la Charité, Religieux Profés & Procureur General de l'Ordre de Cisteaux, Nous a tres-humblement fait representer que les Privileges de cet Ordre, qui luy ont esté accordez ou confirmez par differentes Bulles des Papes Innocent IV. Alexandre IV. Martin V. Pie II. Sixte IV. Innocent VIII. Alexandre VII. & de plusieurs autres, tant pour le spirituel que pour le temporel, & notamment les Privileges concernant l'exemption de la Jurisdiction des Ordinaires, la conduite & le gouvernement des Monasteres d'hommes & de filles qui le composent, le droit de les visiter & celuy de pouvoir y administrer les Sacremens aux personnes qui en sont les Fermiers & les Domestiques, l'exemption de payer toutes sortes de Dixmes sur les Terres qui sont de ses Domaines, & la faculté de percevoir les Novalles sur celles où les anciennes Dixmes luy appartiennent : enfin la reformation de l'Ordre & la partition Canonique des Biens de ses Monasteres entre les Abbez Commendataires & les Communautez, ont esté de tout temps regardez comme quelque chose non seulement de tres-considerable & de tres-précieux pour ledit Ordre de Cisteaux en general, mais encore de tres-important pour la France ; sur tout en ce que cet Ordre dont le Chef & les principales & plus anciennes Abbayes ainsi que plusieurs autres de ses Monasteres, sont situez dans le Royaume, se trouvant d'ailleurs répandu dans une infinité d'endroits de l'Europe Chrétienne, la communication qui se fait de ces mêmes Privileges à toutes les Maisons de l'un & de l'autre sexe qui en dépendent, quoique dans des Etats de Dominations étrangeres, sert à en

tretenir une liaiſon & une relation qui s'eſt ſouvent trouvée tres-utile & tres-avantageuſe ; de maniere que pluſieurs Rois nos prédeceſſeurs, entre autres François Premier, Henry & François Seconds, Charles IX. Henry III. Henry IV. & Louis XIII. ont crû devoir par ces conſiderations, favoriſer ledit Ordre d'une protection ſinguliere, & ont toûjours témoigné avoir à cœur de le conſerver dans la poſſeſſion & jouiſſance de ſes Privileges, luy en ayant même accordé des Lettres de Confirmation toutes les fois qu'ils en ont eſté requis ; juſques-là que le Roy Louis XIII. portant ſon attention plus loin, auroit eſtimé à propos que dans celles qu'il octroya au mois de May 1620. l'Adreſſe fuſt faite au Grand Conſeil, privativement à tous autres Juges, afin d'empêcher la difference & la varieté des Jugemens qui ſeroient rendus ſur les conteſtations qui pourroient arriver dans la ſuite : Et en effet, ledit Ordre a depuis leſdites Lettres Patentes toûjours jouy de ſes Privileges ſous l'autorité du Grand Conſeil, auquel Sa Majeſté a le plus ſouvent par differens Arreſts de ſes Conſeils d'Etat & Privé, renvoyé les conteſtations qui y ont eſté portées ſur les conflits de Juriſdictions ſurvenus à ce ſujet. Mais dautant que ces mêmes Lettres Patentes confirmatives deſdites Bulles & des Privileges qu'elles contiennent, ne ſont point cenſées avoir eſté renouvellées de noſtre Regne, quoique nous les ayons approuvées dans differentes occaſions qui ſe ſont preſentées, & particulierement par Arreſt de noſtre Conſeil & nos Lettres Patentes ſur iceluy, confirmatives dudit Bref d'Alexandre VII. & autres, portant attribution au Grand Conſeil, en ſorte que ce pretendu défaut de confirmation de noſtre part, qui a ſouvent ſervi de pretexte à des perſonnes mal intentionnées, de troubler ledit Ordre dans la jouiſſance de ſes Privileges, pourroit encore donner lieu dans la ſuite, à d'autres troubles & à de nouvelles difficultez ; ledit Expoſant pour prévenir tout inconvenient à cet égard, a eſté conſeillé d'avoir recours à Nous pour y eſtre pourvû par nos Lettres Patentes ſur ce neceſſaires, qu'il Nous a fait tres-humblement ſupplier de vouloir luy accorder. A CES CAUSES & autres à ce Nous mouvans, deſirant à l'exemple des Rois nos prédeceſſeurs dont nous honorons la memoire, donner audit Ordre de Ciſteaux des marques particulieres de noſtre protection ſpeciale, & contribuer autant qu'il eſt en nous, non ſeulement à le maintenir dans ſa ſplendeur, & à luy conſerver l'honneur de ſes

Prérogatives & tous ses autres avantages, mais encore à entretenir dans les Maisons qui en dépendent, une discipline exacte & reguliere par l'uniformité de son gouvernement : De l'avis de nôtre Conseil qui a vû les susdites Bulles d'Innocent IV. Alexandre IV. Martin V. Pie II. Sixte IV. & Innocent VIII. des années 1249. 1257. 1423. 1459. 1475. 1486. 1487. & 1489. avec les Lettres des Rois Henry IV. & Louis XIII. des mois de Mars 1596. & May 1620. qui confirment lesdites Bulles, & où il est fait mention de celles des autres Rois qui les avoient aussi precedemment confirmées, ensemble ledit Bref d'Alexandre IV. du 19. Avril 1666. l'Arrest de nostre Conseil d'Etat qui l'autorise du 14. Juillet suivant, & nos Lettres Patentes sur iceluy de la même année, avec plusieurs Arrests de nosdits Conseils d'Etat & Privé, concernant l'attribution ou le renvoy à nostre Grand Conseil, de la connoissance desdits Privileges, & autres Lettres Patentes ; les Copies collationnées ou imprimées de tout ce que dessus estant cy-attachées sous le Contrescel de nostre Chancellerie : De Nostre grace speciale, pleine puissance & autorité Royale, NOUS AVONS Approuvé, Autorisé & Confirmé, & par ces Presentes signées de nostre main, Approuvons, Autorisons & Confirmons lesdites Bulles & Lettres Patentes ; Voulons qu'elles soient executées selon leur forme & teneur, & qu'en consequence ledit Ordre de Cisteaux, les Abbayes, Prieurez & autres Monasteres, tant de l'un que de l'autre sexe, & même les personnes qui en dépendent, jouissent en general & en particulier, des Privileges qui y sont plus amplement mentionnez, en la maniere & tout ainsi qu'ils en ont bien & dûëment jouy ou dû jouir jusqu'à present. SI DONNONS EN MANDEMENT à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans nostre Grand Conseil, que ces Presentes ils ayent à enregistrer, & de leur contenu faire jouir & user ledit Ordre de Cîteaux pleinement, paisiblement & perpetuellement, faisant cesser tous troubles, difficultez, oppositions ou empêchemens, dont si aucuns interviennent, Nous luy avons Renvoyé & Attribué, Renvoyons & Attribuons par ces mêmes Presentes la connoissance, icelle interdite à toutes nos Cours & autres Juges, à peine de nullité de tout ce qui pourra estre fait au contraire ; Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toûjours, Nous avons fait mettre nostre Scel à cesdites Pre-

sentes. Donné à Versailles au mois de Decembre l'an de grace mil sept cens onze, & de nostre Regne le soixante-neuviéme. Signé, LOUIS. Et sur le repli : Par le Roy, PHELYPEAUX. Et scellé du grand Sceau de cire verte sur lacs de soye rouge & verte, & contrescellé. Et sur le même repli est écrit : Visa, signé, PHELYPEAUX. pour confirmation des Privileges de Cisteaux, signé, PHELYPEAUX.

Arrest d'Enregistrement des Lettres Patentes au Grand Conseil.

Du 3. Mars 1712.

Extrait des Registres du Grand Conseil du Roy.

VEU par le Conseil les Lettres Patentes du Roy accordées à Dom Louis Meschet Abbé de la Charité, Religieux Profès & Procureur General de l'Ordre de Cisteaux, par lesquelles Sa Majesté de l'avis de son Conseil qui a vû les Bulles d'Innocent IV. Alexandre IV. Martin V. Pie II. Sixte IV. & Innocent VIII. des années 1249. 1257. 1423. 1459. 1475. 1486. 1487. & 1489. avec les Lettres des Rois Henry IV. & Louis XIII. des mois de Mars 1596. & May 1620. qui confirment lesdites Bulles, & où il est fait mention de celles des autres Rois qui les avoient aussi précedemment confirmées, ensemble ledit Bref d'Alexandre VII. du 19. Avril 1666. l'Arrest du Conseil d'Etat qui l'autorise du 14. Juillet suivant & les Lettres Patentes du Roy sur iceluy de la même année, avec plusieurs Arrests des Conseils d'Etat & Privé concernant l'attribution ou le renvoy au Grand Conseil de la connoissance desdits Privileges & autres Lettres Patentes : les Copies collationnées ou imprimées de tout ce que dessus estant attachées sous le Contrescel desdites Lettres : Sadite Majesté Confirme, Approuve, Autorise & Confirme lesdites Bulles & Lettres Patentes, Veut qu'elles soient executées selon leur forme & teneur, & qu'en consequence ledit Ordre de Cîteaux, les Abbayes, Prieurez & autres Monasteres tant de l'un que de l'autre sexe, & même les personnes qui en dépendent, jouissent en general & en particulier, des Privileges qui y sont plus amplement mentionnez en la maniere & tout ainsi qu'ils en ont

bien & dûëment jouy ou dû jouir jusqu'à present ; lesdites Lettres addressées au Conseil pour y estre registrées, & de leur contenu faire jouir & user ledit Ordre de Cisteaux pleinement, paisiblement & perpetuellement, faisant cesser tous troubles, difficultez, oppositions ou empêchemens, dont si aucuns interviennent, Sa Majesté Renvoye & Attribuë audit Conseil la connoissance, icelle interdite à toutes Cours & autres Juges, à peine de nullité de ce qui sera fait à ce contraire, données à Versailles au mois de Decembre mil sept cens onze, signées LOUIS. Et sur le reply : Par le Roy, PHELYPEAUX. Et scellées du grand Sceau de cire verte. Lesdites Bulles, Brefs, Lettres Patentes & Arrests du Conseil d'Etat & Privé du Roy, énoncées & datées dans lesdites Lettres Patentes, & cy-dessus attachées sous le Contrescel d'icelles. Requeste presentée au Conseil par ledit Dom Louis Meschet Abbé de la Charité & Procureur General de l'Ordre de Cisteaux, à ce qu'il soit ordonné que lesdites Lettres Patentes du mois de Decembre 1711. en confirmation des Privileges dudit Ordre seront enregistrées és Registres du Conseil, ensemble les Bulles & Brefs y mentionnées, si fait n'a esté, pour estre executées, gardées & observées, & jouir par ledit Ordre de l'effet & contenu ésdites Lettres selon leur forme & teneur : Conclusions du Procureur General du Roy ; Le Conseil a Ordonné & Ordonne que lesdites Lettres Patentes du mois de Decembre 1711. seront enregistrées és Registres du Conseil, ensemble lesdites Bulles & Brefs y mentionnez, si fait n'a esté, pour estre executées, gardées & observées, & jouir par ledit Ordre de l'effet & contenu en icelles selon leur forme & teneur. Fait audit Conseil à Paris le troisiéme Mars mil sept cens douze. Collationné. Signé DE HODENCQ.

CARTE DE CHARITÉ
OU
STATUT PRIMORDIAL ET FONDAMENTAL DE L'ORDRE DE CISTEAUX,

Ainsi qu'il se trouve dans tous les Livres de l'Ordre imprimez & manuscrits, & dans le Grand Bullaire Romain imprimé à Rome & à Lyon, en suitte de la Bulle du Pape Eugene III.

SOMMAIRE.

Voyez la Bibliotheque de Cist. Tom. 1. pag. 6. Et au grand Bullaire Romain la Bulle de Paschal II. qui en est la premiere Constitution.

Ce Privilege qui est le premier de l'Ordre aprés l'Exemption accordée à l'Abbaye de Cisteaux dans son établissement en l'année 1098. & confirmée en 1100. par Bulle du Pape Paschal II. est divisé en 30. Articles reduits à cinq Chapitres qui renferment tout ce qui peut estre necessaire pour le bon gouvernement d'un Ordre, sous l'autorité immediate du Saint Siege & la conduite des Superieurs reguliers : On l'attribuë à saint Estienne troisiéme Abbé de Cisteaux avec le Conseil de ses Religieux.

PREMIER CHAPITRE.

De la maniere de vivre & d'agir uniformément dans tous les Monasteres de l'Ordre.

L'Abbé de Cisteaux & sa Communauté dans l'Institution de l'Ordre, renoncent à tous les droits qu'ils auroient pû se retenir sur le temporel des Monasteres qui y seront fondez, & s'y reservent seulement la jurisdiction spirituelle.

I. QUIA unius veri Regis, Domini & Magistri Nos omnes servos licèt inutiles, esse Cognoscimus, idcircò Abbatibus & Confratribus nostris Monachis, quos per diversa loca Dei pietas per Nos miserrimos hominum sub regulari disciplina ordinaverit, nullam terrenæ commoditatis seu rerum temporalium exactionem Imponimus : prodesse enim illis omnibusque sanctæ Ecclesiæ Filiis Cupientes, nihil quod eos gravet, nihil quod eorum substantiam minuat, erga eos agere Disponimus ; ne dum Nos abundantes de eorum paupertate esse Cupimus, avaritiæ malum quod secundùm

Apostolum Idolorum servitus comprobatur, evitare non possimus.

2. Curam tamen animarum illorum, gratiâ Charitatis, retinere Volumus, ut si quando à proposito & observantia sanctæ Regulæ, quod absit, declinare tentaverint, per nostram sollicitudinem ad rectitudinem vitæ redire possint.

3. Nunc ergo Volumus illisque Præcipimus ut Regulam beati Benedicti per omnia observent sicut in novo Monasterio observatur; non alium inducant sensum in lectionem sanctæ Regulæ, sed sicut Antecessores nostri sancti Patres, Monachi videlicet Novi Monasterii, intellexerunt & tenuerunt, & Nos hodie intelligimus & tenemus, ita & isti intelligant & teneant.

Obligation à tous les Monasteres de l'Ordre, de se conformer aux Usages & Pratiques de l'Abbaye de Cisteaux, sans pouvoir s'en dispenser par aucun Privilege.

Novum Monasterium est le premier nom qu'a porté l'Abbaye de Cisteaux par rapport à celle de Molesme.

4. Et quia omnes Monachos ipsorum ad nos venientes in Claustro nostro recipimus, & ipsi similiter nostros in Claustris suis recipiunt: Ideo Nobis opportunùm videtur, & hoc etiam Volumus, ut mores & cantum & libros omnes ad omnes Horas diurnas & nocturnas & ad Missas necessarios, secundùm formam morum & librorum Novi Monasterii possideant; quatenus in actibus nostris nulla sit discordia, sed unâ charitate, unâ Regulâ, similibusque vivamus moribus.

5. Nec aliqua Ecclesia vel persona Ordinis nostri, adversus communia ipsius Ordinis Instituta, privilegium à quolibet postulare audeat, vel obtentum modo quolibet retinere.

Nulle Maison ni personne de l'Ordre, ne peut s'aider d'aucun Privilege contraire à son Institut, & qui n'y soit reçû & approuvé.

CHAPITRE II.

Du pouvoir & de la maniere de faire les visites dans les Monasteres.

6. CUM verò Abbas Novi Monasterii ad aliquod horum Cœnobiorum visitandi gratiâ venerit, Abbas illius loci, ut Ecclesiam Novi Monasterii suæ Ecclesiæ Matrem esse recognoscat, cedat ei in omnibus locis sui Monasterii, & ipse Abbas adveniens Locum illius Abbatis, quandiu ibi manserit, teneat.

L'Abbé de Cisteaux a droit de visiter indistinctement tous les Monasteres de l'Ordre, qui doivent reconnoître le sien comme leur Mere & le Chef de tous les autres.

7. Excepto quòd non in Hospitio sed in Refectorio cum Fratribus, propter disciplinam servandam, comedat, nisi Abbas loci illius defuerit: Similiter & omnes supervenientes nostri Ordinis Abbates faciant; quòd si plures supervenerint, & Abbas illius loci

defuerit, prior illorum in Hospitio comedat. Et hoc excipitur; quòd Abbas illius loci, etiam in præsentia Majoris Abbatis, suos Novitios post regularem probationem benedicet.

* Cistercii.

L'Abbé qui visite ne peut disposer du temporel du lieu qu'il visite, mais il doit reformer & corriger les abus & infractiôs faites aux Regles, & cela charitablement.

8. Abbas quoque Novi Monasterii * caveat ne quicquam præsumat tractare aut ordinare aut contingere de rebus illius loci ad quem venerit, contra Abbatis vel Fratrum voluntatem.

9. Si autem Præcepta Regulæ vel nostri Ordinis Instituta intellexerit in eodem loco prævaricari, cum consilio præsentis Abbatis charitativè studeat Fratres corrigere; si verò Abbas loci non affuerit, nihilominus corrigat quod sinistrum invenerit.

Le Pere immediat peut & doit tous les ans visiter ses Filles.

10. Semel per annum visitet Abbas Majoris Ecclesiæ per se vel per aliquem de Coabbatibus suis, omnia Cœnobia quæ ipse fundaverit: & si Fratres ampliùs visitaverit, inde magis gaudeant.

Et les 4. premiers Abbez doivent aussi tous les ans visiter Cisteaux de la maniere prescrite au 29. Article.

11. Domum autem Cisterciensem semel per seipsos visitent quatuor primi Abbates de Firmitate, de Pontigniaco, de Claravalle & de Morimundo, die quâ inter se constituerint, præter annuum Capitulum Generale, nisi fortè aliquem eorum gravis ægritudo detineat.

12. Cùm autem aliquis Abbas nostri Ordinis ad Novum Monasterium venerit, reverentia Abbati congrua ei exhibeatur: stallum Abbatis loci illius teneat & in Hospitio comedat, si tamen Abbas defuerit; si verò præsens fuerit, nihil horum agat, sed in Refectorio comedat: Prior autem negotia Domûs disponat.

L'ordre que doivent tenir entre eux les Abbez survenans en quelque Monastere.

13. Inter Abbatias illas quæ se alterutras non genuerint, ista lex erit. Omnis Abbas in omnibus locis sui Monasterii Coabbati suo cedat advenienti, ut impleatur illud quod scriptum est, *honore invicem prævenientes*: si duo aut eo ampliùs convenerint, qui prior erit de advenientibus, locum superiorem tenebit; omnes tamen præter Abbatem loci illius in Refectorio comedent, ut suprà diximus: aliàs autem ubicumque convenerint, secundùm tempus Abbatiarum suarum, ordinem suum tenebunt, ut cujus Ecclesia fuerit antiquior, ille sit prior; ubicumque verò consederint, humilient sibi mutuò.

Les Peres immediats en visitant leurs Filles, doivent suivre ce qui est reglé pour l'Abbé de Cisteaux lorsqu'il fait ses visites.

14. Cùm verò aliqua Ecclesiarum nostrarum Dei gratiâ adeo creverit, ut aliud Cœnobium construere possit, illam Definitionem, quam Nos inter Fratres nostros tenemus, & ipsi inter se teneant, excepto quòd inter se annuum Capitulum non habebunt.

CHAPITRE

CHAPITRE III.

Du lieu & de la maniere de tenir le Chapitre General.

15. SED omnes Abbates de Ordine nostro singulis annis ad Cisterciense Capitulum Generale omni postpositâ occasione convenient, illis solis exceptis quos corporis infirmitas retinuerit, qui tamen idoneum Nuntium delegare debebunt, per quem necessitas remorationis eorum valeat Capitulo nuntiari : & illis item exceptis qui in remotioribus partibus habitantes, eo termino venient qui eis fuerit à Capitulo constitutus : quòd si quis aliâ quacumque de causâ quandoque remanere à nostro Generali Capitulo præsumpserit, in sequentis anni Capitulo pro culpâ veniam petat, nec sine gravi animadversione pertranseat.

Le Chapitre General ne peut se tenir qu'en l'Abbaye de Cisteaux.

Tous les Abbez doivent s'y trouver.

16. In quo quidem Capitulo Generali de salute animarum suarum tractent, & in observatione sanctæ Regulæ & Ordinis si quid emendandum fuerit vel agendum, ordinent ; bonum pacis & charitatis inter se confirment.

Ce qui doit se faire dans le Chapitre General.

17. Si quis verò Abbas minùs in Regulâ studiosus, vel rebus sæcularibus nimis intentus, vel in aliquibus vitiosus repertus fuerit, ibi charitativè clametur, clamatus veniam petat, & pœnitentiam sibi pro culpâ indictam adimpleat : hanc verò clamationem non nisi Abbates faciant.

La Charité doit estre l'ame & la regle des Corrections qui se font par le Chapitre General,

18. Si verò aliqua controversia inter aliquos Abbates emerserit, vel de aliquo eorum tam gravis culpa propalata fuerit, ut suspensionem aut depositionem mereatur ; quidquid inde à Capitulo fuerit definitum, sine retractatione observetur.

19. Si fortè pro diversitate sententiarum in discordiam causa devenerit, illud inde irrefragabiliter teneatur quod Abbas Cistercii & hi qui sanioris consilii & magis idonei apparuerint, judicabunt ; hoc observato, quòd nemo eorum ad quos specialiter causa respexerit, definitioni debeat interesse.

20. Si aliqua Ecclesia pauperiem intolerabilem incurrerit, Abbas loci illius coram omni Capitulo hanc causam intimare studeat ; & tunc singuli Abbates maximo charitatis igne succensi, illius Ec-

clesiæ penuriam de rebus à Deo sibi collatis prout habuerint, sustentare festinent.

CHAPITRE IV.

De la maniere d'élire les Abbez.

Reglement general pour les élections des Abbez.

21. SI qua Domus Ordinis nostri Abbate proprio fuerit destituta, Major Abbas de cujus Domo illa exivit, omnem curam habeat ordinationis illius, donec Abbas alius eligatur in eâ ; & præfixâ die Electionis, etiam ex Abbatibus si quos Domus illa genuerit, advocentur, & consilio & voluntate Patris Abbatis, Abbates & Monachi Domûs illius Abbatem eligant.

Reglement particulier pour l'élection de l'Abbé de Cisteaux.

22. Domui autem Cistercii, quia Mater est omnium nostrûm, dum proprio Abbate caruerit, quatuor primi Abbates scilicet de Firmitate, de Pontigniaco, de Claravalle & de Morimundo, provideant ; & super eos sit cura Domûs illius, donec Abbas in eâ electus fuerit & statutus.

23. Ad Electionem autem Cisterciensis Abbatis, præfixâ & prænotatâ die ad minus per quindecim dies, convocentur ex Abbatibus quorum Domus de Cistercio exierunt, & ex aliis quos prædicti Abbates & Fratres Cistercienses idoneos noverint : & congregati in nomine Domini Abbates & Monachi Cistercienses, eligant Abbatem.

L'on ne peut choisir que dans l'Ordre les Superieurs.

24. Liceat autem cuique Matri Ecclesiæ Ordinis nostri non solùm de Monachis Filiarum suarum Ecclesiarum, sed de ipsis quoque Abbatibus earum, liberè sibi, si necesse fuerit, assumere Abbatem : personam verò de alio Ordine, nulla de nostris Ecclesiis sibi eligat in Abbatem, sicut nec nostrarum aliquem licet Monasteriis aliis quæ non sint de Ordine nostro, dari.

CHAPITRE V.

De la maniere de recevoir les cessions & démissions des Abbez, & de les déposer.

25. SI quis Abbas pro inutilitate seu pusillanimitate sua, à Patre suo Abbate Domûs illius de quâ sua exivit, postulaverit ut ab onere Abbatiæ suæ relaxetur, caveat ille ne facilè & sine causa rationabili & multùm necessariâ acquiescat : sed etsi fuerit tanta necessitas, nihil per se inde faciat, sed convocatis aliquibus aliis Abbatibus nostri Ordinis, eorum consilio agat quod pariter noverint oportere.

Reglement general touchant la cession & la déposition de tous les Abbez, à l'exception de celuy de Cisteaux.

26. Si quis verò Abbatum contemptor sanctæ Regulæ aut Ordinis prævaricator, vel commissorum sibi Fratrum vitiis consentiens innotuerit ; Abbas Majoris Ecclesiæ per seipsum vel per Priorem suum, aut quomodo opportuniùs potuerit, de emendatione eum admoneat usque quater : quòd si nec ita correctus fuerit, nec sponte cedere voluerit, congregato aliquanto numero Abbatum nostræ Congregationis, transgressorem sanctæ Regulæ ab officio suo amoveant ; ac deinceps alter qui dignus sit, consilio & voluntate Majoris Abbatis, à Monachis illius Ecclesiæ simul & ab Abbatibus, si qui ad eam pertinent, sicut suprà dictum est, eligatur.

Reglement general pour déposer tous les Abbez sans distinction que de celuy de Cisteaux, & pour recevoir leur démission.

27. Si autem is qui deponitur & Monachi ejus, quod Deus avertat, contumaces & rebelles esse voluerint, vel sententiis minimè acquiescant, ab ipso Abbate Majoris Ecclesiæ & à cæteris Coabbatibus ejus excommunicationi subdantur, ac deinceps ab eo coërceantur, prout fieri potuerit & cognoverint expedire.

28. Ex hoc sanè, si quis illorum ad se reversus de morte animæ suæ resurgere & ad Matrem suam redire voluerit, tanquam Filius pœnitens recipiatur : nam sine hac causa multo semper studio devitandâ, nullus Abbas Monachum cujuscumque alterius Abbatis Ordinis nostri, sine ejus assensu retineat, nullus in Domum alterius cujuscumque, sine ejus voluntate suos ad inhabitandum Monachos introducat.

Reglement particulier pour la déposition de l'Abbé de Cîteaux, & pour recevoir sa démission, où les quatre premiers Abbez agissent au nom de tous les autres.

29. Eodem etiam modo, si fortè (quod absit) Abbates nostri Ordinis Matrem nostram Cisterciensem Ecclesiam in sancto proposito languescere, & ab observatione sanctæ Regulæ vel Ordinis exorbitare cognoverint; Abbatem ejusdem loci per quatuor primos Abbates, scilicet de Firmitate, de Pontigniaco, de Claravalle & de Morimundo, sub cæterorum Abbatum nomine, usque quater, ut corrigatur ipse & alios corrigere curet, admoneant, & cætera quæ de aliis dicta sunt Abbatibus, si incorrigibiles apparuerint, circa eum studiosè adimpleant; excepto quòd si sponte cedere noluerit, nec ipsum deponere, nec contumaci anathema dicere poterunt, donec aut in Generali Capitulo, aut si illud fortè visum fuerit expectari non posse, in Conventu alio convocatis Abbatibus qui de Cistercio exierunt, & aliquibus aliorum, virum inutilem ab officio suo deponant, & tam ipsi quàm Monachi Cistercienses idoneum Abbatem eligere studeant: quòd si Abbas ille vel Monachi Cistercienses contumaciter recalcitrare voluerint, gladio excommunicationis eos ferire minimè vereantur.

30. Postea autem, si quis horum prævaricatorum tandem resipiscens & animam suam salvare cupiens, ad quamlibet quatuor nostrarum Ecclesiarum, sive ad Firmitatem, sive ad Pontigniacum, sive ad Claramvallem, sive ad Morimundum confugerit, sicut Domesticus & Cohæres Ecclesiæ cum regulari satisfactione recipiatur, quoadusque propriæ Ecclesiæ, sicut justum fuerit, reconciliatus quandoque reddatur. Interim autem annuum Abbatum Capitulum non apud Cistercium, sed ubi à quatuor suprà nominatis Abbatibus provisum fuerit, celebretur.

FIN.

PREMIERE CONFIRMATION de la Carte de Charité en 1119. par Bulle du Pape Calixte II.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape addresse sa Bulle à saint-Estienne & à ses Religieux qu'il dit estre auteurs de la Carte de Charité, & qui en ont demandé la confirmation qu'il accorde pour estre observée à perpetuité.*
2. *Il fait mention du consentement qu'ont donné les Evêques Diocezains à cette Constitution pour l'établissement de l'Ordre, lors de la fondation de chaque Monastere ; comme aussi de l'acceptation qui en a esté faite par les Abbez & les Religieux qui y ont esté établis.*
3. *Il défend de recevoir & retenir aucun Religieux & Frere Convers aprés leur Profession, sans la permission de leur Abbé.*

CALIXTUS Episcopus servus servorum Dei. Charissimis in Christo Filiis Stephano Venerabili Cisterciensis Monasterii Abbati & ejus Fratribus salutem & Apostolicam benedictionem. Ad hoc in Apostolicæ sedis regimen, Domino disponente, promoti conspicimur, ut ipso præstante, Religionem augere & quæ rectè atque ad salutem animarum statuta sunt, nostri debeamus authoritate officii stabilire : Idcircò, filii in Christo charissimi, petitioni vestræ charitate debitâ Impertimur assensum, & Religioni vestræ paterno congratulantes affectu, Dei operi quod cœpistis, manum nostræ Confirmationis Apponimus. La Bulle est adressée à l'Abbé & à la Communauté de Cisteaux.

Siquidem consensu & deliberatione communi Abbatum & Fratrum Monasteriorum vestrorum & Episcoporum in quorum Parochiis eadem Monasteria continentur, quædam de observatione Regulæ beati Benedicti, & de aliis nonnullis quæ Ordini vestro & Loco necessaria videbantur, Capitula statuistis quæ nimirum ad majorem Monasterii quietem & Religionis observantiam authoritate Sedis Apostolicæ petitis Confirmari. Le Pape fait mention des consentemens donnez pour l'execution & l'observation de la Carte de Charité, par les Evêques Diocezains lors de la fondation de chaque Monastére & de l'acceptation qu'en ont faite les Abbez & les Religieux qui y ont esté établis.

Il confirme la Carte de Charité sous le nom de Constitution, & les Reglemens qu'elle contient, pour estre observez à perpetuité.

Nos ergo vestro in Domino profectui congaudentes, Capitula illa & Constitutionem authoritate Apostolicâ Confirmamus, & omnia in perpetuum rata permanere Decernimus ; illud nominatim omnimodis prohibentes, ne Abbatum aliquis Monachos vestros sine regulari Commendatione suscipiat.

Si qua igitur Ecclesiastica sæcularisve persona nostræ Confirmationi huic, & Constitutioni vestræ, temeritate aliquâ obviare præsumpserit, tanquam Religionis & quietis Monasticæ perturbatrix, authoritate beatorum Petri & Pauli & nostrâ donec satisfaciat, excommunicationis gladio feriatur : Qui verò conservator extiterit, omnipotentis Dei & Apostolorum ejus benedictionem & gratiam consequatur.

Interdicimus autem ne quis Conversos Laïcos vel Professos vestros ad habitandum suscipiat. Ego Calixtus Catholicæ Ecclesiæ Episcopus Confirmavi & Subscripsi. Datum Sede loci per manum Chrisogoni sanctæ Romanæ Ecclesiæ Diaconi Cardinalis ac Bibliothecarii, decimo Kalendas Januarii, Indictione decimâ tertiâ, Incarnationis Dominicæ M. C X I X. Pontificatûs autem Domini Calixti Papæ anno primo.

Plusieurs autres Papes ont pareillement confirmé la Carte de Charité, & ont addressé leurs Bulles à tous les Abbez & Religieux de l'Ordre, notamment Eugene III. en 1152. Anastase IV. en 1154. Adrien IV. en 1159. Alexandre III. en 1165. & plusieurs autres jusqu'à Pie II. en 1459. ces Bulles sont à peu prés dans la même forme, si ce n'est que celle d'Alexandre III. contient cette clause particuliere : Quoniam autem Cisterciensis Ecclesia mater est omnium vestrûm & alium Patrem Abbatem super se non habet, sicut ad Cautelam & Ordinis Custodiam Statuistis, per primos Abbates annua ibidem visitatio fiat, & ad suggestionem eorum secundum Ordinem vestrum corrigatur si quid invenerint corrigendum.

Nomasticon. Cist. pag. 80.

Tout l'Ordre l'a aussi toûjours reçûë avec applaudissement & soumission, comme il paroist au commencement des premieres Compilations qui furent faites des plus anciennes Définitions ou Ordonnances & Reglemens que firent les Chapitres Generaux qui suivirent la Carte de Charité, l'ayant marqué à la teste par maniere de Prologue en ces termes qui luy en servent encore : Antequam Abbatiæ Cistercienses florere inciperent, Domnus Stephanus & Fratres sui Ordinaverunt ut nullæ Abbatiæ in alicujus Anti-

Ibidem, pag. 482.

La Bulle de Calixte II. appelle la Carte de Charité Constitution, & icy elle est nommée Decret d'entre l'Abbaye de Cîteaux & tout l'Ordre.

ſtitis Diœceſi fundarentur, antequam ipſe Decretum inter Ciſtercienſe Cœnobium & cætera ex eo nata exaratum & confirmatum, ratum haberet, propter ſcandalum inter Pontificem & Monachos devitandum.

C'eſt donc cette Conſtitution qui en aſſujettiſſant dés l'origine de l'Ordre tous les Monaſteres à leurs Superieurs reguliers, avec le conſentement des Evêques Diocezains, leur a acquis & procuré par la loy même de la fondation, l'exemption de leur juriſdiction, de laquelle il y a eu depuis, encore pluſieurs autres Confirmations generales, comme l'on verra par les Bulles de divers Papes, & entre autres par celles d'Innocent VIII. qui ſeront rapportées cy-aprés.

BULLE DU PAPE INNOCENT II.

Du 10. Fevrier 1132.

SOMMAIRE.

1. *Ce Pape confirme à l'Abbaye de Ciſteaux les biens qu'elle poſſede & poſſedera à l'avenir.*
2. *Il ne veut pas que les Abbez de l'Ordre puiſſent eſtre contraints de ſe trouver dans les Synodes & Conciles Provinciaux, ſi ce n'eſt pour raiſon de la foy.*
3. *Il accorde par un privilege ſpecial à l'Abbaye de Ciſteaux, comme eſtant le Chef & la ſource de tout l'Ordre, la liberté de ſe choiſir pour Abbé tel autre Abbé de l'Ordre qu'elle voudra : aux autres meres Egliſes, de s'en choiſir d'entre ceux de leurs filiations ou dépendances ; & à l'égard des Monaſteres dont aucun autre ne dépend, le Pape leur permet de l'élire d'entre tous les Religieux de l'Ordre, de l'avis neanmoins & avec le conſentement de l'Abbé de Citeaux & de leurs Peres immediats.*
4. *Le Pape declare les Freres Convers aprés leur Profeſſion, indépendans des Evêques Diocezains.*
5. *Il declare tous les Monaſteres de l'Ordre exempts de payer les Dixmes groſſes & menuës ſur les terres de leurs domaines qu'ils cultiveront par leurs mains ou feront cultiver par d'autres à leurs frais.*

INNOCENTIUS Epiſcopus ſervus ſervorum Dei. Dilecto Filio Stephano Ciſtercienſi Abbati ejuſque ſucceſſoribus regulariter

substituendis in perpetuum. Habitantes in Domo Domini in sinceritate charitatis conservant unitatem spiritus in vinculo pacis : puræ namque mentis Religio indissolubili divini amoris glutino confirmata, vultum clementissimi Creatoris ut terrena cœlestibus conjungantur & ima superis socientur, mundis orationibus incessanter profusis inclinat : Quia igitur Fratres Cisterciensis Monasterii à cura sæculari liberos & divinis servitiis mancipatos piè vivere ac religiosè cognovimus, idcircò dilecte in Domino Fili Stephane Abbas, tuis justis petitionibus duximus annuendum.

Confirmation des biens appartenans à l'Abbaye de Cisteaux.

1. Statuimus enim ut quæcumque possessiones aut bona ad eundem locum impræsentiarum justè & Canonicè pertinere noscuntur, aut in futurum concessione Pontificum, liberalitate Regum & Principum, oblatione fidelium, seu aliis justis modis auxiliante Domino, ei conferri contigerit, firma tibi tuisque successoribus & illibata permaneant.

On ne peut pas obliger les Abbez de l'Ordre d'aller aux Synodes Diocezains & aux Conciles Provinciaux.

2. Et quoniam ubi spiritus Domini ibi libertas, ut liberiùs divinis famulatibus valeatis insistere & purgata mentis acie sinceriùs contemplationi vacare, Prohibemus ne aliquis Archiepiscopus aut Episcopus te vel successores tuos, seu aliquem Abbatem Cisterciensis Ordinis nisi pro fide, ad Concilium vel Synodum venire compellat.

Privilege pour les élections des Abbez de trois sortes.
1. A l'égard de l'Abbaye de Cisteaux.
2. Des autres qui ont des filiations.
3. De celles dont aucune autre ne dépend.

3. Quia verò Cisterciense Monasterium hujus Religionis origo est atque principium, nostrâ concessione hâc prærogativâ non immeritò gaudeat, ut si quando fuerit pastore proprio viduatum, quemlibet Abbatem de omnibus Abbatibus vestri Ordinis vel Monachum, salvâ nimirum Sedis Apostolicæ reverentiâ, sibi liberè præficiendum eligat & absque aliquâ contradictione obtineat.

Cæteris verò vestri Ordinis Abbatiis quæ unam vel plures Abbatias habent sibi subditas & de sui corporis fructiferâ copiâ derivatas, Abbate suo rebus humanis exempto, eligendi quemcunque maluerint de sibi subjectis Abbatibus vel quemlibet Monachum de omnibus Congregationibus Cisterciensibus liberam Concedimus facultatem.

Illa autem Abbatia quæ nullam habet sibi subditam, quemlibet Monachum de omnibus præfatæ Religionis Congregationibus, cum consilio & deliberatione Cisterciensis Abbatis & illius qui eidem fratri eligendo præfuerit, liberè sibi in Abbatem eligat & habeat.

Les Freres Convers ne sont nullement sujets à la jurisdiction des Evêques.

4. Porrò Conversos vestros qui Monachi non sunt, post factam in vestris Cœnobiis professionem, nullus Archiepiscoporum vel Abbatum

Abbatum sine vestra grata licentia suscipere aut susceptum retinere præsumat.

Verùm quoniam sicut beato Gregorio Augustinum Anglorum Episcopum instruente, didicimus communi vitâ viventibus tam de faciendis portionibus vel exhibendâ hospitalitate & adimplendâ misericordiâ Nobis quid erit dicendum, cùm omne quod superest in causis piis ac religiosis erogandum est, Domino Magistro omnium docente : Quod superest date eleemosinam, & ecce omnia munda sunt vobis ?

5. Statuimus ut de laboribus quos vos & totius vestræ Congregationis Fratres propriis manibus & sumptibus colitis & de animalibus vestris, vobis decimas expetere vel recipere nemo præsumat.

Exemption de Dixmes grosses & menuës.

Nulli ergo hominum liceat vestrum Monasterium temerè perturbare aut ejus possessiones auferre vel ablatas retinere, minuere aut aliquibus molestiis fatigare, sed omnia integra conserventur vestris & aliorum Christi usibus profutura : si quæ igitur in posterum Ecclesiastica sæcularisve persona hanc nostræ Constitutionis paginam sciens contra eam temerè venire tentaverit, secundo tertiove commonita si non satisfactione congruâ emendaverit, potestatis honorisque sui periculum patiatur, & à sacratissimo corpore & sanguine Domini nostri Jesu Christi aliena fiat, etiam & in extremo examine districtæ ultioni subjaceat ; Conservantibus verò eidem loco quæ sua sunt, sit pax Domini nostri Jesu Christi, quatenus & hîc fructum bonæ actionis percipiant, & apud districtum judicem præmia æternæ pacis inveniant. Amen, amen, amen.

Ego Innocentius Ecclesiæ Catholicæ Episcopus. Ego Joannes tituli S. Grisogoni Presbyter Card. Ego Romanus Diaconus Cardinalis S. Mariæ in Portion. Ego Gregorius Diaconus Cardinalis SS. Sergii & Bacchi. Datum Cluniaci per manum Americi S. R. Diaconi Card. & Cancellarii IV. Idus Febr. Indict. X. Incarnationis Dom. anno M. C. XXXII. Pontificatûs verò Domini Innocentii Papæ II. anno secundo.

BULLE DU PAPE ALEXANDRE III. de l'an 1164.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape prend sous sa protection l'Abbaye de Cisteaux & toutes ses appartenances.*
2. *Et pareillement les quatre premiers Monasteres & plusieurs autres y dénommez comme en dépendans.*
3. *La Bulle est addressée à l'Abbé de Cisteaux & à ses Religieux.*

ALEXANDER Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Gilliberto Abbati Cisterciensis Monasterii ejusque Fratribus tam præsentibus quàm futuris regularem vitam professis in perpetuum. Religiosam vitam eligentibus Apostolicum convenit adesse præsidium, ne fortè alicujus temeritatis incursus eos aut à proposito revocet aut robur quod absit, sacræ Religionis infringat : Ea propter dilecti in Domino filii, vestris justis postulationibus clementer Annuimus & præfatum Monasterium in quo divino mancipati estis obsequio, sub beati Petri & nostrâ protectione suscipimus & præsentis scripti privilegio Communimus, Statuentes ut quascumque possessiones, quæcumque bona idem Monasterium inpræsentiarum legitimè possidet, aut in futurum concessione Pontificum, largitione Regum vel Principum, oblatione fidelium seu aliis justis modis Deo propitio poterit adipisci, firma vobis vestrisque successoribus & illibata permaneant ; In quibus hæc propriis duximus exprimenda vocabulis : Locum ipsum de Cistercio cum terris, pratis, aquis, silvis, pascuis & omnibus pertinentiis suis : Abbatiam de Firmitate, Abbatiam de Pontigniaco, Abbatiam de Claravalle, Abbatiam de Morimundo, Abbatiam de Pruliaco, Abbatiam de Curiâ Dei, Abbatiam de Bonavalle, Abbatiam de Eleemosina, Abbatiam de Oratorio, Abbatiam de Buxeria, Abbatiam de Miratorio, Abbatiam de sancto Andrea, Abbatiam de Valantiis, Abbatiam de Personia, Abbatiam de Erivado, Abbatiam de Obazina ; ex dono Othonis Ducis Burgundiæ in Forestâ ejus plenaria usuaria in omnibus præter exartationem, & in tota

terra sua libera usuaria ubicumque terram habet, Grangiam de Saleis cum adjacentibus terris, pratis, aquis, silvis, pascuis, decimâ & in omnibus pertinentiis suis ex Abbatis & Capituli sancti Benigni Divionis, & Aimonis Domini de Tilecastro, Guidonis de Claro-monte & aliorum hæredum.

Deinde prosequitur & enumerat alias Cistercii grangias & possessiones in particulari quas illo tempore habebat, & cum XIII. *Cardinalibus signat.*

Datum Senonis per manum Hermanni sanctæ Romanæ Ecclesiæ Subdiaconi & Notarii IV. Non. Febr. Indictione XII. Incarnationis Dominicæ millesimo centesimo sexagesimo quarto, Pontificatûs verò Domini Alexandri Papæ tertii anno sexto.

IIE BULLE DU PAPE ALEXANDRE III.

SOMMAIRE.

Le Pape addresse sa Bulle à tous les Abbez de l'Ordre & donne à chacun d'eux, le pouvoir d'absoudre les Religieux de son Monastere, & même ceux qui y viennent du siecle pour y estre Religieux, des excommunications qu'ils auroient encouruës.

ALEXANDER Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbatibus Cisterciensis Ordinis Salutem & Apostolicam Benedictionem. Cùm sitis arctiùs divinis obsequiis dediti, vestræ Religionis consideratione compellimur paternâ quieti vestræ charitate prospicere & gratiam nostram specialiter indulgere : Ea propter dilecti in Domino filii, piis postulationibus vestris inducti præsentibus vobis litteris Indulgemus ut unusquisque vestrûm fratres Monasterii sui & siqui cùm ad conversionem ejus accedunt vel postea confessi fuerint quod pro appositione ignis aut pro violenta manuum injectione in Clericum vel aliam religiosam personam, vinculo teneantur excommunicationis adstricti, vel quod excommunicatis communicaverint, de autoritate nostra facultatem habeat absolvendi, & poenitentiam injungendi quam videritis salutarem. Datum Tusculariensi Nonas Martii.

BULLE DU PAPE LUCE III. de l'an 1183.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape addresse sa Bulle à tous les Abbez de l'Ordre.*
2. *Il défend à tous les Evêques Diocesains & autres Prélats de prononcer aucune Censure contre les Abbez & les Monasteres de l'Ordre.*
3. *Il ne veut pas qu'aucun Abbé lors de sa Benediction, promette à l'Evêque autre chose, & fasse sa Profession autrement qu'elle a esté reglée & pratiquée au commencement de l'Ordre.*

1. LUCIUS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbati Cisterciensi & universis Coabbatibus ejus sub eodem Ordine Domino servientibus Salutem & Apostolicam Benedictionem. Monasticæ sinceritas disciplinæ quam in puritate Ordinis quem tenetis æterni Conditoris providentia restauravit, illam semper invenit in Apostolica Sede clementiam qua & vobis in Domino accresceret propositum virtutis, & aliorum devotio vestris provocaretur exemplis ut per cœlestium semitam mandatorum ad propositum feliciter bravium festinaret : Inter cætera verò licèt Ordo vester ea se servaverit Episcopis humilitate subjectum ut salvis originalibus institutis, eorum semper vellet magisterio subjacere, illud tamen hactenus de favore & protectione Apostolicæ Sedis obtinuit, ut nullus in Monasteria vel Abbates Ordinis memorati, quamlibet Ecclesiasticam sententiam promeret, vel personas in eodem Ordine constitutas excommunicationis vel suspensionis seu interdicti promulgatione gravaret : Quia verò refrigescente charitate, multorum usque adeò malitia noscitur abundasse, ut nonnulli eorum qui Ecclesiis Dei modernis temporibus sunt prælati, transgrediantur terminos ab antiquioribus constitutos, & in vestrum specialiter Ordinem indebitam exercere non dubitent ultionem.

2. Præsentium Litterarum inscriptione Statuimus ut nulli omninò liceat in vos vel Monasteria vestra seu Fratres inibi constitutos,

contra id quod ab origine Ordinis noſcitur obſervatum, excommunicationis vel ſuſpenſionis ſeu interdicti ſententiam promere; quam ſi deprompta fuerit, autoritate Apoſtolica Decernimus non tenere.

3. Adjicientes quoque Decernimus ut Archiepiſcopi & Epiſcopi in recipiendis profeſſionibus quæ à benedictis vel benedicendis Abbatibus exhibentur, ea ſint forma & expreſſione contenti quæ ab origine Ordinis noſcitur inſtituta, ſcilicet ut Abbates ipſi *ſalvo Ordine ſuo* profiteri debeant & contra Inſtituta Ordinis nullam profeſſionem facere compellantur. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam noſtræ Conſtitutionis & Confirmationis infringere, vel ei auſu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Veronenſi XI. Kal. Decembris.

BULLE DU PAPE HONORE' III. de l'an 1219.

SOMMAIRE.

Le Pape défend expreſſément à ſes Legats & Nonces de prononcer aucune Sentence contre les Abbez, Religieux & Monaſteres de l'Ordre, ſans en avoir eu de luy un ordre exprès.

HONORIUS Epiſcopus ſervus ſervorum Dei. Dilectis filiis Abbati Ciſtercienſi & univerſis Coabbatibus ejus & Fratribus ſub eodem Ordine Deo ſervientibus, Salutem & Apoſtolicam Benedictionem. Cùm Ordinis veſtri generoſa plantatio multos religionis & honeſtatis flores & fructus protulerit effuſo longè lateque laudabilis converſationis odore, Apoſtolicæ Sedis auctoritas conſiderans per Marthæ ſollicitudinem providendum eſſe Mariæ quieti, ut orantis Mariæ ſuffragiis ſatagentis Marthæ ſollicitudo miniſterii juvaretur, ne alicujus temeritatis incurſus ſanctæ Converſationis otium perturbaret, Ordinem ipſum & Privilegiis & nonnullis Indulgentiis ſpecialis gratiæ prærogativâ munivit : Nos autem qui ſalutifera commoda veſtra benigno favore proſequimur, tranquillitati veſtræ libenter prout poſſumus, providemus autori-

tate præsentium Inhibentes ne Legati Sedis Apostolicæ sine speciali mandato nostro, in vos excommunicationis vel suspensionis, & in Monasteria vestra interdicti sententias contra ea quæ vobis sunt ab Apostolica Sede concessa, promulgent. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ inhibitionis infringere, vel ei ausu temerario contraire : Siquis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Viterbii IV. Non. Decembris, Pontificatûs nostri anno quarto.

SECONDE BULLE DU PAPE HONORE' III. de l'an 1224.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape aprés avoir expliqué ce qui s'est passé au Concile sous Innocent III. son prédecesseur, touchant l'exemption de Dixmes de l'Ordre de Cisteaux, & aussi ce qui s'en est ensuivi ; il ordonne à tous les Archevêques, Evêques &c.*
2. *De faire jouir les Monasteres de l'Ordre de Cisteaux, de leur privilege consistant dans l'exemption de ne payer aucune Dixme sur les terres de leurs domaines acquises avant le temps du Concile, non plus que des Novales qu'ils cultiveront par leurs mains ou feront cultiver par d'autres à leurs frais.*
3. *Ni pareillement aucunes menuës Dixmes.*

Cette Bulle est rapportée dans le Grand Bullaire Romain pour la sixiéme Constitution de ce Pape.

HONORIUS Episcopus servus servorum Dei. Venerabilibus Fratribus Archiepiscopis, Episcopis, & dilectis filiis Abbatibus, Prioribus, Decanis, Archidiaconis, Officialibus & aliis Ecclesiarum Prælatis ad quos litteræ istæ pervenerint, Salutem & Apostolicam Benedictionem.

1. Cùm Abbates Cisterciensis Ordinis tempore Concilii Generalis ad commonitionem felicis memoriæ Innocentii Papæ prædecessoris nostri statuerint, ut de cætero Fratres ipsius Ordinis, ne occasione privilegiorum suorum Ecclesiæ ulteriùs gravarentur, de alienis terris & ab eo tempore acquirendis, si eas propriis manibus aut sumptibus colerent, Decimas persolverent Ecclesiis qui-

bus ratione prædiorum antea solvebantur, nisi cum eisdem Ecclesiis aliter ducerent componendum; idem prædecessor noster quia sperabat, ut Ecclesiarum Prælati proniores & efficaciores existerent ad exhibendum eis de suis malefactoribus Justitiæ complementum, & eorum privilegia diligentiùs & perfectiùs observarent, Statutum hujusmodi ratum habens & gratum, hoc ipsum ad alios Regulares qui gaudent similibus privilegiis extendi voluit & Mandavit: Sed quod dolentes referimus, in contrarium res est versa, quia sicut ex inculcata querela Abbatum ipsius Ordinis frequenter audivimus, nonnulli Ecclesiarum Prælati & alii Clerici eorum privilegia temerè contemnentes, & contendentes malitiosè ipsorum pervertere intellectum, eos multipliciter inquietant.

2. Nam cùm sit ipsis indultum ut de Novalibus quæ propriis manibus aut sumptibus excolunt, sive de hortis, virgultis & piscationibus suis, vel de suorum animalium nutrimentis, nullus ab eis Decimas exigere vel extorquere præsumat, quidam perverso intellectu confícto dicentes quod non possunt nec debent intelligi nisi de his quæ sunt ante dictum Concilium acquisita, ipsos super his multiplici exactione fatigant.

3. Nos igitur eorum quieti paterna sollicitudine providere volentes, universitati vestræ per Apostolica scripta Mandamus quatenus Abbates & Fratres ejusdem Ordinis à præstatione Decimarum, tam de possessionibus habitis ante Concilium memoratum & de Novalibus sive ante, sive post idem Concilium acquisitis, quæ propriis manibus ac sumptibus excolunt, quàm de hortis, virgultis, piscationibus suis, ac de suorum animalium nutrimentis, singuli vestrûm omninò servetis immunes. Datum Lateranensi v. Idus Novembris, Pontificatus nostri anno nono. (1224.)

TROISIE'ME BULLE DU MESME PAPE Honoré III. de l'an 1224.

SOMMAIRE.

Le Pape exempte l'Ordre de Cisteaux de payer Dixme sur les terres qui aprés avoir esté alienées de ses domaines, y seroient rentrées & retournées.

HONORIUS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbatibus & Fratribus Cisterciensis Ordinis Salutem & Apostolicam Benedictionem. Cùm aliquando cogente necessitate vel utilitate propria requirente, terras vestras ante Generale Concilium acquisitas concesseritis aliis excolendas, ne pro eo quod de possessionibus post idem Concilium acquisitis Decimas solvitis, si ad manus vestras taliter concessæ redierint, à quoquam vexari possitis : Ut nullus à vobis de hujusmodi terris quæ ad vos taliter redierint, si eas manibus propriis aut sumptibus colitis, occasione Concilii memorati Decimas exigere vel extorquere præsumat, auctoritate præsentium Inhibemus. Nulli ergo omninò hominum liceat hanc paginam nostræ inhibitionis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Lateranensi VII. Kalend. Decembris, Pontificatus nostri anno nono. (1224.)

BULLE

BULLE DU PAPE GREGOIRE IX. de l'an 1228.

SOMMAIRE.

Le Pape ne veut pas qu'en vertu des Lettres que l'on obtient du Saint Siege, à moins qu'elles ne fassent mention expresse de l'Ordre de Cisteaux, aucune personne puisse agir & proceder contre les Abbez & Religieux qui en sont.

GREGORIUS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbati Cisterciensi & universis Coabbatibus & Monachis Cisterciensis Ordinis Salutem & Apostolicam benedictionem. Cùm Cisterciensis Ordinis Titulus per Dei gratiam adeò sit insignis, quod vix credatur ab his qui contra vos litteras impetrant, sine malitia obticeri; Nos & illorum fraudibus obviare ac innocentiam vestram volentes favorabiliter confovere, autoritate vobis Præsentium Indulgemus ut nequeatis per Litteras Apostolicas conveniri quæ de Cisterciensi Ordine non fecerint mentionem. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ concessionis infringere vel ei ausu temerario contraire: Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei ac beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Lateranensi tertio Idus Januarii, Pontificatûs nostri anno primo. (1228.)

IIE BULLE DU PAPE GREGOIRE IX. de l'an 1234.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape défend à toutes sortes de personnes de rien exiger des Monasteres de l'Ordre de Cisteaux, sous pretexte des droits qu'ils y prétendent avoir, de Patronage, Garde gardienne & autres.*
2. *Il défend pareillement l'entrée des femmes dans les Monasteres d'hommes, comme chose déja défenduë par l'Institut de l'Ordre.*

GREGORIUS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbati Cistercii & universis Coabbatibus ejus Cisterciensis Cette Bulle est r[...] portée au gra[...] Bullaire Romai[...]

pour la septiéme Constitution de ce Pape.

Ordinis Salutem & Apostolicam benedictionem. Quia refrigescente charitate multorum adeò iniquitas abundavit, ut quorumdam succensa velut ignis impietas contra Ecclesias & Personas Ecclesiasticas tantò validiùs inflammetur, quantò rariores qui eas tueantur contra pravorùm incursus, invenit objectores : Nos quibus ipsarum cura & sollicitudo incumbit, ibi fortiùs insurgêre cogimur, ubi persecutorum immanitas periculosiùs exardescit : Sicut enim nobis ex parte vestrâ gravis est oblata querela, nonnulli Principes ac Nobiles occasione Jurispatronatûs, Advocatiæ seu
1. Custodiæ quam in Monasteriis, Grangiis, Cellariis vel Domibus vestris se habere proponunt, ac interdum etiam pro suæ libito voluntatis ; & quidam Ecclesiarum Prælati à quibus deberetis non gravamen sed solamen potiùs expectare, bladum, vinum, evectiones, animalia & res alias pro ædificatione ac munitione Castrorum & Villarum, necnon pro tyrociniis, torneamentis, expeditionibus, & aliis usibus eorumdem à vobis exigunt & extorquent, aliàs vos taliis & exactionibus indebitis multipliciter aggravando : Præterea quidam ex ipsis & alii carnes comedere in vestris Domi-
2. bus, ac mulieres etiam easdem Domos ingredi contra instituta vestri Ordinis non verentur, propter quod & quies Monastici Ordinis perturbatur, & grave commissis vobis Monasteriis imminet detrimentum : Quare nobis humiliter supplicastis ut super his paterna providere sollicitudine dignaremur. Nos igitur & vestræ providere quieti & molestantium malitiis obviare volentes, autoritate Præsentium districtiùs Inhibemus, ne quis à vobis præmissa exigere vel extorquere, aut in vestris Domibus uti carnibus, seu mulier aliqua eas intrare præsumat contra Ordinis Instituta. Nulli ergo omninò hominum liceat hanc paginam nostræ inhibitionis infringere vel ei ausu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Lateranensi x. Kal. Februarii, Pontificatûs nostri anno septimo. (1234.)

IIIe BULLE DU PAPE GREGOIRE IX. de l'an 1234.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape défend à tous Archevêques & Evêques de se mesler & entremettre des élections & dépositions des Abbez de l'Ordre de Cisteaux.*
2. *Il permet aux Abbez élûs de se faire benir par d'autres Evêques que les Diocesains.*
3. *Il leur défend & à leurs Chapitres de faire aucune perquisition ou information des vie, mœurs & capacitez des Abbez élûs, & d'entreprendre de les confirmer.*
4. *Et pareillement aux Archidiacres de se mesler des installations des Abbez & Abbesses.*
5. *Enfin il declare nulles toutes les Censures & Sentences qui pourroient estre prononcées au préjudice de toutes ces défenses.*

GREGORIUS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbati Cistercii & universis Coabbatibus ejus Cisterciensis Ordinis Salutem & Apostolicam benedictionem. Ex parte vestrâ nobis est oblata querela quòd cum autoritate Apostolica sit inhibitum ne ullus Episcopus vel quælibet alia persona regularem 1
electionem Abbatis Ordinis vestri impediat, aut de instituendo vel removendo eo qui pro tempore fuerit, contra instituta Cisterciensis Ordinis se aliquatenùs intromittat; ac vobis à Sede Apostolica 2
sit indultum ut si Archiepiscopi vel Episcopi in quorum Diæcesibus Domus vestræ fundatæ sunt, cum humilitate ac devotione debitâ requisiti, substitutos Abbates benedicere fortè renuerint, liceat eisdem Abbatibus ab alio Episcopo percipere quæ à suo fuerint indebitè denegata; quidam Archiepiscopi & Episcopi cùm 3
in vestris Monasteriis in Abbates aliqui eliguntur, de modo electionis inquirere & examinare personas de vita, litteratura & moribus, & electionem confirmare prædictam pro viribus elaborant; Capitula quoque ipsorum eosdem sibi præsentari quærunt electos, & approbandi eos usurpare sibi nituntur temerè potestatem; Ar- 4
chidiaconi etiam installandi electos ipsos vendicare sibi jus injuriosè

contendunt contra Indulta Sedis Apostolicæ non modica venientes. Volentes itaque quieti vestræ consulere, ac vestris gravaminibus in hac parte paternâ sollicitudine providere, ne talia præsumantur de cætero, & ne ab instituendis vel institutis Abbatibus benedictionis prætextu, aliquid penitùs exigatur, autoritate Præsentium districtiùs Inhibemus, eâdem autoritate nihilominùs Decernentes, ut si contra prædictam inhibitionem nostram à quoquam fuerit propriâ temeritate præsumptum, sit irritum & inane; & si aliquæ sententiæ latæ fuerint, nullum robur obtineant firmitatis. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ inhibitionis & concessionis infringere vel ei ausu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Lateranensi decimo Kalendas Februarii, Pontificatûs nostri anno septimo. (1234.)

5.

IV[e] BULLE DU PAPE GREGOIRE IX. de l'an 1234.

SOMMAIRE.

Le Pape donne pouvoir à tous les Abbez de l'Ordre de commettre leurs Prieurs pour absoudre en leur absence, les Religieux & les Convers de leurs Monasteres, des excommunications qu'ils auroient encouruës.

GREGORIUS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbati Cistercii & universis Coabbatibus suis Cisterciensis Ordinis Salutem & Apostolicam benedictionem. Cùm Monachos & Conversos Monasteriorum vestrorum ab excommunicatione quam injiciendo manus violentas invicem in seipsos frequenter incurrunt, ex officio vestro absolvere valeatis; autoritate vobis Præsentium Indulgemus ut absolvendi eos ab excommunicatione hujusmodi Prioribus vestris, cùm vos abesse contigerit, possitis committere vices vestras. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ concessionis infringere vel ei ausu temerario contraïre. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus

se noverit incursurum. Datum Lateranensi decimo Kalendas Februarii, Pontificatûs nostri anno septimo. (1234.)

BULLE DU PAPE INNOCENT IV. de l'an 1245.

SOMMAIRE.

Le Pape défend aux Evêques & Juges ordinaires d'appeller pardevant eux les Abbez & Religieux de l'Ordre de Cisteaux, pour quelque faute & raison que ce soit, sinon pour la foy; & déclare nulles les Censures & Sentences qu'ils pourroient prononcer contre eux pour raison de ce.

INNOCENTIUS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbati Cistercii ejusque Coabbatibus & Conventibus universis Cisterciensis Ordinis Salutem & Apostolicam benedictionem. Cùm à nobis petitur quod justum est & honestum, tam vigor æquitatis quàm ordo exigit rationis ut id per sollicitudinem officii nostri ad debitum perducatur effectum: Ex parte siquidem vestra fuit propositum coram Nobis quod licet Ordini vestro per Privilegia Sedis Apostolicæ sit indultum, ut nullus Episcopus seu alia persona ad Synodos vel forenses Conventus nisi pro fide vos ire compellat, aut in vos vel Monasteria seu etiam personas dicti Ordinis excommunicationis, suspensionis aut interdicti sententias promulgare præsumat; quæ si promulgatæ fuerint, tanquam contra Sedis Apostolicæ indulta prolatæ decernuntur per eadem Privilegia irritæ ac inanes: nihilominus tamen plerique Prælati & Judices ordinarii & alii Ecclesiarum Rectores eadem Privilegia quibus muniti estis, evacuare superstitiosis adinventionibus molientes, asserunt vos pro quavis offensâ ratione delicti existere fori sui, sicque vocantes vos ad placita, Capitula & pœnitentiale forum sicut alios Clericos sæculares, vos super hoc multiplici vexatione fatigant, quanquam excessus vestri tam per Generale quàm etiam quotidiana Capitula quæ fiunt in singulis Monasteriis vestri Ordinis congruâ pœnitentiâ puniantur: Quare nobis humiliter supplicastis ut præsumptionem talium cohibere paternâ sollicitudine

curaremus. Nos igitur attendentes quòd etsi suscepti cura Regiminis de universis sanctæ Matris Ecclesiæ filiis curam & sollicitudinem gerere teneamur, de illis tamen specialiùs cogitare nos convenit, qui postpositis vanitatibus sæculi, jugem impendunt Domino famulatum; ac volentes quieti vestræ super præmissis paternâ in posterum sollicitudine providere, Ut nullus vos seu Monasteriorum vestrorum personas ad Synodos vel forenses Conventus nisi pro fide dumtaxat vel hujusmodi placita seu Capitula vel forum pœnitentiale, absque Mandato Sedis Apostolicæ speciali evocare etiam delicti ratione præsumat, maximè cùm vos filii Abbates punire excessus quoslibet secundùm Statuta vestri Ordinis parati sitis, autoritate Præsentium districtiùs Inhibemus, Decernentes eâdem autoritate Sententias, si quas hac occasione per præsumptionem cujuspiam promulgari contigerit, irritas & inanes, salvo in omnibus Apostolicæ Sedis Mandato. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ Inhibitionis infringere vel ei ausu temerario contraire: Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Lugduni IV. Kal. Maii, Pontificatûs nostri anno secundo. (1245.)

SECONDE BULLE DU PAPE INNOCENT IV. de l'an 1245.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape commence sa Bulle par faire l'éloge de l'Ordre de Cisteaux.*
2. *Il reconnoist & declare que ses Monasteres n'ont jamais esté & ne doivent estre visitez par d'autres que par leurs Superieurs reguliers suivant ses Statuts.*
3. *Il declare nulles les Sentences renduës au préjudice de leur liberté, & aussi les Commissions qui pourroient estre obtenuës du Saint Siege au contraire.*

INNOCENTIUS Episcopus servus Servorum Dei. Dilectis filiis Abbati Cistercii ejusque Coabbatibus & Conventibus uni-

versis Cisterciensis Ordinis Salutem & Apostolicam benedictionem.
Thesauro virtutum sic præclara vestra Religio suum semper astrinxit affectum, quod habetur & in conspectu Regis æterni placita & in oculis hominum gratiosa; ipsa quidem ut columba mitis & humilis & electa Domini specialis, pulchra per totum adspicitur, omnem à se rugam enormitatis abjiciens & maculam deformitatis excludens, vigilantibus illis qui paternæ sollicitudinis in eâ gerunt officium, quod ibidem nullæ possint vitiorum spinæ succrescere, sed ipsa florum honoris & fructuum honestatis immarcescibili polleat ubertate; propter hunc etenim sanctæ operationis effectum, nunquam Ordo vester officio alienæ visitationis 1.
vel correctionis indiguit, sed de ipso aliquibus aliis reformationis beneficium ex providentiâ Sedis Apostolicæ jam provenit. Cùm itaque Nos qui ex hujusmodi virtuosis actibus spiritu in Domino exultamus, claris agnoscamus indiciis dictum Ordinem esse aliis vitæ speculum & salutiferæ conversationis exemplum, Quod ipse sicut olim sic & in posterum ab ejusdem dumtaxat Abbatibus ac Monachis idoneis, quos vos filii Abbates ad hoc provideritis deputandos, & à nullo alio visitari possit aut corrigi, autoritate Præsentium Duximus statuendum; eâdem autoritate nihilominus Decernentes ut si aliquid contra Statutum hujusmodi à quoquam propriâ extiterit temeritate præsumptum, sit irritum 2.
& inane: Et si fortè aliquæ sententiæ in vos occasione hujusmodi prolatæ fuerint, nullum robur obtineant firmitatis, Mandato Sedis Apostolicæ semper salvo. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ Constitutionis infringere vel ei ausu temerario contraïre: Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Lugduni sexto Nonas Maii, Pontificatûs nostri anno secundo. (1245.)

III[E] BULLE DU PAPE INNOCENT IV. de l'an 1249.

SOMMAIRE.

Le Pape accorde aux Monasteres de l'Ordre de Cisteaux le privilege de percevoir les Dixmes Novales à proportion des anciennes qu'ils ont droit de lever dans les Paroisses.

INNOCENTIUS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbati Cistercii ejusque Coabbatibus & Conventibus universis Cisterciensis Ordinis Salutem & Apostolicam benedictionem. Justis petentium desideriis dignum est nos facilem præbere consensum, & vota quæ à rationis tramite non discordant, effectu prosequente complere : Ea propter dilecti in Domino filii, vestris justis precibus inclinati autoritate vobis præsentium Indulgemus ut in Parochiis illis in quibus vobis veteres Decimæ sunt concessæ, Novalium quoque de quibus aliquis hactenùs non percepit, proportione quâ veteres vos contingunt, percipere valeatis. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ Concessionis infringere vel ei ausu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Lugduni tertio Nonas Maii, Pontificatûs nostri anno sexto. (1249.)

Plusieurs autres Papes ont confirmé le même Privilege par des Bulles en pareille forme, comme Alexandre IV. Urbain IV. Boniface VIII. & la Decretale Statuto perpetuo, in Sexto, *Chapitre 2. du Livre 3. au Titre* 13. De Decimis, *l'autorise.*

IVe BULLE DU PAPE INNOCENT IV. de l'an 1251.

SOMMAIRE.

Le Pape declare que la Constitution par luy faite peu de temps auparavant contre les Religieux exempts, pour les soumettre aux Ordinaires des lieux, ne regarde pas l'Ordre de Cisteaux & ne doit point préjudicier à ses Privileges & Immunitez.

INNOCENTIUS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbati Cistercii ejusque Coabbatibus & Conventibus universis Cisterciensis Ordinis Salutem & Apostolicam Benedictionem. Cùm nuper duxerimus statuendum ut exempti quantacumque gaudeant libertate, nihilominus tamen ratione delicti seu contractûs aut rei de quâ contra ipsos agitur, ritè possint coram locorum Ordinariis conveniri, & illi quoad hæc suam in ipsos jurisdictionem prout Jus exigit, exercere; Vos dubitantes ne per Constitutionem hujusmodi libertatibus & immunitatibus Vobis & Ordini vestro per Privilegia & Indulgentias ab Apostolicâ Sede concessis præjudicari valeat; Nobis humiliter supplicastis ut provideri super hoc indemnitati vestræ paternâ sollicitudine curaremus: Quia verò ejusdem Ordinis sacra Religio sic vos apud Nos dignos favore constituit, ut nobis votivum existat vos ab omnibus per quæ vobis possent provenire dispendia, immunes libenti animo præservare; autoritate Vobis Præsentium Indulgemus, ut occasione Constitutionis hujusmodi nullum eisdem libertatibus ac immunitatibus in posterum præjudicium generetur. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ Concessionis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Lugduni quarto Nonas Maii, Pontificatûs nostri anno octavo. (1251.)

Ve BULLE DU PAPE INNOCENT IV. de l'an 1252.

SOMMAIRE.

Le Pape donne le pouvoir de retrancher du Corps de l'Ordre, les Religieuses qui luy seront rebelles & ne voudront pas se soumettre à ses pratiques & décisions, en les privant de jouir des Privileges qui luy sont accordez.

INNOCENTIUS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbati Cistercii ejusque Coabbatibus universis Cisterciensis Ordinis Salutem & Apostolicam Benedictionem. Sic Ordinis vestri fragrantia nos delectat, ut libenter illa vobis & liberaliter Concedamus, quæ fructus dulcedinis & flores suavitatis vobis proferant & odoris : Cùm igitur sicut nobis exponere curavistis, nonnullæ vestri Ordinis Moniales ad superbiam & rebellionem obfirmato calcaneo, suadente perditionis autore, obedientiæ ruptis habenis, per campum discurrant lasciviæ ac propriæ voluntatis, rejectâ modestiâ monachali in suarum dispendium animarum & infamiam & scandalum Ordinis memorati : Nos volentes morbo hujusmodi congrui remedii medicamine subvenire, Præsentium Vobis autoritate Concedimus ut liceat vobis Moniales hujusmodi, si quas tales de cætero in Corpore vestri Ordinis contigerit reperiri, rescindere à vestri Ordinis unitate, ne membra forsan inficiant saniora, Privilegiorum & Indulgentiarum prædicto Ordini concessarum commodis perpetuò carituras. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ Concessionis infringere vel ei ausu temerario contraire : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Mediolanensi Idibus Augusti, Pontificatûs nostri anno nono. (1252.)

I^{RE} BULLE DU PAPE ALEXANDRE IV. de l'an 1254.

SOMMAIRE.

Le Pape donne pouvoir à tous les Abbez de l'Ordre, d'absoudre leurs Religieux des excommunications qu'ils pourroient avoir encouruës & de dispenser avec eux sur les irregularitez.

ALEXANDER Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbati Cistercii ejusque Coabbatibus universis Cisterciensis Ordinis Salutem & Apostolicam Benedictionem. Licèt ad hoc Fratrum vestri Ordinis pia desudet intentio, ut ab iis in his quæ faciunt, prudenter & providè procedatur secundùm Deum & Ordinis honestatem, aliquando tamen ex conditionis humanæ fragilitate contingit, quòd quidam ex ipsis excedunt in casibus in quibus excommunicationis sententiam & notam irregularitatis incurrunt: Quare à nobis supplicatione humili postulatis, ut cùm viri contemplationi dediti, sint in Religionis favorem à discursibus cohibendi, ac propter viarum pericula eisdem Fratribus ad nostram præsentiam impediatur accessus, super hoc providere de benignitate solitâ curaremus. Nos itaque piè volentes quòd vestra devotio in his quæ dignè possumus, Sedem Apostolicam reperisse gaudeat gratiosam; Ut singuli vestrûm in Conventibus sibi commissis, prædictis Fratribus constitutis ibidem absolutione ac dispensatione indigentibus, sive priusquam Ordinem intraverint, sive postea in casibus excesserint memoratis, de consilio discretorum Fratrum vestrorum qui litterati sint & Deum timentes, impertiri valeatis absolutionis beneficium, & dispensare cum eis Vobis autoritate Præsentium Concedimus facultatem, nisi adeò fuerit gravis & enormis excessus, quòd meritò sint ad Sedem Apostolicam destinandi: Cæterum licitum esse Volumus, ut tu fili Abbas Cistercii cæteris Coabbatibus tui Ordinis, ac unus eorum quem elegeris, tibi super præmissis juxta formam eandem beneficium absolutionis & dispensationis hujusmodi, si necesse fuerit, largiatur. Verùm ne Vobis filii Abbates ex causa moræ seu difficultatis

aliquod posset imminere discrimen, singulis Diœcesanis vestris Præsentium autoritate Concedimus, ut absolutio & dispensatio hujusmodi ab eis obtineri valeat, cùm vobis vel alicui vestrûm fuerit opportunum. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ inhibitionis & constitutionis infringere vel ei ausu temerario contraïre: Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Anagniæ Kalendis Octobris, Pontificatûs nostri anno primo. (1254.)

IIME BULLE DU PAPE ALEXANDRE IV. de l'an 1254.

SOMMAIRE.

Le Pape declare que les Monasteres de l'Ordre de Cisteaux n'estant & ne pouvant estre visitez que par des Visiteurs de l'Ordre, ils sont exempts de payer à aucun autre, sous quelque pretexte que ce soit, des droits de Visite, de Procuration &c.

ALEXANDER Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbati Cistercii ejusque Coabbatibus & Conventibus universis Cisterciensis Ordinis Salutem & Apostolicam Benedictionem. Sedes Apostolica duxit vobis providè concedendum ut à nullo alio nisi à Patribus Abbatibus seu vestri Ordinis Monachis à dictis Abbatibus super hoc deputatis, visitari vel corrigi valeatis; quia verò sic sunt procurationes visitationi annexæ, ut Prælatis non sint, nisi visitent, exhibendæ: autoritate Præsentium ne quisquam Diœcesanus aut Prælatus alius, à vobis procurationes hujusmodi exigere vel extorquere præsumat, nec Vos eas exhibeatis, eisdem districtiùs Inhibemus; Decernentes eadem autoritate irritum & inane si quid contra inhibitionem hujusmodi à quoquam propria fuerit temeritate præsumptum; ac sententias, si quæ in vos hujusmodi occasione prolatæ fuerint, non tenere. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ inhibitionis & constitutionis infringere vel ei ausu temerario contraïre: Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem

omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Neapoli xv. Kal. Maii, Pontificatûs nostri anno primo. (1254.)

IIIME BULLE DU PAPE ALEXANDRE IV. de l'an 1255.

SOMMAIRE.

Le Pape donne le pouvoir aux Abbez de l'Ordre de Cisteaux, de commettre de leurs Religieux les plus capables, pour absoudre de l'excommunication les Religieux & Religieuses de leur dépendance.

ALEXANDER Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbati Cistercii ejusque Coabbatibus universis Cisterciensis Ordinis Salutem & Apostolicam Benedictionem. Cùm ex parte vestrâ fuit propositum coram nobis quòd Monachos vestros & religiosas personas vobis subjectas ab excommunicatione quam pro violenta injectione manuum in seipsos incurrunt, absolvere valeatis, ac Prioribus vestris super hoc committere vices vestras vobis à Sede Apostolica sit indultum, & sæpe contingat propter vestram & Priorum ipsorum absentiam, illos qui in hujusmodi sententiam incidunt, diutiùs in ipsâ non sine animarum suarum periculo remanere : Nos vestris in hac parte supplicationibus inclinati, quod super his vices ipsas etiam aliis discretis & litteratis vestri Ordinis Sacerdotibus (absentibus vobis) committere prout expedire videritis valeatis, Vobis autoritate Præsentium plenam Concedimus facultatem. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ Concessionis infringere vel ei ausu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Neopoli Kal. Februarii, Pontificatus nostri anno primo. (1255.)

IVME BULLE DU PAPE ALEXANDRE IV. de l'an 1255.

SOMMAIRE.

Le Pape accorde aux Abbez & Religieux de l'Ordre de Cisteaux, d'avoir des Chapelles dans leurs Granges & Mestairies, & d'y faire faire le Service Divin.

ALEXANDER Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbati Cistercii ejusque Coabbatibus & Conventibus universis Cisterciensis Ordinis Salutem & Apostolicam Benedictionem. Devotionis vestræ precibus benignum impartientes assensum, Præsentium Vobis autoritate Concedimus ut in grangiis & locis vestris quæ adeò distant ab Ecclesiis Parochialibus, quod ad eas pro audiendis divinis officiis non possitis commodè habere recursum, liceat vobis dummodò Parochiani earumdem Ecclesiarum non intersint, divina eadem celebrare sine juris præjudicio alieni. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ Concessionis infringere vel ei ausu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Neopoli Kal. Februarii, Pontificatûs nostri anno primo. (1255.)

VME BULLE DU PAPE ALEXANDRE IV. de l'an 1255.

SOMMAIRE.

Le Pape exempte les Monasteres de l'Ordre de Cisteaux, de payer aucun subside ni aucune taxe quand même elle seroit imposée de l'autorité du Saint Siege ou de ses Nonces & Legats, declarant nulles les Censures qui seroient employées pour les y contraindre.

ALEXANDER Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbati Cistercii ejusque Coabbatibus & Conventibus universis Cisterciensis Ordinis Salutem & Apostolicam Benedictionem. Religionis vestræ meretur honestas ut vos speciali diligentes in Domino charitate, prosequamur gratiâ Sedis Apostolicæ ac favore : sanè tenuitatem vestrorum redituum & proventuum sollicitè attendentes, ac per hoc volentes alicujus relevationis solatio vos gaudere, Vobis autoritate Præsentium Indulgemus ut ad præstationem aliquarum collectarum, subsidiorum & aliarum exactionum imponendarum vobis & Domibus vestris à Sede Apostolica seu Legatis ejusdem aut ipsorum autoritate ac mandato, non teneamini per Litteras ipsius Sedis ac Legatorum ejus, quæ plenam & expressam de indulgentiâ hujusmodi & Ordine vestro non fecerint mentionem, etiamsi contineatur in eisdem litteris, quod id quod per eas mandatur fiat, aliquâ indulgentiâ non obstante : Nos enim excommunicationis, suspensionis & interdicti sententias, si quas occasione prædictorum in vos communiter vel aliquos vestrûm ab aliquo promulgari contigerit, Decernimus non tenere. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ Concessionis infringere vel ei ausu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Anagniæ Nonis Octobris, Pontificatûs nostri anno primo. (1255.)

VIme BULLE DU PAPE ALEXANDRE IV. de l'an 1257.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape défend de prononcer des Censures contre les Personnes & les Monasteres de l'Ordre de Cisteaux au préjudice de leurs Privileges à eux accordez par le Saint Siege, & les declare nulles.*
2. *Il leur donne le pouvoir d'administrer les Sacremens dans leurs Eglises & Chapelles, à leurs Domestiques, Fermiers &c. avec plusieurs autres choses qui sont expliquées dans la Bulle.*

ALEXANDER Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbati Cistercii ejusque Coabbatibus & Conventibus universis Cisterciensis Ordinis Salutem & Apostolicam Benedictionem. Ex parte siquidem vestra fuit propositum coram nobis, quòd nonnulli Ecclesiarum Prælati vestris libertatibus invidentes, cùm eis non liceat ex Apostolicæ sedis indulto, in vos excommunicationis vel interdicti sententias promulgare, in tenentes, seu firmarios ad annuum redditum terrarum vestrarum, extraneos & eas proprio nomine excolentes vel aliàs vobis communicantes, sententias proferunt memoratas, non vim aut potestatem privilegiorum vestrorum attendentes, vos quodammodo excommunicant, dum vobis alios communicare non sinunt, & de hoc judicari videmini judicio Judæorum; & illud evenit inconveniens quod majorem excommunicationem incurrant quam alii fuerant incursuri. Quia verò nullæ litteræ firmitatem habent aliquam, quas tacito nomine Cisterciensis Ordinis, contra tenorem Apostolicorum privilegiorum constiterit impetrari, Nobis humiliter supplicastis, ut provideri quieti vestræ super hoc paterna solicitudine
1. curaremus: Nos verò supplicationibus vestris inclinati, ne quis Prælatorum hujusmodi sententias in fraudem privilegiorum Apostolicæ Sedis de cætero promulgare præsumat, autoritate Præsentium Decernimus eas non tenere. Insuper vobis & Ordini vestro Concedimus quod firmarii, tenentes seu servientes in terris
2. vestris situati, à jurisdictione cujuscumque Judicis ordinarii Ecclesiastici

clesiastici sint quieti; & liceat vobis de cætero in Capitulo vestro, in adulteriis & aliis fornicationibus, coràm vobis seu Commissariis vestris, eos corrigere, & etiam divina audire in Capellis vestris, & Ecclesiastica Sacramenta recipere, ac eisdem firmariis, tenentibus seu servientibus, in Capellis vestris Ecclesiastica Sacramenta ministrare, tam extrà quàm intrà Monasteriorum vestrorum septa situatis; & nihilominùs cùm dicti tenentes, firmarii, servientes obierint, liceat vobis testamenta sua in Capitulo vestro coràm vobis vel Commissariis vestris approbare, ac etiam pueros eorumdem in Capellis vestris baptizare. Sanè si quis Archiepiscopus, Episcopus, Decanus aut aliquis eorum Officialis propter hoc in vos vel in Monasteria, Ecclesias seu Capellas vestras, tenentes, firmarios aut servientes vestros in terris vestris situatos, vel in Sacerdotes vestros nomine vestro in Ecclesiis seu Capellis vestris ministrantes aut Ecclesiarum Ministros, aliquam sententiam protulerint, illam omninò non valere Censemus. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ concessionis infringere vel ei ausu temerario contraire: Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Viterbii Idibus Novembris, Pontificatûs nostri anno tertio. (1257.)

VII[E] BULLE DU PAPE ALEXANDRE IV. de l'an 1258.

SOMMAIRE.

Le Pape exempte tous les Monasteres de l'Ordre, de tous droits de Procuration & autres envers les Legats, Nonces, Archevêques, Evêques & autres Prélats, ausquels il défend sous peine de nullité, de prononcer aucunes Censures pour raison de ce.

ALEXANDER Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbati Cistercii ejusque Coabbatibus & Conventibus universis Cisterciensis Ordinis Salutem & Apostolicam Benedictionem. Circà sacrum & famosum Ordinem vestrum illius sinceri-

tatis affectum gerimus, quòd semper ipsius justa desideria libentissimè procuramus, & sumus ad ea solliciti per quæ virtutum Domino possitis devotiùs & quietiùs famulari : sanè lecta coràm nobis vestra petitio continebat quòd licèt Legati & Nuntii Apostolicæ Sedis ac etiam Dioecesani locorum, Archiepiscopi & Episcopi, necnon & alii Ecclesiarum Prælati, quoties ad Monasteria & Domos Ordinis vestri divertunt, honestè admittantur in eis & charitativè tractentur, quandoque tamen iidem Dioecesani ac Prælati autoritate propriâ, interdùm verò dicti Legati ac Nuntii prætextu Litterarum præfatæ Sedis in quibus aliquando continetur quod ab Exemptis & non Exemptis, non obstante aliqua indulgentiâ Cisterciensibus vel aliis quibuscumque concessâ, in procuratione pecuniariâ provideatur eisdem, procurationem hujusmodi & alia plura contrà Indulta quæ prædicta Sedes concessit vobis communiter vel divisìm, à vobis & prædictis Monasteriis ac Domibus exigere & extorquere, ac aliàs vos & Monasteria ipsa seu Domos multipliciter molestare præsumunt in ea interdicti & in personas eorum suspensionis & excommunicationis sententias proferendo, in vestrum præjudicium & ipsius Ordinis detrimentum : Cùm itaque dilectus filius noster J. tituli S. Laurentii in Lucinensi Presbyter Cardinalis, qui semper ad hoc intentus esse dignoscitur ut Ordo vester prosperitatis affluentiam consequatur, à nobis affectuosè petiverit ut super præmissis providere paternâ diligentiâ curaremus : Nos ejusdem Cardinalis & vestris precibus annuentes, quod eisdem Legatis & Nuntiis per supradictas seu quascumque alias Apostolicæ Sedis litteras, ac etiam prædictis Archiepiscopis & Episcopis seu Prælatis in procuratione pecuniariâ non teneamini providere, Vobis autoritate Præsentium Indulgemus, decernentes quod hujusmodi sententiæ, si quas in vos vel aliquem vestrûm taliter contigerit de cætero promulgari, sint irritæ penitùs & inanes. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ Concessionis & Constitutionis infringere vel ei ausu temerario contraire : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Viterbii Nonis Julii, Pontificatûs nostri anno quarto. (1258.)

VIIIE BULLE DU PAPE ALEXANDRE IV, de l'an 1259.

SOMMAIRE.

Le Pape declare que toutes les contestations qui surviennent dans l'Ordre de Cisteaux, y doivent estre terminées & décidées par les Superieurs, & défend de les porter à d'autres Tribunaux hors de l'Ordre.

ALEXANDER Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbati Cistercii ejusque Coabbatibus & Conventibus universis Cisterciensis Ordinis Salutem & Apostolicam Benedictionem. Virtutum meritis rutilans & sanctitatis odore fragrans in Ecclesiæ Corpore membrum nobilissimum Ordo vester, sic à suâ plantatione per semitam mandatorum Domini ambulavit & unitatem servavit & pacem, quod gratiâ gubernante divinâ nunquam visitationis vel correctionis alienæ officio indiguit, vel in eo nasci potuit turpem sibi maculam superducens alicujus dissensionis rimula vel scissura; propter quod Sedes Apostolica eidem Ordini quæstiones inter personas emergentes ipsius per Patres Abbates ejusdem terminari debere & à nullo nisi ab eisdem Abbatibus vel deputandis ab ipsis ad hoc idoneis Monachis, dictum Ordinem visitari posse vel corrigi noscitur indulsisse : Nos igitur eumdem Ordinem quem inter alios suorum præcellentiâ meritorum, præcipuâ prosequimur charitate, in suâ cupientes pace servare, ac ei ne unitatis ipsius disrumpi possit vinculum, salubriter præcavere; Universis & singulis personis ejusdem Ordinis in virtute obedientiæ districtiùs Inhibemus ne aliqua ex personis ipsis, prætextu alicujus quæstionis vel difficultatis in eodem Ordine emergentis, extrà ipsum Ordinem appellare præsumat : Decernentes eos qui secùs egerint, sive sint Abbates sive Monachi vel Conversi, rigori sæpè dicti Ordinis contrà tales inibi introducto, debere non obstante appellatione hujusmodi subjacere. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ inhibitionis & Constitutions infringere vel ei ausu temerario contraire : Si quis

autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Anagniæ Idibus Junii, Pontificatûs nostri anno sexto. (1259.)

BULLE DU PAPE URBAIN IV. de l'an 1262.

SOMMAIRE.

Le Pape addresse sa Bulle à tous les Archevêques, Evêques & autres qui ont jurisdiction en l'Eglise, & les exhorte & leur recommande de tenir la main pour faire observer & garder les Privileges accordez à l'Ordre de Cisteaux par le Saint Siege.

URBANUS Episcopus servus servorum Dei. Venerabilibus fratribus Archiepiscopis & Episcopis, & dilectis filiis Abbatibus, Prioribus, Decanis, Archidiaconis & Ecclesiarum Prælatis ad quos Litteræ istæ pervenerint, Salutem & Apostolicam Benedictionem. Dilecti filii Abbas Cistercii ejusque Coabbates & Conventus universi Cisterciensis Ordinis suam ad Nos querimoniam destinarunt, quòd licèt eis à Sede Apostolicâ sit indultum ut à forensibus Conventibus sint immunes, nullique liceat in eos vel eorum Monasteria seu Confratres inibi commorantes, excommunicationis, suspensionis aut interdicti contrà id quod ab origine Ordinis observatum fuisse dignoscitur, sententias promulgare, quæ si promulgatæ fuerint, decernuntur per hujusmodi indulgentiam irritæ & inanes: Vos tamen eorum quieti & libertatibus (de quo miramur non modicum) invidentes ac molientes infringere indulgentiam supradictam, in eos contrà indultum hujusmodi de facto prædictas sententias promulgatis; Quos ut fatigetis laboribus & expensis, interdùm ad forenses Conventus accedere & quandoque sententiarum vestrarum executiones (quacumque sint autoritate prolatæ) suscipere invitos compellitis pro vestræ arbitrio voluntatis, quanquam ex generali quod suscepisse dicimur, Apostolicæ Sedis mandato teneamini eosdem in suis libertatibus & privilegiis contrà pravorum pressuras

& molestias defensare ; sicque fit ut indulgentia concessa eis causâ solatii & quietis, sit ipsis (vobis contra ipsam quasi conspirantibus) causa dispendii & laboris : Cùm igitur sicut in Lege dicitur, parum sit in Civitate Jus esse, nisi qui illud teneatur servare existat, dignumque ac conveniens videatur ut indulgentiæ ac Privilegia quæ devotis & bene meritis indulgentur, contrà præsumptorum audaciam, cùm expedit, defendantur : Universitatem vestram Rogamus, Monemus & Hortamur attentè, per Apostolica vobis scripta in virtute obedientiæ districtè præcipiendo Mandantes, quatenùs Privilegia, Indulgentias & Libertates eisdem ab Apostolicâ Sede concessa ac eorum consuetudines rationabiles & antiquas, firma & illibata eis de cætero pro Apostolicæ Sedis & nostrâ reverentiâ observantes, ab eorum super præmissis coactione ac molestiâ penitùs quiescatis, ita quod ipsi concessâ eis valeant tranquillitate gaudere, ac super hoc per Sedem eamdem non oporteat aliter provideri. Datum Viterbii tertio Nonas Maii, Pontificatûs nostri anno primo. (1262.)

SECONDE BULLE DU PAPE URBAIN IV. de l'an 1262.

SOMMAIRE.

Le Pape accorde aux Abbesses & Religieuses de l'Ordre de Citeaux, de jouir & se servir des Privileges qui luy sont donnez par le Saint Siege & qui leur conviennent.

URBANUS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis in Christo filiabus Abbatissis & Conventibus Monialium universis Cistercienfis Ordinis Salutem & Apostolicam Benedictionem. Meritis sacræ vestræ Religionis inducimur ut favoris benigni gratiâ vos jugiter prosequentes, paci & tranquillitati vestræ ne jurgiorum concutiatur procellis in posterùm, consulamus : Hinc est quod Nos vestris supplicationibus inclinati, ut Privilegiis & Indulgentiis generaliter Ordini vestro ab Apostolicâ Sede concessis in his quæ vobis competunt, uti liberè valeatis, autoritate vobis Præsentium Indulgemus. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ concessionis infringere vel ei ausu temerario

contraire : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Viterbii Idibus Maii, Pontificatûs nostri anno primo. (1262.)

IIIᴱ BULLE DU PAPE URBAIN IV. de l'an 1262.

SOMMAIRE.

Le Pape accorde aux Monasteres de l'Ordre de Cisteaux, le privilege de pouvoir continuer à l'ordinaire le Service dans leurs Eglises au temps d'un Interdit general.

URBANUS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbati Cistercii ejusque Coabbatibus & Conventibus universis Cisterciensis Ordinis Salutem & Apostolicam Benedictionem. Devotionis augmentum vobis (Deo propitio) provenire confidimus, si super his quæ piè cupitis, Nos benignos ad gratiam habeatis : Cùm igitur sicut ex tenore vestræ petitionis accepimus, Vobis & Ordini vestro à primâ sui fundatione à Sede Apostolica sit concessum, ut tempore generalis interdicti possitis, excommunicatis & interdictis exclusis, divina Officia in vestris Monasteriis celebrare ; Vosque autoritate concessionis hujusmodi divina eadem altâ voce apertis januis & pulsatis campanis, excommunicatis tamen & interdictis exclusis, duxeritis hactenùs solemniter celebranda ; Nos vestris supplicationibus inclinati, Ut in Monasteriis vestris quæ à sæcularium habitationibus remota sunt, divina prædicta celebrare quemadmodum hactenùs rationabiliter fecisse noscimini, tempore ipsius interdicti liberè valeatis ; Vobis autoritate Præsentium Indulgemus. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ concessionis infringere vel ei ausu temerario contraire : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Viterbii v. Idus Junii, Pontificatûs nostri anno primo. (1262.)

IVe BULLE DU PAPE URBAIN IV, de l'an 1262.

SOMMAIRE.

Le Pape exempte les Monasteres de l'Ordre de Cisteaux, de payer la dixme sur les terres de leurs anciens domaines & pareillement les menuës dixmes.

URBANUS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbati Cistercii ejusque Coabbatibus & Conventibus universis Cisterciensis Ordinis Salutem & Apostolicam Benedictionem. Devotionis augmentum vobis Deo propitio provenire confidimus, si super his quæ piè cupitis nos benignos ad gratiam habeatis : Sanè petitio vestra nobis exhibita continebat, quòd licèt vobis à Sede Apostolicâ sit indultum ut de terris ante Generale Concilium acquisitis, quas propriis manibus aut sumptibus colitis seu de hortis & virgultis vestris aut vestrorum animalium nutrimentis nulli decimas teneamini exhibere ; nonnulli tamen vestris libertatibus invidentes, de terris, hortis & virgultis prædictis primitias, necnon de Molendinis vestris decimas exigunt in vestrum non modicum detrimentum : Quare Nobis humiliter supplicastis ut super hoc providere vobis paternâ sollicitudine curaremus. Vestris itaque supplicationibus inclinati, Ut hujusmodi primitias & decimas illis contrà quos de eis non solvendis legitimâ estis præscriptione muniti, nullatenùs solvere teneamini, Vobis autoritate præsentium Indulgemus. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ concessionis infringere vel ei ausu temerario contraire : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Viterbii v. Idus Maii, Pontificatûs nostri anno primo. (1262.)

BULLE DU PAPE CLEMENT IV. de l'an 1265.

SOMMAIRE.

Cette Bulle est l'une des principales Constitutions de l'Ordre de Cisteaux & qui luy sert de Regles & de décisions sur plusieurs points qui furent contestez devant le Pape & qu'il jugea, concernant le sens & l'interpretation que quelques Abbez donnoient à la Carte de Charité, touchant les Elections, les dépositions & les démissions des Abbez; l'administration des Monasteres pendant la vacance; l'Assemblée & l'ordre du Chapitre General & les Visites: mais comme tout cela regarde les Loix de l'Ordre & ses Constitutions que l'on peut voir dans les Compilations qui en sont faites & où elles sont rapportées, & non pas ses Privileges, il n'en sera pas fait de mention icy que par Extrait, & seulement du Privilege que ce Pape jugea en même temps devoir appartenir à l'Abbé de Cisteaux aussi-tost qu'il est élû, (pourvû que son élection soit faite en concorde & qu'il n'y ait pas d'opposition) d'administrer & gouverner au spirituel & au temporel, comme si son élection avoit esté confirmée par le S. Siege; de sorte que l'on ne rapporte icy qu'un Extrait de cette Bulle.

1. *Le Pape fait l'Eloge de l'Ordre de Cisteaux dans son Institution & son progrez.*
2. *Il reconnoist l'usage pratiqué dés ce temps-là & dés le commencement, dans l'élection de l'Abbé de Cisteaux, lequel si elle est faite en concorde, peut exercer de ce moment-là sa jurisdiction au spirituel & au temporel; & le Pape ne le declare pas seulement, mais il le juge & décide contradictoirement & en fait une Regle & un Statut pour estre observé & executé à perpetuité.*
3. *Il dispense les Monasteres de l'Ordre, de l'observation rigoureuse des formalitez prescrites par le 4[e] Concile de Latran.*
4. *Il autorise la voye du Compromis dans les élections des Abbez.*

1. CLEMENS Episcopus servus servorum Dei ad perpetuam rei memoriam. Parvus fons qui crevit in fluvium & in lucem

lucem solemque conversus in aquas plurimas redundavit, Cisterciensis est Ordo prælucidus qui à sui ortûs exordio parvus & humilis abjectione habitûs, tenuitate substantiæ, humilitatis professione ac numero Professorum, sub fontis metaphorâ non indignè describitur, cui diversarum illi proprietatum conformitate conformis non immeritò comparatur : Hic est enim fons hortorum irriguus cæteras rigans Religiones & Ordines, ac in ipsos exemplis salutaribus scaturizans ; Hic est fons amœnus varietate virtutum, præclarus munditiæ puritate, pietate patens, indeficiens sanctitate ; horum merito sic excrescere meruit, ut fontis nomen excedens fluvius censeatur, cujus processus laudabilis de virtute in virtutem ut Deum Deorum in Sion videat, gradientis universalis Ecclesiæ lætificat unitatem, in qua per meritorum evidentiam claræ lucis splendorem adeptus, quasi stella matutina resplendet in medio nebulæ mundi hujus, & in ea splendidos emittens radios, instar solis velut aquæductus de Paradiso progrediens, in aquas redundat plurimas.....

2. Ceterùm quia circà electionem Abbatis prædicti Monasterii Cisterciensis fuit ab aliquibus dubitatum an possit ex usu aliquo tolerari, quod circà Cisterciensem Electum retroactis temporibus est obtentum, videlicet ut Cisterciensis Electus si ejus electio fuerit in Concordiâ celebrata, administrare valeat etiam à nemine confirmatus & sine confirmatione aliquâ curam habeat animarum : Nos ad hujusmodi dubitationem in perpetuum amovendam Statuimus ut in Monasterio Cisterciensi celebratâ electione concordi secundùm morem hactenùs observatum, Electus prædicto modo concorditer, eo ipso verus sit Abbas Cistercii & administrandi licentiam curamque animarum habeat ac in omnibus pro vero Abbate perindè habeatur, ac si à Sede Apostolicâ confirmationis beneficium habuisset, à quâ ipsum intelligi Volumus & Statuimus confirmatum : licèt autem idem Abbas Cistercii prædicto modo auctoritate Apostolicâ confirmetur, nihil tamen depereat per hoc ejusdem Ordinis libertati quam circà cessionem & amotionem Abbatis ipsius idem Ordo dignoscitur habuisse quamque ipsi Ordini manere Volumus illibatam.

3. Et quia præfatus Ordo in multâ simplicitatis puritate fundatus profecit laudabiliter in eâdem, Nos circà electiones in Monasteriis ejusdem Ordinis faciendas, sic personas ipsius Ordinis procedere Toleramus sicut hactenùs processerunt, necessitatem

servandi solemnitates seu formas contentas in Generali Concilio eis de gratiâ remittentes.

4. Ordinamus autem quod in majoribus Abbatiis generationem habentibus cùm vacaverint, quindecim dies ad minus ad eligendum terminus assignetur, & Prior, Supprior ac Cellerarius vacantis Monasterii conveniant de Electoribus quos idem Prior postquam de ipsis convenerint, in Capitulo nominabit: Patres verò Abbates vel Visitatores nullum nominent Electorem, neque Electoribus prædicto modo creatis, simul vel sigillatim aliquod dent præceptum, nisi quod in publico eis injungant arctiùs ut secundùm conscientias suas provideant vacanti Monasterio bonâ fide: nec alicujus vacantis Monasterii Pater Abbas Sibi nominari postulet Electores antequam in Capitulo nominentur, nec aliquem ex congregatis ad eligendum Electoribus ad se vocet, nec verbo vel scripto aut signo eis vel eorum alicui suam insinuet voluntatem, nec Electori clàm vel palàm impedimentum aliquod inferat per quod Electorum impediat libertatem: Electam quoque personam si sufficiens & idonea vacanti Monasterio fuerit, non refutet; & qui contrà fecerit, graviter puniatur; nec aliquam personam amoveat ab Officio vel de Monasterio ejiciat ipsius vacatione durante. (9. Juin 1265.)

IIE BULLE DU PAPE CLEMENT IV. de l'an 1265.

SOMMAIRE.

Le Pape declare nuls tous les Privileges qui peuvent avoir esté & seront obtenus par quelques Personnes que ce soit, soit du Saint Siege ou d'autres, contre la commune Institution de l'Ordre.

CLEMENS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis Filiis Abbati & Conventui Cistercii Cabilonensis Diœcesis Salutem & Apostolicam Benedictionem. Ne propter insolentias aliquorum quærentium quæ sua sunt non quæ Dei, turbari contingat sanctæ contemplationis otium cui vos specialiter devovistis, Nos

ex hoc paci vestræ ac Ordinis vestri tranquillo statui paternâ sollicitudine consulentes, indulgentias omnes & litteras per quascumque personas ejusdem Ordinis contrà communia statuta ipsius à Sede Apostolicâ vel ejus Legatis, sub quacumque formâ vel expressione verborum de cætero impetrandas, irritas & inanes præsentium auctoritate Decernimus ac nullius omninò existere firmitatis. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ Constitutionis infringere vel ei ausu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei ac beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Perusii v. Idus Julii, Pontificatûs nostri anno primo. (11. Juillet 1265.)

I[e] BULLE DU PAPE NICOLAS IV. de l'an 1290.

SOMMAIRE.

Le Pape donne le pouvoir aux Abbez de l'Ordre de deputer des Religieux de leurs Monasteres pour absoudre les pauvres malades qui s'y trouveroient, & de leur administrer les Sacremens.

NICOLAUS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Cistercii & aliorum Monasteriorum Abbatibus Cisterciensis Ordinis Salutem & Apostolicam Benedictionem. Honestis desideriis vestris præsertim quæ salutem continent animarum, quantum cum Deo possumus libenter assensum benevolum impartimur. Præsentata siquidem nobis vestra petitio continebat quod ad Hospitalia infrà septa Monasteriorum vestrorum ad charitatis opera deputata, pauperum infirmorum confluit multitudo; quare nobis humiliter supplicastis ut singuli vestrûm in singulis Hospitalibus Monasteriorum vestrorum quibus præestis, deputandi aliquem vel aliquos idoneos de Monachis Monasteriorum ipsorum in Sacerdotio constitutos qui confessiones pauperum in eisdem Hospitalibus commorantium audiant & eis injungant pœnitentiam salutarem ac ministrent Ecclesiastica Sacramenta, licen-

tiam largiremur : Nos itaque attendentes hujusmodi vestram petitionem favore Apostolico non indignam, vestris supplicationibus inclinati Vobis licentiam hujusmodi sine juris præjudicio alieni, autoritate præsentium Concedimus postulatam. Datum Romæ apud sanctam Mariam Majorem Kal. Martii, Pontificatûs nostri anno secundo. (1. Mars 1290.)

II[E] BULLE DU PAPE NICOLAS IV. de l'an 1291.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape fait l'Eloge de l'Ordre de Cisteaux.*
2. *Il prend sous sa protection speciale tous les Monasteres qui en dépendent & tout ce qui leur appartient & leur en confirme la possession.*
3. *Il défend à toutes les personnes qui en sont, de le quitter pour entrer en un autre Ordre, & de rien changer de leur Observance ni de rien faire qui puisse luy préjudicier.*
4. *Il declare nul tout ce qui sera fait au contraire.*

NICOLAUS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbati Cistercii ejusque Coabbatibus Monasteriorum Cisterciensis Ordinis eorumque Conventibus Salutem & Apostolicam
1. Benedictionem. Plantatus in agro Domini Ordo vester sic à suis primordiis divinâ cooperante clementiâ pullulavit, sic laudabilibus incrementis profecit fructus assiduè proferens copiosos, quod inter alia germinantia dicti agri tanquam sidereo nitore refulgens plenis donis virtutum spiritualiter & temporaliter noscitur abundare : Ea propter dilecti in Domino filii vestris justis postulatio-
2. nibus grato concurrentes assensu, personas vestras & Monasteria in quibus divinis estis obsequiis mancipati, cum omnibus bonis quæ in præsentiarum rationabiliter possident aut in futurum justis modis, præstante Domino, poterunt adipisci, sub beati Petri & nostrâ protectione suscipimus ; specialiter autem Ecclesias, grangias, domos, possessiones & alia bona vestra sicut ea omnia pacificè possidetis, vobis & per vos Monasteriis vestris autoritate Apo-

stolicâ Confirmamus, districtiùs Inhibentes ut nec vobis nec alicui 3.
vestrûm liceat ad alium Ordinem se transferre ac ipsius habitum
& instituta suscipere, neque se & Monasteria vestra ipsius Ordinis
Cisterciensis, Monasteriis & locis alterius Ordinis & professionis
ac observantiæ seu quibuscumque Ecclesiis & locis aliis aut Religioni subjicere vel unire aut associare, sive circà statum eorumdem Monasteriorum & Ordinis Cisterciensis aliquid immutare vel
innovare per quod vobis & dicto Ordini præjudicium generetur,
quodque nemo cujuscumque conditionis existat, contrà hujusmodi nostræ prohibitionis tenorem vos & Monasteria prædicta recipere vel tenere aut aliquid attentare quoquomodo præsumat absque Apostolicæ Sedis licentiâ & mandato: Nos enim si secùs actum
fuerit, irritum Decernimus & inane. Cæterùm ubi persona vestræ 4.
professionis ad Ordinem alium adspiraret se transferre, nihil de antiquâ juris observantiâ intendimus immutare. Nulli ergò omninò
hominum liceat hanc paginam nostræ confirmationis & inhibitionis infringere vel ei ausu temerario contraire: Si quis autem hoc
attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum apud Urbem veterem v. Idus Decembris, Pontificatûs nostri anno tertio. (9. Decembre 1291.)

Iᴱ BULLE DU PAPE BONIFACE VIII. de l'an 1294.

SOMMAIRE.

Le Pape declare que les offrandes qui sont faites dans les Eglises des Monasteres de l'Ordre de Cisteaux dans le temps que quelque Prelat que ce soit y officie, appartiennent aux Religieux de ces Monasteres-là, & ne doivent estre prises par aucune autre personne.

BONIFACIUS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbati Monasterii Cisterciensis ejusque Coabbatibus & Conventibus universis Cisterciensis Ordinis Salutem & Apostolicam Benedictionem. Series oblatæ Nobis vestræ petitionis habebat,

quod licèt ea quæ in Ecclesiis Monasteriorum vestri Ordinis piæ devotionis affectu à Christi fidelibus in Missarum solemniis offeruntur, Fratrum Monasteriorum ipsorum usibus ex speciali privilegio Sedis Apostolicæ debeant deputari, nonnulli tamen Ecclesiarum Prælati ducti avaritiæ spiritu, cùm in eisdem Monasteriorum prædictorum Ecclesiis prædicta solemnia celebrant, oblationes quæ ad manus eorum hujusmodi celebrationis tempore fieri dignoscuntur, ad se pertinere indebitè asserentes, prædictas oblationes à Monasteriis ipsis asportare præsumunt in ipsorum Monasteriorum & personarum deservientium in eisdem non modicum præjudicium & gravamen, super quo petistis humiliter per Apostolicæ Sedis clementiam provideri : Nos itaque ad vestrum & Monasteriorum ac personarum in ipsis degentium statum fœlicem & prosperum piis studiis intendentes, autoritate Apostolicâ districtiùs Inhibemus ne aliqui Prælati, cùm ipsos eisdem Ecclesiis Monasteriorum prædictorum solemnia celebrare contigerit, prælibatas oblationes tunc provenientes ibidem sibi quomodolibet vendicare præsumant, sed eis in Monasteriis ipsis seu locis eorum omninò dimittant Fratrum Monasteriorum vel locorum ipsorum usibus profuturas. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ inhibitionis infringere vel ei ausu temerario contraire : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei ac beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Anagniæ v. Idus Septembris, Pontificatûs nostri anno primo. (9. Septembre 1294.)

IIE BULLE DU PAPE BONIFACE VIII. de l'an 1296.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape dispense les Superieurs des Monasteres de Religieux de l'Ordre de Cisteaux, dans les Corrections qu'ils y font, de l'obligation de suivre à la rigueur toutes les regles prescrites par le Droit, leur ordonnant seulement de s'attacher à bien observer les Statuts de l'Ordre.*
2. *Il défend à ces Religieux contre lesquels il aura esté ainsi procedé, d'interjetter appel de la correction qui leur aura esté faite, pour en empêcher l'execution.*

BONIFACIUS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbati Cistercii ejusque Coabbatibus Monasteriorum Cisterciensis Ordinis & eorum Conventibus universis Salutem & Apostolicam Benedictionem. Ad augmentum continuum Religionum & Ordinum quos Romana suscepit & approbavit Ecclesia, paternis studiis intendentes & considerantes attentiùs quod non intermissa sedulitas Disciplinæ Religiones & Ordines supradictos statusque regulares salubriter dirigit & conservat, quodque si eam perire vel remitti contingeret, Ordo quilibet collabi necessariò cogeretur : Pensantes etiam quod si regularium personarum cor- 1.
rectio rimas juris & apices sequeretur, hujusmodi rigor lentesceret ac multiplici laxatione torperet : Nos horum consideratione ac precibus dilecti filii nostri Roberti tituli sanctæ Potentianæ Presbyteri Cardinalis super hoc nobis supplicantis inducti, Vobis autoritate Apostolicâ Indulgemus ut ad correctiones & puniones Fratrum & Conversorum ejusdem Ordinis delinquentium infligendas, Prælati Ordinis supradicti ad quos eædem spectare noscuntur, rimulis & apicibus ipsis postpositis liberè procedere valeant secundùm consuetudines approbatas & generalia facta & etiam facienda ipsius Ordinis instituta : Nec volumus eisdem 2.
licere Fratribus & Conversis ab eisdem correctionibus & punitionibus aliquatenùs appellare, præviâ in hoc deliberatione ac

maturitate debitâ observatis. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ Concessionis infringere vel ei ausu temerario contraire : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei ac beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Romæ apud Sanctum Petrum Idibus Februarii, Pontificatus nostri anno tertio. (13. Fevrier 1296.)

IIIe BULLE DU PAPE BONIFACE VIII. de l'an 1296.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape dispense les Superieurs des Monasteres de l'Ordre de Cisteaux, dans les Corrections qu'ils y font à l'égard des Religieuses, de l'obligation de suivre à la rigueur toutes les regles prescrites par le Droit, leur ordonnant seulement de s'attacher à bien observer les Statuts de l'Ordre.*
2. *Il défend à ces Religieuses contre lesquelles il aura esté ainsi procedé, d'interjetter appel de la Correction que leur feront leurs Superieurs, pour en empêcher l'execution.*

BONIFACIUS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis in Christo filiabus Abbatissis Monasteriorum Cisterciensis Ordinis & eorum Conventibus universis Salutem & Apostolicam Benedictionem. Ad augmentum continuum Religionum & Ordinum quos Romana suscepit & approbavit Ecclesia, paternis studiis intendentes ac considerantes attentiùs quod non intermissa sedulitas disciplinæ Religiones & Ordines supradictos statusque regulares salubriter dirigit & conservat, quodque si eam perire vel remitti contingeret, Ordo quilibet collabi necessariò cogeretur ; Pensantes etiam quod si regularium personarum correctio rimas juris & apices sequeretur, hujusmodi rigor lentesceret ac multiplici laxatione torperet : Nos horum consideratione ac precibus dilecti filii nostri Roberti tituli sanctæ Potentianæ Præsbyteri Cardinalis super hoc nobis supplicantis inducti, vobis autoritate Apostolicâ Indulgemus ut ad correctiones & punitiones Monialium & Sororum

Sororum ejusdem Ordinis delinquentium insligendas, Prælati Ordinis supradicti ad quos eædem spectare noscuntur, rimulis & apicibus ipsis postpositis liberè procedere valeant secundùm consuetudines approbatas & generalia facta & etiam facienda ipsius Ordinis instituta; Nec volumus eisdem licere Monialibus & Sororibus ab eisdem correctionibus & punitionibus aliquatenùs appellare, prævià in hoc deliberatione ac maturitate debitâ observatis. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ concessionis infringere vel ei ausu temerario contraire: Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei ac beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Romæ apud sanctum Petrum Idibus Februarii, Pontificatûs nostri anno tertio. (13. Fevrier 1296.)

2.

IV[E] BULLE DU MESME PAPE Boniface VIII. de l'an 1301.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape fait l'Eloge de l'Ordre de Cisteaux en termes tres-honorables.*
2. *Il exempte les terres des Domaines de ses Monasteres que les Religieux cultiveront ou feront cultiver par d'autres, de payer aucunes Dixmes anciennes ni novales.*

BONIFACIUS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis universis Abbatibus, Abbatissis & Conventibus Ordinis Cisterciensis tam præsentibus quàm futuris Salutem & Apostolicam Benedictionem. In Ecclesiæ firmamento vester Ordo nitore cla- 1.
ro coruscans universalem gregis Dominici aulam illuminat & currentibus in stadio rectum iter insinuat quo ad salutis bravium faciliùs pervenitur: Nos quidem ob hoc & propter magnæ devotionis affectum quem ad Nos & Apostolicam Sedem habetis, Ordinem ipsum ac vos & alios ejusdem Ordinis professores intimâ charitate prosequimur, ac sinceris affectibus excitamur ad vestra & illorum commoda in quibus honestè possumus promovenda: Ideòque præmissorum intuitu & obtentu dilecti filii nostri

Roberti tituli sanctæ Potentianæ Presbyteri Cardinalis qui tanquam præfati Ordinis quem professus extitit, Promotor assiduus necessitates vestras & dicti Ordinis Nobis reverenter exposuit & super illis nostræ provisionis auxilium imploravit, Vobis autoritate
2. præsentium Indulgemus ut de terris vestris cultis & incultis ad Ordinem vestrum spectantibus quas aliis concessistis vel concedetis in posterùm excolendas, de quibus tamen aliquis decimas seu primitias non percepit, nullus à vobis seu cultoribus terrarum ipsarum aut quibuscumque aliis decimas seu primitias exigere vel extorquere præsumat ; Nos enim nihilhominùs irritum Decernimus & inane quidquid contrà tenorem hujusmodi indulgentiæ fuerit attentatum. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ concessionis & Constitutions infringere vel ei ausu temerario contraire : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Lateranensi xv. Kal. Januarii, Pontificatûs nostri anno octavo. (18. Decemb. 1301.)

BULLE DU PAPE JEAN XXII. de l'an 1319.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape fait l'Eloge de l'Ordre de Cisteaux.*
2. *Il declare que les Abbez qui sont pourvûs par le Saint Siege, demeurent toûjours attachez & soumis à l'obëissance de leurs Superieurs reguliers comme les autres, sans pouvoir se dispenser de la leur rendre.*

JOANNES Episcopus servus servorum Dei. Dilecto filio Abbati Monasterii Cisterciensis Cabilonensis Diœcesis Salutem &
1. Apostolicam Benedictionem. Ad Cisterciensem Ordinem ex quo velut agro pleno cui Dominus benedixit, fragrantia spiritualium filiorum redundare dignoscitur suavitatem spirans odoris Ecclesiæ sanctæ Dei specialem gerentes devotionis affectum, ad ipsius Ordinis tranquillitatem & pacem gratis desideriis aspiramus : Cùm itaque sicut exhibita nobis pro parte tuâ petitio

continebat, quidam ex Abbatibus dicti Ordinis eo prætextu quod per Nos promoti fuerunt ad regimina quorumdam Monasteriorum Ordinis memorati, à debitâ tuâ & Capituli Generalis ipsius Ordinis obedientiâ se subtrahere moliantur contrà statuta ejusdem Ordinis per Sedem Apostolicam confirmata, in gravem dissensionem & scandalum Ordinis memorati; Nos vo- 2.
lentes præfato Ordini nè quod absit, per substractionem hujusmodi in suis membris diminutionem seu scissuræ periculum patiatur de opportuno remedio providere, tuis supplicationibus inclinati autoritate præsentium Declaramus quod non est intentionis nostræ quod dicti promoti tali prætextu se subtrahere valeant ab obedientiâ Ordinis consuetâ. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ declarationis infringere vel ei ausu temerario contraïre: Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Avinioni III. Kal. Decembris, Pontificatûs nostri anno quarto. (29. Nov. 1319.)

BULLE DU PAPE BENOIST XII. de l'an 1334.

SOMMAIRE.

Le Pape défend de recevoir à profession & stabilité dans aucun Monastere de l'Ordre de Cisteaux, des Religieux de quelque Ordre mendiant que ce soit, sans une permission expresse du Saint Siege.

BENEDICTUS SERVUS SERVORUM DEI.
AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

REGULAREM vitam professis sic expedit subtrahi omnem inquietudinis & turbationis materiam, quod in contemplationis suavitate quiescere valeant & tranquillum Domino reddere famulatum: Cùm igitur ex eo quod professores Ordinum mendicantium ad Monachorum nigrorum & Cisterciensium Ordines consueverunt plerumque transire, multas in dictis Ordinibus turbationes, infestationes, molestias, damna & scandala provenisse experientia doceat manifestè; Nos his ex de-

bito pastoralis officii pro futuro tempore occurrere cupientes, de consilio Fratrum nostrorum Decernimus ne quis cujusvis Ordinis mendicantium professor ad aliquem dictorum duorum Ordinum quoquomodo transire valeat sine Romani Pontificis licentiâ speciali plenam & expressam faciente de Constitutione hujusmodi mentionem ; Non obstantibus Privilegiis Apostolicis quibuscumque concessis in contrarium dictis Ordinibus mendicantium seu eorum Prælatis aut aliquibus eorumdem, quæ quoad hoc nullius ex nunc fore Decernimus firmitatis. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ Constitutionis infringere vel ei ausu temerario contraire : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Avinioni III. Nonas Julii, Pontificatûs nostri anno primo. (5. Juillet 1334.)

BULLE DU PAPE URBAIN V. de l'an 1363.

SOMMAIRE.

Le Pape permet aux Abbez & Religieux de l'Ordre de Cisteaux lorsqu'ils sont obligez à cause des Guerres, de quitter leurs Monasteres & de se retirer pour leur sûreté, dans des Chasteaux & lieux forts du voisinage, d'y avoir des Autels portatifs & des Chapelles pour y dire la Messe & celebrer l'Office Divin à voix haute.

URBANUS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbati & Conventui Monasterii Cisterciensis Cabilonensis Diœcesis cæterisque Abbatibus & Conventibus Cisterciensis Ordinis ubilibet constitutis Salutem & Apostolicam Benedictionem. Sacræ vestræ Religionis in quâ devotum Deo redditis famulatum, promeretur honestas ut petitionibus vestris in his præsertim quæ ad consolationem animarum vestrarum cedere valeant, favorabiliter annuamus : Cùm itaque sicut exhibita nobis pro parte vestrâ petitio continebat, frequenter contingat quod

vos propter guerrarum discrimina quæ in Monasteriorum vestrorum partibus frequenter ingruunt, tutè residere in ipsis Monasteriis non valentes, ad castra & fortalitia ipsis Monasteriis vestris vicina recurrere & in eis ad tempus morari oportet; Nos vestris in hac parte supplicationibus inclinati, Ut liceat vobis in singulis castris & fortalitiis ipsis (in locis tamen ad hoc congruis & honestis) erigere altare portatile super quo quamdiu ibidem occasione prædictâ moram traxeritis, singuli vestrûm qui fuerint in Sacerdotio constituti, Missas & alia divina Officia etiam altâ voce celebrare cum debitâ reverentiâ & honore (jure Parochialium Ecclesiarum & cujuslibet alterius in omnibus semper salvo) liberè valeatis, devotioni vestræ autoritate Apostolicâ de speciali gratiâ Indulgemus. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ Concessionis infringere vel ei ausu temerario contraïre: Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Avinioni v. Idus Octobris, Pontificatûs nostri anno secundo. (11. Oct. 1363.)

PREMIERE BULLE DU PAPE JEAN XXIII. de l'an 1415.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape fait l'Eloge de l'Ordre de Cisteaux.*
2. *Il declare que tous les Religieux qui en sont Profès, quelques Titres & Charges qu'ils ayent d'ailleurs de Chapelains & familiers d'honneur du Saint Siege ou des Cardinaux, ne peuvent s'exempter de la soumission & obéïssance qu'ils doivent rendre à leurs Superieurs & au Chapitre General dudit Ordre.*
3. *Il declare nul tout ce qui a esté & sera fait à l'avenir là-dessus au contraire.*

JOANNES EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI. AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

DUM uberes fructus quos Ordo Cisterciensis in agro militantis Ecclesiæ uberrimè in exaltatione Statûs præfatæ 1. Ecclesiæ & Religionis propagationem produxit hactenùs & produ-

cit assiduè, paternâ diligentiâ contemplamur, saluberrimum fore dignoscimus ut illa pro cultu divini nominis & observantiâ regulari in præfato Ordine decernamus per quæ Ordo ipse salutaribus proficere valeat incrementis, & si qui ab observantiâ hujusmodi se quoquomodo, laxatis obedientiæ habenis salutaribus, quomodolibet sequestrarent, ad cultum ipsum disciplinæ fræno (prout pro eorum salute congruit) reducantur: Hinc est quod Nos præ-
2. missorum intuitu & ex certis aliis rationabilibus causis animum nostrum moventibus, & dilectorum filiorum Abbatis Cistercii & Coabbatum ejus dicti Ordinis in hac parte supplicationibus inclinati, Volumus & hac præsenti & perpetuò duraturâ Constitutione Decernimus statuentes quod omnes & singuli dicti Ordinis Professores præsentes & posteri cujusque statûs, gradûs seu conditionis existant, in Capellanos honoris Sedis Apostolicæ seu alicujus ex venerabilibus Fratribus nostris sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalibus, aut familiares cujuspiam ex præmissis vel aliorum recepti vel assumpti ac de cætero tam Apostolicâ quam aliâ quavis autoritate quomodolibet assumendi, non possint vel debeant quoquomodo & sub quacumque verborum conceptione, à jurisdictione, correctione, superioritate, majoritate seu obedientiâ sui Superioris & dilectorum filiorum Capituli Generalis præfati Ordinis eximi virtute cujusvis gratiæ alicui præmissorum jam concessæ seu in posterùm concedendæ per Apostolicas seu alias litteras aut processus super illis forsan habitos vel habendos, quo minùs superioribus suis & Capitulo præfatis in omnibus & quoad omnia secundùm Constitutiones & Consuetudines ipsius Ordinis plenè subsint & parere debeant & ad præmissorum observantiam distringi queant, præmissis & aliis contrariis non obstantibus quibuscumque, irritum & inane Decernentes ex nunc quidquid super his scienter vel ignoranter quavis autoritate attentatum forsan est hactenùs vel in posterùm contigerit quomodolibet attentari. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ voluntatis, Constitutionis & Statuti infringere vel ei ausu temerario contraïre: Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Constantiæ VII. Kal. Februarii, Pontificatûs nostri anno quinto. (26. Janvier 1415.)

SECONDE BULLE DU PAPE JEAN XXIII. de l'an 1415.

SOMMAIRE.

Le Pape donne le pouvoir & Privilege au Chapitre General de l'Ordre de Cisteaux, d'en supprimer les Monasteres d'hommes & de filles qui se trouveront n'avoir pas des revenus suffisans pour y entretenir un nombre de personnes capable d'y faire le Service suivant les Statuts, & d'en unir les fonds & les revenus à d'autres Monasteres.

JOANNES Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbati Monasterii Cistercii Cabilonensis Diœcesis ejusque Coabbatibus universis in eorum Generali Capitulo quandocumque congregandis Salutem & Apostolicam Benedictionem. Sacræ Religionis sub quâ mundanis calcatis illecebris, devotum & sedulum in humilitatis spiritu exhibetis Altissimo famulatum, merita promerentur ut ea quæ vestræ Religionis & Ordinis commoditatem respiciunt, favore vobis benevolo concedamus: Hinc est quod Nos volentes vestræ paci & tranquillitati consulere, vestris in hac parte supplicationibus inclinati, Ut quæcumque Monasteria dicti Ordinis tam Monachorum quàm etiam Monialium, & quorum facultates, fructus, reditus & proventus non sufficiunt ad sustentationem tot Regularium Personarum in eisdem Monasteriis pro tempore degentium, quot in eis pro augmento divini Cultûs ac Missis & aliis divinis Officiis celebrandis secundùm ejusdem Ordinis Statuta & præmissorum ac regularium cærimoniarum observantiam requiruntur, aliis Monasteriis Religionis & Ordinis prædictorum pro commodiori sustentatione degentium in eisdem, & quando pro statu & quiete hujusmodi personarum id noveritis expedire, super quibus vestras conscientias Oneramus, cum omnibus juribus & pertinentiis suis, unum videlicet alteri Monachorum & aliud alteri Monialium Monasteriis ejusdem Ordinis Monasteria, cujuscumque taxæ seu annui valoris fuerint, & quæ cum eorum juribus & pertinentiis suis universis præsentibus haberi volumus

pro expressis, autoritate Apostolicâ annectere & unire : Ità quod cedentibus vel decedentibus hujusmodi Monasteriorum Abbatibus vel Abbatissis seu Prioribus vel Priorissis, (si Monasteria ipsa per Priores aut Priorissas fuerint solita gubernari) aut ea quomodolibet dimittentibus, liceat aliis Abbatibus & Abbatissis ac Priorissis quorum Monasteriis alia sic vacantia venient unienda, corporalem possessionem hujusmodi vacantium Monasteriorum juriumque & pertinentiarum prædictorum, autoritate propriâ apprehendere & perpetuò retinere, ac fructus, reditus & proventus dictorum Monasteriorum uniendorum in suos usus ac pro sustentatione hujusmodi personarum degentium in eisdem liberè convertere, Diœcesani loci aut cujuscumque alterius super hoc licentiâ minimè requisitâ, liberè & licitè valeatis, devotioni vestræ de specialis dono gratiæ Concedimus per præsentes; Non obstantibus quibuscumque reservationibus generalibus vel specialibus de hujusmodi vel aliis Monasteriis Ordinum quorumcumque per Nos aut Sedem Apostolicam hactenùs forsan factis, necnon Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis atque nostris ac stabilimentis, Statutis & Consuetudinibus Monasteriorum & Ordinis prædictorum, etiam juramento, confirmatione Apostolicâ vel quacumque firmitate aliâ roboratis cæterisque contrariis quibuscumque. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ voluntatis & Concessionis infringere vel ei ausu temerario contraire : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Constantiæ VII. Kal. Februarii, Pontificatûs nostri anno quinto. (26. Janvier 1415.)

III[e] BULLE

I^{RE} BULLE DU PAPE MARTIN V. de l'an 1417.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape décrit sommairement & en general, les inconveniens qui arrivent de la sortie de l'Ordre que font les Religieux aprés y avoir fait profession, pour entrer dans un autre Ordre.*
2. *Il rapporte & explique la plainte qui luy en a esté faite par les Abbez & les Communautez de l'Ordre de Cisteaux.*
3. *Il défend tres-expressément à tous les Religieux d'en sortir, quand même ils en auroient obtenu le pouvoir du Saint Siege ou de ses Legats sous quelque pretexte que ce soit, sans la permission expresse & le consentement du Chapitre General & de l'Abbé de Cisteaux, si ce n'est pour entrer en l'Ordre des Chartreux.*
4. *Il declare enfin les Contrevenans & les transgresseurs de cette défense, inhabiles à toutes sortes de Benefices & Offices Ecclesiastiques, & les Superieurs & Communautez des Monasteres où ils auront esté reçûs, à restituer ce qu'ils leur auront apporté en y entrant, avec dépens, dommages & interests.*

MARTINUS EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI, AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

EXPERIENTIA ipsa docet quod qui cum eâ vocatione quâ sunt vocati non contenti, priore vocatione derelictâ, se in vocationes recipiunt alienas, nunquam vel rarò fructum bonum afferunt, quin potiùs tam his quos reliquerunt, quàm illis quibus ultimò adhæserunt, multiplices causas magni scandali & opprobrii subministrant; & propterea ac affectione & devotione præcipuis quas ad Ordinem Cistèrciensem gerimus, meritò inducimur ut quieti dilectorum filiorum Cisterciensis Cabilonensis Diœcesis & aliorum ejusdem Ordinis Monasteriorum Abbatum & Conventuum consulamus, & scandalis tam eorum quàm alio- 1.

K

rum Religiosorum quantùm cum Deò possumus occurramus; Sanè
2. sicut nuper ex relatione pro parte dictorum Abbatum & Conventuum coràm nobis deductâ cum non parvâ mentis displicentiâ accepimus, nonnulli dicti Ordinis Professores vel ut sic debitæ obedientiæ jugum evadant vel laxiùs vivere valeant, frugis vitæ melioris aut aliis facie honestis apparentibus causis prætentis, de dicto Ordine etiam prætextu literarum Sedis Apostolicæ seu Legatorum ejus super hoc impetratarum aut aliàs temerè prout hoc cautelosiùs colorare possunt, ad alios Ordines se transferunt & plerumque in hujusmodi aliis Ordinibus parochialium Ecclesiarum aut aliorum Beneficiorum Ecclesiasticorum magis pinguium quàm in ipso Cisterciensi Ordine habere possunt, regimina procurant; interdùm verò bona mobilia Monasteriorum à quibus recedunt, secum furtìm asportant, & ut plurimùm vitam ducunt dissolutam in grave animarum suarum periculum, Divinæ Majestatis offensam & hujusmodi Ordinum opprobrium necnon damnum & scandalum plurimorum : Nos igitur pro debito Officii Pastoralis Nobis divinitùs injuncti, super his salubriter providere Volentes, Autoritate Apostolicâ præsenti perpetuâ & irrefragabili Constitutione Prohibemus nè aliquis dicti Cisterciensis Ordinis Professor, etiam prætextu quarumcumque Litterarum prædictæ Sedis seu Legatorum ejus aut aliàs quovis quæsito colore, ad aliquem alium Ordinem, (Fratrum Carthusiensium Ordine dumtaxat excepto) sine speciali Generalis Capituli dicti Ordinis vel Abbatis Cisterciensis pro tempore existentis licentiâ & consensu, nisi ex legitimâ & justâ causâ coràm ipso Abbate vel Generali Procuratore dicti Ordinis in Romanâ Curiâ pro tempore existentis sufficienter probatâ ac legitimâ & justâ repertâ,
3.
4. transire quoquomodo præsumat; Transgressores enim prohibitionis hujusmodi ad quæcumque Officia & Beneficia Ecclesiastica tam prædicti Cisterciensis quàm alterius Ordinis ad quem se transtulerint, inhabiles esse, Prælatosque & Conventus Monasteriorum & aliorum locorum ad quos Professores ipsi se transtulerint & recepti fuerint, ad restitutionem & satisfactionem omnium damnorum & interesse quæ dictus Ordo Cisterciensis ex transitu professorum hujusmodi ad alios Ordines incurrerit, obligatos ac adstrictos esse Volumus & Decernimus per præsentes, Constitutionibus Apostolicis ac Statutis & Consuetudinibus Monasteriorum & Ordinis prædictorum & aliis contrariis non obstantibus qui-

buscumque. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ prohibitionis, voluntatis & Constitutionis infringere vel ei ausu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei ac beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Constantiæ Idibus Januarii, Pontificatûs nostri annò primo. (13. Janvier 1417.)

II[e] BULLE DU PAPE MARTIN V. de l'an 1417.

SOMMAIRE.

Le Pape par un Privilege particulier défend à toutes Personnes possedant quelque Benefice que ce soit dans l'Ordre de Cisteaux, de s'en démettre ou de le quitter pour quelque cause que ce soit, sans l'aveu & la permission du Chapitre General & des autres Superieurs de l'Ordre ou du Saint Siege, faisant mention expresse de ce Privilege.

MARTINUS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbati Cistercii Cabilonensis Diœcesis cæterorumque Ordinis Cisterciensis Monasteriorum Abbatibus & Conventibus Salutem & Apostolicam Benedictionem. Sacræ Religionis sub quâ devotum & sedulum exhibetis Domino famulatum, promeretur honestas ut illa vobis favorabiliter concedamus per quæ statui & commodo vestri Ordinis salubriter consulatur : Hinc est quod Nos vestris in hac parte supplicationibus inclinati, Ut nulli quicumque Monasteriis aut quibusvis aliis locis Conventualibus dicti Ordinis nunc vel pro tempore præsidentes vel illa obtinentes, Monasteria vel loca hujusmodi ut ipsi indè aliis Monasteriis vel locis dicti vel alterius Ordinis præficiantur, vel de locis ipsis eis provideatur simpliciter vel ex causâ permutationis, dimittere & aliis præfici vel ea obtinere valeant nisi super hoc per eos primitùs petitâ & obtentâ à Capitulo Generali & aliis secundùm Statuta & Ordinationes dicti Ordinis vel Sede Apostolicâ de præsentibus faciente specialem & expressam de verbo ad verbum

mentionem, licentiâ speciali, quovis modo valeant; Vobis autoritate Apostolicâ de speciali gratiâ tenore præsentium Indulgemus, Decernentes ex nunc irritum & inane si secùs super his à quoquam quavis autoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ Concessionis & Constitutionis infringere vel ei ausu temerario contraire : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Constantiæ v. Idus Decembris, Pontificatûs nostri anno primo. (9. Decembre 1417.)

IIIme BULLE DU PAPE MARTIN V. de l'an 1423.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape fait un narré de ce qui s'est passé au 4e Concile de Latran en 1215. au sujet de l'exemption des Dixmes pour l'Ordre de Cisteaux.*
2. *Sur la priere & requisition de plusieurs Rois & Princes, il luy en confirme le Privilege, & oblige tous les Archevêques, Evêques & autres Prélats de l'Eglise d'en faire jouir tous les Monasteres de l'Ordre.*

Cette Bulle est rapportée dans le Grand Bullaire Romain pour la huitiéme Constitution de ce Pape.

MARTINUS Episcopus servus servorum Dei. Archiepiscopis, Episcopis ac dilectis filiis Abbatibus, Prioribus, Decanis, Archidiaconis, Præpositis & aliis Ecclesiarum Prælatis ad quos præsentes litteræ pervenerint, Salutem & Apostolicam Benedictionem. Militanti Ecclesiæ licèt immeriti (disponente Domino) præsidentes, circà curam Ecclesiarum ac Monasteriorum omnium solertiâ reddimus indefessâ solliciti, ut juxtà debitum pastoralis officii eorum occurramus dispendiis & profectibus (divinâ cooperante clementiâ) salubriter intendamus : Cùm Abbates Cisterciensis Ordinis ad commonitionem felicis recordationis Innocentii Papæ prædecessoris nostri statuerint ut de cætero fratres ipsius Ordinis nè occasione privilegiorum suorum gravarentur, de alienis terris & ab eo tempore acquirendis si eas pro-

priis manibus aut sumptibus colerent, Decimas persolverent Ecclesiis quibus ratione prædiorum anteà solvebantur, nisi cum eisdem Ecclesiis aliter ducerent componendum : dictus Prædecessor noster quia sperabat ut Ecclesiarum Prælati proniores & efficaciores existerent ad exhibendum de suis malefactoribus justitiæ complementum & eorum privilegia diligentiùs & perfectiùs observarent, Statutum hujusmodi gratum habentes & ratum, hoc ad alios Regulares qui similibus gaudent privilegiis extendi voluit & mandavit : sed quod dolentes referimus, res in contrarium est versa, sicut ex gravi querelâ dilecti in Christo filii Joannis Abbatis Cisterciensis necnon aliorum Abbatum, Priorum & Abbatissarum, Nobis innotuit ; nonnulli Ecclesiarum Prælati Archiepiscopi & Episcopi & alii Clerici eorum privilegia temerare cupientes & contendentes malitiosè ipsorum pervertere intellectum, ipsos & ipsas ac Conventus & Monasteria Grangiasque inquietant multipliciter ; nam cùm sit ipsis & præfato Ordini indultum ut de Novalibus quæ propriis sumptibus excolunt, sive de hortis, virgultis & piscationibus suis vel de suorum animalium nutrimentis, nullus ab eis Decimas exigere vel extorquere præsumat ; quidam perverso intellectu confictо, dicentes quod hæc non possunt nec debent intelligi nisi de his quæ sunt ante Generale Concilium acquisita, ipsos & dictum Ordinem ac Monasteria dicti Ordinis Grangiasque in genere & in specie super his multiplici vexatione fatigant : Nos enim propagationem Ordinis & tranquillitatem præfatorum Abbatum, Priorum, Abbatissarum & Conventuum dicti Ordinis intentis desideriis affectantes, præfatis & pluribus aliis favoribus prosequi volentes gratiæ amplioris, eorum supplicationibus inclinati, de speciali gratiâ necnon ex consideratione nonnullorum Regum & Principum qui nobis suas destinarunt litteras, Universitati vestræ per Apostolica scripta Mandamus quatenùs dictum Abbatem & omnes & singulos Abbates, Priores, Abbatissas & omnia & singula Monasteria & singulares personas dicti Ordinis, præsentia & futura ubicumque pro tempore consistentia à præstatione Decimarum tam de possessionibus habitis antè & post Concilium memoratum quàm de cætero habendis, & tam de Novalibus sive ante sive post Concilium hujusmodi acquisitis & acquirendis, quæ propriis sumptibus excolunt seu excolent, quàm aliàs quomodocumque vel qualitercumque excoluntur, & etiam de illis possessionibus de quibus aliquis hactenùs

percepit, necnon de hortis, virgultis & piſcationibus ſuis & de ſuorum animalium nutrimentis, ſinguli veſtrûm omninò ſervetis immunes; Contradictores per cenſuram Eccleſiaſticam (appellatione poſtpoſitâ) compeſcendo, invocato ad hoc ſi opus fuerit, auxilio brachii ſæcularis : quibuſcumque Conſtitutionibus, Apoſtolorum Ordinationibus & aliis in contrarium editis etiàm juramento, Confirmatione Apoſtolicâ vel quacumque firmitate aliâ roboratis nonobſtantibus. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam noſtræ voluntatis & Conceſſionis infringere vel ei auſu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Romæ apud ſanctam Mariam Majorem nono Kalendas Octobris, Pontificatûs noſtri anno ſeptimo. (23. Septembre 1423.)

BULLE DU CONCILE DE BASLE de l'an 1435.

SOMMAIRE.

Le Concile confirme à l'Ordre de Ciſteaux & à tous les Monaſteres qui en dépendent, tous leurs Privileges, les Droits, Immunitez, Libertez & Prérogatives qui leur ont eſté accordez par le Saint Siege, les Empereurs, Rois, Princes & autres, & de plus le Concile les renouvelle.

SACROSANCTA Generalis Synodus Baſilienſis in Spiritu ſancto legitimè congregata Univerſalem Eccleſiam repræſentans. Dilectis Eccleſiæ filiis Abbati Ciſtercii ejuſque Coabbatibus & Conventibus ac Monaſteriis Univerſis Ordinis Ciſtercienſis Salutem & omnipotentis Dei Benedictionem.

Cùm à nobis petitur quod juſtum eſt & honeſtum, tam vigor æquitatis quam ordo exigit rationis ut id per miniſterium noſtrum quo univerſali Eccleſiæ afficimur, ad debitum perducatur effectum : Sanè pro parte veſtrâ Nobis humiliter ſupplicatum fuit quatenùs vobis & Eccleſiis ac Monaſteriis veſtris ſuper privilegiis, indulgentiis, bonis, libertatibus, immunitatibus, conſuetu-

dinibus honestis & præscriptis dudùm vobis concessis, ut illibata permaneant robur nostræ confirmationis & renovationis adjicere de benignitate nostrâ dignaremur : Nos igitur qui pro tuitione & defensione Ecclesiarum, bonorum & consuetudinum præscriptarum ac personarum Ecclesiasticarum ferventer laboramus, hujusmodi supplicationibus inclinati, omnes libertates, gratias, immunitates, prærogativas, consuetudines laudabiles & præscriptas, indulgentias, bona, privilegia & indulta à Romanis Pontificibus per Apostolicas aut alias quascumque litteras Vobis & Ecclesiis ac Monasteriis vestris prædictis concessas & concessa, necnon libertates & consuetudines laudabiles, exemptiones & salvaguardias sæcularium exactionum à quibuscumque divis Imperatoribus, Regibus, Principibus vel aliis Christi fidelibus, vobis & eisdem vestris Ecclesiis ac Monasteriis indultas, datas & concessas, tenores omnium habentes præsentibus pro expressis, sicut ea justè & pacificè possidetis; Vobis & eisdem vestris Ecclesiis ac Monasteriis autoritate nostrâ Confirmamus illasque & ea Renovamus & præsentis scripti patrocinio Communimus. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ confirmationis, renovationis & communitionis infringere vel ei ausu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & universalis Ecclesiæ se noverit incursurum. Datum Basileæ x. Kal. Martii anno à Nativitate Domini M. CCCC. XXXV. (20. Fevrier 1435.)



Ire BULLE DU PAPE EUGENE IV. de l'an 1438.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape rapporte la plainte qui luy a esté faite de ce que plusieurs Abbez sous pretexte de ce qu'ils ont esté promûs à cette dignité par le Saint Siege, ou que leur élection en a esté confirmée, pretendent estre exempts d'obéir aux Reglemens & Statuts de l'Ordre, & refusent de s'y soumettre & à l'Abbé de Cisteaux qui en est le General, & aux autres Superieurs & Visiteurs dudit Ordre.*
2. *Sa Sainteté desirant que toutes les personnes qui en sont, se joignent & s'unissent avec eux par le lien de charité & d'obéïssance en se conformant à ces Ordonnances & Statuts :*
3. *Declare que tous les Abbez dudit Ordre presens & à venir, de quelque autorité qu'ils soient promûs & confirmez même par le Saint Siege, ne peuvent & ne doivent pretendre estre exempts de se soumettre & de rendre obéïssance audit Abbé General & aux autres Superieurs & Visiteurs dudit Ordre.*
4. *Et de plus, que ce pretexte ne les excuse pas d'estre coupables de revolte & de rebellion & d'encourir l'excommunication, nonobstant toutes choses contraires.*

EUGENIUS EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI. AD FUTURAM REI MEMORIAM.

Cette Bulle est rapportée au Grand Bullaire Romain pour la quatorziéme Constitution de ce Pape.

AD universalis Ecclesiæ regimen licèt insufficientibus meritis divinâ disponente clementiâ deputati, non possumus non turbari cùm Monasteria & alia loca regularia sentimus in aliquâ parte lædi, sed tunc profectò acerbiore dolori confodimur, cùm ubi speciosiora esse solent, enormiùs deformantur : Sanè pro parte dilecti filii Joannis Abbatis Monasterii Cistercii Cabilonensis
1. Diæcesis exhibita nobis nuper petitio continebat quod nonnulli Cisterciensis Ordinis Abbates, alii videlicet se Abbatiales dignitates quas obtinent per Apostolicam Sedem promotos, alii verò electiones

electiones de eis ad dignitates similes factas & per Sedem fuisse confirmatas eamdem asserentes, & eo prætextu se fore exemptos ad Capitula Generalia dicti Ordinis accedere, Visitatoribus quoque & Reformatoribus Ordinis ejusdem parere negligunt & recusant, prædictum Abbatem Generalem, Visitatores & Reformatores hujusmodi contemnentes in ipsorum vilipendium ac scandalum totius Ordinis non modicum & jacturam : Quare pro parte dicti Abbatis Nobis fuit humiliter supplicatum ut super his opportunè providere de benignitate Apostolicâ dignaremur. Nos itaque qui Ordinum & Monasteriorum quorumlibet curam gerimus generalem, quorumque interest super talibus providere, Cupientes quòd Ordo ipse & illius personæ præsertìm in Dignitatibus constitutæ 2.
in charitatis & obedientiæ vinculo cum Abbate præfato & aliis eorum Superioribus se conforment, eisque juxtà Statuta & Ordinationes ac laudabiles Consuetudines dicti Ordinis pareant & intendant, autoritate Apostolicâ tenore præsentium Declaramus quoscumque Ordinis præfati Abbates Apostolicâ vel aliâ quavis auto- 3.
ritate promotos, illorum etiam quorum electiones ad Abbatiales dignitates sunt eâdem Apostolicâ vel autoritate aliâ confirmatæ, nullatenùs propter promotiones vel confirmationes hujusmodi, ab Abbate Ordinis, Visitatoribus & Reformatoribus hujusmodi fuisse vel esse exemptos ; Decernentes eos & quoscumque alios Apostolicâ vel aliâ quavis autoritate hujusmodi de cætero promovendos, ac etiam illos quorum electiones confirmari in futurum contigerit ut præfertur, eisdem Abbati, Ordini, Visitatoribus & Reformatoribus illorumque Correctionibus prout antè erant subditi, subjacere & omninò subesse : Nos enim omnes & singulos qui 4.
prætextu Promotionis seu Confirmationis de se factæ hujusmodi præsumpserint, rebellionis, contemptionis, vilipensionis aut inobedientiæ contrà Patrem Abbatem, Ordinem, Visitatores, Reformatores hujusmodi pro tempore existentes, cornua elevare, excommunicationis sententiæ Decernimus subjacere, Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis & Monasterii & Ordinis prædictorum juramento, confirmatione Apostolicâ vel quacumque firmitate aliâ roboratis, Statutis & Consuetudinibus contrariis non obstantibus quibuscumque, seu si promotis & confirmatis seu forsan promovendis & confirmandis hujusmodi vel quibusvis aliis communiter vel divisìm à Sede Apostolicâ sit indultum quòd interdici, suspendi vel excommunicari non possint per Litteras Apo-

ſtolicas non facientes plenam & expreſſam ac de verbo ad verbum de indulto bujuſcemodi mentionem : & inſuper irritum Decernimus & inane ſi ſecùs ſuper his à quoquam quavis autoritate ſcienter vel ignoranter contigerit attentari. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam noſtræ voluntatis, Declarationis & Conſtitutionis infringere vel ei auſu temerario contraire : Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Ferrariæ anno Incarnationis Dominicæ milleſimo quadringenteſimo trigeſimo octavo, Pontificatûs noſtri anno octavo. (13. Deçembre 1438.)

IIE BULLE DU PAPE EUGENE IV, de l'an 1439.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape aprés avoir rapporté les pretextes des Religieux qui veulent changer d'Ordres & les inconveniens qui en arrivent :*
2. *Défend abſolument de le faire à tous ceux de l'Ordre de Cîteaux, ſous quelque couleur & pretexte que ce ſoit, & d'entrer dans aucun autre Ordre ſinon en celuy des Chartreux, à moins que d'en avoir la permiſſion expreſſe de l'Abbé de Cîteaux.*
3. *Et enfin il declare que ceux qui le font ſans cette permiſſion, ne laiſſent pas de demeurer ſoumis audit Abbé de Ciſteaux, & d'encourir auſſi-bien que leurs Abbez & Superieurs qui le leur ont permis,* ipſo facto *l'excommunication.*

EUGENIUS EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI. AD FUTURAM REI MEMORIAM.

1. REGULAREM vitam profeſſis ſic decet omnem vagandi materiam omnemque inquietudinis cauſam amputare, quod in eorum vocatione perſiſtant ac ſedulum & devotum Altiſſimo exhibeant famulatum : Saſſè pro parte dilectorum filiorum Patris Abbatis Monaſterii Ciſtercienſis (Cabilonenſis Diœceſis) & alio-

Cette Bulle eſt rapportée au Grand Bullaire Romain pour la ſeiziéme Conſtitution de ce Pape.

rum Cisterciensis Ordinis Abbatum exhibita nobis nuper petitio continebat quod nonnulli Monachi dicti Ordinis, alii videlicet melioris frugis ficto colore, alii verò ut jugum obedientiæ & salutaris medicinam effugiant disciplinæ, ad alios Regulares Ordines se divertunt; & ut in illis remanere liberè possint, licentiam Apostolicæ Sedis inexquisitis coloribus aliis satagunt obtinere : Nos 2.
igitur quorum interest animarum providere saluti & hujusmodi salubre remedium adhibere, eorumdem Patris & Abbatum supplicationibus inclinati, harum serie Decernimus & etiam Ordinamus quod nullus Ordinis præfati Professus ad alium quemcumque præterquam Carthusiensem Ordinem, etiam prætextu literarum Majoris Pœnitentiarii nostri (etiam si in illis plena & expressa de præsentibus mentio habeatur) absque ejusdem Patris Abbatis licentiâ speciali causam rationabilem & urgentem quare licentia hujusmodi concedi debeat, Nobis vel Successoribus nostris Romanis Pontificibus expressè & specificè allegatis, audeat vel præsumat quomodolibet se transferre : Decernentes nihilominùs 3.
contrà facientes eosdem correctioni sui Abbatis & dicti Ordinis omninò subesse, eosque transeuntes & Abbates eorum ipsis ad alium præterquàm dictum Ordinem Carthusiensem transeundi licentiam concedentes, ipso facto excommunicationis sententiæ subjacere; Nonobstantibus quibuscumque Privilegiis ac Indultis quavis autoritate concessis vel concedendis, quæ quoad hoc nullius Decernimus existere firmitatis, & aliis contrariis quibuscumque. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ Constitutionis & Ordinationis infringere vel ei ausu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Florentiæ anno Incarnationis Dominicæ millesimo quadringentesimo trigesimo nono XVI. Kal. Martii, Pontificatûs nostri anno octavo. (14. Fevrier 1439.)

BULLE DU PAPE NICOLAS V. de l'an 1454.

SOMMAIRE.

Le Pape raporte mot à mot une autre Bulle du Pape Jean XXIII. qu'il renouvelle & confirme, par laquelle il est declaré aprés un double Eloge qui y est fait de l'Ordre de Cisteaux, qu'aucune personne de quelque qualité qu'elle soit, si elle n'est dudit Ordre, ne peut y avoir ni présidence, ni administration ni prééminence, declarant nul tout ce qui pourroit estre accordé au contraire de quelque autorité que ce puisse estre.

NICOLAUS EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI. AD FUTURAM REI MEMORIAM.

INTER cæteras orbis Ecclesias, Monasteria & alia pia loca, Monasterium Cisterciense Cabilonensis Diœcesis ac Cisterciensem Ordinem affectu benevolo prosequentes, illa personis eis præsidentibus libenter concedimus quæ ipsarum ac Monasterii & Ordinis prædictorum favorem & commoda respicere dignoscuntur : Dudùm siquidem Baltasaris olim Episcopi Tusculanensis in suâ Obedientiâ de quâ partes tunc erant Joannis XXIII. nuncupati, in favorem dicti Monasterii ac illius Abbatis necnon Coabbatum & Abbatissarum dicti Ordinis pro tempore existentium, emanarùnt litteræ tenoris subsequentis. Joannes Episcopus servus servorum Dei. Ad perpetuam rei memoriam. Ad salutare regimen ac incrementa proficua dilectorum filiorum Ordinis Cisterciensis qui in agro plantatus Dominico uberes fructus ad laudem divini nominis & odorem suavitatis producit assiduè, in ultimos orbis fines paternæ considerationis dirigentes intuitus & cupientes ut eò vigilantiùs atque devotiùs Altissimo impendere valeant jugiter famulatum, quo majori quietudine in contemplatione sedulâ divinorum salubriter perfruentur, ac devotis supplicationibus dilectorum Filiorum Abbatis & Conventus Monasterii Cisterciensis Cabilonensis Diœcesis necnon Coabbatum & Abbatissarum dicti Ordinis Cisterciensis hac in

parte favorabiliter annuentes, hac præsenti Constitutione perpetuò duraturâ & autoritate Apostolicâ Decernimus statuentes quod de cætero in præfato Ordine Cisterciensi aut ejus membris nullus qui de dicto Ordine non existat, cujuscumque alterius Religionis, Ordinis, statûs, dignitatis aut præeminentiæ fuerit, etiam si Cardinalatûs dignitate fulgeret, Apostolicâ vel aliâ quavis autoritate possit vel debeat præsidentiam, gubernationem, administrationem aut præeminentiam aliquas per se vel alios directè vel indirectè aut quovis quæsito colore quomodolibet impetrare, obtinere, regere, administrare vel gubernare quomodocumque aut qualitercumque; Decernentes ex nunc irritum & inane si secùs super his à quoquam & quavis autoritate scienter vel ignoranter contigerit in posterùm attentari: Per prædicta verò nullum præjudicium afferri volumus alicui ex venerabilibus Fratribus nostris sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalibus in præsentiarum in præfato Ordine Cisterciensi gubernationem, commendam, administrationem seu præsidentiam aliquas obtineri quo minùs illas gerere valeat & tenere juxtà formam litterarum Apostolicarum eidem desuper hactenùs concessarum. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ Constitutionis & voluntatis infringere vel ei ausu temerario contraïre: Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Constantiæ VII. Kal. Februarii, Pontificatûs nostri anno quinto. Nos igitur Abbati & Monasterio necnon Coabbatibus & Abbatissis prædictis ampliori desuper adminiculo providere Cupientes ac litteras & tenorem antedictos ratos habentes & gratos, illos autoritate Apostolicâ & ex certâ scientiâ harum serie Innovamus ac vim & vigorem habere Decernimus, necnon Decreta, Statuta ac omnia alia & singula in dictis Litteris contenta & quæcumque indè secuta eisdem autoritate & scientiâ Confirmamus & Approbamus ac præsentis scripti patrocinio Communimus: Non obstantibus Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis necnon omnibus illis quæ dictus Baltassar Episcopus in præfatis Litteris suis non obstare voluit, cæterisque contrariis quibuscumque. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ Innovationis, Constitutionis, Confirmationis, Approbationis & Communitionis infringere vel ei ausu temerario contraïre: Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indigna-

tionem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Romæ apud Sanctum Petrum anno Incarnationis Dominicæ millesimo quadringentesimo quinquagesimo quarto III. Non. Octobris, Pontificatûs nostri anno octavo. (5. Octobre 1454.)

PREMIERE BULLE DU PAPE PIE II. de l'an 1459.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape renouvelle deux Bulles des Papes Boniface VIII. & Clement V. ses predecesseurs des années 1301. & 1304.*
2. *Par la premiere, Boniface VIII. accorde à tout l'Ordre de Cisteaux l'exemption de ne payer aucunes Dixmes des terres qu'ils feront cultiver par d'autres & sur lesquelles personne n'aura encore pris ni Dixmes ni Prémices. Cette Bulle est déja cy-devant rapportée en particulier page 65.*
3. *Par la seconde Bulle qui est du Pape Clement V. le pouvoir est donné aux Prieurs des Monasteres d'en absoudre les Abbez qui auroient encouru quelques Censures en contrevenant à certains Reglemens faits par le Pape Benoist XII. touchant l'administration du temporel, & de dispenser sur l'irregularité.*

PIUS EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI. AD FUTURAM REI MEMORIAM.

1. EX Apostolicæ Sedis provisione ac personarum præsertim sub Regulari habitu virtutum Domino famulantium devotione pervenire dignoscitur, ut Romanus Pontifex quandoque prædecessorum suorum Romanorum Pontificum gesta innovet & innovatione restauret ac autoritate Apostolicâ fulciat innovata : hinc est quòd Nos ad dilectorum filiorum Abbatis & totius Generalis Capituli Ordinis Cisterciensis instantiam quasdam fœlicis recordationis Bonifacii VIII. & quasdam alias Clementis V. prædecessorum nostrorum Romanorum Pontificum litteras inspici
2. examinarique diligenter & earum cùm incipiant vetustate consu-

mi, tenores præsentibus inseri fecimus, qui tales sunt. Bonifacius Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis universis Abbatibus, Abbatissis & Conventibus Ordinis Cisterciensis tàm præsentibus quàm futuris Salutem & Apostolicam Benedictionem. In Ecclesiæ firmamento vester Ordo nitore claro coruscans. *(Et le reste comme dans la Bulle déja cy-devant imprimée page 65.)*

CLEMENS Episcopus servus servorum Dei. Ad perpetuam rei memoriam. Apostolicæ Sedis providentia circumspecta gesta etiam Summorum Pontificum attentè prospiciens & considerans diligenter, nonnunquam illa commutat in meliùs & quandoque summovet vel suspendit, cùm causa rationabilis id exposcit. Dudum siquidem fœlicis recordationis Benedictus Papa XII. prædecessor noster in Ordinationibus & Constitutionibus quas pro utilitate Cisterciensis Ordinis edidit, inter cætera statuit & etiam ordinavit quòd Abbates Monasteriorum vel aliorum locorum Conventualium dicti Ordinis regiminibus præsidentes, si dùm extrà Monasteria & loca ipsorum consisterent, de proventibus Monasteriorum & locorum ipsorum vel aliundè, pecunias aliquas eos recipere fortè contingeret, in ipsorum regressu ad Monasteria & loca prædicta dictas pecunias traderent Bursariis in Monasteriis & locis hujusmodi deputatis, si qua de pecuniis ipsis expendissent computatis; Abbates verò seu alii regiminis præsidentes si secùs attentare vel sibi talia retinere præsumerent, ab ingressu Ecclesiæ ac divinis Officiis post lapsum duorum mensium à die regressûs hujusmodi computandum, tandiù suspensi existerent donec ea traderent Bursariis memoratis: Cùm autem nuper pro parte dilectorum filiorum Joannis Abbatis Cisterciensis ac cæterorum Coabbatum suorum pridem in proximo Generali Capitulo congregatorum Cistercii, suo & omnium aliorum Abbatum Cisterciensis Ordinis nomine fuerit nobis humiliter supplicatum ut cùm præmissa eisdem Abbatibus & Præsidentibus qui virtute suæ regulæ plenam administrationem habere noscuntur & juxtà Regulam ipsam debent de omnibus ordinare, gravia valdè reddantur & exindè videatur vilescere autoritas officii Pastoralis ac subditi se quoad hoc Superioribus majores suspicantes in pluribus non obsequuntur Superiorum nutibus sicut priùs, in animarum suarum salutis dispendium & contemptum obedientiæ regularis, super hoc de opportuno remedio providere salubriter dignaremur. Nos considerantes attentiùs, 3.

quod in tranquillitate cordis Autori pacis acceptiùs deſervitur; ex his & aliis rationabilibus cauſis moventibus ad hoc animum noſtrum inducti, & eorumdem Abbatum devotis ſupplicationibus inclinati, pœnam ſuſpenſionis hujuſmodi autoritate Apoſtolicâ præſentium tenore ſuſpendimus, quouſque ſuper hoc aliud duxerimus ordinandum : Volentes & autoritate eâdem Concedentes quòd ſi qui Abbates ſeu Præſidentes pœnam hujuſmodi incurrerunt, ab illâ per dilectos filios Priores Clauſtrales Monaſteriorum & aliorum locorum ſuorum, quibus ſuper hoc plenam Concedimus facultatem, abſolvi valeant, & cum eis ſuper irregularitate per eos indè contractâ forſitan diſpenſari. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam noſtræ ſuſpenſionis, voluntatis & conceſſionis infringere vel ei auſu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Avenionenſi Nonis Octobris, Pontificatûs noſtri anno primo. (7. Octobre 1459.)

4. Nos itaque dictorum Abbatis & Capituli in hac parte ſupplicationibus inclinati, litteras ac tenores hujuſmodi, autoritate præfatâ præſentium ſerie Innovamus & præſentis ſcripti patrocinio Communimus : Per hoc autem nullum jus cuiquam de novo acquiri volumus, ſed antiquum, ſi quod ſit, tantummodò conſervari. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam noſtræ innovationis, communitionis & voluntatis infringere vel ei auſu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Mantuæ anno Incarnationis Dominicæ M. CCCC. LIX. ſeptimo Kal. Auguſti, Pontificatûs noſtri anno primo. (26. Juillet 1459.)

IIe BULLE

SECONDE BULLE DU PAPE PIE II. de l'an 1459.

SOMMAIRE.

Le Pape sur la plainte qui luy avoit esté faite par le Chapitre General de l'Ordre de Cisteaux, du refus que faisoient quelques Abbesses de payer les taxes & contributions imposées sur leurs Monasteres pour les besoins & affaires de l'Ordre, ordonne qu'elles y pourront estre contraintes par les Censures Ecclesiastiques & celles de l'Ordre.

PIUS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Cistercii, de Firmitate, de Pontigniaco, de Claravalle & de Morimundo Cisterciensis Ordinis, Cabilonensis, Antissiodorensis & Lingonensis Diœcesum, Monasteriorum Abbatibus Salutem & Apostolicam Benedictionem. Justis & honestis petentium votis libenter Annuimus eaque favoribus prosequimur opportunis : Cùm itaque sicut pro parte vestrâ fuit propositum coràm nobis, licèt vos & dilecti filii alii vestri Coabbates Monasteriorum & locorum Cisterciensis Ordinis certas Contributiones per dilectos filios Capitulum Generale ejusdem Ordinis ex certis rationabilibus causis pro tempore imponendas, juxtà impositiones hujusmodi ut moris est, persolvere debeatis & persolvatis annuatim, tamen dilectæ in Christo filiæ Abbatissæ & Priorissæ diversorum aliorum Monasteriorum & locorum Monialium dicti Ordinis Contributiones ipsas persolvere differunt & recusant in ipsius Ordinis dispendium, pro parte vestrâ nobis fuit humiliter supplicatum ut super his opportunè providere de benignitate Apostolicâ dignaremur : Nos igitur de præmissis certam notitiam habentes, hujusmodi supplicationibus inclinati, Vobis & cuilibet vestrûm per vos vel alium seu alios, quascunque Abbatissas & Priorissas Monasteriorum & locorum hujusmodi pro tempore existentes ad solvendum annuatim Contributiones per Capitulum Generale imponendas hujusmodi secundùm Statuta dicti Ordinis quoties fuerit opportunum, per censuram Ecclesiasticam appella-

tione postpositâ compellendi & astringendi plenam & liberam autoritate Apostolicâ tenore præsentium Concedimus facultatem; non obstantibus Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis necnon Statutis & Consuetudinibus Monasteriorum, locorum & Ordinis prædictorum juramento, confirmatione Apostolicâ vel quacumque firmitate aliâ roboratis cæterisque contrariis quibuscumque aut si Abbatissis & Priorissis præfatis vel quibusvis aliis communiter vel divisim à Sede Apostolicâ indultum existat quòd interdici, suspendi vel excommunicari non possint per litteras Apostolicas non facientes plenam & expressam ac de verbo ad verbum de Indulto hujusmodi mentionem. Datum Mantuæ anno Incarnationis Dominicæ millesimo quadringentesimo quinquagesimo nono, septimo Kalendas Augusti, Pontificatûs nostri anno primo. (26. Juillet 1459.)

TROISIE'ME BULLE DU PAPE PIE II. de l'an 1459.

SOMMAIRE.

Le Pape donne aux Abbez de Cisteaux, de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, le pouvoir de reconcilier les Eglises & Monasteres de l'Ordre qui se trouveroient avoir esté polluës.

PIUS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Cistercienſi, de Firmitate, de Pontigniaco, de Claravalle & de Morimundo Cisterciensis Ordinis Cabilonensis, Antissiodorensis & Lingonensis Diœcesum, Monasteriorum Abbatibus præsentibus & futuris Salutem & Apostolicam Benedictionem. Vestrarum devotionum precibus benignum impartientes assensum, libenter ea vobis Concedimus gratiosè quæ commodum vestrum respicere dignoscuntur: Cùm itaque sicut pro parte vestrâ fuit propositum coram nobis, sæpè contingat Ecclesias & Monasteria vestri Cisterciensis Ordinis per effusionem sanguinis vel seminis violari, nobis humiliter supplicastis ut providere vobis super hoc de opportuno remedio ac de benignitate Apostolicâ dignaremur; Nos igitur vestris in hac parte supplicationibus inclinati, Vobis & cuilibet

vestrûm ut quæcumque Ecclesias & Monasteria vestri Ordinis regularia hujusmodi quoties fuerit opportunum, dummodo ex homicidio illa polluta non fuerint, reconciliare valeatis aquâ priùs per aliquem Antistitem ut moris est benedictâ, autoritate præsentium Concedimus facultatem : Per hoc autem Constitutioni quæ id præcipit per Episcopos tantùm fieri, nullum volumus in posterùm præjudicium generari ; præsentibus perpetuò duraturis. Datum Mantuæ anno Incarnationis Dominicæ millesimo quadringentesimo quinquagesimo nono, VII. Kal. Augusti Pontificatûs nostri anno primo. (26. Juillet 1459.)

QUATRIE'ME BULLE DU PAPE PIE II. de l'an 1459.

SOMMAIRE.

Le Pape donne à l'Ordre de Cisteaux une ample Confirmation de tous les Privileges qui luy ont esté accordez par les Papes ses Prédecesseurs dont il rapporte les noms, & par les Empereurs, les Rois & les autres Personnes constituées en dignité Ecclesiastique & Seculiere, priant, avertissant & obligeant jusqu'aux Magistrats des Villes & même leur commandant sous des Censures, de les en faire joüir paisiblement.

PIUS EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI.
AD FUTURAM REI MEMORIAM.

ETSI quibuslibet personis Ecclesiasticis ac Religiosis præsertim illis qui mundi contemnentes illecebras, in humilitatis habitu Regi cunctorum Principum in abstinentiâ & divinis Officiis suas animas devoverunt, ex paternæ pietatis officio teneamur assistere, professores tamen Cisterciensis Ordinis utriusque sexûs eò ferventiori charitate complectimur, quò ipsum Ordinem in Dei Ecclesiâ conspicuum & insignem uberiori dilectione prosequimur ; Undè si quandò Privilegia, gratiæ & indulta pro exaltatione & incremento ejusdem Ordinis ac pace & tranquillitate in eo virtutum Domino militantium, per Romanos Pontifices

prædeceſſores noſtros aut Imperatores & Reges conceſſa & indulta comperimus, ut perpetuam firmitatem obtineant ea merentur Apoſtolici roboris clypeo communiri : Sanè petitio dilectorum filiorum Abbatis Ciſtercienſis Monaſterii Cabilonenſis Diœceſis ejuſque Coabbatum, Abbatiſſarum & Conventuum Ordinis ejuſdem nobis nuper exhibita continebat quod olim nonnulla Privilegia, immunitates, exemptiones, libertates, gratiæ conſervatoriæ & Indulta per fel. rec. Innocentium IV. Alexandrum IV. Urbanum III. Gregorium VIII. Honorium III. Clementem V. & quàm plures alios Romanos Pontifices prædeceſſores noſtros ſeu pro Romanis Pontificibus in eorum obedientiis habitos, ac etiam per recolendæ memoriæ Prælatos, Pontifices, Imperatores ac Romanos & alios Reges pro augmento divini cultûs & ſaluberrimo ſtatu & incremento Ordinis prælibati conceſſa fuerint pariter & indulta ; Verùm ſicut eadem petitio ſubjungebat, cùm contingat interdùm dicti Ordinis profeſſores contrà hujuſmodi Privilegia & Indulta per locorum Ordinarios ac Prælatos & alios qui nomen Domini in vanum recipere non formidant, indebitè moleſtari, pro parte dictorum Abbatis Ciſtercii, Coabbatum ejus, Abbatiſſarum & Conventuum Ordinis prælibati nobis fuit humiliter ſupplicatum ut hujuſmodi Privilegiis, gratiis & Indultis ac Litteris Prædeceſſorum, Prælatorum, Pontificum, Imperatorùm & Regum præfatorum robur Apoſtolicæ confirmationis adjicere & aliàs ad eorum perpetuum robur obtinendum partes Apoſtolicæ proviſionis interponere de benignitate Apoſtolicâ dignaremur : Nos igitur eorumdem Prædeceſſorum veſtigiis inhærentes, ac Cupientes tranquillitati & paci Abbatum, Abbatiſſarum & Conventuum ac Profeſſorum hujuſmodi (quantum cum Deo poſſumus) providere ; hujuſmodi ſupplicationibus inclinati, Privilegia, Immunitates, Libertates, Exemptiones, Conſervatorias gratias & Indulta per quoſcumque Romanos Pontifices prædeceſſores noſtros ſeu pro Romanis Pontificibus in eorum obedientiis habitos, Abbatibus dicti Monaſterii Ciſtercii, ejus Coabbatibus, Abbatiſſis & Conventibus Ordinis ejuſdem conjunctìm vel diviſìm (ut præfertur) conceſſas & conceſſa ; necnon Prælatorum, Pontificum, Imperatorum, Regum ac Dominorum temporalium Litteras hujuſmodi & omnia & ſingula in eis contenta, prout ritè & juſtè ac rationabiliter proceſſerunt ac præfato Ordini fuerunt ſervata, quorum omnium & ſingulorum

tenores de verbo ad verbum præsentibus haberi volumus pro sufficienter expressis, ex nunc in perpetuum autoritate Apostolicâ tenore præsentium Approbamus ac etiam Confirmamus & præsentis scripti patrocinio Communimus : Universos & singulos Ecclesiæ Prælatos, Patriarchas, Primates, Archiepiscopos, Episcopos, Abbates, Priores, Decanos, Archidiaconos, Præpositos, Archipresbyteros, Officiales ac alios in dignitate constitutos, necnon Principes Christianos quacumque dignitate fulgentes & eorum Officiarios, Civitatum quoque, Villarum seu Communitatum Rectores & Majores, Rogantes, monentes & hortantes attentè eisque per Apostolica scripta in virtute sanctæ obedientiæ & sub excommunicationis pœnâ districtè Præcipiendo Mandantes quatenùs prædictos Abbates, Abbatissas, Conventus & personas Ordinis prænominati prætactis Privilegio, Immunitatibus, Exemptionibus, libertatibus, gratiis Conservatoriis & Indultis (prout usi sunt) gaudere permittant pacificè & quietè; Contradictores per Censuras Ecclesiasticas & alia juris remedia (appellatione postpositâ) compescendo, invocato ad hoc si opus fuerit, auxilio brachii sæcularis; Decernentes ea fore ubicumque & quandocumque exhibita fuerint vel ostensa in judicio & extrà in perpetuum observanda ac ex nunc irritum & inane quidquid imposterùm contrà approbationem, confirmationem, communitionem & decretum nostra hujusmodi à quoquam quavis autoritate scienter vel ignoranter contigerit quomodolibet attentari. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ approbationis, confirmationis, communitionis, rogationis, monitionis, hortationis, Mandati & Constitutionis infringere vel ei ausu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Mantuæ anno Incarnationis Dominicæ millesimo quadringentesimo quinquagesimo nono, pridie Nonas Augusti, Pontificatûs nostri anno primo. (4. Aoust 1459.)

CINQUIE'ME BULLE DU PAPE PIE II. de l'an 1459.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape fait l'Eloge de l'Ordre de Cisteaux.*
2. *Il declare que tous les biens des Monasteres de l'Ordre doivent estre possedez en commun, & que les Abbez Commendataires n'en peuvent aliener aucunes choses, ni meubles ni immeubles.*
3. *Il établit les Visiteurs de ces Monasteres executeurs de ses Reglemens.*
4. *Il défend aux Abbez Commendataires de se mesler de la visite de ces Monasteres, declarant que le droit de la faire appartient uniquement à leurs Superieurs reguliers, à l'Abbé de Cisteaux & aux autres chacun en ses dépendances.*
5. *Il veut que les Officiers des Commendataires, s'ils sont Religieux, soient soumis à l'obéissance & à la correction desdits Abbez & Visiteurs.*
6. *Il ordonne & veut que l'Abbé de Cisteaux & ces autres Superieurs obligent les Abbez Commendataires & leurs Officiers d'entretenir, réédifier & réparer les bâtimens & fournissent aux frais necessaires pour cela & pour la nourriture & l'entretien des Communautez: & de plus, que les Commendataires avant que de prendre possession des Monasteres, jurent & prestent serment qu'ils n'en alieneront ni n'engageront pas les biens.*
7. *Comme aussi qu'il n'y ait que les Superieurs reguliers qui établissent les Officiers des Communautez dont les Monasteres sont en Commende.*

PIUS EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI. AD FUTURAM REI MEMORIAM.

1. SUPER gregem Dominicum Nobis licèt immeritis desuper creditum extendentes vigilis speculatoris officium, in decore ac felici statu sacræ Religionis Cisterciensis ingenti mentis exultatione reficimur, prospicientes potissimè quòd Monachi dicti

Ordinis per bonorum operum exercitium & præclara sanctitatis merita procedentes, cæteros ad divinæ majestatis obsequium retrahunt per exemplum vitam ducendo piissimam divinisque laudibus, ex quibus gloria extollitur Altissimi accuratiùs insistendo, undè dignè ducimur ejusdem Ordinis ac illius personarum obviare dispendiis & nostræ provisionis ope itá salubriter providere, quòd Ordo ipse illiusque personæ, Monasteria & loca optatæ felicitatis in spiritualibus & temporalibus proficiant incrementis.

Hinc est quòd Nos dilectorum filiorum Joannis Abbatis 2
Cistercii ac Generalis Capituli Ordinis Cisterciensis in hac parte supplicationibus inclinati, hoc perpetuæ Constitutionis Edicto, autoritate Apostolicâ & ex certâ scientiâ Statuimus, Decernimus & Declaramus quòd omnia bona Monasteriorum & aliorum locorum dicti Ordinis sint communia, & quòd vasa argentea & clenodia & alia quæcumque bona ad decorem & ornamentum Abbatis & Conventûs cujuslibet Monasteriorum eorumdem, maneant & conserventur in quolibet Monasterio Ordinis antedicti, quodque vasa, clenodia & bona prædicta per Commendatarios ipsorum Monasteriorum vel eorum Officiarios vendi vel alienari non possint seu debeant quoquomodo.

Sed Visitatores ejusdem Ordinis Officiarios prædictos ad 3.
observationem statuti, decreti & declarationis hujusmodi per censuras Ecclesiasticas & alia opportuna juris remedia, sublato cujusvis appellationis obstaculo, Apostolicâ autoritate compellere valeant & teneantur.

Visitatio quoque Monasteriorum & locorum eorumdem ac 4.
eis subjectorum quæ in Commendam tenentur & pro tempore obtineri contigerit, ad Abbatem Cisterciensem & quatuor primos cuilibet in suâ Generatione juxtà formam antiquorum Privilegiorum eidem Ordini concessorum pertineat, ac Monachi ipsorum Monasteriorum Commendatorum Abbatem Cisterciensem pro tempore & quatuor primos hujusmodi dumtaxat ad eandem visitationem recipere & in eorum manibus professionem emittere debeant & sint astricti; ipsique Abbas & quatuor primi eosdem Monachos visitare, corrigere & punire juxtà criminum & excessuum exigentiam debeant & teneantur.

Officiales verò dictorum Commendatorum Monasteriorum 5.
qui ejusdem Ordinis Religiosi fuerint vel existent, correctioni, punitioni & emendationi Patrum Abbatum & aliorum Visitato-

rum dicti Ordinis sint subjecti ; Et si debitam ipsis Monasteriis & illorum Conventibus seu Monachis non præstiterint obedientiam, per Visitatores dicti Ordinis puniantur & coerceantur.

6. Ac Abbas Cisterciensis & quatuor primi necnon quilibet ipsorum gubernatores & conservatores ipsorum Monasteriorum Commendatorum, ad reædificandum illorum ædificia necessaria & in bono statu manutenendum, ac etiam ad providendum debitè & honestè Conventibus Monasteriorum eorumdem, & alia faciendum quæ Abbates ibidem facere tenerentur si Monasteriis Commendatis hujusmodi præsiderent, similiter compellere valeant ; quodque omnes & singuli Commendatarii Monasteriorum eorumdem antequam illorum possessionem regiminis & administrationis bonorum assequantur, solitum juramentum videlicet quod bona immobilia ad suum Monasterium pertinentia non vendent nec alienabunt aut impignorabunt seu de novo infeudabunt & aliàs in formâ solitâ, prout veri Abbates ipsorum Monasteriorum præstare consueverunt, & quod etiam Conventualibus panem, vinum, pitantiam per aliquem de Fratribus dicti Ordinis, & non per sæculares personas cærimonias vel alias dicti Ordinis honestates ignorantes, ministrabunt seu ministrari facient, præstare debeant & teneantur.

7. Item Declaramus sufficere quod quandiù Monasteria vel loca ipsa in Commendam tenebuntur, illorum Monachi annualem dumtaxat faciant confessionem & suum proprium eorum Patri Visitatori aut alicui ex quatuor primis revelent seu tradant ; Quodque Prior & Supprior in eisdem Commendatis seu Commendandis Monasteriis, Officiales spirituales & temporales ac Cellarius qui claves chartarum librariæ & aliorum jocalium Monasterii habent prædicti Ordinis professi & non Officiales sæculares (existentibus Religiosis Ordinis) per Commendatorios etiam si sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinales fuerint, non instituantur ; Sacrista verò, Infirmarius & Portarius aliique Officiales intrà Monasteria hujusmodi commorantes coràm Conventibus eorumdem Monasteriorum, quo illorum bona temporalia recolligent, tuebuntur & defendent & bene colligi facient ac ipsa exponent juxtà statuta Apostolica de præmissis expressam mentionem facientia, juramentum præstare debeant & teneantur : Decernentes irritum & inane si secùs super his à quoque quavis autoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari. Nulli ergò

ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostrorum statuti, decreti, declarationis & constitutionis infringere vel ei ausu temerario contraire : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Mantuæ anno Incarnationis Dominicæ M. CCCC. LIX. pridie Nonas Augusti, Pontificatûs nostri anno primo. (4. Aoust 1459.)

SIXIE'ME BULLE DU PAPE PIE II. de l'an 1459.

SOMMAIRE.

Sur la plainte faite à ce Pape de la part du Chapitre General de l'Ordre de Cisteaux contre les Abbez & les autres Officiers qui ne se trouvent pas en l'Assemblée dudit Chapitre & n'envoyent pas de leurs Religieux pour étudier dans les Colleges de l'Ordre suivant les Statuts ; & pareillement contre les Abbesses qui font difficulté de payer les Contributions & Taxes imposées sur leurs Monasteres pour les necessitez de l'Ordre ; Le Pape donne pouvoir de declarer tous ces défaillans avoir encouru les Censures dudit Ordre & de les employer encore tout de nouveau contre eux.

PIUS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Abbati Monasterii Cistercii Cabilonensis Dioecesis & quatuor primis principalibus Ordinis Cisterciensis Salutem & Apostolicam Benedictionem. Ad ea ex Pastoralis officii debito libenter intendimus per quæ Monasteria & alia loca vestri Ordinis in spiritualibus & temporalibus valeant fœliciter gubernari : Cùm itaque sicut exhibita nobis nuper pro parte dilectorum filiorum Generalis Capituli prædicti Ordinis vestri Cisterciensis petitio continebat, sint quàm plures Abbates & Abbatissæ ac alii Officiarii dicti Ordinis qui per se vel alios non visitant anno quolibet Capitulum Generale, ac etiam Contributiones & subsidia pro communi utilitate Ordinis sibi & suis Monasteriis impositas seu imposita non solvunt, nec studentes in Universitatibus tenent : Nos igitur ad

quos pertinet salubre remedium adhibere, Capituli hujusmodi supplicationibus inclinati, Vobis & Cuilibet vestrûm in præmissis defectuosos anteà adimplere non curantes, pœnas in Statutis Apostolicis & Regularibus ejusdem Ordinis contentas ipso facto incurrere & incurrisse declarandi ac palàm & publicè denuntiandi necnon pœnas ipsas in eos infligendi & ipsos ad satisfaciendum Ordini, prout in eisdem Statutis continetur, compellendi plenam & liberam tenore præsentium Concedimus facultatem : non obstante quacumque consuetudine, compositione seu contradictione aut aliâ quavis causâ quæ in contrarium allegari possint, Statutis ipsis dumtaxat benè pensatis cæterisque contrariis quibuscumque. Datum Mantuæ anno Incarnationis Dominicæ millesimo quadringentesimo quinquagesimo nono, VII. Idus Augusti, Pontificatûs nostri anno primo. (7. Aoust 1459.)



SEPTIE'ME BULLE DU PAPE PIE II. de l'an 1461.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape fait l'Eloge de l'Ordre de Cisteaux.*
2. *Il rapporte la plainte qui luy est faite de la part de l'Ordre sur la confusion qui est causée dans les Monasteres par la Commende depuis qu'elle y a esté introduite, & par les Officiers des Abbez Commendataires.*
3. *Il fait des Ordonnances & Reglemens pour remedier à ces desordres, voulant que les Visiteurs dudit Ordre (qui sont les Peres Abbez &c.) visitent & reforment tous les Monasteres qui sont en Commende, & y fassent generalement tout ce qui y sera à faire, en transportant les Religieux suivant qu'ils le jugeront à propos, & en mettant d'autres en leurs places jusqu'à un nombre competent, sans en demander à personne la permission & le consentement.*
4. *Et il leur permet d'y lever & faire payer les Contributions & de poursuivre & obliger à cet effet les Commendataires & leurs Officiers, leur donnant pouvoir d'y contraindre ceux qui refuseront, par toutes voyes & même d'y employer les Censures Ecclesiastiques.*

PIUS EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI, AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

INTER cæteros Ordines in universali Ecclesiâ stabilitos quibus nos prætulit clementia Salvatoris, Cisterciensem præcipuis affectibus prosequentes pro singulorum ipsius Ordinis Monasteriorum conservatione, ut in eis majestas Altissimi collaudetur jugiter in benedictionibus gratiarum suique gloriosi nominis cultus & sacræ Religionis observantiâ vigeant, aciem attentæ considerationis extendimus ac circà ea per quæ felicibus ipsorum successibus consulatur, quantùm nobis ex alto permittitur, partes nostræ sollicitudinis favorabiliter adhibemus. 1.

2. Sanè pro parte dilectorum filiorum Guidi Cisterciensis necnon cæterorum Cisterciensis Ordinis Monasteriorum Abbatum nobis nuper exhibita petitio continebat quod licèt ex regularibus Institutis dicti Ordinis autoritate Apostolicâ approbatis, necnon de antiquâ & approbatâ hactenùsque ac tanto tempore pacificè observatâ consuetudine, quod in contrarium memoria non existit, Visitatores ipsius Ordinis ad visitandum illius Monasteria pro tempore deputati, tam pro directione personarum in eis Altissimo famulantium, quàm ipsorum Monasteriorum reformatione, statutis temporibus singula Monasteria prædicta eisque præsidentes & in illis sub regulari habitu degentes personas, tàm in capite quàm in membris visitare & reformare; necnon in eis quæcumque ad plenum visitationis officium pertinere ac ipsarum personarum directionem concernere dignoscuntur, secundùm Deum & instituta hujusmodi peragere consueverint; ipsique Visitatores juxtà commissi eis officii debitum, quamplura ex Monasteriis prædictis quæ per diversas etiam in dignitatibus Ecclesiasticis constitutas personas in administrationem vel Commendam obtinentur, visitare & reformare; necnon eorumdem personarum correctioni & emendationi intendere voluerint & pro posse tentaverint : Quia tamen Administratores & Commendatarii prædicti sive eorum Vicarii vel Officiales, eos ad visitationem & reformationem hujusmodi quibus ipsa Monasteria & personæ plurimùm indigere noscuntur faciendas recipere & admittere, necnon Contributiones ad quas ratione Monasteriorum eorumdem ex concessione & ordinatione Apostolicâ dicto Ordini efficaciter obligantur, & quas eorum prædecessores dictorum Monasteriorum Abbates qui fuerunt pro tempore persolverunt, contra justitiam solvere recusarunt hactenùs & recusant; ipsa Monasteria in spiritualibus & temporalibus multipliciter deformata remanserunt, ac in eis non solùm regularis observantia & Monastica disciplina extincta sunt, verùm etiam in eorum aliquibus licèt opulentissimis pauci resident Monachi, & in plerisque diversorum Ordinum personæ labe apostasiæ & aliis respersi criminibus, sine lege & timore Domini viventes commorantur in divinæ Majestatis offensam, Religionis opprobrium, perniciosum exemplum fidelium & scandalum plurimorum : Quare pro parte Abbatum prædictorum nobis fuit humiliter supplicatum ut Ordinis & Monasteriorum eorumdem indemnitatibus, nè ad totalem ruinam deformationesque deveniant, opportunè providere de benignitate Apostolicâ dignaremur.

Nos igitur qui ex officii Pastoralis ministerio nobis licèt immeritis 3.
supernâ dispositione commissi, Ecclesiarum & Monasteriorum omnium dispendiis occurrere & profectibus intendere jure tenemur, hujusmodi supplicationibus inclinati, Autoritate Apostolicâ hâc perpetuò valiturâ Constitutione Statuimus & Ordinamus quòd ipsius Ordinis Visitatores qui pro tempore erunt, autoritate præsentium absque alicujus licentiâ vel consensu, quoties opportunum fuerit, omnia & singula ipsius Ordinis Monasteria, etiam si illa quibusvis personis Ecclesiasticis Pontificali vel quavis aliâ Ecclesiasticâ dignitate præditis commendata aut in administrationem concessa seu commissa fuerint, juxtà sacrorum Canonum & Instituta prædicta visitare & reformare ac illorum personas corrigere, & si id eis expediens videatur, personas ipsas ad alia ejusdem Ordinis Monasteria transferre atque alias idoneas eorum loco usque ad sufficientem numerum substituere & subrogare & Contributiones quoque prædi- 4.
ctas autoritate propriâ exigere, eosdemque Administratores & Commendatarios sive eorum negotiorum gestores, quemadmodùm eorum prædecessores ipsorum Monasteriorum Abbates, qui pro tempore fuerunt, ad id compellere necnon quæcumque alia facere, statuere & ordinare liberè & licitè valeant quæ ad plenum visitationis & correctionis officium pertinere noscuntur & prout secundùm Deum reformationi, directioni ac prospero statui Monasteriorum & personarum hujusmodi cognoverint expedire. Contradictores quoslibet & rebelles per censuram Ecclesiasticam & alia opportuna juris remedia compescendo, invocato ad hoc si opus fuerit, auxilio brachii sæcularis : Non obstantibus quibuscumque privilegiis, exemptionibus, libertatibus, indultis & gratiis tàm Commendatariis & Administratoribus quàm aliis personis prædictis per Nos vel Sedem Apostolicam sub quavis formâ vel expressione verborum concessis, etiamsi de illis eorumque totis tenoribus habenda esset in præsentibus mentio specialis; quibus omnibus in quantum per ea Visitatorum eorumdem officium impediri aut retardari posset, derogari Volumus & Derogamus expressè (ipsis aliàs in suo plenario robore duraturis) cæterisque contrariis quibuscumque. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ Constitutionis, Ordinationis, voluntatis & derogationis infringere vel ei ausu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei ac beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit

incursurum. Datum Romæ apud Sanctum Petrum anno Incarnationis Dominicæ M. CCCC. LXI. quarto Idus Aprilis, Pontificatûs nostri anno quarto. (10. Avril 1461.)

PREMIERE BULLE DU PAPE SIXTE IV. de l'an 1475.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape cite deux Bulles dans la sienne, de Pie II. & de Nicolas IV. ses prédecesseurs qui en confirment une autre de Jean XXIII. qui y est inserée toute entiere, par laquelle il declare inhabiles à posseder aucune presidence & superiorité dans l'Ordre de Cisteaux, toutes personnes qui n'y ont pas fait Profession & n'en portent pas l'habit; & il n'en excepte que certains Cardinaux ausquels il avoit pour lors accordé ces sortes de graces; de maniere que ces Papes confirmant cette Bulle comme le fait aussi Sixte IV. Ce Reglement doit estre censé fait par quatre Papes.*
2. *Il confirme encore une autre Bulle qu'il rapporte en son entier de Calixte III. déja aussi renouvellée par Pie II. par laquelle il avoit annullé & revoqué toutes les facultez qui avoient esté données precedemment au préjudice du même Ordre de Cîteaux, en faveur des Commendes, des reserves & des expectatives sur les Monasteres qui en dépendent.*
3. *Le même Pape Sixte IV. confirme aussi & renouvelle toutes ces Bulles de ses Prédecesseurs, & veut qu'elles soient observées à l'égard de tous les Monasteres de l'Ordre.*
4. *Et enfin il ajoûte toutes les clauses necessaires afin qu'elles soient executées selon leur forme & teneur.*

SIXTUS EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI, AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

REGIMINI universalis Ecclesiæ quamvis immeriti (disponente Domino) præsidentes, curis perurgemur assiduis ut juxtà traditæ nobis desuper dispensationis officium, quieti subdi-

torum quorumlibet præsertìm sub regulari observantiâ studio piæ vitæ vacantium, in quorum utique prosperitate reficimur, jugi quantùm nobis ex alto conceditur, sollicitudinis studio intendamus, & his quæ pro Religionis incremento ac personarum regularium statu pacifico & tranquillo providè facta conspicimus, ut perpetuò illibata persistant libenter nostri muniminis adjicimus firmitatem. Dudùm siquidem à felicis recordationis Pio Papa II. Prædecessore nostro diversæ Litteræ in quibus nonnullæ aliæ inseruntur, emanarunt tenorum subsequentium. Pius Episcopus servus servorum Dei, ad futuram rei memoriam. Apostolicæ Sedis nobis injunctum desuper servitutis officium mentem nostram excitat & inducit ut circà ea quæ pro statu prospero Monasteriorum Cisterciensis Ordinis & in illis piæ vitæ deditarum personarum profutura conspicimus, operosis studiis intendamus, & his quæ propterea facta fuisse comperimus, ut illibata persistant, Apostolici muniminis adjiciamus firmitatem & ea concedamus quæ desuper sunt opportuna : Dudùm siquidem à fel. rec. Nicolao Papa V. Prædecessore nostro Litteræ in quibus bonæ memoriæ Balthassaris Episcopi Tusculanensis tunc Joannis XXIII. in suâ obedientiâ de quâ partes illæ erant nuncupati inseruntur, emanarunt tenoris subsequentis. Nicolaus Episcopus servus servorum Dei, ad perpetuam rei memoriam. Inter cæteras orbis Ecclesias, Monasteria & alia pia loca Monasterii Cisterciensis Cabilonensis Diœcesis ac Cisterciensem Ordinem affectu benevolo prosequentes, illa personis eis præsidentibus libenter concedimus quæ ipsarum ac Monasterii & Ordinis prædictorum favorem & commoda respicere dignoscuntur : Dudùm siquidem Balthassaris olim Episcopi Tusculanensis in suâ obedientiâ de qua partes illæ tunc erant, Joannis XXIII. nuncupati, in favorem dicti Monasterii ac illius Abbatis necnon Coabbatum & Abbatissarum dicti Ordinis pro tempore existentium emanarunt Litteræ tenoris subsequentis.

Joannes Episcopus servus servorum Dei, ad perpetuam rei memoriam. Ad salutare regimen ac incrementa proficua dilectorum filiorum Ordinis Cisterciensis qui in agro plantatus Dominico uberes fructus ad laudem divini nominis odorem suavitatis producit assiduè, in ultimos orbis fines paternæ considerationis dirigentes intuitus, & cupientes ut eo vigilantiùs atque devotiùs Altissimo impendere valeant jugiter famulatum, quò majori quietudine in 1.

contemplatione sedulâ divinorum salubriter perfruentur ; ac devotis supplicationibus dilectorum filiorum Abbatis & Conventûs Monasterii Cisterciensis Cabilonensis Diœcesis necnon Coabbatum & Abbatissarum dicti Ordinis Cisterciensis in hâc parte favorabiliter annuentes, hac præsenti Constitutione perpetuò duraturâ Apostolicâ autoritate Decernimus statuentes quod de cætero in præfato Ordine Cisterciensi aut ejus membris, nullus qui de dicto Ordine non existat, cujuscumque alterius Religionis, Ordinis, Statûs, dignitatis aut præeminentiæ fuerit, etiamsi Cardinalatûs dignitate fulgeret, Apostolicâ vel aliâ quavis autoritate possit vel debeat præsidentiam, gubernationem, administrationem aut præeminentiam aliquam per se vel per alios, directè vel indirectè aut quovis quæsito colore quomodolibet impetrare, obtinere, regere, administrare vel gubernare quomodocumque aut qualitercumque, Decernentes ex nunc irritum & inane si secùs super his à quoquam quavis autoritate scienter vel ignoranter contigerit in posterùm attentari. Per prædicta verò nullum præjudicium afferri volumus alicui ex venerabilibus fratribus nostris sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalibus impræsentiarum in præfato Ordine Cisterciensi gubernationem, commendam, administrationem seu præsidentiam aliquas obtinenti, quominùs illas gerere valeat & tenere juxtà formam Litterarum Apostolicarum eidem desuper hactenùs concessarum. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ Constitutionis & voluntatis infringere vel ei ausu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Constantiæ VII. Kal. Februarii, Pontificatûs nostri anno quinto. (26. Fevrier 1415.)

Nos igitur Abbati & Monasterio necnon Coabbatibus & Abbatissis prædictis ampliori desuper adminiculo providere Cupientes, ac Litteras & tenorem antedictos ratos habentes & gratos, illos autoritate Apostolicâ & ex certâ scientiâ harum serie Innovamus ac vim & vigorem habere Decernimus, necnon Statuta, Decreta ac omnia alia & singula in dictis litteris contenta & quæcumque indè secuta eisdem autoritate & scientiâ Confirmamus, Approbamus & præsentis scripti patrocinio Communimus : Non obstantibus Confirmationibus & Ordinationibus Apostolicis necnon omnibus illis quæ dictus Balthassar Episcopus in præfatis Litteris suis non obstare voluit, cæterisque contrariis quibuscumque.

que.

que. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ Innovationis, Constitutionis, Confirmationis, Approbationis & Communitionis infringere vel ei ausu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Romæ apud sanctum Petrum anno Incarnationis Dominicæ millesimo quadringentesimo quinquagesimo quarto, III. Nonas Octobris, Pontificatûs nostri anno octavo. (5. Octobre.)

Nos igitur pariformiter ex certâ scientiâ nostrâ singulas prædictas Litteras ratas & gratas habentes, illas & in eis contenta & indè secuta quæcumque autoritate Apostolicâ harum serie Innovamus ac vim & vigorem habere foreque subnixas Decernimus ac Confirmamus & Approbamus præsentisque scripti patrocinio Communimus, Decernentes quod præsentium transsumpto alicujus Episcopalis vel superioris Curiæ Ecclesiasticæ sigillo munito & signo & subscriptione Notarii publici signato, in judicio & extrà ipsis tanquam præinsertis & præsentibus litteris si exhiberentur, plena fides adhibeatur & perindè stetur ac si ipsæ præsentes & præinsertæ Litteræ forent exhibitæ vel ostensæ, nec desuper alterius probationis adminiculum requiratur. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ Innovationis, Constitutionis, Confirmationis, Approbationis, Communitionis & Decreti infringere vel ei ausu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Mantuæ Incarnationis Dominicæ millesimo quadringentesimo quinquagesimo nono, VII. Kal. Augusti, Pontificatûs nostri anno primo. (26. Juillet 1459.)

Confirmation de la Bulle de Jean XXIII. par Pie II.

Pius Episcopus servus servorum Dei, ad futuram rei memoriam. Licèt ea quæ per Prædecessores nostros Romanos Pontifices providè facta fuerunt & ab eis ritè processerunt plenam obtineant firmitatem, Nos tamen illis interdùm Apostolici muniminis robur adjicimus ut eò firmiùs illibata persistant, quò magis sunt nostro præsidio communita. Dudùm siquidem fœl. rec. Calixtus Papa III. prædecessor noster ex certis rationabilibus causis, nonnulla Statutum, Declarationem, cassationem & irritationem pro utilitate & conservatione Monasteriorum & locorum ac Religiosorum Cisterciensis Ordinis motu proprio & ex certâ scientiâ & de plenitudine Apostolicæ potestatis fecit & concessit, prout ipsius Præ-

O

decessoris Litteris quas diligenter in Cancellariâ Apostolicâ inspici & examinari fecimus, quarum tenor inferiùs est insertus, pleniùs continetur : Nos igitur motu, scientiâ & potestate similibus, non ad alicujus instantiam, sed de nostrâ merâ liberalitate Statutum, declarationem, cassationem & irritationem prædicta rata & grata habentes, illa & quæcumque indè secuta autoritate Apostolicâ Confirmamus & præsentis scripti patrocinio Communimus supplendo omnes defectus, si qui forsan intervenerint in eisdem, necnon Litteras ipsas vim & vigorem habere ac viribus subsistere Decernimus per præsentes, Non obstantibus Constitutionibus Apostolicis ac omnibus illis quæ dictus Prædecessor in eisdem Litteris non obstare voluit, cæterisque contrariis quibuscumque. Tenor verò ipsarum Litterarum de verbo ad verbum sequitur & est talis.

2. Bulle de Calixte III. Calixtus Episcopus servus servorum Dei, ad futuram rei memoriam. Ad fructus uberes quos Cisterciensis Ordo in agro militantis Ecclesiæ plantatus dextera Domini velut arbor bona produxit hactenùs & producit, considerationis nostræ oculos extendentes Apostolici favoris præsidium sibi libenter impartimur & in his quæ solidationem statûs necnon perpetuam pacem & tranquillitatem ejusdem concernunt, Nos gratiosos & favorabiles exhibemus : Cùm itaque sicut ad Apostolatûs nostri pervenit auditum, Ordini Cisterciensi præfato atque illius Monasteriis, personis atque locis magna periculosæ desolationis dispendia imminere noscatur ex eo quià nonnulli prætextu quarumdam Litterarum Apostolicarum etiam ad vacatura se extendentium, in dictis Monasteriis atque locis præfici & præesse præsumunt; Nos ne per hoc nostræ conscientiæ serenitas remaneat intranquilla, talium turbationum materias ab eodem Ordine propellere præmissisque scandalis & inconvenientiis quantùm nobis ex alto permittitur, obviare necnon circà hoc salubre remedium adhibere Cupientes, motu proprio non ad alicujus nobis super hoc oblatæ petitionis instantiam, sed ex nostrâ certâ scientiâ & Apostolicæ potestatis plenitudine Statuimus nostræque intentionis fuisse & esse. Declaramus necnon harum serie Concedimus quod nulla per Nos aut Sedem Apostolicam seu nostrâ vel ipsius aut aliâ quavis autoritate in genere vel in specie sub quibusvis formis aut verborum expressionibus & cum quibuscumque etiam individualium & aliarum derogatoriarum clausularum & etiam talium quod illis per

quævis alia Apostolica, Litteras, Privilegia & Indulta ipsis etiam signanter, specificè & expressè derogantia minimè derogatum fuisse vel esse censeatur seu derogari non possit, vim & effectum habentibus cæterisque effectui præsentium præjudicialibus clausulis & decretis irritantibus quibusvis personis cujuscumque statûs, gradûs, dignitatis, ordinis vel conditionis etiamsi sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinales aut Sedis Apostolicæ Officiales seu Episcopi aut alterius Ordinis Abbates, etiam motu & scientiâ similibus seu ad Regum, Principum vel Prælatorum quorumlibet supplicationem vel aliquorum resignatorum beneficiorum juris cessionem vel recompensationis aut alio quovis intuitu seu in earum favorem concessa hactenùs vel in posterùm concedenda, expectativæ, Commendæ aut aliæ quævis litteræ, facultates, nominationes & mandata necnon prærogativæ, antelationes, declarationes, exceptiones, privilegia & indulta ac factæ & forsan faciendæ etiam de primo vacaturis Monasteriis, Prælaturis, Dignitatibus & locis dicti Ordinis speciales reservationes, quorum omnium tenores ac si de verbo ad verbum inserti forent præsentibus, haberi volumus pro expressis & quæ suum nondum sortita sunt effectum, quorumque vigore in ipsis Monasteriis aut eorum aliquo non est alicui jus quæsitum, ad Monasteria, Prælaturas Abbatiales & alias dicti Ordinis dignitates & loca etiam utriusque sexûs Ordinis hujusmodi aliqualiter se extendant aut quomodolibet se extendere possint sive debeant, nec Monasteriorum & locorum hujusmodi Conventus, religiosæ personæ aut vassalli etiam utriusque sexûs, ad receptionem etiam alicujus autoritate talium litterarum & processuum exindè habitorum, teneantur nec propterea interdici, suspendi vel excommunicari possint, cassantes & irritantes ac pro infectis & nullis habentes illa omnia & singula talia, expectativas, gratias, facultates, litteras, nominationes, reservationes, nominandi, reservandi, uniendi & alia mandata Apostolica suum effectum nondùm sortita & alia per quæ effectus præsentium quomodolibet impediri posset vel differri, ac decernentes illis nullam in judicio vel extrà fidem adhibendam fore, nec Conventus & personas eorumdem Monasteriorum ad receptionem eorumdem prætextu litterarum ipsarum teneri, necnon prout est, irritum & inane si quid secùs super his à quoquam quavis autoritate scienter vel ignoranter in posterùm contigerit attentari: Non obstantibus si in facultatibus & Litteris seu Mandatis hujusmodi,

Revocation des Commendes des Reserves, Expectatives &c.

tales appositæ fuerint clausulæ scilicet aut si locorum Ordinariis seu Abbatibus, Abbatissis vel Conventibus dicti Ordinis vel quibusvis aliis communiter vel divisim ab eadem Sede indultum sit quod ad receptionem vel provisionem alicujus minime teneantur & ad id compelli aut quod interdici, suspendi vel excommunicari non possint per Litteras Apostolicas non facientes plenam & expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem, per quam quidem clausulam aut cujusvis alterius similis vel efficacioris clausulæ adjectionem vel appositionem Decernimus præsentibus non fuisse sufficienter derogatum ac Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis, Privilegiis quoque ac Statutis & Consuetudinibus Ordinis & Monasteriorum juramento, Confirmatione Apostolicâ vel quacumque firmitate aliâ roboratis cæterisque contrariis quibuscumque. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostrorum Statuti, declarationis, concessionis, cassationis & irritationis infringere vel ei ausu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Romæ apud sanctum Petrum anno Incarnationis Dominicæ millesimo quadringentesimo quinquagesimo octavo, III. Kal. Maii, Pontificatûs nostri anno quarto. (29. Avril.)

Cæterùm quia difficile foret præinsertas & præsentes litteras ad singula in quibus de iis fides forsan facienda fuerit loca deferre, volumus & Apostolicâ autoritate supradictâ Decernimus quod ipsarum transsumpto alicujus Episcopalis vel superioris curiæ Ecclesiasticæ sigillo munito ac signo & subscriptione Notarii publici signato & legalis in judicio & extrà tanquam ipsis præinsertis & præsentibus litteris si exhiberentur plena fides adhibeatur ac perindè stetur ac si ipsæ præinsertæ & præsentes litteræ forent exhibitæ vel ostensæ. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostrorum Confirmationis, communitionis, suppletionis, voluntatis & decreti infringere vel ei ausu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Mantuæ anno Incarnationis Dominicæ millesimo quadringentesimo quinquagesimo nono, VII. Kal. Augusti, Pontificatûs nostri anno primo. (26. Juillet 1459.)

3. Cùm autem sicut accepimus, nonnulli contrà tenorem prædictarum litterarum Monasteriis ipsius Cisterciensis Ordinis quandoque

præficiantur aut eis Monasteria ipsa committantur sive in Commendam concedantur, & propterea Monasteria hujusmodi tàm in spiritualibus quàm temporalibus non modica passa fuerint & patiantur detrimenta : Nos ipsorum Monasteriorum & dicti Ordinis statum prosperum & tranquillum paterno zelantes affectu, motu proprio non ad alicujus super hoc nobis oblatæ petitionis instantiam sed de nostrâ merâ liberalitate, Statuta, declarationes, cassationes, irritationes & decreta prædicta tam per ipsum Pium ac bonæ memoriæ Nicolaum V. & Calixtum III. Romanos Pontifices Prædecessores nostros quàm Balthassarum Episcopum Tusculanensem Joannem XXIII. in suâ obedientiâ nuncupatum (ut in præinsertis eorum Litteris continetur) facta & concessa, rata & grata habentes, illa ac omnia & singula in eisdem singulis litteris contenta necnon indè secuta quæcumque, autoritate Apostolicâ ex certâ scientiâ & de plenitudine Sedis Apostolicæ potestatis tenore præsentium pro Nobis & successoribus nostris Romanis Pontificibus, de fratrum nostrorum consilio Confirmamus & Approbamus ac præsentis scripti patrocinio Communimus, supplentes omnes & singulos defectus si qui forsan intervenerint in eisdem, ipsasque singulas litteras Innovamus vimque & vigorem perpetuò habere & viribus subsistere Decernimus : Non obstantibus omnibus quæ Nicolaus, Calixtus & Pius Prædecessores nostri & Balthassar præfati in prædictis eorum Litteris voluerunt non obstare : necnon quibusvis specialibus & generalibus reservationibus, Litteris, Commendis, Provisionibus, Regulis & Concessionibus aliisque Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis (ex quacumque causâ processerint ac procedent in futurum) quorum omnium tenores ac si de verbo ad verbum præsentibus pro sufficienter expressis haberi volumus, & quibus earumque effectui, vi, robori & executioni quatenùs prædictis & Litteris earumque effectui adversarentur, præjudicarent, nocerent vel obviarent, seu præjudicari, adversari, nocere vel obviare possent quomodolibet in futurum, motu & scientiâ similibus specialiter & expresse Derogamus necnon Monasteriorum & Ordinis prædictorum juramento, confirmatione Apostolicâ vel quavis firmitate aliâ roboratis Statutis & Consuetudinibus contrariis quibuscumque. Volumus autem quod pro tempore Ordinis autoritate in Abbates ipsorum Monasteriorum promoti & aliorum beneficiorum provisi, infrà quatuor menses à die promotionum

Confirmation des Bulles de Jean XXIII. Nicolas V. Calixte III. & Pie II. par Sixte IV.

4.

ſive proviſionum ſuarum, ad curiam pro illarum Confirmatione impetrandâ venire aut mittere & annatam ſive medios fructus primi anni ipſorum Monaſteriorum ſecundùm taxam in libris Cameræ Apoſtolicæ poſitam ſolvere, aut de aliis juribus conſuetis eidem Cameræ ſatisfacere teneantur, alioquin promotiones ſeu proviſiones illorum qui ſecùs fecerint, nullius ſint roboris vel momenti, liceatque ex tunc Nobis & dictis ſucceſſoribus noſtris de perſonis idoneis eiſdem Monaſteriis & beneficiis pro quibus ut præfertur factum non fuerit, providere. Cæterùm quià difficile foret præſentes litteras ad ſingula loca in quibus illæ forent neceſſariæ transferre, etiam volumus & dictâ autoritate Decernimus quod earum tranſſumptis manu Notarii publici ſubſcriptis & ſigillo alicujus Archiepiſcopi & Epiſcopi vel alterius Prælati munitis prorsùs in judicio & extrà plenaria fides adhibeatur ac illis ſtetur in omnibus & per omnia ſicuti Originalibus Litteris adhiberetur & eis ſtaretur ſi forent exhibitæ vel oſtenſæ. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam noſtræ confirmationis, approbationis, communitionis, ſuppletionis & innovationis, conſtitutionis, derogationis, voluntatis & decreti infringere vel ei auſu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei ac beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Romæ apud ſanctum Petrum anno Incarnationis Dominicæ milleſimo quadringenteſimo ſeptuageſimo quinto, VI. Idus Martij, Pontificatûs noſtri anno quinto. (10. Mars 1475.)



SECONDE BULLE DU PAPE SIXTE IV. de l'an 1475.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape rapporte les inconveniens & les malheurs que les Commendes causent & ont causez à l'Ordre de Cisteaux & aux Monasteres qui en dépendent.*
2. *Il en atteste la verité & declare qu'il veut en arrester le cours & pourvoir au rétablissement desdits Monasteres.*
3. *Il ordonne sous les Censures Ecclesiastiques à tous ceux qui les tiennent en Commende, de suivre à cet effet les ordres de ceux qui en sont les Peres Abbez & des Commissaires députez par le Chapitre General, pour y mettre le nombre des Religieux qui doit y estre à proportion de leurs revenus & facultez, leur fournissant ce qui sera par eux jugé necessaire pour cela & pour la celebration du Service Divin qui sera reglé par lesdites Peres Abbez & Commissaires du Chapitre General.*
4. *Il ordonne aussi que lesdits Peres Abbez & Commissaires obligeront les Commendataires à construire les bâtimens & lieux necessaires dans lesdits Monasteres, & tiendront la main à les faire reparer & mettre en bon état.*
5. *Pareillement les obligeront à prendre soin de conserver les droits, biens, revenus, meubles & ornemens qui appartiennent ausdits Monasteres, & même de retirer les biens & autres choses qui pourroient en avoir esté usurpez & alienez.*
6. *Le Pape ordonne ausdits Commendataires de payer aux Commissaires de l'Ordre, les Subsides & les Contributions ausquelles les Monasteres seront taxez, & de leur obéïr en cela & en toutes autres choses, sous diverses peines & Censures à encourir de fait.*
7. *Il défend sous les mêmes peines & Censures ausdits Commendataires de rien aliener, vendre ou engager, meubles ni immeubles; & en cas qu'ils refusent d'observer ponctuellement tous ces Reglemens, il les excommunie & prive de toutes sortes de Benefices & les declare inhabiles à en avoir d'autres.*

8. *Le Pape ordonne encore que ceux qui à l'avenir seront nommez à quelques Monasteres en Commende, avant que d'en entrer en possession, seront tenus de jurer & prester serment de n'en rien vendre, aliener ni engager contre les Statuts de l'Ordre, & qu'il sera dressé un Inventaire de tous les biens en leur presence par les Peres Abbez dont ils pourront avoir un double.*

9. *Il ordonne aussi que tous les Religieux des Monasteres qui sont en Commende seront tenus de se confesser une fois tous les ans à leurs Peres Abbez & de leur donner un memoire de ce qu'ils ont en particulier à leur usage : Lesquels Peres Abbez ont aussi le pouvoir d'entendre en confession toutes les autres personnes qui demeurent dans lesdits Monasteres, & c'est à eux à recevoir les Novices à profession.*

10. *Il déroge à toutes choses contraires.*

11. *Et enfin, il declare que les Abbez Commendataires presens & à venir n'ont & n'auront aucune jurisdiction dans les Monasteres qu'ils tiendront en Commende, & qu'elle appartient & sera dévoluë au Pere Abbé, declarant nul tout ce qui a esté ou sera fait au contraire.*

12. *Il conclut par les clauses ordinaires.*

SIXTUS EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI.
AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

CURA nostra in variis rebus quotidie emergentibus agitata circà hoc potissimè versatur, ut Pastorale Officium in sacræ Religionis Cisterciensis statu fœlici extendentes, ità ope nostræ provisionis salubriter provideamus quòd Ordo ipse illiusque Monasteria & loca & personæ in spiritualibus & temporalibus detrimenta non sustineant, sed optimæ fœlicitatis proficiant incremen-
1. tis. Sanè licet Mònasteria & loca ejusdem Ordinis ab eorum primævâ fundatione honorificè constructa ac fructibus, redditibus & proventibus pro sustentatione Abbatum, Monachorum, Ministrorum & aliarum personarum inibi divinis laudibus insistentium competenter dotata, librisque, calicibus & aliis ornamentis divino cultui necessariis munita, ac in verâ obedientiâ suorum Superiorum persistentes, numero sufficienti Monachi quibus honestè in victu & vestitu providebatur, instituti fuerint; tamen ab aliquibus temporibus citrà (sicuti veridicâ relatione accepimus) Monasteria

Inconveniens causez par les Commendes dans les Monasteres.

Monasteria & loca ejusdem Ordinis quæ nonnullæ personæ Ecclesiasticæ Sæculares & Regulares, ex concessione & dispensatione Sedis Apostolicæ in Commendam obtinent, in eorum structuris & ædificiis ruunt, illorumque bona mobilia & immobilia, necnon fructus, redditus & proventus dissipantur, regularis observantia in illis sicut deceret, non observatur, Officium divinum decenter non solvitur, Monachi instituti numero non sunt sufficienti, & existentes victum & vestitum non habentes ut deceret proh dolor! ab obedientiâ suorum Superiorum retrahuntur; Ordo, Monasteria & loca hujusmodi confunduntur & non modica patiuntur detrimenta in ipsius Ordinis illusionem, divinæ Majestatis offensam ac perniciosum exemplum & scandalum plurimorum.

Hinc est quòd Nos attendentes præmissa adeo esse notoria quòd nullâ possunt tergiversatione celari, quodque si super eisdem non provideatur, Monasteria & loca ipsa penitùs desolata manebunt, ac illa necnon Ordo ipse irreparabilia patientur damna; ac Cupientes prout nostro incumbit officio, præmissis ac scandalis quæ propterea exoriri possunt, congruentibus remediis obviare ac indemnitatibus Ordinis, Monasteriorum, locorum, Monachorum, Ministrorum & personarum eorumdem, quantùm cum Deo possumus, opportunè providere: motu proprio non ad aliquorum instantiam, sed de nostrâ merâ libertate & ex certâ scientiâ, Omnes & singulas personas Sæculares & quorumcumque Ordinum Regulares præsentes & futuras, cujuscumque dignitatis, statûs, gradûs, ordinis, nobilitatis, excellentiæ, præeminentiæ & conditionis fuerint, quæ Monasteria & loca ejusdem Ordinis seu eorum aliquod in Commendam obtinent impræsentiarum & forsan obtinebunt imposterùm ubique locorum, etiam in Romanâ Curiâ commorantes, etiam si Archiepiscopali, Episcopali vel aliquâ aliâ Ecclesiasticâ vel mundanâ dignitate fungantur, aut nostri & Sedis prædictæ seu prædecessorum aut successorum nostrorum Romanorum Pontificum Notarii, Subdiaconi, Acolyti, Capellani, Cubicularii seu aliàs Officiales vel familiares aut fructuum, reddituum & proventuum Cameræ Apostolicæ debitorum Collectores Subcollectoresve existant, & quocumque exemptionis privilegio etiam ratione personarum & Beneficiorum suorum gaudeant & muniantur; eorumque in ipsis Monasteriis & locis, Vicarios, Officiarios, Sæculares & Regulares, Monachos, Receptores, Servitores & Oeconomos ac eorum quemlibet, illorum & cujuslibet 2.

P

ipſorum nomina & cognomina ac qualitates præſentibus pro expreſſis habentes, autoritate Apoſtolicâ tenore præſentium :

3. Monemus primò, ſecundò, tertiò & peremptoriè communiter ac diviſim ac eis & eorum cuilibet in virtute ſanctæ obedientiæ ac ſub pœnis, ſententiis & cenſuris infraſcriptis quas ferimus in his ſcriptis & quas ac earum quamlibet contrà facientes eorumque complices, fautores & adhærentes ac eorum quemlibet eo ipſo incurrere Volumus, diſtrictè præcipiendo Mandantes, motu & ſcientia ſimilibus ; quatenùs (omni appellatione ſublatâ & remotâ) infrà terminum eiſdem perſonis ſeu Commendatariis ut præfertur, Monaſteria & loca hujuſmodi in Commendam pro tempore obtinentibus, per Patrem Abbatem cujuſlibet ipſorum Monaſteriorum & locorum ſeu illius aut Capituli Generalis dicti Ordinis ad hoc Commiſſarium ſuper præmiſſis & infraſcriptis ac eorum quolibet (qualitate negotii pro tempore occurrentis penſatâ) ſtatuendum & præfigendum, & quem exnunc prout extunc & è converſo, eiſdem & earum cuilibet pro tertio & peremptorio termino ac monitione canonicâ ſtatuimus, præfigimus & aſſignamus, in Monaſteriis & locis hujuſmodi pro tempore Commendatis numerum Monachorum per Patrem Abbatem aut Commiſſarium præfatos, (facultatibus ipſorum Monaſteriorum & locorum etiàm penſatis) inſtituendum, taxandum & moderandum habeant, ſuſtineant, foveant & conſervent ; necnon Monachis, Noviciis, Miniſtris & aliis ipſorum Monaſteriorum & locorum perſonis ſufficienter & honeſtè de victu & veſtitu, in Dormitorio, Refectorio & ubique, ſecundùm laudabilem ipſius Ordinis conſuetudinem & prout fit & fieri conſuevit in aliis Monaſteriis dicti Ordinis non Commendatis, dictum numerum Monachorum, Miniſtrorum, Novitiorum prædictorum ut præfertur, moderandum, inſtituendum & taxandum, directè vel indirectè nullo unquam tempore (quovis quæſito colore) minuendo, provideant ac ſollicitè & debitè in eiſdem Monaſteriis & locis ut præfertur Commendatis, divinum Officium tam in Horis Canonicis quàm Beatæ Mariæ & Defunctorum moroſè, devotè & integrè, ejuſdem Ordinis cæremoniis ſervatis, competentibus & debitis horis perſolvere, Miſſas ejuſdem Ordinis & fundatas necnon Anniverſaria ac quæcumque ordinata Suffragia recitare & dicere ac ſecundùm arbitrium & judicium Patris Abbatis ſeu Commiſſarii prædictorum :

Le Pape veut que le Pere Abbé de chaque Monaſtere qui eſt en Commende, & le Commiſſaire du Chapitre General en ait toute la conduite, ſur le nombre des Religieux qui doit y eſtre, leur nourriture & entretien & la celebration de l'Office Divin.

Ædificia tam in Monasteriis & locis sicut præfertur Commendatis, quàm extrà necessaria construere, ædificata constructa & ruinosa quatenùs indigebunt reparare, restaurare ac in coopertura & aliis necessariis omnibus & singulis in bono & condecenti statu manutenere: 4.

Jura, libertates, possessiones, census, fructus, redditus, proventus, clenodia, calices, cruces, Reliquiaria, pontificalia, jocalia, vestes sacras, ornamenta Ecclesiastica, libros, chartas, vasa argentea & cujusvis alterius metalli, supellectilia & quæcumque alia bona mobilia & immobilia ad Monasteria seu loca hujusmodi Commendata seu aliquod ipsorum spectantia & pertinentia alienata vel distracta seu transportata, ad jus & proprietatem ipsorum Monasteriorum & locorum reducere & reponere; ac omnia illa & singula alia contrà omnem personam (suadente Justitiâ) per se vel alios cum omni diligentiâ defendere, tueri & prosequi faciant & cum effectu procurent. 5.

C'est aussi au Pere Abbé & au Commissaire du Chapitre General de faire construire & reparer les bâtimens aux frais des Abbez Commendataires, & de les obliger de conserver & défendre les biens & les droits des Monasteres qu'ils tiennent en Commende.

Necnon Patri Abbati seu Commissario præfatis omnia & singula caritativa subsidia & Contributiones per Generale Capitulum ejusdem Ordinis præfato Ordini aut Abbatibus ejusdem pro tempore imponenda, plenariè & integrè secundùm portionem eis juxtà ipsius Ordinis institutiones taxatam vel taxandam exhibeant & persolvant, eisque Patri Abbati & Commissario in omnibus & per omnia pareant efficaciter & obediant; ac omnia & singula per Patrem Abbatem & Commissarium præfatos circà præmissa aut aliquot eorumdem vel alia ejusdem Ordinis pro qualitate temporis explicanda & ordinanda negotia illa omnia & singula ac si de verbo ad verbum etiam præsentibus insererentur, pro expressis habentes & haberi volentes, realiter & cum effectu faciant & adimplere procurent, prout & quemadmodum prædictorum Commendatorum & aliorum ejusdem Ordinis Monasteriorum Abbates hactenùs fecerunt & facere consueverunt & debuerunt ac pro tempore existentes faciunt. 6.

Comme aussi de payer les Taxes & Contributions de l'Ordre.

Inhibentes nihilominùs eisdem personis sive Commendatariis sæcularibus & regularibus Monasteria & loca hujusmodi in Commendam pro tempore obtinentibus præsentibus & futuris, sub eisdem sententiis & poenis, nè bona mobilia aut immobilia hujusmodi seu aliqua alia ad prædicta Monasteria seu loca Commendata hujusmodi spectantia quovis modo alienare aut de novo infeudare seu extrà manus Deputatorum seu pro tempore per Conventus ipsorum Monasteriorum deputandorum manus ponere præsumant. Et si quod absit, mandatis, monitionibus & 7.

Le Pape défend aux Commendataires de rien aliener de leurs Monasteres & excommunie ipso facto ceux qui n'obéïront pas aux ordres des Peres Abbez & des Commissaires du Chapitre General.

inhibitionibus hujusmodi non paruerint seu præmissa & infrascripta vel aliquid eorum non observaverint, & in quantum eos tangunt & concernunt seu concernere & tangere poterunt, quomodolibet in futurum fecerint non observari, exnunc prout extunc & extunc prout exnunc, personas seu Commendatarios præfatos eorum Officiarios, Procuratores, fautores, adhærentes, Monachos, Receptores, Oeconomos, Vicarios & Administratores omnesque alios & singulos in præmissis culpabiles & rebelles ac eorum quemlibet Excommunicamus & Anathematizamus, ac prædictorum & aliorum Monasteriorum & locorum regimine & administratione necnon omnibus & singulis aliis Ecclesiasticis sæcularibus & regularibus Beneficiis, Canonicatibus, Præbendis, dignitatibus, personatibus, administrationibus & officiis cum curâ & sine curâ, necnon annuis pensionibus eis & eorum cuilibet super quorumcumque Monasteriorum aut locorum seu mensarum vel Beneficiorum Ecclesiasticorum fructibus, redditibus & proventibus pro tempore assignatis quæ in quibusvis Ecclesiis sive locis obtinent & percipiunt respectivè, motu, scientiâ & autoritate similibus Privamus & ad illa & quæcumque alia similia vel dissimilia Monasteria, loca, officia & Beneficia obtinenda perpetuò Inhabilitamus, ipsosque omnes & singulos excommunicationis & anathematis sententias ac privationis & inhabilitationis pœnas hujusmodi incurrisse & incidisse, necnon excommunicatos, anathematizatos ac Monasteriis, locis illorumque regimine & administratione, officiis & beneficiis ac pensionibus prædictis privatos, & ad illa ac alia imposterùm obtinenda inhabiles fuisse ac esse Declaramus & Decernimus.

SUITE ET CONTINUATION DE LA II[e] BULLE du Pape Sixte IV. de l'an 1475.

8. Et insuper volumus & perpetuo observandæ Constitutionis Edicto autoritate, motu & scientiâ similibus Statuimus & Ordinamus quòd si contingat aliquod Monasterium ejusdem Ordinis de novo alicui Archiepiscopo vel Espiscopo seu cuicumque alteri etiam dignitate prædito quavis autoritate commendari, per illius Patrem Abbatem seu ipsius vel ejusdem Ordinis Commissarium, præsente ipsius Monasterii Commendatario aut ejus legitimo Procuratore, de bonis ipsius Monasterii fiat inventarium,

Il sera dressé par le Pere Abbé en chaque Monastere un Inven-

cujus duplum unum teneat ipse Commendatarius & aliud apud Conventum ejusdem Monasterii maneat, ipseque Commendatarius antequam possessionem regiminis & administrationis bonorum dicti Monasterii recipiat, juramento solemni bona ipsa fideliter tractare, administrare, conservare & defendere juret, & juramentum solemniter ab Abbatibus ipsius Ordinis in eorum assumptione præstari solitum videlicet quòd bona mobilia aut immobilia dicti Monasterii contrà statuta dicti Ordinis non vendet, non alienabit aut impignorabit seu de novo infeudabit per se vel per alium quocumque titulo vel colore, sub pœnis & sententiis prædictis & infrascriptis præstet.

taire de tout ce qui luy appartient, & l'Abbé Commendataire prestera serment avant que de prendre possession.

Et insuper quòd Monachi, Novicii, Conversi & Donati cujuslibet ipsorum Monasteriorum & locorum ejusdem Ordinis Commendatorum ut præfertur, semel in anno Patri Abbati seu Commissariis prædictis, de omnibus peccatis & excessibus per eos & eorum quemlibet ab ultimâ confessione Patri Abbati seu Commissario præfatis factâ, commissis & perpetratis confiteri integrè, & tùnc sine fraude in scriptis omnium bonorum apud eos & in eorum usum pro tempore existentium qualitatem & quantitatem dare; Noviciique ipsi Ordinem ipsum profiteri volentes, in manibus Patris Abbatis seu Commissarii ipsius professionem expresse emittere debeant & teneantur, ab ipsis Patre Abbate seu ejus Commissario benedictionem in talibus secundùm instituta ejusdem Ordinis concedi solitam humiliter recipiendo: Patri Abbati verò & Commissario præfatis, ut eosdem pro tempore eis confitentes de his quæ eis confessi fuerint, nisi talia existant propter quæ meritò Sedes Apostolica fuerit consulenda, sicut Monachos proprios absolvere & pœnitentiam salutarem injungere, ac etiam in dictis Monasteriis seu locis Commendatis commorantium confessiones audiant, & similem vel limitatam potestatem absolvendi habeant, perpetuò deputare possint, licentiam Concedimus pariter & facultatem. 9.

Præterea dilectis filiis universis prædictorum Monasteriorum & locorum pro tempore Commendatorum Patribus Abbatibus per Apostolica scripta motu simili Mandamus quatenùs ipsi seu quilibet ipsorum in Monasteriis & locis prædictis eis subditis, per se vel alium seu alios præsentes litteras ac omnia & singula in eis contenta ubi, quando & quoties expedire viderint, solemniter publicantes faciant sub sententiis, censuris & pœnis prædictis ut præfertur per nos latis, omnia & singula in præsentibus litteris contenta & 10.

eorum quodlibet autoritate prædictâ inviolabiliter adimpleri & observari ; necnon omnes & singulos quos eis summariè constiterit in præmissis & circà ea seu aliquod ipsorum culpabiles ac excommunicationis & alias pœnas prædictas incurrisse, excommunicatos & anathematizatos ac Beneficiis, Monasteriis, officiis & pensionibus prædictis privatos & ad illa ac alia imposterùm obtinenda inhabiles, publicè & etiam specificè & nominatìm denuntient & faciant ab aliis denuntiari ac ab omnibus Christi fidelibus arctiùs evitari, donec mandatis & monitionibus ac aliis præmissis per Patrem Abbatem seu Commissarium præfatos ordinandis plenariè & integrè paruerint, ac ab eisdem sententiis & pœnis absolutionis beneficium meruerint obtinere. Contradictores in præmissis quoslibet & rebelles cujuscumque dignitatis, statûs, gradûs, ordinis, dignitatis, præeminentiæ, nobilitatis, excellentiæ aut conditionis ut præfertur, fuerint, per excommunicationis, suspensionis & interdicti ac prædictas necnon alias etiam formidabiliores de quibus eis videbitur sententias, censuras & pœnas eâdem autoritate, appellatione etiam postpositâ compescendo, & etiam legitimis super his per eos habendis servatis processibus, omnes & singulos prædictos sic excommunicatos necnon sententias hujusmodi, quoties opus fuerit, dictâ autoritate aggravare & reaggravare procurent, ac omnia & singula alia faciant & exequantur summariè & de plano sine strepitu & figurâ judicii, nullis terminis substantialibus observatis quæ eis & eorum cuilibet circà præmissa vel aliquod ipsorum videbuntur exequenda & facienda.

11. Non obstantibus tam fœlicis recordationis Bonifacii VIII. quæ incipit Statutum quàm Clementis V. Romanorum Pontificum prædecessorum nostrorum ac in Concilio Generali de duabus Diætis editâ aliisque Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis, statutis quoque & consuetudinibus Monasteriorum, locorum & Ordinis hujusmodi, confirmatione Apostolicâ vel quavis firmitate aliâ roboratis contrariis quibuscumque ; aut si eisdem personis seu Commendatariis prædictis eorumque Officiariis vel quibusve aliis communiter vel divisìm ab eadem sit Sede indultum aut indulgeri contingat quod interdici, suspendi vel excommunicari aut beneficiis suis privari seu extrà vel ultrà certa loca ad judicium evocari non possint, per litteras Apostolicas non facientes plenam & expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem & quibusvis aliis privilegiis, indulgen-

tiis, exemptionibus, indultis, conceſſionibus & litteris Apoſtolicis generalibus vel ſpecialibus eiſdem perſonis ſeu Commendatariis aut eorum Officiariis, Procuratoribus, Receptoribus, Monachis & Oeconomis in genere vel in ſpecie quovis modo conceſſis & concedendis quorumcumque tenorum exiſtant, per quæ præſentibus non expreſſa vel totaliter non inſerta effectus præſentium aut juriſdictio Patrum Abbatum prædictorum impediri vel aliàs quomodolibet differri poſſit, & quæ illis ſpecialiter & expreſsè derogando quoad hæc Nolumus aliquibus ſuffragari. Nos enim eiſdem Patribus Abbatibus præfatis & eorum cuilibet ac Commiſſario prædictis, præfatas perſonas & Monaſteria & loca hujuſmodi in Commendam pro tempore obtinentes eorumque Vicarios, Procuratores, Receptores ac Officiarios prædictos & eorum quemlibet qui præfatas noſtras ſententias aut earum aliquam incurrerint ſive incurrerit quoquomodo, poſtquàm devotè & humiliter mandatis & monitionibus hujuſmodi paruerint ſeu paruerit, ſi hoc humiliter petierint, ab eiſdem ſententiis injunctis eis pro modo culpæ pœnitentiis ſalutaribus & aliis quæ de jure fuerint injungenda, autoritate prædictâ per ſe vel alium ſeu alios abſolvendi ac ad beneficia tunc obtenta & obtinenda rehabilitandi & reſtituendi, necnon ſecum ſeu ſuper irregularitate ſi quam Miſſas & alia divina Officia celebrando vel illis ſe immiſcendo contraxerint; diſpenſandi omnemque inhabilitatis & infamiæ maculam ſive notam per eos ſeu alterum ipſorum, præmiſſorum occaſione quomodolibet contractam, penitùs abolendi ejuſdem autoritate & tenore Concedimus facultatem.

Le Pape donne pouvoir aux Peres Abbez & aux Commiſſaires du Chapitre General d'abſoudre & de réhabiliter les Commendataires qui ſeroient tombez en quelque Cenſure pour avoir contrevenu à ſes Reglemens.

Et inſuper quià difficile foret præſentes litteras Apoſtolicas ad 12.
quæcumque loca in quibus illæ forent neceſſariæ transferri, Volumus & autoritate prædictâ Decernimus quòd earum tranſumptis manu alicujus Notarii publici ſubſcriptis & ſigillo alicujus Archiepiſcopi, Epiſcopi aut alterius Prælati munitis, prorsùs in judicio & extrà fides plenaria adhibeatur & illis ſtetur in omnibus & per omnia ſicut originalibus litteris adhiberetur & ſtaretur ſi forent exhibitæ vel oſtenſæ; quodque eædem præſentes litteræ ac tranſumpta ut præfertur de eiſdem facienda, necnon monitiones, intimationes, publicationes & executiones per Patres Abbates ſeu Commiſſarium præfatos & eorum quemlibet ſuper præmiſſis ſeu eorumdem pro tempore factæ, valvis ſeu portis Monaſteriorum quorum occaſione illas fieri con-

tigerit assigantur & easdem personas sive Commendatarios ac alios omnes & singulos prædictos extunc & posteà perindè ligent & arctent (omni appellatione ut præfertur remotâ) ac si eisdem & eorum cuilibet personaliter intimatæ & lectæ fuissent : Et si aliquod Monasterium ejusdem Ordinis Patris Abbatis, alicui personæ etiam Archiepiscopali vel Episcopali aut quavis aliquâ aliâ dignitate præditæ quovis modo & quavis autoritate sit forsan commendatum vel imposterùm commendari contingat, quod eidem personæ seu Commendatario, nulla in præmissis seu aliquo præmissorum sit attributa facultas seu potestas vel jurisdictio seu executio, sed illæ extunc prout exnunc & econtrà, ad immediatum ipsius Monasterii Patrem Abbatem devolutæ sint & esse censeantur. Cæterùm exnunc irritum Decernimus & inane si secùs super his seu aliqua ipsorum à quoquam quâvis autoritate, scienter vel ignoranter contigerit attentari. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostrorum monitionis, mandati, statuti, præfixionis, assignationis, inhibitionis, excommunicationis, anathematizationis, privationis, inhabilitationis, declarationis, constitutionis, voluntatis, ordinationis, concessionis, derogationis & decreti infringere vel ei ausu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei ac beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Romæ apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominicæ millesimo quadringentesimo septuagesimo quinto, quarto Idus Martii, Pontificatûs nostri anno quinto. (12. Mars 1475.)

Les Abbez Commendataires n'ont aucune jurisdiction dans les Monasteres, mais elle appartient & est dévoluë aux Peres Abbez.



IIIe BULLE

TROISIE'ME BULLE DU PAPE SIXTE IV. de l'an 1475.

SOMMAIRE.

Le Pape explique & interprete par cette Bulle ce que son Prédecesseur Benoist XII. a entendu dans l'une des siennes par la couleur brune dont il a ordonné que seroient les habits des Religieux de l'Ordre de Cisteaux, en declarant que l'on doit entendre le noir, & qu'il ne leur est pas permis de se servir d'autre couleur que du noir & du blanc, ordonnant au surplus que ceux qui y contreviendront, y seront contraints par les Censures Ecclesiastiques.

SIXTUS EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI. AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

ETSI cunctis Ecclesiastici statûs personis ex assuetæ pietatis Officio assistere teneamur, illis tamen sub regulari observantiâ Altissimo famulantibus (præcipuè Cisterciensibus) eò magis adesse nos convenit, quò sublatis quibusvis dubietatibus majori quietudine reddere valeant vota sua : Dudùm siquidem fœlicis recordationis Benedictus Papa XII. Prædecessor noster ad statum Cisterciensis Ordinis attendens prosperum, per quasdam suas litteras inter alia Statuit & Ordinavit quòd omnes Abbates & Monachi ejusdem Ordinis pannis bruni vel albi coloris dumtaxat uterentur, prout in eisdem litteris pleniùs continetur : Cùm autem sicut exhibita nobis nuper pro parte dilecti filii Hymberti Abbatis Monasterii Cisterciensis Cabilonensis Diœcesis petitio continebat, à nonnullis etiam ipsius Ordinis Abbatibus & Monachis revocetur in dubium an appellatione bruni coloris niger color veniat vel griseus; & sicut eadem petitio subjungebat, aliqui Abbates & Monachi ac Moniales ipsius Ordinis panno nigro, aliqui verò griseo utantur & diversitas habitûs inter ejusdem Ordinis Professores esse videtur; pro parte ejusdem Hymberti Abbatis nobis fuit humiliter supplicatum ut sibi ac Ordini, Monachis & Monialibus præfatis earumque statui super præmissis providere

Cette Bulle est rapportée au Grand Bullaire Romain pour la neuviéme Constitution de ce Pape.

Q

de benignitate Apostolicâ dignaremur. Nos igitur ad quos spectat super his adhibere vigilantiæ nostræ curam ut omnis dubietatis scrupulus de medio tollatur, & habitus ipsorum se invicem conforment quacumque disparitate sublatâ; Litterarum ac Concessionis & statuti hujusmodi tenores ac si de verbo ad verbum insererentur præsentibus pro expressis habentes, hujusmodi supplicationibus inclinati, verba prædicta *bruni coloris* interpretantes, quod appellatione illorum *niger* tantùm *color* veniat & intelligatur, autoritate Apostolicâ tenore præsentium ex certâ scientiâ Declaramus : Et insuper pro potioris cautelæ suffragio, Volumus ac eisdem autoritate & tenore etiam Statuimus & Ordinamus quòd de cætero perpetuis futuris temporibus omnes Abbates, Monachi & Moniales ejusdem Ordinis præsentes & futuri, ad usum personarum suarum pannis *nigri vel albi coloris* solùm & dumtaxat utantur, Mandantes per Apostolica scripta & eâdem autoritate Committentes dilectis filiis universis Patribus Abbatibus ejusdem Ordinis præsentibus & futuris, quatenùs ipsi & quilibet ipsorum postquam præsentes nostræ Litteræ ad eorum notitiam pervenerint, Declarationem, Statutum & Concessionem nostra hujusmodi observent & per se vel alios etiam à quolibet ipsorum, necnon aliis Abbatibus & Monachis ac Monialibus ejusdem Ordinis perpetuò faciant inviolabiliter observari, non permittentes eosdem Abbates, Monachos & Moniales pannos ad usum personarum suarum alterius quàm *nigri vel albi coloris* deferre vel illis quomodolibet uti; Contradictores per Censuram Ecclesiasticam appellatione postpositâ compescendo; Nonobstantibus Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis ac Monasteriorum & Ordinis prædictorum juramento, Confirmatione Apostolicâ vel quavis firmitate aliâ roboratis, necnon omnibus illis quæ idem Benedictus Prædecessor in suis Litteris voluit non obstare cæterisque contrariis quibuscumque : Cæterùm quià difficile foret præsentes Litteras ad quæcumque loca in quibus illæ essent necessariæ transferri, Volumus & autoritate prædictâ Decernimus quòd earum transsumptis manu Notarii publici subscriptis & sigillo alicujus Archiepiscopi vel Episcopi aut alterius Prælati vel personæ in dignitate Ecclesiasticâ constitutæ munitis, prorsùs in judicio & extrà fides plenaria adhibeatur & illis stetur, ipsique Patres Abbates ad illarum executionem procedere possint & debeant in omnibus & per omnia sicuti originalibus Litteris hujus-

modi adhiberetur & eis staretur ac ipsi Patres Abbates procedere possent & deberent si forent exhibitæ vel ostensæ. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostrorum declarationis, interpretationis, Statuti, Ordinationis, Mandati, voluntatis & Constitutionis infringere vel ei ausu temerario contraire : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei ac beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Romæ apud sanctum Petrum anno Incarnationis Dominicæ millesimo quadringentesimo septuagesimo quinto, Idibus Decembris, Pontificatûs nostri, anno quinto. (9. Decembre 1475.)

QUATRIE'ME BULLE DU PAPE SIXTE IV. de l'an 1475.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape fait l'Eloge de l'Ordre de Cisteaux.*
2. *Et en consideration de ses merites, il luy accorde à perpetuité une fois en la vie le Jubilé & une Indulgence pleniere à l'article de la mort pour tous les Abbez, Abbesses, Religieux & Religieuses, Novices, Donnez, Economes, Domestiques, Commençaux, Pensionaires &c. de tous les pechez confessez, à condition que le Confesseur sera Religieux de l'Ordre.*

SIXTUS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis universis Abbatibus, Abbatissis, Prioribus, Monachis, Militibus, Monialibus, Novitiis, Conversis, Donatis, familiaribus, continuis Commensalibus, Oeconomis, Procuratoribus & aliis utriusque sexûs Cisterciensis Ordinis præsentibus & futuris Salutem & Apostolicam Benedictionem. Sacrosanctæ Religionis vestræ puritas, vitæ sanctimonia, fervor devotionis ac in Dominici agri culturâ labor assiduus quibus ad supernum bravium fœliciter comprehendendum cæterisque fidelibus impetrandum totis insudatis viribus, Nos provocant ut antiqui hostis jacula quibus vos cæterosque spiritualis vitæ sectatores impetere atque impedire nititur, scuto nostræ protectionis tantò propellamus diligentiùs, quantò de 1.

vestri profectûs frustratione, si fortè quod absit, callidi hostis decepti versutiis in vanum curreretis, ampliùs doleremus: Hinc est quod Nos saluti animarum vestrarum consulere Cupientes & dilecti filii Hymberti Abbatis Cistercii devotis supplicationibus
2. inclinati, Ut Confessor idoneus *de Ordine vestro* quem quilibet vestrûm ad hoc duxerit eligendum, *Confessionibus vestris diligenter auditis*, ab omnibus & singulis excommunicationis, suspensionis & interdicti aliisque Ecclesiasticis sententiis, censuris & pœnis à Jure vel ab homine quomodolibet latis, quibus quomodolibet ligati fueritis seu alter vestrûm legatus fuerit; necnon pro commissis per vos & quemlibet vestrûm criminibus, excessibus, delictis & peccatis quibuscumque quantumcumque enormibus, etiamsi talia fuerint propter quæ Sedes Apostolica meritò foret consulenda, *semel in mortis articulo* debitam vobis & cuilibet vestrûm absolutionem impendere ac pœnitentiam salutarem injungere, necnon omnium peccatorum vestrorum de quibus corde contriti & ore confessi fueritis, plenariam remissionem necnon sanctissimum Jubilæum, sivè omnes & singulas indulgentias ac plenariam omnium peccatorum vestrorum remissionem per Nos & Prædecessores nostros Romanos Pontifices Christi fidelibus personaliter anno Jubilæi Romam venientibus & Ecclesias ad hoc statutas & deputatas verè contriti & confessi visitantibus quovis modo concessas & quas consequuntur ac consequi possunt, ac si personaliter veniretis & easdem Ecclesias per tempus ad hoc statutum visitaretis, ac omnia & singula per Nos & Prædecessores nostros pro Jubilæo sive indulgentiis & remissionibus hujusmodi consequendis ordinata adimpleretis, consequeremini & haberetis seu consequi & habere possetis, vobis in sinceritate fidei, unitate sanctæ Romanæ Ecclesiæ ac obedientiâ & devotione nostrâ ac successorum nostrorum Romanorum Pontificum canonicè intrantium persistentibus, autoritate Apostolicâ concedere valeat, ità tamen quod si vobis vel alteri vestrûm in aliquâ infirmitate gravi remissio & Jubilæum sive indulgentiæ hujusmodi concedantur & mors indè non sequatur, nihilominùs absoluti maneatis & quilibet vestrûm maneat ut præfertur, ac plenaria remissio & Jubilæum seu Indulgentiæ hujusmodi *in vero mortis articulo iterùm impendi possint* & vobis ac vestrûm cuilibet ac si alia non præcessisset suffragari, devotioni vestræ tenore præsentium Indulgemus; sic tamen quod idem Confessor

de his de quibus fuerit alteri satisfactio impendenda, eam vobis & alteri vestrûm ad quem spectabit, per vos & dictum alterum vestrum si supervixeritis aut supervixerit, vel per alios si fortè tunc transiveritis aut transiverit, faciendam injungat quam vos seu dictus alter vestrûm aut illi facere teneamini ut præfertur : Et nè quod absit, propter hujusmodi gratiam procliviores reddamini ad illicita inposterùm committenda, Volumus quod si ex confidentiâ remissionis hujusmodi aliqua fortè alter vestrûm committeret, quoad illa prædicta remissio & Jubilæum sivè indulgentiæ hujusmodi illi nullatenùs suffragentur, præsentibus perpetuis futuris temporibus duraturis. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ concessionis & voluntatis infringere vel ei ausu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Romæ apud sanctum Petrum anno Incarnationis Dominicæ millesimo quadringentesimo septuagesimo quinto, Idibus Decembris, Pontificatûs nostri anno quinto. (13. Decembre 1475.)

CINQUIE'ME BULLE DU PAPE SIXTE IV. de l'an 1482.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape explique deux Bulles des Papes ses prédecesseurs Honoré III. & Martin V. qui ont esté cy-devant transcrites pages 32. & 76. pour l'exemption de payer des Dixmes ni grosses ni menuës ni novales en faveur de l'Ordre de Cisteaux, & il les confirme.*
2. *Et deplus, il veut que tous les Monasteres de l'Ordre jouissent de cette exemption.*

SIXTUS EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI. AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

DISPOSITIONE divinâ gregi Dominico quamvis immeriti præsidentes, dum præclara dilectorum filiorum Abbatis

Cisterciensis ejusque Coabbatum & Priorum ac dilectarum in Christo filiarum Abbatissarum & aliarum personarum Cisterciensis Ordinis, honestatem & merita Deo grata & hominibus accepta, intrà nostræ mentis arcana recensemus, & ad commendabiles fructus quibus operosis eorum ministeriis erga ipsum Deum & homines hujusmodi indesinenter exuberant, nostros diffundimus cogitatus, vota illa ad exauditionis gratiam favorabiliter admittimus per quæ ipsorum statui & indemnitatibus consulitur, & quæ in illorum profectum emanasse comperimus, præsidio muniminis Apostolici libenter solidamus, illa etiam pro potiori cautelâ de
1. novo eis concedendo. Sanè pro parte Abbatis, Coabbatum, Priorum, Abbatissarum & personarum prædictorum Nobis nuper exhibita petitio continebat quòd olìm fœlicis recordationis Honorius Papa III. prædecessor noster, ut nullus ab eis de terris suis ante Generale Concilium acquisitis, etiam de illis quas aliis concesserant excolendas & ad eos redierant, si eas manibus propriis aut sumptibus colerent, Decimas exigere aut extorquere præsumeret, inter alia inhibuit; & deindè piæ memoriæ Martinus Papa V. etiam prædecessor noster Venerabilibus fratribus nostris Archiepiscopis & dilectis filiis Abbatibus, Prioribus, Decanis, Archidiaconis, Præpositis & aliis Ecclesiarum Prælatis ad quos suæ super hoc confectæ litteræ pervenirent, expresse mandavit ut Abbatem Cisterciensem ac omnes & singulos Abbates, Priores, Abbatissas ac omnia & singula Monasteria necnon singulares personas dicti Ordinis, præsentia & futura ubicumque pro tempore consistentia, à præstatione Decimarum tam de possessionibus habitis ante & post Concilium antedictum, quàm de cætero habendis, & tàm de novalibus sive ante sive post hujusmodi Concilium acquisitis & acquirendis quæ propriis sumptibus excolebant seu excolerent, quàm alias quomodocumque & qualitercumque excolerentur, & etiam de illis possessionibus de quibus aliquis hactenùs percepisset, necnon de hortis, virgultis & piscationibus suis ac de suorum animalium nutrimentis, singuli ipsorum omninò servarent immunes; Contradictores per censuram Ecclesiasticam appellatione postpositâ compescendo, invocato ad hoc etiam si opus foret, auxilio brachii sæcularis, prout in ipsorum prædecessorum litteris desuper confectis pleniùs continetur. Cùm autem sicut eadem petitio subjungebat, litteræ ipsæ incipiant vetustate consumi, & propterea de illis ac contentis in eisdem successu

temporis ab aliquibus hæsitari posset, pro parte Abbatis Cister-
ciensis, Coabbatum, Priorum, Abbatissarum & personarum præ-
dictorum Nobis fuit humiliter supplicatum, ut Litteras prædictas
ac omnia & singula in eis contenta pro illorum subsistentiâ fir-
miori confirmare & approbare, ac aliàs ipsis in præmissis oppor-
tunè providere, de benignitate Apostolicâ dignaremur. Nos 2.
tranquillitatem & utilitatem ipsius Ordinis ac singularum persona-
rum ejusdem supremis desiderantes affectibus, Litteras tam Ho-
norii quàm Martini prædecessorum hujusmodi quarum tenores
præsentibus haberi Volumus pro expressis, ratas & gratas haben-
tes illas cum omnibus in eis contentis clausulis, Apostolicâ au-
toritate præsentium tenore Confirmamus & Approbamus ac juxtà
omnimodas earum continentias & formas, in sui roboris firmi-
tate perpetuò subsistere Decernimus, supplentes omnes & singu-
los defectus si qui forsan intervenirent in eisdem. Et nihilominùs
pro potiori cautelâ Abbatem Cisterciensem ac omnes & singulos
Abbates, Priores, Abbatissas necnon omnia & singula Monaste-
ria præsentia & futura ubilibet existentia singularesque personas
dicti Ordinis à præstatione decimarum tàm de possessionibus ha-
bitis ante & post Concilium prædictum quàm de cætero haben-
dis, & tam de Novalibus sive ante sive post Concilium hujusmo-
di acquisitis & acquirendis quæ propriis sumptibus excolunt &
excolent, quàm aliàs quomodocumque & qualitercumque exco-
lantur, & etiam de illis possessionibus de quibus aliquis hactenùs
percepit, necnon de hortis, virgultis & piscationibus suis & de
nutrimentis suorum animalium, autoritate prædictâ de speciali
gratiâ penitùs Eximimus, & exempta fore perpetuò Decernimus
per præsentes, dicti Concilii & quibuscumque aliis constitutioni-
bus & ordinationibus Apostolicis ceterisque in contrarium editis
etiam juramento, confirmatione Apostolicâ vel quacumque fir-
mitate aliâ roboratis nonobstantibus quibuscumque. Verùm quia
difficile foret præsentes originales Litteras ad singula in quibus de
eis fides forsan facienda foret loca deferre, Volumus ac dictâ au-
toritate Decernimus ipsarum transumptis alicujus Episcopalis aut
superioris Ecclesiasticæ Curiæ seu Prælati vel personæ in dignitate
Ecclesiæ constitutæ aut Metropolitanæ vel Cathedralis Ecclesiæ
Canonici sigillo & manu ac subscriptione alicujus Notarii publici
munitis, tanquam præsentibus Litteris si exhiberentur in Judicio
& extrà, plenariam fidem ubilibet adhiberi perindè ac si eædem

præsentes litteræ exhibitæ forent vel ostensæ. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ Confirmationis, Approbationis, Suppletionis, Constitutionis, Exemptionis, Decreti, Statuti & voluntatis infringere vel ei ausu temerario contraire : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Romæ apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominicæ millesimo quadringentesimo octuagesimo secundo, sexto Kalendas Octobris, Pontificatûs nostri anno duodecimo. (26. Septembre 1482.)

Iʀᴇ BULLE DU PAPE INNOCENT VIII. de l'an 1487.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape rapporte une autre Bulle du Pape Jean XXIII. qui avoit déja donné au Chapitre General de Cisteaux le pouvoir en supprimant les Monasteres d'Hommes & de Religieuses qui n'ont pas de revenus pour subsister & y entretenir un nombre suffisant de Sujets suivant les Statuts de l'Ordre, de les unir à d'autres sans en demander la permission à l'Evêque Diocezain, comme il paroist par la Bulle même de ce Pape cy-devant inserée page 71. & 72.*
2. *Il confirme cette Bulle, la renouvelle & accorde de nouveau le même Privilege.*
3. *Et veut de plus, que l'Abbé de Cisteaux comme ayant en soy veritablement tout le pouvoir du Chapitre General hors le temps qu'il est assemblé, puisse aussi faire seul la même chose & pareillement les Deputez & Commissaires dudit Chapitre.*

INNOCENTIUS EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI. AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

LICET ea quæ per Sedem Apostolicam in favorem præsertìm personarum sub suavi Religionis jugo Altissimo famulantium providè concessa fuerunt, inviolabili debeant observatione vigere,

vigere, nonnunquam tamen Romanus Pontifex ne successu temporis impugnationi subjaceant, illa cùm ab eo petitur libenter de novo approbare & confirmare consuevit, ut eò firmiùs illibata persistant quò magis suo fuerint præsidio communita, illa etiam innovando & de novo concedendo prout in Domino conspicit salubriter expedire. Dudùm siquidem fœlic. rec. Joannes Pa- r.
pa XXIII. Prædecessor noster volens consulere paci, tranquillitati & utilitati Abbatum & Monachorum Cisterciensis Ordinis, dilectis filiis Abbati Monasterii Cistercii Cabilonensis Diœcesis Sedi prædictæ immediatè subjecti, ejusque Coabbatibus universis in eorum Generali Capitulo quandocumque congregandis, ut quæcumque Monasteria dicti Ordinis tam Monachorum quàm etiam Monialium & quorum facultates, fructus, reditus & proventus non sufficerent ad sustentationem tot regularium personarum in eisdem Monasteriis pro tempore degentium, quot in eis pro augmento divini cultûs ac Missis & aliis divinis Officiis celebrandis secundùm ejusdem Ordinis instituta, & præmissorum & regularium cæremoniarum observantiam requirerentur, aliis Monasteriis Ordinis prædicti commodiori sustentatione degentium in eisdem & quando pro statu & quiete hujusmodi personarum id novissent expedire, cum omnibus juribus & pertinentiis suis, unum videlicet alteri Monachorum & aliud alteri Monialium Monasteriis cujuscumque taxæ seu annui valoris illorum fructus, reditus & proventus forent, unire, annectere & incorporare, ità quod cedentibus vel decedentibus hujusmodi Monasteriorum Abbatibus vel Abbatissis seu Prioribus vel Priorissis si Monasteria ipsa per Priores aut Priorissas forent solita gubernari, aut ea quomodolibet dimittentibus, liceret aliis Abbatibus & Abbatissis ac Priorissis quorum Monasteriis alia sic vacantia venirent unienda, corporalem possessionem hujusmodi vacantium Monasteriorum uniendorum juriumque & pertinentiarum prædictorum autoritate propriâ apprehendere & perpetuò retinere, ac fructus, reditus & proventus in dictorum Monasteriorum usus & utilitatem convertere, Diœcesani loci & cujusvis alterius licentiâ minimè requisitâ, per litteras suas concessit facultatem prout in illis quarum tenores ac si de verbo ad verbum præsentibus insererentur haberi volumus pro sufficienter expressis, pleniùs continetur: Quare pro parte Abbatis Cistercii & Conventûs prædictorum nobis fuit humiliter supplicatum ut facultatem & litteras prædictas pro

illarum subsistentiâ firmiori approbare aliasque in præmissis op-
2. portunè providere de benignitate Apostolicâ dignaremur ; Nos igitur qui dudùm inter alia voluimus quod petentes beneficia Ecclesiastica aliis uniri, tenerentur exprimere verum valorem secundum communem æstimationem tam beneficii uniendi quàm illius cui uniri peteretur, alioquin unio non valeret, & semper in unionibus commissio fieret ad partes vocatis quorum interest, quique Monasteriorum & aliorum Religiosorum locorum ac personarum in illis sub suavi Religionis jugo degentium & præsertim dicti Ordinis quem ob personarum illius bonos & exemplares mores ac uberes fructus quos hactenùs in agro militantis Ecclesiæ attulerunt & in dies afferre non cessant, præ cæteris in visceribus gerimus charitatis, statum in melius dirigi nostris potissimè temporibus, supremis desideramus affectibus, præfatos Abbatem Monasterii Cistercii & Conventum eorumque singulos à quibuscumque excommunicationis, suspensionis & interdicti aliisque Ecclesiasticis sententiis, censuris & pœnis à jure vel ab homine quavis occasione vel causâ latis si quibus quomodolibet innodati existunt, ad effectum præsentium dumtaxat consequendum harum serie absolventes & absolutos fore censentes, facultatem & litteras prædictas ac prout illas concernunt, omnia & singula in eis contenta & indè secuta quæcumque, autoritate Apostolicâ & ex certâ nostrâ scientiâ tenore præsentium Approbamus & Confirmamus ac plenum & perpetuæ firmitatis robur obtinere debere Decernimus, supplentes omnes & singulos tam juris quàm facti defectus si qui forsan intervenerint in eisdem ; Proque potioris cautelæ suffragio facultatem & litteras prædictas Innovamus & in omnibus & per omnia modo & formâ præmissis autoritate & scientiâ præfatis de novo Concedimus : Ac
3. etiam Volumus & Ordinamus quod Abbas Monasterii Cistercii pro tempore existens, cessante Capitulo Generali (cùm penes eum omnis autoritas hujusmodi Capituli remaneat) ac etiam ab ipso Capitulo deputandi, præmissa omnia & singula facere & exequi possint, nonobstantibus voluntate nostrâ prædictâ ac aliis Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis, necnon quibusvis de Monasteriis prædictis per nos & Sedem prædictam pro tempore factis generalibus vel specialibus reservationibus ac revocationibus similium facultatum forsan hactenùs à Sede prædictâ sub quibusvis verborum formis & clausulis etiam deroga-

L'Abbé de Cisteaux a toute l'autorité du Chapitre, le Chapitre ne tenant pas.

toriarum derogatoriis emanatis & emanandis inposterùm, statutis quoque & consuetudinibus Monasteriorum & Ordinis prædictorum juramento, confirmatione Apostolicâ vel quavis firmitate aliâ roboratis ac omnibus illis quæ idem Joannes Prædecessor in litteris prædictis voluit non obstare cæterisque contrariis quibuscumque. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ absolutionis, approbationis, confirmationis, constitutionis, suppletionis, innovationis, concessionis, voluntatis & ordinationis infringere vel ei ausu temerario contraire: Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei ac beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Romæ apud sanctum Petrum anno Incarnationis Dominicæ millesimo quadringentesimo octuagesimo septimo, IV. Idus Augusti, Pontificatûs nostri anno tertio. (10. Aoust 1487.)

II[E] BULLE DU PAPE INNOCENT VIII. de l'an 1487.

SOMMAIRE.

1. *Tous les Monasteres & toutes les personnes de l'Ordre de Cîteaux sont depuis l'origine & la fondation de l'Ordre sous la jurisdiction immediate du Saint Siege, avec une exemption entiere de celle des Evêques Diocesains & autres Ordinaires.*
2. *Le Pape confirme cette exemption totale & la donne de nouveau dans des termes generaux sans aucune exception, & qu'il explique même en détail.*
3. *Il declare nul tout ce qui pourroit estre fait & entrepris au contraire.*

INNOCENTIUS EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI. AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

AD Romani Pontificis spectat Officium suorum prædecessorum inhærendo vestigiis, illa quæ per ipsos prædecessores laudabiliter ac providâ ratione pro statu & quiete personarum sub

Cette Bulle est rapportée au grand Bullaire Romain pour la neuviéme Constitution de ce Pape.

regulari observantiâ assiduè studio piæ vitæ vacantium gesta sunt, ut majorem obtineant roboris firmitatem quo sæpiùs fuerint Apostolico præsidio communita, sui præsidii munimine roborare ac illa etiam de novo concedere, prout rationabiles causæ suadent & id in Domino conspicit salubriter expedire.

1. Sanè pro parte dilectorum filiorum Joannis Cistercii Cabilonensis Diœcesis aliorumque Cisterciensis Ordinis Monasteriorum Abbatum & Conventuum eorumdem nobis nuper exhibita petitio continebat, quod licèt ipsi eorumque ac dicti Ordinis Monasteria tam virorum quàm mulierum & alia religiosa loca & membra ac Monachi, Moniales, vassalli, subditi & eis servientes, bonaque omnia jamdudùm per plures Romanos Pontifices prædecessores nostros sub ipsorum Pontificum & Apostolicæ Sedis protectione recepti & recepta ac Sedi prædictæ immediatè subjecti & subjecta, necnon ab omni jurisdictione ordinariâ exempti & exempta fuerint, eisque concessum extiterit ut ad præstationem aliquarum collectarum seu subsidiorum aut procurationum & aliarum exactionum per Sedem prædictam seu ejus Legatos aut ipsorum autoritate & mandato seu per locorum Ordinarios vel alios pro tempore impositorum non tenerentur, tamen desiderant pro majori eorum quiete præmissis receptioni, subjectioni & aliis prædictis etiam nostræ approbationis robur adjici, illaque omnia etiam per nos eis de novo concedi. Quare pro parte Abbatum & Conventuum prædictorum nobis fuit humiliter supplicatum ut receptioni, exemptioni & subjectioni prædictis ac singulis desuper confectis litteris, pro illorum subsistentiâ firmiori robur nostræ approbationis adjicere ac eos necnon Monasteria, loca, membra, Monachos, Moniales, vassallos, subditos, servientes & bona omnia hujusmodi, de novo sub nostrâ & Sedis prædictæ protectione suscipere ac ab hujusmodi jurisdictione perpetuò eximere & totaliter liberare aliàsque in præmissis opportunè providere de benignitate Apostolicâ dignaremur.

2. Nos igitur qui in singulorum sub regulari observantiâ piæ vitæ studio vacantium quiete reficimur, Cupientes ut Religiosi dicti Ordinis quos præ cæteris propter uberes fructus quos in militanti Ecclesiâ continuè bonis eorum operibus afferunt, in visceribus gerimus charitatis, eò liberiùs divinis beneplacitis insistere possint, quò à Sede prædictâ majori libertatis privilegio noverint se communitos, hujusmodi supplicationibus inclinati: Receptio-

nem, exemptionem, subjectionem ac singulas desuper confectas litteras cum omnibus & singulis in eis contentis clausulis, autoritate Apostolicâ & ex certâ scientiâ tenore præsentium Approbamus ac perpetuæ & inviolabilis firmitatis robur obtinere Decernimus, supplentes omnes & singulos defectus si qui forsan intervenerint in eisdem.

Explication de l'exemption de l'Ordre de Cisteaux de la jurisdiction des Ordinaires & de toutes taxes qu'ils voudroient imposer, le Pape l'approuve & la donne de nouveau.

Et nihilominùs pro potioris cautelæ suffragio, Monasteria, loca, membra, bona omnia prædicta præsentia & futura, Abbates, Abbatissas, Monachos, Moniales, vassallos, subditos & servientes præfatos nunc & pro tempore existentes, autoritate & scientiâ præfatis sub beati Petri & Sedis prædictæ atque nostrâ protectione suscipimus ac ab omni jurisdictione, superioritate, correctione, visitatione, dominio & potestate Archiepiscoporum, Episcoporum & aliorum Judicum ordinariorum eorumque Vicariorum & Officialium quorumcumque; Necnon à solutione subsidiorum etiam charitativorum, procurationum, collectarum & aliarum exactionum hujusmodi pro tempore imponendarum, autoritate & scientiâ præfatis perpetuò prorsùs Eximimus & totaliter Liberamus, ac Nobis & Sedi prædictæ immediatè Subjicimus, ita quòd Archiepiscopi, Episcopi, Ordinarii, Vicarii, Judices & Officiales prædicti, etiam ratione delicti aut contractûs vel rei de qua ageretur ubicumque committatur delictum, iniatur contractus aut res ipsa consistat, nullam in eos & eorum aliquem aut Monasteria, membra & bona prædicta tanquam prorsùs exemptos & exempta, jurisdictionem, correctionem, superioritatem, dominium vel potestatem exercere aut excommunicationis, suspensionis vel interdicti aut quasvis alias sententias, censuras & pœnas Ecclesiasticas promulgare præsumant seu possint aut debeant quoquomodo: Nec ipsi sic exempti coràm illis aut ipsius Sedis delegatis vel subdelegatis, nisi in litteris eis pro tempore directis, de præsentibus specialis, specifica & expressa ac de verbo ad verbum mentio fiat, ad judicium evocari aut quovis modo directè vel indirectè molestari possint.

Decernentes omnes & singulos processus, sententias, censuras 31.
& pœnas, quos & quas per Archiepiscopos, Episcopos, Ordinarios, Judices, Vicarios & Officiales prædictos seu eorum aliquem, contrà Abbates & alios exemptos necnon Monasteria & loca hujusmodi etiam exempta ut præfertur, haberi vel promulgari necnon quicquid secùs super his ab eis & alio quoquam

quavis autoritate, ſcienter vel ignoranter contigerit attentari; irrita & inania nulliuſque roboris vel momenti. Nonobſtantibus fœlicis recordationis Innocentii Papæ IV. etiam prædeceſſoris noſtri, quæ incipit Volentes & aliis Conſtitutionibus & Ordinationibus Apoſtolicis Statutis quoque & Conſuetudinibus Monaſteriorum & Ordinis prædictorum, juramento, confirmatione Apoſtolicâ vel quavis firmitate aliâ roboratis, necnon omnibus illis quæ in ſingulis litteris prædictis conceſſum eſt non obſtare cæteriſque contrariis quibuſcumque. Verùm quià difficile foret præſentes litteras ad ſingula quæque loca in quibus expediens foret deferre, Volumus & præfatâ autoritate Decernimus quod illarum tranſumptis manu publici Notarii indè rogati ſubſcriptis & ſigillo alicujus Curiæ Eccleſiaſticæ aut perſonæ in dignitate Eccleſiaſticâ conſtitutæ munitis, ea prorsùs in Judicio & extrà, & alias ubilibet fides adhibeatur quæ præſentibus adhiberetur, ſi eſſent exhibitæ vel oſtenſæ. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam noſtræ approbationis, decreti, ſuppletionis, ſuſceptionis, exemptionis, liberationis, ſubjectionis, Conſtitutionis & voluntatis infringere vel ei auſu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei ac beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Romæ apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominicæ M. CCCC. LXXXVII. tertio Kalend. Septembris, Pontificatûs noſtri anno tertio. (30. Aouſt 1487.)



IIIME BULLE DU PAPE INNOOCENT VIII. de l'an 1489.

SOMMAIRE.

1. *Suivant d'anciens Privileges accordez par les Papes à l'Ordre de Cisteaux, l'Abbé de Cisteaux & les Abbez de ses quatre premieres Filles sont dans l'usage & la possession de conferer les quatre Mineurs aux Religieux de l'Ordre, de benir toutes sortes d'Ornemens d'Eglise, d'officier en habits Pontificaux & de donner solemnellement la benediction dans les Eglises des Monasteres & aux autres qui en dépendent, & de reconcilier celles qui auroient esté polluës.*
2. *Le Pape leur confirme cet usage & leur donne le pouvoir de benir dans les Monasteres de l'Ordre ces Ornemens & même de consacrer les Calices, même ceux qui leur seront apportez d'ailleurs, comme aussi les Autels érigez de nouveau, & de donner la benediction solennelle dans toutes les Eglises des Monasteres & Maisons dudit Ordre.*
3. *De plus il leur accorde le pouvoir & donne le privilege de conferer aux Religieux de l'Ordre le Soudiaconat & le Diaconat, avec cette difference que ce pouvoir à l'égard de l'Abbé de Cîteaux, s'étend à tous les Religieux de l'Ordre, & qu'il est restraint pour les autres aux Religieux Profez de leurs quatre Monasteres.*
4. *Il leur permet aussi de dire ou faire dire la Messe avant le jour devant eux en cas de quelque besoin pressant.*
5. *Et enfin il donne à l'Abbé de Cisteaux seul le pouvoir de conferer la benediction abbatiale à tous les Abbez & Abbesses de l'Ordre : ce pouvoir a esté depuis étendu à ses Deleguez & Vicaires, comme on le verra dans la suite.*

INNOCENTIUS Episcopus servus servorum Dei. Dilecto filio Joanni Abbati Monasterii Cistercii Cabilonensis Diœcesis Salutem & Apostolicam Benedictionem. Exposcit tuæ devotionis sinceritas & Religionis promeretur honestas ut tàm te quem

ſpeciali dilectione proſequimur, quàm tuum & alia quatuor principalia tui Ciſtercienſis Ordinis Monaſteria poſt & per dictum Monaſterium tuum immediatè fundata (primas quatuor illius filias nuncupata) condignis honoribus attollamus ac ſpecialibus favoribus & gratiis proſequamur : Cùm itaque ſicut exhibita nobis nuper pro parte tuâ petitio continebat, ex Privilegiis & Indultis Apoſtolicis Tibi & aliorum quatuor Monaſteriorum prædictorum Abbatibus pro tempore exiſtentibus, Ut omnes Ordi-

1\. Permiſſion de conferer les quatre moindres, de benir les Ornemens & d'officier Pontificalement &c.

nes minores perſonis Ordinis ejuſdem intrà Monaſteria prædicta conferre, ac pallas altaris & omnia ornamenta Eccleſiaſtica benedicere, ac mitrâ & annulo & aliis Pontificalibus inſigniis uti, necnon in ipſis & aliis Monaſteriis & Prioratibus illis ſubjectis ac Parochialibus & aliis Eccleſiis ad eos communiter vel diviſim pertinentibus quamvis eis pleno jure non ſubeſſent, benedictionem ſolemnem poſt Miſſarum, Veſperarum & Matutinarum ſolemnia, dummodò in benedictione hujuſmodi aliquis Antiſtes vel Apoſtolicæ Sedis Legatus præſens non foret, elargiri, ac Eccleſias & Monaſteria dicti Ordinis quoties foret opportunum, dummodò ex homicidio illa polluta non fuerint reconciliare (aquâ priùs per aliquem catholicum Antiſtitem ut moris eſt benedictâ) obtenta valerent diverſis vicibus ac partibus quandòque ſigillatim quandoque ſimul, prout ipſa privilegia edocent, conceſſum fuerit, & ab aliquibus hæſitetur an Tu & dicti Abbates pallas & alia ornamenta hujuſmodi extrà ipſius Ordinis Monaſteria & etiam illa quæ ad Monaſteria & loca dicti Ordinis non ſpectarent, & an poſſint in quibuſlibet aliis Monaſteriis & locis dicti Ordinis utriuſque ſexûs benedicere, licèt Abbates Prædeceſſores & tanto tempore citrà cujus contrarii hominum memoria non extitit, præmiſſa omnia ſeu majorem partem facere conſueverint.

2\. Nos qui Ordinem ipſum præ cæteris in viſceribus gerimus charitatis & illum intendimus non minoribus gratiis & privilegiis quàm Prædeceſſores noſtri fecerint decorare, Tuis in hac

Confirmation de cet uſage & poſſeſſion.

parte ſupplicationibus inclinati : Tibi & ſucceſſoribus tuis ac dictis Abbatibus aliorum quatuor Monaſteriorum prædictorum nunc & pro tempore exiſtentibus, Ut de cætero perpetuis futuris temporibus prædicta & quæcumque alia veſtimenta ac ornamenta Eccleſiaſtica (corporalibus vaſculiſque ad reponendum ſacram Euchariſtiam ac imaginibus quibuſlibet comprehenſis) in locis & Domibus dicti Ordinis benedicere & calices conſecrare

tam

tàm de dicto Ordine quàm ſi ad vos aliundè nonnunquam deferantur, altaria de novo conſtructa ſeu tranſlata, reſtaurata aut mutata in quibuſlibet locis dicti Ordinis (Chriſmate ſacro priùs ab aliquo Catholico Antiſtite recepto) conſecrare & etiam benedictionem ſolemnem poſt Miſſarum, Veſperarum & Matutinarum ſolemnia in quibuſlibet Monaſteriis, Domibus atque locis dicti Ordinis utriuſque ſexûs, ſervatis gradibus ſuperioritatis inter vos elargiri.

Pouvoir de conferer les Ordres de Diacre & Soudiacre.

Ac ne Monachi dicti Ordinis pro ſuſcipiendis Subdiaconatûs & Diaconatûs Ordinibus extrà clauſtrum hinc indè diſcurrere cogantur, Tibi & ſucceſſoribus tuis ut quibuſcumque dicti Ordinis 3.
Monachis, aliis verò quatuor Abbatibus præfatis ac eorum ſucceſſoribus, ut ſuorum Monaſteriorum prædictorum Religioſis quos ad id idoneos repereritis, Subdiaconatûs & Diaconatûs Ordines hujuſmodi aliàs ritè conferre; ac cùm negotiorum qualitas pro 4.
tempore ingruentium id exegerit, anteaquam illuceſcat dies circà tamen diurnam lucem,ità quod id nec vobis nec Sacerdoti taliter in præſentiâ veſtrâ celebranti ad culpam valeat imputari, Miſſam in veſtrâ & cujuſlibet veſtrûm ac familiarium veſtrorum vobiſcum præſentiâ per voſmetipſos celebrare & per alium Sacerdotem idoneum facere celebrari. Et quia interdum propter mu- 5.
nus benedictionis quod per Epiſcopos Abbatibus & Abbatiſſis dicti Ordinis impenditur, contentiones ac privilegiorum Ordinis veſtri læſiones oriuntur ſub eo prætextu quod Epiſcopi præfati ex impenſione muneris hujuſmodi prætendunt aliquam poſtmodum in eos & eorum Monaſteria juriſdictionem & ſuperioritatem contrà dicti Ordinis veſtri privilegia habere, Tibi & ſucceſſoribus tuis prædictis dumtaxat, ut munus benedictionis hujuſmodi quibuſcumque dicti Ordinis Abbatibus & Abbatiſſis impendere ac Abbatibus & Abbatiſſis prædictis ut dictum munus à Te & ſucceſſoribus tuis præfatis recipere liberè ac licitè poſſitis & poſſint, Apoſtolicâ & ex certâ ſcientiâ tenore præſentium de ſpeciali dono gratiæ Indulgemus, Nonobſtantibus Conſtitutionibus & Ordinationibus Apoſtolicis necnon omnibus illis quæ in litteris privilegiorum & indultorum hujuſmodi conceſſum eſt non obſtare cæteriſque contrariis quibuſcumque: Proviſo quod hujuſmodi conceſſione antè diem celebrandi ſeu celebrari faciendi, parcè utamini quia cùm in altaris officio immoletur Dominus noſter Dei filius Jeſus Chriſtus qui candor eſt Lucis æternæ, congruit hoc

Pouvoir à l'Abbé de Cisteaux de benir les Abbez & Abbesses dans tout l'Ordre.

non noctis tenebris fieri sed in luce. Verùm quia difficile foret præsentes Litteras ad singula quæque loca in quibus expediens fuerit deferre, Volumus & præfatâ autoritate Decernimus quod illarum transsumptis manu publici Notarii indè rogati subscriptis & sigillo tuo aut alicujus Curiæ Ecclesiasticæ seu personæ in Ecclesiasticâ dignitate constitutæ munitis, ea prorsus fides indubia adhibeatur quæ præsentibus adhiberetur si essent exhibitæ vel ostensæ. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ concessionis, voluntatis & Constitutionis infringere vel ei ausu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Romæ apud sanctum Petrum anno Incarnationis Dominicæ millesimo quadringentesimo octuagesimo nono, v. Idus Aprilis, Pontificatûs nostri anno quinto. (9. Avril 1489.)

IVE BULLE OU BREF DU PAPE Innocent VIII. de l'an 1489.

SOMMAIRE.

Le Pape addresse sa Bulle à tous les Abbez, Abbesses, Prieurs & autres personnes de l'Ordre de Cisteaux, même aux Abbez Commendataires, pour leur donner avis que l'Abbé de Cisteaux s'estant chargé à la priere du Chapitre General, de visiter les Monasteres de l'Ordre en plusieurs Provinces, il leur ordonne tres-expressément de le recevoir tous pretextes cessans & d'obéir aux Reglemens qu'il fera, en le reconnoissant pour leur Pere Abbé & leur veritable Superieur General, de la maniere qu'il convient à un General; & pareillement de recevoir ses Commissaires & Deputez, sous peine d'excommunication & d'encourir les peines & censures mentionnées dans les Statuts de l'Ordre.

INNOCENTIUS Papa VIII. universis & singulis Abbatibus, Abbatissis, Prioribus, Commendatariis ac quibuslibet Regularibus personis Monasteriorum Ordinis Cisterciensis salutem &

Apostolicam Benedictionem. Aliàs percipientes quod Monasteria vestri Ordinis Cisterciensis utriusque sexûs præsertìm citrà montes reformatione & correctione non modicâ indigebant, Nos qui ab ineunte ætate Ordinem ipsum non mediocriter dileximus & diligimus, per alias nostras litteras dilectis filiis Capitulo Generali ejusdem Ordinis sub certis Censuris dedimus in mandatis quatenùs unum notabilem ex Abbatibus dicti Ordinis ad partes ipsas citrà montes mitterent qui Monasteria & loca utriusque sexûs ejusdem Ordinis visitaret & ea quæ reformanda forent juxtà statuta, privilegia, diffinitiones & morem dicti Ordinis reformaret prout in dictis Litteris pleniùs continetur : Quibus quidem Litteris Capitulo prædicto præsentatis, Capitulum ipsum & illius Diffinitores statuerunt & ordinarunt ut dilectus filius Joannes Abbas Cisterciensis, etiam attento quod nonnulli Conventus dictorum Monasteriorum citrà montes existentium ab obedientiâ Capituli Generalis & à statutis, consuetudinibus, privilegiis & observantiâ dicti Ordinis se subtrahere nitebantur, ad partes istas citrà montes personaliter se transferret & Monasteria & loca dicti Ordinis illorumque Abbates & fratres visitaret & ea quæ reformanda & corrigenda reperiret, reformaret & corrigeret; & ad hunc finem dictus Abbas Cisterciensis nostro se conspectui præsentavit multas ipsius Ordinis necessitates & jacturas tàm spirituales quàm temporales nobis exponens & remedia quærens opportuna : Quare Nos attendentes hujusmodi visitationis & reformationis opus summè esse necessarium & utile, Vobis & cuilibet vestrûm in virtute sanctæ obedientiæ & sub excommunicationis latæ sententiæ pœnâ, quam si contrà feceritis, eo ipso vos & quemlibet vestrûm incurrere Volumus, districtè præcipiendo Mandamus quatenùs receptis præsentibus Litteris (cessantibus quibuscumque exceptionibus, dilationibus & subterfugiis) ipsum Joannem Abbatem tanquam Caput dicti Ordinis & Patrem Abbatem vestrum ac totius Ordinis vestri Generalem recipiatis, & uti decet Abbatem Generalem cum debitis honore & reverentiâ tractetis, & ab ipso ac ab ejus Commissariis vos & Monasteria vestra visitari, corrigi & reformari juxtà dicti Ordinis statuta, privilegia & diffinitiones benignè suscipientes, ipsis in omnibus obediatis; Contradictores autem & rebelles seu inobedientes aut differentes sivè impedientes & quemlibet ipsorum excommunicationis sententiam & alias pœnas & censuras in statutis, privilegiis & ordinationibus Ordinis & Capituli

Ordre du Pape de recevoir l'Abbé de Cisteaux comme Pere, Chef & General de l'Ordre, & de luy obéir en tout.

Generalis prædictorum contentas eo ipso incurrere volumus: Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis ac quibusvis Indultis & Privilegiis autoritate Apostolicâ in contrarium forsan factis cæterisque contrariis non obstantibus quibuscumque, invocato si opus fuerit, ad id auxilio, consilio & favore brachii sæcularis. Datum Romæ apud sanctum Petrum sub annulo Piscatoris, die XXII. Aprilis anno millesimo quadringentesimo octuagesimo nono, Pontificatûs nostri anno quinto. Ja. Picherier.

V[e] BULLE DU PAPE INNOCENT VIII. de l'an 1489.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape fait l'éloge de l'Ordre de Cisteaux.*
2. *Il louë principalement & décrit la maniere de tenir en l'Abbaye de Cisteaux qui en est l'origine & le principe, l'Assemblée du Chapitre General dans lequel l'Abbé de Cisteaux assiste comme en estant le Chef, & tous les autres Abbez qui y viennent de toutes les Provinces de la Chrestienté, en sont comme les membres.*
3. *Il entre dans le détail de ce qui s'y fait pour tout ce qui concerne le bon & heureux gouvernement de l'Ordre, & explique les reglemens qui s'y font, les affaires qui s'y traitent & qui s'y terminent, les corrections qu'il fait jusqu'à y déposer des Abbez & des Abbesses qui l'ont merité, & les Commissions qu'il donne soit pour visiter soit pour juger des affaires concernant toutes sortes de nations.*
4. *Le Pape déplore le miserable état de l'Ordre causé par les Commendes qui s'y sont introduites, & par les appellations que l'on commence d'interjetter au Saint Siege, des Ordonnances des Superieurs : à quoy desirant pourvoir par la consideration particuliere qu'il a pour ledit Ordre.*
5. *Il défend tres-expressément sous peine de nullité & d'excommunication à toutes les personnes de l'Ordre, d'appeller hors d'iceluy non pas même au Saint Siege, des Ordonnances & Reglemens faits par l'Abbé de Cisteaux, ses deputez & les autres Superieurs, declarant nulles & frivoles leurs appellations.*

6. *Et deplus, il défend à tous les Officiers de la Chambre Apostolique, de rien faire ni expedier au préjudice de cette Bulle.*

INNOCENTIUS EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI.
AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

ET si pro cunctorum sub regulari observantiâ assiduè studio piæ vitæ Domino famulantium statu prosperè & salubriter dirigendo ex commisso Nobis desuper Apostolicæ servitutis officio paternis teneamur curis intendere, ad Religiosos tamen Cister- 1.
ciensis Ordinis quos præ cæteris ob eorum bonos & exemplares mores ac uberes fructus quos in agro militantis Ecclesiæ hactenùs afferre non cessarunt prout in dies non cessant, in visceribus gerimus charitatis, dirigimus oculos nostræ mentis & ad ea per quæ Religiosorum eorumdem ac Monasteriorum & locorum dicti Ordinis indemnitatibus consulitur, ac quæ ex eis reformatione pro tempore indigere noscuntur, sublatis quibusvis obstaculis & subterfugiis debitè per eorum superiores juxtà regularia dicti Ordinis instituta ac privilegia tam per nos quàm alios Romanos Pontifices Prædecessores nostros desuper providâ deliberatione concessa reformari possint, libenter interponimus sollicitudinis nostræ partes ac opportunæ provisionis remedia favorabiliter adhibemus prout id in Domino conspicimus salubriter expedire.

Sanè dudùm pro conservatione & augmento Cisterciensis Or- 2.
dinis qui à sui primævâ institutione plurimùm inter cæteros Ordines observantiæ regularis floruit ac suos palmites in agro militantis Ecclesiæ per diversas orbis partes ob Religiosorum dicti Ordinis doctrinam, vitæ sanctimoniam ac bonos & exemplares mores longè lateque disseminavit, ex Privilegiis & Ordinationibus Apostolicis ac etiam regularibus dicti Ordinis Institutis providè Statutum & Ordinatum fuit ut singulis annis in Monasterio Cisterciensi Cabilonensis Diœcesis (quod dicti Ordinis Cisterciensis caput, origo & fundamentum existit) Capitulum ipsius Cisterciensis Ordinis Generale celebretur, ad quod Abbas dicti Monasterii Cistercii pro tempore existens ut Caput, & alii ipsius Cisterciensis Ordinis Abbates de omnibus ferè Mundi partibus ut membra conveniunt; in quo diversa Ordinis prædicti negotia
statum & directionem illius ac personarum dicti Cisterciensis 3.

Reglement de l'Ordre pour la tenuë du Chapitre General, avec ce qui doit s'y faire.

Ordinis concernentia per Diffinitores dicti Capituli tractantur, diffiniuntur, ordinantur & terminantur, errores corriguntur & quæ reformatione indigent, reformantur & ad statum debitum reducuntur, ac Visitatores de Ordine ipso Cisterciensi ad visitandum Monasteria tàm virorum quàm Monialium ejusdem Cisterciensis Ordinis in diversis mundi partibus constituta deputantur etiam cum plenissimâ facultate & potestate reformandi, corrigendi, puniendi & si demerita id exegerint, Abbates Abbatiali & Abbatissas Abbatissali dignitatibus, ac alias administrationes & officia in dictis Monasteriis obtinentes officiis & administrationibus eorum privandi & eis de aliis personis idoneis juxta ipsius Cisterciensis Ordinis instituta regularia providendi.

4. Le Pape reconnoist que de porter les affaires hors de l'Ordre, c'est sa veritable ruine.

Verum quià à certis temporibus citrà, quamplura ex dicti Cisterciensis Ordinis Monasteriis atque locis diversis personis Ecclesiasticis Sæcularibus & Regularibus commendata fuerunt, & proptereà in ipsis Monasteriis atque locis pro majori parte regularis observantia & pristina vivendi norma defecerunt, ac in monasteriis atque locis prædictis Religiosi secundùm ipsius Ordinis Cisterciensis Observantiam regularem viventes non habentur, & Commendatarii prædicti ac etiam diversorum aliorum dicti Cisterciensis Ordinis Monasteriorum Abbates & Abbatissæ ac Priores & Monachi illorum normam & diffinitiones ejusdem Ordinis Cisterciensis minimè observantes, dum per dictos Visitatores visitantur, visitationem, correctionem & punitionem ipsorum Visitatorum cupientes evitare., ad impediendum Visitationem hujusmodi sæpenumero ab hujusmodi visitationibus, correctionibus, depositionibus & aliis per dictos Visitatores pro tempore factis ad Sedem Apostolicam appellationes interponunt, & hujusmodi appellationum causas per Sedem prædictam diversis judicibus delegatis tam in Romanâ Curiâ quàm extrà eam committi ac Visitatoribus præfatis inhiberi procurant, ex visitationibus hujusmodi quæ occasione dictarum appellationum impediuntur, effectus debitus succedere non potest; sicque delicta remanent impunita, Monasteria & regularia loca dicti Cisterciensis Ordinis non reformantur, & impunitas aliis præbet incentivum delinquendi; cùm Abbas dicti Monasterii Cistercii pro tempore existens ac dicti Ordinis Cisterciensis Visitatores tot diversis litigiorum anfractibus fatigati, hujusmodi appellationum causas prosequi non possint; ex quo nedum majoribus sed unicuique etiam cujuscumque inferioris condi-

tionis tribuitur in dies audacia appellandi & dictum Cisterciensem Ordinem diversis litigiorum anfractibus & expensis involvendi, non sine magno ipsius Cisterciensis Ordinis præjudicio & detrimento & pernicioso exemplo & scandalo plurimorum; & nisi provideatur quod in dicto Ordine Cisterciensi sit vera unio & obedientia debita Superioribus exhibeatur, ac visitationes & reformationes hujusmodi juxtà sanctorum Patrum decreta ac privilegia Apostolica & regularia dicti Cisterciensis Ordinis instituta (sublatis quibusvis impedimentis) debitè fieri possent, verisimiliter brevi de totali dicti Cisterciensis Ordinis ruinâ & desolatione est formidandum.

Nos igitur qui dictum ordinem Cisterciensem præ cæteris semper in visceribus gessimus & gerimus charitatis, & illum nedùm conservari sed in melius dirigi nostris potissimè temporibus supremis desideramus affectibus, in præmissis de opportuno remedio prout tenemur, providere Volentes aliorum Prædecessorum nostrorum Romanorum Pontificum qui providè per dicti Ordinis Cisterciensis personas extrà ipsum Ordinem Cisterciensem sub amissionis juris rei super quâ contenderetur ac aliis pœnis tunc expressis appellari non posse voluerunt, vestigiis inhærentes motu proprio non ad alicujus nobis super hoc oblatæ petitionis instantiam, sed de nostrâ merâ liberalitate & deliberatione maturâ ac ex certâ scientiâ & de Apostolicæ potestatis plenitudine, hujus perpetuæ & irrefragabilis Constitutionis Edicto autoritate Apostolicâ tenore præsentium, Statuimus, Decernimus & Ordinamus quod deinceps perpetuis futuris temporibus ab Abbate dicti Monasterii Cistercii pro tempore existente aut Visitatoribus per ipsum Abbatem aut Capitulum Generale dicti Cisterciensis Ordinis pro tempore deputatis, & ab eorum reformationibus, correctionibus, privationibus & depositionibus pro tempore factis nullatenùs extrà dictum Cisterciensem Ordinem, etiam ad Sedem prædictam nisi à dicto Capitulo Generali ac pro notoriâ & manifestâ injuriâ & in eventu denegatæ justitiæ secundùm formam & tenorem Privilegiorum & Statutorum ipsius Cisterciensis Ordinis, liceat Abbatibus, Abbatissis, Prioribus, Priorissis, Monachis & aliis personis dicti Cisterciensis Ordinis ac Commendatariis quibuscumque Monasteriorum & locorum Cisterciensis Ordinis ejusdem quovis modo appellare, Decernentes appellationes per eos sic pro tempore etiam ad Sedem prædictam inter- 5.

Le Pape défend d'appeller hors de l'Ordre même au Saint Siege, des Ordonnances, Corrections, & Reglemens qui sont faits par les Superieurs; & aux Officiers de la Cour Romaine de recevoir les appellations.

positas frivolas, irritas & inanes, ac eos amissionis juris quod eis in Monasteriis, Prioratibus & locis sic visitatis vel ad alia quomodolibet competierit, pœnam & si Pontificali vel aliâ Superiori dignitate prædicti, suspensionis à divinis, si verò aliis ab eis inferiores fuerint, excommunicationis à quâ nonnisi à Romano Pontifice præterquam in mortis articulo constituti absolvi
6. possint, sententiam eo ipso incurrere : Et si nihilominùs venerabili fratri nostro Roderico Episcopo Protuensi moderno & pro tempore existenti sanctæ Romanæ Ecclesiæ Vicecancellario ac dilectis filiis Correctori & de Majori Præsidentiâ Abbreviatoribus Litterarum Apostolicarum audientiæ contradictarum Procuratoribus cæterisque Officialibus tàm Cancellariæ Apostolicæ quàm Cameræ Secretariisque nostris ac omnibus ad quos quoquomodo spectat & spectare poterit quomodolibet in futurum, nè litteras aliquas etiam in formâ Brevis sivè Commissionis super hujusmodi appellationibus etiamsi supplicationes desuper per Nos seu de Mandato nostro etiam motu & scientiâ similibus & aliàs per Sedem eamdem signatæ forent etiam cum præsentis Constitutionis speciali, specificâ & expressâ derogatione expedire, ac Legatis & Nuntiis nostris & dictæ Sedis nunc & pro tempore existentibus nec causas appellationum hujusmodi etiam quarumcumque specialium facultatum eis pro tempore concessarum vigore committere & de illis se intromittere quoquomodo præsumant, districtiùs Inhibemus, Decernentes ex nunc irritum & inane si secùs super his à quoquam quavis autoritate etiam per Nos scienter vel ignoranter contigerit attentari, ac præsentibus per quascumque Litteras Apostolicas etiam similibus motu & scientiâ ac de Apostolicæ potestatis plenitudine pro tempore concessas ac quascumque clausulas etiam derogatoriarum derogatorias & insolitas in se continentes derogari non posse nisi de venerabilium fratrum nostrorum sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium consilio de quo etiam clarè constet, fuerit specialiter & expresè derogatum & hujusmodi derogatio per trinas Litteras nostras aut successorum nostrorum Romanorum Pontificum Canonicè intrantium Abbati Monasterii Cistercii, Visitatoribus ac Capitulo Generali hujusmodi diversis temporibus successivè præsentatas, fuerit prius intimata : sicque per quoscumque Judices & Commissarios etiam causarum Palatii Apostolicæ Auditores & ejusdem sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinales in quacumque instantiâ,

tiâ, (ſublatâ eis & cuilibet eorum quavis etiam aliâ interpretandi facultate) ſententiari, diffiniri & judicari debere ; Non obſtantibus præmiſſis ac Conſtitutionibus & Ordinationibus ac quibuſvis aliis Privilegiis, Indulgentiis & Litteris Apoſtolicis generalibus vel ſpecialibus quorumcumque tenorum exiſtant, per quæ præſentibus non expreſſa vel totaliter non inſerta effectus earum impediri valeat quomolibet vel differri, & de quibus quorumque totis tenoribus de verbo ad verbum habenda ſit in noſtris litteris mentio ſpecialis quæ quoad præmiſſa Nolumus cuique ullatenùs ſuffragari, necnon omnibus illis quæ in Litteris privilegiorum hujuſmodi conceſſa ſunt non obſtare cæteriſque contrariis quibuſcumque. Verùm quià difficile foret præſentes Litteras ad ſingula quæque loca in quibus expediens fuerit deferre, Volumus & eadem autoritate Decernimus quod illarum tranſſumptis manu publici Notarii indè rogati ſubſcriptis & ſigillo Abbatis Monaſterii Ciſtercii vel Viſitatorum prædictorum aut alterius Prælati ſeu perſonæ in dignitate Eccleſiaſticâ conſtitutæ aut Curiæ Eccleſiaſticæ munitis, ea prorsùs in judicio & extrà & aliàs ubilibet fides adhibeatur quæ præſentibus adhiberetur ſi eſſent exhibitæ vel oſtenſæ. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam noſtrorum Statuti, Conſtitutionis, Ordinationis, Inhibitionis, Decreti & voluntatis infringere vel ei auſu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Romæ apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominicæ milleſimo quadringenteſimo octuageſimo nono, III. Kalend. Maii, Pontificatûs noſtri anno quinto. (29. Avril [illegible]9.)



VIme BULLE DU PAPE INNOOCENT VIII. de l'an 1489.

SOMMAIRE.

Le Pape ordonne tres-expressement à tous les Abbez & Religieux de l'Ordre sous peine de desobéissance & d'encourir de fait l'excommunication, de porter toûjours l'habit regulier de l'Ordre, sans jamais le quitter ni au dedans ni au dehors des Monasteres, & défend de le changer sous quelque pretexte que ce soit.

INNOCENTIUS Papa VIII. dilectis filiis Cistercii Cabilonensis Diœcesis ac universis aliis Monasteriorum aliorum & locorum quorumlibet Cisterciensis Ordinis Abbatibus, Prioribus, Monachis & Conversis præsentibus & futuris Salutem & Apostolicam Benedictionem. Cùm sicut accepimus nonnulli ex vobis aliquandò habitum, licèt in ipso Ordine vestro permaneatis, mutare procurent contrà Constitutiones & Instituta regularia dicti Ordinis, non sine magno illius præjudicio & detrimento ac etiam scandalo plurimorum : Nos attendentes non esse æquum quod dùm in dicto Ordine permanetis alium habitum assumatis, vobis per præsentes in virtute sanctæ obedientiæ & sub excommunicationis latæ sententiæ pœnâ quam quilibet vestrûm contrà faciens eo ipso i[illegible]rat, & à quâ nonnisi à Romano Pontifice præterquàm in [illegible]tis articulo constitutus absolvi possit, districtè præcipiendo Mandamus ut de cætero perpetuis futuris temporibus, semper habitum dicti Ordinis tàm in Monasteriis & locis Ordinis ejusdem quàm extrà deferre, & illum nullatenùs etiam prætextu quorumcumque Privilegiorum & Indultorum vobis per Nos & Sedem Apostolicam aut Legatos ejusdem, sub quibusvis verborum formis & clausulis etiam derogatoriarum derogatoriis & insolitis concessorum quæ harum serie Revocamus & Annullamus ac pro nullis & infectis haberi volumus, quovis modo mutare præsumatis ; Decernentes ex nunc irritum & inane si secùs super his à quoquam quavis autoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari ; non obstantibus præmissis ac Constitutionibus &

Ordinationibus Apostolicis cæterisque contrariis quibuscumque. Datum Romæ apud Sanctum Petrum sub annulo Piscatoris die VIII. Augusti, anno millesimo quadringentesimo octuagesimo nono, Pontificatûs nostri anno quinto. (8. Aoust 1489.)

VII[E] BULLE DU PAPE INNOCENT VIII. de l'an 1489.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape addresse sa Bulle à l'Evêque de Chalon auquel il expose l'état de l'Ordre de Cisteaux & comment plusieurs Prélats ont surpris du Saint Siege, des pouvoirs d'en visiter divers Monasteres contre l'usage pratiqué jusqu'à lors & les Statuts qui le confirment.*
2. *Il en fait l'éloge en rapportant les grands services qu'il a rendus à l'Eglise.*
3. *Il declare nuls & revoque tous les pouvoirs qui peuvent avoir esté donnez par le Saint Siege pour ces sortes de Visites à quelques Evêques & Prélats que ce soit, & défend d'en donner de pareils à l'avenir.*
4. *Il fait tres-expresses défenses à tous ceux qui ne sont pas Religieux de l'Ordre, d'en executer aucune, sous diverses Censures.*
5. *Il commet l'Evêque de Chalon & toutes personnes constituées en dignité Ecclesiastique, notamment les Chanoines des Eglises Cathedrales qui en seront requis, de faire executer cette Bulle par toutes sortes de voyes.*

INNOCENTIUS Episcopus servus servorum Dei. Venerabili 1.
Fratri Episcopo Cabilonensi Salutem & Apostolicam Benedictionem. Fide dignorum relatione accepimus quòd licèt Monasteria & alia religiosa loca Cisterciensis Ordinis tam virorum quàm mulierum illorumque personæ dudùm Sedis Apostolicæ per diversos Romanos Pontifices prædecessores nostros subjecta illisque & Ordini prædicto diversa privilegia & immunitates providè per Sedem prædictam concessa fuerint, ac Patres Abbates aut Commissarii à Generali Capitulo dicti Ordinis seu Abbate Cistercii

Cabilonensis Diœcesis pro tempore existente, pro tempore deputati, certis temporibus Monasteria & loca hujusmodi juxtà eorum regularia instituta hactenùs laudabiliter observata visitare consueverint; tamen nonnulli Archiepiscopi, Episcopi & alii sæculares Prælati asserentes se ad id à Nobis & Sede prædictâ specialem per nostras & ejusdem Sedis litteras, etiam cum derogatione privilegiorum, exemptionum ac immunitatum hujusmodi habere facultatem, Monasteria, loca & personas hujusmodi in dies visitare velle ac jura visitationum ordinaria necnon charitativa subsidia petere & exigere conantur in non modicum Ordinis & personarum prædictarum præjudicium & detrimentum & eis concessorum privilegiorum læsionem.

2. Nos igitur qui Ordinem præfatum illiusque personas propter uberes fructus quos continuè in agro militantis Ecclesiæ afferunt, præ cæteris in visceribus gerimus charitatis, Nobis persuadentes quòd Monasteria & loca ac personæ dicti Ordinis aliâ visitatione non indigent, quàm illâ quæ per Patres Abbates seu Commissarios ac alios per suos Superiores ad id pro tempore deputatos fieri consuevit, qui optimè de his quæ pro visitatione Monasteriorum, locorum & personarum prædictarum necessaria existunt, instructi habentur & propterea non intendentes quòd per alios quàm præfatos & aliàs, juxtà dicti Ordinis Regularia Instituta visitentur.

3. Motu proprio non ad alicujus Nobis super hoc oblatæ petitionis instantiam, sed de nostrâ merâ deliberatione & ex certâ scientiâ, autoritate Apostolicâ tenore præsentium Declaramus omnes & singulas litteras à Nobis hactenùs quovis modo etiam motu & scientiâ similibus concessas, super visitationibus Monasteriorum & locorum prædictorum per alios quàm dictos præsidentes, ac alios prædictos & juxtà eorumdem Ordinum Regularia Instituta aut generalia vel specialia Privilegia faciendis, quascumque clausulas etiam derogatoriarum derogatorias, ac Privilegiis prædictis omninò derogantes in se continentes, motu & scientiâ similibus Revocamus, Cassamus, Irritamus & Annullamus, ac viribus omninò vacuamus, dictumque Ordinem in suum pristinum & eum statum in quo antequam illæ emanarent quomodolibet existebat Restituimus, Reponimus & plenariè Redintegramus, Statuentes & Decernentes paribus motu & scientiâ, quod de cætero perpetuis futuris temporibus Monasteria & loca prædicta prætextu qua-

Le Pape revoque toutes les Commissions données jusqu'alors à toutes personnes qui ne sont pas de l'Ordre, d'en visiter les Monasteres, & défend d'en donner à l'avenir les declarant de nul effet.

rumcumque aliarum Litterarum Apostolicarum per nos & Sedem prædictam in posterum etiam motu & scientiâ similibus, & ex quibuscumque causis ac cùm quibusvis clausulis etiam derogatoriarum derogatoriis efficacissimis & insolitis, etiam præsentibus expressè derogantibus, & etiam si illæ in eis de verbo ad verbum insertæ forent in posterum, etiam ad instantiam Imperatoris, Regum, Ducum, Principum & aliarum personarum quarumcumque, cujuscumque dignitatis, statûs, gradûs, ordinis & conditionis concedendarum, visitari non possint.

Districtiùs in virtute sanctæ obedientiæ & sub censuris Eccle- 4.
siasticis Inhibentes quibuscumque Visitatoribus suprà nominatis, exceptis hactenùs & pro tempore deputatis, etiam si Patriarchali, Archiepiscopali, Episcopali aut quavis aliâ Ecclesiasticâ dignitate fulgerent, nè prætextu quarumcumque facultatum & commissionum in genere vel in specie visitandi eis concessarum, & factarum se de Monasteriis, locis, personis & Ordine prædictis intromittere quomodolibet præsumant : Ac Decernentes exnunc irritum & inane si secùs super his à quoquam quavis autoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari.

Quocircà fraternitati tuæ ac quibuscumque Cathedralium etiam 5.
Metropolitanarum Ecclesiarum Canonicis ac in dignitate Ecclesiasticâ constitutis personis, quos seu quas Abbates, Priores & aliæ personæ locorum & Monasteriorum prædictorum pro tempore existentes, & quilibet ipsorum duxerint requirendos ; motu & scientiâ similibus Mandamus quatenùs ipsi vel duo, aut plures seu unus eorum per se vel alium seu alios, ipsis in præmissis efficacis defensionis præsidio assistentes non permittant Monasteria & loca prædicta illorumque personas quomodolibet aliàs quàm ut præmittitur, quomodolibet visitari, seu ab illis quæcumque etiam charitativa subsidia exigi aut occasione alicujus visitationis vel aliàs contrà præsentium tenorem molestari : Molestatores necnon contradictores quoslibet & rebelles per censuras Ecclesiasticas & alia juris opportuna remedia cum illarum aggravatione & reaggravatione, quoties opus fuerit, appellatione postpositâ compescendo ; invocato etiam ad hoc si opus fuerit, auxilio brachii sæcularis : Non obstantibus præmissis ac fœlicis recordationis Bonifacii Papæ VIII. prædecessoris nostri quibus cavetur nè quis extrà suam civitatem vel Diœcesim nisi in certis exceptis casibus & in illis ultrà unam diætam à fine suæ Diœcesis ad judicium

evocetur, seu nè Judices à Sede deputari prædictâ, extrà civitatem vel Diœcesim in quibus deputati fuerint, contrà quoscumque procedere aut alii vel aliis vices suas committere præsumant, & de duabus diætis in Concilio Generali editâ ac aliis constitutionibus & ordinationibus Apostolicis contrariis quibuscumque; aut si aliquibus communiter vel divisim ab eadem sit Sede indultum quod interdici, suspendi vel excommunicari aut extrà vel ultrà certa loca ad Judicium evocari non possint, per Litteras Apostolicas non facientes plenam & expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem, & quibuslibet aliis Privilegiis, Indulgentiis & Litteris Apostolicis generalibus vel specialibus quorumcumque tenorum existant per quæ præsentibus non expressa vel totaliter non inserta effectus earum impediri valeat quomodolibet vel differri, & de quibus quorumcumque totis tenoribus de verbo ad verbum habenda sit in nostris litteris mentio specialis quæ quoad præmissa nolumus eis ullatenùs suffragari. Verùm quià difficile foret præsentes Litteras ad singula quæque loca in quibus expediens fuerit deferre, Volumus quod illarum transsumptis manu publici Notarii subscriptis & sigillo Prælatorum dicti Ordinis vel alicuju[illegible]rum aut alterius in Ecclesiasticâ dignitate constitutæ personæ seu cujusvis Curiæ Ecclesiasticæ munitis ea prorsus in judicio & extrà & aliàs ubilibet fides adhibeatur quæ præsentibus adhiberetur si forent exhibitæ vel ostensæ. Datum Romæ apud Sanctum Petrum anno Incarnationis Dominicæ millesimo quadringentesimo octuagesimo nono, Idibus Augusti, Pontificatûs nostri anno quinto. (13. Aoust 1489.)

BULLE DU PAPE PIE IV. de l'an 1563.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape rapporte la remontrance qui luy a esté faite sur l'état ou se trouvoit pour lors l'Ordre de Cisteaux à cause des Commendes qui s'y sont introduites & qui l'ont tout défiguré.*
2. *Et desirant remedier à tous les malheurs dont il est menacé, fait à cet effet plusieurs Reglemens qui luy paroissent tres-*

necessaires : il revoque toutes les Commissions qu'il avoit données à divers Prélats, Evêques & autres pour en visiter les Monasteres, comme aussi les exemptions qui en soustrahoient plusieurs, ordonnant que ce sera l'Abbé de Cisteaux General de l'Ordre, ses Vicaires & Deputez & les autres Superieurs qui y feront les Visites, avec ordre exprés à tous les Monasteres de les recevoir & leur obëir sous peine de desobëissance & diverses Censures, & défenses aux Evêques & autres de s'en entremettre & de les en empescher.

3. *Il confirme & renouvelle tous les Privileges jusqu'alors accordez audit Ordre par les Papes depuis son origine, notamment ceux qui concernent les Commendes, ensemble tous les Statuts & Reglemens faits par le Chapitre General ; avec declaration expresse que les Commendataires n'ont aucune jurisdiction dans les Monasteres dont ils sont pourvûs.*

4. *Il ordonne que dans les Monasteres qui sont en Commende, il y aura une Mense pour la Communauté separée de celle de l'Abbé, avec des revenus suffisans pour l'entretenir & faire les autres charges, reparer les bâtimens, faire les aumônes, payer les contributions &c.*

5. *Enfin, le Pape défend de supprimer & unir aucun Monastere de l'Ordre en faveur de quelqu'autre Ordre que ce soit, & de recevoir aucune Religieuse qui n'en soit pas, autrement que par le ministere du Pere Abbé du Monastere aux conditions prescrites.*

6. *Cette Bulle ne peut estre accusée ni soupçonnée de subreption ni d'aucun autre vice & se termine par les clauses ordinaires.*

PIUS EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI, AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

IN eminenti Apostolicæ dignitatis speculâ meritis licèt imparibus divinâ dispositione Vocati, ad ea libenter intendimus per quæ singuli Religionum Ordines abusibus & incommodis quæ in eos tractu temporis diversimodè irrepserunt, eliminatis non solùm antiquis suis prærogativis & dignitati restituantur, sed etiam regularia earum instituta ad divinæ Majestatis laudem & gloriam in posterum stabiliantur ; & ut id votivè succedat, his quæ per Ro-

Cette Bulle est rapportée toute entiere au Grand Bullaire Romain pour la soixante-dixiéme Constitution de ce Pape.

manos Pontifices prædecessores nostros prudenter concessa ordinataque fuerunt, ut firma perpetuò & illibata persistant, libenter cùm à nobis petitur, Apostolici roboris firmitatem adjicimus, illaque nonnunquam innovamus & ampliamus ac aliàs super his disponimus prout personarum temporumque conditione pensatâ conspicimus in Domino salubriter expedire.

1. Sanè exhibita nobis nuper pro parte dilecti filii Ludovici Abbatis Cistercii Cabilonensis Dioecesis petitio continebat quòd licèt Ordo Cisterciensis in summâ puritatis & devotionis perfectione per multa retroactorum annorum sæcula, ac tamdiu exemplari Religiosorum suorum vita atque sanctimonia non solùm in Regno Franciæ ubi supremum ejus Caput videlicet Cistercii prædictum cum aliis quatuor illius præcipuis nempe Firmitatis, Pontiniaci, Clarævallis & Morimundi, Cabilonensis prædictæ ac Autissiodorensis & Lingonensis Dioecesum, respectivè Monasteriis quæ Filiæ Cistercii nuncupantur, sed etiam per alia ferè universa Christiani orbis climata cum bonæ famæ & virtutum odore eximioque Religionis decore ad ædificationem militantis Ecclesiæ, quamdiu juxta sanctorum Patrum institutiones & regularia illius instituta præfatis aliisque Monasteriis de Monachorum dicti Ordinis personis provisum, ejusque laudabilia instituta, ritus, consuetudines & privilegia firmiter observata fuerunt (Domino cooperante) floruerit : Nihilominùs à pluribus annis citrà, præsertìm postquam pleraque Monasteriorum & Prioratuum suorum aliis quàm dicti Ordinis personis commendari, à Superioris obedientiâ, per exemptionum, unionum aliasque diversas vias, tanquam membra à suo corpore divelli, abstrahi & dismembrari cœperunt, specioso illo regularis disciplinæ candore paulatim offuscato, universus Ordinis status in miserabilem dispersionem & desolationem prolapsus est. Cùm autem sicut eadem petitio subjungebat, tantis hujus olim Deo mortalibusque gratæ Religionis incommodis, aliter quàm per antiquorum statutorum, consuetudinum, rituum & privilegiorum prædictorum undiquè convulsorum & diversimodè oppressorum restitutionem mederi non posse videatur; pro parte ejusdem Ludovici Abbatis asserentis se Romam his periculosis temporibus, opis super hoc à Nobis implorandæ gratiâ personaliter accessisse, Nobis fuit humiliter supplicatum quatenus afflictis ejusdem Ordinis rebus succurrentes, exemptiones ab ipsius Ordinis Superioribus per ejus personas

L'Ordre de Cisteaux a beaucoup paru & édifié l'Eglise, tant que ses Monasteres ont esté gouvernez par des Superieurs Reguliers.

personas aliaque privilegia contrà illum per quosvis ab Apostolicâ Sede obtenta, moderari, ac præfatis statutis, consuetudinibus, ritibus & privilegiis pro illorum firmiori subsistentiâ, robur Apostolicæ confirmationis adjicere illaque renovare ac aliàs in præmissis opportunè providere de benignitate Apostolicâ dignaremur.

Nos igitur qui Ordinis prædicti Nobis & dictæ Sedi imprimis devoti, decus & integritatem suique pristini candoris restitutionem sincero desideramus affectu, ipsum Ludovicum Abbatem à quibusvis excommunicationis, suspensionis & interdicti aliisque Ecclesiasticis sententiis, censuris & pœnis à jure vel ab homine quavis occasione vel causâ latis, si quibus quomodolibet innodatus existit, ad effectum præsentium dumtaxat consequendum harum serie absolventes & absolutum fore censentes, necnon omnium & singulorum infrascriptorum, immunitatum, libertatum, exemptionum, indulgentiarum etiam plenariarum, conservatoriarum facultatum, ordinationum, statutorum, privilegiorum, indultorum & aliarum gratiarum ac literarum desuper expeditarum tenores præsentibus pro sufficienter expressis habentes, hujusmodi supplicationibus inclinati, omnes & singulas ab Abbate Cistercii aliisque Superioribus & Capitulo Generali Ordinis hujusmodi ejusque Deputatis, immunitates, libertates & exemptiones quibusvis tam virorum quàm Sanctæ Catharinæ Caietanæ & Sanctæ Mariæ de Cœlestia nuncupatæ Venetiarum, aliisque Monialium Monasteriis ac Prioratibus & aliis regularibus locis dicti Ordinis, ac dilectis filiis Abbatibus & Prioribus dilectisque in Christo filiabus Abbatissis & Priorissis, necnon Conventibus, Capitulis & personis eorumdem tam in Galliâ, Italiâ, Hispaniâ, Portugaliâ, Germaniâ, Angliâ & Scotiâ, quàm alibi ubilibet consistentibus: Ità quod immunitatibus, libertatibus & exemptionibus hujusmodi non obstantibus, pro tempore existentes Abbas Generalis nuncupatus & alii Superiores dicti Ordinis eorumque Vicarii, juxtà ipsius Ordinis instituta, Monasteria, Prioratus & loca prædicta ac illorum personas, tam in capitibus quàm in membris visitare liberè & licitè valeant. Ac quæcumque privilegia & indulta Apostolica visitandi Monasteria tam virorum quàm mulierum Ordinis hujusmodi quibusvis Venerabilibus Fratribus nostris Patriarchis, Archiepiscopis, Episcopis ac dilectis filiis aliis locorum Ordinariis, Ab-

2. Le Pape prend le dessein de travailler efficacement à son rétablissement par le renouvellement de ses privileges.

Revocation des exemptions données au préjudice de l'Ordre.

Confirmation du pouvoir à l'Abbé de Cisteaux General de l'Ordre de visiter, & aux autres Superieurs, dans tous les Monasteres.

Revocation des pouvoirs accordez pour visiter au préjudice de l'Ordre, aux Ordinaires.

batibus & aliis quàm Generali Cisterciensi prædicto ac aliis quatuor primis nuncupatis quatuor Monasteriorum filiarum Cistercii nuncupatorum prædictorum Abbatibus, cæterisque Superioribus ejusdem Ordinis ad id ab ipso Generali Capitulo deputatis, personis cujuscumque statûs, gradûs, Ordinis & præeminentiæ existentibus, per quoscumque Romanos Pontifices prædecessores nostros ac Nos & Sedem prædictam, etiam ad quorumvis etiam Imperatorum, Regum, Reginarum, Ducum & aliorum Principum instantiam, vel etiam motu proprio & ex certâ scientiâ etiam consistorialiter & cum causæ cognitione, sub quibuscumque tenoribus & formis ac cum quibusvis etiam derogatoriarum derogatoriis clausulis irritantibusque ac aliis decretis hactenus quomodolibet concessa, ac etiam iteratis vicibus approbata & Apostolicas ac alias litteras desuper confectas & inde secuta quæcumque ad hoc dumtaxat ut Abbati Generali & aliis Superioribus Ordinis eorumque Vicariis, Monasteria hujusmodi ut suprà dictum est visitare liceat, autoritate Apostolicâ tenore præsentium Moderamus & Limitamus.

Défenses tres-expresses à tous Evêques & Ordinaires, d'empêcher l'Abbé General & les autres Superieurs de l'Ordre de visiter &c.

Inhibentes Patriarchis, Archiepiscopis, Episcopis & aliis Superioribus Prælatis, videlicet sub interdicti ingressûs Ecclesiæ ac suspensionis à divinis, Abbatibus verò & aliis inferioribus præfatis cæterisque quibuscumque personis, sub excommunicationis latæ sententiæ pœnis, ne Abbatem Generalem & alios Superiores Ordinis eorumque Vicarios præfatos quominùs visitationes juxtà regularia Ordinis instituta hujusmodi liberè facere possint per se vel interpositas personas directè vel indirectè aut aliàs quoquomodo impedire audeant vel præsumant.

Commandement à tous les Religieux & Religieuses de recevoir l'Abbé General & les autres Superieurs en leurs Visites & de leur obéïr, sous peine de desobéïssance & d'excommunication.

Ipsis autem Monasteriorum & aliorum locorum prædictorum Abbatibus, Abbatissis, Prioribus, Conventibus, Monachis, Monialibus & personis, ut Generalem aliosque Abbates, Superiores & Vicarios præfatos (ut præfertur) visitare volentes, benignè recipiant, eisque & eorum mandatis in concernentibus eorum visitandi officium hujusmodi pareant & humiliter obediant, in virtute sanctæ obedientiæ & sub similis excommunicationis pœnâ districtè præcipiendo Mandamus.

Le Pape confirme tous les Privileges accordez par les Papes depuis le commencement de l'Ordre.

3. Et insuper universa & singula privilegia, prærogativas, immunitates, exemptiones, libertates & indulgentias plenarias quatenùs sunt in usu, conservatorias facultates, indulta & alias gratias Cistercii & quatuor filiabus nuncupatis Monasteriis & Ordini ejusque Ca-

pitulo Generali, Deffinitoribus & aliis Superioribus præfatis, per piæ memoriæ Paschalem II. Calistum etiam II. Eugenium III. Alexandrum etiam III. Lucium similiter III. Honorium etiam III. Gregorium IX. Innocentium IV. Sixtum pariter IV. præsertim Commendas & Commendatarios Monasteriorum & aliorum locorum Ordinis hujusmodi concernentia, & quod Commendatarii pro tempore existentis, nullam in Monasteria dicti Ordinis sibi commendata & eorum Monachos jurisdictionem exerceant, ac etiam super privilegiorum aliarumque gratiarum ipsi Ordini concessarum confirmatione sub quarto & sexto Idus Martii, quinto Nonas, & quarto Idus Martii, quinto & sexto Idus Martii, sexto anno Pontificatûs sui datarum respectivè, & quoscumque alios Romanos Pontifices prædecessores nostros ac Nos & Sedem prædictam hactenùs quomodolibet concessa.

Les Commendataires n'ont aucune jurisdiction sur & dans les Monasteres qu'ils tiennent en Commende.

Necnon ordinationes & statuta ab exordio fundationis ejusdem Ordinis usque in præsentem diem in dicto Generali Capitulo concorditer etiamsi in usu esse desierint dummodò infra lapsum temporis immemorabilis videlicet centum annorum in desuetudinem non abierint; ac præthereà super contributionibus per omnia & singula ejusdem Ordinis Monasteria Abbati Cistercii seu Capitulo Generali prædictis faciendis & solvendis, ità quod omnes etiam Commendatarii ad illarum solutionem etiam sub similis excommunicationis latæ sententiæ pœnâ teneantur & ad id etiam (quibuscumque privilegiis etiam ab ipso sæpè obtentis nonobstantibus) compelli possint; ac prout illa concernunt, omnia & singula alia in litteris Apostolicis aliisque documentis desuper confectis contenta & inde secuta quæcumque, licita tamen & honesta, iisdem autoritate & tenore ex certâ scientiâ Confirmamus & Approbamus ac illis perpetuæ & inviolabilis firmitatis robur Adjicimus, omnesque & singulos juris & facti defectus si qui forsan intervenerint in eisdem, Supplemus. Ac potiori pro cautelâ eadem omnia & singula privilegia, prærogativas & facultates, exemptiones, indulgentias, conservatorias, indulta & alias gratias eisdem modo & formâ, quæ Ordini ejusdemque Abbatibus, Capitulo Generali & Superioribus præfatis, per dictos prædecessores nostros concessa sunt, illis de novo autoritate & tenore præsentium Concedimus & Innovamus.

Le Pape confirme aussi tous les Statuts & Reglemens faits par le Chapitre General.

Et oblige tous les Monasteres même les Abbez Commendataires à payer les Contributions dûës au Chapitre General tous les ans.

SUITE ET CONTINUATION DE LA BULLE *du Pape Pie IV. de l'an 1563.*

4. ET prætereà quod in Monasteriis dicti Ordinis quæ diversis personis etiam si Episcopi, Archiepiscopi, Patriarchæ & S. R. E. Cardinales existant, de præsenti commendata esse reperiuntur & in futurum commendari seu aliàs quoquo modo aliis quàm Ordinis ipsius personis concedi continget, ubi non fuerit instituta mensa Conventualis ab Abbatiali mensâ distincta & separata cum annuis fructibus, reditibus & proventibus juxtà Monasteriorum ipsorum facultates competentibus & honestis pro sufficienti Conventus & Monachorum aliorumque Religiosorum ejusdem Ordinis, numero in unoquoque ex ipsis Monasteriis per ipsos Generalem & cæteros Ordinis ipsius Superiores aut eorum Vicarios ordinando; ad quam mensam instituendam congruosque reditus assignandos ipsi Commendatarii omninò teneantur, & ad id etiam per censuras Ecclesiasticas, fructuum, redituum & proventuum sequestrationes & alia oportuna juris remedia cogi possint. & debeant. Et quià sicut accepimus, in multis dicti Ordinis tam virorum quàm mulierum Monasteriis quamplures Mendicantium & aliorum Ordinum Religiosi utriusque sexûs ab immemorabili tempore citrà se intruserunt & persæpè se intrudere præsumunt, quod illi vel indè realiter & cum effectu ejiciantur vel saltem habitum infrà annum suscipiant ac Professionem regularem ejusdem Cisterciensis Ordinis expresè emittant, debitamque obedientiam & reverentiam illius Abbati Generali & reliquis Superioribus præfatis præstent, ac divinum secundùm ipsius Ordinis morem celebrent Officium seque regularibus ejus institutis omninò conforment.

Etablissement d'une Mense Conventuelle separée de celle de l'Abbé Commendataire.

Défense de retenir dans les Monasteres aucun Religieux mendiant à moins qu'ils n'y fassent Profession.

5. Uniones autem, annexiones & incorporationes ac suppressiones & extinctiones Monasteriorum & Prioratuum ejusdem Ordinis, aut fructuum, redituum & proventuum illorum dismembrationes & locis aliis quantumlibet piis applicationes & aliæ quævis perpetuæ illorum alienationes cuicumque alteri loco, ex quavis causâ quantumcumque honestâ urgenti & necessariâ, absque speciali & expresso ejusdem Abbatis Generalis pro tempore existentis consensu in scriptis, causâque prius à Capitulo præfatis vel aliàs ritè cognitâ etiam per Nos & Sedem prædictam, etiam

Le Pape défend les suppressions des Benefices de l'Ordre en tout ou en partie pour les unir à d'autres, sans le consentement de l'Abbé General de Cisteaux & du Chapitre General.

de Fratrum consilio ac ad quorumvis etiam Imperatoris, Regum, Reginarum, Ducum & aliorum Principum instantiam, deinceps nullatenùs fieri possint & si aliter fiant, nullius omninò sint roboris, neque Ordo ejusque Superiores & personæ præfatis litteris desuper conficiendis obedire debeant : In his verò quæ hactenùs unita, annexa & incorporata fuerunt, servetur præcisè forma singularum litterarum super his unionibus, incorporationibus seu applicationibus aut aliis quibuscumque dispositionibus expeditarum ; Ità tamen ut Monachi in singulis Monasteriis hujusmodi degentes sint & remaneant sub obedientiâ & correctione Abbatis Generalis aliorumque Superiorum Ordinis Cisterciensis prædictorum & suorum Vicariorum in omnibus & per omnia perindè ac si uniones, annexiones & incorporationes hujusmodi non emanassent, etiamsi in illis aliter caveretur, & usus non tamen à tempore immemorabili ut præfertur, contrarium obtineat, quæ contrà præsentis statuti tenorem nemini suffragentur.

Aucune Religieuse d'un autre Ordre ne peut estre reçûë Abbesse dans celuy de Cisteaux que par le Pere immediat : toutes seront tenuës de payer les Contributions dûës au Chapitre General.

Postremò, quod nullæ alterius Ordinis Moniales in Abbatissas Monasteriorum Monialium dicti Ordinis assumi vel si assumantur in eisdem Monasteriis recipi possint nisi illorum immediato Patre Superiore præsente qui illis habitum exhibeat & ab eis tria substantialia vota necnon juramenta observandi statuta dicti Ordinis & secundùm ea vivendi recipiat ; quodque omnia & singula Monasteria Ordinis hujusmodi tam virorum quàm mulierum ubicumque existentia seu eorum Abbates vel Priores etiam Commendatarii Abbatissæque vel Priorissæ in signum obedientiæ & superioritatis solita regalia videlicet Contributiones solitas etiam Abbati Cistercii & Capitulo Generali præfatis (omnibus exceptione, recusatione, præscriptione & aliâ excusatione penitùs cessantibus) annuatìm solvere teneantur & ad id compelli possint sub excommunicationis latæ sententiæ pœnâ, eisdem sententia, autoritate & tenore perpetuò Statuimus & Ordinamus. 6. Ac limitationem, moderationem, inhibitionem, præceptum, mandatum, approbationem, confirmationem, adjectionem, suppletionem, concessionem, innovationem, statuta & ordinationes aliaque præmissa ac præsentes litteras de subreptionis vel obreptionis aut nullitatis vitio seu intentionis nostræ defectu, quovis prætextu quæsitoque colore aut ingenio nullatenùs notari, argui vel impugnari posse, neminemque illa quavis de causâ

Ce Privilege ne peut estre soupçonné & accusé de surreption & se termine par les clauses ordinaires.

etiam justissimâ impugnantem in Judicio vel extrà audiendum esse, nec illa sub quibusvis similium vel dissimilium concessionum gratiarumque revocationibus, suspensionibus, modificationibus, limitationibus vel derogationibus etiam per Nos & successores nostros ac Sedem prædictam, etiam Imperatoris, Regum, Reginarum, Ducum & aliorum Principum intuitu & contemplatione aut in eorum aut etiam in nullius favorem, sub quibuscumque tenoribus & formis ac cum quibusvis clausulis ac etiam in vim contractûs aut legis seu statuti perpetui inducentibus decretis & aliàs quomodolibet concessis & concedendis, ac quibusvis constitutionibus & ordinationibus Apostolicis desuper quomodolibet editis & edendis aliquatenùs comprehendi, neque illis ullo unquam tempore etiam per Sedem prædictam derogari posse nec derogatum censeri, nisi de toto tenore & datâ præsentium expressa mentio habita & derogatio, suspensio, limitatio, revocatio aliaque prædicta de Cistercii aliorumque quatuor primorum nuncupatorum Abbatum prædictorum expresso consensu facta fuerint, ut si aliter derogari, suspendi, revocari, limitari, corrigi aut emendari contigerit, hujusmodi derogationem, suspensionem, revocationem, limitationem, correctionem & emendationem nullius esse roboris vel momenti, & quoties illæ vel illa emanabunt, toties in pristinum & validissimum statum restituta & de novo etiam sub quacumque datâ per ipsum Abbatem Cistercii pro tempore existentem eligendâ, concessa esse & censeri.

Et ità per quoscumque Judices & Commissarios quavis autoritate fungentes etiam S. R. E. Cardinales ac causarum Palatii Apostolici Auditores, sublatâ eis & eorum cuilibet quavis aliter judicandi & interpretandi autoritate & facultate, judicari, deffiniri & interpretari debere; & quidquid secùs à quoquam quavis autoritate scienter vel ignoranter attentari contigerit, irritum & inane Decernimus. Non obstantibus præmissis, ac nostrâ de non tollendo jus quæsitum & aliis quibusvis Apostolicis necnon in Provincialibus & Synodalibus Conciliis editis generalibus vel specialibus constitutionibus vel ordinationibus ac quibuslibet etiam juramento, confirmatione Apostolicâ vel quavis firmitate roboratis statutis & consuetudinibus, declarationibus & decretis, privilegiis quoque, indultis & litteris Apostolicis præfatis aliisque Congregationibus, Præsulibus, Abbatibus, Ecclesiis, Monasteriis, Capitulis, Conventibus, Provinciis ac personis, sub quibuscum-

que tenoribus & formis ac sub quibusvis etiam derogatoriarum derogatoriis aliisque efficacioribus & insolitis clausulis irritantibusque & aliis decretis in genere vel in specie etiam motu simili aut etiam consistorialiter ac aliàs quomodolibet concessis & etiam iteratis vicibus approbatis & innovatis, quibus omnibus & singulis etiam si pro illorum sufficienti derogatione de illis eorumque totis tenoribus specialis, specifica, expressa & individua, non autem per clausulas generales idem importantes mentio seu quævis alia expressio habenda aut aliqua alia exquisita forma ad hoc servanda foret, illorum veriores tenores, formas & decreta in eis apposita ac si de verbo ad verbum insererentur præsentibus pro sufficienter expressis & insertis habentes, illis aliàs ex suo robore permansuris, hac vice dumtaxat specialiter & expressè Derogamus & sufficienter Derogatum esse Decernimus cæterisque contrariis quibuscumque. Et quia difficile foret easdem præsentes ad diversa loca Provinciasque circumferre, Volumus & dictâ autoritate Decernimus quod illarum transsumptis seu exemplis etiam formis impressis, manu alicujus publici Notarii subscriptis & Sigillo Abbatis Generalis aut alicujus ex aliis Superioribus Ordinis hujusmodi munitis, plena & indubia ac ea prorsùs fides ubique etiam in judicio adhibeatur quæ ipsis originalibus Litteris adhiberetur, si forent exhibitæ vel ostensæ. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ Constitutionis & voluntatis infringere vel ei ausu temerario contraïre : Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Romæ apud sanctum Petrum anno Incarnationis Dominicæ millesimo quingentesimo sexagesimo tertio, Kal. Octobris, Pontificatûs nostri anno quarto. (*6. Octobre 1563.*)



PREMIERE BULLE DU PAPE PIE V. de l'an 1567.

SOMMAIRE.

1. *Cette Bulle est un Jugement contradictoire que rend le Pape sur une contestation portée devant Sa Sainteté entre un Abbé Commendataire & la Communauté d'un Monastere de l'Ordre de Cisteaux, au sujet de la Cotte-morte & dépouille laissée par le Prieur de ce Monastere à son deceds, & qui estoit prétendue par ce Commendataire & les Officiers de la Chambre Apostolique d'une part ; & de l'autre, par la Communauté des Religieux.*
2. *Le Pape voulant se conformer à ce qui a esté déja reglé cy-devant en pareille occasion par ses Prédécesseurs touchant les Cottes-mortes ainsi délaissées par les Religieux de l'Ordre à leur mort, il en fait un Reglement general ; & decide & declare tant contre lesdits Officiers que contre les Commendataires, qu'aucuns d'eux ne peuvent & ne doivent prétendre ni s'approprier ces sortes de Cottes-mortes à l'égard d'aucun Religieux de l'Ordre, ce qui est conforme à l'usage & aux Statuts.*
3. *Il établit des Juges à cet effet & pour maintenir l'Ordre dans la jouissance de ce privilege, avec ordre de l'en faire jouir, sous peine d'excommunication ; & tout le reste des clauses ordinaires.*

PIUS PAPA V.
AD FUTURAM REI MEMORIAM.

Cette Bulle est rapportée au grand Bullaire Romain pour la quarante-sixiéme Constitution de ce Pape.

DECET Romanum Pontificem justitiæ supremum assertorem ad ea libenter intendere per quæ gratiæ à Sede apostolicâ in favorem quarumcumque præsertim Religiosarum personarum pro tempore emanatæ suum ut par est consequantur effectum, & ut id faciliùs subsequi possit, dubiis & difficultatibus quæ superindè pro tempore oriuntur, aliquando per declarationes, quandoque verò per alia remedia providere.

1. Sanè cùm sicut dilecto filio Hieronymo de la Souchiere Abbate Generali

Generali vel pro eo dilecto filio Dionysio Laceronis Procuratore & Vicario etiam Generali Cisterciensis Ordinis referente, accepimus in Statutis & Consuetudinibus etiam juramento, Confirmatione Apostolicâ vel aliâ firmitate roboratis dicti Ordinis, Privilegiis quoque, Indultis & Litteris Apostolicis eidem Ordini concessis, ac per fœl. rec. Pium Papam IV. Prædecessorem nostrum & Sedem Apostolicam confirmatis, inter alia disponatur quod in spoliis, rebus & bonis Monachorum Ordinem ipsum professorum in quibusvis locis & Monasteriis pro tempore decedentium, eorum Abbates & Priores Commendatarii pro tempore existentes se intromittere nequeant, sed illa Monasterii seu Prioratûs aut loci in quo dictum Ordinem expresè professi fuerint, & seu eos decedere contigerit, Conventuali Mensæ applicari & incorporari debeant; defuncto tamen superioribus diebus in Monasterio de Casamari ejusdem Ordinis Verulanensis Diœcesis, quod dilectus filius Fulvius Philonardus Clericus in Commendam ex Concessione seu Dispensatione Apostolicâ obtinet, quondam Antonio Pollutio ipsius Monasterii Priore, præfatus Fulvius & quidam Cameræ Apostolicæ Procurator aut Commissarius ipsius Antonii bona ut ipsa forsan in proprios usus convertere possint, apprehendere & sibi appropriare contendant, in gravem ipsius Monasterii Conventualis Mensæ jacturam, præjudicium & gravamen.

Chose déja jugée & reglée pour l'Ordre de Cisteaux par le Saint Siege.

Occasion du Procès.

2. Nos Cupientes ut ea quæ per Prædecessores nostros & Sedem præfatam roborata dicuntur, firmiter observentur, ac finem hujusmodi contentioni imponere, futuris autem quantum cum Deo possumus obviare volentes, eosdemque Hieronymum Abbatem & Dionysium ac singulos Monachos Ordinis hujusmodi à quibusvis excommunicationis, suspensionis & interdicti aliisque Ecclesiasticis sententiis, censuris & pœnis à jure vel ab homine quavis occasione vel causâ latis si quibus quomodolibet innodati existunt, ad effectum præsentium dumtaxat consequendum harum serie absolventes & absolutos fore censentes; Motu proprio non ad ipsorum seu alicujus alterius pro eis nobis super hoc oblatæ petitionis instantiam, sed de nostrâ merâ liberalitate, quod de cætero tam præfatus Fulvius quàm quicumque alii Commendatarii quorumcumque Monasteriorum & Prioratuum vel aliorum locorum dicti Ordinis tam citrà quam ultrà montes & in quibuscumque mundi partibus consistentium, & quicumque nostri & Cameræ præfatæ Commissarii & Procuratores quomodocumque spoliis, bonis & rebus quæcumque

Reglement general pour les Cottes-mortes des Religieux en faveur des Communautez.

ſint tam præfati Antonii quàm aliorum quorumcumque Monachorum dicti Ordinis in ipſorum Commendatariorum Monaſteriis, Prioratibus, locis & Juriſdictionibus pro tempore decedentium ſe intromittere non poſſunt, ſed illa ad Monachos Monaſteriorum ſeu Prioratuum vel locorum hujuſmodi ſeu eorum Conventualem menſam conjunctìm vel diviſìm pleno Jure ſpectare & pertinere ac eorumdem Monachorum ſeu menſæ fore & eſſe, eorumque poſſeſſionem realem & actualem adipiſci & continuare, ipſoſque Monachos deſuper per quoſcumque Commendatarios etiam prætextu cujuſvis Indulti ſeu Conceſſionis ſibi deſuper facti aut Conſuetudinis antiquitùs obſervatæ & ſeu præfatum Commiſſarium ſeu quoſvis alios quavis autoritate fungentes moleſtari, perturbari vel inquietari non poſſe neque debere autoritate Apoſtolicâ per præſentes Decernimus & Declaramus, illaque quatenùs opus ſit, eiſdem Monachis Concedimus & Aſſignamus. Necnon tam Fulvio quàm quibuſvis aliis Commendatariis & Commiſſariis præfatis nec in ſpoliis, rebus & bonis pro tempore decedentium Monachorum hujuſmodi, directè vel indirectè quovis quæſito colore vel ingenio ſe de cætero intromittere audeant vel præſumant, ſub excommunicationis majoris latæ ſententiæ & aliis Eccleſiaſticis ſententiis, cenſuris & pœnis etiam pecuniariis arbitrio infraſcriptorum Judicum infligendis & moderandis diſtrictiùs inhibemus.

3. Juges établis pour maintenir l'Ordre dans la jouiſſance de ce Privilege.

Ac tam venerabili fratri Epiſcopo Soranenſi & dilecto filio Curiæ cauſarum Cameræ præfatæ Auditori Generali aliis quàm quibuſvis Judicibus quavis autoritate fungentibus per quos in præmiſſis ut præfertur & non aliàs ſublatâ eis & eorum cuilibet quavis aliter judicandi facultate, judicari debere Volumus per præſentes; motu ſimili Mandamus quatenùs ipſi & eorum quilibet per ſe vel alium ſeu alios præſentes Litteras & in eis contenta quæcumque ubi & quando opus fuerit ac quoties pro parte Hieronymi & pro tempore exiſtentis ejuſdem Ordinis Abbatis ſeu Dionyſii & Monachorum hujuſmodi fuerint requiſiti, ſolemniter publicantes eiſque in præmiſſis ac tam dicti Antonii defuncti quàm quorumcumque Monachorum dicti Ordinis decedentium, ſpoliis & bonis eorumque, (cùm Monachi ipſi deceſſerint) poſſeſſione adipiſcendâ efficacis defenſionis præſidio aſſiſtentes, faciant Abbatem & Monachos ipſos Statutis, Privilegiis & Indultis quoad dicta ſpolia, res & bona necnon decreto, declara-

tione, concessione & assignatione ac inhibitione præfatis pacificè frui & gaudere, non permittentes eos desuper per quoscumque quomodolibet indebitè molestari ; Contradictores quoslibet & rebelles per sententias, censuras & poenas Ecclesiasticas præfatas aliaque opportuna Juris & facti remedia (appellatione postpositâ (compescendo, & nihilominùs legitimis super his habendis servatis processibus sententias, censuras & poenas ipsas etiam iteratis vicibus aggravando, invocato etiam ad hoc si opus fuerit auxilio brachii sæcularis ; Non obstantibus piæ memoriæ Bonifacii Papæ VIII. etiam Prædecessoris nostri de unâ & Concilii Generalis de duabus dictis dummodo ultrà tres quis vigore præsentium ad judicium non trahatur, & aliis Apostolicis necnon Provincialibus & Synodalibus Constitutionibus & Ordinationibus ac quibusvis etiam juramento, confirmatione Apostolicâ vel quavis firmitate aliâ roboratis Statutis & Consuetudinibus, Privilegiis quoque, Indultis & Litteris Apostolicis tàm Ordini & Commendatariis præfatis eorumque superioribus & personis, quàm Cameræ præfatæ ac quibusvis illius Commissariis & Procuratoribus sub quibuscumque tenoribus & formis ac cum quibusvis clausulis & decretis in genere vel in specie etiam consistorialiter concessis, confirmatis, approbatis & innovatis, Quibus omnibus etiamsi de illis eorumque totis tenoribus specialis, specifica & expressa mentio seu quævis alia expressio habenda aut aliqua alia exquisita forma ad hoc servanda foret, tenores hujusmodi ac si de verbo ad verbum nihil penitùs omisso & formâ in illis traditâ observatâ inserti forent, præsentibus pro expressis habentes, illis alias in suo robore permansuris hac vice dumtaxat specialiter & expressè Derogamus cæterisque contrariis quibuscumque, aut si aliquibus communiter vel divisim ab Apostolicâ sit Sede indultum quod interdici, suspendi & excommunicari non possint per Litteras Apostolicas non facientes plenam & expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem. Datum Romæ apud Sanctum Petrum sub annulo Piscatoris, die XXIII. Octobris, anno millesimo quingentesimo sexagesimo septimo, Pontificatûs nostri anno secundo. (23. Octobre 1567.)

SECONDE BULLE DU PAPE PIE V. de l'an 1570.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape expose le malheureux état où il a trouvé estre l'Ordre de Cisteaux depuis que les Commendes se sont introduites dans ses Monasteres, aprés s'en estre exactement informé, nonobstant tous les soins qu'y ont pris l'Abbé de Cisteaux & le Chapitre General, aidez & fortifiez par les Bulles & Privileges que leur ont accordez les Papes ses prédecesseurs ; ce qui l'oblige d'y donner aussi les siens avec d'autant plus de raison, que le mal vient de ce que les Abbez Commendataires n'observent pas les regles & les conditions qui leur ont esté prescrites par le Concile de Latran & par leurs Bulles particulieres, au grand danger de leur salut.*

2. *Le Pape veut absolument que ces Reglemens soient executez & y en ajoûte encore de nouveaux ; ordonnant en premier lieu de reparer, & mettre en bon estat tous ces Monasteres ; d'y établir un nombre competent de Religieux à proportion de leurs revenus. D'entretenir les Eglises & tous les autres lieux reguliers & officines, d'ornemens & de meubles necessaires, pour y faire le service, & y avoir une mense Conventuelle suffisante pour acquitter en chaque Monastere toutes les charges, la nourriture des Religieux, leur entretien ; faire les aumosnes & avoir des livres de pieté dans les Biblioteques & satisfaire aux frais.*

3. *Les Novices qui seront reçûs, seront instruits dans les Monasteres choisis à cet effet ; & tous les lieux reguliers seront fermez avec grand soin & ne pourront estre habitez ni servir à d'autres qu'aux personnes qui sont de la Communauté, ni même leurs dépendances, comme greniers, caves, écuries &c. non pas même aux Abbez Commendataires ni à leurs gens ; & les femmes ne pourront y entrer, ni dans la maison affectée pour le logement de l'Abbé Commendataire, sous peine d'excommunication à encourir de fait, tant à l'égard des fem-*

mes qui y entreront, que de ceux qui les y feront entrer : il y aura aussi en chaque Monastere une prison pour punir les malfaiteurs.

4. *L'on dressera en chaque Monastere un Inventaire de tous ses Droits, Titres & Papiers, & un Cartulaire de tous les Titres dont les Originaux ne seront jamais déplacez que dans un extrême besoin & avec grande précaution : ce qui s'observera aussi à l'égard des Monasteres qui sont exposez aux incursions des gens de guerre & aux voleurs, dont toutes choses seront mises en seureté.*

5. *Les Visites regulieres se feront suivant les Constitutions de l'Ordre, & les Abbez Commendataires seront tenus d'en payer les frais comme aussi les Contributions dûës tous les ans au Chapitre General, lesquels ne pourront occuper les Religieux, ni diminuer leur nombre ni les faire sortir du Monastere ; mais s'ils ont des sujets de plaintes contre eux, ils les feront aux Superieurs reguliers qui les puniront s'ils meritent de l'estre.*

6. *La quatriéme ou même la troisiéme partie des revenus de chaque Monastere sera mise en reserve dans les Monasteres où il y a des ruines considerables, & employée à les reparer : & de plus le Pape ordonne qu'il y aura en l'Abbaye de Cisteaux un lieu destiné à des Archives generales pour y conserver des Copies autentiques des Titres de tous les Monasteres avec des Inventaires exactes & aussi des Tables de leurs noms & du temps de leurs fondations.*

7. *Pour bannir absolument le vice de proprieté de tous les Monasteres, le Pape révoque & abolit toutes les permissions qui pourroient estre données à quelque Religieux que ce soit, de posseder en propre quoy que ce soit, par le Saint Siege, ses Legats ou autres, & veut même que les Superieurs qui ne les puniront pas, soient eux-mêmes punis severement.*

8. *Il ordonne à tous les Superieurs de l'Ordre d'observer & de faire observer exactement tous ces Reglemens, & à ses Légats & Nonces d'y tenir la main quand ils en seront requis de leur part.*

9. *Enfin il leur enjoint de contraindre à les executer, les Abbez Commendataires sous les Censures Ecclesiastiques en recourant même s'il est besoin au bras seculier, & pareillement de faire des aumosnes aux pauvres dans leurs Monasteres : & il conclut avec les clauses ordinaires & les plus fortes.*

PIUS EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI.
AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

Cette Bulle est rapportée toute entiere au Grand Bullaire Romain pour la cent deuxiéme Constitution de ce Pape.

EX innumeris curis quibus sine intermissione vexamur, illa nobis durissima est quòd tot sacrarum Religionum Conventus suis orbati juribus passim intercidere conspicentur, neque sanè quidquam inexpertum relinquimus quantùm quidem fert difficillima præsentis sæculi conditio, quod ad illorum restitutionem pertinere existimamus.

I. Inter cæteros autem Ordo Cisterciensis longè latéque per orbem propagatus nobis frequentiùs obversatur, cujus tam multa Cœnobia viris cùm doctrinâ tum sanctitate claris olim florentissima, maligno temporum errore ad nihilum propemodum rediguntur; Quod cùm aliundè ex toto orbe plus satis nobis jampridem innotuit tùm maximè ex recenti visitatione quam Commissarius & Procurator Capituli Generalis Cisterciensis in utrâque Siciliâ id nobis quoque jubentibus confecit, permolestè intelligimus quamplurima ejus Regni Monasteria aut debitis officiis destituta aut Monachis ob non præstitam alimoniam deserta, aut omninò collapsa, retecta, reclusa, patentia & ut prophana habita quæ Religionis cultrix illa vetustas tantis impendiis evexit; sed his incommodis tametsi Pater Abbas Monasterii Cistercii Cabilonensis Diœcesis & prædictum Capitulum Generale etiam per privilegia & indulta illis à Pio Secundo, Sixto Quarto, Pio etiam Quarto & diversis aliis Romanis Pontificibus concessa & innovata in universum occurrendi, & ipsos Commendatarios ad habendum & retinendum competentem Monachorum numerum cum Mensâ ad victum & vestitum idoneâ & etiam alia ad Monasticum cultum pertinentia, compellendi facultatem habeant, utile tamen & percommodum illis fore existimavimus nostras quoque huic rei partes adscribere, & certa quædam prædicto Ordini convenientia, illiusque moribus & statutis magis cohærentia speciatim proponere, quibus illi amplius suffulti possint supradicta Monasteria ad Conventum, disciplinam & bonam frugem faciliùs revocare; Neque enim sustinere possumus quod tam multi qui hujusmodi Monasteria in Commendam recipiunt, Commendæ conditiones à Concilio Lateranensi præscriptas, & easdem ac alias singulis Litteris Apostolicis de hujusmodi Commendis confectis ad specia-

lem cujusque significationem appositas, in animæ suæ periculum aversentur, quibus de cæteris fructibus Monasterii sibi Commendati disponere nemini priùs permissum est, quàm debitis & consuetis ejusdem ac Conventûs oneribus omninò supportatis, & quarta ubi Mensa Abbatialis separata, ubi verò communis est ac etiam in Monasteriis, Conventu & curâ orbatis, tertia parte omnium fructuum eorumdem in restaurationem fabricæ aut ornamentorum emptionem aut fulcimentum seu pauperum alimoniam, ubi major exegerit suaseritque necessitas quotannis erogata; quin etiàm in ipsis Monasteriis divinus cultus solitusque Monachorum numerus nullatenùs minuatur, nec aliàs illa in spiritualibus & temporalibus ulla subeant detrimenta.

Quare Nos ex iis quæ pro salubri dictæ Religionis statu & fœlici directione à prædictis prædecessoribus & aliàs quomodocumque instituta hucusque reperientur, nec præsentibus contraria nec effectum earum impedientia nihil omninò detrahere sed illa prorsùs immota custodiri volentes, de Apostolicæ potestatis plenitudine Statuimus & Ordinamus ut omnia Monasteria & loca dicti Ordinis tam in utrâque Siciliâ quàm cæteris omnibus Orbis partibus constituta, etiam commendata & unita ac etiam de jure patronatûs Laïcorum quocumque modo existentia quæ convulsa, diruta & extenuata sunt, reficiantur & ad debitam clausuram reducantur, statutâ pecuniâ convenienti quæ quotannis in id opus donec absolutum fuerit, erogetur. 2.

Les Monasteres ruinez seront réparez tant pour les bâtimens que pour le nombre des Religieux & les ornemens & meubles necessaires.

In eisdem & cæteris locis ubi pro facultatum ratione idonea erunt, competens Monachorum & Ministrorum numerus restituatur: Ipsorum Ecclesiæ, Sacristiæ, Dormitoria, & Officinæ vasis, vestimentis, libris, sacrâ & communi suppectile ac cæteris omnibus ad divinum cultum & Monasticum usum necessariis convenienter instruantur.

Missæ sacrificium & alia omnia divina Officia diurna & nocturna quotidie in Choro psallendo juxtà ritum dicti Ordinis sine inmissione celebretur.

Mensa Conventualis ad communem victum & vestitum necnon eleemosynas & visitationes & alia onera subeunda conficiatur, intercisa reparetur.

Mense Conventuelle separée de celle de l'Abbé Commendataire.

Ubi sacra lectiò juxtà Concilii Tridentini dispositionem haberi non poterit, præter illos libros qui ad divini Officii & Chori usum necessarii sunt, saltem Biblia & Catechismus ad Parochos

recens editus, item Opera sancti Bernardi & si qui alii ad honestam Monachorum occupationem poterunt, habeantur nisi de illis in assignatione Mensæ Conventualis jam prospectum reperiatur. De his omnibus necnon vasis, vestimentis & cæterâ suppellectile prædictâ semel receptâ, Conventus omnes rationem reddere debeant.

3. Reception & éducation des Novices dans des Noviciats communs.

Et ut Novitii quâ decet disciplinâ informentur, unum aut duo Monasteria in quâque Provinciâ ubi commodè fieri poterit, ordinentur in quibus Magistri etiam cæterorum Monasteriorum Novitios divini Officii rationem & regularis observantiæ instituta doceant ità ut quodcumque Monasterium necessaria suis suppeditet, & si nullos habuerit, alii pro eo ejusque impensis recipiantur & instruantur.

Les lieux reguliers soigneusement fermez, & tout usage contraire à leur destination, défendu.

Omnia ædificia Conventûs quoquo versus claudantur, portæ non necessariæ obstruantur, Clathri fenestris ubicumque opus erit, infigantur: Templa, Sacristiæ, Capitula, Dormitoria, Refectoria, Infirmaria & omninò aliæ Claustri partes nihil prophani patiantur; Nec Conventus horreum, penu, præsepia nec prorsus ulla promercalia Abbatum Commendatariorum, Conductorum aut aliorum recipiant, nec à Commendatariis, Pensionariis aliisve de Claustro non existentibus occupentur, sed illis solùm proprii Claustrales utantur prout ad divini Officii celebrationem regularemque observantiam fuerunt constituta.

Défenses aux femmes d'entrer dans les Monasteres sous peine d'excommunication.

Mulieribus omnibus cujuscumque qualitatis, dignitatis & ætatis ingressus Claustri ac aliorum locorum regularium, etiam ædium partis quæ ab Abbatibus Commendatariis, Prioribus aliisve Ministris etiam divisim possidentur, sit penitùs interdictus; Quod si secùs factum erit, tam ingredientes quàm recipientes, excommunicationis sententiam incurrant. Carcer ad correctionem Monachorum, ubi non est, constituatur.

4. Inventaire & Cartulaire en chaque Monastere.

In omnibus Monasteriis Inventarium omnium prædictorum necnon instrumentorum, fundationum, donationum, autoritatum, exemplarium omniumque monimentorum conscribatur & in formam authenticam redigatur, illudque & cætera omnia prædicta fideliter asserventur; Sicuti verò horum quidquam producendum erit, exemplum ab Archetypo assumatur & transmittatur, nisi talis contigerit necessitas ut exemplar producendum sit, quod tunc in fidem alicujus probati deponatur qui idoneè caveat illud ipsum quamprimùm reportaturum,

Illa

Illa Monasteria locis patentibus constituta quæ propter Turcarum seu prædonum vel hæreticorum incursiones tutè servari non poterunt, facto de ipsorum juribus, litteris, autoritatibus, tabulis, monimentis, atque omni prorsùs supellectile, mobilibusque bonis, jocalibus & rebus fideli inventario, & si opus erit, earum omnium depositio apud personam fide & facultatibus idoneam, ita ut nihil omninò indè sine consensu expresso & speciali mandato Conventûs moveri valeat, in civitates opidave vicina transferantur.

SUITE ET CONTINUATION DE LA BULLE du Pape Pie V. de l'an 1570.

CÆTERÙM ad restituendam Monasticam disciplinam & restitutam conservandam, Cistercii & cæteri Patres Abbates in Capitulo Generali provideant diligenter ut omnes visitationes sollicitè & prudenter ac cum pietate fiant, salutem animarum, Religionis zelum, perpetuum cultum divinum; clausuram, obedientiam & cætera omnia quæ ad mores, correctionem & Religiosorum ædificationem pertinent, procurando : Quibus in rebus ubicumque non sunt Mensæ Conventuali assignati redditus qui hoc onus ferre possint, Abbates & Commendatarii ac alii quicumque administrationem spiritualium & temporalium visitandorum Monasteriorum habentes, necessaria omnia ministrare ac Contributiones & sumptus pro gerendis aliis communibus negotiis Apostolicæ Sedis autoritate impositas ac etiam ad brachii sæcularis adhibitionem præstare, Visitatores ac solitos & necessarios ipsorum famulos & jumenta, debitâ hospitalitate recipere & eisdem in omnibus auxiliari omninò debeant & ad id etiam Censuris & pœnis Ecclesiasticis per Capitulum ac etiam per ipsos Visitatores compellantur. 5.

Visites regulieres aux frais des Abbez Commendataires avec les Contributions de l'Ordre.

Ne porrò deserendi Monasterii occasio Monachis præbeatur, quod ex vagandi libertate illis à Commendatariis oblata ut expensis parcant, plerumque evenit : Præcipimus & Interdicimus ne ulli omninò Commendatarii quidquam vel minimum de Mensâ & aliis necessariis detrahant neque ullo modo numerum diminuant aut quempiam etiam propter delictum ejiciant ; sed quotiescumque Monachi aliquid admiserint quod quidem animadversione dignum sit, id quamprimùm Priori Claustrali, vel si gravius sit

Les Abbez Commendataires ne peuvent rien au regard des Religieux.

delictum, Visitatori significent qui correctionem juxtà Ecclesiæ & Ordinis prædicti statuta faciat; Quòd si ulteriùs ultrà sex menses distulerit, eo ipso sit ab eo officio depositus & ad illud cæteraque omnia Ordinis officia triennio inhabilis censeatur, statimque Præsidentes correctionem hujusmodi aliis committere teneantur.

6. Prædicta autem tertia vel quarta pars redituum omnis Monasterii in Commendam concessi & concedendi, ex ipsamet proprietate prædictorum Superiorum curâ & solicitudine exigatur, & ex eis prædicta pecunia conficiatur eaque quoad ædificia omnia refecta erunt, in id opus impendatur; Eo verò perfecto ipsa tertia vel quarta pars juxtà Concilii dispositionem & litterarum prædictarum tenorem, annis singulis eâdem curâ convertatur.

Reparations des ruines considerables dans les bastimens.

Postremò Volumus & Mandamus ut apud Monasterium Cistercii constituatur constitutumque restituatur Archîvium in quo Index ordine compositus omnium aliorum Monasteriorum, Prioratuum, Ecclesiarum & Beneficiorum dicti Ordinis in omni parte orbis constitutorum etiam in Commendam obtentorum vel unitorum habeatur; & item distinctum cujusque Inventarium sive repertorium bonorum, proprietatum, rerum, jurium & actionum omnium, necnon exemplum authenticum instrumentorum, privilegiorum, fundationum, donationum, litterarum, autoritatum & monimentorum quorumcumque conficiatur confectumque fideliter asservetur.

Archives generales dans l'Abbaye de Citeaux pour tout l'Ordre.

7. Quia verò proprietas omnium malorum radix ubicumque gliscit, omne bonum in regulâ quamvis bene institutâ pervertit, ideò ne hoc quoque sicubi habetur, ad perfectionem prædictorum obstare possit, Revocamus & Abolemus omnia & quæcumque privilegia, autoritates, licentias, dispensationes & indulta cujusque privati rerum & bonorum usus, proprietatis, possessionis & dominii, omnibus cujuscumque gradûs & dignitatis Monachis dicti Ordinis per quoscumque Romanos Pontifices prædecessores nostros, per Nos & Sedem prædictam ejusve Legatos, ex quibuscumque causis etiam motu proprio & ex certâ scientiâ concessa, confirmata & innovata, quibuscumque concepta formulis ac clausulis & decretis suffulta, quorum omnium tenores præsentibus habemus pro expressis, ac volumus illa omnia vires & effectum de cætero non habere, quin etiam Visitatores & cæteros omnes qui in hujusmodi proprietarios severè non

Toutes permissions favorisant la proprieté revoquées.

animadverterint, ad hujusmodi officia ac alia ipsius Ordinis ministeria perpetuò inhabiles esse.

Quocircà Cisterciensi & cæteris omnibus Patribus Abbatibus 8.
& Visitatoribus dicti Ordinis Edicimus ut pro se quisque omnia prædicta studeant adimplere ; Omnibus autem nostris & prædictæ Sedis Legatis & Nuntiis ubicumque existentibus necnon Ordinis prædicti Conservatoribus ab ipsa Sede constitutis & constituendis, ipsorum singulis per Apostolica scripta Mandamus ut præsentes Litteras ubi & quando opus fuerit ac quotiescumque pro parte Abbatum, Deffinitorum, Visitatorum & aliorum prædictorum seu alicujus eorum desuper fuerint requisiti, solemniter publicantes ipsiusque efficacis defensionis præsidio assistentes, prædicta omnia in omnibus Regnis & Provinciis sedulò exequantur, & quæcumque alia quæ ad Religionis incrementum ipsis utilia vel necessaria videbuntur, ubique locorum statuant.

Obligation perieurs de fa ferver ces Regl & ordre aux du Saint Siege Nonces, d'y & tenir la m

Et præterea, Abbates & Commendatarios cujuscumque di- 9.
gnitatis, gradûs & conditionis fuerint, ad prædictorum omnium præstationem etiam per substractionem proventuum ac Censuras & pœnas præfatas cæteraque oportuna juris & facti remedia, omni & quacumque appellatione postpositâ compellant, invocato etiam ad hoc si opus fuerit, auxilio brachii sæcularis.

Obligation: bez Commen de les execute faire les aum aux pauvres leurs Monaste

Cæterùm ut vicina plebs egena pro Religionis consuetudine & instituto consoveri possit ac cæteri piam & fidelem rerum administrationem collaudare possint, prædictis Commendatariis Præcipimus ut in suis Monasteriis pauperes eleemosynis pro modo facultatum prosequantur. Decernentes prædicta omnia inviolata & immutabilia perpetuò consistere, necnon irritum & inane si secùs per præfatos aut quoscumque alios quavis autoritate fungentes scienter vel ignoranter contigerit attentari. Non obstantibus piæ memoriæ Bonifacii Octavi de unâ & in Concilio Generali editâ de duabus diætis aliisque Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis ac dicti Ordinis juramento, confirmatione Apostolicâ vel quavis firmitate aliâ roboratis statutis & consuetudinibus, quodque aliquibus communiter vel divisìm ab eadem sit Sede indultum quod ad præstationem prædictorum minimè teneantur & ad id compelli aut quod interdici, suspendi vel excommunicari non possint per litteras Apostolicas non facientes plenam & expressam ac de verbo ad verbum de indulto

Clause ord res.

hujusmodi mentionem & quibuslibet aliis Privilegiis, Conservatoriis, Exemptionibus, Indulgentiis & Litteris Apostolicis sub quibuscumque tenoribus ac formis ac quibusvis etiam derogatoriarum derogatoriis aliisque efficacioribus & insolitis clausulis irritantibusque & aliis decretis in genere vel in specie etiam motu proprio aut etiam consistorialiter ac etiam iteratis vicibus approbatis & innovatis necnon concordiis, conventionibus, pactis & aliis obligationibus etiam ut prædictum est, roboratis per quæ præsentibus non expressa aut omninò inserta effectus earum impediri valeat quomodolibet vel differri, & de quibus quorumcumque totis tenoribus ad verbum habenda sit in nostris litteris mentio specialis, quæ omnia ad effectum omnium suprascriptorum penitùs Abrogamus, cæterisque contrariis quibuscumque : Quià verò difficile nimis esset præsentes quocumque opus illis erit perferre, Volumus ut illarum exempla etiam impressa Notarii publici vel Secretarii dicti Abbatis Cistercii manu & ejusdem Abbatis vel Capituli alteriusve Prælati Ecclesiastici aut ejus Curiæ sigillo obsignata, eandem illam prorsùs fidem in Judicio & extrà illud ubique locorum faciant, quam ipsæ præsentes facerent si essent exhibitæ vel ostensæ. Nulli ergò *&c.* Datum Romæ apud Sanctum Petrum anno Incarnationis Dominicæ millesimo quingentesimo septuagesimo, octavo Idus Martii, Pontificatûs nostri anno quinto. (8. Mars 1570.)

BULLE DU PAPE GREGOIRE XIII. de l'an 1574.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape à l'exemple de ses Prédecesseurs Pie IV. & Pie V. faisant attention sur l'état où la misere des temps & sur tout, l'introduction des Commendes ont reduit l'Ordre de Cisteaux, prend le dessein de travailler efficacement à son rétablissement, & commence par révoquer tout ce qu'il avoit accordé contre les droits de l'Ordre & confirme tous ses Privileges qu'il veut & entend estre observez dans tous les Monasteres qui en sont, situez dans tout le monde Chrétien.*

2. *Il ordonne que l'Abbé de Cisteaux General de l'Ordre & les autres Superieurs visiteront ces Monasteres & y seront reçûs sans difficulté ; & il confirme les pouvoirs qui leur sont donnez par les Statuts, approuvant tout ce qui a esté fait & reglé depuis le commencement de l'Ordre tant par les Papes que par l'Ordre même.*

3. *Il veut que dans les Monasteres qui sont en Commende, il y ait une Mense particuliere & separée de celle de l'Abbé pour la Communauté, c'est-à-dire un partage des revenus entre l'Abbé Commendataire & les Religieux ; & que dans ce partage outre leur nourriture & entretien, l'Abbé Commendataire leur fournisse des revenus suffisans pour la reparation des lieux reguliers & de l'Enclos à quoy ils pourront le contraindre. Et que tous ceux qui y demeurent, soient sous l'obéïssance de l'Abbé General & de leurs autres Superieurs & leur soient entierement soumis.*

4. *Le Pape ne veut pas qu'aucune Religieuse d'autre Ordre que de celuy de Cisteaux y soit reçûë pour Abbesse, que par le Pere immediat de ce Monastere, entre les mains duquel elle sera tenuë de faire une nouvelle profession & promesse de vivre suivant les Constitutions de l'Ordre.*

5. *Tous les Monasteres dudit Ordre payeront exactement les Contributions & taxes qui leur sont & seront imposées par le Chapitre General pour les affaires & necessitez communes & pourront y estre contraints.*

6. *Les Monasteres qui se trouvent ruinez & détruits en plusieurs Provinces par les guerres & autres malheurs des temps, seront rétablis le plutost & le mieux qu'il sera possible.*

7. *Le Pape ordonne que les Eglises des Monasteres, les Sacristies, Dortoirs & autres lieux & officines soient pourvûës de tout ce qui peut estre necessaire, de Vases, d'Ornemens, de Livres pour la Biblioteque & pour l'Office, & autres meubles, en sorte que rien n'y manque & que le Divin Service y soit fait ponctuellement suivant l'usage & la pratique de l'Ordre.*

8. *Il veut que l'on fasse élever en commun les Novices dans les Monasteres à ce faire choisis dans chaque Province, afin de les y instruire plus exactement de leurs devoirs.*

9. *Il ordonne que la Cloture des Monasteres soit exactement faite principalement des lieux reguliers sans qu'on y souffre rien de*

prophane, & sans qu'on en puisse laisser la jouissance d'aucun aux Abbez Commendataires ni à d'autres, non pas même en les luy affermant, ni grenier, ni cave, ni écurie, personne n'y pouvant & devant habiter que les Religieux, leurs domestiques & ceux qui sont pour leur service & commodité.

10. *Pareillement il y défend tres-expressément l'entrée des femmes, non pas même dans le logis de l'Abbé Commendataire, s'il est dans la clôture ou Enclos, sous peine d'excommunication contre celles qui y entreront & ceux qui les y feront entrer.*

11. *On fera des Cartulaires & des Inventaires des Titres en chaque Monastere, & les Originaux ne sortiront point des Archives : & il y aura à Cisteaux une Archive generale de tous les Titres de l'Ordre.*

12. *Les Visites se feront exactement & les Abbez Commendataires en acquitteront les frais.*

13. *Le Pape défend à ses Nonces & aux Légats du Saint Siege de prendre aucune connoissance des affaires de l'Ordre, d'entreprendre d'en visiter les Monasteres, ni de recevoir & juger les appellations interjettées des Sentences & Ordonnances des Superieurs ; & leur enjoint & aux Ordinaires des lieux, de donner aide & secours à ceux qui leur en demanderont.*

GREGORIUS EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI. AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

Cette Bulle est inserée toute entiere dans le Grand Bullaire Romain pour la dix-huitiéme Constitution de ce Pape.

SUPERNA dispositione cujus inscrutabili providentiâ ordinationem suscipiunt universa, in supereminenti Apostolicæ dignitatis speculâ meritis licèt imparibus constituti, ad ea per quæ sacræ Religionis Cisterciensis Ordinis Nobis & Sedi Apostolicæ immediatè subjecti, status feliciter dirigatur & regularis vitæ institutio jamdiù à sanctis Viris tam piè & religiosè tradita & constituta conservetur, & si quid deperire incœperit (Domino concedente) reformationem suscipiat & in suum pristinum statum reflorescat, ac denique personæ sub suavi religionis hujusmodi jugo Domino secundùm Regulæ suæ puritatem famulantes, sua in pacis & quietis suavitate vota reddere & fructus in Dei Ecclesiâ uberiores proferre valeant, libenter Intendimus, & his quæ per Romanos Pontifices prædecessores nostros propterea concessa & ordinata fuisse reperiuntur, etiam nostræ approbationis robur

Adjicimus ac aliàs desuper Statuimus, Ordinamus, Moderamus & Reformamus prout in Domino conspicimus salubriter expedire.

Dudùm siquidem fœlicis recordationis Pio Papæ IV. prædecessori nostro pro parte bonæ memoriæ Ludovici olìm Abbatis Monasterii Cistercii Cabilonensis Diœcesis exposito quod licèt sacer Cisterciensis Ordo in summâ puritatis & devotionis perfectione per multa retroactorum annorum sæcula ac tamdiù exemplari Religiosorum suorum vitâ atque sanctimoniâ non solùm in Regno Franciæ ubi supremum ejus Caput videlicet Cistercii præfatum cum aliis quatuor illius præcipuis nempè Firmitatis, Pontigniaci, Clarævallis & Morimundi, Cabilonensis prædictæ & Antissiodorensis ac Lingonensis respectivè Diœcesum Monasteriis (Filiabus Cistercii nuncupatis) sed etiam per alia ferè universa Christiani Orbis climata, cum bonæ famæ & virtutum odore eximioque Religionis decore, ad ædificationem militantis Ecclesiæ, quamdiù juxtà sanctorum Patrum institutiones & regularia illius instituta, præfatis aliisque Monasteriis de Monachorum dicti Ordinis personis provisum ejusque laudabilia instituta, ritus, consuetudines & privilegia firmiter observata fuerant (Domino cooperante) floruisset; nihilominùs tunc à pluribus annis citrà præsertìm postquam pleraque Monasteriorum ac Prioratuum suorum aliis quàm dicti Ordinis personis commendari, ac ab eorum Superioris obedientiâ per exemptionum, unionum aliasque diversas vias tanquam membra à suo corpore divelli, abstrahi & dismembrari cœperant, specioso illo regularis disciplinæ candore paulatim offuscato, universi Ordinis Status in miserabilem dispersionem & desolationem prolapsus erat: & in eâdem Expositione subjuncto quod tantis hujus olim Deo mortalibusque gratiæ Religionis incommodis aliter quàm per antiquorum statutorum, consuetudinum, rituum & privilegiorum prædictorum undiquè convulsorum & diversimodè oppressorum restitutionem mederi non posse videbatur; præfatus prædecessor supplicationibus ipsius Ludovici Abbatis in eâ parte tunc inclinatus, antiqua privilegia per quoscumque Romanos Pontifices prædecessores suos eidem Cistersiensi Ordini & ejus Capitulo Generali indulta & concessa, per suas Litteras approbavit, confirmavit & innovavit, & alia desuper statuit & ordinavit. I.

L'Ordre de Cisteaux a fleuri tant que ses Monasteres ont eu des Abbez reguliers.

Et deindè piæ memoriæ Pius Papa V. etiam prædecessor noster

eodem ergà præfati Cisterciensis Ordinis bonum statum & reformationem zelo & omni propensione affectus, antiqua illa eidem Ordini ut præfertur, concessa Privilegia & Indulta per suas Litteras etiam approbavit & confirmavit, ac Litteras Pii IV. Prædecessoris ejusmodi etiam suæ approbationis robur adjecit, necnon nonnulla alia opportuna pro temporis conditione præfati Cisterciensis Ordinis reformationem concernentia de novo eidem Ordini & Capitulo Generali concessit & indulsit prout in singulis litteris præfatis pleniùs continetur.

2. Cùm autem firmiora sint ea quibus Sedis prædictæ sæpiùs intercedit autoritas, Nos Cupientes ut illa quæ pro dicti Ordinis cujus decus & integritatem ac pristini candoris restitutionem non minori quàm prædicti prædecessores nostri zelo affectamus, salubri directione tam piè ac sanctè statuta sunt, inconcussa perpetuò remaneant, omnium & singulorum Immunitatum, Libertatum, Exemptionum, conservationum, facultatum, Ordinationum, Statutorum, Privilegiorum, Indultorum & aliarum gratiarum, necnon Litterarum Pii IV. & Pii V. prædecessorum hujusmodi tenores præsentibus pro sufficienter expressis & insertis habentes, motu proprio non ad Abbatis Generalis & Superiorum Ordinis hujusmodi vel quorumvis aliorum instantiam, sed de nostrâ merâ liberalitate & ex certâ scientiâ, omnes & singulas ab Abbate Monasterii Cistercii aliisque Superioribus & Capitulo Generali Ordinis hujusmodi ejusque Deputatis, Immunitates, Libertates & Exemptiones quibusvis tam Virorum quàm Sanctæ Catherinæ Cajetanæ & Sanctæ Mariæ de Cœlestia nuncupatæ Venetiarum aliisque Monialium Monasteriis ac Prioratibus & aliis regularibus locis dicti Ordinis, ac dilectis filiis Abbatibus & Prioribus dilectisque in Christo filiabus Abbatissis & Priorissis, necnon Conventibus, Capitulis & personis eorumdem, tam in Galliâ, Italiâ, Hispaniâ, Portugalliâ, Germaniâ, Angliâ & Scotiâ quàm alibi ubilibet consistentibus.

Revocation des exemptions données contre les droits de l'Ordre.

Ità quod Immunitatibus, Libertatibus & Exemptionibus hujusmodi non obstantibus, pro tempore existentes Abbas Generalis nuncupatus & alii Superiores dicti Ordinis & eorum Vicarii, juxtà ipsius Ordinis instituta, Monasteria, Prioratus & loca prædicta ac illorum personas tàm in capitibus quàm in membris visitare liberè & licitè valeant, ac quæcumque Privilegia & Indulta Apostolica visitandi Monasteria tam virorum quàm mulierum

Pouvoir à l'Abbé General & aux autres Superieurs de visiter privativement aux Evêques &c.

lierum Ordinis hujuſmodi quibuſvis venerabilibus Fratribus noſtris Patriarchis, Archiepiſcopis & Epiſcopis, ac dilectis filiis aliis locorum Ordinariis, Abbatibus & aliis quàm Generali Ciſtercienſi prædicto ac aliis quatuor primis nuncupatis quatuor Monaſteriorum filiarum Ciſtercii nuncupatorum præfatorum Abbatibus cæteriſque Superioribus ejuſdem Ordinis ad id ab ipſo Generali Capitulo deputatis perſonis cujuſcumque ſtatûs, gradûs, ordinis & praeeminentiæ exiſtentibus, per quoſcumque Romanos Pontifices Prædeceſſores noſtros ac Nos & dictam ſedem etiam ad quorumvis Imperatorum, Regum, Reginarum, Ducum & aliorum Principum inſtantiam, vel etiam motu proprio & ex certâ ſcientiâ etiam conſiſtorialiter & cum cauſæ cognitione ſub quibuſcumque tenoribus & formis, ac cum quibuſvis etiam derogatoriis clauſulis irritantibuſque & aliis decretis hactenùs quomodolibet conceſſa & etiam iteratis vicibus approbata & Apoſtolicas & alias Litteras deſuper confectas & indè ſecuta quæcumque, ad hoc dumtaxat ut Abbati Generali & aliis Superioribus Ordinis eorumque Vicariis, Monaſteria hujuſmodi ut præfertur viſitare liceat, Apoſtolicâ autoritate tenore præſentium Moderamus & Limitamus. Inhibentes Patriarchis, Archiepiſcopis, Epiſcopis & aliis Superioribus Prælatis videlicet ſub interdicto ingreſſûs Eccleſiæ ac ſuſpenſionis à divinis, Abbatibus verò & aliis inferioribus Prælatis cæteriſque quibuſcumque perſonis ſub excommunicationis latæ Sententiæ pœnis, nè Abbatem Generalem & alios Superiores Ordinis eorumque Vicarios præfatos quominùs viſitationes juxtà regularia Ordinis Inſtituta hujuſmodi, liberè facere poſſint per ſe vel per interpoſitas perſonas, directè vel indirectè aut aliàs quocumque modo impedire audeant vel præſumant.

Ipſis autem Monaſteriorum & aliorum locorum prædictorum Abbatibus, Abbatiſſis, Prioribus, Conventibus, Monachis, Monialibus & perſonis, ut Generalem alioſque Abbates, Superiores & Vicarios præfatos ut præfertur viſitare Volentes, benignè recipiant eiſque & eorum mandatis in concernentibus eorum viſitandi officium hujuſmodi pareant & humiliter obediant, in virtute ſanctæ obedientiæ & ſub ſimilis excommunicationis pœnâ diſtrictè Præcipiendo Mandamus.

Ordre à tous les Monaſteres de recevoir l'Abbé General & les autres Superieurs & de leur obéïr dans leurs Vi tes, en vertu de ſainte obéïſſance & ſous peine d'excommunication à encourir de fait.

Et inſuper univerſa & ſingula Privilegia, Prærogativas, Immunitates, Exemptiones, Libertates, Conſervatorias Facultates, Indulta & alias gratias Ciſtercio & quatuor Filiabus nuncupatis,

Confirmation & renouvellement de tous les Privileges accordez à l'Ordre dep. s son commencement,

& pareillement de ses Statuts & Reglemens faits par les Chapitres Generaux.

Monasteriis ac Ordini ejusque Capitulo Generali, Definitoribus & aliis Superioribus præfatis per piæ mem. Paschalem II. Callixtum etiam II. Eugenium III. Alexandrum etiam III. Lucium similiter III. Honorium pariter III. Gregorium IX. Innocentium IV. Sixtum etiam IV. præsertim Commendas & Commendatarios Monasteriorum & aliorum locorum Ordinis hujusmodi concernentia, & quod Commendatarii pro tempore existentes nullam in Monasteria dicti Ordinis sibi commendata & eorum Monachos jurisdictionem exerceant, & quoscumque alios Romanos Pontifices prædecessores nostros & Sedem hujusmodi hactenùs quomodolibet concessa.

Les Abbez Commendataires n'ont aucune jurisdiction sur les Monasteres.

Necnon Ordinationes & Statuta ab exordio fundationis ejusdem Ordinis usque in præsentem diem in dicto Capitulo concorditer edita, etiam si in usu esse desierint, dummodo per lapsum temporis immemorabilis, videlicet centum annorum in desuetudinem non abierint; ac prætereà super Contributionibus per omnia & singula ejusdem Ordinis Monasteria Abbati Cistercii seu Capitulo Generali prædictis faciendis & solvendis, ac prout illa concernunt omnia & singula alia in Litteris Apostolicis aliisque documentis desuper confectis contenta & indè secuta quæcumque (licita tamen & honesta ac decretis Concilii Tridentini non adversantia) eisdem autoritate & tenore ex certâ scientiâ Confirmamus & Approbamus ac illis perpetuæ & inviolabilis firmitatis & nostræ approbationis robur Adjicimus, omnesque & singulos juris & facti defectus (si qui forsan intervenerint in eisdem) Supplemus, necnon potiori pro cautelâ eadem omnia & singula Privilegia, Prærogativas, Facultates, Exemptiones quatenùs sint in usu, Conservatorias, Indulta & alias gratias eisdem modo & formâ quibus Ordini ejusque Abbatibus, Capitulo Generali & Superioribus prædictis per dictos Prædecessores concessa sunt, illis de novo autoritate & tenore prædictis Concedimus & Innovamus.

3. Establissement d'une Mense Conventuelle dans les Monasteres qui sont en Commende avec des revenus separez.

Et prætereà quod in Monasteriis dicti Ordinis quæ diversis personis etiam si Episcopi, Archiepiscopi, Patriarchæ & S. R. E. Cardinales existant, de præsenti Commendata etiam reperiuntur & in futurum commendari seu aliàs quoquo modo aliis quàm Ordinis ipsius personis concedi continget, Ubi non fuerit, instituatur Mensa Conventualis ab Abbatiali Mensâ distincta & separata cum annuis fructibus, redditibus & proventibus juxtà Mona-

steriorum ipsorum facultates competentibus & honestis, pro sufficienti Conventus & Monachorum aliorumque Religiosorum ejusdem Ordinis, numero in uno quoque ex ipsis Monasteriis per ipsos Generalem & cæteros Ordinis ipsius Superiores aut eorum Vicarios ordinando; quam quidem Mensam quià etiam ædificiorum & locorum ad disciplinæ Monasticæ observationem pertinentium scilicet Templorum, Ornamentorum, Jocalium, Librorum Ecclesiasticorum, Dormitorii, Refectorii aliorumque locorum regularium, necnon Monasteriorum Clausuræ necessariis & ordinariis reparationibus faciendis obligatam & obstrictam esse Volumus, ut in eâ instituendâ expensarum annuarum ad hæc necessariarum ratio habeatur, Statuimus & Mandamus, ac ad eamdem Mensam sic instituendam congruosque redditus assignandos ipsi Commendatarii omninò teneantur & ad id etiam per Censuras Ecclesiasticas, fructuum, redditurum & proventuum sequestrationes & alia opportuna juris remedia cogi possint & debeant.

Obligation des Abbez Commendataires de reparer les lieux reguliers.

Et quià sicut accepimus, in multis dicti Ordinis tam virorum quàm mulierum Monasteriis quàm plures mendicantium aliorum Ordinum Religiosi utriusque sexûs ab immemorabili tempore citrà se intruserunt & persæpe intrudere præsumunt, quod illi vel indè realiter & cum effectu ejiciantur vel saltem habitum infrà annum suscipiant ac professionem regularem ejusdem Cisterciensis Ordinis expresse emittant, debitamque obedientiam & reverentiam illius Abbati Generali & reliquis Superioribus prædictis præstent ac divinum Officium secundùm ipsius Ordinis morem celebrent seque regularibus ejus institutis omninò conforment; quodque Monachi in Monasteriis & Prioratibus ejusdem Ordinis & aliis piis locis pro tempore unitis, annexis & incorporatis degentes, sint & remaneant sub obedientiâ & correctione Abbatis Generalis aliorumque superiorum Ordinis Cisterciensis præfatorum & suorum Vicariorum in omnibus & per omnia perindè ac si uniones, annexiones & incorporationes hujusmodi non emanassent, etiam si in illis aliter caveretur & usus non tamen à tempore immemorabili ut præfertur, contrarium obtineat, quæ contra Statuti hujusmodi tenorem nemini suffragentur.

Quòd nullæ alterius Ordinis Moniales nisi causâ legitimâ subsistente, in Abbatissas Monasteriorum Monialium dicti Ordinis assumi vel si assumantur, in eisdem Monasteriis recipi possint, nisi immediato Patre Superiore præsente qui habitum illis exhibeat 4.

Nulle Religieuse d'un autre Ordre ... ra reçuë A... par le Pere ... du Mona... donnera l'habit ...

& ab eis tria ſubſtantialia vota necnon juramenta obſervandi Sta tuta dicti Ordinis ac ſecundùm ea vivendi recipiat.

5. Tous les Monaſteres même les Abbez Commendataires doivent payer les Contributions du Chapitre General.

Quodque omnia & ſingula Monaſteria Ordinis hujuſmodi tàm virorum quàm mulierum ubicumque exiſtentium ſeu eorum Abbates vel Priores (etiam Commendatarii) Abbatiſſæque vel Prioriſſæ in ſignum obedientiæ & ſuperioritatis ſolita regalia, videlicet Contributiones ſolitas Abbati Monaſterii Ciſtercii & Capitulo Generali prædictis (omnibus exceptione, recuſatione, præſcriptione & aliâ excuſatione penitùs ceſſantibus) annuatìm ſolvere teneantur & ad id compelli poſſint ſub Excommunicationis latæ ſententiæ pœnâ, eâdem autoritate Statuimus, & Ordinamus.

6. Les Monaſteres ruinez ſeront rétablis même ceux qui ſont en Commende.

Et inſuper ut Monaſteria Ciſtercienſis Ordinis hujuſmodi quorum quàmplurima ut accepimus, præſertìm in utrâque Siciliâ conſiſtentia, aut debitis officiis deſtituta aut Monachis ob non præſtitam alimoniam deſerta aut omninò collapſa, retecta, recluſa, patentia reperiuntur & ut prophana habentur, ad Conventum, diſciplinam & bonam frugem revocentur, de Apoſtolicæ poteſtatis plenitudine etiam Statuimus & Ordinamus ut omnia Monaſteria & loca dicti Ordinis tàm in utrâque Siciliâ quàm cæteris omnibus Orbis partibus conſtituta, (etiam Commendata) ac etiam de jure patronatûs Laïcorum quocumque modo exiſtentia quæ convulſa, diruta & extenuata exiſtunt, reficiantur & ad debitam clauſuram reducantur ac pro faciliori præmiſſorum executione conveniens pecunia ſtatuatur & quotannis in id opus donec abſolutum fuerit erogetur, ac in eiſdem & cæteris locis quemadmodum eorum facultates ad id fuerint ſufficientes, competens Monachorum & Miniſtrorum numerus reſtituatur.

SUITE ET CONTINUATION DE LA BULLE du Pape Gregoire XIII. de l'an 1574.

7. Tous les lieux reguliers doivent eſtre garnis de meubles convenables.

IPSORUM quoque Eccleſiæ, Sacriſtiæ, Dormitoria & Officinæ vaſis, veſtimentis, libris, ſacrâ & communi ſuppellectile ac cæteris omnibus ad divinum cultum & Monaſticum uſum neceſſariis convenienter inſtruantur : Miſſæ prætereà ſacrificium & alia divina Officia nocturna & diurna quotidiè in Choro pſallendo juxtà ritum dicti Ordinis ſine intermiſſione celebrentur ; inſuper ubi ſacra lectio juxtà Concilii Tridentini diſpoſitionem haberi non poterit, præter eos libros qui ad divini Officii & Chori uſum ne-

ceſſarii ſunt, ſaltem Biblia & Catechiſmus ad Parochos ante aliquot annos editus, item opera ſancti Bernardi & ſi qui alii ad honeſtam Monachorum occupationem haberi poterunt, habeantur, niſi de illis in aſſignatione Menſæ Conventualis jam proſpectum reperiatur, ità tamen ut de his omnibus necnon vaſis, veſtimentis & cæterâ ſuppellectile præfatâ ſemel receptis, omnes Conventus rationem reddere debeant.

Et ut Novitii eâ quæ decet diſciplinâ informentur, unum aut duo Monaſteria in quacumque provinciâ ubi commodè fieri poterit ordinentur, in quibus magiſtri etiam cæterorum Monaſteriorum Novitios divini Officii rationem & regularis obſervantiæ inſtituta doceant, ità ut quodlibet Monaſterium ſuis neceſſaria ſuppeditet, & ſi nullos habuerit, alii pro eo ejuſque impenſis recipiantur & inſtruantur. 8.

Les Novices doivent eſtre inſtruits ſoigneuſement dans la Regularité.

Omnia ædificia Conventûs quoquo versùs claudantur, portæ non neceſſariæ obſtruantur, clathri feneſtris ubicumque opus fuerit infigantur, Templa, Sacriſtiæ, Capitula, Dormitoria, Refectoria, Infirmariæ & omninò aliæ Clauſtri partes nihil profani patiantur; nec Conventus horreum, penu, præſepia, nec prorſus ulla promercalia Abbatum Commendatariorum, Conductorum aut aliorum recipiant, nec illa à Commendatariis, Penſionariis aliiſve de Clauſtro non exiſtentibus occupentur, ſed illis ſolùm proprii Clauſtrales utantur, prout ad divini Officii celebrationem regularemque obſervantiam fuerunt conſtituta. 9.

Les portes du Convent bien fermées ſans rien de prophane, & ſans qu'aucun lieu comme grenier, cave & écurie puiſſe eſtre occupé ni même tenu à loyer par l'Abbé Commendataire ni par qui que ce ſoit que par les Religieux.

Mulieribus omnibus cujuſcumque qualitatis, dignitatis & ætatis ingreſſus clauſtri & aliorum locorum regularium etiam ædium partis quæ ab Abbatibus Commendatariis, Prioribus aliiſve Miniſtris etiam diviſim poſſidentur, ſit penitùs interdictus, & ſi ſecùs factum erit, tam ingredientes quàm recipientes excommunicationis ſententiam incurrant; carcer quoque ad correctionem Monachorum ubi non eſt, conſtituatur. 10.

Les femmes ne doivent pas entrer dans les Cloiſtres ni dans les autres lieux reguliers ni même dans la partie qui ſert de maiſon à l'Abbé regulier, ſous peine d'encourir l'excommunication par les femmes qui y entreront & par ceux qui les recevront.

Et in omnibus Monaſteriis Inventarium omnium præfatorum, necnon inſtrumentorum fundationum, dotationum, autoritatum, exemplarium omniumque monimentorum conſcribatur & in formam authenticam redigatur, illudque & cætera omnia præfata fideliter aſſerventur; ſic ubi verò locorum quidquam producendum erit, exemplum ab Archetypo deſumatur & tranſmittatur, niſi talis contigerit neceſſitas ut ipſum exemplar producendum ſit, quod tunc in fidem alicujus pro- 11.

Inventaire des Titres en chaque Monaſtere.

bati deponatur qui idoneè caveat illud ipsum quàm primùm reportandum.

Illa quoque Monasteria locis patentibus constituta quæ propter Turcarum seu prædonum vel hæreticorum incursiones tutè servari non poterunt, facto de ipsorum juribus, litteris, autoritatibus, tabulis, monimentis atque omni prorsùs suppellectile mobilibusque bonis, jocalibus & rebus fideli Inventario & si opus erit, eorum omnium depositio fiat apud personam fide & facultatibus idoneam, ità ut nihil omninò indè sine consensu expresso & speciali mandato Conventûs moveri valeat, in Civitates oppidave vicina transferantur.

12. Visites regulieres exactement faites dont les Commendataires payeront les frais en celle dont ils sont pourvûs & les Contributions ordinaires.

Cæterùm ad restituendam Monasticam disciplinam & restitutam conservandam, Cistercii & cæteri patres Abbates in Capitulo Generali provideant diligenter ut omnes visitationes sollicitè & prudenter ac cum pietate fiant, salutem animarum, religionis zelum, perpetuum cultum divinum, clausuram, obedientiam & cætera omnia quæ ad mores, correctionem & Religiosorum ædificationem pertinent, procurando; quibus in rebus ubicumque non sunt Mensæ Conventuali assignati redditus qui hoc onus ferre possint, Abbates & Commendatarii ac alii quicumque administrationem spiritualium & temporalium visitandorum Monasteriorum habentes, necessaria omnia ministrare ac Contributiones & sumptus pro gerendis aliis communibus negotiis dictæ Sedis autoritate impositas ac etiam ad brachii sæcularis adhibitionem præstare, Visitatores ac solitos & necessarios ipsorum famulos & jumenta debitâ hospitalitate recipere & eisdem in omnibus auxiliari omninò debeant & ad id etiam censuris & pœnis Ecclesiasticis per Capitulum ac etiam per ipsos Visitatores compellantur.

Ne porrò deserendi Monasterii occasio Monachis præbeatur, quod ex vagandi libertate illis à Commendatariis oblatâ ut expensis parcant plerùmque evenit, Præcipimus & Interdicimus nè ulli omninò Commendatarii quidquam vel minimùm de Mensâ & aliis necessariis detrahant neque ullo modo diminuant, aut quempiam etiam propter delictum ejiciant, sed quotiescumque Monachi quid admiserint quod quidem animadversione dignum sit, id quàm primùm Priori Claustrali vel si gravius sit delictum, Visitatori significent qui correctionem juxtà Ecclesiæ & dicti Ordinis Statuta faciat, qui si ultrà sex menses distulerit, eo ipso sit

ab Officio depositus & ad illud cæteraque omnia Ordinis ejusdem Officia triennio inhabilis censeatur, statimque præsidentes correctionem hujusmodi aliis committere teneantur.

Ad hæc Volumus & Mandamus ut apud dictum Monasterium Cistercii constituatur constitutumve restituatur Archivium in quo Index ordine compositus omnium aliorum Monasteriorum, Prioratuum, Ecclesiarum & Beneficiorum dicti Ordinis in omni parte Orbis constitutorum etiam in Commendam obtentorum vel unitorum habeatur, & item distinctum cujusque inventarium sive repertorium bonorum, proprietatum, rerum, jurium & actionum, omnium, necnon exemplum authenticum instrumentorum, privilegiorum, fundationum, donationum, literarum, autoritatum & monumentorum quorumcumque conficiatur confectumque fideliter asservetur.

Archive generale à Cisteaux de tous les Titres de l'Ordre.

Revocamus quoque & Abolemus omnia & quæcumque privilegia, autoritates, licentias, dispensationes & indulta cujusque privati rerum & bonorum usus, proprietatis, possessionis & dominii, omnibus cujuscumque gradûs & dignitatis Monachis dicti Ordinis per quoscumque Romanos Pontifices prædecessores nostros ac Nos & dictam Sedem ejusque Legatos ex quibuscumque causis etiam motu proprio & ex certâ scientiâ concessa, confirmata & innovata, quibuscumque concepta formulis ac clausulis & decretis suffulta, quorum omnium tenores præsentibus haberi Volumus pro expressis; ac Volumus illa omnia vires & effectum de cætero non habere; quin etiam Visitatores & cæteros omnes qui in hujusmodi proprietarios severè non animadverterint, ad officia hujusmodi & alia ipsius Ordinis ministeria perpetuò inhabiles esse.

Revocation de toutes permissions données à tous Religieux particuliers de rien posseder en propre.

Ceterùm ut vicina plebs egena pro Religionis consuetudine & instituto confoveri, ac cæteri piam & fidelem rerum administrationem collaudare possint, eisdem Commendatariis Præcipimus ut in suis Monasteriis pauperes eleemosynis pro modo facultatum prosequantur.

Aumosnes à faire dans les Monasteres aux dépens des Commendataires.

Quià verò nihil æquè dissolutè & indisciplinatè vivendi licentiam affert quam impunitatis spes, eamque non ità pridem tam nonnulla ejusdem Ordinis Monasteria quàm illorum personæ ex eo nancisci cœperint, quod à sententiis & decretis per ipsius Ordinis Generalem aut ejus Vicarios in Provinciis deputatos contrà se latis, ad nostros & dictæ Sedis Legatos & Nuncios provocando, 13.

Le Pape défend à tous ses Nonces & Légats & aux Ordinaires de recevoir aucune appellation des Sentences & Ordonnances renduës par l'Abbé General, ses Vicai-

res & députez & autres Superieurs de l'Ordre, ni de les juger, non plus que d'entreprendre de faire la Visite dans aucun Monastere.

poenas in se constitutas eludere satagunt, in antiquorum Statutorum, consuetudinum, rituum & privilegiorum præfatorum præjudicium & ipsius Ordinis Superiorum contemptum ; ideo ne abusus & incommoda hujusmodi tractu temporis altiùs irrepant providere Volentes, motu, scientiâ & potestate similibus Statuimus & Ordinamus ac districtè Præcipimus & Interdicimus nè ulli omninò dictæ Sedis Legati vel Nuncii appellationes à sententiis & decretis per Abbatem Generalem vel ejus Vicarios aut Superiores præfatos latis vel promulgatis ut præfertur pro tempore interpositas ullo modo recipiant aut admittant neque de illis cognoscant, seu illarum vel quocumque alio prætextu Monasteria, Prioratus aut alia loca ejusdem Ordinis visitent, sed quotiescumque ad illos aliquis in Monachos aut personas hujusmodi animadversione dignum deferri contigerit, juxtà formam Commendatariis circà delicta Monachorum & personarum earumdem per Nos ut præfertur præscriptam, Vicarium ipsius Ordinis in illâ Provinciâ institutum monendum curent qui delinquentes sub poenâ superiùs ad id constitutâ exemplariter corrigere & punire teneatur : Decernentes appellationes, provocationes aut quascumque alias reclamationes à Monachis & personis hujusmodi ad dictos Legatos seu Nuncios vel locorum Ordinarios ut præfertur pro tempore interpositas vel interponendas, ac processus desuper habitos vel habendos necnon indè secuta vel sequenda quæcumque, nullius fore roboris vel momenti, ac Generalem Abbatem & Vicarios necnon Superiores præfatos ad correctionem & punitionem delinquentium Monachorum & personarum Ordinis hujusmodi, appellationibus, provocationibus & reclamationibus hujusmodi nequaquam obstantibus procedere posse & debere.

Tous ces Reglemens cy-dessus ainsi faits ne peuvent estre accusez d'aucun vice de nullité, subreption &c.

Præsentes quoque Litteras de subreptionis vel obreptionis aut nullitatis vitio seu intentionis nostræ defectu, quovis prætextu quæsitove colore vel ingenio nullatenùs notari, argui vel impugnari posse, neminemque illas quavis de causâ etiam justissimâ impugnantem in judicio vel extrà audiendum esse, nec illas sub quibusvis similium vel dissimilium concessionum gratiarumque revocationibus, suspensionibus, limitationibus, modificationibus, derogationibus aut aliis contrariis dispositionibus etiam per Nos & successores nostros Romanos Pontifices ac Sedem prædictam, etiam Imperatoris, Regum, Reginarum, Ducum & aliorum Principum intuitu & contemplatione aut in eorum vel etiam nullius favorem sub quibuscumque

cumque tenoribus & formis ac cum quibusvis clausulis ac etiam vim contractûs aut legis seu statuti perpetui inducentibus decretis & aliàs quomodolibet concessis & concedendis, ac quibusvis Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis desuper quomodolibet editis & edendis aliquatenùs comprehendi, neque illis aliquo unquam tempore etiam per Sedem præfatam derogari posse nec derogatum censeri, nisi de toto tenore & datæ præsentium expressa mentio habita & derogatio, suspensio, revocatio, limitatio, modificatio aliaque præmissa de Cistercii aliorumque quatuor primorum nuncupatorum Abbatum prædictorum expresso consensu facta fuerint; & si aliter derogari, revocari, suspendi, limitari aut emendari contigerit, hujusmodi derogationem, revocationem, suspensionem, limitationem, correctionem & emendationem nullius esse roboris vel momenti, & quoties illæ vel illa emanabunt, toties in pristinum & validissimum statum restituta, & de novo etiam sub quacumque datâ per ipsum Abbatem Monasterii Cistercii pro tempore existentem eligenda concessa esse & censeri.

Sicque per quoscumque Judices & Commissarios quavis autoritate fungentes etiam S. R. E. Cardinales aut causarum Palatii Apostolici Auditores, sublatâ eis & eorum cuilibet quavis aliter judicandi & interpretandi facultate & autoritate, judicari & definiri debere, irritum quoque & inane si secùs super his à quoquam quavis autoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari.

Et nihilominùs omnibus nostris & dictæ Sedis Legatis & Nunciis ubicumque existentibus ac locorum Ordinariis necnon Ordinis præfati Conservatoribus ipsorumque singulis per Apostolica scripta Mandamus quatenùs præsentes litteras, & in eis contenta quæcumque ubi & quando opus fuerit, ac quoties pro parte Abbatum, Vicariorum, Visitatorum & aliorum præfatorum seu alicujus eorum desuper fuerint requisiti, solemniter publicandi ipsisque efficacis defensionis præsidio assistendi, faciant autoritate nostrâ Abbates, Vicarios, Visitatores & alios præfatos, confirmatione, approbatione, adjectione, suppletione, concessione, statuto, ordinatione, innovatione, præcepto, interdicto, renovatione, abolitione ac sui Generalis voluntatis mandatis, decretis nostris aliisque præmissis pacificè frui & gaudere, ac præsentes Litteras ab omnibus quos illæ concernunt, inviolabiliter & inconcussè observari, non permittentes Abbates, Vicarios, Superiores Visitatores, ac alios, 18.

Ordre du Pape à tous ses Légats & Nonces & aux Ordinaires des lieux de donner aide pour l'execution de tous ces Reglemens : & le reste des clauses usitées.

præfatos desuper contrà earumdem præsentium tenorem quomodolibet indebitè molestari; Contradictores quoslibet & rebelles per præfatas ac alias sententias, censuras & pœnas aliaque opportuna juris & facti remedia (apellatione postpositâ) compescendo, ac legitimis super his habendis servatis processibus sententias, censuras & pœnas ipsas etiam iteratis vicibus aggravando, invocato etiam ad hoc si opus fuerit, auxilio brachii sæcularis.

Nonobstantibus præmissis & sanctæ memoriæ Bonifacii Papæ VIII. pariter prædecessoris nostri de unâ & in Concilio Generali editâ de duabus dietis, aliisque Apostolicis ac in Provincialibus & Synodalibus Conciliis editis generalibus vel specialibus constitutionibus & ordinationibus, necnon quibuslibet etiam juramento, confirmatione Apostolicâ vel quavis firmitate aliâ roboratis statutis & consuetudinibus, declarationibus, inhibitionibus & decretis, privilegiis quoque, indultis & litteris Apostolicis, Legatis, Nunciis & Ordinariis præfatis ac aliis quibusvis personis, sub quibuscumque tenoribus & formis ac cum quibusvis etiam derogatoriarum derogatoriis aliisque efficacioribus & insolitis clausulis irritantibusque & aliis decretis, in genere vel in specie, etiam motu simili etiam consistorialiter aut aliàs quomodolibet concessis ac etiam iteratis vicibus approbatis & innovatis; quibus omnibus etiam si pro illorum sufficienti derogatione, de illis eorumque totis tenoribus specialis, specifica, expressa, individua ac de verbo ad verbum non autem per clausulas generales idem importantes mentio seu quævis alia expressio habenda aut alia aliqua exquisita forma ad hoc servanda foret, illorum veriores tenores, formas, datas & decreta in eis apposita ac si de verbo ad verbum nihil penitùs omisso & forma in illis tradita observata inserti forent, præsentibus pro sufficienter expressis habentes, illis aliàs in suo robore permansuris, ac vice dumtaxat specialiter & expresse Derogamus & sufficienter derogatum esse Decernimus, necnon omnibus illis quæ in litteris Pii IV. & Pii V. ac aliorum prædecessorum præfatorum expressum fuit non obstare contrariis quibuscumque, aut si aliquibus communiter vel divisim ab eadem sit Sede indultum quod interdici, suspendi vel excommunicari non possint per Litteras Apostolicas non facientes plenam & expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem.

Cæterùm quià difficile foret easdem præsentes ad diversa loca

provinciasque circumferre, Volumus & dictâ autoritate Decernimus quòd illarum transsumptis seu exemplis etiam formis impressis manu alicujus publici Notarii subscriptis & sigillo Abbatis Generalis aut alicujus ex aliis Superioribus Ordinis hujusmodi munitis, plena & indubia ac ea prorsùs fides ubique etiam in judicio adhibeatur, quæ ipsis originalibus adhiberetur si forent exhibitæ vel ostensæ. Datum Romæ apud S. Petrum sub annulo Piscatoris, die 12. Julii 1574. Pontificatûs nostri anno tertio.

BULLE DU PAPE SIXTE V. de l'an 1586.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape fait un dénombrement des Papes ses prédecesseurs qui ont accordé à l'Ordre de Cisteaux divers Privileges dont il specifie une partie, comme en ce qui concerne la liberté dans les élections qui se font des Abbez ; l'exemption de tous les Monasteres de la jurisdiction des Ordinaires ; la défense faite aux Abbez Commendataires de s'entremettre de ce qui regarde le gouvernement spirituel qui est laissé aux Peres Abbez ; ni d'occuper aucun des lieux reguliers & autres qui sont & doivent estre à l'usage de la Communauté, ni d'y introduire des femmes ; ni de pretendre rien aux dépouilles des Religieux qui decedent soit au dedans soit au dehors des Monasteres.*

2. *Le Pape confirme tous ces Privileges, & nommément les Bulles de ses prédecesseurs Gregoire IX. Sixte IV. Innocent VIII. Pie IV. Pie V. & Gregoire XIII. de l'execution desquelles dépend dit-il, le salut de l'Ordre, & cela de la meilleure & de la plus forte maniere qu'il est possible.*

3. *Il ordonne aux Legats, Nonces & autres Officiers du Saint Siege & de la Chambre Apostolique, de donner aide & secours pour l'execution pleine & entiere de sa Bulle quand ils en seront requis, à l'Abbé de Cisteaux General de l'Ordre, aux quatre premiers Abbez communément appellez ses quatre premieres Filles, & à tous les autres Superieurs.*

SIXTUS PAPA V.
AD FUTURAM REI MEMORIAM.

Cette Bulle est rapportée toute entiere au Grand Bullaire Romain pour la trente quatriéme Constitution de ce Pape.

PONTIFEX Romanus primarias Christi Dei & Domini nostri in terris gerens vices, sicut totius Dominici gregis pascendi curam & onus sustinere dignoscitur, ità in eos quos graviùs laborare & suo præcipuo auxilio indigere perspexerit, propensiùs & favorabiliùs incumbere debet; Cùm primis verò Religiosorum Monachorum qui mundanis abjectis illecebris, in spiritu humilitatis Altissimo famulantur, paternam curam gerere nutantemque illorum statum (quantum ex alto conceditur) celeri ac salubri munimine fulcire.

Sanè sicut pro parte dilecti filii Edmundi à Cruce Abbatis Monasterii Cistercii Cabilonensis Diœcesis totius Ordinis Cisterciensis Generalis necnon dicti Ordinis Capituli Generalis Nobis fuit expositum quòd Cisterciensium Monachorum Ordo à Divo Roberto institutus & à Divo Bernardo illustratus cæterisque eorum successoribus propagatus, multorum virorum sanctimoniâ præcellens tàm à prædecessoribus nostris Romanis Pontificibus quàm etiam ab Imperatoribus, Regibus, Ducibus & aliis Principibus tot & tantis privilegiis, gratiis & favoribus meruit decorari, ut nullo quovis temerario ausu nullâque temporis diuturnitate privilegia, exemptiones & gratias hujusmodi à quoquam violari aut
1. modo aliquo infringi posse viderentur: Sed tamen ea est quorumdam hominum improbitas talisque rerum humanarum conditio, ut nisi sæpiùs eadem iterentur & legum pœnis fulciantur, hujusmodi hominum audaciâ & temporum injuriâ optimæ leges & privilegia conculcentur; quo factum est ut quemadmodum eadem expositio subjungebat, multi piæ memoriæ prædecessores nostri præcipuè verò Paschalis II. Calixtus etiam II. Eugenius III. Alexander III. Lucius similiter III. Honorius etiam III. Gregorius IX. Innocentius IV. Alexander etiam IV. Urbanus IV. Clemens IV. Gregorius X. Nicolaus IV. Bonifacius VIII. Clemens V. Joannes XXII. Benedictus XII. Clemens VI. Urbanus V. Joannes XXIII. Martinus V. Eugenius IV. Nicolaus V. Calixtus III. Pius II. Sixtus IV. Innocentius VIII. Leo X. Pius IV. Pius V. & Gregorius XIII. Romani Pontifices, privilegia, prærogativas, immunitates, exemptiones, libertates,

Denombrement de la plus grande partie des Papes qui ont confirmé les Privileges de l'Ordre depuis son origine.

Indulgentias, conservatorias facultates & alias gratias Monasterio seu Abbati Cistercii, necnon Firmitatis, Pontigniaci, Claræ-vallis & Morimundi Cabilonensis, Autissiodorensis & Lingonensis respectivè Diœcesum (quatuor ipsius Monasterii Cistercii Filiabus appellatis) totique Ordini Cisterciensi & Capitulo Generali ejusdem Concesserint & Indulserint. Inter cætera verò Gregorius IX. ne ullus Episcopus aut quælibet alia persona cujuscumque dignitatis & præeminentiæ existat, regularem electionem Abbatum ipsius Ordinis impedire aut in ea se quomodolibet ingerere; Innocentius IV. eisdem Episcopis ne Monachos & Abbates Religionis ejusdem, etiam ratione cujuscumque delicti (causâ fidei duntaxat exceptâ) ad sua Judicia & Tribunalia trahere: Sixtus IV. Commendatariis Monachorum numeri taxationem & Noviciorum receptionem & benedictionem in Monasteriis Commendatis prohibuit atque ejus rei curam penes Abbates aliosque Ordinis Superiores remanere voluit; Innocentius VIII. ne quisquam ex Abbatibus & Monachis ipsius Ordinis in habitu & vivendi ritu longo usu passim recepto se ab aliis difformare præsumeret: Pius IV. Pius V. & Gregorius XIII. Commendatariis eisdem eorumque Ministris cæterisque personis sæcularibus quovis titulo ipsius Ordinis Monasteriorum fructus atque proventus percipientibus, nè Templa & alia loca Regularia & ad Monachorum usum destinata Abbatiarum hujusmodi & Monasteriorum quomodolibet occuparent aut profanarent, nevè in illis mulieres cujuscumque conditionis introducerent, nec se se in bonis per Monachos pro tempore decedentes relictis illorumve spoliis quomodolibet intromitterent aut bona ipsa sibi appropriarent, respectivè statuerunt, mandarunt & districtiùs præcipiendo vetarunt; ac etiam alii Romani Pontifices prædecessores nostri aliàs & aliter in favorem Ordinis ejusdem statuerunt, ordinarunt, concesserunt, indulserunt, prohibuerunt & inhibuerunt, prout in singulis tam prædictorum quàm aliorum quorumcumque prædecessorum nostrorum litteris, sub quacumque formâ & datâ respectivè (quarum tenores præsentibus haberi volumus pro expressis) expeditis & emanatis latiùs dicitur contineri.

Défenses aux Abbez Commendataires d'occuper les lieux reguliers des Monasteres dont ils sont pourvûs, ni d'y introduire des femmes, ni de rien pretendre aux pecules laissez par les Religieux.

Quare ipsius Ordinis Cisterciensis afflicto statui paterno affectu & ex Pastoralis officii nobis ex alto injuncti munere providere Volentes, motu proprio non ad Abbatis Cistercii ipsius Ordinis Generalis nec alterius cujuscumque pro eo sive toto Ordine ipso 2.

Confirmation nouvelle de tous lesdits Privileges.

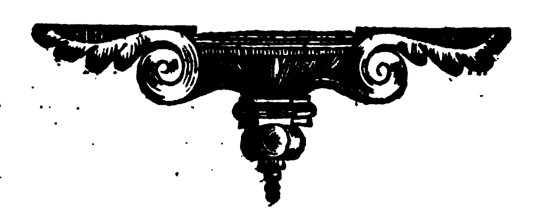
Nobis oblatæ petitionis instantiam, sed ex nostrâ merâ & spontaneâ voluntate & certâ scientiâ ac de Apostolicæ potestatis plenitudine, prædicta omnia & singula privilegia, prærogativas, immunitates, exemptiones, libertates, indulgentias, conservatorias facultates, indulta & alias gratias, Cistercii & quatuor Filiarum nuncupatorum præceptis Monasteriis & Ordini universo ejusque Capitulo Generali, Deffinitoribus & aliis Superioribus quibuscumque per supradictos & alios quoscumque Romanos Pontifices prædecessores nostros concessa & innovata concessasque & innovatas, præsertim verò ipsas litteras Gregorii IX. Sixti IV. Innocentii VIII. Pii IV. Pii V. & Gregorii XIII. per quarum ausu temerario contemptam à multis observationem ejusdem Ordinis convellitur immunitas, regularis status periclitatur, uniformitas decoloratur, Confirmamus, Roboramus & Approbamus illisque omnibus & singulis perpetuæ & inviolabilis firmitatis robur Adjicimus, & quatenus opus sit, Concedimus & Indulgemus, Vetamus, Prohibemus & Inhibemus, ac etiam solemnitatum etiam substantialium & quoscumque alios defectus, si qui in singulis privilegiis, indultis & litteris Apostolicis prædictis vel aliis quibuscumque quomodolibet intervenerint, motu & scientiâ similibus, eodem præsentium tenore Supplemus: Decernimus omnia & singula in ipsis privilegiis & indultis ac præsentibus nostris contenta & comprehensa, quatenùs sint in usu & sacris Canonibus præcipuè verò Concilii Tridentini decretis non adversentur, perpetuò valida & efficacia & firma ac stabilia fore & esse suosque plenarios effectus sortiri & obtinere ac omnibus & singulis quos tangunt seu tangere poterunt quomodolibet, in futurum inviolabiliter observari debere; Ac præsentes nostras etiam ex quavis causâ de subreptionis vel obreptionis seu nullitatis vitio aut intentionis nostræ vel quovis alio defectu notari seu impugnari & aliàs quomodolibet infringi vel retractari nullatenùs unquam posse, sed eas semper & perpetuò valere & tenere ac viribus subsistere, necnon eis quos vel quorum favorem concernunt & concernent, omninò suffragari: Sicque per quoscumque Judices, etiam causarum sacri nostri Palatii Apostolici Auditores ac S. R. E. Cardinales etiam Legatos de Latere & quacumque potestate & dignitate fulgentes, sublatâ eis & eorum cuilibet quavis aliter judicandi vel interpretandi facultate & autoritate, ubique judicari & definiri debere irritumque & inane si secùs super his à quoquam quavis autoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari, Decernimus,

ouveau que ses ont re- s préten- mmenda-

Quocircà omnibus nostris & dictæ Sedis Legatis ac Nuntiis ubicumque existentibus ac quorumcumque locorum Ordinariis necnon Ordinis præfati Conservatoribus, ac dilecto filio moderno & pro tempore existenti Curiæ causarum Cameræ Apostolicæ generali Auditori, ipsorum singulis per Apostolica scripta Mandamus quatenùs præsentes litteras & in eis contenta quæcumque ubi & quando opus fuerit ac quoties pro parte Patris Generalis, Abbatum, Procuratoris Generalis, Vicariorum, Visitatorum & aliorum præfatorum seu alicujus eorum desuper fuerint requisiti, solemniter publicantes ipsisque efficacis defensionis præsidio assistentes, faciant autoritate nostrâ Patrem Generalem, Abbates, Procuratorem Generalem, Vicarios, Visitatores & alios prædictos confirmatione, approbatione, adjectione, suppletione, concessione, statuto, ordinatione, innovatione, præcepto, interdicto, revocatione, abolitione ac sui Generalis voluntate, mandatis, decretis nostris aliisque præmissis pacificè frui & gaudere, ac præsentes litteras ab omnibus quos illæ concernunt, inviolabiliter & inconcussè observari, non permittentes Patrem Generalem, Abbates, Procuratorem Generalem, Vicarios, Visitatores, Superiores ac alios prædictos desuper contrà litterarum earumdem præsentiumque tenorem quomodolibet indebitè molestari; Contradictores quoslibet & rebelles per prædictas ac alias sententias, censuras & pœnas aliaque opportuna juris & facti remedia (appellatione postpositâ) compescendo, ac legitimis super his habendis servatis processibus, sententias, censuras, & pœnas ipsas, etiam iteratis vicibus aggravanda, invocato etiam ad hoc si opus fuerit, auxilio brachii sæcularis. Nonobstantibus præmissis & sanctæ memoriæ Bonifacii Papæ VIII. pariter prædecessoris nostri, de unâ & in Concilio Generali editâ de duabus dietis, aliisque Apostolicis ac in Provincialibus & Synodalibus Conciliis editis generalibus vel specialibus constitutionibus necnon quibuslibet etiam juramento, confirmatione Apostolicâ vel quavis firmitate alia roboratis statutis & consuetudinibus, declarationibus, inhibitionibus, & decretis, privilegiis quoque, indultis & litteris Apostolicis Legatis, Nuntiis & Ordinariis prædictis ac aliis quibusvis personis sub quibuscumque tenoribus & formis ac cum quibusvis etiam derogatoriarum derogatoriis aliisque efficacioribus & insolitis clausulis irritantibusque & aliis decretis in genere vel in specie etiam motu simili etiam consisto-

3. Ordre aux Legats Apostoliques & aux Nonces du Saint Siege, & tous autres Officiers de la Chambre & du Pape, de prester la main pour l'execution de la Bulle.

rialiter aut aliàs quomodolibet concessis & etiam iteratis vicibus approbatis & innovatis : Quibus omnibus & singulis etiam si pro illorum sufficienti derogatione, de illis eorumque totis tenoribus specialis, specifica, expressa, individua ac de verbo ad verbum non autem per clausulas generales idem importantes mentio seu quavis alia expressio habenda aut aliqua alia exquisita forma ad hoc servanda foret, illorum veriores tenores, formas, datas & decreta in eis apposita ac si de verbo ad verbum, nihil penitùs omisso & forma in illis tradita observata, inserti forent præsentibus pro sufficienter expressis habentes, illis aliàs in suo robore permansuris, hac vice dumtaxat specialiter & expresse derogamus & sufficienter derogatum esse decernimus, necnon omnibus illis quæ in litteris Pii IV. Pii V. & Gregorii XIII. ac aliorum prædictorum expressum fuit, non obstare cæterisque contrariis quibuscumque ; aut si aliquibus communiter vel divisim ab eadem sit Sede indultum quod interdici, suspendi vel excommunicari non possint per litteras Apostolicas non facientes plenam & expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem : Ceterùm quià difficile foret easdem præsentes ad diversa loca Provinciasque circumferre, Volumus & dicta autoritate Decernimus quod illarum transsumptis seu exemplis etiam impressis manu alicujus publici Notarii subscriptis, & sigillo Abbatis Generalis aut alicujus ex aliis Superioribus Ordinis hujusmodi munitis, plena & indubia ac ea prorsùs fides ubique etiam in Judicio adhibeatur quæ ipsis originalibus adhiberetur si forent exhibitæ vel ostensæ. Datum Romæ apud S. Petrum sub annulo Piscatoris, die 17. Maii anno Incarnationis Dominicæ 1586, Pontificatûs nostri anno secundo.



I^R BREF DU PAPE CLEMENT VIII. de l'an 1592.

SOMMAIRE.

1. *Le Pape par ce Bref obtenu sur la requisition des Abbez & Religieux de l'Ordre de Cisteaux en Espagne, confirme un Decret rendu par la Congregation établie pour l'interpretation du Concile de Trente, & declare au sujet de ce qu'a défini & reglé en leur faveur ce Concile Session 23. Chapitre 10. touchant la Collation de la Tonsure & des quatre Moindres & les Dimissoires, que les Abbez benits peuvent conferer la Tonsure & les quatre Ordres Mineurs à leurs Religieux*, suis subditis Regularibus, *dans les Eglises & Chapelles de leurs Monasteres, & leur donner aussi des Lettres Testimoniales pour leur servir de Démissoires à aller prendre les Ordres sacrez des Evêques qui doivent les leur conferer, s'il n'y a pas d'autres empêchemens.*
2. *Il fait aussi en conformité du même Decret qu'il confirme, plusieurs Reglemens à l'égard des Eglises Paroissiales qui sont unies ausdits Monasteres & en dépendent, pour les Curez & Vicaires qui les desservent, soit reguliers ou seculiers, sur leur nomination, presentation, institution &c. dont il est bon de voir le Texte.*

CLEMENS PAPA VIII.

AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

UT ea quæ pro Ecclesiasticarum personarum quarumlibet præsertim Regularium, quiete & tranquillitate statuta & declarata sunt, debitæ executioni demandentur, ex injuncto Nobis Apostolicæ servitutis officio prout conspicimus in Domino expedire, providere debemus : Sanè dilecti filii Generalis & Abbates 1.
Congregationis Regularis Observantiæ sancti Bernardi Cisterciensis Ordinis Regnorum Hispaniarum, nobis nuper exponi fecerunt quòd cùm aliàs per Congregationem sanctæ Romanæ Ecclesiæ

Decret de la Congregation sur le pouvoir de conferer la Tonsure & les quatre Moindres par les Abbez à leurs Religieux, & des Dimissoires.

Cardinalium Decretorum Concilii Tridentini Interpretum declaratum fuerit licere Abbatibus benedictis vel quibus à Sede Apostolicâ concessum sit privilegium ut possint omnia ea facere quæ possunt Abbates benedicti, Tonsuram minoresque Ordines suis subditis Regularibus tantùm conferre, aliaque Pontificalia hujusmodi Abbatibus competentia in sui Ordinis Monasteriorum Ecclesiis & limitibus exercere, taliterque ordinatos siquid aliud non obstiterit, legitimè posse à quibusvis Ordinariis ad ulteriores Ordines promoveri; necnon Monachos à Diœcesanorum superioritate & jurisdictione exemptos absque illorum litteris dimissoriis, à quibusvis locorum Ordinariis cum testimonialibus litteris suorum superiorum tantùm, ad omnes etiam sacros & Presbyteratûs Ordi-
2. nes admitti debere; ac in Parochialibus Ecclesiis alicui Monasterio unitis quibus per sæculares Sacerdotes & Ministros deservitur (cùm examen per concursum minimè instituendum sit) in ipsis unitis Ecclesiis constitui oportere Vicarios idoneos perpetuò vel ad nutum amovibiles ab Episcopo approbandos, à Præfectis tamen Monasteriorum nominandos, ac in portione Vicariis in eisdem Ecclesiis constituendis assignandâ, observandam esse Constitutionem Pii Papæ V. Prædecessoris nostri de Vicariis perpetuis editam, nec ab ea recedendum: in illis verò Parochialibus Ecclesiis unitis quibus per regulares Monachos deservitur, Monachum eisdem Ecclesiis Vicarium pro tempore præficiendum, non aliter debere constitui quàm ad nutum suorum Superiorum amovibilem, ab Ordinario tamen prævio examine approbatum, cum portione arbitrio suorum Superiorum assignandâ, qui Monachus ibidem unà cum alio Monacho dumtaxat habitare debeat: in illis autem Parochialibus Ecclesiis non unitis qui sunt juris patronatûs Ecclesiastici, examen utique per concursum esse peragendum, liberumque esse unicuique & à Patrono non nominato examini se subjicere; & si institutio ad Episcopum pertineat, electio magis idonei ex approbatis ad Patronum Ecclesiasticum spectat; si verò institutio pertineat ad alium, electio tunc ad Episcopum pertinet: in simplicibus verò beneficiis seu præstimonialibus portionibus omninò patrono competit præsentare; & insuper nequaquàm Episcopis Ordinariis licere beneficia juris patronatûs & Ecclesiastici Seminariis unire, quinimò factas uniones irritas esse ac aliàs, prout in singulis Decretis & Ordinationibus desuper factis pleniùs continetur: Quare Generalis Reformator & Abbates prædicti

nobis humiliter supplicare fecerunt quatenùs supradicta prout decreta sunt, approbare eaque omnia ab omnibus inviolabiliter observare mandaremus. Nos igitur hujusmodi supplicationibus inclinati, Decreta & Ordinationes hujusmodi Apostolicâ autoritate tenore præsentium Approbamus, eaque per quoscumque Archiepiscopos, Episcopos & alios locorum Ordinarios inviolabiliter perpetuò observari debere Statuimus & Ordinamus, Decernentes sic & non aliter per eosdem & alios quoscumque Judices Ordinarios & Delegatos & sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinales & causarum Palatii Apostolici Auditores, sublatâ eis & eorum cuilibet quavis aliter judicandi & interpretandi facultate & autoritate, judicari & diffiniri debere, irritum quoque & inane quidquid secùs super his à quoquam quavis autoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari : Non obstantibus quibusvis Apostolicis ac in Provincialibus & Synodalibus Conciliis editis Constitutionibus & Ordinationibus, quibus omnibus illorum omnium tenores præsentibus pro sufficienter expressis & insertis habentes, harum serie specialiter & expressè Derogamus cæterisque contrariis quibuscumque. Datum Romæ apud sanctum Petrum sub annulo Piscatoris die decimâ Martii, anno millesimo quingentesimo nonagesimo secundo, Pontificatûs nostri anno primo. M. Vestrius Barbianus.

Confirmation du Decret pour la Collation de la Tonsure, des quatre Moindres & le reste.

DECRET DU CONCILE DE TRENTE touchant la collation de la Tonsure & des quatre Moindres &c. par les Abbez à leurs Religieux, icy rapporté au sujet du precedent Bref, Ch. 10. Sess. 23.

SOMMAIRE.

Le Concile défendant aux Abbez de donner la Tonsure, les quatre Moindres & des Lettres Dimissoires à d'autres qu'à leurs Religieux, reconnoist qu'ils ont droit de le faire & le leur confirme.

ABBATIBUS ac aliis quibuscumque quantumvis Exemptis non liceat in posterum intrà fines alicujus Diœcesis consistentibus etiamsi nullius Diœcesis vel Exempti esse dicantur, cuiquam qui

regularis subditus sibi non sit, Tonsuram vel minores Ordines conferre, nec ipsi Abbates & alii Exempti aut Collegia vel Capitula quæcunque etiam Ecclesiarum Cathedralium Litteras Dimissorias aliquibus Clericis sæcularibus ut ab aliis ordinentur concedant, sed horum omnium Ordinatio servatis omnibus quæ in hujus sanctæ Synodi decretis continentur, ad Episcopos intrà quorum Diocesis fines existunt pertineat, nonobstantibus quibusvis privilegiis, præscriptionibus aut consuetudinibus etiam immemorabilibus.

IIE BREF DU PAPE CLEMENT VIII. de l'an 1595.

SOMMAIRE.

Ce Pape consulté par differentes personnes sur l'intention qu'avoit eu le Concile de Trente suivant ses Reglemens, au sujet du droit qu'il donne aux Evêques de visiter les Monasteres qui sont dans leurs Dioceses, pour sçavoir si ceux de l'Ordre de Cisteaux y sont compris ; declare que non & explique sa décision par le Concile même, en confirmant un Decret de la Congregation établie pour l'interpretation de ce Concile, & leve ainsi toute difficulté.

CLEMENS PAPA VIII.

AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

DECET Romanum Pontificem Religiosorum Immunitates & Privilegia præservare ut ipsi Religiosi liberiùs ac majori cum quiete divinis Obsequiis vacare valeant : Sanè licèt Sacrosancti Concilii Tridentini Decreto Sessionis 24. Cap. 10. Ordinatum sit ut Episcopi in omnibus quæ ad visitationem & morum correctionem subditorum suorum pertinent, & tanquam Delegati Sedis Apostolicæ, exemptione aut inhibitione quacunque non obstante, ac in eos jus & omnimodam potestatem habeant ; alio tamen ejusdem Concilii Decreto Sessionis 25. Cap. 20. Ordinum Capitibus & Superioribus hujusmodi visitatio Committitur, idque alteri Decreto Sessionis 21. Cap. 8. ejusdem Concilii quò tùm demùm Episcopis Monasteriorum visitatio permittitur, cùm

Abbates & Superiores alii admoniti intrà tres menses suo munere functi non fuerint. Nos Cupientes quieti Monasteriorum utriusque sexûs Ordinis Cisterciensis opportunè consulere, illorumque Privilegia & Immunitates illæsas conservare; ex sententiâ venerabilium fratrum nostrorum Cardinalium ejusdem Concilii Tridentini interpretum, per Præsentes Decernimus venerabilibus fratribus Patriarchis, Archiepiscopis, Episcopis & aliis locorum Ordinariis non licere dicta Monasteria utriusque sexûs Ordinis Cisterciensis in eorum Civitatibus & Diœcesibus respectivè consistentia visitare nisi juxtà præscriptum ultimum dicti Decreti Sess. 21. Cap. 8. sicque ab eis observare debere Præcipimus & Mandamus, &ità per quoscunque judices ordinarios & delegatos, sublatâ eis & eorum cuilibet quâvis aliter judicandi & interpretandi facultate & autoritate, judicari & definiri debere ac irritum & inane quidquid secùs super his à quoquam quavis autoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari pariter Decernimus, non obstantibus præmissis ac aliis in contrarium facientibus quibuscunque; Volumus autem ut Præsentium transumptis & impressis manu alicujus Notarii publici subscriptis & sigillo personæ in Dignitate Ecclesiasticâ constitutæ munitis, eadem fides ubique adhibeatur quæ Præsentibus ipsis adhiberetur. Datum Romæ apud sanctum Marcum sub annulo Piscatoris, die 20. Junii 1595. Pontificatûs nostri anno quarto. M. Vestrius Barbianus.

DECRET DU CONCILE DE TRENTE

Confirmatif des Privileges des Ordres reguliers icy rapporté pour preuve de la décision qui vient d'estre expliquée par le Bref transcrit en la precedente page, Session 25. Chapitre 20.

ABBATES qui sunt Ordinum Capita ac cæteri prædictorum Ordinum Superiores Episcopis non subjecti quibus est in alia inferiora Monasteria Prioratusve legitima jurisdictio, eadem illa sibi subdita Monasteria & Prioratus suo quisque loco atque ordine ex officio visitent, etiamsi Commendata existant: Quæ cùm

Le Concile autorise & confirme les dispositions contenuës dans les Bulles cy-devant rapportées au sujet des Reglemens faits en faveur des Visiteurs reguliers au sujet des Monasteres qui sont en Commende ; & en general tous les privileges des Exempts.

Ordinum suorum Capitibus subsint, declarat sancta Synodus in iis quæ aliàs de visitatione Monasteriorum Commendatorum definita sunt, non esse comprehensa ; teneanturque quicunque prædictorum Ordinum Monasteriis præsunt, prædictos Visitatores recipere & illorum Ordinationes exequi.

Ipsa quoque Monasteria quæ sunt Ordinum Capita juxtà sanctæ Sedis Apostolicæ & cujusque Ordinis Constitutiones visitentur ; & quandiù durabunt hujusmodi Commendæ, Priores Claustrales aut in Prioratibus Conventum habentibus Subpriores qui correctiones & spirituale regimen exercent, à Capitulis Generalibus vel ipsorum Ordinum Visitatoribus instituantur : In cæteris omnibus præfatorum Ordinum Privilegia & facultates quæ ipsorum personas, loca & jura concernunt, firma sint & illæsa.

IIIE BREF DU PAPE CLEMENT VIII, de l'an 1595.

SOMMAIRE.

Le Pape ajoute au Privilege qu'avoit déja l'Abbé de Cisteaux suivant la Bulle qu'on a vûë cy-devant transcrite page 137. du Pape Innocent VIII. de conferer à tous les Abbez & à toutes les Abbesses de l'Ordre, la Benediction Abbatiale, encore le pouvoir de commettre & subdeleguer en son lieu & place ses principaux Vicaires qui sont aussi Abbez, pour faire la même chose.

Dilecto filio Abbati Generali Ordinis Cisterciensis.

CLEMENS PAPA VIII.

DILECTE fili Salutem & Apostolicam Benedictionem. Commoditati Monasteriorum vestrorum utriusque sexûs tui Ordinis Cisterciensis quorum benedicente Domino maximus est numerus, quantum in Domino possumus consulere volentes, cùm sicut accepimus, Tu cui soli ex privilegio Apostolico munus benedictionis Abbatibus & Abbatissis tribuendi facultas competit, omnibus Abbatibus & Abbatissis hujusmodi benedictionis

munus impendere nequeas : Tibi ac pro tempore existenti Generali Abbati tui dicti Ordinis, quandocumque opus fuerit, principalibus Vicariis tuis qui Abbates existunt, munus benedictionis cæteris Abbatibus & Abbatissis impendendi facultatem subdelegandi autoritate Apostolicâ tenore præsentium perpetuam Concedimus potestatem, non obstantibus quibusvis Apostolicis ac in Provincialibus & Synodalibus Conciliis editis generalibus vel specialibus Constitutionibus, cæterisque contrariis quibuscumque. Datum Romæ apud sanctum Marcum sub annulo Piscatoris die vigesimâ quartâ Julii M. DXCV. Pontificatûs nostri anno quarto.
M. Vestrius Barbianus.

IV[e] BREF DU PAPE CLEMENT VIII. de l'an 1603.

SOMMAIRE.

1. *Ce Bref est un Jugement du Pape rendu sur pieces vûës au sujet d'une pretention qu'eurent en ce temps-là les Abbez & les Monasteres des Royaumes de Castille & des Espagnes, de n'estre pas dépendans de l'Abbé de Cisteaux & sujets à sa visite, pour en avoir esté (disoient-ils) exemptez par des Bulles que les précedens Papes leur avoient données en les érigeant en Congregations, se fondant aussi sur la prescription en ce que depuis ladite érection, il ne les avoit pas visitez ni en personne ni par ses deputez : surquoy ils se pourvûrent ayant esté avertis qu'il se disposoit à le faire, à l'effet de le prévenir.*
2. *Le motif du Pape en ce Jugement est l'obligation qu'il croit avoir de rendre justice, de maintenir l'union dans l'Ordre par la subordination des membres au Chef & d'en oster les sujets de division & de schisme ; de sorte que pour agir avec une entiere connoissance de cause, il commence par renvoyer l'affaire à examiner à la Congregation des Reguliers, dont le resultat fut que ces Abbez & Monasteres ne peuvent & ne doivent se soustraire de la jurisdiction de l'Abbé de Cisteaux.*
3. *Sur cet examen le Pape prononce & décide en confirmant le Decret de la Congregation & declarant la même chose, & que*

ces Abbez & Monasteres doivent reconnoistre l'Abbé de Cîteaux pour leur Superieur General, & doivent luy estre soumis & luy obéïr en toutes choses, ainsi que tous les autres Monasteres de l'Ordre, soit qu'ils soient unis en Congregation ou non; & qu'il a droit de les visiter & d'exercer à leur égard tous actes de jurisdiction, lesquels même il specifie pour la pluspart, y corriger & reformer toutes choses conformément aux Statuts de l'Ordre, y faire même de nouveaux Reglemens s'il le juge à propos & necessaire, informer des vies & mœurs, proceder, juger & punir &c.

4. *Enfin, il declare que tous ces droits & pouvoirs appartiennent à l'Abbé de Cisteaux, de droit commun, par l'usage & la possession, & suivant les Privileges & les Statuts de l'Ordre, & la disposition des Conciles: & de plus, il les luy donne de nouveau & les confirme, en ordonnant à toutes les personnes de ces Monasteres Abbez, Abbesses, Religieux & Religieuses de le reconnoistre & luy obéïr comme à leur General en toutes choses sous peine de desobéïssance & d'encourir les peines & les censures portées par les Statuts de l'Ordre & par les Bulles des Papes ses prédecesseurs, le contraire estant de mauvais exemple pour les autres Ordres reguliers:*

CLEMENS PAPA VIII.

AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

I. Motifs du Jugement du Pape par ce Bref.

AD Apostolicæ dignitatis apicem divinâ dispositione vocati, ex susceptæ servitutis officio Unicuique quod suum est tribuere, autoritatem Superiorum servare, unionem in Ordinibus tueri ac insuper schismata & dissentiones earumque causas & occasiones quantum nobis ex alto conceditur, tollere & extirpare satagimus, prout æquitas suadet atque in Domino salubriter conspicimus expedire.

Sanè non sine animi nostri molestiâ nuper accepimus quòd cùm superioribus annis (vigentibus adhuc in Galliæ Regno novissimis tumultibus bellicis) Nos tunc certam temporis illius rationem habentes, in generali facultatis visitandi excitatione quam dilecto filio Edmundo à Cruce Ordinis Cisterciensis Abbati Generali transmisimus, de Monasteriis ejusdem Ordinis Regnorum Hispaniarum & Portugalliæ mentionem non fecissemus, dilecti filii Abbates,

tes, Conventus & aliæ personæ Regulares Congregationis S. Bernardi Regnorum Castellæ & Hispaniarum ejusdem Ordinis Cisterciensis eo prætextu sese à debito subjectionis jugo quo ergà prædictum Abbatem Generalem tenentur, subducere cogitarunt & ad eum finem porrecto nobis supplici libello exponi fecerunt quòd dicta Congregatio à centum septuaginta circiter annis à quibus dicitur erecta, per præfatum Abbatem Generalem Ordinis Cisterciensis visitata nunquam fuerat, atque ita ab ejusdem jurisdictione, obedientiâ ac superioritate exemptam se esse prætendebat, & nihilominùs quatenùs præfato Abbati Generali de jure subjiceretur, maximè conveniebat istis præsertìm temporibus hujusmodi Congregationem ab ipsius Abbatis Generalis superioritate, visitatione ac autoritate eximi Nobis humiliter supplicantes ut exemptionis quam prætendebant, rationem habentes, eundem Abbatem Generalem ab obeundo ergà eos visitationis munere diverteremus.

Nos verò Cupientes ut nemini præjudicium inferretur, sed negotium (ut par est) debitè discuteretur, illorum supplicem libellum & rationes ob quas ab eis petita concedi possent, Venerabilibus Fratribus nostris S. R. E. Cardinalibus negotiis Episcoporum & Regularium præpositis examinandas Remisimus, qui post diligentem rationum ab illis deductarum inspectionem & maturam deliberationem, in eâ etiam sententiâ perstiterunt ut præfatus Abbas Generalis ubique etiam Monasteria in Congregationes reducta visitaret. 2.

Le Pape fait examiner les raisons des parties exactement dans la Congregation qui rend un Decret décisif en faveur de l'Abbé de Cisteaux absent.

Hinc igitur est quòd Nos nihil magis rationi consentaneum ac Decretis Concilii Tridentini necnon sanctorum Patrum sanctionibus conformius esse Censentes quàm ut omnes qui sub eodem albo Religionis nomen dederunt, ab uno Duce regantur ac gubernentur, filiique omnes Patrem agnoscant; & è contrà rem mali esse exempli pro aliis Ordinibus ut præfata aut quævis alia Congregatio à sui Generalis Abbatis legitimâ autoritate resilire nitatur; ac proindè Volentes ut Decretum Congregationis supradictorum Cardinalium suum (ut par est) sortiatur effectum, Motu proprio non ad supradicti Edmundi Abbatis Generalis aut alicujus alterius pro eo vel dicto Ordine Nobis super hoc oblatæ petitionis instantiam, sed ex certâ nostrâ scientiâ deque Apostolicæ potestatis plenitudine, dictum Decretum Apostolicâ autoritate tenore præsentium perpetuò Approbamus & Confirmamus, ra-

C'est un mauvais exemple pour les autres Ordres reguliers, de voir en celuy de Cisteaux un refus d'obéir à son General.

tumque & gratum habemus ac præsentis scripti patrocinio etiam perpetuò Communimus.

3. Le Pape confirme le Decret de la Congregation, & declare que l'Abbé de Cîteaux General de l'Ordre peut & doit en visiter tous les Monasteres sans exception, toutes fois & quantes & y exercer tous actes de jurisdiction, corriger, reformer, faire des informations & procedures &c.

Et nihilominus motu, scientiâ & potestatis plenitudine similibus easdem per præsentes Decernimus & Declaramus præfatum Edmundum ac pro tempore existentem Abbatem Generalem Monasterii & totius Ordinis Cisterciensis, quascunque Congregationes ubivis tam in præfatis Hispaniarum ac etiam Portugalliæ Regnis quàm alibi ubilibet institutas, & quæcumque illarum ejusdem Ordinis Monasteria tam Virorum quàm Mulierum in quibusvis Civitatibus, Terris, Oppidis & locis etiam dictorum Regnorum, prout in aliis totius Orbis Christiani partibus consistentia, sive prædicta Monasteria in hujusmodi Congregationibus redacta & sub illis comprehensa sint sive non, visitare ac tam in capite quàm in membris corrigere & reformare, ac omnia & singula quæ ad Congregationum ac Monasteriorum hujusmodi ipsorumque Abbatum, Abbatissarum aliorumque Superiorum necnon Monachorum & Monialium visitationem, correctionem & reformationem pertinebunt, facere, gerere, exequi & adimplere quandocumque & quotiescumque sibi pro tempore videbitur, liberè & licitè posse & debere.

4. Enumeration des pouvoirs qu'a l'Abbé de Cisteaux dans ses visites & des fonctions qu'il y peut faire.

Monemus autem prædictum Edmundum ac pro tempore existentem Abbatem Generalem ac in Domino hortamur, ut Congregationes supradictas Hispaniarum & Portugalliæ necnon Monasteria tam virorum quàm mulierum ejusdem Ordinis, tam in capite quàm in membris visitare, in singulorum Abbatum & aliorum Prælatorum necnon Abbatissarum, Monachorum & Monialium, cæterorumque Religiosorum & aliorum etiam servientium mores, vitam & instituta diligenter inquirere, ac quæcumque correctione, emendatione, reformatione aut etiam ex integro editione indigere pro tempore compererit, corrigere, emendare, reformare ac de novo condere, condita quoque si ità expedire cognoverit, mutare & alterare, eaque & quævis alia per præfatum Abbatem Generalem in visitatione ejusmodi facienda observari mandare, contradictores, inobedientes & rebelles quoscumque etiam per censuras & pœnas Ecclesiasticas aliaque opportuna juris & facti remedia (omni & quacumque appellatione remotâ) cogere & compellere ; delinquentes quoque & criminosos si quos repererit, prout Canonicæ requirunt sanctiones & juxtà Regularia dicti Ordinis instituta punire & castigare, ac demùm omnia

& singula quæ ad visitationem, correctionem & reformationem hujusmodi, necnon prosperam directionem & salubre gubernium Congregationum, Monasteriorumque ac illorum Abbatum, Abbatissarum, Superiorum & subditorum quorumcumque, ac tam circà observantiam regularem & divinum cultum bonosque mores quàm etiam circà bonorum temporalium administrationem pertinere cognoverit, præstare, statuere & Ordinare, Capitula Generalia & Provincialia convocare, ad eademque omnes & singulos Abbates, Priores, Officiales & alias regulares personas ut accedant, hortari, monere ac præcipere; recusantes verò etiam per censuras & pœnas Ecclesiasticas & temporales sibi bene visas, aliaque remedia præfata, etiam ad id cogere & compellere curet.

Nos enim ut præmissa omnia per dictum Abbatem Generalem uti convenit, adimpleri atque exequi possint, omnem jurisdictionem, superioritatem & autoritatem, prout sibi tam de jure, usu, consuetudine & privilegio, quàm etiam decretorum dicti Concilii Tridentini, necnon etiam præsentium vigore ad hæc omnia competere dignoscitur, Excitamus ac quatenùs opus sit, Innovamus & de novo Concedimus per præsentes. 5.

Toutes ces fonctions dans ses visites luy appartiennent de droit, d'usage & par Privilege, & le Pape luy en donne de nouveau le pouvoir.

Mandantes propterea in virtute sanctæ obedientiæ omnibus & singulis prædicti Ordinis & quarumvis illius Congregationum Abbatibus, Prælatis, Conventibus ac aliis Superioribus & personis, ut prædictum Edmundum ac pro tempore existentem Abbatem Generalem dicti Ordinis, hujusmodi visitationis munus apud eos quandocumque voluerit ac quotiescumque expedire judicaverit, liberè exercere permittant, alioquin sententiam sive pœnam quam ritè tulerit seu statuerit in rebelles, ratam habebimus & faciemus (autore Domino) usque ad satisfactionem condignam inviolabiliter observari.

Non obstantibus præmissis ac quibusvis Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis, necnon Congregationum & Monasteriorum quorumcumque erectionibus, institutionibus seu reductionibus, necnon etiam juramento, confirmatione Apostolicâ aut quavis aliâ firmitate roboratis statutis, consuetudinibus etiam immemorabilibus ac stabilimentis, usibus & naturis, exemptionibus quoque, immunitatibus, privilegiis, litteris Apostolicis & aliis gratiis quamtumvis amplissimis etiam per Nos & Prædecessores nostros Romanos Pontifices Sedemque Apostolicam sub

quibuſcumque tenoribus & formis ac cum quibuſvis etiam derogatoriarum derogatoriis irritantibuſque & aliis decretis etiam motu, ſcientiâ & poteſtate paribus, ac etiam Conſiſtorialiter in genere vel in ſpecie etiam pluries & iteratis vicibus, ac aliàs in contrarium quomodolibet conceſſis, confirmatis & approbatis ac in poſterùm concedendis : Quibus omnibus & ſingulis, etiamſi pro illorum ſufficienti derogatione aliàs de illis eorumque totis tenoribus ſpecialis, ſpecifica, individua & expreſſa, non autem per clauſulas generales idem importantes mentio aut quævis alia expreſſio habenda, ſeu quævis alia exquiſita forma ad hoc ſervanda foret, tenores hujuſmodi ac ſi de verbo ad verbum nihil penitùs omiſſo, & formâ in illis traditâ obſervatâ inſerti forent, præſentibus pro plenè & ſufficienter expreſſis habentes, illis aliàs in ſuo robore permanſuris, hac vice duntaxat ſpecialiter & expreſsè eiſdem motu, ſcientiâ & poteſtatis plenitudine Derogamus, & ſufficienter derogatum eſſe ac fore & cenſeri Decernimus, cæteriſque contrariis quibuſcumque ; aut ſi Abbatibus, Prælatis & aliis perſonis ſupradictarum Congregationum vel quibuſlibet aliis communiter vel diviſim ab eâdem ſit ſede indultum quod interdici, ſuſpendi vel excommunicari non poſſint per litteras Apoſtolicas non facientes plenam & expreſſam ac de verbo ad verbum de indulto hujuſmodi mentionem. Volumus autem quòd earumdem præſentium tranſſumptis etiam impreſſis, manu & ſigillo dicti Edmundi ac pro tempore Abbatis Generalis aut alicujus alterius perſonæ in dignitate Eccleſiaſticâ conſtitutæ munitis, eadem quæ præſentibus ipſis fides ubique habeatur. Datum Romæ apud Sanctum Petrum ſub annulo Piſcatoris, die XV. Januarii M. DCIII. Pontificatûs noſtri anno undecimo. M. Veſtrius Barbianus.



V^E BREF DU PAPE CLEMENT VIII. de l'an 1604.

SOMMAIRE.

Le Pape en confirmant à l'Abbé de Cisteaux le Privilege qu'Innocent VIII. son prédecesseur luy a accordé par une Bulle de l'année 1489. cy-devant rapportée toute entiere pages 135. &c. de pouvoir entre autres choses conferer la Benediction Abbatiale à tous les Abbez & à toutes les Abbesses de l'Ordre ; & depuis encore aprés luy avoir luy-même donné la faculté de pouvoir au même effet subdeleguer & commettre ses principaux Vicaires qui sont aussi Abbez, par un Bref que l'on vient de rapporter icy pages 198. &c. du 24. Juillet 1595. pour le troisiéme Bref de ce Pape, il declare par celuy-cy de 1604. que les Presidens des Congregations de l'Ordre qui sont en Espagne, Portugal, Italie & Allemagne, sont compris sous le nom & la qualité de Vicaires de l'Abbé de Cisteaux, & qu'ils auront aussi le même pouvoir s'il les subdelegue & commet au même effet.

CLEMENS PAPA VIII.

AD FUTURAM REI MEMORIAM.

ROMANUM decet Pontificem, dum super concessionibus quæ à Sede Apostolica emanarunt, aliqua dubia insurgunt, ea suæ declarationis adminiculo dilucidare.

Dudùm siquidem sicut accepimus, felicis recordationis Innocentius Papa VIII. prædecessor noster cùm intellexisset interdum propter munus benedictionis quod per Episcopos Abbatibus & Abbatissis Ordinis Cisterciensis impendebatur, contentiones ac privilegiorum Ordinis prædicti læsiones oriri sub eo prætextu quòd Episcopi prædicti ex impensione muneris hujusmodi, prætenderent aliquam postmodum in eos & in eorum Monasteria jurisdictionem & superioritatem contrà prædicti Ordinis privilegia habere ; tunc & pro tempore existenti Abbati Cistercii, qui totius Ordinis prædicti Caput & Generalis existit, ut munus benedictionis hujus-

modi quibuſcumque dicti Ordinis Abbatibus & Abbatiſſis impendere liberè & licitè poſſet autoritate Apoſtolicâ & ex certâ ſcientiâ indulſit.

Superioribus verò annis cùm ad noſtram audientiam perveniſſet dilectum filium Edmundum à Cruce modernum dicti Ordinis Abbatem Generalem omnibus Abbatibus & Abbatiſſis hujuſmodi benedictionis munus ſolum impendere non poſſe; Nos Commoditati illius ac Monaſteriorum utriuſque ſexûs prædicti Ordinis pro eo quem in illum gerimus paternæ charitatis affectu conſulere volentes, eidem Edmundo & Abbati Generali dicti Ordinis pro tempore exiſtenti, ut quandocumque opus eſſet, principalibus ſuis Vicariis qui etiam Abbates exiſtunt, munus benedictionis aliis Abbatibus & Abbatiſſis impendendi facultatem ſubdelegare valeret, eadem autoritate Conceſſimus prout in noſtris & prædicti Innocentii prædeceſſoris deſuper confectis Litteris pleniùs continetur.

Cùm autem ſicut Nobis nuper dictus Edmundus Generalis exponi fecit in diverſis Provinciis ac Regnis nonnullæ Congregationes dicti Ordinis reperiantur quarum Superiores vulgò & communiter non Vicarii, ſed nonnulli Reformatores, alii verò Præſidentes ſeu aliis nominibus appellantur, atque propterea ab aliquibus forſitan dubitari queat ex eo quod de Reformatoribus & Præſidentibus prædictis in dictis litteris mentio facta non fuerit, an idem Edmundus ſeu Abbas Generalis Ordinis prædicti pro tempore exiſtens Abbates & Abbatiſſas benedicendi facultatem illis quoque ſubdelegare poſſit, & aliàs dicti Reformatores & Præſidentes hujuſmodi indulto ſub nomine Vicarii comprehenſi cenſeantur; Ideò pro parte ejuſdem Edmundi nobis humiliter ſupplicatum fuit quatenùs in præmiſſis de opportuno declarationis noſtræ remedio aut aliàs providere de benignitate Apoſtolicâ dignaremur.

Concession nouvelle du même Privilege pour les Presidens des Congregations comme Vicaires de l'Abbé de Cisteaux.

Nos igitur attendentes Reformatores & Præſidentes præfatos licèt vulgò & communiter Vicarii nomine non conſueverint appellari, in effectu tamen & re ipsâ ipſius Abbatis Generalis vices gerere, omnemque dubitationis materiam præſcindere, atque reſecare Volentes, dictarumque litterarum tenorem præſentibus pro expreſſo habentes, ac eumdem Edmundum à quibuſvis excommunicationis, ſuſpenſionis & interdicti aliiſque Eccleſiaſticis ſententiis, cenſuris & pœnis à jure vel ab homine quavis occaſione

vel causâ latis si quibus quomodolibet innodatus existit, ad effectum præsentium duntaxat consequendum harum serie absolventes, & absolutum fore Censentes, hujusmodi supplicationibus inclinati, maturâ venerabilium fratrum nostrorum Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium negotiis Regularium præpositis consultatione priùs habitâ, Reformatores & Præsidentes Congregationum hujusmodi dictis litteris sub nomine Vicarii comprehendi comprehensosve fuisse & esse ac censeri debere, & ità mentis & intentionis nostræ fuisse & esse Apostolicâ autoritate tenore præsentium Declaramus & quatenùs opus sit, prædictum Indultum ad Reformatores & Præsidentes hujusmodi autoritate & tenore præmissis perpetuò Extendimus & Ampliamus ac prædictum Edmundum & pro tempore existentem dicti Ordinis Abbatem Generalem eisdem Reformatoribus ac Præsidentibus non secùs ac aliis suis Vicariis Generalibus, & perindè ac si de eis in dictis Litteris expressa, specifica & individua mentio facta fuisset, Abbates & Abbatissas benedicendi facultatem subdelegare posse, sicque ab omnibus & singulis censeri, & ità per quoscumque Judices ordinarios & delegatos quavis autoritate fungentes judicari & definiri debere, irritumque & inane Decernimus quidquid secùs super his à quocumque quavis autoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari; non obstantibus præmissis ac omnibus illis quæ in dictis Litteris voluimus non obstare. Datum Romæ apud Sanctum Petrum sub annulo Piscatoris die xxx. Januarii M. DCIV. Pontificatûs nostri anno duodecimo. M. Vestrius Barbianus.



BREF DU PAPE PAUL V. de l'an 1608.

SOMMAIRE.

Ce Bref particulier rendu en forme de Jugement pour une Abbaye de l'Ordre de Cisteaux en Flandre, ne laisse pas de servir à tout l'Ordre, parce qu'il confirme l'interpretation donnée au Decret du Concile de Trente touchant la Collation des quatre Moindres &c. suivant le premier Bref du Pape Clement VIII. rapporté cy-devant de 1592. page 193. Voicy le sujet & l'occasion du Procés porté devant le Pape Paul V.

1. *L'Abbé de Los au Diocese de Tournay s'estant plaint au Pape que l'Evêque de ce Diocese avoit refusé & refusoit encore de conferer les Ordres sacrez à ses Religieux sous pretexte qu'ils avoient reçû de son prédecesseur Abbé, la Tonsure & les quatre Moindres, parce qu'il pretendoit que dans l'Indult qu'il avoit du Saint Siege, ce pouvoir-là n'estoit pas mentionné.*
2. *La Question fut renvoyée à examiner à la Congregation des Cardinaux établie pour l'interpretation des difficultez qui surviennent sur le Concile de Trente, laquelle rendit son Decret qui est inseré dans ce Bref, & declara que pourvû que l'Abbé qui avoit conferé la Tonsure & les quatre Moindres à ses Religieux, fust Prestre & beni, il avoit eu droit & pouvoir de le faire ; & par consequent que l'Evêque de Tournay n'avoit pas eu raison de refuser de les admettre aux Ordres sacrez.*
3. *Le Pape en confirmant ce Decret, declare que l'Evêque de Tournay est obligé de l'executer, & luy Commande de le faire. Ce qui est conforme à la disposition du Concile de Trente rapporté cy-devant page 195. & au Bref du Pape Clement VIII.*

PAULUS PAPA V.

AD FUTURAM REI MEMORIAM.

1. EXPONI nobis nuper fecit dilectus filius Vincentius Abbas Monasterii sanctæ Mariæ de Laude Ordinis Cisterciensis Tornacensis

Tornacensis Diœcesis, quòd aliàs tunc existens Abbas dicti Monasterii solemniter benedictus & presbyter, habensque Indultum Apostolicum utendi mitrâ & baculo pastorali pro se suisque successoribus dicti Monasterii Abbatibus, primam Tonsuram & minores Ordines suis subditis Regularibus contulit, quos Episcopus Diœcesanus postmodum ordinavit ad Subdiaconatum : verùm dicto Abbate vitâ functo, præfatus Vincentius illius immediatus successor misit eosdem Regulares ad præfatum Diœcesanum pro suscipiendis reliquis sacris Ordinibus, quos dictus Diœcesanus ordinare recusavit, sub prætextu quòd primò dictus Abbas non habuisset facultatem eis minores Ordines conferendi, quia in Indulto Apostolico quo ei & Abbati dicti Monasterii pro tempore existenti conceditur usus mitræ & baculi, nulla sit mentio hujusmodi facultatis Ordines conferendi. Cùm autem sicut eadem expositio 2.
subjungebat, Venerabiles Fratres nostri S. R. E. Cardinales Concilii Tridentini interpretes, negotio hujusmodi discusso, decretum desuper ediderint cujus tenor talis est : Sacra Congregatio Cardinalium Concilii Tridentini interpretum Censuit, si hujusmodi Abbas aliique ejus successores pro tempore existentes fuerint solemniter benedicti & presbyteri, potuisse posseque conferre Regularibus suis subditis primam Tonsuram & Ordines minores, quamvis in Indulto Apostolico quo conceditur usus mitræ & baculi, nulla hujusmodi facultatis mentio habeatur, ideòque Episcopum Diœcesanum non debere recusare quin eos (nisi aliud obstiterit) ad sacros Ordines promoveat : Quare dictus Vincentius Abbas Nobis humiliter supplicari fecit ut decreto hujusmodi pro ejus firmiori observantiâ Apostolicæ confirmationis robur adjicere de Benignitate Apostolicâ dignaremur. Nos igitur dictum 3.
Vincentium Abbatem specialibus favoribus & gratiis prosequi volentes, & à quibusvis excommunicationis, suspensionis & interdicti aliisque Ecclesiasticis Sententiis, censuris & pœnis à jure vel ab homine quavis occasione vel causâ latis, si quibus quomodolibet innodatus existit, ad effectum præsentium dumtaxat consequendum harum serie absolventes & absolutum fore Censentes, hujusmodi supplicationibus inclinati, Decretum prædictum Apostolicâ authoritate tenore præsentium perpetuò Confirmamus illique perpetuæ & inviolabilis Apostolicæ firmitatis robur Adjicimus, ac ab Episcopo Diœcesano pro tempore existente inviolabiliter observari Mandamus ; non obstantibus Constitutioni-

bus & Ordinationibus Apostolicis cæterisque contrariis quibuscumque. Datum Romæ apud sanctum Marcum sub annulo Piscatoris, die 5. Julii 1608. Pontificatûs nostri anno quarto. Scipio Cobellutius.

I[R] BREF DU PAPE URBAIN VIII. de l'an 1632.

SOMMAIRE.

Le Pape Gregoire XV. ayant député par un Bref du 8. Avril 1622. à la priere & sollicitation du Roy Louis XIII. M. le Cardinal de la Rochefoucault pour de son autorité visiter & reformer les Monasteres des Ordres de S. Benoist, de S. Augustin, de Cisteaux & de Cluny pendant l'espace de six années, & estant mort l'année suivante sans qu'il eust esté executé; le Roy recommença ses instances auprés de son successeur qui fut Urbain VIII. lequel donna au même Député un nouveau Bref Commissorial avec un pareil pouvoir pendant trois années, daté du 10. Septembre 1632. qui est celuy qu'on examine icy & qui n'auroit pas place en ce Recueil des Privileges, si ce n'est que son execution a esté le fondement & le sujet de plusieurs procés & differends qui ont troublé l'Ordre pendant plus de quarante ans, & qui ont donné lieu de recourir diverses fois à Rome où l'on a obtenu des Brefs qui les ont enfin appaisez & que l'on ne peut pas se dispenser de rapporter.

Il sera facile d'expliquer ces deux Brefs délegatoires dont le premier est inseré tout entier dans le second, & d'y voir les pouvoirs qui y estoient donnez & leur étenduë aussi-bien que les restrictions & les conditions sous lesquelles ils avoient esté accordez.

URBANUS PAPA VIII.

DILECTE fili noster, salutem & Apostolicam benedictionem. Aliàs à felicis recordationis Gregorio Papa XV. prædecessore nostro emanarunt litteræ tenoris subsequentis, videlicet à tergo, dilecto filio nostro Francisco tituli sancti Callisti Presbytero

Cardinali de la Rochefoucault nuncupato; intùs verò, Gregorius Papa XV. Dilecte fili noster, salutem & Apostolicam benedictionem. Speculatores domûs Israel quæ est Ecclesia Dei viventis, mirabili ejusdem providentiâ Constituti admonemur ut ad ea sedulò intendamus, per quæ divinus cultus & Ecclesiastica regularisque disciplina in Monasteriis & locis regularibus quibuslibet conserventur majoraque in dies suscipiant incrementa; & si in aliquibus exciderint, modis quantùm fieri in Domino potest, restituantur opportunis. Cupientes itaque ad animarum salutem & Christi Fidelium ædificationem Monasteria, domus & loca regularia sancti Benedicti, sancti Augustini, Cisterciensis & Cluniacensis Ordinum in Regno Franciæ existentia autoritate nostrâ visitari, ac de tuâ singulari fide, prudentiâ, integritate & Religionis zelo plurimùm in Domino confisi, supplicationibus etiam charissimi in Christo filii nostri Ludovici Francorum Regis Christianissimi nobis super hoc humiliter porrectis inclinati, Tibi per præsentes Injungimus ut cum consilio & participatione Prælatorum & Religiosorum eorumdem Ordinum quos ad id idoneos esse judicaveris, omnia & singula Ordinum prædictorum Monasteria, domus & alia loca regularia quocumque nomine nuncupata, etiam exempta ac nobis & Apostolicæ Sedi mediatè vel immediatè subjecta, eorumque Abbates, Priores, Monachos, Fratres & personas quascumque cujuscumque dignitatis, statûs gradûs, ordinis & conditionis existentes tam in capite quàm in membris autoritate nostrâ visites & reformes, ac in earumdem personarum statum, vitam, mores, ritus & disciplinam tam conjunctîm quàm divisîm diligenter inquiras, necnon Evangelicæ & Apostolicæ doctrinæ sanctorumque Canonum & Generalium Conciliorum decretis & sanctorum Patrum traditionibus atque regularibus eorumdem Ordinum institutis Apostolicâ autoritate confirmatis inhærendo, & prout occasio rerumque qualitas exegerit, quæcumque mutatione, correctione, emendatione, renovatione, revocatione ac etiam ex integro editione indigere cognoveris, corrigas, emendes, renoves ac etiam de novo condas, condita sacris Canonibus & Concilii Tridentini Decretis non repugnantia confirmes, abusus quoscumque tollas, Regulas, Constitutiones & Ecclesiasticam Regularemque disciplinam ac in primis divinum cultum, ubicumque illa exciderint, juxtà primam eorumdem Ordinum Regulam dictâ Apostolicâ autoritate confir-

matam modis congruis restituas & reintegres ; si aliquos in aliquo delinquentes repereris, eos juxtà Canonicas sanctiones punias & castiges, ipsasque personas etiam ut præmittitur exemptas, ad debitum & honestum vitæ modum ac ad statum sacris Canonibus & Concilio Tridentino prædictis conformem revoces, ac quicquid circà morum correctionem statueris & ordinaveris, absque dilatione & appellatione quæ executionem quoquomodo ullatenus impediat aut suspendat, neque nisi ad effectum devolutivum dumtaxat suffragetur, observari facias ; Monachorum & Fratrum Ordinum prædictorum Congregationes erigas & instituas, Monasteria à se invicem independentia quæ sine capite sunt, similiter in Congregationem redigas, inobedientes ac contradictores quoslibet & rebelles per sententias, censuras & poenas Ecclesiasticas aliaque opportuna juris & facti remedia cogas & compellas : Nos enim tibi præmissa & quæcumque alia circà visitationem & reformationem aliaque suprà expressa hujusmodi necessaria & quomodolibet opportuna faciendi, dicendi, gerendi & exequendi, citrà tamen beneficiorum statûs mutationem, autoritate prædictâ tenore præsentium plenam, liberam & absolutam facultatem & autoritatem Concedimus & Impartimur : Si quæ autem graviora in hujusmodi visitatione repereris, Volumus ut ea sub tuo sigillo clausa ad Nos quamprimùm diligenter transmittas, ut id quod in illis statuendum sit, maturâ consultatione adhibitâ Decernamus. Mandantes propterea omnibus & singulis Abbatibus, Prioribus & Generalibus ac aliis Superioribus quocumque nomine nuncupatis aliisque personis prædictis, sub excommunicationis ac privationis suorum officiorum & aliis arbitrio nostro infligendis poenis, ut tibi in præmissis omnibus & singulis promptè pareant & obediant, tuaque salubria monita & mandata suscipiant humiliter & efficaciter adimplere procurent, alioquin sententiam sive poenam quam ritè tuleris seu statueris in rebelles, ratam habebimus & faciemus autore Domino usque ad satisfactionem condignam inviolabiliter observari ; non obstantibus Apostolicis ac in universalibus Provincialibusque & Synodalibus Conciliis editis generalibus vel specialibus Constitutionibus & Ordinationibus, ac Monasteriorum, domorum & aliorum locorum Regularium prædictorum & Ordinum quorum fuerint etiam juramento, confirmatione Apostolicâ vel quâvis firmitate aliâ roboratis statutis & consuetudinibus, privilegiis quo-

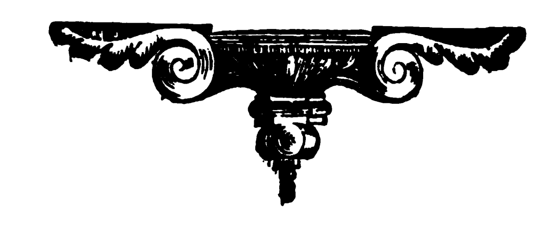
que, indultis & litteris Apostolicis, illis eorumque Superioribus hujusmodi & aliis personis prædictis sub quibuscumque tenoribus & formis, ac cum quibusvis etiam derogatoriarum derogatoriis aliisque efficacioribus & insolitis clausulis ac irritantibus & aliis Decretis in genere vel in specie etiam motu proprio vel consistorialiter ac aliàs in contrarium præmissorum quomodolibet concessis, confirmatis, innovatis, quibus omnibus & singulis etiam si pro sufficienti illorum derogatione, de illis eorumque totis tenoribus ipsis specifica individua ac de verbo ad verbum expressa mentio habenda aut aliqua exquisita forma ad hoc servanda foret, tenores hujusmodi pro plenè & sufficienter expressis & ad verbum insertis habentes, illis aliàs in suo robore permansuris, hac vice dumtaxat specialiter & expressè Derogamus cæterisque contrariis quibuscumque, præsentibus ad sex annos à datâ præsentium computandos dumtaxat valituris. Datum Romæ apud sanctum Petrum, sub annulo Piscatoris, die octavâ Aprilis M. DC. XXII. Pontificatûs nostri anno secundo.

Cùm autem sicut prædictus Ludovicus Rex Nobis nuper exponi fecit, ex visitatione & reformatione hujusmodi multa eorumdem Ordinum Monasteria, Domus & loca Regularia prædicta in quibus regularis disciplina laxata reperiebatur, non mediocria in spiritualibus & temporalibus susceperint incrementa, ipsæ verò visitatio & reformatio præsertìm quoad Monasteria, domos & regularia loca S. Benedicti & Cisterciensis Ordinum prædictorum spatio dictorum sex annorum ad optatum finem perduci nequiverint, cupiatque propterea idem Ludovicus Rex per Nos desuper ulteriùs provideri; Nos piis ejusdem Ludovici Regis votis hujusmodi annuere felicique Monasteriorum, domorum & regularium locorum prædictorum statui & directioni quamdiù cum Domino possumus, opportunè consultum esse Cupientes, supplicationibus ipsius Ludovici Regis Nobis super hoc humiliter porrectis inclinati, Tibi per præsentes Injungimus ut cum consilio & participatione Prælatorum & Religiosorum sancti Benedicti & Cisterciensium Ordinum prædictorum, quos ad id idoneos esse judicaveris, omnia & singula sancti Benedicti & Cisterciensis Ordinum hujusmodi Monasteria, domos & alia loca regularia prædicta eorumque Abbates, Priores, Monachos & personas quascumque cujusvis dignitatis, statûs, gradûs, ordinis & conditionis existentes tam in capite quàm in membris ac aliàs juxtà

litterarum præinsertarum continentiam & tenorem autoritate nostrâ prædictâ visites atque reformes, aliaque in eisdem litteris contenta & expressa facias & exequaris cum facultate etiam Religiosos hujusmodi de uno ad alium locum transferendi. Nos enim tibi præmissa & quæcumque alia circà visitationem & reformationem aliaque suprà expressa hujusmodi quomodolibet necessaria & opportuna faciendi, dicendi, gerendi & exequendi (citrà tamen beneficiorum statûs mutationem) dictâ autoritate tenore præsentium plenam, liberam & absolutam facultatem & autoritatem Concedimus & Impartimur.

Si quæ autem graviora in hujusmodi visitatione repereris, volumus ut ea sub tuo sigillo clausa ad Nos quamprimùm diligenter transmittas, ut quid in illis statuendum sit, maturâ consultatione adhibitâ Decernamus. Mandantes propterea omnibus & singulis Abbatibus, Prioribus & Generalibus aliisque Superioribus quocumque nomine nuncupatis cæterisque personis prædictis sub excommunicationis ac privationis suorum officiorum & aliis arbitrio nostro infligendis poenis, ut tibi in præmissis omnibus & singulis promptè pareant & obediant tuaque salubria monita & mandata suscipiant humiliter & efficaciter adimplere procurent; alioquin sententiam sive poenam quam ritè tuleris seu statueris in rebelles, ratam habebimus & faciemus autore Domino usque ad satisfactionem condignam inviolabiliter observari.

Non obstantibus omnibus illis quæ in eisdem præinsertis litteris voluimus non obstare cæterisque contrariis quibuscumque, præsentibus ad triennium proximum tantùm valituris. Datum Romæ apud sanctam Mariam Majorem sub annulo Piscatoris, die 10. Septembris M. DC. XXXII. Pontificatûs nostri anno decimo. Signatum M. A. Maraldus.



II[E] BREF DU PAPE URBAIN VIII. de l'an 1635.

SOMMAIRE.

Le Commissaire député par le precedent Bref ayant rendu deux Sentences les 27. Juillet 1634. & 20. Aoust 1635. par lesquelles entre autres choses, il restraignoit beaucoup la jurisdiction de l'Abbé de Cisteaux & des autres Superieurs ordinaires de l'Ordre, & apportoit de grands changemens dans son regime & sa maniere de vivre pour les Elections des Abbez & l'établissement des Officiers, les Novitiats & autres choses tres-considerables, en faveur de quelques Abbez & Religieux qui depuis dix-huit à vingt ans avoient pris & professoient l'abstinence de chair en douze ou quinze Monasteres par la permission & sous l'autorité de l'Abbé de Cisteaux avec l'approbation du Chapitre General & des Lettres Patentes du Roy ; ausquels Religieux lesdites Sentences attribuoient le principal gouvernement, dont ils privoient ainsi les autres, de quoy il y avoit appel au Saint Siege & même des Instances portées & poursuivies depuis en divers Tribunaux même seculiers ; l'Abbé de Cisteaux s'estant pourvû devant le Pape, Sa Sainteté donna le Bref dont il est icy question, & qui fut presenté au Chapitre General tenu en 1651. où il fut lû, publié & reçû avec ordre de l'executer ponctuellement comme un Reglement qui devoit rétablir la paix dans l'Ordre & en bannir à jamais l'esprit de contention ; on le rapporte icy comme on l'a tiré du Registre du Chapitre General avec les deux Decrets de ce Chapitre qui le precedent & le suivent.

Premier Decret du Chapitre General de 1651.

Ne prætextus contentioni in posterùm relinquatur, legi jussit Capitulum Generale Breve Apostolicum pro pace Collegii sancti Bernardi Parisiensis à fœlicis recordationis Urbano Papa octavo datum, cujus tenor sequitur & est talis.

URBANUS PAPA VIII.

AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

EXPONI nobis nuper fecit dilectus filius Abbas Generalis Cisterciensis Ordinis, Quòd nonnulli ejusdem Ordinis Monachi in Regno Franciæ sub prætextu introducendi in Collegium dicti Ordinis Civitatis Parisiensis & alia ipsius Ordinis regularia loca abstinentiam carnium (quarum usus eidem Ordini ab hac sanctâ Sede concessus est) & specie aliarum reformationum, præfati Collegii Superiores ab eodem Abbate Generali deputatos ex eodem Collegio ejecerunt & in ejusdem Collegii regimine sese ambitiosè intruserunt, in eoque continuant non obstante protestatione & appellatione ad eamdem Sedem factis atque interpositis : Quare dictus Abbas Generalis Nobis humiliter supplicari fecit ut super præmissis opportunè providere de benignitate Apostolicâ dignaremur.

Nos igitur dictum Generalem Abbatem specialibus favoribus & gratiis prosequi volentes, & à quibusvis Excommunicationis, Suspensionis & Interdicti aliisque Ecclesiasticis sententiis, censuris & pœnis à jure vel ab homine quâvis occasione vel causâ latis, si quibus quomodolibet innodatus existit, ad effectum præsentium dumtaxat consequendum harum serie absolventes & absolutum fore Censentes, hujusmodi supplicationibus inclinati, de venerabilium Fratrum nostrorum S. R. E. Cardinalium negotiis Regularium præpositorum consilio, Monachis Ordinis hujusmodi ac præsertim in Collegio Parisiensi aliisque locis præfatis degentibus districtè Injungimus ut omninò eidem Abbati Generali pareant, nec in aliquo ejus superioritatem cui subsunt, sub quovis prætextu etiam introducendæ reformationis, quoquo modo turbare audeant, ipseque Abbas Generalis possit & debeat ut anteà consueverat, in eodem Collegio & locis supradictis deputare Superiores quibus (ut par est) iidem Monachi obedire teneantur, neque contrà deputationem Superiorum hujusmodi aliquid attentare præsumant : Non obstantibus Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis ac dicti Ordinis etiam juramento, confirmatione apostolicâ vel quâvis firmitate aliâ roboratis statutis & consuetudinibus, privilegiis quoque, indultis & Litteris Apostolicis in contrarium quomodolibet concessis, confirmatis & innovatis,

quibus

quibus omnibus & singulis, eorum tenores præsentibus pro sufficienter expressis habentes, illis aliàs in suo robore permansuris, hâc vice dumtaxat specialiter & expressè Derogamus cæterisque contrariis quibuscumque. Datum Romæ apud Sanctum Petrum sub annulo Piscatoris die quinta Decembris anni millesimi sexcentesimi trigesimi quinti, Pontificatûs nostri anno decimo tertio. M. A. Maraldus.

Second Decret du Chapitre General de 1651.

Quod quidem Breve registrari post lectionem & cum debitâ reverentiâ & submissione ab omnibus recipi Decernit Capitulum Generale, & non obstantibus à Reverendo Abbate de Castellione allegatis, Statuit ut omnes illud admittant cum debitâ veneratione.

I[R] BREF DU PAPE INNOCENT X. de l'an 1647.

SOMMAIRE.

Ce Bref fut encore accordé par le Pape Innocent X. devant lequel on s'estoit aussi pourvû aprés la mort de son predecesseur Urbain VIII. & qui avoit déja député des Commissaires in Partibus *sur les differends & contestations que l'on a expliquez, dans le dessein d'appaiser les troubles qui continuoient de diviser l'Ordre de Cisteaux, aprés avoir fait derechef examiner les pretentions, raisons & pieces de toutes les Parties dans une Congregation députée extraordinairement à cet effet, dont il confirme par son Bref le Resultat en Ordonnant que les élections des Abbez & l'établissement des Officiers publics de l'Ordre, la Reception des Novices & ce qui regarde l'usage de viande en certains jours de la semaine suivant la dispense qui en avoit esté donnée par le Saint Siege & qui se pratiquoit dés l'an 1475.*

se continueroient à l'ordinaire & comme auparavant les Sentences & Ordonnances de Monsieur le Cardinal de la Rochefoucault.

INNOCENTIUS PAPA X.

AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

SALVATORIS & Domini nostri Jesu Christi qui charitas est & Deus pacis, vices meritis licèt imparibus gerentes in terris, sinceram animorum concordiam inter Christi fideles quoslibet præsertim altissimo sub suavi Religionis jugo famulantes consovere studemus & quæ pro sopiendis litibus & controversiis inter eos ortis facta fuerunt, ne in recidivæ contentionis scrupulum relabantur, libenter Apostolicæ Confirmationis robore Communimus prout conspicimus in Domino salubriter expedire.

Cùm itaque vertentibus aliàs inter dilectos filios Abbates & Monachos Antiquos seu Communis Observantiæ ex una, ac Vicarium Generalem & Abbates Monachosque strictæ Observantiæ seu Abstinentes nuncupatos Ordinis Cisterciensis partibus ex alterâ, quibusdam controversiis circà reformationem dicti Ordinis, judices desuper à Sede Apostolicâ delegati per suam deffinitivam sententiam inter alia ut asseritur, prædictis Antiquis seu Communis Observantiæ Monachis vocem activam dumtaxat in electionibus Abbatum Cistercii Capitis ejusdem Ordinis Cabilonensis Diœcesis competere decreverint, ac quædam circà esum carnium in eodem Ordine à centum & ampliùs annis etiam ex Privilegio Apostolico receptum, ac etiam circà receptionem Novitiorum immutaverint, & propterea prædictorum Antiquorum seu Communis Observantiæ Monachorum se indè gravatos prætendentium nomine, habito ad Nos recursu negotioque nonnullis S. R. E. Cardinalibus & Romanæ Curiæ Prælatis per Nos commisso, tandem dilectus filius Attilius à Petrâ Sanctâ Abbas Monasterii sanctæ Crucis in Hierusalem de Urbe dicti Ordinis ab utrâque parte procurator specialiter pro componendo juxtà mentem & voluntatem nostram negotio hujusmodi, acquieverit resolutioni seu determinationi per Cardinales prædictos in eodem negotio factæ : Videlicet quod circà Electionem Abbatis Generalis aliorumque Abbatum & Officialium dicti Ordinis, ac esum carnium & Receptionem Novitiorum servetur prout antè senten-

Commissaires déptutez in partibus.

Appel au Saint Siege.

tiam per dictos Judices latam, juxtà ejusdem Ordinis Constitutiones etiam Apostolicas servabatur.

Nos inviolabili resolutionis seu determinationis hujusmodi per dictum Attilium nomine ambarum partium acceptatæ firmitati (quantùm cum Domino possumus) consulere volentes & singulares dictorum Monachorum personas à quibusvis Excommunicationis, Suspensionis & Interdicti aliisque Ecclesiasticis sententiis, censuris & pœnis à jure vel ab homine quavis occasione vel causâ latis si quibus quomodolibet innodatæ existant, ad effectum præsentium dumtaxat consequendum harum serie absolventes & absolutas fore censentes, Supplicationibus dicti Attilii Nobis desuper humiliter porrectis inclinati; Resolutionem seu Determinationem prædictam Apostolicâ autoritate tenore præsentium perpetuò Approbamus & Confirmamus ac illi inviolabilis Apostolicæ firmitatis robur Adjicimus, omnesque & singulos tam juris quàm facti defectus, si qui desuper quomodolibet intervenerint, Supplemus ac ab utraque dictarum partium perpetuò inviolabiliter observari Mandamus; sicque & non aliter in præmissis per quoscumque judices ordinarios & delegatos, etiam causarum Palatii Apostolici Auditores ac ejusdem S. R. E. Cardinales & de latere Legatos judicari & deffiniri debere, irritumque & inane quidquid secùs super his à quoquam quavis autoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari Decernimus. Non obstante quacumque litispendentiâ ac Apostolicis & in universalibus Provincialibusque & Synodalibus Conciliis editis generalibus vel specialibus Constitutionibus & Ordinationibus, necnon dicti Ordinis etiam juramento, confirmatione apostolicâ vel quavis firmitate aliâ roboratis statutis & consuetudinibus, privilegiis quoque, indultis & literis Apostolicis in contrarium præmissorum quomodolibet concessis, confirmatis & innovatis; Quibus omnibus & singulis illorum tenores præsentibus pro plenè & sufficienter expressis habentes; illis aliàs in suo robore permansuris, ad effectum præmissorum specialiter & expresse Derogamus cæterisque contrariis quibuscumque. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem sub annulo Piscatoris, die primâ Februarii M. DC. XLVII. Pontificatûs nostri anno tertio. Sic signatum **M. A. Maraldus.**

IIE BREF DU PAPE INNOCENT X. de l'an 1653.

SOMMAIRE.

Le Pape confirme tous les Privileges qui ont esté jusqu'alors accordez à l'Ordre de Cisteaux par ses prédecesseurs, & confirmez nommément pvr le Pape Gregoire XIII. cy-devant rapporté pages 172. & suivantes.

INNOCENTIUS PAPA X.

AD FUTURAM REI MEMORIAM.

Ce Bref est tout entier dans le Grand Bullaire Romain pour la cinquante quatriéme Constitution de ce Pape.

EXPONI nobis nuper fecit dilectus filius modernus Procurator Generalis Ordinis Cisterciensis quòd ipse privilegia, gratias & indulta à diversis Romanis Pontificibus prædecessoribus nostris dicto Ordini concessa & successivè ab illis, præsertìm verò Gregorio Papa XIII. similiter Prædecessore nostro fel. rec. confirmata, quò firmiora subsistant & ab omnibus arctiùs observentur, Apostolicæ nostræ confirmationis patrocinio communiri summopere desiderans. Nos igitur eumdem modernum Procuratorem specialibus favoribus & gratiis prosequi volentes, & à quibusvis excommunicationis, suspensionis & interdicti aliisque ecclesiasticis sententiis, censuris & pœnis à jure vel ab homine quavis occasione vel causâ latis, si quibus quomodolibet innodatus existit, ad effectum præsentium dumtaxat consequendum harum serie absolventes & absolutum fore censentes, supplicationibus illius nomine nobis super hoc humiliter porrectis inclinati; Omnia & singula privilegia, gratias & indulta per quoscumque Romanos Pontifices prædecessores nostros eidem Ordini quomodolibet concessa, dummodo in usu ac licita sint & honesta & non sint revocata neque sub aliquibus revocationibus comprehensa, sacrisque Canonibus & Concilii Tridentini Decretis ac Constitutionibus Apostolicis regularibusque dicti Ordinis Institutis non adversentur, Apostolicâ autoritate præsentium perpetuò Approbamus & Confirmamus illisque inviolabilis Apostolicæ firmitatis robur Adjicimus ac

omnes & singulos tam juris quàm facti defectus si qui desuper quomodolibet intervenerint, in eisdem Supplemus; Decernentes illa necnon ipsas præsentes litteras semper & perpetuò valida, firma & efficacia existere & fore suosque plenarios & integros effectus sortiri & obtinere & ab omnibus & singulis ad quos spectat & spectabit quomodolibet in futurum, inviolabiliter & inconcussè perpetuò observari; sicque per quoscumque Judices Ordinarios & Delegatos etiam causarum Palatii Apostolici Auditores judicari & definiri debere, ac irritum & inane si secùs super his à quoquam quavis autoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari, in contrarium facientibus non obstantibus quibuscumque : Volumus autem ut præsentium transsumptis etiam impressis, manu alicujus Notarii publici subscriptis & sigillo personæ in dignitate Ecclesiasticâ constitutæ munitis, eadem prorsùs ubique fides adhibeatur quæ præsentibus ipsis adhiberetur si forent exhibitæ vel ostensæ. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem sub annulo Piscatoris die 16. Junii 1653, Pontificatûs nostri anno nono.

IIIE BREF DU PAPE INNOCENT X. de l'an 1654.

SOMMAIRE.

1. Le Pape sur la plainte qui luy est faite de la part de l'Abbé General de l'Ordre de Cisteaux, qu'au préjudice des Privileges accordez à cet Ordre par ses prédecesseurs, par lesquels ils ont diverses fois jugé & declaré que les Abbez qui tiennent en Commende quelques Monasteres dudit Ordre, n'y ont aucune jurisdiction en ce qui regarde les Religieux & le regime monastique ; & que le droit de les visiter & d'y faire des Reglemens appartient à l'Abbé de Cisteaux & aux quatre premiers Abbez chacun en ceux de sa dépendance, à l'exclusion desdits Commendataires qui ne peuvent ni user de correction envers les Religieux, ni y établir les Officiers ni disposer d'aucun d'eux, tout cela appartenant à leurs Superieurs reguliers, ce qui est encore conforme au Concile de Trente, & au Resultat des Consulta-

tions qui ont esté faites dans les Congregations tenuës à cet effet & aux Ordonnances des Papes.

2. *Neanmoins quelques-uns de ces Abbez Commendataires dans le Royaume de Pologne ont pretendu & pretendent plusieurs de ces droits sous pretexte des expressions qui se trouvent dans leurs Bulles, & troublent ainsi les Monasteres qui leur ont esté donnez en Commende.*

3. *De sorte que le Pape pour remedier à pareils inconveniens, décide & declare que ces Abbez Commendataires ne peuvent ni doivent s'ingerer au gouvernement de ces Monasteres sous pretexte des expressions qui se trouvent dans leurs Bulles, ni rien pretendre dans l'établissement des Prieurs, Souprieurs & autres Officiers Claustraux, ni visiter lesdits Monasteres ni punir les Religieux, ni en un mot, se mesler en aucune maniere du regime spirituel.*

4. *Il enjoint à ses Nonces par tout où il y en a & aux Ordinaires des lieux, quand ils en seront requis, de tenir la main à l'execution de ces Reglemens & de reprimer ceux qui voudront les enfraindre, par Censures & toutes autres voyes, même d'implorer à cet effet le bras seculier.*

INNOCENTIUS PAPA X.

AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

Ce Bref est transcrit tout entier au Grand Bullaire Romain pour la soixante-deuxiéme & derniere Constitution de ce Pape.

PASTORALIS Officii Nobis divinitùs commissi partes, esse Cognoscimus, ut Religiosorum virorum in humilitatis spiritu sub suavi Religionis jugo Altissimi obsequiis mancipatorum commodis & fœlici directioni intendentes, illos à dispendiis quibuslibet (quantùm nobis ex alto conceditur) asseramus.

1. Sanè pro parte dilecti filii Claudii Abbatis Generalis Ordinis Cisterciensis per ejus Procuratorem Nobis nuper expositum fuit quòd licèt peculiaria Ordinis prædicti privilegia à quamplurimis Summis Pontificibus & signanter à fœlicis recordationis Pio II. Sixto IV. Innocentio VIII. Pio IV. Pio V. & Gregorio XIII. prædecessoribus nostris concessa & confirmata respectivè disponant ac declarent quòd Commendatarii Monasteria dicti Ordinis in Commendam obtinentes, nullam in Monasteria sibi Commendata quoad eorum Monachos jurisdictionem exerceant, sed visitatio ad Abbatem Cistercii & quatuor Primores quemlibet in

suâ Generatione juxtà formam antiquorum privilegiorum pertineant, ac Monachi ipsorum Monasteriorum Commendatorum dictum Abbatem Cistercii & primos quatuor ac eorumdem Commissarios ad eamdem visitationem recipere & in eorum manibus professionem emittere debeant : Commendatarii verò ne quemquam propter delictum ejiciant, sed quotiescumque Monachi quid admiserint quod quidem animadversione dignum sit, id quamprimùm Priori Claustrali vel Commissario significent qui correctionem juxtà Ordinis prædicti statuta faciat ; ac demùm Prior & Subprior in eisdem Commendatis seu Commendandis Monasteriis, Officiales spirituales & temporales dicti Ordinis professi & non sæculares per Commendatarios etiamsi S. R. E. Cardinales fuerint, instituantur ; & præterea Concilii Tridentini decreto Sess. 25. cap. 20. statutum reperiatur ut Priores Claustrales aut in Prioratibus Conventum habentibus Subpriores qui correctiones & spirituale regimen exercent, à Capitulis Generalibus vel ipsorum Ordinum Visitatoribus instituantur : ac insuper à Congregatione Venerabilium fratrum nostrorum ejusdem S. R. E. Cardinalium negotiis & consultationibus Episcoporum & Regularium præpositâ Resolutiones præmissis ac Constitutionibus Apostolicis innixæ emanaverint die secundâ Augusti M. DC. XLVII. quibus tunc existenti nostro & Sedis Apostolicæ in Regno Poloniæ Nuntio injunctum fuit ut seriò invigilaret nè Commendatarii hujusmodi & signanter dilectus pariter filius Alexander Denhoff Commendatarius Monasterii Andreoviensis, Ordinis prædicti Cracoviensis Diœcesis, circà Officialium electiones vel circà Monachorum vitam & mores cæteraque Institutum Regulare spectantia se ingererent.

Nihilominùs iidem Commendatarii passìm & in primis prædictus Alexander Denhoff in vim litterarum Apostolicarum super eorumdem Monasteriorum Commendis expeditarum in quibus hujusmodi Monasteriorum cura, regimen & administratio tam in spiritualibus quàm temporalibus plenariè committitur, prætendunt jus instituendi ac destituendi Priores & Officiales Claustrales, visitandi, corrigendi, statuendi, ordinandi & exercendi ea quæ Institutum regulare contingunt ; eorumdemque Commendatariorum nonnulli non contenti reditibus ac fructibus quorum majorem partem ex opulentioribus dicti Ordinis Monasteriis colligunt, in alienam insuper messem, veluti in electiones ac de- 2.

Pretexte de la Clause mise dans les Bulles des Abbez Commendataires.

positiones Priorum ac Subpriorum aliorumque Officialium ac etiam in visitationes & Monachorum correctiones falcem mittere præsumentes, prædicta Privilegia & Constitutiones Apostolicas contemptui habent in grave ejusdem Claudii Abbatis imò universi Ordinis prædicti jurium præjudicium : Quare idem Claudius Abbas Nobis humiliter supplicari fecit ut in præmissis opportunè providere de benignitate Apostolicâ dignaremur.

3. Nos igitur dictum Claudium Abbatem specialibus favoribus & gratiis prosequi volentes, & à quibusvis excommunicationis, suspensionis & interdicti aliisque Ecclesiasticis sententiis, censuris & pœnis à jure vel ab homine quavis occasione vel causâ latis (si quibus quomodolibet innodatus existit) ad effectum præsentium dumtaxat consequendum, harum serie absolventes & absolutum fore censentes, hujusmodi supplicationibus inclinati, de prædictorum Cardinalium consilio, Inhærentes præallegatorum Summorum Pontificum prædecessorum nostrorum privilegiis Ordini Cisterciensi hujusmodi concessis ac decreto ejusdem sacri Concilii Tridentini ac Resolutionibus aliàs desuper factis, Apostolicâ autoritate tenore præsentium Declaramus, Decernimus ac Statuimus non licere Commendatariis Priores, Subpriores aut Officiales Claustrales instituere ac destituere, visitare Monachos eosdemque corrigere, nec facultates eisdem in litteris Apostolicis concessas & expressas, prout suprà ad ea quæ Institutum regulare concernunt ac tenore prælibatorum privilegiorum & sacri Concilii dispositione Monastico regimini relinquuntur, trahi posse ac debere.

Les Abbez Commendataires ne peuvent rien pretendre dans les Monasteres dont ils ont pourvûs, à l'égard des visites, corrections des Religieux, institutions & destitutions d'Officiers &c sous pretexte des Clauses mises dans leurs Bulles.

4. Ideoque dilectis filiis nostris & Sedis prædictæ Nuntiis sive etiam locorum Ordinariis vel dicti Ordinis Conservatoribus, per easdem præsentes Injungimus ut quotiescumque requisiti fuerint, ab hujusmodi vexationibus ac violentiis manifestis Commendatarios per censuras & alia juris remedia (implorato etiam si opus fuerit brachio sæculari) cohibeant & compescant, salvâ semper in præmissis autoritate Congregationis eorumdem Cardinalium.

Decernentes præsentes litteras semper firmas, validas & efficaces existere & fore ac ab omnibus ad quos spectat & pro tempore spectabit, inviolabiliter observari; sicque in iisdem præmissis per quoscumque Judices ordinarios & delegatos etiam causarum Palatii Apostolici Auditores, judicari ac definiri debere ac irritum

&

& inane quidquid secùs super his à quoquam quavis autoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari : Non obstantibus præmissis ac recolendæ memoriæ Bonifacii Papæ VIII. de unâ & in Concilio Generali editâ de duabus dietis, dummodo ultrà tres dies aliquis autoritate præsentium in Judicium non trahatur, aliisque Apostolicis ac universalibus Provincialibusque Conciliis editis generalibus vel specialibus Constitutionibus & Ordinationibus, necnon prædicti Ordinis etiam juramento, confirmatione Apostolicâ vel quavis firmitate aliâ roboratis statutis & consuetudinibus, privilegiis quoque, indultis & litteris Apostolicis in contrarium præmissorum quomodolibet concessis, confirmatis & innovatis ; Quibus omnibus & singulis illorum tenore præsentibus pro expressis habentes, illis aliàs in suo robore permansuris, ad præmissorum effectum specialiter & expressè Derogamus cæterisque contrariis quibuscumque. Volumus autem quòd præsentium transsumptis etiam impressis, manu alicujus Notarii publici scriptis & sigillo personæ in Ecclesiasticâ dignitate constitutæ munitis, eadem prorsùs fides in Judicio & extrà adhibeatur, quæ præsentibus ipsis adhiberetur si forent exhibitæ vel ostensæ. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem sub annulo Piscatoris die 25. Septembris 1654. Pontificatûs nostri anno decimo. G. GUALTERIUS.

Ir BREF DU PAPE ALEXANDRE VII. de l'an 1655.

SOMMAIRE.

Le Bref du Pape Innocent X. de l'année precedente ayant esté executé au Royaume de Pologne, & ce Pape estant mort peu de mois aprés, le Vicaire General du Royaume & les Abbez reguliers des Monasteres de l'Ordre qui y sont situez, se pourvûrent à son Successeur qui fut Alexandre VII. pour obtenir la confirmation de son Reglement ; ce qui leur fut accordé par un nouveau Bref dans lequel fut inseré mot à mot & tout entier, celuy d'Innocent X. sur lequel on peut faire les mêmes reflexions & donner les mêmes explications qu'on a fait au precedent. Le Pape outre qu'il supplée aux défauts qui pour-

roient s'estre glissez dans le premier, en le confirmant décide & déclare encore de nouveau aprés l'avoir fait examiner dans la Congregation, que les Abbez Commendataires sous pretexte des Clauses qui se trouvent dans leurs Bulles, ne peuvent & ne doivent pretendre aucune jurisdiction, ni faire nulle fonction de superiorité & regularité dans les Monasteres dont ils sont pourvûs.

ALEXANDER PAPA VII.

AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

Ce Bref est rapporté tout entier dans le Grand Bullaire Romain pour la sixiéme Constitution de ce Pape.

EXPONI Nobis nuper fecerunt dilecti filii Nicolaus Dunin Ordinis Cisterciensis in Regno Poloniæ Vicarius & Visitator Generalis cæterique Coabbates dictorum Ordinis & Regni per suum in Romanâ Curiâ Procuratorem, quod à fœl. record. Innocentio Papa X. prædecessore nostro ad instantiam dilecti filii Claudii Abbatis Generalis ejusdem Ordinis de mense Septembris anni proximè præteriti 1654. emanarunt in simili formâ Brevis Litteræ tenoris sequentis videlicet : Innocentius Papa X. ad perpetuam rei memoriam. Pastoralis Officii Nobis divinitùs commissi partes esse Cognoscimus ut Religiosorum virorum in humilitatis spiritu sub suavis Religionis jugo Altissimi obsequiis mancipatorum commodis & fœlici directioni intendentes illos à dispendiis quibuslibet (quantum nobis ex alto conceditur) asseramus. *Et le reste comme au precedent Bref jusqu'à la fin.*

Repetition du Bref d'Innocent X.

Cùm autem sicut eadem expositio subjungebat, ante completam præinsertarum Litterarum hujusmodi executionem, obitus ejusdem Innocentii prædecessoris supervenerit, proindèque cupiant iidem exponentes pro firmiori earumdem præinsertarum Litterarum subsistentiâ illas autoritate nostrâ Apostolicâ confirmari ; Idcircò Nos eosdem exponentes specialibus favoribus & gratiis prosequi volentes, & eorum singulares personas à quibusvis excommunicationis, suspensionis & interdicti aliisque Ecclesiasticis Sententiis, Censuris & pœnis à jure vel ab homine quâvis occasione vel causâ latis, si quibus quomodolibet innodatæ existunt, ad effectum præsentium dumtaxat consequendum harum serie absolventes & absolutas fore censentes, supplicationibus eorum nomine Nobis super hoc humiliter porrectis inclinati : de Venerabilium Fratrum nostrorum S. R. E. Cardinalium negotiis &

Consultationibus Episcoporum & Regularium præpositorum consilio, præinsertas dicti Innocentii prædecessoris Litteras cum omnibus & singulis in eis contentis Apostolicâ autoritate tenore præsentium Confirmamus & Approbamus illisque inviolabilis Apostolicæ firmitatis robur Adjicimus, ac omnes & singulos tam juris quàm facti defectus si qui desuper quomodolibet intervenerint supplemus : Decernentes præsentes Litteras semper firmas, validas & efficaces existere & fore suosque plenarios & integros effectus sortiri & obtinere & ab omnibus & singulis ad quos spectat & pro tempore spectabit inviolabiliter observari ; sicque per quoscumque Judices ordinarios & delegatos etiam causarum Palatii Apostolici Auditores judicari & definiri debere, ac irritum & inane si quid secùs super his à quoquam quâvis autoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari ; Non obstantibus omnibus & singulis illis quæ idem Innocentius Prædecessor in dictis suis Litteris præinsertis voluit nonobstare cæterisque contrariis quibuscumque. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem sub annulo Piscatoris die 26. Augusti 1655. Pontificatûs nostri anno primo.

IIE BREF DU PAPE ALEXANDRE VII. de l'an 1657.

SOMMAIRE.

Sur la Remontrance faite au Pape par le Procureur General de l'Ordre de Cisteaux, de la continuation des differends dont on a parlé en expliquant les Brefs des Papes Gregoire XV. Urbain VIII. & Innocent X. des années 1622. 1632. 1635. & 1647. & du trouble de conscience que causoient ces contestations au sujet principalement de l'usage de viande introduit dans l'Ordre par des Bulles des Papes de 1475. & 1498. & deslors continué, depuis cent soixante-seize ans : Sa Sainteté ayant fait encore une fois examiner cette dispense dans la Congregation des Reguliers, declare & décide que l'on peut la suivre & la continuer en sûreté de conscience, & de plus l'accorde tout de nouveau.

ALEXANDER PAPA VII.

AD FUTURAM REI MEMORIAM.

Ce Bref est inseré au Grand Bullaire Romain pour la quarante-cinquiéme Constitution de ce Pape.

IN supremi Apostolatûs fastigio meritis licèt imparibus divinâ dispositione constituti, ad ea quibus Christi fidelium sub suavi Religionis jugo vota sua Deo reddere satagentium quieti & conscientiæ securitati consulitur, propensis studiis intendimus ac desuper creditæ Nobis cœlitùs dispensationis partes interponimus prout in Domino conspicimus salubriter expedire.

Les Papes Sixte IV. & Alexandre VI. ont dispensé de l'abstinence de chair certains jours de la semaine par leurs Bulles de 1475. & 1498.

Cùm itaque sicut dilectus filius Procurator Generalis Ordinis Cisterciensis Nobis nuper exponi fecit, licèt dudùm fœl. rec. Sixtus Papa IV. Prædecessor noster per suas anno Incarnationis Dominicæ 1475. Idibus Decembris sub plumbo expeditas Litteras abstinentiam à carnibus de substantialibus Regulæ quam Monachi Ordinis hujusmodi profitentur, non esse declaraverit & Capitulo Generali illoque cessante, Abbati pro tempore existenti Monasterii Cistercii ejusdem Ordinis cum quibuscumque Abbatibus, Monachis & Monialibus ac aliis personis ipsius Ordinis tunc præsentibus & futuris secundùm discretionis eorum arbitrium & conscientiæ judicium (super quo eorum conscientias oneravit) quandocumque & quotiescumque necesse eis seu alteri ipsorum videretur per se vel per alios dispensandi ac eis licentiam concedendi quod carnibus etiam extrà Monasteriorum septa in quibuscumque locis absque alicujus pœnæ incursu aut conscientiæ scrupulo vesci & uti possent plenam & liberam facultatem, licentiam, potestatem & autoritatem concesserit & indulserit, Capitulumque Generale dicti Ordinis de anno 1481. celebratum, in vim & executionem Indulti hujusmodi in omnibus Monasteriis ejusdem Ordinis generaliter esum carnium permiserit ac certis diebus ad servandam uniformitatem cum omnibus Religiosis ipsius Ordinis dispensaverit, recolendæ quoque memoriæ Alexander Papa VI. etiam Prædecessor noster per suas pariter sub plumbo anno Incarnationis Dominicæ 1498. octavo Idus Novembris expeditas Litteras Cisterciensibus Reformatis Hispaniæ ut carnibus juxtà Ordinationem per Abbatem Cistercii & Capitulum Generale Ordinis hujusmodi factam liberè & licitè & absque aliquo conscientiæ scrupulo vesci valerent, similiter concesserit, totusque Ordo prædictus ubique diffusus in tali usu & consuetudine à centum septuaginta

ſex vel circiter annis citrà exiſtat ; Quidam nihilominùs Monachi memorati Ordinis in Galliâ Abſtinentes nuncupati, ſuper hoc puncto Regulæ ſufficienter per præmiſſa diſpenſatum non eſſe nec generalem uſum hujuſmodi modo ſupradicto introductum licitum eſſe Contendentes, multorum qui ſtrictiorem obſervantiam (exceptâ ſolâ à carnibus abſtinentiâ ſicut præmittitur relaxatâ) juxtà definitionem ultimi Capituli Generalis Ciſtercii de anno 1651. celebrati profitentur, conſcientias turbent indèque diſſentiones & lites non ſine maximo Religionis diſpendio oriantur & orituræ contentiones timeantur ; Nobis propterea idem Procurator Generalis humiliter ſupplicari fecit ut in præmiſſis opportunè providere & ut infrà indulgere de benignitate Apoſtolicâ dignaremur.

Nos igitur ipſum Procuratorem Generalem ſpecialibus favoribus & gratiis proſequi volentes & à quibuſvis excommunicationis, ſuſpenſionis & interdicti aliiſque Eccleſiaſticis Sententiis, Cenſuris & pœnis à jure vel ab homine quâvis occaſione vel causâ latis ſi quibus quomodolibet innodatus exiſtit, ad effectum præſentium dumtaxat conſequendum harum ſerie abſolventes & abſolutum fore cenſentes, hujuſmodi ſupplicationibus inclinati, de Venerabilium Fratrum noſtrorum S. R. E. Cardinalium negotiis & conſultationibus Epiſcoporum & Regularium Præpoſitorum qui rem ſæpiùs conſiderarunt matureque diſcuſſerunt conſilio, Monachis Ciſtercienſibus prædictis tutâ conſcientiâ licuiſſe & licere uti diſpenſatione prænarratâ ſuper uſu carnium per Capitulum Generale Ordinis hujuſmodi Apoſtolicâ autoritate conceſsâ tenore præſentium Declaramus, eamdemque ad tranquillandas conſcientias ſcrupuloſque ſedandos benignè Approbamus & quatenùs opus ſit, denuò Concedimus & Indulgemus.

Non obſtantibus in contrarium deductis ac Conſtitutionibus & Ordinationibus Apoſtolicis necnon dicti Ordinis ejuſque Monaſteriorum & aliis quibuſvis etiam juramento, confirmatione Apoſtolica vel quâvis firmitate aliâ roboratis Statutis & Conſuetudinibus, Privilegiis quoque, Indultis & Litteris Apoſtolicis in contrarium præmiſſorum quomodolibet conceſſis, confirmatis & innovatis : Quibus omnibus & ſingulis illorum tenores præſentibus pro plenè & ſufficienter expreſſis habentes, illis aliàs in ſuo robore permanſuris hac vice dumtaxat ſpecialiter & expreſsè Derogamus cæteriſque contrariis quibuſcumque. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem ſub annulo Piſcatoris, die 10. Novemb. 1657. Pontificatûs noſtri anno tertio.

IIIE BREF DU PAPE ALEXANDRE VII. de l'an 1661.

SOMMAIRE.

Ce Bref a esté accordé à la requisition des Cantons Suisses sur la demande qui en fut faite de leur part à la priere des Abbez de l'Ordre de Cisteaux qui ont leurs Monasteres situez en ces Pays-là & qui se plaignoient de ce que voulant se mettre en chemin pour se rendre à Cisteaux au Chapitre General, ils en avoient esté détournez par les Procès qui empêcherent de tenir ledit Chapitre, & qui troubloient l'Ordre au sujet de certaines nouveautez causées par des Sentences d'un Commissaire Apostolique touchant les droits d'Election des Abbez & autres Officiers, les Noviciats & l'usage de viande, de quoy il a déja esté parlé dans d'autres Brefs cy-devant rapportez. Le Pape en conformité de ce qui avoit déja esté jugé par son Prédecesseur & par luy-même, declare derechef que l'on peut & doit continuer les usages qui estoient pratiquez dans l'Ordre avant lesdites Sentences qu'il casse. Ce Bref explique dans l'exposé une partie des motifs des plaintes que l'on faisoit contre ces Sentences & leur fondement.

ALEXANDER PAPA VII.

AD FUTURAM REI MEMORIAM.

Ce Bref est rapporté tout entier au Grand Bullaire Romain pour la cent quatorziéme Constitution de ce Pape.

NUPER pro parte dilectorum filiorum Reipublicæ Helvetiorum Nobis expositum fuit quòd cùm dilecti filii Abbates Ordinis Cisterciensis in ejusdem Reipublicæ ditione existentes, Convocati ad Capitulum Generale Cistercii in Galliâ celebrandum sese accingerent & præpararent ad iter, occulto rumore perceperunt quosdam Religiosos Gallos ejusdem Ordinis dictos Abstinentes contrà antiqua ipsorum jura nunquam hactenùs controversa à Romanis Pontificibus Prædecessoribus nostris toti Ordini concessa, velle sese prævalere quibusdam sententiis à bon. mem. Francisco dum vixit sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinale de la Rochefoucault nuncupato emanatis, qui cùm à felicis recorda-

tionis Gregorio Papa XV. & Urbano Papa VIII. Prædecessoribus pariter nostris Commissionem habuisset ad visitanda & juxtà statuta ejusdem Ordinis à Romanis Pontificibus confirmata, reformanda Monasteria dicti Ordinis quæ in Galliâ indigerent reformatione, & tamen ea nullatenùs visitasset, nihilominùs dicti Abstinentes contrà formam Litterarum Apostolicarum & Statuta Apostolica, duas sententias ab eo obtinuerunt quibus omnes Abbates & Religiosos communis Observantiæ qui scilicet utuntur dispensatione Apostolicâ, circà esum carnium ubique acceptatâ atque à Nobis per nostras in simili formâ Brevis Litteras die 10. Novembris 1657. expeditas approbatâ, inter alia signanter prætendunt esse privatos voce activâ & passivâ in electionibus Abbatis Generalis & quatuor primorum Abbatum, Vicariorum Provinciarum, Procuratoris Generalis in Curiâ & aliorum publicorum Officialium, administratione Collegii Parisiensis communis studii dicti Ordinis, receptione Novitiorum ad communem Observantiam aliisque juribus pertinentibus ad Abbates & Capitulum Generale, & in vim dictarum sententiarum ipsos solos Abstinentes redditos capaces dignitatum & officiorum dicti Ordinis & independentes à jurisdictione ordinariâ Superiorum & Capituli Generalis esse præsumunt.

Cùm autem sicut eadem expositio subjungebat, licèt hujusmodi sententiæ fuerint per judices delegatos cassatæ atque à rec. mem. Innocentio X. etiam Prædecessore nostro super prætensis juribus Abstinentibus prædictis perpetuum impositum silentium, attamen iidem Abstinentes semper dictas sententias validas autument & pro earum observatione diversos recursus habuerint, propter quas præsumptiones prorogatum fuit Capitulum Generale dicti Ordinis donec Nos super hâc vexatione fuissemus consulti: Idcircò Nos pro commissâ nobis cœlitùs pastoralis Officii curâ, memorati Ordinis quieti quantùm cum Domino possumus consulere Cupientes, ac causæ & causarum hujusmodi statum & merita nominaque & cognomina Judicum & Collitigantium & aliâ etiam speciali expressione digna præsentibus pro plenè & sufficienter expressis habentes necnon causam & causas prædictas à quocumque tribunali & judice ad Nos harum serie avocantes ac declarationem, approbationem & novam concessionem à nobis per prædictas Litteras die 10. Novembris 1657. emanatas circà esum carnium factas confirmantes habita relatione de præmissis.

Motu proprio ac ex certâ ſcientiâ & maturâ deliberatione noſtris deque Apoſtolicæ poteſtatis plenitudine, tenore præſentium diſtrictè Prohibemus ne Abbates & alii quicumque dicti Ciſtercienſis Ordinis communis Obſervantiæ Religioſi hujuſmodi Apoſtolicâ diſpenſatione circà eſum carnium utentes, ſuper libertate vocis activæ & paſſivæ in electionibus Abbatis Ciſtercii Generalis aliorumve quatuor præcipuorum Abbatum, Vicariorum Provincialium, Procuratoris Generalis Curiæ & aliorum publicorum Officialium in adminiſtratione & regimine Collegii Pariſienſis communis ſtudii dicti Ordinis, in Novitiorum ad communem Obſervantiam cum uſu talis diſpenſationis circà eſum carnium ſervatis ſervandis receptione eorumque educatione nec in omnimodâ juriſdictione quam ab initio ejuſdem Ordinis habuerunt & quibuſlibet aliis juribus quæ ex vi Regulæ & ſæpè dicti Ordinis Conſtitutionum Apoſtolicâ autoritate confirmatarum illis & Capitulo Generali competunt ullatenùs perturbentur, prohibeantur vel moleſtentur prout non moleſtari, prohiberi ſeu perturbari Mandamus & Præcipimus, circumſcriptis memoratis ſententiis die 27. Julii 1634. & die Auguſti 20. 1635. à præfato Apoſtolico Viſitatore ut dicitur emanatis, necnon quorumlibet aliorum judicum qui circà præmiſſa quidquam ſecùs ſtatuere vel decernere tentaverunt aut præſumpſerunt cum omnibus indè ſecutis.

Decernentes eaſdem præſentes Litteras ſemper firmas, validas & efficaces exiſtere & fore ſuoſque plenarios & integros effectus ſortiri & obtinere ac ab illis ad quos ſpectat & pro tempore ſpectabit inviolabiliter obſervari; ſicque in præmiſſis, per quoſcumque Judices ordinarios & delegatos etiam cauſarum Palatii Apoſtolici Auditores judicari & definiri debere ac irritum & inane ſi ſecùs ſuper his à quoquam quavis autoritate ſcienter vel ignoranter contigerit attentari,

Non obſtantibus præmiſſis ac Conſtitutionibus & Ordinationibus Apoſtolicis necnon quatenùs opus ſit, dicti Ordinis & ejus Monaſteriorum quorumvis etiam juramento, confirmatione Apoſtolica vel quavis firmitate aliâ roboratis Statutis & Conſuetudinibus, Privilegiis quoque, Indultis & Litteris Apoſtolicis in contrarium præmiſſorum quomodolibet conceſſis, confirmatis & innovatis: Quibus & omnibus & ſingulis illorum tenore præſentibus plenè & ſufficienter expreſſis & de verbo ad verbum inſertis habentes, illis aliàs in ſuo robore permanſuris ad præmiſſorum

effectum

effectum hac vice dumtaxat specialiter & expressè Derogamus cæterisque contrariis quibuscumque. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem sub annulo Piscatoris die 2. Julii 1661. Pontificatûs nostri anno septimo.

IVE BREF DU PAPE ALEXANDRE VII. de l'an 1666.

SOMMAIRE.

Ce Bref est celuy qu'on appelle dans l'Ordre de Cisteaux communément & simplement Le Bref d'Alexandre VII. *parce qu'il en fait l'une de ses principales & dernieres Constitutions : il a déja esté plusieurs fois imprimé même dans les precedentes & differentes Editions du Grand Bullaire Romain, à Rome & à Paris pour la cent soixante-treiziéme Constitution de ce Pape, & aussi dans des Cahiers particuliers separément, même depuis peu en Latin & en François* in 4° *avec trois autres Brefs de ses successeurs qui servent d'interpretation à quelques articles sur lesquels on avoit voulu faire difficulté, concernant la celebration & la tenuë du Chapitre General.*

C'est une compilation de divers Reglemens faits de l'autorité du Pape pour la reformation de tout l'Ordre, & un Jugement par luy rendu sur plusieurs differends qui estoient entre les deux Observances qui s'y pratiquent, la Commune & l'Etroite ; lesquels differends avoient esté renvoyez à juger au Saint Siege par plusieurs Arrests du Conseil d'Etat du Roy & qu'on a expliquez cy-devant dans les Sommaires sur les Brefs des Papes Gregoire XV. Urbain VIII. & Innocent X.

L'on n'en rapportera pas icy toutes les dispositions, parce qu'une bonne partie y seroit tout-à-fait inutile, par exemple celle qui regarde uniquement les mœurs & les ceremonies, le Service Divin & autres pareilles ; mais seulement ce qui peut avoir quelque rapport aux Privileges de l'Ordre & qui est susceptible de difficulté & pourroit causer des procés & des contestations ; par exemple les visites des Superieurs dans les Monasteres, la maniere d'assembler & de tenir le Chapitre General & l'Inter-

mediaire, l'établissement des Officiers publics & de ceux du College de Saint-Bernard de Paris, l'institution & la destitution des Prieurs dans les Monasteres qui sont en Commende, & des Confesseurs dans ceux des Moniales, l'uniformité dans les usages & pratiques regulieres, la maniere de punir les incorrigibles & de passer d'une Observance à l'autre, l'administration du Temporel, la reception des Novices, leur Profession & Professoire, l'Election des Abbez, la façon de proceder dans l'Ordre & la Clôture des Religieuses. On aura soin de marquer en marges par de petites notes ou apostilles, le précis de chaque article, & l'on rapportera dans leur lieu, les Lettres Patentes du Roy qui ont autorisé ce Bref.

ALEXANDER PAPA VII.

AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

1. Le Pape fait l'éloge de l'Ordre de Cisteaux & declare son intention, la cause & les motifs de son Bref.

IN supremâ Sedis Apostolicæ speculâ (dispositione divinâ Constituti) Dominicum gregem cœlitùs nobis Commissum circonspicientes, mentis nostræ aciem Convertimus in sacrum Ordinem Cisterciensem, cujus odor sicut agri pleni suavitas cui Dominus benedixit, totam replevit Ecclesiam & veluti fons irriguus cæteras irrigavit Religiones & Ordines : Verùm volventibus annis, non sine magno animi nostri mœrore Cognovimus Ordinem memoratum à primævæ Institutionis tramite ob temporum injuriam & calamitatem, non modicùm deflexisse, & plurima passum esse in spiritualibus & temporalibus detrimenta. Quare Nos ex debito pastoralis Officii singulari zelantes affectu, ad tanti Ordinis instaurationem ac reformationem, divino freti auxilio, nostræ sollicitudinis partes duximus impendendas ; ut Monastica disciplina ubi collapsa fuerit restituatur, & constantiùs ubi conservata est perseveret ; Unitas servetur in Ordine, & præcisis dissentionibus ac dissidiis quæ in Regno Galliæ inter Communis & strictæ Observantiæ Monachos jamdudùm exorta sunt, sincera pax & mutua charitatis officia, benedicente Domino redintegrentur.

Aliàs siquidem per nostras Litteras in formâ Brevis expeditas die 16. Januarii 1662. Pontificatûs nostri anno 7. de voto particularis Congregationis à Nobis desuper deputatæ, quæ scripturas hinc inde datas vidit & examinavit, Causam ipsius reformationis in statu & terminis in quibus tunc temporis reperiebatur, à

quocumque Tribunali ad Nos Avocavimus, ac dilecto Filio Claudio Vaussin Abbati Cistercii totius Ordinis Generali dedimus in Mandatis, ut advocaret seu moneret viros idoneos Ordinis sui, tam ex Galliâ quàm aliunde, ad exhibendum infrà tres menses dictæ Congregationi particulari deputatæ, Articulos concernentes dictam reformationem à Nobis institutam, & aliàs ut in memoratis Litteris pleniùs continetur.

Cùmque prædictus Claudius nostris parendo mandatis, reformationis Articulos ad Nos transmiserit idemque præstiterint dilecti Filii Abbates strictæ Observantiæ in Galliâ multis abhinc annis introductæ; Nos hujusmodi Articulos utrinque exhibitos, Congregationi nonnullorum Venerabilium Fratrum nostrorum S. R. E. Cardinalium ac dilectorum Filiorum Romanæ Curiæ Prælatorum à Nobis desuper institutæ, sedulò ac maturè examinandos & expendendos Commisimus : quorum quidem Articulorum ad generalem reformationem Ordinis Cisterciensis conveniens restrictio & ad Capita sancti Benedicti Regulæ reductio talis est. Videlicet.

4. Cùm ad Monasticam disciplinam restaurandam & restitutam conservandam maximè visitationes regulares conducant, Capitulum Generale, Abbas Cistercii Ordinis Generalis & quatuor primi Abbates de Firmitate, de Pontigniaco, de Claravalle & de Morimundo provideant diligenter ut singulis annis *sollicitè*, *charitativè*, *prudenter & cum pietate fiant*, ad animarum salutem, cultum divinum, votorum essentialium observantiam & alia quæ ad morum correctionem & personarum regularium ædificationem necnon administrationem & statum temporalem pertinent : Caveant verò maximè Visitatores ab omni donorum receptione & etiam ne nimiùm numeroso comitatu aut familiâ gravioribus quàm expediat expensis Monasteria onerent, & manducent tempore visitationis in Refectorio cum fratribus propter disciplinam servandam.

Le Chapitre General, l'Abbé de Cisteaux & les quatre premiers Abbez sont obligez à tenir la main que les Visites soient faites tous les ans de la maniere qu'elles doivent se faire, & regler le spirituel & le temporel des Monasteres.

5. Abbates regulares etiam perpetui Subjaceant visitationi & correctioni Visitatorum etiam non Abbatum, & ab ipsis ad sufficientem numerum Monachorum debitè & religiosè nutriendum, ædificiorum reparationes, annuas Ordinis Contributiones solvendas & communia Ordinis & Provinciarum onera sustinenda, jurisdictionis suspensione aliisque Ecclesiasticis pœnis & censuris (servato juris ordine) cogantur.

Ceux qui visitent le Monasteres, en doivent obliger par toutes voyes les Superieurs, de satisfaire aux charges, d'y entretenir le nombre des Religieux qu'ils peuvent porter, d'en reparer les bastimens, & de payer les Contributions suivãt leurs taxes, dont l'employ se doit faire aux besoins communs de l'Ordre & non par des particuliers.

Les Abbez ſont tenus de droit à reſider dans leurs Monaſteres & doivét uniquement s'appliquer à procurer le bien ſpirituel & temporel de l'Ordre.

6. Ad reſidentiam in ſuis propriis Monaſteriis (prout de jure) teneantur ; nec in Caſtellis nec in Grangiis aut alibi extrà ſepta Monaſteriorum ſuorum commorentur : Neque quarumcumque Monialium alterius Ordinis regimen & viſitationem abſque expreſſâ ſummi Pontificis licentiâ, ſub pœnâ privationis vocis activæ & paſſivæ ipſo facto incurrendâ, ſuſcipere audeant.

Les revenus des Monaſteres doivent eſtre en commun, & les Superieurs ne peuvent diſpenſer de cette loy en aucun cas qu'avec grande circonſpectiõ, leur conſcience en eſtant chargée

7. Inter Abbates regulares & Conventus aut Officiales Monaſteriorum nulla fiat partitio bonorum, fructuum, redditúum & proventuum eorum, ſed communibus ipſorum uſibus deputentur juxtà Statutum Benedicti Papæ XII. niſi pro meliori regimine & utilitate quorumdam Monaſteriorum ad impediendas dilapidationes à Capitulo Generali vel à Comitiis intermediis aliter judicaretur.

Il eſt du devoir des Superieurs d'obliger les Communautez de ſe procurer un partage des revenus entre elles & les Abbez commendataires, ainſi qu'il eſt ordonné par les Bulles cy-devant rapportées de Pie IV. Pie V. Gregoire XIII. & Sixte V.

8. Procurent tamen Superiores & Viſitatores Ordinis ut in Monaſteriis Commendatis quantùm fieri poterit, penſiones Religioſorum & famulantium in bonis ſtabilibus aſſignentur.

L'obligation d'aſſiſter au Chapitre General eſt la meſme qu'autrefois & ſous les meſmes peines portées par les Statuts: elle ceſſe à l'égard des Syndics, n'y en ayant plus.

9. Capitula Generalia quolibet Triennio apud Ciſtercium celebrentur, eiſque omnes Abbates niſi legitimè impediti aut ob juſtas cauſas excuſati, ſimul & Abbates à Congregationibus deputati, Procuratores Generales, Viſitatores & Syndici Provinciarum, Collegiorum Proviſores ſeu Rectores adeſſe teneantur, de ſibi commiſſis muneribus, actis & per ſe geſtis rationem reddituri, & de agendis aut reformandis in poſterùm in timore Dei juxtà regularia Ordinis Inſtituta & Conſtitutiones Apoſtolicas tractaturi.

Tous les Abbez au Chapitre General qui n'y ſont pas Définiteurs, y ont voix conſultative.

10. Licèt autem ſoli Diffinitores vocem deciſivam in Definitionibus condendis habeant, tamen omnes Abbates & aliæ perſonæ idoneæ judicio Abbatis Generalis & quatuor primorum Abbatum deſignandæ & poſt electionem Diffinitorum nominandæ vocem Conſultativam habebunt.

Perſonne que ceux qui ont droit ou qui ſont appellez au Chapitre General, ne peut y aller ſans permiſſion expreſſe de l'Abbé de Ciſteaux.

11. Serventur quoque Conſtitutiones circà numerum eorum quos Abbates dicti Ordinis venientes ad Capitulum ſecum ducere olim poterant, nulluſque qui non habet jus interveniendi vel non fuerit vocatus, abſque licentiâ petitâ & obtentâ ab Abbate Generali ad dicta Capitula accedere audeat.

Il n'eſt pas neceſſaire que l'Aſſemblée intermediaire ſe tienne à Ciſteaux comme le Chapitre General, elle

12. Et quià in dies multa emergunt negotia quæ maturâ deliberatione indigent, quolibet tempore intermedio inter duo Capitula, die & loco per Abbatem Ciſtercienſem deſignandis, ipſe

Cisterciensis & quatuor primi Abbates conveniant cum aliis ex Visitatoribus Provincialibus Monasteriorum utriusque Observantiæ, Præsidibus Congregationum, Procuratoribus Generalibus & Syndicis Provinciarum, *qui negotia magni momenti agenda habebunt.*

Et ut celebratio dicti Conventûs sit omnibus nota, ipse Generalis Abbas eam more solito antè sex menses Præsidibus Congregationum, Visitatoribus Provinciarum, Procuratoribus Generalibus & Syndicis indicere tenebitur ut ad dictam Congregationem accedant vel mittant certioremque faciant dictum Abbatem Generalem & quatuor primos de statu Congregationum suarum: præter quem Conventum nullus alius in toto Galliæ Regno fiat sub quocunque prætextu nisi à Capitulo Generali illis concedatur.

doit se tenir où l'Abbé de Cisteaux la convoquera. Comme elle n'est que pour les affaires des particuliers, il n'y a que ceux qui en ont de pressées qui peuvent & doivent s'y trouver, & les Contributions de l'Ordre ne doivent pas y estre employées, chacun y fait sa dépense.

Ceux mesme qui ont des affaires, peuvent sans faire le voyage, les faire par lettres & par écrit, s'il est possible, ou y envoyer.

13. Visitatores Provinciarum Monasteriorum communis observantiæ à Capitulo Generali aut ipso cessante, ab Abbate Cisterciensi de consilio & consensu quatuor primorum Abbatum sicut alii publici Officiales instituantur non solùm ex numero Religiosorum probatorum communis Observantiæ, sed etiam si ita expediens judicaverint, ex numero Religiosorum strictæ Observantiæ seu Abstinentiæ quorum consilio & operâ uti poterunt ad præsentem reformationem instituendam.

Les Officiers publics peuvent estre pris & choisis d'entre les Abbez & les Religieux des deux Observances indifferemment.

14. Item Provisor Collegii Parisiensis, Procurator, Doctores Regentes & alii Officiales secundùm Benedicti Papæ XII. Constitutionem per Capitulum Generale Ordinis aut eo cessante sicut consuetum est, ab Abbate Cisterciensi autoritate Capituli Generalis fungente instituantur & destituantur usque ad Capitulum Generale vel intermedium sivè sint ex communi Observantiâ sivè ex arctiori.

Tous les Officiers du College de S. Bernard de Paris peuvent estre aussi choisis indifferemment d'entre les Religieux de l'une & de l'autre Observance; & doivent estre instituez & excusez par le Chapitre General, ou à son defaut par l'Abbé de Cîteaux qui en a tout le pouvoir.

15. Similiter consultis Provinciarum Visitatoribus super merita vel demerita Religiosorum, instituantur & destituantur à dicto Abbate Generali vel quatuor primis Abbatibus & aliis filiationem habentibus respectivè Priores Claustrales & Confessores in Monasteriis Monialium ad nutum amovibiles, observato moderamine ut in Monasteriis Commendatis strictioris Observantiæ Virorum ac Monialium nullum instituere possint qui non profiteatur abstinentiam.

Pareillement les Prieurs dans les Monasteres qui sont en Commende, & les Confesseurs dans ceux de Moniales, seront instituez & destituez par l'Abbé General & les Abbez qui en sont les Peres immediats à condition de ne mettre dans ceux de la Reforme que des Religieux qui en font pro-

Et licèt omnes Ordinis Officiales & Monasteriorum Priores sint ad nutum amovibiles, attamen quolibet Triennio suorum

feſſion. Tous ces Officiers ſont amovibles à la volonté des Superieurs, & neanmoins doivent encore tous les trois ans faire leurs demiſſions entre les mains de ceux qui les ont établis & qui peuvent les continuer.

Officiorum & Prioratuum voluntariam demiſſionem in ſcriptis faciant Capitulo Generali, Abbati Ciſtercii, quatuor primis Abbatibus & aliis Superioribus à quibus reſpectivè fuerunt instituti, cum facultate tamen eos continuandi in Officiis & Prioratibus quandiù ipſos repererint & judicaverint idoneos.

L'uniformité dans l'Office Divin, les Uſages & Pratiques doit eſtre exactement gardée dans tous les Monaſteres de l'Ordre, & priſe de l'Abbaye de Citeaux qui eſt la Mere & le Chef de toutes les autres, établie en cette qualité par la Loy fondamentale de l'Ordre.

17. Forma iſta exactiſſimè obſervetur & materia ab Eccleſiæ uſu ad Dei gloriam & proximi ædificationem ſumatur prout hactenùs conſuevit Eccleſia Ciſtercienſis, cui tanquam Matri omnes aliæ Eccleſiæ dicti Ordinis ex Cartâ Charitatis, Eugenii III. & Pii V. definitionibus & præceptis conformari tenentur.

Ut autem hæc uniformitas in divino Officio perſolvendo teneatur, in omnibus Monaſteriis dicti Ordinis iiſdem ritibus & cantu & libris omnibus ad divinas & nocturnas Horas & Miſſas neceſſariis ſecundùm prædictam formam Ciſtercienſis Monaſterii omnes utantur.

Voyez dans ces Decrets les cas & la maniere de punir les incorrigibles.

21. Obſerventur ſanctæ Congregationis Decreta de Regularibus Apoſtatis & ejectis, & juxtà illa dumtaxat incorrigibiles è Monaſteriis & Ordine ejiciantur.

L'adminiſtration du temporel dans les Monaſteres où il y a un nombre ſuffiſant de Religieux, doit ſe faire par des Officiers autant qu'il eſt poſſible, & l'argent doit eſtre mis dans un coffre fermant à trois clefs.

22. Adminiſtratio bonorum temporalium ſecundùm Concilii Tridentini Decretum fiat per Officiales (prout ſcilicet eis injunxerit Abbas) ad nutum amovibiles, ſic ut de omnibus receptis & expenſis coràm Abbate ſeu Superiore & Senioribus domûs fidelem teneantur reddere rationem : Pecuniæ verò omnes ab uno Burſario per Abbatem aut Superiorem de conſilio Seniorum ſtabiliendo, ſerventur in arcâ ſub tribus clavibus, quarum una apud Abbatem aut Superiorem maneat, aliam cuſtodiat Senior Domûs, tertiam verò ipſe Burſarius.

Où ce nombre ſe trouve, le Superieur doit avoir l'œil & l'intendance ſur le temporel, & ne pas l'adminiſtrer par luy-meſme, mais conjointement avec la Communauté & par ſon Conſeil en commettre la charge à trois Religieux.

Nullus ex Superioribus Locorum adminiſtrationem bonorum aut aliarum rerum, diſpenſationemque pecuniarum & redditaum ſui Conventûs etiam nomine Conventûs, per ſeipſum habere aut exercere poſſit, ſed univerſum id onus tribus fratribus ejuſdem Conventûs à Generali ità demandetur, ut unus rerum & bonorum, reddituumque colligendorum ac exigendorum curam habeat, alter tanquam Depoſitarius pecunias ac cætera ab illo collecta & exacta fideliter aſſervet, alius de pecuniis ac rebus à Depoſitario acceptis Superiori & fratribus ac Conventui univerſo de neceſſariis (Mandante tamen ipſo Superiore) non ſecundùm proprium affectum ſed juxtà Charitatis regulam veluti bonus diſpenſator provideat, officiorum hujuſmodi confuſione penitùs interdictâ,

23. Observetur ubique vita communis juxtà Concilii Tridentini, Benedicti Papæ XII. & Clementis VIII. Decreta ; nec cuiquam Regularium tam virorum quàm mulierum dicti Ordinis liceat aliqua bona tanquam propria aut etiam nomine Conventûs possidere vel tenere : nec fas sit Superioribus alicui Regulari concedere bona stabilia aut certi bladi, panis, vini vel pecuniæ pensiones dare, etiam prætextu Contractuum initorum vel ineundorum inter Monachos communis & strictioris Observantiæ, quos Dominus noster Alexander VII. Declaravit per suas in formâ Brevis Litteras de die 8. mensis Martii anni 1660. nullos, irritos, illicitos & paupertati religiosæ contrarios ; sed omnia omnibus sint communia & dentur unicuique secundùm cujusque Monasterii facultates & regionum qualitates, omnia necessaria tùm ad victum tùm ad vestitum, sive sano sive ægro, sive seni sive juveni, sine ullâ personarum acceptatione & habitâ tantùm ratione necessitatis.

Tous doivent vivre en commun sans qu'aucun Superieur puisse en dispenser, & assigner des pensions en particulier à personne.

24. Qui abstinentiam à carnibus amplexi sunt aut in posterùm amplectentur, illam exactè retineant ; & nemini illorum liceat ad communem ipsius Ordinis Observantiam transire, nisi petitâ & obtentâ facultate à summo Pontifice pro tempore existente, aut saltem à Capitulo Generali vel eo cessante, ab Abbate Cisterciensi.

Nul Religieux qui a professé la Reforme, ne peut la quitter pour passer à la commune Observance, que par permission du Pape ou du Chapitre General ou de l'Abbé de Cisteaux.

Nulli etiam communis Observantiæ Professori propter pacis & charitatis custodiam, liceat ad dictam perpetuam abstinentiam transire non petitâ licentiâ à suo saltem Patre immediato : ad quam abstinentiam amplectendam Superiores nullum qui non fuerit in eâ educatus possint cogere, nec ullus licentiâ utendi carnibus autoritate Apostolicâ omnibus personis regularibus Ordinis etiàm sanis & bene se habentibus datâ & ab eadem approbatâ & denuò concessâ frui possit nisi tribus diebus tantùm in hebdomadâ extrà tempus Adventûs, Septuagesimæ, Sexagesimæ & Quinquagesimæ, & aliud ab Ecclesiâ prohibitum.

Et nul aussi ne doit passer de la commune Observance à la Reforme sans en avoir demandé la permission à son Pere immediat.

Le Privilege de manger de la viande n'est que pour trois jours dans la semaine.

31. Circà Noviciatus & Professoria designanda servabitur quod statuitur in Litteris sanctissimi Domini nostri.

Circà receptionem & educationem serventur Regula & Constitutiones Apostolicæ, maximè Decreta sanctæ memoriæ Clementis VIII. & recipiantur Novitii sufficientis litteraturæ, hoc est grammaticalibus & si fieri possit, Philosophicis instructi post aliqualem in habitu sæculari probationem in propriis domibus factam cum sufficienti passione à Visitatoribus aut aliis Superiori-

Les personnes qui ne sçavent pas de latin, ne peuvent & ne doivent pas estre reçûës pour Novices.

bus pro ratione locorum determinandâ & à Monasteriis prō quibus recipiuntur solvendâ & compensandâ.

On ne peut estre trop circonspect dans le choix & la reception des Novices dont leur Maistre & le Visiteur sont chargez, sans en exclure le Pere immediat du Monastere qui doit y avoir l'œil & le principal soin.

32. Recipiantur autem à Visitatore Provinciæ & à Novitiorum Magistro & ab ipsis examinati & idonei inventi vestiantur & probentur, atque in hac communi Observantiâ ità educentur, ut exceptâ solâ à carnibus abstinentiâ, ad omnia sanctæ Regulæ Capita prout sunt hîc denotata, sese toto vitæ decursu teneri intelligant.

Nul jeune Religieux ne doit estre dispensé du Professoire aprés son Noviciat, ni envoyé aux Ordres & aux Etudes, qu'il n'ait donné des preuves de son attachement & affection à la vie reguliere.

33. Seminaria seu Professoria simili ratione ad pietatis & religionis excolendæ opus erigantur, in quibus noviter Professi cum pensione sufficienti aut compensatione maneant & ad perfectiorem sanctæ Regulæ & dicti Ordinis praxim acquirendam ità erudiantur ut nullus ex illis ad studia vel ad Ordines vel ad gradus assumatur, qui probatæ vitæ & sufficientiæ testimonia non dederit.

Le vœu de stabilité est subordonné à celuy de l'obeïssance qui est dûë aux Superieurs, lesquels peuvent en dispenser pour le bien de l'Ordre & pour de fortes raisons suivant la Bulle du Pape Pie II. de 1461. cy devant raportée page 99.

34. Quia aliqui dicti Ordinis Monachi sub prætextu stabilitatis promissæ dum solemnem votorum promissionem emiserunt, in aliquo certo & determinato Monasterio, prætendunt se etiam pro majori Monasteriorum ipsorum commodo, bono & utilitate Ordinis aut qualibet aliâ justâ & legitimâ ratione si ipsi renuant, in alia Monasteria transferri non posse nisi ob grave aliquod crimen quod in eodem loco facilè emendari non possit, unde experientiâ ita comprobante, multæ sæpè oriuntur dissentiones, inobedientiæ, rebelliones, lites & incommoda innumera: Renovatur Constitutio Pii II. de anno 1461. quâ facultas datur Visitatoribus & Superioribus Ordinis pro tempore existentibus, ut si eis ità expediens videatur, personas ipsas ad alia ejusdem Ordinis Monasteria transferant & alias idoneas in earum locum usque ad sufficientem numerum substituant in beneficium Novitiatuum & Seminariorum communium & faciliorem præsentis Constitutionis & Reformationis executionem, ità ut qui in locis Novitiatuum & Seminariorum communium & in aliis reformandis Monasteriis noluerint in omnibus præsenti Reformationi se submittere, cogantur sub pœnâ carceris sese transferre ad alia Monasteria per Visitatorem Provincialem eis designanda ibique commorari: Quæ Monasteria tenebuntur illos recipere & eos tanquam filios & professos habere, solo excepto jure electionis Abbatum, sub pœnâ interdicti aliisq; censuris contrà renuentes & huic Ordinationi sese opponentes.

Les Religieux ont dans les Monasteres où ils sont transferez par les Superieurs, tous les mesmes droits que les Profés des mêmes Monasteres, à l'exception seulement de celuy d'en élire les Abbez.

La mesme obligation se trouve dans les Statuts de l'Ordre à

31. Nullus in posterum eligatur in Abbatem Generalem Ordinis Cisterciensis qui eundem Ordinem non sit expresse professus, & electio

electio aliter facta sit ipso jure nulla ; & sic eligentes pœnam privationis vocis activæ & passivæ in perpetuum eo ipso absque aliâ declaratione incurrant. Prætereà eligendus iis dotibus & virtutibus sit instructus quas sanctus Benedictus in Cap. 2. & 64. Regulæ in Abbate requirit.

l'égard des élections des autres Abbez. *Voyez icy la Carte de Charité page 18. & la Bulle d'Innocent II. page 24.*

Vitentur autem in electionibus hujusmodi omnes inordinati ambitus & processus, & secundùm Canones fiant per scrutinium, in quibus omnes dicti Ordinis utriusque Observantiæ Monachi voce passivâ respectivè gaudeant, nisi aliundè intercedat impedimentum.

L'usage des deux autres voyes Canoniques, de l'Inspiration & du Compromis, n'est pas absolument défendu, & s'offre aux Electeurs avant que de proceder à l'élection qui peuvent la choisir.

38. Causæ merè regulares inter personas dicti Ordinis emergentes intrà Ordinem terminentur juxtà antiquas illius Constitutiones, nec liceat alicui extrà Ordinem appellare sub pœnis in ipsis contentis.

Les differends d'entre les Abbez & Religieux de l'Ordre doivent estre terminez dans l'Ordre.

39. Omnia supradicta respectivè ad Moniales pertinere volumus, Præcipiendo Abbati Generali & quatuor primis & aliis Patribus Abbatibus ut omnes sibi subditas ad Clausuram à Bonifacio VIII. & à Concilio Tridentino ordinatam utique reducant & cogant.

Tous ces Reglemens regardent également les Monasteres d'hommes & de Religieuses avec proportion.

40. Ut autem in posterum unâ Regulâ, unâ charitate similibusque moribus ubique vivatur & omnes utriusque sexûs Ordinis personæ sciant in quo strictior Observantia (exceptâ solâ à carnibus abstinentiâ) consistat ; fiat brevis & dilucida Compilatio & reductio omnium Constitutionum Apostolicarum & Statutorum quæ aut per usum contrarium aut per aliquam aliam rationem non sunt abrogata; & per selectos ab Abbate Generali & quatuor primis Abbatibus viros in disciplinâ, juribus & privilegiis dicti Ordinis exercitatos distribuantur in certa capita à Capitulo Generali approbanda & promulganda & demùm typis mandanda & in vernaculam linguam pro Monialibus vertenda atque ad calcem Regulæ beati Benedicti apponenda, ut in Capitulis singulorum Monasteriorum post lectionem Regulæ, aliqua eorum Capita successivè legantur.

Les deux Observances sont ainsi réünies par ce Bref, la commune & l'étroite, sans aucune autre difference que de la seule abstinence de chair dont l'usage est permis en certains temps & certains jours de la semaine aux premiers, & défendu aux autres hors les cas de maladie.

Le Pape aprés tous ces Reglemens les approuve & confirme comme conformes à l'Institut de l'Ordre contenu dans son Statut primordial communement appellé la Carte de Charité; & ordonne qu'ils seront observez & executez dans tout l'Ordre de Cisteaux par les Abbez, Religieux & Religieuses des deux Observances respectivement sous les peines mentionnées dans les Statuts.

Ensuite de quoy il ordonna qu'en l'année suivante qui estoit 1667. Abbé General convoqueroit & tiendroit un Chapitre General en la

maniere accoutumée, où il seroit fait de concert avec tous les Capitulans, des Reglemens pour l'affermissement de la paix & la reunion des deux Observances & pour l'entiere reformation de l'Ordre; & confirma la condamnation qu'il avoit faite des deux sentences du Commissaire Apostolique de 1634. & 1635. dont il a esté parlé cy-devant par les deux Brefs de Sa Sainteté de 1657. & 1661.

I^R BREF DU PAPE CLEMENT IX. de l'an 1668.

SOMMAIRE.

Le Pape sur la remontrance & demande du Procureur General de l'Ordre de Cisteaux, Ordonne que conformément à ce qui est reglé par l'article 36e du Bref du Pape Alexandre VII. de l'année 1666. pour l'élection de l'Abbé General du même Ordre, qu'elle ne doit & ne pourra se faire que d'un Religieux qui y ait fait profession, sous peine de nullité & de privation de voix active & passive à l'égard des Electeurs, toute la même chose sera regulierement observée & executée dans les Elections de quelque Abbé que ce soit sous les mêmes peines.

CLEMENS PAPA IX.

AD FUTURAM REI MEMORIAM.

IN sublimi Sedis Apostolicæ solio meritis licèt imparibus divinâ dispositione Constituti, prospero fœlicique Ordinum Monasticorum qui Dei Ecclesiam laudabilis conversationis aliisque multiplicibus meritis exornant, statui atque conservationi libenter Consulimus sicut in Domino salubriter expedire arbitramur.

Exponi siquidem Nobis nuper fecit dilectus filius Procurator Generalis Ordinis Cisterciensis quòd cùm fœlicis recordationis Alexander Papa VII. prædecessor noster per quasdam suas in simili formâ Brevis die XIX. Aprilis M. DC. LXVI. super reformatione generali dicti Ordinis emanatas Litteras inter alia prohibuerit ne ullus in posterum in Abbatem Generalem Ordinis præfati eligeretur qui eumdem Ordinem non esset exprešè professus

& aliter facta electio esset ipso jure nulla, & sic eligentes pœnam privationis vocis activæ & passivæ in perpetuum eo ipso absque aliâ declaratione incurrerent, dilecti filii Abbates dicti Ordinis in ultimo eorum Capitulo Generali Cistercii, die IX. Maii M. DC. LXVII. & aliis diebus sequentibus celebrato congregati publico ejusdem Ordinis bono profuturam existimarunt prohibitionis, & pœnarum hujusmodi extensionem ad alios quoscunque Ordinis præfati Religiosos qui personas eumdem Ordinem non professas in Abbates aliorum Monasteriorum ipsius Ordinis elegerint : Nobis propterea dictus Procurator Generalis humiliter supplicari fecit ut in præmissis opportunè providere & ut infrà indulgere de benignitate Apostolicâ dignaremur.

Nos igitur ipsius Procuratoris Generalis desiderio hac in re favorabiliter annuere Volentes, eumque à quibusvis excommunicationis, suspensionis & interdicti aliisque Ecclesiasticis censuris, sententiis & pœnis à jure vel ab homine quâvis occasione vel causâ latis si quibus quomodolibet innodatus existit, ad effectum præsentium tantùm consequendum harum serie absolventes & absolutum fore censentes, hujusmodi supplicationibus inclinati de venerabilium fratrum nostrorum S. R. E. Cardinalium negotiis & consultationibus Episcoporum & Regularium præpositorum consilio, Nè ullus in posterum qui ordinem supradictum non sit expressè professus in Abbatem cujuscumque Monasterii ejusdem Ordinis eligatur, alioquin aliter facta electio sit ipso jure nulla, & sic eligentes pœnam privationis vocis activæ & passivæ in perpetuum eo ipso absque aliâ declaratione incurrant, autoritate Apostolicâ tenore præsentium Prohibemus pariter & Interdicimus ; Decernentes easdem præsentes Litteras semper firmas, validas & efficaces existere & fore suosque plenarios & integros effectus sortiri & obtinere ac ab illis ad quos spectat & quandocumque spectabit in futurum, inviolabiliter observari ; sicque in præmissis per quoscumque judices ordinarios & delegatos & causarum Palatii Apostolici Auditores judicari & definiri debere ac irritum & inane quicquam secùs super his à quoquam quâvis autoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari ; non obstantibus Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis necnon quatenus opus sit, dicti Ordinis etiam juramento, confirmatione Apostolicâ vel quâvis firmitate aliâ roboratis statutis & consuetudinibus, privilegiis quoque, Indultis & Litteris Apostolicis in contrarium præmissorum

quomodolibet concessis, confirmatis & innovatis, quibus omnibus & singulis illorum tenores præsentibus pro plenè & sufficienter expressis & insertis habentes (illis aliàs in suo robore permansuris) ad præmissorum effectum hâc vice dumtaxat specialiter & expressè Derogamus cæterisque contrariis quibuscumque : Volumus autem ut earumdem præsentium Litterarum transsumptis seu exemplis etiam impressis & manu alicujus Notarii publici subscriptis & sigillo personæ in Ecclesiasticâ dignitate Constitutæ munitis, eadem ubique fides adhibeatur quæ præsentibus adhiberetur si forent exhibitæ vel ostensæ. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem sub annulo Piscatoris die XII. Decembris M. DC. LXVIII. Ponticatûs nostri anno secundo. Signatum J. G. SLUSIUS.

IIE BREF DU PAPE CLEMENT IX. de l'an 1669.

SOMMAIRE.

Le Pape confirme les Actes faits au Chapitre General de l'Ordre de Cisteaux tenu au mois de May de l'année 1667. en execution & en consequence du Bref du Pape Alexandre VII. de l'année precedente, dont il rapporte les principaux, & juge quelques protestations qui avoient esté faites en ce Chapitre General.

Les Reglemens qu'il rapporte & confirme en particulier, sont concernant. 1. La reception dudit Bref par tout l'Ordre. 2. Le choix des Officiers du Chapitre General dans le Chapitre même. 3. Le changement défendu à l'avenir dans le Breviaire de l'Ordre. 4. La détermination de l'heure de se lever pour Matines aux grandes Festes. 5. Quelles sont les Communautez qui doivent chanter en Nottes. 6. Le rang de ceux qui changent leur premiere stabilité. 7. Les Jeûnes d'Ordre pendant l'année. 8. Les Taxes pour les droits des Visiteurs. 9. Les degrez des appellations. 10. Les Commissions pour visiter & agir extraordinairement. 11. Les moyens de procurer & avancer la reforme. 12. La punition des absens du Chapitre General. Et enfin le Jugement rendu sur les protestations de quelques Abbez particuliers.

CLEMENS PAPA IX.

AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

ECCLESIÆ Catholicæ Regimini meritis licèt imparibus divinâ dispositione præsidentes, illa quæ pro salubri Ordinum Monasticorum multiplici virtutum decore fulgentium directione & progressu regularisque observantiæ conservatione & incremento in eorum Capitulis & Congregationibus Generalibus providè constituta atque definita esse noscuntur, ut firma semper atque illibata persistant, Apostolici muniminis patrocinio libenter Roboramus & aliter super eis disponimus prout rationi consentaneum esse in Domino arbitramur.

Exponi siquidem Nobis nuper fecit dilectus filius Procurator Generalis Ordinis Cisterciensis quod in Capitulo Generali dicti Ordinis IX. Maii M. DC. LXVII. & sequentibus diebus in executionem Litterarum fœl. record. Alexandri Papæ VII. prædecessoris nostri in simili formâ Brevis die XIX. Aprilis M. DC. LXVI. super Reformatione generali ejusdem Ordinis emanatarum celebrato factæ fuerunt nonnullæ definitiones tenoris qui sequitur, videlicet.

Reception du Bref d'Alexandre VII. dans le Chapitre General.

Requirentibus Promotoribus & ex parte summi Pontificis & Regis Christianissimi, lectum, publicatum & cum debitâ reverentiâ, genibus scilicet flexis, ore Reverendissimi Domini nostri & unanimi omnium consensu, susceptum fuit Breve Apostolicum à sanctissimo Domino nostro Alexandro divinâ providentiâ Papa VII. emanatum die decimâ nonâ Aprilis, Pontificatûs autem ipsius anno duodecimo, quod incipit, In supremâ Sedis Apostolicæ.

Liberté de choisir des Officiers dans le Chapitre General.

Cùm orta fuerit difficultas ex iteratâ protestatione factâ per Reverendum Dominum de Fulcardimonte contrà Promotores causarum & alios Officiales præsentis Capituli Generalis non Abbates, quòd prætenderet usitatum Ordinis morem convelli, si suppetente Abbatum numero alii non Abbates, quocumque alio fungantur munere, in Officiales Capituli Generalis eligantur : Capitulum Generale maturâ super hoc deliberatione habitâ, præcedentium Capitulorum Generalium vestigiis inhærendo, Definiit quascumque personas, de Ordine tamen bene meritas (etiam non Abbates), ad Capituli Generalis Officia posse promoveri.

Défense de faire plus de changement dans le Breviaire.

Ut in Divino Officio persolvendo in omnibus Ordinis Monasteriis hoc vinculum uniformitatis teneatur, Capitulum Generale Statuit & Decrevit nullam de cætero in novo Breviario faciendam esse mutationem sed ipsius Ordinationi standum esse ex integro ab omnibus Ordinis professoribus.

Heures de se lever pour Matines aux jours de Festes.

Juxtà facultatem per Breve jam sæpe dictum Capitulo Generali à sanctissimo Domino nostro datam quâ horâ diebus minorum solemnitatum surgendum sit determinandi, Statuit & Determinat Capitulum Generale diebus solemnioribus horâ secundâ, cæteris verò tertiâ ad Vigilias surgendum esse ; & Declarat intentionis suæ non esse per præsentem determinationem ut consuetudo si quæ in aliquibus vigeat Monasteriis maturiùs tam solemnioribus quàm aliis diebus surgendi, enervetur, sed potiùs per Superiores locorum & Visitatores foveatur.

Quelles sont les Communautez qui doivent chanter l'Office en Notes.

Cùm in quamplurimis Ordinis Monasteriis sufficiens non habeatur numerus Monachorum ut cum cantu Gregoriano Horas Canonicas persolvant, & ideò circà hoc generalis definitio fieri non possit, Mandat & Præcipit Capitulum Generale omnibus Visitatoribus Provincialibus ut primâ Monasteriorum Provinciæ suæ factâ Visitatione, singuli illorum statum & specialiter numerum Monachorum in illis ordinariè residentium, ad Reverendissimum Dominum nostrum & admodùm Reverendos quatuor primos Abbates quamprimùm transmittant, ut examinato numero Monachorum in singulis Monasteriis & situ loci, an sit minor vel major Congregatio, quæ ultima solùm ex Regulâ obligatur ad cantum, judicare possint.

Rang des nouveaux Stabiliez.

Ad quæstionem propositam quem locum tenere debeat secundam faciens stabilitatem, an primæ suæ professionis an secundæ stabilitatis ; Respondit Capitulum Generale debere in omnibus locis secundæ suæ stabilitatis non primæ professionis locum obtinere.

Jeûnes de l'Ordre pendant l'année.

Juxtà Regulam & Constitutiones præscriptus numerus jejuniorum diebus Mercurii & Veneris à Pentecoste ad Exaltationem sanctæ Crucis, & indè ad Pascha singulis diebus quibus non vescimur carnibus in omnibus Ordinis Monasteriis communis Observantiæ inviolabiliter observetur.

Les Abbez ne doivent pas enseigner & regenter dans les Universitez.

Ut autem provideatur residentiæ Abbatum nec ulla eis non residendi ansa subministretur, omnibus Abbatibus Prohibet Capitulum Generale ne in Urbibus aut Academiis publicè suscipiant docendam Theologiam.

Ut autem caveatur ne variis & insolitis exactionibus tam pro Visitationibus quàm Professionibus Vicarii Monasteria onerent, Statuit Capitulum Generale ut pro omnibus tam expensis quàm juribus honorificis, in qualibet Visitatione à Monasteriis visitatis in adventu & reditu dandos esse Vicariis sexdecim francos & Syndicis octo; pro Professionibus autem extrà tempus Visitationis faciendis, prius computati ab illis sumptus itineris à Monasteriis exolventur : sumptus autem quos à Visitatoribus & Syndicis fieri contigerit ut eant ad Capitula Generalia vel intermedia, à propriis illorum domibus in quibus ordinariè resident, exolventur.

Taxes pour les frais des Visiteurs.

Les Syndics estans supprimez, la taxe aussi demeure supprimée.

Ut inordinati processus in Appellationibus de cætero non fiant, Capitulum Generale statuit gradatìm procedendum, ut à Visitatoribus ad Patrem immediatum, à Patre immediato ad Reverendissimum Dominum nostrum, à Reverendissimo ad Capitulum Generale debeat provocari, lisque ad illos per appellationis jus delata intrà tres menses terminari.

Reglement pour les Degrez d'Appellation.

Nec tam Patribus immediatis quàm Majoribus Ordinis Superioribus alios quoscumque Commissarios nisi Visitatore suspecto aut absente, liceat deputare.

Les Superieurs Majeurs ne doivent point députer extraordinairement dans les Provinces d'autres pour agir qu'en cas de suspicion & d'absence du Visiteur.

Capitulum Generale advertens ex nimiâ affinium multitudine in Monasteriis maximè in quibus viget electio, varia mala suboriri, Prohibet omnibus Monasteriorum illorum Superioribus, nisi major id est excedens numerum duodecim Congregatio fuerit, duos fratres aut sorores recipere.

La reception de deux Freres ou deux Sœurs défenduë dans un même Monastere.

Ut omnis tollatur licentia extrà Monasteria ob curam animarum divagandi, Statuit Capitulum Generale ut illam de novo nullus suscipere audeat aut possit, quin prius à Visitatore de ejus capacitate cognitum fuerit.

Ceux qui sont chargez du soin des ames hors des Monasteres, doivent avoir une capacité reconnuë aprés avoir esté examinez.

Cæterùm post varia in executionem Brevis Apostolici præscripta, in vanum laborasse putaret Capitulum Generale si novæ studens Reformationi ad strictioris Observantiæ multis ab hinc annis introductæ & favente Deo in dies succrescentis, non conservationem tantùm sed ejus etiam incrementum, officii sui partes sollicitè non impenderet ; ideò triplici medio à Reverendo Domino de Precibus ad tam sanctum opus promovendum proposito ; Primò ut inter se convenire possint strictioris Observantiæ Abbates ; Secundò ut ipsorum Monasteria communis Observantiæ Monachis vacuentur & in alia diversæ Observantiæ transmittantur ; Tertiò ut in Monasteria communis Observantiæ ubi major pars

Moyens proposez de procurer la Reforme dans l'Ordre.

Religiosorum ad illos etiam sine pensione convolat introducantur; ut v. g. in Monasterium de Chassagniâ ; hujusque petitionis seu propositionis à se factæ actum petiit.

Réponse du Chapitre General aux trois moyens proposez.

Circà primum, Statuit Capitulum Generale singulos quoque strictioris Observantiæ Abbates seriò admonendos ut ad quodcumque Capitulum sive Generale sive intermedium de suæ Observantiæ negotiis tractaturi conveniant ; ad secundùm, cùm hujusmodi Monachi in Monasteriis strictioris Observantiæ efficaciùs quàm in aliis possint in officio contineri, Statuit Capitulum Generale non ab illorum Monasteriis ad alia communis Observantiæ nisi ex causâ à Statutis præscriptâ esse transmittendos, illos tamen declarat ad omnimodam ergà strictioris Observantiæ Superiores obedientiam teneri, nec illis licere aliquid proprium habere; sed omnia eis à Superioribus domorum necessaria debere ministrari : Circà tertium (præviâ oppositione Reverendi Domini de Sancto Sulpitio) committitur Reverendo admodum Domino de Firmitate ut quo spiritu ducantur Religiosi de Chassagniâ perpendat, ut si eos ferventiores factos ex animo ad strictiorem Observantiam profitendam repererit, eorum desiderio satisfaciat.

Punition des absens du Chapitre General sans s'excuser.

Et quia nullus comparuit ex parte Congregationis Lombardiæ & Tusciæ nec nominarunt Monasteria pro Novitiatu & Professorio, Capitulum Generale Patrem Damianum Lauthuadam Congregationis illius Vicepræsidem, sicut ob eandem causam, Patrem Petrum Oviedo Vicarium vulgò dictum Reformatorem Generalem Congregationis Castellæ & Vicarium Generalem Congregationis Lusitaniæ, declarat Contumaces & privat voce activâ & passivâ.

Confirmation des Decrets du Chapitre General.

Cùm autem sicut eadem expositio subjungebat, prædictus Procurator Generalis definitiones hujusmodi, quò firmiùs subsistant & serventur exactiùs Apostolicæ Confirmationis nostræ robore communiri & super nonnullis protestationibus per quosdam Abbates dicti Ordinis in eodem Capitulo Generali factis opportunè à Nobis decerni plurimùm desideret, Nos prospero fœlicique ejusdem Ordinis regimini & gubernio salubriter providere, ipsumque Procuratorem Generalem specialibus favoribus & gratiis prosequi volentes & à quibusvis excommunicationis, suspensionis & interdicti aliisque Ecclesiasticis censuris & pœnis à jure vel ab homine quâvis occasione vel causâ latis, si quibus quomodolibet innodatus existit, ad effectum præsentium dumtaxat consequendum

sequendum harum serie absolventes & absolutum fore Censentes, supplicationibus ejus nomine Nobis super hoc humiliter porrectis inclinati, de nonnullorum Venerabilium Fratrum nostrorum S. R. E. Cardinalium & dilectorum filiorum Romanæ Curiæ Prælatorum super Reformatione dicti Ordinis Cisterciensis deputatorum consilio, præinsertas Definitiones Capituli Generalis Ordinis hujusmodi ut præfertur celebrati, autoritate Apostolicâ tenore præsentium Confirmamus & Approbamus illisque inviolabilis Apostolicæ firmitatis robur Adjicimus, ac omnes & singulos juris & facti defectus si qui desuper quomodolibet intervenerint, Supplemus.

Et quantùm spectat ad protestationes in dicto Capitulo factas ab Abbate Fulcardimontis & adhærentibus circà assumptionem Officialium dicti Capituli ex non Abbatibus, & Definitorum unius lineæ ex Abbatibus alterius; ab Abbate de Veterivillâ & adhærentibus, circà nominationem Abbatis de Altaripâ in Definitorem strictioris Observantiæ pro lineâ Pontigniaci, atque ab Abbate de Trappâ & adhærentibus, in acceptione prædictarum Alexandri prædecessoris in formâ Brevis Litterarum circà novum recursum ad hanc sanctam Sedem eò quòd in dictis Litteris plura obscura, dubia, sanctæ Regulæ & antiquis Ordinis Statutis adversantia inserta fuisse asserit contrà ejusdem Alexandri prædecessoris mentem, cui de re ob valetudinem infirmam perpauca perlata fuerint, Illas de eorumdem Cardinalium & Prælatorum consilio, Rejicimus & hanc ultimam temerariam Declaramus : Protestationes verò factas ab Abbate Claravallensi contrà formam indictionis Capituli & contrà quæcumque adversantia ipsius jurisdictioni; ab Abbatibus Lucellensi, Ebracensi & Cæsariensi contrà violationem jurium paternitatum; & à Germanis de recurrendo ad summum Pontificem pro dilucidatione quorumdam punctorum difficilium dictarum Litterarum reformationis, eas de pari consilio Admittimus salvis hinc indè juribus.

Decernentes easdem præsentes Litteras semper firmas, validas & efficaces existere & fore suosque plenarios & integros effectus sortiri & obtinere ac illis ad quos spectat & pro tempore spectabit, plenissimè suffragari & ab eis respectivè inviolabiliter observari : sicque in præmissis per quoscumque Judices ordinarios & delegatos etiam causarum Palatii Apostolici Auditores judicari & definiri debere, ac irritum & inane si secùs super his à quoquam

Ii

quâvis autoritate ſcienter vel ignoranter contigerit attentari : Non obſtantibus Conſtitutionibus, & Ordinationibus Apoſtolicis, ac quatenùs opus ſit dicti Ordinis etiam juramento, Confirmatione Apoſtolicâ vel quâvis firmitate aliâ roboratis Statutis & Conſuetudinibus, Privilegiis quoque indultis & Litteris Apoſtolicis in contrarium præmiſſorum quomodolibet conceſſis, confirmatis & innovatis ; Quibus omnibus & ſingulis, illorum tenores præſentibus pro plenè & ſufficienter expreſſis & ad verbum inſertis habentes, illis aliàs in ſuo robore permanſuris, ad præmiſſorum effectum hâc vice dumtaxat ſpecialiter & expreſſe Derogamus cæteriſque contrariis quibuſcumque : Volumus autem ut earumdem præſentium Litterarum tranſſumptis ſeu exemplis etiam impreſſis, manu alicujus Notarii publici ſubſcriptis & ſigillo perſonæ in Eccleſiaſticâ dignitate conſtitutæ munitis, eadem prorsùs fides in judicio & extrà adhibeatur quæ adhiberetur ipſis præſentibus ſi forent exhibitæ vel oſtenſæ. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem ſub annulo Piſcatoris, die XXVI. Januarii M. DC. LXIX. Pontificatûs noſtri anno ſecundo. Sic ſignatum, J. G. SLUSIUS.

I BREF DU PAPE CLEMENT X. de l'an 1670.

SOMMAIRE.

Le Pape ſur la demande & ſupplication des Abbez d'Allemagne, de Pologne, de Suiſſe, de Flandre, de Liege & d'Eſpagne, au ſujet d'un article du Bref du Pape Alexandre VII. pour le choix & la déſignation des Novitiats & Profeſſoirs communs en chaque Province ; Declare que cette diſpoſition ne doit pas s'entendre à l'égard des Monaſteres gouvernez par des Abbez, où l'on fait vœu de Stabilité & où la Communauté eſt aſſez grande pour que les Obſervances & les Regularitez y ſoient bien obſervées.

CLEMENS PAPA X.

AD FUTURAM REI MEMORIAM.

Ce Bref eſt dans le Grand Bullaire Romain inſeré tout entier pour la dix-neuviéme Conſtitution de ce Pape.

EXPONI Nobis nuper fecerunt dilecti filii Abbates Monaſteriorum Germaniæ, Poloniæ, Helvetiæ, Belgii, Patriæ Leo-

diensis & Hispaniæ Ordinis Cisterciensis, quòd aliàs postquam fœl. rec. Alexander Papa VII. Prædecessor noster per suas super Reformatione Generali dicti Ordinis die decimo nono Aprilis 1666. in simili formâ Brevis expeditas Litteras, inter alia statuerat & ordinaverat ut in singulis Provinciis universi Ordinis hujusmodi etiam extrà Galliam, designarentur duo Monasteria communis Observantiæ, unum scilicet pro Novitiatu & alterum pro Professorio seu secundo Novitiatu unà cum Magistris pro educandis Novitiis & noviter Professis & cum familiâ selectâ; recentis memoriæ Clemens Papa IX. etiam Prædecessor noster per quasdam suas itidem in formâ Brevis die 20. Decembris 1667. emanatas Litteras, ipsis Abbatibus exponentibus concessit ut proprios Novitios educare possent illis dumtaxat Monasteriis in quibus viginti quinque Religiosi existerent: Cùm autem sicut eadem expositio subjungebat, hæc dispositio tàm Abbates præfatos qui minorem Religiosorum numerum habent, quàm Novitios qui stabilitatem in illis minoribus Monasteriis servant multùm gravet, Abbates quidem quippè qui proprios quos per professionem suis Monasteriis incorporare & cum quibus usque ad mortem vivere debent probare, eorumque mores, inclinationes & defectus si alibi educarentur explorare nequirent; Novitios verò utpotè qui incommoda locorum, aeris & onerum personalium illorum parvorum Monasteriorum in quibus perpetuò stabilitates voto astricti absque spe communicationis seu translationis ad alia Monasteria permanere tenentur, experiri non possent; accedit quòd pleraque ex præfatis Monasteriis vel ex fundatione vel ob bellorum & temporum injurias nonnisi duodecim Religiosos sustentare possunt, in quibus tamen juxtà primævas Ordinis præfati Constitutiones & usum tam in choro quàm extrà chorum vigent Observantiæ, quibus satisfieri sine subsidio Novitiorum qui ab Ordinis primordio etiamsi familiæ numerum duodenarium non excederent in hujusmodi Monasteriis educari & probari soliti fuerunt; Nobis propterea Abbates prædicti humiliter supplicari fecerunt ut sibi in præmissis opportunè providere & ut infrà indulgere de benignitate Apostolicâ dignaremur.

Nos igitur ipsos Abbates specialibus favoribus & gratiis prosequi volentes, & eorum singulares personas à quibusvis excommunicationis, suspensionis & interdicti aliisque Ecclesiasticis sententiis, censuris & pœnis à jure vel ab homine quâvis occasione

vel causâ latis si quibus quomodolibet innodatæ existunt, ad effectum præsentium dumtaxat consequendum harum serie absolventes & absolutas fore censentes, hujusmodi supplicationibus inclinati, suprà expressum statutum seu ordinationem dicti Alexandri Prædecessoris nostri non afficere nec obligare Monasteria Ordinis præfati in quibus Monachi perpetuam promittunt stabilitatem, autoritate Apostolicâ tenore præsentium Declaramus : Decernentes easdem præsentes Litteras semper firmas, validas & efficaces existere & fore suosque plenarios & integros effectus sortiri, obtinere ac illis ad quos spectat & pro tempore spectabit plenissimè suffragari : sicque in præmissis per quoscumque Judices ordinarios & delegatos etiam causarum Palatii Apostolici Auditores judicari & definiri debere, ac irritum & inane si secùs super his à quoquam quâvis autoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari : Non obstantibus præfati Alexandri & Clementis prædecessorum Litteris aliisque Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis cæterisque contrariis quibuscumque. Volumus autem ut ipsarum præsentium Litterarum transsumptis seu exemplis etiam impressis manu alicujus Notarii publici subscriptis & sigillo personæ in Ecclesiasticâ dignitate constitutæ munitis eadem prorsùs fides adhibeatur quæ ipsis præsentibus adhiberetur si forent exhibitæ vel ostensæ. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem sub annulo Piscatoris, die 3. Octobris 1670. Pontificatûs nostri anno primo.

IIE BREF DU PAPE CLEMENT X. de l'an 1672.

SOMMAIRE.

Le Pape qui au temps que le Bref d'Alexandre VII. en avoit esté le Ponant ou Rapporteur de l'Affaire en 1666. estant monté au Pontificat en 1670. & consulté si la disposition de ce Bref en l'article 44. touchant ce qu'il estoit ordonné de faire dans le Chapitre General de 1667. estoit pour toûjours & devoit estre suivie & continuée dans tous les autres Chapitres Generaux qui se tiendroient à l'avenir, declare par ce Bref que cette disposition n'avoit esté que pour une fois & ne regardoit pas l'avenir.

CLEMENS PAPA X.

AD FUTURAM REI MEMORIAM.

EXPONI Nobis nuper fecit dilectus filius Procurator Generalis Ordinis Cisterciensis, quòd in Capitulo Generali dicti Ordinis nonâ & sequentibus diebus Maii 1667. Cistercii in executionem Litterarum foelicis recordationis Alexandri Papæ VII. prædecessoris nostri in simili forma Brevis super reformatione generali ejusdem Ordinis die decimâ nonâ Aprilis 1666. expeditarum celebrato, tunc existentes Abbates Germaniæ Ordinis præfati protestati sunt de recurrendo ad Summum Pontificem pro dilucidatione quorumdam punctorum difficilium in eisdem Litteris contentorum; eamque protestationem recentis memoriæ Clemens Papa IX. etiam prædecessor noster de nonnullorum S. R. E. Cardinalium & Romanæ Curiæ Prælatorum super Reformatione generali Ordinis hujusmodi deputatorum consilio, per quasdam suas pariter in forma Brevis die 26[a] Februarii 1669. emanatas Litteras admisit, & puncta proposita ad eosdem Prælatos & Cardinales discutienda atque decidenda remisit.

Cùm autem, sicut eadem expositio subjungebat, inter puncta sic proposita unum fuerit quod in præfatis Alexandri prædecessoris Litteris dispositum reperiretur, ut Abbas Cistercii & quatuor primi Abbates in dicto Capitulo eligerent de more Generales Definitores, ita tamen ut unusquisque illorum eligere deberet saltem duos ex Abbatibus strictioris Observantiæ, adeo ut in Definitorio vocem decisivam haberent Abbates viginti quinque, videlicet Abbas Cistercii & quatuor primi Abbates, item Definitores decem ex communi, & totidem ex stricta Observantia; & hoc quidem in Capitulo supradicto factum fuerit : verùm si ad futura subsequentia Capitula Generalia Ordinis præfati traheretur ejusmodi æqualitas Definitorum ex utraque Observantia assumendorum, id Abbatibus communis Observantiæ, quippe qui in longè majori sunt numero quàm Abbates strictæ Observantiæ hujusmodi, grave nimis esset. Nobis propterea dictus Procurator Generalis mox in Galliam ad Generale Capitulum dicti Ordinis profecturus, ut occurratur controversiis quæ super hoc inter Abbates communis & strictæ Observantiæ oriri possent, & ad pacem inter eos magis firmandam, humiliter supplicari fecit,

Au Chapitre General de l'année 1667. le nombre des Définiteurs choisis devoit estre égal pour les deux Observances suivant l'article 41. du Bref d'Alexandre VII.

ut in præmissis opportunè providere de benignitate Apostolicâ dignaremur.

Nos igitur ipsius Procuratoris Generalis votis hac in re favorabiliter annuere volentes, eumque à quibusvis excommunicationis, suspensionis & interdicti, aliisque Ecclesiasticis Sententiis, censuris & pœnis à jure vel ab homine quavis occasione vel causâ latis, si quibus quomodolibet innodatus existit, ad effectum Præsentium duntaxat consequendum harum serie absolventes & absolutum fore censentes, hujusmodi supplicationibus inclinati, de memoratorum Cardinalium & Prælatorum consilio, prænarratam dispositionem supradictarum Alexandri prædecessoris Litterarum super æqualitate numeri Definitorum ex communi & stricta Observantia hujusmodi assumendorum, sat impletam fuisse unica vice in Capitulo ut præfertur celebrato nec afficere in futurum autoritate Apostolica tenore Præsentium Declaramus. Decernentes easdem præsentes Litteras semper firmas &c. Datum Romæ apud sanctam Mariam Majorem sub annulo Piscatoris die 22. Aprilis 1672. Pontificatûs nostri anno secundo. Signatum, J. G. Slusius.

Cette égalité des Definiteurs ne regardoit que le Chapitre General de 1667.

Ir. BREF DU PAPE INNOCENT XI. de l'an 1683.

SOMMAIRE.

Estant survenus quelques differends dans l'Assemblée du Chapitre General de l'Ordre de Cisteaux tenuë en l'année 1672. au sujet de la maniere dont devoit se faire le choix & la nomination des Définiteurs, & du Reglement qui devoit y estre observé ; l'affaire ayant esté portée au Pape afin de prévenir les inconveniens semblables à ceux qui estoient arrivez, Sa Sainteté décide que ce qui a esté reglé par une Bulle du Pape Clement IV. de l'an 1265. qui fait l'une des principales Constitutions de l'Ordre, doit estre observé ; ce qui fut fait au Chapitre General tenu en cette même année, aussi-bien qu'aux suivans de 1686. & 1699. L'on ajoûtera à la fin de ce Bref, un Extrait de cette Bulle concernant la tenuë du Chapitre General.

INNOCENTIUS PAPA XI.

AD FUTURAM REI MEMORIAM.

CUM sicut accepimus, Capitulum Generale Ordinis Cisterciensis propè diem (benedicente Domino) celebrandum sit, nonnullæ verò lites seu causæ inter dilectum filium Abbatem Generalem dicti Ordinis ex una, ac dilectos etiam filios quatuor primarios Abbates ejusdem Ordinis, ex altera partibus, in Romana Curia pendeant indecisæ, propter quas Capituli Generalis celebratio impediri vel perturbari, sive in illius progressu incommoda & controversiæ, non sine regularis Observantiæ religiosæque quietis & pacis (sine qua non bene colitur pacis autor) detrimento, forsan oriri possent. Hinc est quòd Nos pro commissa nobis divinitùs pastoralis Officii sollicitudine, ut Capitulum Generale hujusmodi ad Dei gloriam totiusque Ordinis prædicti utilitatem, sublatis obstaculis, quietè atque pacificè celebretur, providere Cupientes ac litium seu causarum prædictarum statum & merita, nominaque & cognomina ac qualitates Judicum ac Collitigantium, & alia quæcunque etiam specificam & individuam mentionem & expressionem requirentia, Præsentibus pro plenè & sufficienter expressis ac specificatis habentes : de Venerabilium Fratrum nostrorum sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium negotiis & consultationibus Episcoporum & Regularium Præpositorum, qui Partes præfatas audiverunt consilio, in proximè futuro Capitulo Generali dicti Ordinis formam præscriptam in Constitutione fœlicis recordationis Clementis Papæ IV. prædecessoris nostri quæ incipit *Parvus fons*, servari debere, reservatis in reliquis juribus ambarum Partium, autoritate Apostolicâ tenore Præsentium Declaramus & Mandamus : Decernentes ipsas præsentes Litteras firmas, validas & efficaces existere & fore, suosque plenarios & integros effectus sortiri & obtinere, ac ab illis ad quos quoquomodo spectat & spectabit, in futurum inviolabiliter observari, sicque in præmissis per quoscunque Judices ordinarios & delegatos, etiam causarum Palatii Apostolici Auditores, judicari & definiri debere, ac irritum & inane si secùs super his à quoquam quavis autoritate, scienter vel ignoranter contigerit attentari, non obstantibus litium pendentiâ hujusmodi, aliisque præmissis ac Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis, necnon di-

La Bulle du Pape Clement IV, qui commence *Parvus fons*, doit estre observée en tout ce qu'elle prescrit pour le Chapitre General.

cti Ordinis aliisque quibusvis etiam juramento, Confirmatione Apostolicâ vel quavis firmitate aliâ roboratis, Statutis & Consuetudinibus, Privilegiis quoque, Indultis & Litteris Apostolicis in contrarium præmissorum quomodolibet concessis, confirmatis & innovatis, quibus omnibus & singulis, illorum tenores præsentibus pro plenè & sufficienter expressis, ac de verbo ad verbum insertis habentes, illis aliàs in suo robore permansuris, ad præmissorum effectum hac vice dumtaxat specialiter & expresè derogamus, cæterisque contrariis quibuscunque. Datum Romæ apud sanctum Petrum sub annulo Piscatoris, die 5. Maii 1683. Pontificatûs nostri anno septimo. Sic signatum, J. G. SLUSIUS.

Extrait de la Bulle du Pape Clement IV. de l'an 1265. commençant par ces mots Parvus fons.

STATUIMUS & Ordinamus quòd in Ordine prædicto, juxtà morem laudabilem hactenùs observatum, annis singulis Generale Capitulum celebretur, in quo viginti quinque Definitores statuantur hoc modo. Abbas Cisterciensis tanquam Pater, primus nominet quatuor Definitores de Generatione sua speciali, quos idoneos esse crediderit ad Definitoris officium exercendum. Et exinde prædicti primi quatuor Abbates, scilicet quilibet eorum de Generatione sua, quinque dicto Abbati Cistercii seorsum vel coram aliis nominabit; ex quibus quinque Abbas Cistercii, uno prætermisso, quatuor eligat quos sufficientes esse crediderit: Et sic viginti Definitores erunt, suis quatuor cum cæteris nominatis, quos & prædictos quatuor primos Abbates idem Abbas Cistercii in Capitulo die secundâ Capituli nominabit & Definitores instituet, & ipse cum eis vigesimus quintus erit. Si quis verò ex prædictis primis quatuor Abbatibus tunc non fuerit in hujusmodi Capitulo, idem Abbas Cisterciensis de Generatione absentis assumet quatuor Definitores quos idoneos existimabit.

Ut autem prædicti Cisterciensis & quatuor primi Abbates (Deum habentes præ oculis) odio & amore ac personarum acceptione postpositis, bona fide procedant, eos qui nunc sunt & futuros in posterum ad hæc fideliter observanda, sub attestatione divini judicii & in virtute obedientiæ Apostolicæ Sedi debitæ

Obligamus:

Obligamus : ordinantes & ſtatuentes quòd litteræ miſſæ Capitulo Generali perſonæ infamiam continentes, legantur coram Definitoribus Ordinis ſupradicti ; & quòd judices dati ab eodem Capitulo, non ſubdelegent aliis vices ſuas. Definitiones quoque Capituli non revocentur, præter voluntatem Definitorum in loco reſidentium conſueto.

Statuta de cætero facienda non obligent niſi in ſequentis anni Capitulo confirmentur, & per Definitores nihil definiatur priùs in Capitulo non notatum. Stetur ſententiæ majoris partis eorum. Cumque ipſorum ſententia in diſcordiam venerit, Abbas Ciſtercii pro duobus reputabitur.

Definitores verò nominati proteſtabuntur in Capitulo ſtando, per juramentum in verbo Sacerdotis quòd injunctum ſibi miniſterium ad honorem Dei & utilitatem dicti Ordinis fideliter exequentur. Hoc etiam ipſe Abbas Ciſtercienſis ſedendo facere teneatur. De notandis autem his, quæ contra memoratum Abbatem Ciſtercii dicta fuerint in Capitulo, ita fiat ſicut in caſu conſimili de alio notaretur. Eleemoſynæ verò quæ mittuntur Capitulo Generali, recipiantur per duos Abbates quorum unus per eundem Abbatem Ciſtercii, & alius per prædictos primos quatuor Abbates ponantur de cætero alternatim ; ita quòd quilibet de ipſis illum ponat ſecundùm ordinem ſuum vice ſua.

IIE BREF DU PAPE INNOCENT XI. de l'an 1685.

SOMMAIRE.

Ces mêmes differends dont on a parlé au Bref precedent ayant recommencé & deplus y en eſtant encore ſurvenus d'autres, & les Parties s'eſtant pourvûës derechef devant le Pape pour y ſoûtenir leurs pretentions & éclaircir les doutes qu'elles avoient, Sa Sainteté décide les Points conteſtez, & ſuppléant aux défauts qui avoient pû intervenir dans les Chapitres precedens, confirme les Actes qui s'y ſont faits & ordonne l'execution des Reglemens y contenus, juſqu'au Chapitre General ſuivant, qui fut celuy de 1686. lequel les confirma.

Les contestations estoient au sujet de l'Indiction ou Convocation de l'Assemblée du Chapitre General; de quelle maniere on doit y opiner & prendre les avis des Définiteurs; Si & comment on doit suppléer à leur nombre. Ces Brefs comme plusieurs autres des precedens ont esté autorisez & revestus de Lettres Patentes du Roy registrées au Grand Conseil, qui seront cy-aprés rapportées suivant leurs dates en la seconde partie de ce Recueil.

INNOCENTIUS PAPA XI.

AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

CUM in causâ prætensæ nullitatis quorumdam Capitulorum Generalium Ordinis Cisterciensis, inter dilectos filios Abbatem Cistercii totius Ordinis Generalem ex unâ, & Abbates Monasteriorum de Firmitate, de Pontigniaco, de Claravalle & de Morimundo ex alterâ partibus, vertente, proposita fuerint in Congregatione Venerabilium fratrum nostrorum sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium negotiis & consultationibus Episcoporum & Regularium præpositâ, nonnulla dubia; nempe Primò, an sit servanda consuetudo quâ pro indicendo Capitulo Generali, Abbas Cistercii consuevit cum quatuor primariis Abbatibus deliberare ac de eorumdem consilio & assensu Capitulum indicere? Secundò, an ad Capitulum ad hoc ut sit Generale, vocandi sint omnes Abbates Ordinis? Tertiò, an in Capitulo Generali Ordinis Cisterciensis, Definitiones sumendæ sint per Filiationes & non per vota capitatìm? Quartò, an in Capitulo Generali dicti Ordinis omnino adhibendi sint viginti quinque Definitores, ita ut non existentibus tot Abbatibus, numerus integrandus sit ex aliis Religiosis bene meritis? Quintò, an in illo pariter interesse debeant quatuor primarii Abbates, & iis non intervenientibus, substituendi sint in eorum loco? Sextò, an Capitulum Generale anni 1672. fuerit nullum? Septimò, an fuerit pariter nullum Capitulum anni 1683? Hinc est quòd Nos qui in supremo justitiæ throno à Domino constituti sumus, lites & controversias quæ fraternæ inter viros Religiosos suave Christi jugum portantes, charitatis serenitatem obnubilare possent, tollere illisque in futurum ansam præcidere ac dubia prædicta dirimere volentes: de memoratorum Cardinalium qui partes tam in voce quàm in scriptis informantes audierunt, remque maturè discusserunt consilio.

Estat des doutes & contestations.

In indicendo Capitulo Generali Ordinis prædicti, Abbatem Cistercii non teneri requirere neque consensum neque consilium quatuor primariorum Abbatum : Ad Capitulum verò Generale vocandos esse quoscumque qui de jure interesse debent : In Capitulis autem Generalibus ejusdem Ordinis, votandum esse viritìm & non per Filiationes : Porrò in deputatione Definitorum, non existente sufficienti numero Abbatum, posse suppleri ab Abbate ex aliis Religiosis magis dignis ejusdem Generationis, non tamen in casu voluntarii recessûs : Et quoad effectum deputationis Definitorum, servandum esse solitum; quo verò ad effectum suffragii Abbatis absentis, non esse locum subrogationi, autoritate Apostolicâ tenore Præsentium Decernimus & Declaramus. Denique omnes nullitates quatenùs in præfatis Capitulis Generalibus anno 1672. & anno 1683. respectivè celebratis intervenerint, autoritate & tenore prædictis Sanamus, ac Definitiones & Ordinationes utriusque Capituli usque ad novum Capitulum Generale Ordinis prædicti, servari eâdem autoritate harum serie Mandamus & Præcipimus. Decernentes easdem præsentes Litteras semper firmas, validas & efficaces existere & fore, suosque plenarios & integros effectus sortiri & obtinere, ac illis ad quos spectat & pro tempore spectabit, plenissimè suffragari & ab eis respectivè inviolabiliter observari; sicque in præmissis per quoscunque Judices ordinarios & delegatos, etiam Causarum Palatii Apostolici Auditores, judicari & definiri debere ac irritum & inane si secùs super his à quoquam quavis autoritate, scienter vel ignoranter contigerit attentari. Non obstantibus præmissis ac Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis, necnon quatenùs opus sit, dicti Ordinis aliisve quibusvis etiam juramento, confirmatione Apostolicâ vel quavis firmitate aliâ roboratis Statutis & Consuetudinibus, Privilegiis quoque, Indultis & Litteris Apostolicis in contrarium præmissorum quomodolibet concessis, confirmatis & innovatis : quibus omnibus & singulis, illorum tenores Præsentibus pro plenè & sufficienter expressis & de verbo ad verbum insertis habentes, illis aliàs in suo robore permansuris, ad præmissorum effectum hâc vice dumtaxat specialiter & expresè Derogamus cæterisque contrariis quibuscumque. Volumus autem ut earumdem præsentium Litterarum transsumptis seu exemplis etiam impressis, manu alicujus Notarii publicè subscriptis & sigillo Personæ in Ecclesiasticâ dignitate constitutæ mu-

1. L'Abbé de Cîteaux n'est pas obligé pour convoquer le Chapitre General, de prendre l'avis des quatre premiers Abbez, ni d'avoir leur consentement

2. Il doit y appeller tous ceux qui ont droit d'y venir.

3. On doit y opiner par teste & non par Filiations.

4 Le nombre prescrit par les loix ne s'y trouvant pas, peut estre suppleé.

5. L absence des quatre premiers Abbez ne doit pas se suppléer.

6. Les Decrets & Ordonnances des Chapitres de 1672. & 1683. doivent estre executez jusqu'au Chapitre suivant, dans lequel en 1686. ils ont esté confirmez.

nitis, eadem prorsùs fides tam in judicio quàm extrà illud habeatur, quæ ipsis Præsentibus haberetur si forent exhibitæ vel ostensæ. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem sub annulo Piscatoris, die 10. Maii 1685. Pontificatûs nostri anno nono. Sic signatum, J. G. SLUSIUS. & sigillatum in cera rubea.

Les trois Brefs qui suivent & qui sont rapportez hors de leur rang & de leur date, des Papes Leon X. & Pie V. parce que nous ne les avions pas alors, sont d'assez grande consequence pour n'estre pas negligez; on la verra dans les Sommaires & les Notes qu'on y joindra.

I[R] BREF DU PAPE LEON X. de l'an 1517.

SOMMAIRE.

Ce Bref fut addressé au Chapitre General de l'Ordre de Cisteaux peu de temps aprés, comme on le voit par sa date, la publication du Concordat d'entre le Pape & le Roy François I. touchant la Nomination aux Benefices: parce que ceux-là y ayant esté exceptez de la Regle commune, qui avoient des Privileges du Saint Siege pour élire leurs Superieurs avec pleine liberté où ils estoient maintenus, l'Ordre de Cisteaux qui avoit cette pretention pour les Abbez de ses Monasteres, ausquels neanmoins on la disputoit, se pourveut au Pape Leon X. même, lequel ayant fait examiner diligemment l'affaire & les Titres sur lesquels cette pretention estoit fondée, Declare par son Bref que les Monasteres de l'Ordre de Cisteaux ont ce Privilege dont ils ont justifié & qu'ils doivent en jouir.

Ce Bref paroist assez inutile au temps present, puisque le Roy aprés la mort de Leon X. obtint de son successeur un nouveau Bref d'Ampliation qui a étendu le droit de nomination sur

tous les Monasteres indifferemment, même sur ceux qui avoient des Privileges, & il en est en possession.

Cependant nous pouvons dire qu'il ne laisse pas aussi d'avoir quelque utilité, non seulement parce qu'il est bon de sçavoir ce droit de l'Ordre de Cisteaux & d'en faire icy mention où il s'agit de faire valoir ses Privileges & la protection que le Saint Siege luy a donnée dans tous les temps; mais aussi parce qu'il y a des occasions où il pourra servir, comme il arriva vers l'an 1675. que certains Prieurs Titulaires de l'Ordre, de la Joye, des Rosiers, de Clairmarest & quelques autres furent troublez & même dépossedez sur des surprises qu'on avoit faites à Sa Majesté, par des Brevets qu'elle avoit donnez de ces Prieurez en les supposant Abbayes & même une Bulle de ce même Pape & des Lettres Patentes de François I. à la découverte de quoy ne servit pas peu le Bref dont nous parlons qui fut produit dans le Procés pendant devant le Roy pour raison de ce, & à obtenir l'Arrest définitif qui intervint en son Conseil le 16. Aoust 1681. & qui ordonna le rapport de ces Brevets & la restitution des fruits par ces Abbez nommez, en faveur des Prieurs qui avoient esté dépossedez & qui furent rétablis.

DILECTIS FILIIS BLASIO DE AISEREYO, ABBATI MONASTERII CISTERCII AC DIFFINITORIBUS Capituli Generalis Cisterciensis Ordinis.

LEO PAPA X.

DILECTI filii, Salutem & Apostolicam Benedictionem. Justis petentium Votis libenter Annuimus eaque favoribus prosequimur opportunis.

Nuper per quasdam nostras sub plumbo confectas Litteras de Venerabilium Fratrum nostrorum S. R. E. Cardinalium consilio ex certis, justis & rationabilibus causis Statuimus & Ordinavimus quòd Metropolitanis & Cathedralibus Ecclesiis ac Monasteriis, necnon Prioratibus verè Electivis in Regno Franciæ ac Delphinatu & Comitatu Diensi & Valentiniensi nunc & pro tempore etiam per cessionem in manibus nostris & successorum nostrorum Romanorum Pontificum Canonicè intrantium spontè factam vacantibus, illarum Capitula & Conventus Monasteriorum & Prio-

ratuum ad electionem & postulationem inibi futuri Prælati procedere non possent, sed illorum occurrente vacatione charissimus in Christo filius noster Franciscus modernus & pro tempore existens Rex Franciæ unam personam tunc certo modo inibi expresso qualificatam Nobis & successoribus nostris Romanis Pontificibus seu Sedi prædictæ nominare & de personâ per Regem hujusmodi nominatâ per Nos & successores nostros seu sedem prædictam provideri posset & deberet, prout in eisdem Litteris nostris, in quibus quod per præmissa non intendebamus in aliquo præjudicare Capitulis Ecclesiarum & Conventibus Monasteriorum & Prioratuum hujusmodi privilegia à sede Apostolicâ proprium eligendi Prælatum obtinentibus, quominùs ad electionem Prælatorum juxtà privilegia eis concessa liberè procedere possent, dummodò de privilegiis eis concessis hujusmodi per Litteras Apostolicas seu alias authenticas scripturas docerent, expressimus & specialiter declaravimus, plenius continetur.

Cùm autem sicut nuper pro parte vestrâ Nobis fuit expositum propter præmissam expressionem & declarationem in eisdem Litteris appositam, Monasteria & Prioratus Ordinis vestri Cisterciensis hujusmodi, cùm privilegia Apostolica proprios eligendi Prælatos Vos & Ordo prædictus habere dignoscamini, prout per Litteras Apostolicas & authenticas scripturas docere potestis, & proptereà sub indulto & facultate dicto Regi concessis non comprehendantur nullamque nominandi Prælatos Monasteriorum & Prioratuum Ordinis vestri eumdem Regem facultatem habere; tamen pro Ordinis ac statûs vestri tranquillitate Nobis humiliter supplicari fecistis, ut Conventibus Monasteriorum vestrorum, illorum occurrente vacatione, Abbatem seu Prælatum eligendi juxtà privilegia Apostolica vestro Ordini concessa licentiam concedere de benignitate Apostolicâ dignaremur.

Nos itaque hujusmodi supplicationibus inclinati, quod occurrentibus vacationibus Monasteriorum & Prioratuum Ordinis vestri hujusmodi, ad electionem Prælatorum eorumdem, cùm id Vobis per privilegia Apostolica de quibus per Litteras Apostolicas concessum fuisse apparet prout in Concordiâ præfato Francisco Regi per nos Concessâ continetur, & per Cardinales quibus id examinandum & Nobis referendum commisimus, relatum fuit, procedendi autoritate Apostolicâ tenore præsentium licentiam Concedimus; In contrarium facientibus non obstantibus quibus-

cumque. Datum Romæ apud Sanctum Petrum sub annulo Piscatoris die secundâ Maii 1517. Pontificatûs nostri anno quinto. Signatum supra plicam, BENITUS.

IIe BREF DU PAPE LEON X. de l'an 1525.

SOMMAIRE.

Ce second Bref n'est pas une moindre preuve que le precedent de la bienveillance & protection du Saint Siege en faveur de l'Ordre de Cisteaux, puisque le Pape se declare ouvertement pour soutenir dans les Elections des Abbez & Abbesses de ses Monasteres, la liberté & que les choses s'y passent suivant les Regles & Statuts, en reprimant par les Censures Ecclesiastiques & les autres voyes dûës & raisonnables, tout ce qui peut choquer cette liberté & l'ambition des personnes qui pour estre élûës voudroient employer de mauvaises pratiques, soit en agissant par elles-mêmes, soit en se servant du credit & de la faveur des Seculiers soit Ecclesiastiques soit Laïques.

LEO EPISCOPUS SERVUS SERVORUM DEI.

AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

PASTORALIS Officii debitum quo Ecclesiis & Monasteriis quibuslibet ac in eis sub suavi Religionis jugo Altissimo famulantibus utriusque sexûs personis astringimur, Nos admonet & inducit ut ad ea sollicitè intendamus per quæ eorumdem Monasteriorum & personarum fœliciori successui ac ipsius Religionis incremento & conservationi, nostræ provisionis ministerio consuli valeat.

Sanè accepimus quod nonnulli sæculares Principes & alii locorum Domini temporales occurrentibus vacationibus Monasteriorum etiam Monialium Cisterciensis Ordinis in eorum dominiis consistentium seu etiam antequam vacent, Consiliarios & alios Ecclesiasticos viros vel seculares etiam nonnunquam cum armatorum catervâ ad dicta Monasteria pro electionibus de personis per eos nominandis

faciendis transmittere, ac Conventus Monasteriorum ipsorum ut personas per eos eis nominatas etiam minùs idoneas eligant vel postulent, Litteris & precibus ac promissionibus inducere, seu cum eorum suggestionibus & minis flecti nequeunt, in electionibus aliarum personarum idonearum secundùm Regularia dicti Ordinis Instituta ac Privilegia & Indulta eidem Ordini concessa, impedire & perturbare eosque ac personas secundùm Regularia Instituta ac Privilegia & Indulta prædicta electas diversimodè molestare præsumunt: nonnullæ etiam Religiosæ & aliæ Ecclesiasticæ personæ damnosâ ambitione ductæ ad Monasteria prædicta improbè aspirantes, per se vel alium seu alios, preces & litteras dictorum Principum & Dominorum temporalium pro se sivè etiam ad effectum ut postmodum Monasteria ipsa in favorem secularium & aliarum minùs idonearum personarum cedere possint, provocare non verentur.

Nos igitur qui Ordinum & Monasteriorum singulorum curam gerimus generalem quorumque interest talibus obviare, motu proprio non ad alicujus Nobis super hoc oblatæ petitionis instantiam, sed de merâ nostrâ deliberatione & ex certâ scientiâ, ad tollendum hujusmodi vitium & evellendum ambitionis radicem, omnibus & singulis Principibus quâcumque etiam Imperiali, Regali, Reginali, Ducali vel aliâ autoritate & excellentiâ fungentibus, ac aliis etiam Dominis temporalibus locorum quorumcumque, cujuscumque dignitatis, statûs, gradûs, ordinis, conditionis, nobilitatis & præeminentiæ fuerint & quacumque autoritate & excellentiâ fungantur, ne de cætero occurrentibus vacationibus Monasteriorum etiam Monialium Cisterciensis Ordinis hujusmodi aut priusquam vacent, sivè aliàs præfatis Conventibus pro quibusvis personis eligendis sivè postulandis consiliarios vel alios mittere aut litteris, precibus, promissionibus vel comminationibus, sivè etiam impressionibus ut personas aliquas eligant aut postulent, persuadere &, aliàs Conventus præfatos quominùs liberè ad electionem juxtà Instituta Regularia ac Privilegia & Indulta prædicta procedere possint, impedire seu perturbare ac illos sivè per eos pro tempore electos molestare seu etiam perturbare, necnon etiam sub excommunicationis latæ sententiæ à quâ nonnisi per dilectos filios Diffinitores Capituli Generalis dicti Ordinis absolutionis beneficium obtinere valeant, personis quibusvis ne hujusmodi preces & litteras, sivè pro eis aut ut post-

modum

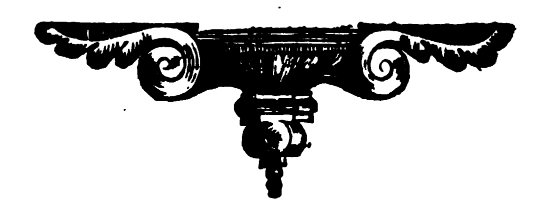
modum in aliorum favorem cedere possit, procurare ac Conventibus præfatis ne ad preces, litteras, promissiones, comminationes, impressiones & alia promissa quæcumque eligere quoquomodo directè, tacitè vel occultè præsumant Inhibemus, Decernentes electiones sivè postulationes quas ad similes preces, litteras, procurationes, comminationes & impressiones pro tempore fieri contigerit, nullas ac cassas & irritas, nulliusque roboris vel momenti fore; & sic per quoscumque causarum Palatii Apostolici Auditores & S. R. E. Cardinales ac alios Judices & Commissarios ubicumque locorum tam in Romanâ Curiâ quàm extrà eam, in quâcumque instantiâ judicari, sententiari & definiri debere, sublatâ eis & eorum cuilibet quâvis aliter interpretandi & definiendi potestate & facultate; irritum quoque & inane si secùs super his à quoquam quâvis autoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari.

Quocircà Venerabilibus Fratribus nostris Cabilonensi & Lingonensi Episcopis ac dilecto filio Abbati Monasterii Sanctæ Genovefæ Parisiensis per Apostolica scripta motu simili Mandamus, quatenùs ipsi vel duo aut unus eorum per se vel alium seu alios, præsentes Litteras & in eis contenta quæcumque ubi, quandò & quoties opus fuerit, ac pro tempore Diffinitorum prædictorum seu alicujus dicti Ordinis fuerint requisiti, solemniter publicantes, eisque in præmissis efficacis detensionis præsidio assistentes faciant autoritate nostrâ præsentes Litteras & in eis contenta hujusmodi per Principes ac Dominos temporales ac Conventus præfatos, necnon quoscumque alios inviolabiliter observari: Contradictores quoslibet & rebelles ac eis auxilium, consilium vel favorem quomodolibet præstantes per Ecclesiasticas sententias, censuras & pœnas aliaque opportuna juris remedia appellatione postpositâ compescendo, invocato etiam ob hoc si opus fuerit, auxilio brachii secularis.

Non obstantibus fœlicis recordationis Bonifacii Papæ VIII. Prædecessoris nostri, quâ cavetur ne quis extrà suas civitatem & Diœcesim, nisi in certis exceptis casibus, & in illis ultrà unam dietam à fine suæ Diœcesis ad judicium evocetur, seu ne Judices à Sede deputati prædictâ extrà civitatem aut Diœcesim in quibus Deputati fuerint, contrà quoscumque, ac alii vel aliis vices suas committere quoquomodo præsumant, & de duabus dietis in Concilio Generali edictis, dummodo ultrà tres dietas à fine suæ

Diœcesis aliquis autoritate præsentium non trahatur, & quibusvis aliis constitutionibus & ordinationibus Apostolicis, Privilegiis quoque & Indultis etiam Apostolicis Principibus & locorum Dominis temporalibus ac aliis personis præfatis sub quibusvis verborum formis, etiam per Nos & Sedem Apostolicam concessis, confirmatis & innovatis, quibus etiam si ad illorum derogationem de illis eorumque totis tenoribus specialis, specifica, expressa & individua ac de verbo ad verbum, non autem per clausulas generales idem importantes, mentio seu quævis alia expressio habenda, aut alia aliqua exquisita forma servanda esset, tenores hujusmodi præsentibus pro expressis habentes, illis aliàs in suo robore permansuris, hac vice dumtaxat specialiter & expresse Derogamus contrariis quibuscumque; aut si Principibus & locorum Dominis temporalibus ac personis præfatis vel quibusvis aliis communiter vel divisim ab eâdem sit sede indultum quod interdici, suspendi vel excommunicari aut extrà vel ultrà certa loca ad judicium trahi non possint, per Litteras Apostolicas facientes plenam & expressam ac de verbo ad verbum de Indulto hujusmodi mentionem.

Nulli ergò omninò hominum liceat hanc paginam nostræ Inhibitionis, Decreti, Mandati & Derogationis infringere vel ei ausu temerario contraïre: Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei ac beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Romæ apud Sanctum Petrum anno Incarnationis Dominicæ millesimo quingentesimo vigesimo quinto, decimo Kalendas Februarii Pontificatûs nostri anno octavo.



BREF DU PAPE PIE V. de l'an 1571.

SOMMAIRE.

Ce Bref est un Jugement à peu prés semblable à deux autres que nous avons cy-devant rapportez pages 138. & 200. des Papes Innocent VIII. & Clement VIII. des années 1489. & 1603. pour prouver les soins & l'attention qu'a toûjours eu le Saint Siege dans les siecles passez, de maintenir l'Ordre de Cisteaux dans l'union & la subordination que les membres doivent avoir avec leur Chef sans pouvoir jamais s'en distraire ni départir. En voicy le sujet.

Le Pape en érigeant en Congregation les Monasteres du Royaume de Portugal à l'instance du Roy Sebastien en 1567. avoit à cet effet donné une Bulle des termes de laquelle les Abbez & les Religieux pretendoient se prévaloir pour se soustraire de la jurisdiction de l'Ordre, & n'en plus reconnoistre ni le Chef ni le Chapitre General; De sorte que Sa Sainteté pour ne laisser aucune occasion de faire un Schisme dans l'Ordre, declare qu'il n'a jamais eu intention de comprendre dans sa Bulle d'érection de Congregation l'Abbé de Cisteaux, & que sa volonté a toûjours esté & est encore qu'il demeure dans sa superiorité & jurisdiction pleniere sur tout ledit Ordre & notamment sur tous les Monasteres & les Abbez & Religieux qui en sont dans ledit Royaume de Portugal, & qu'il les visite & y exerce en personne & par ses Commissaires tous actes de jurisdiction toutes fois & quantes qu'il le jugera à propos & necessaire.

PIUS PAPA V.

AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

ROMANI Pontificis æqua & circumspecta providentia ne quæ ab eo ad fœlix regimen regularium personarum aliquorum locorum salubriter instituta sunt, ab aliquibus curiosâ interpre-

tatione in sinistram partem contorqueantur, declarationibus & aliis opportunis remediis providere consuevit.

Aliàs siquidem per quasdam nostras motu proprio & ex certâ scientiâ sub plumbo sub datâ Romæ apud Sanctum Petrum anno Incarnationis Dominicæ 1567. septimo Kalendas Novembris, Pontificatûs nostri anno secundo, emanatas Litteras unam omnium Monasteriorum etiam Consistorialium Cisterciensis Ordinis in Regno Portugalliæ consistentium Congregationem sub invocatione charissimo in Christo filio nostro Sebastiano Portugalliæ & Algarbiorum Regi Illustri bene visâ, quæ uni Abbati Generali ejusdem Congregationis qui etiam si dicto Sebastiano Regi videretur, Monasterii Beatæ Mariæ de Alcobatiâ ejusdem Ordinis Ulixbonensis Diœcesis Abbas Conventualis existeret, in Capitulo Generali aut aliàs eligendo tanquam Capiti subessent, cuique illa tanquam membra obedirent ad instar Congregationis Sancti Benedicti anteà in eodem Regno institutæ perpetuò Ereximus & Instituimus prout in dictis Litteris pleniùs continetur.

Cùm autem sicut accepimus, ab aliquibus in controversiam deduci contingat an Nos per Litteras prædictas & erectionem & institutionem Congregationis & Abbatis Generalis hujusmodi electionem in Capitulo Generali ejusdem Congregationis faciendam, Generali totius Ordinis Cisterciensis præjudicare aut dictam Congregationem nuper erectam, si à visitatione & correctione Generalis totius Ordinis Cisterciensis eximere aut Decretis sacri Concilii Tridentini per dictas Litteras derogare voluerimus, intentionis nostræ fuerit.

Nos quorum est pro nostrâ curâ pastorali dubia circà obedientiam Regularium personarum in Claustris Altissimo famulantium superioribus præstandam nostræ declarationis oraculo explanare, ac pro Ordinum quorumcumque fœlici regimine rationi congruum esse Censentes, nè in dicto Ordine Schisma idest duo capita (quod monstruosum esset) reperiri possint & unum tanquam primatem universo Ordini Cisterciensi præesse ac propterea hujusmodi disceptationem quæ scandalum generare posset, è medio tollere Volentes, motu proprio & ex certâ scientiâ maturâque deliberatione nostrâ, Generalem dicti Ordinis Cisterciensis sub eisdem nostris Litteris nullò modo comprehensum fuisse comprehendivè, neque per illas Decretis ipsius Concilii Tridentini prædicti ullatenùs derogatum esse censeri posse vel debere, & ità

firmæ atque incommutabilis intentionis, mentis ac voluntatis nostræ fuisse & esse ac in posterùm fore, nec per easdem Litteras autoritati, superioritati & jurisdictioni Generalis ipsius Ordinis Cisterciensis quoquomodo derogare aut aliàs quomodolibet præjudicare voluntatis nostræ fuisse aut esse, sed prædicta Monasteria à Generali sui Ordinis Cisterciensis non eximi neque separari, quinimò sub obedientiâ & jurisdictione ipsius perpetuò remanere, dictumque Generalem solitam & consuetam suam autoritatem & superioritatem quam salvam & illæsam semper illi servatam esse Intendimus eamque in præfata Monasteria habuisse & habere & exercere potuisse & posse, ità ut eadem Monasteria per eundem Generalem vel ad id ab eo deputandum seu deputandos Commissarios quoties opus & illi visum fuerit opportunum, visitari & reformari tunc & de cætero in perpetuum possint & debeant; sicque per quoscumque Judices & Commissarios quâvis autoritate fungentes etiam sacri Palatii nostri Apostolici Causarum Auditores ac Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinales, quâvis causâ & instantiâ sublatâ eis & eorum cuilibet quâvis aliter judicandi & interpretandi facultate & autoritate, judicari ac definiri debere, irritum quoque & inane quicquid secùs super his à quoquam quâvis autoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari, autoritate Apostolicâ tenore præsentium Decernimus & Declaramus; Non obstantibus præmissis nostris Litteris ac quæ in ipsis non obstare voluimus & indè forsan contrà mentem & præsentem nostram declarationem secutis quæ quoad præsentium tenorem & executionem impediendum minime effectum sortiri posse neque debere Volumus, ac quibusvis Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis Statutisque & Consuetudinibus ac Privilegiis, Indultis & Litteris Apostolicis in contrarium quomodolibet emanatis; Quibus omnibus eorum tenores præsentibus pro sufficienter expressis habentes, illis aliàs in suo robore permansuris, hac vice dumtaxat specialiter & expresse Derogamus cæterisque contrariis quibuscumque. Datum Romæ apud Sanctum Petrum sub annulo Piscatoris die octavâ Octobris 1571. Pontificatûs nostri anno secundo. CÆ. GLORIERIUS.

IL s'en faut bien à la verité que toutes les Bulles des Papes qui contiennent les Privileges qu'ils ont donnez à l'Ordre de Cisteaux, soient rapportées en ce Recueil ; & il y en reste encore beaucoup d'autres ou qui ne sont pas venuës à nostre connoissance, ou que nous n'avons pas jugé necessaire d'y inserer, parce qu'elles sont peu susceptibles de contestations & que l'usage en est peu frequent & peu utile au temps present, & d'autres regardant uniquement le regime & gouvernement de l'Ordre, comme sont celles des Papes Clement IV. de l'an 1265. & Benoist XII. de 1335. dont la longueur auroit pû ennuier & trop grossir ce Volume, de sorte que nous les avons laissées parmi les loix de l'Ordre dans le Nomasticon Cisterciense & d'autres Livres manuscrits & imprimez où l'on pourra les voir aussi-bien que dans le Grand Bullaire Romain où elles ont esté inserées toutes entieres, la premiere pour la troisiéme & la seconde pour la deuxiéme Constitution de ces Papes, ayant seulement en deux endroits donné des Extraits de la premiere pour des raisons particulieres.

Celles-cy sont comme on l'a vû, pour l'ordinaire addressées & accordées à tout l'Ordre, à l'Abbé de Cisteaux seul comme en estant le Chef & au Chapitre General, ou à eux conjointement avec tous les autres Abbez & les Communautez de l'Ordre : & les Originaux s'en conservent dans l'Abbaye de Cisteaux qui est le lieu destiné pour luy servir d'Archives generales, afin qu'on puisse y avoir recours pour s'en aider par ceux qui en ont besoin, ou pour les défendre & soutenir contre ceux qui les impugnent & y contreviennent.

Il s'en trouve encore en divers Monasteres d'autres Originaux qui contiennent la même chose sous l'addresse des Abbez & Religieux de ces Monasteres particuliers, où même leurs dépendances, biens & domaines sont specifiez, comme si le privilege leur estoit particulier ; mais ce sont seulement des duplicata des Bulles generales & des applications sur eux des Privileges y contenus : la grace estant accordée pour tout l'Ordre, il estoit facile à ces Monasteres de se la faire appliquer par une expedition particuliere qui specifioit ce que l'on desiroit, quand on en vouloit faire la dépense qui estoit modique alors.

Un exemple de cela fera mieux comprendre ce que nous vous-

lons dire & ne sera pas tout-à-fait inutile, puisqu'il sera comme un précis & un sommaire de la plusspart des Privileges dont chaque Monastere a droit de jouir, ayant esté accordez pour tout l'Ordre; il n'y en a pas même qui n'en ait autant de la maniere dont on vient de le dire, soit Monastere d'hommes ou de Religieuses. Cet exemple est tiré d'un lieu où chacun le peut voir; c'est du Livre imprimé à Douay in folio en 1625. sous le Titre de Galloflandria pages 381. & les deux suivantes, une Bulle de 1204. du Pape Innocent III. donnée en faveur de l'Abbaye de Los prés de la Ville de Lille en Flandre, & dans laquelle on peut remarquer les expressions précises de chaque Privilege.

INNOCENTIUS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis Stephano Abbati Monasterii de Los ejusque Fratribus tam præsentibus quàm futuris Regularem vitam professis in perpetuum. Religiosam eligentibus vitam Apostolicum convenit adesse præsidium ne fortè cujuslibet temeritatis incursus aut eos à proposito revocet aut robur quod absit, sacræ religionis infringat.

Eapropter dilecti in Domino filii vestris justis postulationibus 1.
clementer Annuimus & Monasterium sanctæ Dei genitricis & Virginis Mariæ de Los in quo divino mancipati estis obsequio, sub Beati Petri & nostrâ protectione suscipimus & præsentis scripti privilegio Communimus; In primis siquidem statuentes ut Ordo Monasticus qui secundùm Deum & Beati Benedicti Regulam atque Institutionem Cisterciensium Fratrum in eodem loco institutus esse dignoscitur, perpetuis ibidem temporibus inviolabiliter observetur.

Prætereà quascumque possessiones, quæcumque bona idem 2.
Monasterium impræsentiarum justè & Canonicè possidet aut in futurum concessione Pontificum, largitione Regum vel Principum, oblatione fidelium seu aliis justis modis præstante Domino poterit adipisci, firma vobis vestrisque successoribus & illibata permaneant; In quibus hæc propriis duximus exprimenda vocabulis: Locum ipsum in quo præfatum Monasterium est, cum omnibus pertinentiis suis; Grangiam Abbatiæ cum omnibus pertinentiis suis; Grangiam de Marcha cum omnibus pertinentiis suis; Grangiam de Duremort cum omnibus pertinentiis suis; Grangiam de Brebat cum omnibus pertinentiis suis; Grangiam de Esquælio cum omnibus pertinentiis suis; Grangiam de Anconio

cum omnibus pertinentiis suis; Grangiam de Rogirsart cum omnibus pertinentiis suis; Grangiam de Templovio cum omnibus pertinentiis suis.

3. Sanè laborum vestrorum quos propriis manibus aut sumptibus colitis, tam de terris cultis quàm incultis sive de hortis & virgultis & piscationibus vestris vel de nutrimentis animalium vestrorum, nullus à vobis decimas exigere vel extorquere præsumat.

4. Liceat quoque vobis Clericos vel Laicos liberos & absolutos è sæculo fugientes, ad conversionem recipere & eos absque contradictione aliquâ retinere.

5. Prohibemus insuper ut nulli fratrum vestrorum post factam in Monasterio vestro professionem, fas sit absque Abbatis sui licentiâ de eodem loco discedere, discedentem verò absque communium litterarum vestrarum cautione nullus audeat retinere; Quod si quis fortè retinere præsumpserit, licitum vobis sit in ipsos Monachos vel Conversos regularem sententiam promulgare.

6. Illud districtiùs Inhibentes ne terras seu quodlibet beneficium Ecclesiæ vestræ collatum liceat alicui personaliter dari sive alio modo alienari absque consensu totius Capituli vel majoris aut sanioris partis ipsius. Si quæ verò donationes aut alienationes aliter quàm dictum est factæ fuerint, eas irritas esse Censemus.

7. Ad hæc etiam Prohibemus ne aliquis Monachus vel Conversus sub professione vestræ domûs adstrictus, sine consensu & licentiâ Abbatis & majoris partis Capituli vestri, pro aliquo fidejubeat vel ab aliquo pecuniam mutuò accipiat ultrà pretium Capituli vestri providentiâ constitutum, nisi propter manifestam domûs vestræ utilitatem: Quod si facere præsumpserit, non teneatur Conventus pro his aliquatenùs respondere.

8. Licitum prætereà sit vobis in causis propriis sivè Civilem sivè Criminalem contineant quæstionem, fratrum vestrorum testimoniis uti, nè pro defectu testium jus vestrum in aliquo valeat deperire.

9. Insuper autoritate Apostolicâ Inhibemus ne ullus Episcopus vel alia quæcumque persona ad Synodos vel Conventus forenses vos ire vel judicio sæculari de propriâ substantiâ vel possessionibus vestris subjacere compellat, nec ad domos vestras causâ Ordines celebrandi, causas tractandi vel conventus aliquos publicos convocandi venire præsumat, nec regularem electionem vestri Abbatis impediat, aut de instituendo vel removendo eo qui pro tempore

tempore fuerit, contra Statum Cisterciensis Ordinis se aliquatenùs intromittat.

Si verò Episcopus in cujus Parochiâ domus vestra fundata est, 10.
tum humilitate ac devotione qua convenit *, institutum Abbatem benedicere & aliqua quæ ad Officium Episcopale pertinent vobis conferre renuerit; licitum sit eidem Abbati si tamen sacerdos fuerit, proprios Monachos benedicere & alia quæ ad suum officium pertinent exercere, & vobis omnia ab alio Episcopo percipere quæ à vestro fuerint indebitè denegata.

* requisitus ou rogatus.

Illud Adjicientes ut in recipiendis Professionibus quæ à bene- 11.
dictis vel benedicendis Abbatibus exhibentur, eâ sint Episcopi formâ & expressione contenti quæ ab origine Ordinis noscitur instituta, ut scilicet Abbates ipsi *salvo Ordine suo* profiteri debeant, & contrà Statum ordinis sui nullam professionem facere compellantur.

Pro consecrationibus verò Altarium vel Ecclesiarum sivè pro 12.
oleo sancto vel pro quolibet alio Ecclesiastico Sacramento, nullus à vobis sub obtentu consuetudinis vel alio quolibet modo quicquam audeat extorquere, sed hæc omnia gratìs vobis Episcopus Diœcesanus impendat, alioquin liceat vobis quemcumque malueritis Catholicum adire Antistitem gratiam & communionem Apostolicæ Sedis habentem, qui nostrâ fretus autoritate vobis quod postulatis impendat.

Quòd si Sedes Diœcesani Episcopi fortè vacaverit, interìm 13.
omnia Ecclesiastica sacra à vicinis Episcopis accipere liberè & absque contradictione possitis, sic tamen ut ex hoc in posterùm propriis Episcopis nullum præjudicium generetur.

Quià verò interdùm propriorum Episcoporum copiam non 14.
habetis, si quem Episcopum Romanæ Sedis ut diximus, communionem habentem & de quo plenam notitiam habeatis, per vos transire contigerit, ab eo benedictiones vasorum & vestium, consecrationes altarium, Ordinationes Monachorum autoritate Apostolicæ Sedis recipere valeatis.

Porrò si Episcopi vel alii Ecclesiarum Rectores in Monasteria 15.
vestra vel personas inibi constitutas suspensionis, excommunicationis vel interdicti sententiam promulgaverint, sivè etiam in mercenarios vestros pro eo quòd decimas non solvitis, sivè aliquâ occasione eorum quæ ab Apostolicâ benignitate vobis Indulta sunt, seu benefactores vestros pro eo quod aliqua vobis beneficia

vel obsequia ex charitate præstiterunt vel ad laborandum adjuverint in illis diebus quibus vos laboratis & alii feriantur eandem sententiam protulerint, ipsam tanquam contrà Sedis Apostolicæ Indulta prolatam Duximus irritandam.

16. Nec Litteræ illæ firmitatem habeant quas tacito nomine Cisterciensis Ordinis & contrà tenorem privilegiorum constiterit impetrari.

17. Paci quoque & tranquillitati vestræ paternâ in posterum sollicitudine providere volentes, autoritate Apostolicâ Prohibemus ut intrà clausuram locorum vel grangiarum vestrarum nullus rapinam seu furtum facere, ignem apponere, sanguinem fundere, homines capere seu violentiam audeat exercere.

18. Præstereà omnes Libertates & Immunitates à prædecessoribus nostris Romanis Pontificibus Ordini vestro concessas, necnon & libertates & exemptiones sæcularium exactionum à Regibus & Principibus vel aliis fidelibus vobis rationabiliter indultas autoritate Apostolicâ Confirmamus & præsentis scripti Privilegio Communimus.

19. Decernimus igitur ut nulli omninò hominum liceat præfatum Monasterium temerè perturbare aut ejus possessiones auferre vel Abbatias retinere, minuere seu quibuslibet vexationibus fatigare, sed omnia integra conserventur eorum pro quorum gubernatione & sustentatione concessa sunt usibus omnimodis profutura, salvâ Sedis Apostolicæ autoritate. Si quis igitur in futurum &c. Datum Romæ apud Sanctum Petrum per manum Joannis Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Subdiaconi & Notarii XV. Kal. Decembris Ind. VIII. Incarnationis Dominicæ anno M. CC. IV. Pontificatûs verò Domini Innocentii Papæ III. anno VII.

Fin de la premiere Partie des Privileges de l'Ordre de Cisteaux, contenant les Bulles & les Brefs des Papes.





SECONDE PARTIE
DU RECUEIL
DES PRIVILEGES DE L'ORDRE DE CISTEAUX
Contenant les Lettres Patentes des Rois & leurs Reglemens.

AVERTISSEMENT.

NOUS avons commencé ce Recueil dans la premiere Partie, par les Bulles des Papes que nous y avons rapportées, parce qu'elles ont esté le principe, le fondement & le veritable commencement des Privileges de l'Ordre de Cisteaux; & nous passons presentement à la seconde Partie qui renfermera ceux que les Rois luy ont aussi accordez par leurs Lettres Patentes qui sont aussi de veritables Privileges reconnus pour tels par les Bulles mêmes & par les anciens Statuts de l'Ordre comme nous le voyons marqué par ce que nous en avons rapporté sur la fin de nostre Preface, nos Peres les ayant regardez & qualifiez de cette maniere en ordonnant tres-exactement leur execution aussi-bien que des Bulles des Papes, au temps de la plus grande sainteté de l'Ordre, Privilegia tam à Summis Pontificibus quàm à Regibus & Principibus Ordini Concessis, Universi & singuli illius Professi & maximè Abbates invio- *Nomasticon Cisterciense* pages 291. 484. 485. & 528. &c.

labiliter observent & faciant observari. *Le Roy même en ses nouvelles & dernieres Lettres Patentes du mois de Decembre* 1711. *en a parlé de cette sorte, confirmant celles de ses Prédecesseurs & ordonnant qu'elles seront executées : il y aura de l'avantage à le faire, puisqu'elles ne tendent qu'à nous faire jouir des graces qui nous y sont accordées.*

Nous aurions pû en rapporter aussi des Empereurs & des Rois de differens Royaumes, sans même entrer dans le détail particulier d'un grand nombre de fondations de Monasteres qu'ils ont faites avec de grands éloges pour tout l'Ordre auquel ils ont donné leur protection en toutes occasions; mais cela nous auroit conduit trop loin & seroit inutile pour la fin que nous nous sommes proposé qui regarde la France principalement; & encore en retrancherons-nous de celles-cy, une bonne partie pour n'aller qu'au besoin & ne pas repeter ce qui se trouveroit avoir esté déja dit, & pour ne point s'arrester à celles qui ne contiennent rien de particulier : Nôtre vûë n'empeschera pas neanmoins que les Monasteres des Pays étrangers ne profitent de nos recherches, puisqu'outre que les Bulles des Papes accordent à tous les mêmes Privileges également; l'autorisation que nos Rois y ont ajoûtée par leurs Lettres de temps en temps, ne peut servir qu'à les accrediter encore davantage & à en faire voir la justice & l'estime qu'ils en ont faite.

Nous y ajoûterons deux ou trois Arrests du Con-

ſeil d'Eſtat en forme de Reglemens, qui équivalent à des Lettres Patentes & font voir de plus en plus la protection du Roy ſur l'Ordre de Ciſteaux ; & notamment un Arreſt ſolennel que nous pouvons à juſte titre mettre entre les Privileges de l'Ordre de Ciſteaux, parce qu'il confirme les Statuts qui établiſſent ſon regime & fait un Reglement autentique pour le faire obſerver dans toute ſa pureté & ſuivant ſon eſprit primitif : C'eſt l'Arreſt rendu contradictoirement le 19. Septembre 1681. par le Roy même ſur l'Avis des Commiſſaires qu'il avoit nommez de ſon Conſeil, aprés dix ans d'une procedure tres-exacte & continuë, où tous les Titres de l'Ordre de part & d'autre furent examinez ſoigneuſement & peſez au poids du ſanctuaire.

On pourra ſi l'on veut, faire ſuivre ces Arreſts par d'autres Pieces qu'il ſera facile d'y ajoûter, tout y ſera bon & convenable pourvû qu'il ſoit fondé ſur la verité, honorable & avantageux à l'Ordre de Ciſteaux : & même il ſeroit à propos pour juſtifier de l'uſage & que ces Privileges ont eu & ont encore leur execution, de faire un ſecond Tome ou Recueil des mêmes Privileges qui ne contiendroit que les Jugemens, Arreſts & déciſions intervenuës ſur les difficultez & les conteſtations qui ſe trouveront avoir eſté faites dans les temps precedens.

LETTRES PATENTES DU ROY Philippe le Bel de l'an 1304.

SOMMAIRE.

Le Roy à la supplication & demande de l'Abbé de Cisteaux & des autres Abbez de l'Ordre, leur accorde & à tous les Monasteres qui en dépendent, plusieurs Droits & Privileges, & entre autres un amortissement general de toutes les acquisitions qui y ont esté faites jusqu'alors.

PHILIPPUS Dei gratiâ Francorum Rex. Notum facimus universis tàm præsentibus quàm futuris, quòd dilecti & fidelis nostri Abbatis Cisterciensis & Coabbatum suorum ipsius Ordinis Regni nostri supplicationibus Annuentes, eisdem ac Eccle-
1. siis seu Monasteriis suis Duximus Concedendum quod ipsi Conquesta ab eis suarum Ecclesiarum nomine facta à tempore retroacto usque ad tempus Concessionis hujusmodi, in Feudis, Retrofeudis & Allodiis nostris aut subsidiorum nostrorum in quantùm ad Nos spectat, tenere possint perpetuò absque coactione ven-
2. dendi vel extrà suam manum ponendi vel præstandi Nobis finan-
3. ciam pro eisdem ; Item quod bona mobilia non capientur vel justitiabuntur in aliquo casu per justitiam sæcularem : Item quod in casu ubi licitè bona ipsorum immobilia capi contigerit, ea consumi vel destrui non liceat aut expendi ; quod si fiat, id ante omnia faciemus emendari & eos indemnes servari, & quod si ad ipsorum bonorum saisinam vel custodiam servientes deputari opor-
4. teat, unus tantummodo serviens in quolibet Monasterio & in quali-bet Domo ipsorum deputetur qui dispendiis suis vivere tenea-
5. tur prout in nostris continetur Statutis : Item quod recognitiones & advocationes novæ quæ ab Ecclesiarum ipsarum subditis nobis fiunt, nullatenùs admittentur & factas de novo faciemus
6. penitùs revocari : Item quòd Baillivi & alii Officiarii nostri teneantur jurare quòd mandata sibi facta & fienda per Litteras nostras pro Ecclesiis & personis dicti Ordinis, absque difficultate fideliter exequentur,

Item quod non impedientur aut inquietabuntur super possessionibus sivè reditibus emptis per ipsos in feudis, retrofeudis aut Censivis suis, in quibus omnimodam, altam & bassam habent justitiam, quoniam possessiones & reditus taliter acquisitos perpetuò tenere valeant absque coactione vendendi vel extrà manum suam ponendi aut præstandi nobis financiam pro eisdem : Item quod tollantur gravamina eis per gentes nostras illata, ac nostra jam concessa statuta serventur & ea Baillivi nostri jurare teneantur se firmiter servaturos : Item quod ad opus garnisionum nostrarum bona eorum vel subditorum suorum (eis invitis) nullatenùs capientur : Item quod pro gravaminibus sibi illatis corrigendis de quibus liquebit, Auditores non suspectos eisdem cùm requisiti fuerimus, Concedemus qui vice nostrâ celeris complementum justitiæ super hoc fideliter exhibebunt : Item quod non puniantur pro delictis Monachorum seu Conversorum aut familiarium suorum nisi quatenùs sunt super hoc puniendi de jure vel de consuetudine patriæ cui subsunt : Item quod non impedientur personas sui Ordinis & earum mobilia cum armis moderatè vel sine armis ac delinquentes in suis Abbatiis seu locis capere quatenùs facere consueverunt. Quod ut firmum & stabile permaneat (salvo in aliis jure nostro & in omnibus alieno) præsentibus Litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum Parisiis anno Domini millesimo trecentesimo quarto, mense Julio. (Juillet 1304.)

7.
8.
9.
10.
11.
12.

LETTRES PATENTES DU ROY Louis XI. de l'an 1461.

SOMMAIRE.

Le Roy ordonne au Parlement & à tous ses Officiers quand ils seront requis par les Peres Abbez & Superieurs de l'Ordre de Cisteaux, de les appuyer & aider, & de leur donner main-forte lorsqu'ils en auront besoin pour l'exercice & les fonctions de leurs Charges, notamment dans les visitations & reformations des Monasteres qui sont de leurs dépendances & à l'égard de toutes sortes de personnes à eux sujettes ; en empeschant

l'abus des Appellations que l'on commençoit dés-lors d'interjetter des Sentences & Ordonnances desdits Superieurs pour les porter hors de l'Ordre, ce qui pourroit, dit-il, estre l'occasion de sa ruine au spirituel & au temporel.

LOYS PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE. A nos amez & feaux les Gens tenans nostre Parlement & qui tiendront ceux à venir; Au Prevost de Paris & à tous nos autres Justiciers & Officiers ou à leurs Lieutenans, Salut & dilection. Complains se sont à Nous nos bien amez les Religieux Abbez, Abbesses & Convents de l'Ordre de Cisteaux situez en nostre Royaume, Disans que combien que de droit écrit selon les Institutions & Ordonnances anciennes d'icelle Religion, la visitation des Abbayes, Abbez, Abbesses, Officiers & autres personnes regulieres appartiennent aux Prélats, & mesmement la visitation de l'Abbaye de Cisteaux aux quatre premiers Abbez dudit Ordre, & que pour remedier aux griefs qui par iceux Prélats pourroient estre faits aux sujets de l'Ordonnance & autorité du Saint Siege de Rome, tous les Abbez dudit Ordre seront tenus & doivent eux assembler une fois l'an audit lieu de Cisteaux, & illec celebrer leur Chapitre General pour terminer & définir sommairement & de plain les Causes d'appel & autres cas reservez audit Chapitre, sans que des causes ou actions quelconques personnelles de ladite Religion, connoissance, évocation ou appellation en soit venuë ne doye venir en nostre Court de Parlement, ne en autre Court temporelle: Neanmoins aucunes personnes regulieres de ladite Religion voulans fuyr, délayer & empescher la punition & correction de leurs meffaiz & delitz, ont appellé & appellent de jour en jour des sentences, punitions & corrections de leurs Peres Abbez, Visiteurs ou de leurs Commis, à nostredite Cour de Parlement & autres Cours temporelles; Pourquoy toute discipline & observance reguliere est en voye de perir en toute ladite Religion & aussi l'état temporel, si par Nous n'y est pourvû de gracieux remede si comme ils dient, humblement requerans iceluy: Pourquoy Nous voulans obvier à la desolation & ruine dudit Ordre & desirans l'augmentation du divin Service en iceluy, & aussi les personnes dissolues estre reformées en bonnes moeurs & eschever toutes matieres & occasions de procés, debats & divisions entre elles; Vous Mandons

&

& par ces Presentes Enjoignons étroitement, en Commettant se mestier est, que lesdicts Peres Abbez & leurs Commis & Deputez vous souffriez, permettiez, & laissiez proceder selon les Statuts, Institutions & Ordonnances anciennes & approuvées, à la visitation, correction, institution, destitution ou autre punition des Abbez ou Abbesses, Officiers & autres Personnes regulieres qui vous apperront deuëment & souffisamment estre leurs Subjets, en leur donnant sur ce chacun de vous en droit soy, conseil, confort & aide se mestier est, & se requis en estes : Et pour ce que de ces Presentes on pourra avoir à faire en plusieurs & divers lieux, Nous Voulons qu'au *Vidimus* d'icelles fait sous scel Royal, foy soit adjoustée comme à l'original, nonobstant quelconques oppositions ou appellations faites ou à faire & Lettres subreptices impetrées ou à impetrer à ce contraires. Donné à Tours le vij. jour de Janvier l'an de grace mil quatre cent soixante & un & de nostre Regne le premier. Ainsi signé à la marge d'icelles Lettres par le Roy à la relation du Conseil, J. Castel. (7. Janvier 1461.)

LETTRES PATENTES DU ROY Charles VIII. de l'an 1483.

SOMMAIRE.

Le Roy connoissant le malheur & le mauvais état des Monasteres de Religieux & de Religieuses de l'Ordre de Cisteaux situez à la Campagne dans les temps & à cause des Guerres & exposez à la licence des Soldats ; & Desirant remedier aux desordres qui y arrivent, sur la plainte que luy en ont faite les Abbez dudit Ordre, S. M. les prend & met sous sa garde & protection speciale, & enjoint tres-étroitement à tous ses Officiers d'empêcher d'entrer, loger & commettre aucun desordre dans lesdits Monasteres, leur Commandant de donner aide, faveur & secours au Chapitre General & aux Superieurs & Peres Abbez dudit Ordre, pour pouvoir faire en sûreté leurs devoirs & fonctions pour parvenir à bonne & sainte reformation & y reduire lesdits Monasteres.

CHARLES PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut : De

la partie de nos chiers & bien amez les Religieux Abbez & Convens de l'Ordre de Cisteaux estans en nostre Royaulme & pays du Daulphiné, nous a esté humblement exposé que comme jadis durant la ferveur de devotion & conscience, plusieurs Princes, Princesses, Seigneurs & Dames pour l'honneur du divin Service & salut de leurs ames, ayent fondez & dottez plusieurs Monasteres de Religieux & Religieuses sous l'Ordre de Cisteaux, en esperant que lesdits Monasteres seroient regis & gouvernez en observance reguliere & tenus en cloison ou fermeté necessaire selon leur sainte Regle & Ordonnance des saints Canons, sans ce que aucuns seculiers estrangiers par force, violence ou subtilz & mauvais moyens entrassent ésditz Monasteres ou aucunement les troublassent ou empêchassent en leur devote & sainte vie monastique & de vaquer en leur Service & Oraisons; Ce neanmoins plusieurs de leur auctorité & puissance ou pour leur plaisir desordonné, les autres souz ombre de ce qu'ils suyvent noz armes & autres actes de guerre, souvent entrent en plusieurs desdictz Monasteres, y logent & font plusieurs grandes violences, despens & oultraiges tant aux Abbez, Abbesses que aux Religieux & Religieuses de l'Ordre dudit Cisteaux, sans avoir regard à la Maison de Dieu & à l'immunité, franchises & libertés oultroyés ausditz lieux de l'Ordre dudit Cîteaux par noz saintz Peres & confirmées par feu nostre tres-cher Seigneur & Pere que Dieu absoille & autres Princes; & présument plusieurs desdictz gens de guerre entrer ésditz Monasteres de Religieuses tant parce qu'ils ne sont pas deuëment cloz ne fermés & que les lieux sont és champs, és bois & solitaires comme pour leurs mauvaises volentés & y commettent plusieurs maulx à l'offence de Dieu le Créateur, deshonneur dudit Ordre & esclandre du peuple Chrétien, & se veullent en leurs pechiés & meffaiz excuser disans que de commettre pechié ésditz lieux de Religieuses, n'est pas cas de mort & que punition aucune ne s'en doit ensuyr que d'autres femmes : A quoy ne peuvent obvier lesdites Abbesses tant pour la pouvreté & simplesses d'elles, que pour les faveurs desdicts gens de guerre & autres, & n'y peuvent aussi obvier lesdictz Peres Abbés dudit Ordre parce qu'ilz sont loingtains & n'y peuvent venir visiter que seullement une fois l'an; & quant iceulx Peres Abbés se travaillent d'encloire & reduire en observance reguliere lesdits Monasteres pour vivre devotement en seureté & repos de conscience & religieusement, ilz ont tant de menasses

& faveurs contre eulx, qu'ils sont contraintz de tout laisser & abandonner jusques à ce que Dieu envoie opportunité de temps, Requerans sur ce nostre Provision.

Sçavoir faisons à tous que Nous ce que dit est consideré, & que voulons ce qui est à Dieu agréable & justice convenable & à sainte Religion proffitable, soit executé selon raison, desirans aussi de tout nostre pouvoir l'augmentacion & entretenement dudit Ordre duquel nous sommes principaulx Fondateurs & Protectеurs; Et afin que les Divins Services, Prieres & Oraisons y soient journellement dicts & celebrés & que en icelles serons participans, & pour le bon vouloir que nous avons audit Ordre & aussi pour les relever des peines, molestes, oppressions, travaulx & exactions, ensemble leurs maisons, manoirs, serviteurs, grangiers, Procureurs & entremetteurs de leurs faiz.

Avons prins & mis, Prenons & Mettons en & soubz nostre protection & sauvegarde especiale tous lesdicts Monasteres tant de Religieux que de Religieuses estans en nostre obéïssance, en deffendant à toutes manieres de gens de quelque estat ou condicion qu'ilz soient, qu'ilz n'entrent ésdictz Monasteres soubs quelque couleur ou affaire que ce soit, sinon de la licence des Abbés & Abbesses desdictz Monasteres: Mandons, Commandons & expressément Enjoignons à tous noz Lieutenans, Connestable, Admiral, Grand Maistre, Mareschaulx, Capitaines de gens d'Armes & de Trait & autres gens de guerre tant de noz Ordonnances, Ban, Arriereban, Bailliz, Senechaulx, Prevostz & tous autres nos Justiciers & Officiers ou à leurs Lieutenants & à chacun d'euls si comme à luy appartiendra, qu'ilz ne logent ne souffrent logier ésditz Monasteres sur peine d'estre corrigés & punis comme infracteurs de noz Commandemens & Ordonnances, & tellement que ce soit exemple à tous autres, & avec ce par tous moyens raisonnables ils donnent ayde, port & faveur au Chapitre General dudit Ordre & ausditz Peres Abbés à debouter tous telz malfaicteurs, reformer & reduire à bonne Religion & sainte vie lesditz Monasteres selon les Statuts dudit Ordre de Cisteaux: Mandons en oultre à tous nos Senechaulx, Bailliz, Justiciers & Officiers ou à leurs Lieutenans & à chacun d'eulx, que és termes & limites de leurs pourpris & jurisdictions, ilz deffendent lesdictz Abbés, Abbesses, Religieux & Religieuses de telles oppressions & les fassent joyr & user de cette nostre presente garde & def-

fense : De ce faire vous donnons charge expresse, plain pouvoir, auctorité & mandement especial, Car nostre vouloir est tel. Et pour ce que lesditz Supplians porroient avoir à faire en divers lieux de ces presentes & que eux ou par eulx en conviendroit souvent faire ostension, Nous voulons que au *Vidimus* d'icelles fait soubz Scel Royal, soit foy adjoustée comme à ce present original ; En tesmoing de ce Nous avons fait mettre nostre Scel à ces presentes. Donné à Tours le VIII[e] jour de Mars l'an de grace mil quatre cent huictante & trois, & de nostre Regne le premier. Ainsi signé sur le ploy de la Lettre, Par le Roy en son Conseil, Monseigneur le Duc d'Orlians, les Contes de Clermont & de Dunois, Vous les Evesques d'Alby, de Lombez, de Perigueux, les Seigneurs de Torcy & de Blandricourt, le premier & tiers Presidens de Chevallerie, Maistre Jehan Chambon, Adam Fummée & Pierre de Sassierges & autres presens. ROBERTET. (8. Mars 1483.)

LETTRES PATENTES DU ROY François I. de l'an 1542.

SOMMAIRE.

1. *Sur la Requeste & Supplication du Chapitre General de l'Ordre de Cisteaux, le Roy confirme les Privileges qui luy ont esté donnez & accordez par les Papes, & qui entre autres choses consistent au pouvoir qu'a l'Abbé de Cisteaux Chef dudit Ordre & en son absence les autres Abbez par luy ou le Chapitre General deputez, d'en visiter tous & chacun les Monasteres & de les reformer suivant ses Regles & Constitutions.*
2. *Comme aussi de faire lever les Contributions qui s'employent aux frais des Assemblées du Chapitre General ; pour le payement des gages des Officiers residans au College de Saint Bernard de Paris, & à l'entretien de celuy de Toulouse, & pour conduire & demener les Procez & negoces touchant les affaires de l'Ordre en general.*
3. *Le Roy aprés avoir fait examiner en son Conseil lesdits Privileges, les autorise, approuve & confirme, pour en jouir & user*

par tous les Monasteres & toutes les personnes dudit Ordre.

4. *Et de plus Sa Majesté ordonne à ses Cours de Parlement & à tous ses autres Officiers, de tenir la main à l'observation & execution desdits Privileges selon leur forme & teneur.*

5. *Sur le repli desdites Lettres est écrit comment elles ont esté registrées au Greffe du Parlement de Paris* audito, consentiente & requirente Procuratore Regis : *elles le furent ensuite de même en tous les autres Parlemens du Royaume.*

FRANCOIS PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE. A tous ceux qui Ces presentes Lettres verront salut. Receu avons l'humble supplication de nos amez & feaux les Abbé de Cisteaux & autres Peres Abbez de l'Ordre dudit Cisteaux constituants le Chapitre General dudit Ordre, contenant que feus de bonne & recommandable memoire Papes Pie second, Sixte quatriesme & Innocent huitiesme, pour aucunes bonnes grandes & saintes considerations leur ont octroyé & concedé certains exprés Privileges, authoritez, prérogatives & prééminences à plain specifiez & declarez és Bulles & Provisions Apostoliques sur ce expediées en forme, par la teneur desquelles ledit Abbé de
Cisteaux Chef dudit Ordre peut ou en son absence les autres 1.
Abbez par luy ou le Chapitre General commis & députez, visiter tous & chacuns les Monasteres tant d'hommes que de femmes estans d'iceluy Ordre, & en iceux introduire la sainte & devote reformation requise & necessaire selon la Regle & les Constitutions & Decrets dudit Ordre ; Semblablement estre permis de
prendre & lever tous les ans contribution, ayde & subvention 2.
aux frais & mises qu'il convient ordinairement faire, C'est à sçavoir pour l'assemblée & Convention du Chapitre General qui se tient par chacun an & auquel tous les Abbez dudit Ordre doivent assister & eux trouver pour pourvoir aux affaires spirituelles & temporelles d'iceluy Ordre ; pareillement pour le payement des gages des Proviseur, Maistre Regent, Sententier, Biblien, Procureur & Lecteur en Humanité, Philosophie & saintes Escritures qui sont demeurants & residants au College, pour instruire & enseigner en telle discipline les Religieux d'iceluy Ordre qui y affluent de toute la Chrestienté ; Aussi pour entretenir autre College saint Bernard à Toulouse ; & consequemment pour conduire & demener les procés & negoces touchant & concer-

nant les affaires dudit Ordre en general : Et combien que telles reformations & visitations, aydes, subventions & Contributions soient à telle fin & intention que l'on peut voir, juger & considerer, & que de là provient un bien singulier & une utile commodité generale à tout ledit Ordre, avec l'establissement, conservation, augmentation & décoration d'iceluy ; Toutesfois aucuns Abbez Commendataires pour n'avoir aucune nourriture & moins encore de zele, affection & reverence audit Ordre & à la Profession de Religion, voulant eux segreger & distraire du troupeau & de l'obéyssance de leurs Superieurs, sans avoir aucun esgard aux Mandements & Decrets Apostoliques ne autres peines sur ce indites, ont refusé & denié comme ils font encor à present, de recevoir lesdites visitations & reformations, & aussi de satisfaire ausdites contributions & subventions prenants couleur d'excuse sur ce que lesdits Privileges n'ont esté par nous agréez, ratifiez ny approuvez : Et d'autant que si tels refus & denegation estoient permis & avoient lieu, ce seroit une consequence dont pourroit succeder la cessation dudit Chapitre General & consequemment la totalle ruyne dudit Ordre ; Lesdits Suppliants qui n'ont autre recours qu'à nous qui sommes leur protecteur, nous ont tres-humblement supplié & requis sur ce leur vouloir pourvoir.

3. POUR-CE est-il que Nous ce consideré, qui ne voulons pour le nom & lieu que nous tenons, que les choses bonnes de longue main instituées & ordonnées en l'Eglise de l'authorité des Papes & du Saint Siege Apostolique avec si justes & raisonnables causes, qu'ont esté celles-cy, estre de nostre temps violées & corrompuës, mais au contraire entretenuës, gardées & observées sans enfraindre le tout à l'honneur de Dieu, exaltation de son saint nom, entretenement & conservation des Ordres de Religion : Et aprés que nous avons fait voir & visiter par aucuns de nostre Conseil lesdites Bulles & qu'en icelles ne s'est trouvé chose contraire ny desrogeant à nos droicts & authoritez, Privileges, Franchises & Libertez de l'Eglise Gallicane ; Ayant le contenu agreable & en iceluy loüant & approuvant, Avons ausdits Suppliants par Ces Presentes, de grace speciale, pleine puissance & authorité Royale, pour les causes dessusdictes & autres à ce nous mouvans, Permis & Octroyé, Permettons & Octroyons, Baillons & nous plaist que desdites Bulles ils se puissent aider, & des authoritez, privileges, & préroga-

tives dessus mentionnées à eux par iceux concedez & octroyez, jouyr & user selon leur propre forme & teneur, tout ainsi & par la forme & maniere qu'ont fait & faisoient par cy-devant leurs prédecesseurs, plainement & paisiblement sans fraude ny abus.

SI DONNONS en mandement par ces Presentes à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans nos Cours de Parlement de nos Royaume, pays de Bretagne, Provence, Dauphiné, Savoye, & Piedmont, Baillifs, Seneschaux, Prevosts & 4.
à tous nos autres Justiciers & Officiers ou à leurs Lieutenants & à chacun d'eux en droit soy si comme à luy appartiendra, que nos presentes grace, agreation, permission, octroy & vouloir, ensemble de tout le contenu cy-dessus, ils fassent, souffrent & laissent lesdits Suppliants jouyr & user plainement & paisiblement, ainsi & par la forme & maniere que dit est, cessant & faisant cesser tous troubles & empeschemens au contraire & à ce faire souffrir & obeyr ausdites reformations & visitations, payer les droits, ensemble les arrerages qui en sont & peuvent estre deus, contraignent & fassent contraindre tous & chacuns les Abbez tant Reguliers que Commendataires dudit Ordre de Cisteaux qui pour ce seront à contraindre par toutes voyes & manieres deuës & raisonnables & en tel cas requis, nonobstant oppositions ou appellations quelconques & sans préjudice d'icelles, dont Nous avons de nostre 5.
propre mouvement, certaine science, pleine puissance & authorité Royale commis & attribué, Commettons & Attribuons par ces Presentes les connoissance, jugement & décision à nos Cours de Parlement & à chacunes d'icelles respectivement au ressort desquelles se trouveront aucuns desdits refusants ou appellants, leur mandant par Cesdites Presentes faire sur lesdites oppositions ou appellations bon & brief droict, Car tel est nostre plaisir, nonobstant comme dessus quelconques Ordonnances, restrictions, mandements ou deffences à ce contraires. Et pource que de ces Presentes on pourra avoir de besoin en plusieurs & divers lieux, Nous voulons qu'au *Vidimus* d'icelles fait soubs seel Royal, Foy soit adjoustée comme au present Original, ausquelles en tesmoin de ce Nous avons fait mettre nostre seel. Donné à Argilly le vingt-neuviesme jour de Juillet l'an de grace mil cinq cens quarante-deux, de nostre Regne le vingt-

huitiesme. Signé sur le reply par le Roy, en son Conseil, Bayard. *Lecta, publicata & registrata audito consentiente & requirente Procuratore Generali Regis Parisiis in Parlamento vicesimâ die Octobris Anno Domini millesimo quingentesimo quinquagesimo sexto. Sic signatum*, DU TILLET. Et plus bas est écrit : *Extrait des Registres des Ordonnances Royaux registrez en Parlement*, signé VOISIN.

LETTRES PATENTES DU ROY Henry II. de l'an 1556.

SOMMAIRE.

Ces Lettres sont addressées à tous les Parlemens de France où elles furent en effet verifiées ; l'Arrest d'enregistrement en celuy de Paris est comme aux precedentes audito, consentiente & requirente Procuratore Generali Regis, *daté du 20. Octobre de la même année : Le Roy ordonne aprés avoir expliqué une bonne partie des Privileges de l'Ordre de Cisteaux, qu'ils seront observez & executez, enjoignant à tous ses Officiers quand ils en seront requis, d'y tenir la main en contraignant de le faire les Abbez Commendataires, approuvant & confirmant de toute son autorité lesdits Privileges notamment en ce qui regarde les visites regulieres dans les Monasteres & leur estat spirituel & temporel, le tout en conformité des Lettres de son prédecesseur.*

HENRY PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE. A nos amez & feaux les Gens tenans nos Cours de Parlement de Paris, Roüen, Dijon, Bordeaux, Tholose, Grenoble, Chamberry, Bretagne, Piedmont & autres nos Cours Souveraines de nos Royaume & Pays, Baillifs, Seneschaux, Prevosts, Juges, Magistrats de nostredit Royaume & Pays. A la supplication de nos chers & bien amez Orateurs les Abbez de Cisteaux, Clairvaux & autres Peres Abbez ausquels appartient la visitation de tous les Monasteres d'hommes & filles dudit Ordre, chacun en sa jurisdiction & filiation, contenant que feu nostre treshonoré

honoré Seigneur & Pere, que Dieu abſolve, leur auroit octroyé ſes Lettres Patentes données à Argilly le vingt-neuvieſme jour de Juillet mil cinq cens quarante-deux, cy-attachées ſoubs noſtre contreſeel, deſirants donner faveur & ayde auſdits ſuppliants, afin que par leurs viſitations le Divin ſervice & obſervance Reguliere fuſt continué en noſtredit Royaume & Pays, conformément aux ſaints Decrets, Regles, Privileges & Conſtitutions dudit Ordre, comme eſt à plein contenu éſdites Lettres; auſquelles neantmoins aucuns tant de nos Juges que des Abbez ou Commendataires dudit Ordre, different d'obeyr pour ce que leſdites Lettres ne ſont par nous confirmées ny agréées : Et combien que tant par diſpoſition de droit que des Privileges dudit Ordre, leſdits Suppliants faiſants leurs viſitations doivent ordonner & faire obſerver ce qui concerne le Divin ſervice, obſervance Reguliere, entretenements des lieux & édifices Reguliers, qu'autres conſervations des tiltres & biens, continuations d'aumoſnes & autres œuvres pitoyables, & generalement de toutes choſes concernants l'eſtat ſpirituel & temporel, circonſtances & dépendances d'iceluy. Neantmoins aucuns Commendataires ſous ombre qu'ils ne ſont quant à leurs perſonnes ſujets auſdits Viſiteurs, & que l'adminiſtration des ſpirituel & temporel deſdites Abbayes leur eſt commiſe à noſtre nomination par le Saint Siege Apoſtolique, ſont refuſants de recevoir leſdits Viſiteurs, les nourrir & alimenter durant le temps deſdites viſitations, ne veulent auſſi en rien ſatisfaire aux ordonnances deſdits Viſiteurs, quand à l'execution d'iceluy eſt requis faire deſpence & employer deniers : comme quand pour la correction des Religieux eſt neceſſaire les transferer d'une maiſon en autre, & en leur lieu ſubroger Religieux d'autres maiſons, & meſmes y pourvoir de Prieur de bonnes mœurs & doctrine, pour en defaut d'Abbé faire obſerver la regularité, & à iceux Prieurs aſſigner outre la penſion monachalle, quelque raiſonnable ſubvention, afin qu'ayant plus de peine que les autres, ils ayent plus de moyen de s'entretenir & ſubvenir à leurs neceſſitez. Nous remonſtrants outre leſdits Suppliants qu'ils ne ſont obeys quand ils ordonnent auſdites Abbayes commandées le nombre deu de Religieux, avec eſtat raiſonnable pour le vivre & veſtiaire & autres neceſſitez deſdits Religieux, Novices & Convers, continuation d'aumoſnes accouſtumées audit Ordre, tant quotidiannes que generales, de l'hoſpitalité, reparation des lieux

& edifices tant Reguliers qu'autres, de la conservation & repetition des tiltres, droicts, Calices & joyaux & autres choses desquelles l'alienation par disposition de droit est interdite, fournir aux frais de leurs Prieurs pour aller au Chapitre General quand ils y seront appellez, de tenir un Precepteur pour l'instruction des jeunes Religieux, & entretenir quelqu'un desdits Religieux aux estudes & Colleges dudit Ordre. Et pour ce que par ce moyen ledit Ordre va du tout en ruyne en l'estat spirituel & temporel, Nous auroient lesdits Suppliants humblement requis leur vouloir confirmer lesdites Lettres ainsi données par nostredit deffunt tres-honoré Seigneur & Pere : POUR-CE est-il que Nous ce consideré & desirant de nostre pouvoir pour le nom & lieu que nous tenons, les bonnes choses venuës de longue main, instituées & ordonnées en l'Eglise de l'authorité des Papes & du Saint Siege Apostolique & bienfaits de nos predecesseurs, avec si bonnes justes & raisonnables causes comme ont esté ceux-cy, n'estre de nostre temps violées & corrompuës : mais au contraire entretenus, gardez & observez sans enfraindre, le tout à l'honneur de Dieu & exaltation de son saint Nom, entretenement & conservation des Ordres de nostre Religion. Avons de nostre certaine science, pleine puissance & authorité Royale, Confirmé & Agreé, Confirmons & Agreons lesdites Lettres ainsi données par nostredit deffunt tres-honoré Seigneur & Pere, & Voulons qu'elles sortent leur plein & entier effet : Voulons aussi & vous Ordonnons de nostre certaine science & authorité Royale que Vous & chacun en son ressort & jurisdiction, assistiez lesdits Suppliants faisants lesdites visitations si requis en estes, leur donniez confort & aydes & secours de la Justice & bras seculier, & en cas de refus, les fassiez recevoir par lesdits Abbez & Commendataires pour faire lesdites visitations, nourrir & alimenter durant le temps d'icelles : En outre contraigniez lesdits Abbez Commendataires, & aussi les Abbesses, Religieux & Religieuses dudit Ordre & autres qu'il appartiendra, de souffrir, observer & garder, & mettre en entiere execution le contenu ausdites Lettres de nostre tres-honoré Pere & aussi ce qui sera ordonné & statué par lesdits Suppliants des choses cy-dessus contenuës, & autres appartenants à leur charge, & ce par toutes voyes deuës & raisonnables, mesmes par saisissement de temporel de leursdites Abbayes, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans préjudice d'icelles,

pour lesquelles ne voulons l'effet & execution des Presentes & desdites Visitations estre differé & empesché; & qu'en faisant lesdites Visitations, lesdits exposants fassent diligente inquisition du nombre des Religieux qui auroient esté esdites Abbayes puis quarante ans en çà, duquel nombre feront registre pour servir cy-aprés, en faisant par vous lire & registrer au Greffe de nosdites Cours ces Presentes. Et pour ce que d'icelles pourroient avoir affaire en plusieurs & divers lieux, Voulons qu'au *Vidimus* d'icelles fait sous seel Royal, foy soit ajoûtée comme à l'Original. Donné à Paris le deuxiesme jour d'Aoust, l'an de grace mil cinq cens cinquante-six, & de nostre Regne le dixiesme. Signé par le Roy, Monsieur le Cardinal de Lorraine present, BOURDIN. *Lecta, publicata & registrata audito consentiente & requirente Procuratore Generali Regis, Parisiis in Parlamento vicesimâ die Octobris Anno Domini millesimo quingentesimo quinquagesimo sexto. Sic signatum*, DU TILLET. Et plus bas est écrit: *Extrait des Registres des Ordonnances Royaux registrez en Parlement.* Signé, VOISIN.

LETTRES PATENTES DU ROY François II. de l'an 1559.

SOMMAIRE.

Le Roy accorde ses Lettres de confirmation des Privileges de l'Ordre de Cisteaux, en conformité de celles de ses deux Prédecesseurs François I. & Henry II. & ordonne qu'elles seront enregistrées en tous ses Parlemens & en son Grand Conseil, comme elles le furent en effet.

FRANCOIS PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme feu de bonne memoire le Roy François & depuis nostre tres-honoré Seigneur & Pere eussent donné & octroyé à l'Abbé de Cisteaux & autres Peres Abbez dudit Ordre, les Lettres Patentes cy-attachées, Nous qui considerons les bonnes & saintes choses contenuës en icelles estre observées & continuées, Avons

icelles Lettres agréées & confirmées, Agréons & Confirmons. Voulons outre & Ordonnons ou cas que pour les visitations mentionnées ésdites Lettres ou execution d'icelles, lesdits Abbez seroient contraints faire frais necessaires soit pour faire voir par ouvriers connoissants, les bâtiments & édifices des Abbayes où ils visiteront, ou pour appeller l'aide du bras seculier à l'occasion du refus ou desobeissance de ceux qui ont l'administration desdites Abbayes, qu'ils soient remboursés desdits frais aux dépens desdites Abbayes visitées. Si donnons en mandement aux gens tenants nos Cours de Parlement & nostre Grand Conseil & autres nos Officiers, qu'ils laissent & fassent jouir & user lesdits Abbés du contenu desdites Lettres & des Presentes, en contraignant les contredisants par les voyes qu'ils y sont tenus, & fassent icelles Lettres & les Presentes lire, publier & enregistrer, au *Vidimus* desquelles passé soubs Seel Royal, voulons que foy soit ajoûtée comme à l'Original d'icelles. Donné à Eclairon le quatorziéme jour d'Octobre l'an de grace mil cinq cens cinquante-neuf & de nostre Regne le premier. Signé sur le reply par le Roy, Monsieur le Cardinal de Lorraine present, HURAULT; & seellé en double queuë du grand Seau de cire jaune avec contreseau. Et sur ledit reply est écrit, *Registrata audito Procuratore Generali Regis Parisiis vicesimâsextâ die Junii, anno Domini millesimo quingentesimo sexagesimo.* Signé, DU TILLET. *Ces Lettres furent aussi enregistrées dans les autres Parlemens du Royaume.*

LETTRES PATENTES DU ROY Charles IX. de l'an 1566.

SOMMAIRE.

Ces Lettres sont semblables aux précedentes du Roy François II. de pareil stile, addressées à tous les Parlemens de France & au Grand Conseil où elles furent verifiées, & confirment celles des Rois ses prédecesseurs François I. Henry II. & François II. Il n'y a rien de particulier à remarquer.

CHARLES PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront salut. Com-

me feus de bonne memoire les Roys François Premier, Henry & François Seconds, nos tres-honorés Sieurs Ayeul, Pere & Frere, eussent donnés & octroyés à l'Abbé de Cisteaux & autres Peres Abbez dudit Ordre Les Lettres Patentes cy-attachées; Nous qui desirons les bonnes & saintes choses y contenuës estre observées & continuées, Avons icelles Lettres Loué, Approuvé & Confirmé, Louons, Approuvons & Confirmons, Voulons & nous plaist, en cas que pour les visitations mentionnées ésdites Lettres ou execution d'icelles, lesdits Abbés seroient contraints faire frais necessaires soit pour faire voir par les ouvriers connoissants, les batiments & édifices des Abbayes qu'ils visiteront, ou pour appeler l'aide du bras seculier à l'occasion du refus ou desobéissance de ceux qui ont l'administration desdites Abbayes, qu'ils soient remboursés desdits frais aux dépens desdites Abbayes visitées. Si donnons en mandement aux Gens tenants nos Cours de Parlement & Grand Conseil, & à touts nos autres Justiciers & Officiers & à chacun d'eux en droit soy si comme à luy appartiendra, qu'ils laissent, fassent jouir & user lesdits Abbés du contenu ésdites Lettres & és Presentes, en contraignant les contredisants par les voyes qui y sont contenuës, & faisant icelles dites Lettres & cesdites Presentes lire & enregistrer où besoin sera, au *Vidimus* desquelles fait par l'un de nos amez feaux Notaires Secretaires ou soubs Seel Royal, voulons que foy soit adjoûtée comme au present Original : Car tel est nostre plaisir. En témoin de ce Nous avons fait mettre nostre Seel à cesdites Presentes. Donné à Paris le vingt-quatriéme jour d'Octobre l'an de grace mil cinq cent soixante-six & de nostre regne le sixiéme. Signé sur le reply par le Roy, THIELLEMENT. & seellé sur double queuë du grand Seau de cire jaune avec Contreseau : Et sur ledit reply est écrit, *Registré &c.*



LETTRES PATENTES DU ROY Henry III. de l'an 1578.

SOMMAIRE.

Ces Lettres sont du même stile & en la même forme que les deux precedentes ; elles confirment & les Bulles des Papes & l'autorisation qu'en ont faite les Rois François I. Henry II. François II. & Charles IX. pour en jouir par tous les Monasteres de l'Ordre de Cisteaux ; & il en ordonne l'enregistrement dans ses Parlemens & au Grand Conseil, enjoignant à tous ses Officiers de tenir la main à leur execution.

HENRY PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE ET DE POLOGNE. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront salut. Comme feus de bonne memoire les Rois François Premier, Henry, François Seconds & Charles nos tres-honorés Sieurs ayeul, pere & frere, eussent donné & octroyé à l'Abbé de Cisteaux & autres Peres Abbés dudit Ordre, les Lettres Patentes cy-attachées ; Nous qui desirons les bonnes & saintes choses y contenuës estre observées & continuées, avons icelles Lettres loué, approuvé & confirmé, Louons, Approuvons & Confirmons, Voulons & nous plaist en cas que pour les visitations mentionnées esdites Lettres ou execution d'icelles, lesdits Abbés seroient contraints faire frais necessaires soit pour faire voir par les ouvriers connoissants les batiments & édifices des Abbayes qu'ils visiteront ou pour appeler l'aide du bras seculier à l'occasion du refus ou desobéissance de ceux qui ont l'administration desdites Abbayes, qu'ils soient remboursez desdits frais aux dépens desdites Abbayes visitées. Si donnons en mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenants nos Cours de Parlement & Grand Conseil, & à tous nos autres Justiciers & Officiers & à chacun d'eux en droit soy, si comme à luy appartiendra, qu'ils laissent, fassent jouir & user lesdits Abbés du contenu esdites Lettres & ces Presentes, en contraingnant les contredisants par les voyes qui y sont contenuës, en faisant lesdites Lettres & cesdites Presentes lire, publier & enregistrer où besoin sera ; au *Vidimus* desquelles fait par

l'un de nos amez feaux Notaires & Secretaires ou soubs Seel Royal, voulons que foy soit ajoûtée comme au present Original : Car tel est nostre plaisir. En témoin de ce Nous avons fait mettre nôtre Seel à ces Presentes. Donné à Paris le vingtiéme jour de Janvier l'an de grace mil cinq cent soixante & dix-huit & de nostre Regne le quatriéme. Signé sur le reply par le Roy, RUZI. & seellé en double queuë du grand Seau de cire jaune avec Contreseau. Et sur ledit reply est écrit, Registré suivant l'Arrest de la Cour du vingt-sixiéme jour de Mars present mois & an mil cinq cent soixante & dix-huit, aux charges contenuës par ledit Arrest. Fait en Parlement à Rennes le jour & an susdit. Signé, GAUDIN.

LETTRE DU ROY HENRY III. de l'an 1585.

SOMMAIRE.

Cette Lettre écrite en forme de Patente par le Roy au Pape Sixte V. peu de mois aprés qu'il fut élevé au Souverain Pontificat, fait preuve de la protection dont il honoroit l'Ordre de Cisteaux. On en a entre les mains l'original ou au moins un duplicata signé de la main du Roy & contresigné De Neufville.

Ce fut au sujet d'une Bulle que quelques Evêques d'Italie avoient surprise de son prédecesseur immediat Gregoire XIII. dés l'année 1579. qui en soustrayant les Monasteres de Religieuses de divers Ordres, mesme de celuy de Cisteaux, de la jurisdiction ordinaire de leurs Superieurs reguliers, les soumettoit en tout à celle de leurs Diocezains.

Cette Bulle datée du 15e Fevrier 1579. est rapportée toute entiere dans la premiere édition qui fut faite à Rome en 1586. du Grand Bullaire Romain in folio page 1283. où sont entre autres ces mots pour exprimer cette soustraction, omnia & quæcumque Monasteria Monialium Ordinis Cisterciensis & quorumcumque aliorum Ordinum : *ce ne fut pas pour la mauvaise conduite qui s'y tenoit, mais de peur que celle qui s'estoit glissée dans quelques Maisons d'autres Ordres de leur voisinage, n'y portast la corruption ; la Bulle le dit,* Ne Cisterciensium Ordini qui uni-

versali semper Ecclesiæ ornamento fuit & adjumento, ex diversarum Sanctimonialium Gubernatione eveniat.

Il y eut des oppositions & le Roy se declara ouvertement pour l'Ordre de Cisteaux en écrivant tres-fortement au Pape plusieurs Lettres par lesquelles il insistoit fortement pour la revocation de cette Bulle, jusques à charger tres-expressément son Ambassadeur à Rome qui estoit M. Paul de Foix Archevêque de Toulouse, & M. le Cardinal d'Est protecteur des affaires de France, de solliciter l'execution de cette revocation ; ce qu'ils firent comme on le voit dans le Recueil des Lettres de M. l'Ambassadeur imprimées in 4° à Paris en 1628. par la 34e qu'il écrivit au Roy le 6. Mars 1582. pour luy rendre compte de ce qui s'estoit passé avec esperance de succés, où tout est détaillé avec beaucoup d'exactitude & de force, & même toutes ses paroles & les réponses du Pape y sont rapportées ; jusques-là qu'il fit connoistre à Sa Sainteté que les Superieurs reguliers ayant l'experience & la pratique de leurs Ordres, estoient plus capables d'en faire observer les regles par les Religieuses, & que depuis trois ou quatre ans que les Diocezains avoient eu la conduite de leurs Monasteres, il y estoit arrivé plus de desordres qu'en cinq siecles entiers qu'ils estoient demeurez sous l'Ordre de Cisteaux.

Enfin la Bulle fut revoquée comme le porte la Lettre du Roy, mais le Pape estant mort peu de temps aprés sans que l'expedition en eust esté faite & delivrée, Sa Majesté recommença ses sollicitations, ainsi qu'on verra, vers son successeur. Ce qu'on peut ajoûter est que cette Bulle a esté retirée des editions des Bullaires Romains posterieures ; mais comme les années qui suivirent, furent un temps de confusion & de malheurs, on n'a pas d'autre preuve de la revocation, quelques Monasteres rentrerent dans la soumission à leurs Superieurs reguliers, & quelques autres demeurerent sujets à leurs Evêques, où l'on ne voit pas qu'ils ayent fait de grands progrés dans la regularité selon la remarque qu'en fit au Pape M. de Foix & qui est contenuë dans sa Lettre.

TRES-SAINT Pere, il y a quelques mois que feu nostre Saint Pere le Pape Gregoire XIII. de heureuse memoire m'avoit accordé la revocation de la Bulle par laquelle il avoit distrait de l'obéissance & jurisdiction de l'Abbé de Cisteaux, les Monasteres de Moniales qui sont en Italie dépendans dudit Cisteaux

teaux comme de leur Chef & Mere de tous ceux qui ſont de cette Profeſſion, & ne ſçavons qui a retardé juſques à preſent l'expedition de ladite revocation : mais maintenant qu'il a plû à Dieu d'appeller Voſtre Sainteté en ſon lieu, Nous la ſupplions tres-affectueuſement de la nous conceder de nouveau & d'en commander l'expedition ſans uſer d'autre remiſe, réuniſſant les membres à leur Chef qui en ont eſté ſeparez par ladite diſtraction, laquelle eſt de bien grande conſequence pour l'Egliſe de Dieu & tres-importante & préjudiciable à noſtre Couronne, pour ce qu'elle a cet ornement de pieté & prééminence ſur tout autre Royaume, d'avoir ce Chef d'Ordre & de pluſieurs autres Ordres auſſi deſquels mes Prédeceſſeurs ont eſté fondateurs & ont toûjours eu en leur protection la juriſdiction d'iceux, par le moyen de quoy il y a prés de cinq cens ans qu'ils y ont eſté maintenus, & ne voudrions apporter moins de bonne intention qu'aucun de noſdits Prédeceſſeurs, à les y conſerver ; & particulierement celuy de Ciſteaux pour la particuliere devotion qu'avons audit Ordre & que l'eſtenduë de ſa juriſdiction ſe trouve plus grande que de nul autre ; joint que les Superieurs d'iceluy ont toûjours fait bon devoir aux viſitations & autres actes de leurs charges. Partant ce ſoit le bon plaiſir de Voſtre Sainteté de revoquer ladite Bulle de la diſtraction qu'en a eſté faite, avec défenſe à toutes perſonnes de s'en aider ni prévaloir en aucun lieu & maniere que ce ſoit, ainſi que noſtre tres-cher oncle le Cardinal d'Eſt & le Sieur de Saint Gonard noſtre Ambaſſeur l'en requerront de noſtre part ; & prions Dieu Tres-Saint Pere, qu'icelle Voſtre Sainteté il maintienne & garde longuement au bon Regime, Gouvernement & adminiſtration de noſtre Mere Sainte Egliſe. Ecrit à Paris le 26[e] jour de May 1585. *Ainſi ſigné*, Voſtre devot fils le Roy de France & de Pologne, HENRY. *Et contreſigné plus bas*, DE NEUFVILLE.



LETTRES PATENTES DU ROY Henry IV. de l'an 1596.

SOMMAIRE.

1. *Ces Lettres furent accordées par S. M. sur la demande de l'Abbé de Cisteaux, à l'exemple des Rois ses prédecesseurs pour la confirmation des Privileges donnez par les Papes à l'Ordre de Cisteaux, & pour la conservation & reconnoissance de l'autorité du Chef & General Superieur d'iceluy servant d'ornement à ce Royaume.*
2. *Une partie desdits Privileges y est specifiée, notamment le droit de Visite dudit Abbé de Cisteaux dans les Monasteres dudit Ordre & celuy des autres Superieurs, ensemble le pouvoir qu'ils y ont, comme d'y regler toutes choses au spirituel & au temporel, d'obliger de recouvrer les choses qui en ont esté mal alienées, de faire les reparations des bastimens &c. même de pourvoir de Superieurs & d'autres Officiers dans ceux qui sont mis en Commende, & de lever les Contributions pour les affaires de l'Ordre.*
3. *Le Roy confirme lesdits Privileges, Bulles des Papes & Lettres Patentes de ses prédecesseurs, aprés les avoir fait examiner en son Conseil, pour estre executez selon leur forme & teneur, & ordonne à ses Parlemens & à tous ses Officiers d'y tenir la main.*

1. HENRY PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE. A tous presens & à venir Salut. Sçavoir faisons Nous avoir receu l'humble supplication de nostre Amé & Feal devot Orateur Dom Edme de la Croix Abbé de Cisteaux General de son Ordre, contenant que feüs de bonne memoire les Rois François premier, Henry & François seconds, Charles neuviéme & Henry troisiéme nos tres-honorez Sieurs beaux-peres & freres auroient en confirmant les Privileges donnez aux Abbez dudit Cisteaux, à ses quatre filles les Abbez de la Ferté, Pontigny, Clervaux & Morimond & autres Peres Abbez dudit Ordre, par les Papes Pie second, Sixte quatriéme & Innocent huitiéme & leurs successeurs, fait plusieurs beaux Statuts & Ordonnances pour la conservation & ornement dudit Ordre,

par lesquels entre autres choses, auroit esté pour la conservation & reconnoissance de l'authorité du Chef & General Superieur dudit Ordre, servant d'ornement à cetuy nostre Royaume, Ordonné & statué que l'Abbé dudit Cisteaux comme Chef, General & Superieur dudit Ordre, & les autres Peres Abbez & Commis du Chapitre General ou par iceluy visiteroient toutes & quantes fois qu'il seroit besoin, tous lesdits Monasteres, en chacun d'eux introduiroient la sainte & devote Reformation à ce requise & necessaire selon la Regle & les Constitutions & Decrets dudit Ordre, Le tout aux frais & despens des Abbez ou Abbesses desdits Monasteres soit Titulaires ou Commendataires ; Et que faisant lesdites visitations ils ordonneront ce qu'ils connoistront estre necessaire tant pour ce qui concerne le Service Divin, le nombre des Religieux ou Religieuses en chacun Monastere, nourriture, vestiaire & entretenement d'iceux, translation des personnes Regulieres des Monasteres en autres, continuation des aumosnes accoustumées soit quotidiennes ou generales, droit d'hospitalité, conservation ou repetition des Titres, Droicts, Calices, joyaux & autres choses desquelles l'alienation est par disposition de droit interdite, ensemble de la reparation des lieux & édifices tant Reguliers qu'autres ; Et aussi de l'entretenement d'un Precepteur aux jeunes Religieux, du nombre des Religieux aux estudes & Colleges dudit Ordre, & generalement tout ce qui concerneroit l'Estat Spirituel & Temporel desdits Monasteres, circonstances & dépendances & mesme de pourvoir de Prieurs & Souprieurs & autres Officiers Claustraux és Monasteres qui sont tenus en Commende, & leur ordonner quelques honnestes gages outre leur pension Monastique, & ce qui seroit necessaire pour leurs frais d'aller au Chapitre General quand ils y seront appellez ; Et en outre auroient permis audit Abbé de Cisteaux & à ses successeurs de pouvoir par chacun an lever les Contributions accoustumées pour les affaires dudit Ordre, & qu'à ce faire, souffrir & executer ce que dessus les Abbez Commendataires & tous autres Abbez & Abbesses desdits Monasteres tant d'hommes que de filles seroient contraints par toutes voyes de Justice deuës & raisonnables, nonobstant oppositions ou appellations quelconques pour lesquelles ne seroit aucunement differé, mesme par saisie & sequestre du revenu desdites Abbayes & Monasteres jusques à ce qu'il eust esté entierement satisfait à l'Ordonnance des-

Réünion des choses alienées.

Etablissement d'Officiers dans les Monasteres en Commende.

Levée des Contributions pour les besoins de l'Ordre.

dits Visiteurs ; & où ils seroient refusants de les recevoir & obeyr à ses Ordonnances, il pourroit implorer le bras seculier & requerir nos Cours de Parlement, Baillifs, Seneschaux & autres nos Officiers & Magistrats pour les assister & bailler toute ayde & secours, & que main-levée ne pourroit estre faite des choses saisies sans ouyr les Ordinateurs & le Procureur General dudit Ordre, en la Province où sont assis lesdits Monasteres ainsi qu'il est plus à plein porté par lesdits Privileges & Confirmations de nosdits Prédecesseurs & Arrests donnez en consequence d'iceux, des vingt-neuviéme Juillet mil cinq cens quarante-deux, sixiéme May mil cinq cens quarante-trois, deuxiéme d'Aoust mil cinq cens cinquante-six, quatorziéme Octobre mil cinq cens cinquante-neuf, vingt-troisiéme dudit mois d'Octobre mil cinq cens soixante-six, vingtiéme Janvier mil cinq cens soixante & dix-huit : lesquels au moyen des guerres & troubles advenus en cetuy nostre Royaume, ont esté aucunement mal gardez & observez au préjudice du service de Dieu, décoration des Abbayes & Monasteres dudit Ordre, dont pourroit advenir plus grand desordre si à nostre advenement à la Couronne lesdits privileges, authoritez & prééminences n'estoient par nous confirmez.

2. A CES CAUSES desirant iceux Privileges, Franchises, Libertez, Authoritez & Prééminences ainsi que dit est concedez & octroyez audit Abbé de Cisteaux General dudit Ordre & confirmez par nos prédecesseurs Rois, sortir leur plein & entier effet selon leur forme & teneur : Et aprés avoir fait voir en nostre Conseil lesdits Privileges, Confirmations & Arrests cy-attachez sous le contre-seel de nostre Chancellerie, Iceux de l'Advis de nostredit Conseil, Avons Confirmez & Confirmons par ces Presentes, pour en jouyr & user par ledit Suppliant & ses successeurs selon leur forme & teneur & tout ainsi que tant luy que sesdits prédecesseurs en ont cy-devant bien & deuëment jouy & usé, & qu'il en joüit & use encores de present.

3. SI DONNONS EN MANDEMENT par cesdites Presentes à nos amez & feaux les Gens tenant nos Cours de Parlement de Paris, Tholose, Bourdeaux, Rouen, Dijon, Aix & Rennes, & à tous autres nos Baillifs, Seneschaux & autres nos Justiciers & Officiers qu'il appartiendra ou leurs Lieutenans, que nos presentes Confirmations & cesdites Presentes ils fassent lire, publier & enregistrer, & de tout le contenu en icelles ensemble

ausdits Privileges, ils fassent, souffrent & laissent ledit Suppliant & ses successeurs jouyr & user pleinement & paisiblement sans souffrir ny permettre qu'il y soit contrevenu en aucune maniere que ce soit: Et pour ce que de Ces Presentes ledit Suppliant & ses successeurs pourront avoir affaire en plusieurs lieux, Nous Voulons qu'au *Vidimus* d'icelles fait par l'un de nos amez & feaux Conseillers Notaires & Secretaires & sous Seel Royal, Foy soit adjoustée comme au present Original: CAR tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à tousjours, Nous avons fait mettre nostre Seel à cesdites Presentes, sauf en autres choses nostre droit & l'autry en toutes. Donné à Meaux au mois de Septembre l'An de grace mil cinq cens quatre-vingt-seize, Et de nostre Regne le huitiéme. Signé sur le reply Par le Roy en son Conseil, BONNET; & à costé *Visa Contentor* BERNARD, & seellées sur lacs de soye rouge & verte, en cire verte du grand Seel.

Registrées oüy le Procureur General du Roy pour jouyr par ledit Abbé de Cisteaux & Peres Visiteurs dudit Ordre, de l'effet & contenu en icelles comme ils ont cy-devant bien & deuëment jouy & usé, jouyssent & usent encores à present. A Paris en Parlement le quatriéme jour de Mars l'an mil cinq cens quatre-vingt dix-sept. Signé, DU TILLET. *Extrait des Registres des Ordonnances Royaux registrez en Parlement.* Signé, VOISIN.

AUTRES LETTRES PATENTES DU ROY Henry IV. de l'an 1599.

SOMMAIRE.

Sur diverses plaintes portées au Roy de la mauvaise conduite tenuë en divers Monasteres de Filles de l'Ordre de Cisteaux par quelques Abbesses dans les temps fâcheux des guerres civiles, Sa Majesté charge par ses Lettres Patentes ceux qui en sont les Superieurs nommément l'Abbé de Clairvaux, d'y remedier par leurs Visites & autrement; ordonnant d'y faire garder étroitement la Clôture, d'y faire rendre exactement les Comptes des revenus temporels, & en un mot d'y faire toutes sortes de

bons Reglemens requis & necessaires, corriger & reformer les abus &c. en obligeant tous ses Officiers de Justice & autres, Parlements, Baillifs, Seneschaux &c. de leur donner à cet effet aide & secours : lesdites Lettres registrées au Parlement de Paris le 18. Janvier 1599.

HENRY PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE : A nos amez & feaux les Gens tenans nos Cours de Parlement, Baillifs, Senéchaux, Prevosts, & à tous nos autres Justiciers & Officiers, leurs Lieutenans Generaux & Particuliers, & à chacun d'eux en droit soy, si comme il
1. appartiendra, Salut. Nous avons reçû plusieurs plaintes de ce qu'indifferemment toutes Personnes entrent & frequentent és Monasteres de Religieuses particulierement de l'Ordre de Cîteaux, & que les Abbesses & Religieuses sortent licencieusement de leurs Monasteres & Clôture Reguliere, contre les saints Decrets & Statuts dudit Ordre ; & delaissans la simplicité de leur Profession, portent habits dissolus & mondains, employent les revenus de leurs Abbayes en vanitez & curiositez, abusent même des Pensions de leurs Religieuses, sans se soucier des aumônes ni réparations, ni même d'entretenir nombre competent de Religieuses, ni de leur pourvoir de vivre, vestures suffisans ni de secours en leurs maladies & autres necessitez ; occasion qu'icelles sont incitées à familiariser avec personnes seculieres pour en tirer des commoditez, dont sont arrivez plusieurs inconveniens au grand interest de leurs Vœux & Professions & grand scandale du Peuple & singulierement de leurs parens, desquels aucuns Nous ont fait entendre les mauvais bruits qui en courent & les regrets qu'ils ont de voir leurs Filles en tels Monasteres reduites à telles dépredations & desordres au préjudice de la Police spirituelle & temporelle.

2. Et pour ce desirant à present qu'il a plû à Dieu Nous donner la Paix, que lesdites Abbesses & Religieuses qui par leurs Professions ont renoncé au monde & se sont retirées de ses vanitez pour servir & plaire à la Divine Majesté, soient reformées & reduites à leur devoir ; pour pourvoir & remedier à tels abus (comme Protecteur dudit Ordre & Conservateur des saints Decrets) AVONS ENJOINT aux Superieurs & par ces Presentes Enjoignons nommément à nôtre amé & feal l'Abbé de Clairvaux,

Le Roy Henry IV. se dit Protecteur de l'Ordre de Cisteaux, & en cette qualité pourvoit à ses besoins les plus pres-

de soigneusement luy & ses Vicaires faire devoir de visiter, reformer & rétablir les Monasteres de sa Jurisdiction qui sont en cetuy nôtre Royaume, & principalement ceux des Religieuses ; corriger la vanité des habits & autres curiositez & excés tant des Abbesses que des Religieuses ; pourvoir qu'elles vivent selon leurs Vœux & religieuse Profession en l'observance des Commandemens de Dieu, saints Decrets & Statuts dudit Ordre & singulierement en la Clôture Reguliere ; leur défendre tres-expressément de sortir de leurs Monasteres ni d'y introduire aucunes Personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, sans la permission expresse par écrit dudit Abbé de Clairvaux & autres ayans pouvoir & ce en cas de necessité & de droit seulement ; de pourvoir aussi au nombre competent de Religieuses, à leurs vestemens & nourritures & necessitez, aumônes & reparations des Lieux.

sans à l'égard des Monasteres de Religieuses, obligeant les Superieurs de les regler & reformer.

Et generalement les contraindre à tout ce qui est de leur devoir, par translation dans autres Monasteres & suspension de leurs Dignitez Abbatiales & privation d'icelles, leur assignant toutefois pension competente selon que ledit Abbé jugera raisonnable, & autres peines & Censures tant des saints Decrets que des Statuts dudit Ordre & autres de droit, comme il est porté par nos Ordonnances ; & pour les contraindre à entretenir honnêtement leurs Religieuses, les lieux de leurs Monasteres & aumônes, affecter si besoin fait, telle partie du temporel qu'il sera necessaire, pour estre administrée par la Prieure & les deux plus anciennes ou telles autres Personnes que ledit Abbé & ses Vicaires jugeront propres à cet effet : Et afin que lesdites Abbesses n'y commettent plus d'abus & n'ayent excuses, rendront au Visiteur bon & fidele compte de leur entiere administration par chacun an, selon qu'il est ordonné par les Constitutions dudit Ordre. 3.

Le Pere Abbé peut obliger les Abbesses par suspension & déposition & translation dans d'autres Monasteres, de s'acquitter de leurs devoirs.

Les Abbesses sont obligées & peuvent estre contraintes de rendre compte à leurs Peres Abbez & Visiteurs de leur administration du temporel.

Et pour ce qu'il pourroit avenir que lesdites Abbesses & Religieuses ne se rendront si promptement obéïssantes aux Ordonnances dudit Abbé & de ses Vicaires comme elles sont tenuës : NOUS A CES CAUSES desirant qu'ils puissent dûëment exercer leurs Charges sans difficulté ni empêchemens, Vous Mandons, Commettons & expressément Enjoignons faire donner tout confort & aide pour se faire obeir en execution des Presentes & observation de leursdites Ordonnances & Reglemens. 5.

Et pour obvier aux abus qui se commettent par l'entrée & 6.

frequentation des Gentilshommes & autres Personnes seculieres ausdits Monasteres, Défendons à tous Gentilshommes & à toutes autres Personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient tant d'hommes que de femmes, de plus entrer ni frequenter ésdits Monasteres, ni de parler aux Religieuses sinon selon qu'il est permis par les Statuts de leur Ordre & en cas de necessité & de droit qui seront declarées par les Superieures, à peine de cinq cens écus d'amende applicable à l'Hôpital plus proche desdits Monasteres, en laquelle les Contrevenans seront condamnez par nos Juges, qui en adjugeront un tiers aux Dénonciateurs, nonobstant toutes Oppositions ou Appellations. Et pour ce que ledit Abbé aura besoin des Presentes en plusieurs lieux, Voulons que foy soit ajoûtée aux Copies d'icelles collationnées, signées & scellées par ledit Abbé comme au propre Original; lesquelles seront affichées aux portes des Monasteres avec leurs Ordonnances au dessous de cesdites Presentes ou desdites Copies: CAR tel est nôtre plaisir. Donné à Paris le onziéme jour de Janvier, l'an de Grace mil cinq cens quatre-vingt dix-neuf, & de nôtre Regne le dixiéme. Signé, HENRY. *Et plus bas*, Par le Roy, POTIER; & scellé sur simple queuë en cire jaune du grand Seel. Registrées oüy & consentant le Procureur General du Roy. A Paris en Parlement le 18. Janvier 1599. Signé, DU TILLET.

LETTRES PATENTES DU ROY Louis XIII. de l'an 1620.

SOMMAIRE.

Sa Majesté confirme les Privileges de l'Ordre de Cisteaux sur la requeste & priere du Chapitre General, lesquels luy ont esté accordez par les Papes Martin V. Pie II. Sixte IV. Innocent VIII. & autres Saints Peres, concernant le droit & pouvoir qu'ont les Superieurs dudit Ordre d'en visiter & reformer les Monasteres, comme aussi l'exemption de payer aucunes dixmes sur les terres qui sont de leur fondation, dotation & domaine, tant sur celles qu'ils cultivent par leurs mains que celles qu'ils font labourer par leurs Fermiers & Colons *avec*

avec plusieurs autres droits, privileges & prerogatives plus amplement declarez par lesdites Bulles & Confirmations faites d'icelles par ses prédecesseurs : avec addresse desdites Lettres au Grand Conseil & injonction à tous ses Officiers de tenir la main à leur execution.

LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE : A tous presens & advenir, Salut. Nous avons receu l'humble supplication de nos amez & feaux les Abbez de Cisteaux, la Ferté, Pontigny, Clairvaux, Morimond & autres Abbez dudit Ordre faisant le Chapitre General d'iceluy, contenant que par les Privileges à eux accordez par nos saincts Peres les Papes Martin V. Pie II. Sixte IV. Innocent VIII. & autres saincts Peres, confirmez par nos prédecesseurs Roys, pour aucunes bonnes, grandes & saintes considerations leur a esté accordé & octroyé plusieurs beaux Privileges, Statuts & Ordonnances pour le bien & conservation dudit Ordre, par lesquels (entre autres choses) auroit esté Ordonné que le Chef & les Superieurs dudit Ordre & les autres Peres Abbez & Commis du Chapitre General visiteroient toutes & quantes fois qu'il seroit besoin, tous les Monasteres d'iceluy Ordre & en chacun d'eux introduiroient & restabliroient la saincte & devote reformation à ce requise & necessaire selon la Reigle & les Constitutions & Decrets dudit Ordre ; comme aussi l'exemption de payer aucunes dismes des terres qui sont de la fondation, dotation & domaine des Abbayes d'iceluy Ordre tant pour celles qu'ils cultivent par leurs mains, que celles qu'ils font labourer par leurs Fermiers & Colons, avec autres droicts, Privileges & prérogatives ainsi qu'il est plus amplement declaré par les Bulles de nosdicts saincts Peres & confirmations de nosdicts prédecesseurs Roys, dont les coppies sont cy-attachées sous le Contreseel de nostre Chancellerie ; desquels Privileges & exemptions ils sont en jouyssance tant en cestuy nostre Royaume, qu'aux pays estrangers, & y ont esté maintenus & conservez par plusieurs Arrests : & craignans qu'à l'advenir ils y fussent troublez s'ils n'avoient nos Lettres de Confirmation. A CES CAUSES desirans imiter la pieté de nos prédecesseurs Roys en la speciale protection qu'ils ont tousiours euë dudit Ordre, & participer à leurs devotes prieres ; Avons de l'advis de nostre Conseil par ces Presentes

signées de nostre main, Continué, Confirmé & Approuvé, Continuons, Confirmons & Approuvons tous lesdits Privileges, franchises & exemptions de payer dismes & autres, ainsi qu'ils sont plus amplement declarez par lesdites Bulles & Confirmations & tout ainsi que s'ils estoient icy specifiez & exprimez par le menu, pour en jouyr par lesdits Suppliants, leurs successeurs Abbez & Abbesses, Prieurs & Prieures & tous les Monasteres dudit Ordre selon leur forme & teneur, en la mesme forme & maniere qu'ils en ont cy-devant bien & deuëment jouy & usé, jouyssent & usent encores de present. Si donnons en Mandement par ces Presentes à nos amez & feaux les Gens tenans nostre Grand Conseil & tous nos autres Justiciers & Officiers qu'il appartiendra, que nos presentes Lettres de Confirmation & Declaration, ils fassent lire, publier & enregistrer & de tout le contenu en icelles ensemble desdits Privileges inserez ausdites Bulles ils fassent, souffrent & laissent jouyr lesdits Suppliants & leurs successeurs pleinement & paisiblement, sans souffrir ny permettre qu'il y soit contrevenu en aucune maniere que ce soit : Et dautant que de ces Presentes lesdits Suppliants & leurs successeurs pourront avoir affaire en plusieurs lieux, Nous voulons qu'au *Vidimus* d'icelles fait par l'un de nos amez & feaux Conseillers Notaires & Secretaires, foy soit adjoustée comme au present Original, car tel est nostre plaisir : en tesmoing de quoy nous avons fait mettre nostre Seel à cesdites Presentes. Donné à Paris au mois de May l'an de grace mil six cens vingt, & de nostre Regne le dixiesme. Signé LOUIS. Et sur le reply Par le Roy, POTIER. & seellées du grand Sceau de cire verte sur lacs de soye rouge & verte sous le Contresceau. *Enregistrées ès Registres du Grand Conseil suivant l'Arrest donné en iceluy à Paris le 16e de May 1620.* Signé, MARTINEAU.



AUTRES LETTRES PATENTES DU ROY Louis XIII. de l'an 1621.

SOMMAIRE.

Le Roy ayant écrit & demandé au Chapitre General qui se tint à Cisteaux en l'année 1618. de travailler serieusement à la reforme des Monasteres de l'Ordre & sur tout des Religieuses : Ce Chapitre fit divers Reglemens que Sa Majesté autorisa en ordonnant l'execution, entre autres choses, pour l'éducation des Novices en des Novitiats communs, pour la translation des Religieux en d'autres Monasteres, & pour la nomination des Abbesses Professes & Religieuses de l'Ordre, d'âge competent, & qui auront esté élevées regulierement & bien instruites : & enfin ordonna que ses Lettres Patentes du mois d'Avril de la même année 1621. seroient enregistrées au Grand Conseil, pour estre executées selon leur forme & teneur.

LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE : A tous presens & à venir, Salut. Nos bien amez & feaux les Abbez & Peres Superieurs de l'Ordre de Cisteaux nous ont fait remontrer que pour satisfaire au contenu des Lettres closes par nous addressées à leur Chapitre General, tendantes afin de les exhorter & encourager à une serieuse reformation de leurs Abbayes de l'un & de l'autre sexe, & rétablir en ce faisant l'ancienne splendeur & pieté par le moyen de laquelle ledit Ordre s'est épandu de cettuy nostre Royaume où il a pris son origine, jusques aux Provinces les plus éloignées : ils auroient jugé necessaire audit Chapitre General, d'Ordonner que desormais pour éviter aux inconveniens qui pourroient arriver de la reception peu considerée des Novices & Postulans, aucuns ne fussent admis ni reçûs à prendre l'habit de leurdit Ordre, qu'ils n'eussent esté auparavant examinez par lesdits Peres Superieurs ou leurs députez, sur toutes les qualitez & conditions requises audit estat de Religieux & trouvez capables de servir Dieu en iceluy, & qu'à cet effet il seroit fait choix d'un Monastere en

chacune Province, duquel on transporteroit les autres Religieux qui ne seroient accoustumez à la même observance pour y retirer tous les Novices de la Province & les instruire en la Discipline Monastique jusqu'au temps de leur Profession, aprés laquelle ils seroient encore transportez en un autre Monastere pareillement choisi pour y demeurer deux ans entiers separez des autres, afin d'y estre entretenus & confirmez en l'Observance & Discipline de leur Noviciat, avec Pension de six-vingt livres payables sur la Manse des Religieux des Monasteres pour lesquels ils auroient esté reçûs ou desquels ils seroient envoyez.

Et pour le regard des Moniales, lesdits Peres & Abbez nous auroient aussi fait remontrer que les principaux abus estoient arrivez par l'indevotion & libertinage des Abbesses, la plus part desquelles avoient esté nommées avant l'âge requis pour la Profession, & sans aucune capacité de gouvernement; humblement requerant qu'il nous plust afin de rétablir l'ancienne Discipline éz Monasteres de l'un & de l'autre sexe, autoriser en tant que besoin seroit les Decrets dudit Chapitre General concernans la reception des Novices; Ordonner que tout ce qui seroit fait en consequence d'iceluy, seroit executé nonobstant opposition ou appellation quelconque: & enjoindre à tous nos Officiers d'y tenir la main, & de n'accorder à l'avenir nos Brevets de nomination pour Abbayes de Moniales, à aucunes qui ne fussent d'âge competent, Novices instruites & élevées en l'Observance reguliere, & à la charge qu'auparavant que de prendre possession, elles seroient tenuës faire serment solemnel entre les mains desdits Religieux Superieurs ou de leurs députez, d'observer ce qui aura esté par eux Ordonné pour la reformation entiere de leurs Monasteres, & specialement de garder & faire garder la closture reguliere suivant les Constitutions Canoniques & Statuts de l'Ordre.

A CES CAUSES desirant contribuer ce qui est de nostre puissance & autorité Royale pour l'établissement d'un si bon œuvre, De nostre propre mouvement & par l'avis de nostre Conseil où estoient aucuns des principaux Prelats & Ecclesiastiques qui sont auprés de nous de ce Royaume, Avons Dit, Statué & Ordonné, Disons, Statuons & Ordonnons & Nous plaist que ce qui a esté ordonné audit Chapitre General pour la reception des Novices & Postulans audit estat de Religieux, soit executé de point en

point selon sa forme & teneur, sans qu'il soit loisible aux Abbez Commendataires, Religieux ni aucune personne quelconque d'y contrevenir ; & dautant qu'il ne suffit à ceux qui se dedient au service de Dieu, si on ne pourvoit à ce qu'à l'avenir ils ne soient changez & corrompus par le moyen des conversations suspectes, Admonestons & neanmoins Enjoignons ausdits Superieurs de faire choix selon la resolution dudit Chapitre General, d'un Monastere en chacune Province pour l'establissement des Noviciats, & d'autant d'autres Monasteres qu'il en faudra pour y recevoir non pour deux ans seulement mais pour toujours si besoin est, ceux qui auront esté nouvellement reçûs à la Profession où seront reconnus de pareille dévotion à la reforme, en sorte que nostre intention pour le rétablissement de l'ancienne discipline & reformation dudit Ordre se puisse finalement accomplir en tous les Monasteres, à l'effet de quoy, Voulons & Entendons que lesdits Superieurs chacun en leur endroit, soient tenus de transporter des Monasteres à mesure que le nombre des Religieux qui embrasseront la reformation croistra, les autres Religieux qui n'y seront accoûmez, sans qu'ils soient meslez les uns avec les autres : Et pour la nourriture & entretien des uns & des autres, lesdits Superieurs les pourvoyent de six-vingt livres de pension annuelle sur les Manses Conventuelles & par échange des uns pour les autres ; & ce qui sera sur ce par eux ordonné, sera executé nonobstant opposition ou appellation quelconque même comme d'abus.

Et pour les Monasteres des Religieuses, Declarons qu'à l'avenir nous n'entendons nommer aucune pour Abbesse ou Prieure qui ne soit d'âge competent, Professe & instruite en l'observance Religieuse, & que celles qui auront esté pourvûes à nostre nomination, ne pourront prendre possession qu'au préalable elles n'ayent fait serment entre les mains desdits Superieurs ou leurs Commis & députez, d'observer les Reglemens & Constitutions dudit Ordre, specialement la Clôture reguliere, & tout ce qui auroit esté par eux ordonné pour l'entiere reformation d'iceluy. SI DONNONS en Mandement par ces Presentes à nos amez & feaux les Gens tenans nostre Grand Conseil & tous nos autres Officiers & Justiciers qu'il appartiendra, que nos presentes Lettres ils fassent lire, publier & enregistrer, & de tout le contenu en icelles ils fassent, souffrent & laissent lesdits Peres Abbez & Su-

perieurs & leurs successeurs, jouir & user pleinement & paisiblement sans souffrir ni permettre qu'il y soit contrevenu en aucune maniere que ce soit : Et dautant que de ces Presentes lesdits Supplians & leurs successeurs pourront avoir à faire en plusieurs lieux, Nous Voulons qu'au *Vidimus* d'icelles fait par l'un de nos amez & feaux Conseillers Notaires & Secretaires, foy soit ajoûtée comme aux presentes Originales : Car tel est nôtre plaisir. En témoin de quoy nous avons fait mettre nostre Seel à cesdites Presentes. Donné à Fontainebleau au mois d'Avril, l'an de Grace mil six cens vingt-un, & de nostre Regne le onziéme. Signé, LOUIS. & sur le reply, Par le Roy, POTIER, Visa, CONTENTOR. BERNARD. *Enregistrées aux Registres du Grand Conseil du Roy suivant l'Arrest donné en iceluy à Paris Ce jourd'huy seiziéme Decembre 1621.* Signé, MARTINEAU.

LETTRES PATENTES DU ROY de l'an 1658.

SOMMAIRE.

Le Roy ordonne que tous les Livres & Ouvrages qui ont esté & seront à l'avenir composez par les Abbez & Religieux de l'Ordre de Cisteaux, seront examinez par l'Abbé de Cisteaux & ses successeurs avant que d'estre imprimez & mis en lumiere, avec tres-expresses défenses à tous Imprimeurs & Libraires & à toutes autres personnes d'imprimer ou faire imprimer ni exposer en vente aucun desdits Ouvrages sans sa permission ou du Chapitre General dudit Ordre.

LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE, A tous presens & à venir, Salut : Nostre amé & feal Conseiller en nos Conseils & en nostre Cour de Parlement de Dijon, Dom Claude Vaussin Docteur en Theologie Abbé Chef & Superieur General de l'Ordre de Cisteaux Nous a fait remonstrer qu'il est important au bien du public & à l'honneur & reputation dudit Ordre de Cisteaux, de ne pas souffrir que les Livres composez par les Abbez & Religieux dudit

Ordre soient imprimez & mis en lumiere sans son examen & sa permission ou celle du Chapitre General du mesme Ordre, ainsi qu'il est practiqué dans tous les Ordres & les Religions où la discipline reguliere est en vigueur : Et neantmoins il se trouve tous les jours parmy une si grande multitude de Religieux (dont ledit Ordre est composé) des esprits assez hardis pour entreprendre de mettre au jour des Ouvrages qui ne le meritent pas : ce qui n'arriveroit point s'ils passoient par la censure de l'Exposant, lequel par sa dignité est obligé de maintenir & conserver l'honneur dans son Ordre comme en estant le Chef, Nous requerant luy vouloir sur ce pourvoir par nos Lettres à ce necessaires. A CES CAUSES voulant empécher à l'advenir ces abus qui pourroient estre de tres-pernicieuse consequence, Nous de nos grace speciale, pleine puissance & authorité Royale & par ces Presentes signées de nostre main, Voulons & Nous plaist que tous les Livres & ouvrages, qui ont esté & seront à l'advenir composez par les Abbez & Religieux dudit Ordre de Cisteaux, soient examinez par l'Exposant ou ses successeurs en ladite Abbaye, auparavant que d'estre imprimez & mis en lumiere ; Et à cet effect deffendons tres-expressément à tous Imprimeurs & Libraires & à toutes autres personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, d'imprimer ou faire imprimer ny d'exposer en vente à l'avenir dans nostre Royaume aucuns Livres ou Ouvrages composez par aucun des Abbez & Religieux dudit Ordre de Cisteaux, sans la permission de l'Exposant & de ses successeurs en ladite Abbaye, ou du Chapitre General dudit Ordre, à peine de confiscation des Exemplaires & de quinze cent livres d'amende contre chacun des contrevenans, applicables à l'Hospital General de nostre bonne Ville de Paris. SI DONNONS en mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans nostre Grand Conseil, que du contenu en ces Presentes, ils fassent joüir & user l'Exposant & ses successeurs en ladite Abbaye, pleinement, paisiblement & perpetuellement, cessant & faisant cesser tous troubles & empeschemens, nonobstant les permissions d'imprimer qui pourroient estre obtenuës de Nous, & autres choses à ce contraires ausquelles Nous avons dérogé & dérogeons par ces Presentes : Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toûjours, Nous avons fait mettre nostre Seel à ces Presentes, sauf en autre chose nostre droit & l'autruy en toutes. Donné à Lyon au mois de Decembre l'an de

grace mil six cent cinquante-huict & de nostre Regne le seiziéme. Signé LOUIS. Et à costé Visa : Et plus bas, Par le Roy, signé LE TELLIER. *Enregistré ès Registres du Grand Conseil du Roy suivant l'Arrest, ce jourd'huy donné à Paris le 30. Janvier 1659.* Signé HERBIN.

ARREST DU CONSEIL D'ESTAT du 14. Juillet 1666. pour la Reception & l'execution du Bref du Pape Alexandre VII. de 1666.

SOMMAIRE.

Le Roy aprés avoir renvoyé par plusieurs Arrests de son Conseil au Saint Siege à terminer & juger les differends qui estoient depuis 40. ans entre la Commune & l'Etroite Observance de l'Ordre de Cisteaux sur plusieurs points concernant sa discipline & son observance, & le Pape Alexandre VII. les ayant décidez, & fait presenter son Bref à Sa Majesté par son Nonce, elle jugea tout ce qui estoit pendant devant elle, Appellations comme d'abus &c. & ordonna par cet Arrest l'execution dudit Bref.

VEU par le Roy estant en son Conseil, le Bref de Nostre Saint Pere le Pape du dix-neuf Avril dernier, presenté par son Nonce à Sa Majesté, Contenant le Reglement fait, Parties ouyës par Sa Sainteté pour la Reformation generale de l'Ordre de Cisteaux & la décision des differends qui estoient entre les Abbez & Religieux dudit Ordre de la commune Observance d'une part & de l'étroite Observance d'autre part. Autre Bref d'iceluy du 10. Novembre 1657. par lequel il déclare qu'il approuve l'usage des viandes dont le Chapitre General de l'Ordre par autorité Apostolique avoit depuis long-temps dispensé les Religieux trois jours de chaque semaine, & que le long usage avoit reçû & établi ; même en tant que de besoin, accorde de nouveau ledit usage des viandes, nonobstant toutes Constitutions, Ordonnances, Statuts, Privileges & Lettres à ce contraires. Autre

Autre Bref du 8. Mars 1660. par lequel Sa Sainteté declare tous Contrats, Transactions & Concordats faits pour l'introduction de ceux de l'étroite és Maisons de la commune Observance, moyennant Pensions créées au profit d'aucuns Profés Religieux de ladite commune Observance & autres conditions illicites, nulles & invalides avec défenses d'en faire de semblables, sous peine d'excommunication & autres y contenuës. Autre Bref du 2. Juillet 1661. obtenu par les Suisses, par lequel Sa Sainteté annulle & circonscrit certaines Sentences émanées du Sieur Cardinal de la Rochefoucaut des 27. Juillet 1634. & 20. Aoust 1635. Arrest du Parlement de Paris du 3. Juillet 1660. par lequel lesdites Sentences dudit Sieur Cardinal de la Rochefoucaut sont confirmées pour la pluspart des Chefs y contenus. Requeste presentée à Sa Majesté par Dom Pierre Wiart Procureur General dudit Ordre & Dom Jean Tedenat Commissaire député par ledit Chapitre General, aux fins de cassation dudit Arrest. Ordre de Sa Majesté du 12. Novembre audit an, de mettre ladite Requeste entre les mains du Sieur Poncet Conseiller en ses Conseils & Maistre des Requestes ordinaires de son Hostel, pour aprés en avoir communiqué à M. le Chancelier & aux Sieurs Archevêques de Toulouse, Evêques de Chartres, de Coûtances l'ancien, de Rhodés & de Montpellier, aux Sieurs d'Ormesson de la Potterie, de Machaut, d'Aligre & d'Estampes Conseillers ordinaires de sondit Conseil & Commissaires à ce députez, pour en estre fait rapport à sa Personne par ledit Sieur Poncet conjointement avec lesdits Sieurs Commissaires, & estre fait droit aux Parties ainsi que de raison. Arrest du Conseil d'Etat du 30. Decembre ensuivant, rendu sur Requeste desdits Procureur General & Commissaire député par ledit Chapitre General dudit Ordre de Cîteaux, par lequel avant faire droit sur ladite Requeste, Sa Majesté auroit ordonné icelle estre communiquée aux Parties adverses pour y donner leurs réponses dans trois jours, autrement & à faute de ce faire dans ledit temps & iceluy passé, seroit fait droit sur les fins & demandes d'icelle ainsi qu'il appartiendroit, & cependant sursis tant à l'execution dudit Arrest du 3. Juillet 1660. qu'à toutes poursuites audit Parlement ; & où il se trouveroit aucunes saisies faites en vertu dudit Arrest, Sa Majesté leur en auroit fait mainlevée à leur caution juratoire. Autre Arrest du Conseil d'Etat du 18. Juin 1661. rendu sur Requestes respecti-

ves des Parties, par lequel Sa Majesté leur auroit permis de se retirer, si bon leur sembloit, pardevers Sa Sainteté pour leur estre pourvû, & cependant ordonné que ledit Arrest du Parlement du 3. Juillet 1660. seroit executé selon sa forme & teneur. Acte en Latin du 23. Aoust audit an 1661. passé pardevant Horry & Moussinot Notaires Apostoliques à Paris, par lequel lesdits Wiart & Tedenat auroient declaré ausdits Abstinens qu'ils se retireroient vers Sa Sainteté, conformément audit Arrest du Conseil du 18. Juin, pour demander Reglement à Sa Sainteté sur les points contentieux entre les Parties, & l'intention d'icelle touchant l'Observance à garder dans ledit Ordre. Signification dudit Acte ausdits Abstinens le 27. dudit mois d'Aoust. Autre Acte de Signification & Sommation faite aux mêmes fins ausdits Abstinens le 21. Novembre de ladite année, contenant en outre que ledit Sieur Abbé de Cisteaux General de l'Ordre s'estoit acheminé vers Sa Sainteté. Bref délegatoire dudit jour 21. Novembre 1661. adressé par Sa Sainteté aux Sieurs Evêques d'Aleth, de Pamiers & de Xaintes ou à leurs Officiaux, pour juger sommairement lesdites appellations interjettées à Sa Sainteté par lesdits Procureur General & Commissaire député par ledit Chapitre General, circonstances & dépendances, même traiter l'affaire principale. Bref revocatoire du 5. Decembre audit an, par lequel Sa Sainteté auroit mandé ausdits Sieurs Evêques d'Aleth, de Pamiers & de Xaintes ou à leurs Officiaux, s'ils avoient pris connoissance de ladite cause, qu'ils eussent à ne plus proceder; & si elle estoit entiere, à la laisser en l'état qu'elle auroit pû estre si lesdites Lettres delegatoires n'avoient point esté émanées de Sa Sainteté. Copie de Lettres de relief d'appel comme d'abus du 4. Janvier 1662. obtenuës par lesdits Religieux de l'étroite Observance dudit Ordre de Cisteaux en la petite Chancellerie dudit Parlement de Paris, aux fins d'assigner audit Parlement ledit Tedenat Commissaire General dudit Ordre, tant pour luy que pour Dom Jean Malgoirez Procureur General en Cour de Rome, & tous autres qu'il appartiendroit, pour y proceder sur l'appel qu'ils interjettoient de l'execution dudit Bref du 5. Decembre 1661. & d'autre Bref du 2. Juillet audit an, y mentionné, & de tout ce qui avoit esté fait & pouvoit estre fait en consequence, même de tout ce qui pouvoit estre fait au préjudice dudit appel comme d'abus; au bas de laquelle copie est autre

copie de la signification faite desdites Lettres, & de l'assignation donnée en consequence audit Tedenat audit nom le 11. dudit mois de Janvier. Bref du 16. dudit mois de Janvier 1662. par lequel Sa Sainteté auroit évoqué à soy tous les differends des Parties concernans la reformation dudit Ordre, & ordonné à l'Abbé de Cisteaux General d'iceluy d'avertir les Personnes notables dudit Ordre, d'envoyer à la Congregation députée par Sa Sainteté les Articles & Mémoires concernans la reformation qu'elle avoit résolu de faire dudit Ordre, & cependant auroit ordonné que les Brefs d'elle émanez les 8. Mars 1660. & 2. Juillet 1661. seroient executez selon leur forme & teneur, avec commandement à toutes Personnes dudit Ordre de les observer, sous peine d'excommunication à encourir de fait par les contrevenans, & de laquelle ils ne pourroient estre absous hors le cas de mort, que par Sa Sainteté même ou ses successeurs. Arrest du Conseil d'Estat du 3. May audit an 1662. rendu sur Requeste desdits Procureur General & Commissaire député par ledit Chapitre General dudit Ordre de Cisteaux, tendante à ce qu'il plût à Sa Majesté leur octroyer sa protection Royale pour l'execution dudit Bref du seize Janvier ; & en ce faisant, ordonner que nonobstant lesdites appellations comme d'abus, ésquelles ils n'estoient point Parties, ni autres oppositions ou appellations quelconques faites ou à faire, ledit Bref seroit executé selon sa forme & teneur dans les Royaumes, Etats & Pays de l'obéïssance de Sa Majesté, & à cette fin faire défenses ausdits Abstinens de se pourvoir pour raison de ce que dessus audit Parlement de Paris, ni ailleurs que pardevant Sa Sainteté, & audit Parlement & à tous autres Juges d'en prendre connoissance, jusqu'à ce qu'autrement par Sa Majesté il en ait esté ordonné : Par lequel Sadite Majesté auroit ordonné que dans huitaine pour tous délais les Abstinens donneroient leurs Réponses sur ladite Requeste, qui leur seroit à cette fin communiquée, & remettroient leurs Pieces pardevers les Sieurs Benard de Rezé & l'Allemant, Commissaires à ce députez par Sa Majesté, pour à leur rapport estre fait droit aux Parties, ainsi qu'il appartiendra ; & cependant Sa Majesté auroit fait défenses audit Parlement & à tous autres Juges d'en prendre connoissance, ni de faire aucunes poursuites & proceder à l'instruction & jugement desdites appellations comme d'abus, & d'en recevoir aucunes à l'avenir

touchant ce qui auroit esté ordonné par Sa Sainteté sur ladite reformation generale dudit Ordre, jusqu'à ce que par Sa Majesté autrement en eût esté ordonné, à peine de nullité, cassation de Procedures & Jugemens qui pouvoient sur ce intervenir. Autre Arrest du Conseil d'Etat, Sa Majesté y estant, du 26. Avril 1664. par lequel Sa Majesté voulant terminer les Procés & differends qui estoient entre lesdites Parties, auroit ordonné que lesdits Sieurs Benard de Rezé & de Fieubet communiqueroient des Requestes, Procés & differends desdites Parties, aux Sieurs Archevêque de Paris, Evêques de Rennes l'ancien, de Chartres & de Séez; & aux Sieurs d'Ormesson, de Machaut, d'Aligre, de Seve, & Doyen de Nostre-Dame, Conseillers ordinaires és Conseils de Sadite Majesté, & au Pere Annat, Commissaires députez à cet effet en presence de M. le Chancelier, pour à leur rapport estre fait droit par Sa Majesté sur lesdites contestations & differends, ainsi qu'il appartiendroit par raison. Signification faite dudit Arrest estant au dos d'iceluy du vingt-huit dudit mois d'Avril. Imprimé d'autre Arrest du Conseil d'Etat du trois Juillet audit an 1664. Sa Majesté y estant, sur Requestes respectives des Parties, au rapport desdits Sieurs Benard de Rezé & de Fieubet qui en auroient communiqué ausdits Sieurs Commissaires, par lequel Sa Majesté auroit évoqué à soy & à sa Personne lesdites appellations comme d'abus, & fait défenses audit Parlement d'en connoistre; & avant faire droit sur icelles appellations comme d'abus, ordonné que l'Abbé de Cisteaux General dudit Ordre nommeroit, si fait n'avoit esté, suivant le Bref de Sa Sainteté, des principaux Religieux de l'Ordre, tant de l'ancienne Observance que des Abstinens, pour envoyer leurs Memoires & avis à Sa Sainteté sur la reformation generale dudit Ordre de Cisteaux, pour estre pourvû ainsi que de raison; & cependant auroit sursis l'execution dudit Arrest du Parlement du trois Juillet 1660. ensemble de l'Arrest du Conseil du 18. Juin 1661. & fait tres-expresses inhibitions & défenses à l'Abbé de Prieres & tous autres de les mettre à execution à peine de nullité, cassation de Procedures & de tout ce qui pouvoit estre ensuivi, toutes choses demeurant en état, sans qu'il fût rien innové à ce qui avoit esté jusqu'alors executé en vertu dudit Arrest du Parlement, jusqu'à ce que par Sa Majesté en eût esté autrement ordonné, en suite

duquel est copie de l'Exploit de Signification faite dudit Arrest le dix-sept dudit mois de Juillet à Dom Julien Paris Abbé de Foucarmont, Dom Pierre Gaultier Abbé du Pin, Dom Michel Herman Docteur en Theologie & Professeur en icelle au College des Bernardins, & à Dom Jean Joüaud Abbé de Prieres, tant pour luy que pour les autres Religieux dudit Ordre vivans en l'abstinence de viande, à ce qu'ils eussent à y obéïr. Autre Imprimé d'autre Arrest du Conseil du 11. Decembre 1665. rendu sur Requeste des Abbez, Prieurs & Religieux de ladite étroite Observance, portant conformément à celuy dudit Conseil du trois Juillet 1664. que dans les Abbayes & Monasteres dudit Ordre de Cisteaux, toutes choses demeureroient au même état qu'elles estoient lors & au temps dudit Arrest, avec défenses aux Abbez & Superieurs desdits Monasteres de la commune Observance, lesquels lors dudit Arrest du trois Juillet 1660. ne recevoient aucuns Religieux à l'habit & profession, d'en recevoir à l'avenir jusqu'à ce qu'autrement en eût esté ordonné.

Oüy ledit Abbé de Prieres pardevant M. le Chancelier & les Commissaires à ce députez par Sa Majesté, sur la communication donnée dudit Bref, & depuis oüy le rapport fait à la Personne de Sa Majesté en son Conseil par ledit Sieur Poncet Conseiller ordinaire en ses Conseils aussi Commissaire à ce député; Et tout consideré : SA MAJESTE' ESTANT EN SON CONSEIL, sans avoir égard ausdits Arrests tant dudit Parlement de Paris du trois Juillet 1660. en ce qu'il peut estre contraire audit Bref, que du Conseil du 18. Juin 1661. & 11. Decembre 1665. ni pareillement ausdites appellations comme d'abus, a Ordonné & Ordonne que le susdit Bref de Sa Sainteté du 19. Avril dernier, sera executé selon sa forme & teneur. Enjoint à tous les Abbez & Religieux presens & à venir dudit Ordre, tant de la commune que de l'étroite Observance, d'y obéïr ponctuellement, leur faisant tres-expresses inhibitions & défenses d'y contrevenir, ni de se pourvoir contre iceluy en quelque sorte & maniere que ce soit, à la reserve de ce qui concerne les Concordats mentionnez audit Bref qui auront leur effet, à la charge que les Pensions stipulées par iceux pour les Religieux particuliers de ladite commune Observance, seront payées aux Celleriers des Monasteres ésquels lesdits Reli-

gieux de la commune Observance sont ou seront établis par leurs Superieurs pour y vivre en Communauté, conformément audit Bref; lequel ensemble le present Arrest, Sa Majesté Ordonne estre enregistrez en son Grand Conseil à la diligence de son Procureur General, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & qu'à cet effet toutes Lettres Patentes necessaires seront expediées, sous le contrescel desquelles ledit Bref & le present Arrest seront attachez, pour aprés ledit enregistrement, estre le tout signifié à la diligence dudit Procureur General de Sa Majesté ausdits Wiart & Tedenat és qualitez susdites, pour tous les Abbez & Religieux tant de l'une que de l'autre Observance dudit Ordre, ausquels lesdits Wiart & Tedenat le feront sçavoir incessamment; aprés laquelle Signification ledit Bref de Sa Sainteté, present Arrest & Lettres Patentes seront délivrées par ledit Procureur General de Sa Majesté audit General de Cisteaux, pour estre gardez és Archives de ladite Abbaye, & y avoir recours quand besoin sera: Et en consequence Sa Majesté A évoqué & évoque à soy & à sondit Conseil, tous & chacuns les differends qui pourroient naître cy-aprés concernans l'execution dudit Bref de Sa Sainteté & contraventions à iceluy; & iceux, circonstances & dépendances a Renvoyé & Renvoye en sondit Grand Conseil auquel Sa Majesté en a attribué toute Cour, Jurisdiction & connoissance, & icelle interdite à toutes autres Cours & Jurisdictions. Fait au Conseil d'Etat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Fontainebleau le quatorziéme jour de Juillet mil six cens soixante-six. Signé, DE LYONNE. Et plus bas est écrit: *Enregistré és Registres du Grand Conseil du Roy, suivant l'Arrest ce jourd'huy donné en iceluy à Paris le 6. Aoust 1666.* Signé, HERBIN.



LETTRES PATENTES DU ROY de 1666. sur le Bref du Pape Alexandre VII.

SOMMAIRE.

Le Roy ayant ordonné par son Arrest contradictoire du 14. Juillet 1666. que l'on vient de rapporter, l'execution dudit Bref, l'autorisa aussi de ses Lettres Patentes qu'il addressa à son Grand Conseil pour estre enregistré en son Greffe, avec attribution de jurisdiction pour le faire executer, d'autant plus, dit-il, que cet Ordre estant sous sa protection speciale, Sa Majesté se croit obligée de pourvoir aux plaintes d'une infinité de Monasteres qui sont répandus par toute l'Europe dans les Etats les plus considerables d'icelle sous la direction & dépendance du General de Cisteaux.

LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE : A nos amez & feaux les Gens tenans nostre Grand Conseil, SALUT. Les Procés & differends survenus dans l'Ordre de Cisteaux ayant troublé son repos depuis quarante ans sur une involution de Procedures portées en differentes Cours & Jurisdictions, Nous avons crû n'y devoir pas moins nostre application & nos soins qu'aux autres grandes & importantes affaires de nostre Royaume ; d'autant plus que cet Ordre estant sous nostre protection spéciale & particuliere, nous sommes obligez de pourvoir aux plaintes non seulement des Monasteres situez dans nostre Royaume, mais encore d'un nombre infini de Convens qui sont répandus par toute l'Europe dans les Etats les plus considerables d'icelle, sous la direction & dépendance du General de Cisteaux. Et comme l'uniformité est un moyen necessaire pour le maintien d'icelle, & conservation de nostre autorité en iceluy, Nous avons recherché les moyens que nous avons jugez plus convenables pour empêcher la division qui commençoit d'y faire progrés, ensemble rétablir la discipline reguliere & l'obéïssance dûë au Chef. Pour cet effet nous avons cy-devant reçû les plaintes à Nous faites par le Procureur Ge-

neral de l'Ordre & par le Commissaire du Chapitre General, touchant certain Arrest de nostre Parlement de Paris qui confirmoit une Congregation & un Vicaire General pour la direction d'icelle ordonnée par deux Sentences du feu Cardinal de la Rochefoucaut Commissaire délegué du Saint-Siege, destructives de l'autorité & jurisdiction du General ; Comme pareillement nous aurions évoqué à Nous & à nostre Conseil les appellations comme d'abus qui avoient esté portées en nostredit Parlement ; Ainsi tenant sous nostre main tout ce qui pouvoit dépendre de nostre autorité Royale en cette affaire, Nous aurions sursis d'y faire droit jusqu'à ce que par nostre Saint Pere le Pape, Juge legitime du fond desdites contestations, en eût esté ordonné. Depuis lequel temps le General dudit Ordre s'estant transporté à Rome ainsi que d'autre part aucuns Abbez de l'étroite Observance, Sa Sainteté Parties ouyës, auroit terminé les differends & fait un Reglement tant pour l'Uniformité de tous les Convens de l'Ordre, à la reserve de trois jours d'abstinence, que pour la subordination au General, par un Bref du dix-neuf Avril dernier qu'elle nous auroit fait presenter par son Nonce residant prés nostre Personne, lequel ayant fait voir en nostre Conseil, Nous aurions jugé & terminé l'Instance qui y estoit pendante en cassation dudit Arrest du Parlement de Paris du 3. Juillet 1660. & d'autres en consequence, ensemble les susdites appellations comme d'abus, par Arrest rendu ce jourd'huy en nostredit Conseil, Nous y estant ; & ensuite ordonné que ledit Bref seroit executé selon sa forme & teneur, fors en ce qui concerne les Concordats, lesquels quoique cassez & annullez par un autre Bref du 8. Mars 1661. confirmé par le dernier Bref, Nous voulons & entendons demeurer en leur force & vertu, à la charge que les Pensions conformément audit Bref seront portées és mains du Cellerier du Convent où sera le Religieux au profit duquel elles ont esté stipulées, pour y vivre en Communauté, ainsi que plus amplement il est porté par nostredit Arrest cy-attaché avec ledit Bref, sous le contrescel de nostre Chancellerie. A CES CAUSES, de l'Avis de nostre Conseil, Nous vous Mandons par ces Presentes signées de nostre main, qu'à la diligence de nostre Procureur General audit Grand Conseil, vous ayez toutes affaires cessantes, & nonobstant oppositions ou appellations quelconques ausquelles vous n'aurez aucun égard, à faire enregistrer dans vos Registres le susdit Bref du dix-
neuf

neuf Avril dernier & l'Arrest de nostredit Conseil du quatorze du present mois, pour estre executez à l'avenir selon leur forme & teneur, sans souffrir qu'il y soit contrevenu en quelque sorte & maniere que ce soit ; & ledit enregistrement fait, le tout sera signifié à la diligence de nostredit Procureur General, à Dom Pierre Wiart Procureur General dudit Ordre & à Dom Jean Tedenat Commissaire député par le Chapitre General pour les affaires d'iceluy, pour tous les Abbez & Religieux de l'une & de l'autre Observance, ausquels lesdits Wiart & Tedenat le feront sçavoir incessamment ; & seront ensuite lesdits Brefs, Arrest de nostre Conseil, Lettres Patentes & Arrest d'enregistrement, délivrez par nostredit Procureur General au General de Cisteaux, pour estre gardez és Archives de ladite Abbaye & y avoir recours quand besoin sera. Et en consequence, Nous avons de nostre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, Evoqué & Evoquons à Nous & à nostre Conseil, tous & un chacun les differends qui pourroient naître cy-aprés, concernant l'execution dudit Bref de Sa Sainteté & les contraventions à iceluy ; & iceux, circonstances & dépendances Avons Renvoyé & Renvoyons pardevant vous, vous en attribuant à cet effet toute Cour, Jurisdiction & connoissance, icelles interdites à toutes nos autres Cours & Juges. Et parce que lesdits Brefs, Arrest & Lettres seront necessaires en plusieurs lieux, Voulons qu'aux copies qui seront collationnées par un de nos amez & feaux Conseillers & Secretaires, foy soit ajoûtée comme aux Originaux. Mandons & Commandons à tous Huissiers & Sergens Royaux ; faire pour l'execution des Presentes tous Exploits de Significations, Commandemens, Sommations, Assignations, Cours & autres Actes requis & necessaires, sans pour ce demander autre permission, nonobstant clameur de Haro, Chartre Normande, Prise à Partie & autres Lettres à ce contraires : CAR TEL EST NOSTRE PLAISIR. Donné à Fontainebleau le quatorziéme jour de Juillet l'an de grace mil six cens soixante-six, & de nostre Regne le vingt-quatriéme. Signé, LOUIS. Et plus bas : Par le Roy, DE LYONNE. Et scellé du grand Sceau de cire jaune. *Enregistrées és Registres du Grand Conseil du Roy, suivant l'Arrest ce jourd'huy donné en iceluy à Paris le 6. Aoust 1666.* Signé, HERBIN.

Sſ

ARREST DU CONSEIL D'ESTAT du 1. Avril 1680. concernant la promotion aux Degrez de la Faculté de Theologie.

SOMMAIRE.

On ne donne cet Arrest que par Extrait parce qu'il n'est que par Provision ; comme il doit neanmoins servir de Reglement en attendant une entiere décision, on a crû devoir le rapporter icy.
Il fut rendu au sujet d'un trouble qui fut fait à la possession où estoit de tout temps l'Abbé de Cisteaux de donner comme une chose necessaire à tous les Religieux de l'Ordre, sa permission de prendre les Degrez de Bachelier & de Docteur en la Faculté de Theologie de Paris ; il y eut opposition de la part des quatre premiers Abbez de l'Ordre au sujet d'un Religieux Profés de l'Abbaye de Clairvaux, qui voulut passer sans cette permission ; l'Abbé de Cisteaux porta l'affaire devant Messieurs les Commissaires que Sa Majesté avoit nommez pour juger tous les differends qui estoient dans l'Ordre concernant leur jurisdiction ; de sorte que sur leur Avis elle rendit cet Arrest provisionel qui fut signifié au Proviseur du College de Saint Bernard de Paris à la requeste desdits quatre premiers Abbez le 9. dudit mois d'Avril 1680. par Boisseourson Huissier en la grande Chancellerie.

VEU par le Roy estant en son Conseil, les Requestes respectivement presentées en iceluy ; La premiere par l'Abbé Chef & Superieur General de l'Ordre de Cisteaux ; Et la seconde par les Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond. Celle dudit Sieur Abbé General contenant que dans l'Instance qui est pendante & preste à juger devant Sa Majesté entre le Suppliant & les Sieurs Abbez de ses quatre premieres Filles, au sujet du Gouvernement du College de Saint Bernard de cette Ville de Paris, & du droit de permettre aux Religieux dudit Ordre, la promotion aux Degrez de Theologie, lesdits Sieurs quatre premiers Abbez voyant qu'ils n'ont aucun fondement de pretendre ce droit,

cherchent par des voyes indirectes tous les moyens de l'oster au Suppliant, quoiqu'il luy soit acquis par les Bulles des Papes, les Statuts dudit Ordre, les Decrets de la Faculté, & par l'usage pratiqué de tout temps sans aucune discontinuation &c. A CES CAUSES & attendu que par les Pieces qui sont produites en ladite Instance, il paroist clairement que le droit dont est question est reservé audit Sieur Abbé de Cisteaux, par les Bulles des Papes, les Statuts dudit Ordre, & les Decrets de ladite Faculté ; que lesdits Sieurs quatre premiers Abbez n'ont aucun fondement de le prétendre, & ne l'ont jamais prétendu, & que l'usage est constant en faveur de l'Abbé de Cisteaux, par les Patentes qu'il a toûjours données & qu'il rapporte, par les Lettres qui luy ont esté écrites & les Requestes que luy ont presenté à cet effet les Religieux dudit Ordre indifferemment de toutes les Filiations, & par les Certificats des Officiers de ladite Faculté, Requeroit le Suppliant qu'il plût à Sa Majesté faire défense audit Sieur Abbé de Clairvaux & tous autres, de passer outre, de rien innover au préjudice de ladite Instance, & de se pourvoir pour raison de ce, ailleurs que pardevant Sa Majesté ; & cependant ordonner que conformément à l'usage, aucun Religieux dudit Ordre ne se presentera à ladite Faculté pour y prendre les Degrez de Bachelier & de Docteur, qu'il n'ait préalablement par écrit la permission de l'Abbé de Cisteaux. Ladite Requeste signée De Fallentin Avocat & Conseil dudit Sieur Abbé de Cîteaux &c. Celle contraire desdits Sieurs Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond contenant que ledit Sieur Abbé de Cisteaux continuant ses entreprises sur les droits qui appartiennent legitimement aux Supplians, s'est avisé de former une opposition à ce que Frere Marc-Antoine Beaurepaire Religieux Profez de l'Abbaye de Clairvaux ne fut examiné pour estre promû au Degré de Bachelier en la Faculté de Theologie de Paris, pretendant contre le droit & la possession des Supplians, que nul Religieux Profés de l'Ordre de Cisteaux ne peut sans son consentement par écrit estre reçû à prendre des Degrez dans ladite Faculté &c. A CES CAUSES, Requeroient les Supplians qu'il plût à Sa Majesté leur donner Acte de ce que pour réponse au contenu de la Requeste dudit Sieur Abbé de Cisteaux, ils employent le contenu en leurdite Requeste ; Et en consequence, sans préjudice du droit des Parties au principal, il

plû à Sa Majesté ordonner que sans avoir égard à l'opposition formée par ledit Sieur Abbé de Cisteaux, Frere Marc-Antoine Beaurepaire sera examiné par les Docteurs nommez par la Faculté de Theologie, pour estre reçû ensuite en la maniere accoûtumée. Ladite Requeste signée MARTEL Avocat & Conseil des Supplians &c. Vû aussi les Pieces énoncées & jointes ausdites Requestes : Ouy le Rapport dudit Sieur de Fieubet Conseiller d'Etat ordinaire & Commissaire à ce député, qui en a communiqué aux Sieurs Archevêque de Paris, Poncet, de Marillac, Voisin & Benard de Rezé, Conseillers d'Etat ordinaires & Commissaires à ce députez : Et tout consideré. LE ROY ESTANT EN SON CONSEIL A Ordonné & Ordonne que lesdites Requestes respectives demeureront jointes à l'Instance pendante au Conseil pour raison du College des Bernardins ; & cependant par provision & sans préjudice des droits des Parties au principal, le Proviseur dudit College se pourvoira incessamment pardevers ledit Sieur Abbé de Cisteaux, pour obtenir de luy sa permission tant pour ledit Beaurepaire qu'autres Religieux capables qui se presenteront pour estre admis aux Degrez de la Faculté de Theologie ; & ce jusqu'à ce qu'autrement par Sa Majesté en ait esté ordonné. Fait au Conseil d'Etat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Saint Germain en Laye le premier jour d'Avril mil six cens quatre-vingt. Ainsi signé, COLBERT.

ARREST DE REGLEMENT DU CONSEIL d'Etat du 19. Septembre 1681.

SOMMAIRE.

Cet Arrest est des plus solemnels qui ait esté depuis long-temps, rendu le 19. Septembre 1681. contradictoirement par le Roy en son Conseil sur l'Avis des Commissaires nommez par Sa Majesté, aprés une instruction des plus exactes pendant dix ans entiers sans discontinuation, sur le rapport de Monsieur de Fieubet Conseiller d'Etat ; durant laquelle tous les Titres de l'Ordre de Cisteaux depuis le premier jusqu'au dernier, Statuts, Bulles, Accords, Transactions, Actes de possessions & autres

furent discutez, examinez & pezez au poids du Sanctuaire.

Par lequel Arrest ont esté reglez tous les droits & toutes les pretentions des Superieurs dudit Ordre, de l'Abbé Chef & General, des Peres immediats & autres, à l'exception seulement de quelques differends particuliers qui restent à décider, & qui le seront facilement, comme une partie l'a déja esté depuis, soit par le Saint Siege soit par les anciens Statuts & par les Chapitres Generaux qui se sont tenus de fois à autre dans ledit Ordre.

Il a reglé principalement 1. les qualitez de l'Abbé de Cisteaux, son droit de visite dans tous les Monasteres sans exception & d'y faire tous actes de jurisdiction conformément aux Statuts.

2. *Comme aussi son droit de Ressort & de juger les appellations dans toute l'étenduë de l'Ordre, des jugemens des Peres immediats.*

3. *Il a reglé de quelle autorité & par qui doit se faire l'impression des Livres d'Eglise servant à l'usage de l'Ordre.*

4. & 5. *Pareillement les qualitez, les droits & la jurisdiction des Peres immediats dans les Monasteres de leurs filiations, des quatre premiers &c.*

6. *Il reserve à l'Abbé de Cisteaux seul & à ses Commissaires le pouvoir de conferer la benediction à tous les Abbez & à toutes les Abbesses de l'Ordre suivant son Privilege.*

7. *Il regle ce qui doit estre pratiqué dans les Monasteres selon les Statuts, pendant la vacance à l'égard du Spirituel & du Temporel.*

8. *Comme aussi dans l'institution & la destitution des Visiteurs Provinciaux suivant le Bref du Pape Alexandre VII. & une Transaction passée entre les Parties en 1675.*

9. *Il ordonne la tenuë des Chapitres Generaux de trois en trois ans & celle de l'Assemblée intermediaire entre deux Chapitres.*

10. *Il met hors de Cour & de Procés sur plusieurs Demandes, Requestes & Conclusions des Parties que l'on pourra voir & distinguer dans les pages dudit Arrest qui les contiennent.*

11. *Et enfin, Sa Majesté en cas de contestations sur ledit Arrest, s'en reserve la connoissance, icelle interdite à tous autres Juges, pour sur l'Avis desdits Sieurs Commissaires, y estre par elle pourvû.*

VEU par le Roy estant en son Conseil, l'Arrest rendu en iceluy le 20. Novembre 1671. par lequel Sa Majesté auroit ordonné que l'Abbé & General de Cisteaux pourroit faire *Arrest de Reglement de 1681*

Arrest de Reglement de 1681.

ses visites quand bon luy sembleroit & qu'il le jugeroit à propos, dans toutes les Maisons de l'Ordre de Cisteaux, de quelque Filiation qu'elles fussent tant dedans que dehors le Royaume, pour y reformer & mettre les ordres que besoin seroit, pour l'observation de la Regularité, Discipline & Institution dudit Ordre, nonobstant toutes oppositions ou appellations quelconques faites ou à faire pour lesquelles ne seroit differé; avec défenses à l'Abbé de Morimond & autres, d'entreprendre de faire aucunes visites dans les Maisons dudit Ordre de la Congregation de la haute Allemagne, & à tous autres Abbez, Prieurs & Religieux dudit Ordre, de donner audit Abbé & General de Cisteaux, aucun trouble ni empeschement, leur enjoignant de le reconnoistre & obéïr à ses ordres à peine de desobéïssance : le tout jusques à ce que autrement par Sa Majesté en fust ordonné : Et pour regler les contestations & instances meuës entre l'Abbé General de Cîteaux & les Abbez des quatre premieres Filles dudit Ordre, Charles Louvet, François Lépagnol, l'Abbesse de Villiers & autres, tant au Grand Conseil que par tout ailleurs, Sa Majesté les auroit évoquées à Elle & à sondit Conseil, & le tout ensemble leurs circonstances & dépendances auroit renvoyé pardevant les Sieurs de Morangis, Poncet, Voisin, Bénard de Rezé & de Fieubet, Conseillers d'Etat ordinaires que Sa Majesté auroit commis, pour par les Parties y proceder ainsi qu'il appartiendroit, & en suite à leur rapport estre par Elle ordonné ce que de raison. Autre Arrest du Conseil du 12. Avril 1672. par lequel ledit Sieur de Morangis estant decedé, Sa Majesté auroit commis & subrogé le Sieur de Marillac Conseiller en ses Conseils, pour conjointement avec lesdits Sieurs Commissaires, examiner lesdits Procés & en faire rapport à Sa Majesté, pour estre par Elle ordonné ce que de raison. Autre Arrest du Conseil du 23. Avril 1672. par lequel Sa Majesté conformément audit Arrest du 20. Novembre 1671. auroit fait iteratives défenses aux quatre premiers Abbez dudit Ordre & à tous autres, de donner aucun trouble ou empêchement à l'Abbé General de Cisteaux, dans les visites & autres fonctions de sa charge, ni de se pourvoir sur aucuns des differends que lesdits Abbez avoient ou auroient concernant leurs droits, pardevant d'autres Juges que Sa Majesté & les Commissaires qu'elle leur auroit donnez par ledit Arrest, non pas même dans le Chapitre futur : Ordonnant au surplus Sa Majesté audit

Arrest de Reglement de 1681.

General & ausdits quatre Abbez des quatre premieres Filles, de produire pardevant lesdits Sieurs Commissaires, dans quatre mois pour tout delay, pour sur leur rapport estre par Sa Majesté ordonné ce que de raison ; le tout à peine de nullité, cassation de procedures, & de tous dépens, dommages & interests. Autre Arrest du Conseil du 19. Avril 1675. par lequel Sa Majesté auroit commis le Sieur Archevêque de Paris conjointement avec lesdits Sieurs Poncet, de Marillac, Voisin, Bénard de Rezé & de Fieubet, pour sur leur Avis estre incessamment pourvû par Sa Majesté sur lesdites contestations ; & cependant Sa Majesté auroit Ordonné que lesdits Arrests des 20. Novembre 1671. & 23. Avril 1672. seroient au surplus executez selon leur forme & teneur. Autre Arrest du Conseil du 14. Juillet 1681. par lequel Sa Majesté auroit ordonné que nonobstant le deceds dudit Sieur Poncet, lesdits Sieurs Archevêque de Paris, de Marillac, Voisin, Bénard de Rezé & de Fieubet, que Sa Majesté auroit de nouveau commis, continuëroient incessamment l'instruction desdits Procés & differends, comme ils auroient pû faire avec ledit Sieur Poncet, pour sur leur avis estre par Sa Majesté pourvû ausdites Parties.

Premieres Conclusions de l'Abbé de Cisteaux & ses pretentions du 28. Novembre 1672.

Requeste dudit Abbé de Cisteaux presentée au Roy & ausdits Sieurs Commissaires, pour satisfaire audit Arrest du 23. Avril 1672. A ce que faisant droit sur les differends & contestations d'entre luy & les Abbez de ses quatre premieres Filles, la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, il plust à Sa Majesté par un Arrest solemnel & définitif, le maintenir & garder dans le droit, possession & jouissance de la qualité de seul Chef, Superieur General & Pere de l'Ordre de Cisteaux, ayant l'entier & plein pouvoir du Chapitre General d'iceluy : De visiter par luy & par ses Députez, toutes fois & quantes que besoin seroit & qu'il le jugeroit necessaire, tous & chacuns les Monasteres qui en dépendent, de quelques Lignes & Filiations qu'ils soient, même le College des Bernardins de Paris, privativement à tous autres : D'instituer & destituer les Officiers publics & generaux, quand le cas y échoit : Juger & connoistre de tous les Procés & differends d'entre les Abbez & les Religieux dudit Ordre : Donner les Mandemens & Privileges pour l'impression des Livres servant à l'usage des Personnes Regulieres d'iceluy : Et generalement exercer tous Actes de Jurisdiction, corriger & reformer ce que

Arrest de Reglement de 1681.

besoin seroit ésdits Monasteres, conformément aux Statuts dudit Ordre : Avec défenses ausdits quatre premiers Abbez & tous autres, d'y apporter aucun trouble ni empeschement ; & de prendre les qualitez de Reverendissimes, de Chefs, Primats & Peres dudit Ordre : Et qu'au surplus, il fust ordonné que les Decrets du Chapitre General tenu à Cisteaux le 16. May & jours suivans de l'année 1672. seroient executez selon leur forme & teneur, & que les Officiers établis par iceluy feroient leurs charges, avec défenses à toutes personnes de les y troubler : le tout sous telles peines qu'il plairoit à sa Majesté. Acte de produit dudit Abbé de Cisteaux devant ledit Sieur de Fieubet, aux fins des Conclusions de ladite Requeste énoncées tout au long dans ledit Acte, signifié ausdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, le 28. Novembre 1672. controllé le même jour. Production desdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, par laquelle ils auroient Conclu à ce qu'en déboutant ledit Abbé de Cisteaux des Conclusions contenuës dans sondit Acte de produit, il plust à Sa Majesté ordonner qu'ils auroient la qualité qu'ils ont toûjours eûë, de premiers Peres, Chefs & Superieurs majeurs dudit Ordre, & qu'en cette qualité ils auroient droit de visiter seuls & privativement à tous autres, toutes les Maisons & Monasteres dépendans de leur Filiation, & d'y instituer & establir, comme ils ont toûjours fait, tous les Officiers suivant les Constitutions de l'Ordre : Que suivant & conformément à la Bulle de Benoist XII. & autres Statuts & Définitions de l'Ordre, ils visiteroient alternativement avec ledit Abbé de Cisteaux, le College des Bernardins de cette Ville de Paris : Que ledit Abbé de Cisteaux seroit tenu de rendre compte de l'administration qu'il a entrepris de faire sans leur participation, des biens & domaines dudit College des Bernardins : Qu'à l'égard des Officiers dudit College, & autres Officiers publics qui s'établissent dans l'Ordre par l'autorité du Chapitre General, ils ne pourroient dans l'intervale qu'il n'y a point de Chapitre General, estre instituez ou destituez que conjointement avec eux & de leur consentement : Que l'impression des Livres de l'Ordre de Cisteaux se feroit de l'autorité du Chapitre General & par les soins de ceux qui seroient deputez à cet effet : Que tous les Actes importans concernant la reformation ou police generale de l'Ordre de Cîteaux, ne pourroient estre faits par ledit Abbé de Cisteaux sans leur

Les Instances concernant le College des Bernardins & le Chapitre General de 1672. ont esté disjointes pour estre jugées separément.

Premieres Conclusions des quatre premiers Abbez & leurs pretentions du 14. Janvier 1673.

leur consentement & sans leur participation : Que défenses fussent faites audit Abbé de Cisteaux, de les troubler dans la Jurisdiction qui leur appartient comme premiers Peres dans tous les Monasteres dépendans de leurs Filiations, sauf en cas d'appel de ce qui seroit par eux ordonné, d'y estre statué dans le Chapitre General, ou qu'il y seroit pourvû provisoirement dans les Assemblées intermediaires qui se doivent faire dans l'Ordre : Que défenses fussent aussi faites audit Abbé de Cisteaux, de prendre d'autres qualitez que celles que ses prédecesseurs ont dû avoir, ni de prendre la qualité de Chef & Superieur General des Ordres militaires d'Alcantara, Calatrave & autres Ordres étrangers : Que semblables défenses luy fussent faites de prendre aucun droit à cause des Abbez décedez ; & que toutes les qualitez respectives des Parties, & droits honorifiques qui peuvent leur appartenir, fussent reglées & limitées suivant les anciennes Constitutions de l'Ordre de Cisteaux, & la simplicité de l'état regulier : Et que pour ce qui concerne la validité ou invalidité du Chapitre General tenu en l'Assemblée de Cisteaux en 1672. attendu que les Parties estoient en Instance au Grand Conseil pour raison de ce, elles s'y pourvoyeroient pour leur estre fait droit, sans préjudice de leurs autres pretentions. Acte de produit desdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, pardevant ledit Sieur de Fieubet, à ce que ledit Abbé de Cisteaux eût à en prendre communication, si bon luy sembloit, pour y répondre, signifié le 14. Janvier 1673. *Arrest de Reglement de 1681.*

Requeste d'employ de Contredits dudit Abbé de Cisteaux, contre ladite Production desdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, du deuxiéme Mars audit an 1673. Requeste desdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, à ce qu'il plût à Sa Majesté leur donner acte de ce que pour démouvoir ledit Abbé de Cisteaux, ils produisoient les Originaux de toutes les Pieces dont ils n'avoient produit que des copies, à la reserve de ceux des Chapitres Generaux déposez és mains dudit Abbé de Cisteaux, que ledit Abbé de Cisteaux seroit tenu de representer pardevant ledit Sieur de Fieubet Rapporteur de l'Instance, pour estre compulsez, & sur iceux estre tirées des copies collationnées en la presence dudit Abbé de Cisteaux ; autrement qu'il seroit ajoûté foy à celles qu'ils avoient produites ou pourroient produire, desquelles il leur seroit permis de tirer telles

Arrest de Reglement de 1681.

inductions que bon leur sembleroit ; & au surplus, sans s'arrester à la nouvelle Requeste dudit Abbé de Cisteaux, leur adjuger les fins & conclusions de leur Production ; au bas de laquelle Requête est l'Ordonnance dudit Sieur de Fieubet, d'aient acte & soit communiqué audit Abbé de Cisteaux, pour y fournir de réponse dans trois jours, du 10. Mars audit an 1673. signifiée le 14. dudit mois. Requeste d'employ de Contredits dudit Abbé de Cisteaux contre la Production desdits quatre premiers Abbez, & leurdite Requeste signifiée le 14. Mars 1673. en date du 17. Juin 1673. signifiée le même jour. Requeste desdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, à ce qu'il fût ordonné avant toutes choses, qu'il leur seroit délivré en Chancellerie un Compulsoire pour leur permettre de faire compulser tant à Cisteaux que dans les autres Monasteres dudit Ordre & par tout ailleurs, toutes les Pieces dont ils pourroient avoir besoin pour leur défense, lesquelles leur seroient representées même par ledit Abbé de Cisteaux ; & en outre que ledit Abbé de Cisteaux seroit tenu dans tel temps qu'il plairoit à Sa Majesté, de faire sa declaration s'il entendoit se servir des Définitions par luy produites sous les cottes K. O. & S. de sa Production, comme aussi des Actes de Jurisdiction par luy pretendus faits ou par ses Predecesseurs, dans les Monasteres de leurs Filiations, par luy produits sous les cottes L. M. P. Z. & A A. & B B. de sadite Production, pour aprés ladite declaration, estre par eux formée inscription de faux suivant l'Ordonnance ; Sur laquelle Requeste ledit Sieur de Fieubet auroit mis son Ordonnance de Soit communiqué audit Abbé de Cisteaux, pour luy ouy ou sa réponse vûë dans trois jours, estre ordonné ce que de raison, en date du 20. Juin 1673. signifiée le 21. desdits mois & an. Requeste dudit Abbé de Cisteaux, à ce qu'Acte luy fût donné de sa Declaration qu'il vouloit & entendoit se servir tant desdites Définitions des Chapitres Generaux par luy produites sous les cottes K. O. & S. de sadite Production, que des autres Actes de Jurisdiction faits par luy & par ses Predecesseurs dans les Maisons des Filiations desdits Abbez de ses quatre premieres filles, produits sous les cottes L. M. P. Z. & A A. & B B. de sadite Production, & de ce que pour réponse à ladite Requeste desdits Abbez à luy signifiée le 21. Juin 1673. il employoit le contenu en ladite Requeste, & ce qu'il avoit dit & écrit au Procés ; Ordonnance dudit Sieur

de Fieubet au bas de ladite Requeste, d'ait acte & soit signifié sans retardation, du 26. dudit mois de Juin 1673. signifiée le 27. suivant. Contredits desdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, signifiez le 10. Juillet audit an 1673. *Arrest de Reglement de 1681.*

Requeste desdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, pour faire ordonner que ledit Abbé de Cisteaux seroit tenu incessamment de rapporter tous les Registres qu'il avoit en sa possession, sur lesquels il avoit fait extraire des Définitions des Chapitres Generaux & autres Constitutions par luy produites, & de les laisser au Greffe de la Commission entre les mains du Secretaire dudit Sieur de Fieubet, pour en prendre par eux communication sans déplacer, & qu'il seroit tenu de faire sa declaration précise de ceux qu'il avoit en ses mains, & de se purger par serment que par dol, fraude ni autrement il n'en retenoit aucun, pour aprés ladite declaration faite, estre par eux procedé au Compulsoire des Pieces dont ils pourroient avoir connoissance. Ordonnance au bas dudit Sieur de Fieubet, de soit communiqué audit Abbé de Cisteaux, du 27. Juillet 1673. signifiée le même jour. Requeste dudit Abbé de Cisteaux d'employ de plus ample réponse ausdites Requestes desdits quatre premiers Abbez à luy signifiées les 21. Juin & 27. Juillet 1673. & à ce qu'Acte luy fust donné de ce qu'il prenoit les Conclusions de ladite seconde desdites Requestes, pour un désistement formel de l'inscription de faux, dont lesdits quatre premiers Abbez l'avoient menacé dans ladite premiere Requeste; & aprés sa declaration qu'il n'avoit en sa possession particuliere & clandestine aucun Registre de l'Ordre, & que les extraits qu'il en avoit produits, avoient esté faits à Cîteaux conformément aux originaux, il plût à Sa Majesté, sans s'arrester à ladite seconde Requeste desdits quatre premiers Abbez, ordonner qu'ils se pourvoiroient si bon leur sembloit, par la voye du compulsoire ainsi qu'ils l'avoient demandé par leurdite premiere Requeste, pour compulser lesdits Registres & les autres Pieces dont ils disoient avoir besoin, dans ladite Abbaye de Cîteaux, dans tel temps qu'il plairoit à Sa Majesté: Ordonnance dudit Sieur de Fieubet au bas d'icelle, d'ait acte, & au surplus la Requeste communiquée ausdits Abbez, pour leur réponse vûë, estre ordonné ce que de raison, du 9. Aoust 1673. signifiée le 11. desdits mois & an. Requeste desdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond du 19. Aoust 1673. d'em-

Arrest de Reglement de 1681.

ploy de réponse à ladite Requeste dudit Abbé de Cisteaux à eux signifiée ledit jour 11. Aoust 1673. & à ce qu'il fust ordonné que ledit Abbé de Cisteaux seroit tenu incessamment de remettre au Greffe de la Commission, les Registres dont il avoit produit les extraits & autres qu'il avoit en sa possession, pour en prendre par eux ensuite communication sans déplacer, aux protestations de se pourvoir & de s'inscrire en faux en cas que lesdits Registres se trouvassent falsifiez & alterez, comme ils le pretendoient : Ordonnance dudit Sieur de Fieubet, au bas de ladite Requeste, d'aient acte, au surplus en jugeant & soit signifié sans retardation : Signification d'icelle du 21. desdits mois & an.

Intervention de quelques Peres immediats.

Requeste des Abbez des Abbayes de Cadouïn, de Foucarmont & de Vaucler dudit Ordre de Cisteaux, à fin d'intervention au Procés d'entre ledit Abbé de Cisteaux & lesdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, & à ce qu'en y faisant droit, il plût à Sa Majesté les maintenir & garder en la possession & jouissance de toute la Jurisdiction & Superiorité qui leur appartenoit sur tous les Monasteres dont ils estoient Peres Immediats, & particulierement dans le droit de visiter lesdits Monasteres qui leur appartenoit privativement à tous autres ; & pour pouvoir répondre pertinemment aux pretentions desdites Parties, ordonner que leurs Pieces & Productions leur seroient communiquées, & leur donner acte de ce que pour tous moyens d'intervention, ils employoient le contenu en leurdite Requeste. Ordonnance dudit Sieur de Fieubet, par laquelle ils sont reçûs Parties intervenantes, acte de l'employ au surplus en jugeant, & cependant qu'ils prendroient communication des productions desdites Parties par ses mains, en date dudit jour 19. Aoust 1673. signifiée le même jour. Requeste dudit Abbé de Cisteaux servant de réponse à celle desdits Abbez de Cadouïn, Foucarmont & Vaucler, aux fins de les faire debouter de leur intervention avec dépens : Ordonnance dudit Sieur de Fieubet, d'ait acte, au surplus en jugeant & soit signifié, du 24. Aoust 1677. & signification d'icelle du 2. Septembre audit an. Autre Requeste dudit Abbé de Cisteaux à ce qu'acte luy fust donné de la remise qu'il faisoit de quatre Registres des Chapitres Generaux dudit Ordre, & qu'il fust ordonné qu'à tel jour & heure qu'il plairoit à Sa Majesté, lesdits quatre premiers Abbez seroient tenus de se trouver en l'Hostel dudit Sieur de Fieubet, pour par ses mains leur

estre lesdits quatre Registres communiquez en presence du Secretaire dudit Sieur Abbé de Cisteaux, & sur iceux estre tirez tels extraits ou copies collationnées que besoin seroit ; & à faute de comparoir par lesdits quatre premiers Abbez, que foy seroit ajoûtée ausdits extraits comme aux originaux d'iceux ; au bas de laquelle Requeste est l'Ordonnance dudit Sieur de Fieubet du 5. Septembre 1673. portant ait acte de la remise desdits Registres desdits Chapitres Generaux dont lesdits quatre premiers Abbez seroient tenus de prendre communication par les mains dudit Sieur de Fieubet en presence du Secretaire dudit Abbé de Cîteaux, au Samedy suivant deux heures de relevée : Signification d'icelle le même jour. Procés verbal dudit Sieur de Fieubet du 9. Septembre 1673. & autres jours suivans, fait en presence de Dom Louis Meschet Secretaire dudit Abbé de Cisteaux, assisté de Me Jean-Baptiste de Falentin son Avocat & conseil, de Dom Hubert Mathieus Religieux de Clairvaux, au nom & comme fondé de procuration des quatre premiers Peres dudit Ordre, assisté de Maistre Jacques Martel leur Avocat & conseil, & dudit Abbé de Foucarmont, tant pour luy que pour lesdits Abbez de Cadouïn & de Vaucler reçûs Parties intervenantes, assisté de Maistre Marc-Antoine du Born leur Avocat & conseil, contenant la communication desdits quatre Registres des Chapitres Generaux dudit Ordre, remis entre les mains dudit Sieur de Fieubet ledit jour 5. Septembre 1673. Le premier desdits Registres commençant en l'année 1490. & finissant en l'année 1501. & contenant les Chapitres Generaux de 1490. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 99. 1500. & 1501. & le second contenant les Chapitres Generaux des années 1522. 23. 24. 26. 27. 29. 30. & 31. Le troisiéme contenant le Chapitre General de 1628. & le quatriéme contenant le Chapitre General de 1667. ledit Procés verbal contenant aussi les dires, contestations, observations & réponses desdites Parties sur lesdits Registres & Chapitres Generaux ; dont leur auroit esté donné Acte par ledit Sieur de Fieubet, qui en même temps leur auroit délivré les Extraits desdits Chapitres Generaux par eux respectivement requis ; & en consequence de la declaration dudit Dom Meschet audit nom, que les Chapitres Generaux intermediaires de ceux contenus ausdits quatre Registres, estoient en l'Abbaye de Cisteaux, ledit Sieur de Fieubet auroit ordonné que lesdits Abbez de la Ferté, Pontigny,

Arrest de Reglement de 1681.

Arrest de Reglement de 1681.

Clairvaux, Morimond, Cadoüin, Foucarmont & Vaucler, se retireroient en l'Abbaye de Cisteaux, si bon leur sembloit, pour prendre telle communication que bon leur sembleroit, desdits Chapitres Generaux intermediaires & autres, lesquels ledit Abbé de Cisteaux seroit tenu à cet effet de leur representer, & sur lesquels lesdites Parties pourroient tirer tels extraits dont ils auroient besoin, en presence des Parties interessées, ou elles dûëment appellées. Interrogatoire dudit Sieur Abbé de Cisteaux sur faits & articles, presté devant ledit Sieur de Fieubet, le 20. Mars 1674. à la requeste desdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond.

Compulsoire fait à Cisteaux des Registres des Chapitres Generaux & autres Statuts.

Arrest du Conseil du vingtiéme Juillet 1674. sur Requeste desdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, par lequel Sa Majesté conformément aux Ordonnances desdits Sieurs Commissaires, auroit permis ausdits quatre premiers Peres, de se transporter en l'Abbaye de Cisteaux, & par tout ailleurs où besoin seroit, pour prendre communication des Originaux des Chapitres Generaux & de la Carte de Charité, en presence du Lieutenant Civil au Bailliage de Nuys, ou autre Juge audit Siege aprés luy, en cas de legitime empeschement, dont il dresseroit Procés verbal, & seroit par luy délivré ausdits Abbez tels extraits ou copies collationnées des Pieces dont ils auroient besoin : devant lequel Juge ledit Abbé de Cisteaux seroit tenu avant toutes choses, d'affirmer en personne ou par Procureur, qu'il ne retenoit & n'auroit diverti aucun Original desdits Chapitres Generaux & Carte de Charité, directement ni indirectement, même qu'il n'avoit connoissance qu'il y en eust ailleurs : & auroit permis ausdits quatre premiers Peres, de faire compulser tous Actes qui leur seroient necessaires, par tout où ils seroient trouvez, Parties presentes ou dûëment appellées. Procés verbal de Compulsoire fait en l'Abbaye de Cisteaux en execution dudit Arrest, par ledit Lieutenant Civil audit Bailliage de Nuys, à la requeste desdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, du 6. Novembre 1674. & autres jours suivans. Autre Procés verbal de Compulsoire fait en ladite Abbaye de Cisteaux, par ledit Lieutenant Civil de Nuys, à la requeste dudit Abbé de Cisteaux, aussi en execution dudit Arrest, le 29. dudit mois de Novembre 1674. & autres jours suivans. Acte signifié ausdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux, Morimond, Cadoüin, Foucarmont &

Procés verbal de Compulsoire à Cisteaux.

Vaucler, à la requeste dudit Abbé de Cisteaux, portant qu'il poursuivra incessamment le jugement de l'Instance, au desir dudit Arrest du 19. Avril 1675. signifié l'onziéme May 1675. en suite duquel sont deux sommations de produire, faites ausdits Abbez des 13. 14. & 15. May suivant. Procés verbal de Compulsoire fait en l'Abbaye de Loz en Flandre, à la requeste desdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, du 21. Juillet 1676. & autres jours suivans. Autre Procés verbal de Compulsoire fait devant ledit Sieur de Fieubet à la requeste desdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, du 4. Mars 1677. & autres jours suivans. Autre Procés verbal de Compulsoire fait au Convent des Feuillans de la ruë Saint Honoré de Paris, à la requeste desdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, du 5. dudit mois de Mars 1677. & autres jours suivans.

Arrest de Reglement de 1681.

Compulsoire en Flandre & aux Feuillans de Paris.

Requeste de production nouvelle desdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, desdits Procés verbaux de Compulsoires faits à leur requeste, ensemble des extraits des Pieces compulsées qui leur ont esté délivrez, & autres Pieces énoncées en ladite Requeste, à ce qu'en faisant droit sur les differends des Parties, ils fussent maintenus en la qualité qu'ils ont toûjours eu, de premiers Peres, Chefs & Superieurs majeurs de l'Ordre de Cisteaux, & qu'en cette qualité ils auroient droit de visiter seuls & privativement audit Abbé de Cisteaux & à tous autres, toutes les Maisons & Monasteres dépendans de leurs Filiations, & d'y instituer comme ils ont toûjours fait, tous les Officiers suivant les Constitutions de l'Ordre, avec défenses audit Abbé de Cisteaux de les y troubler : & en cas d'appel de ce qui seroit par eux ordonné, d'y estre statué dans le Chapitre General ou d'y estre pourvû provisionnellement dans les Assemblées intermediaires qui se doivent faire dans l'Ordre : Qu'à l'égard des Officiers publics qui s'établissent dans l'Ordre par l'autorité du Chapitre General, ils ne pourroient dans l'intervale dudit Chapitre, estre instituez ou destituez par l'Abbé de Cisteaux, que conjointement avec eux & de leur consentement : Que l'impression des Livres de l'Ordre de Cisteaux se feroit de l'autorité du Chapitre General, & par les soins de ceux qui seroient deputez à cet effet par ledit Chapitre General, ou par ledit Abbé de Cisteaux & les quatre premiers Peres conjointement, sans mandement ni

Secondes Conclusions rectifiées des quatre premiers Abbez du 8. Mars 1677.

Arrest de Reglement de 1681.

privileges particuliers des Abbez de Cisteaux; & qu'à cet effet ledit Abbé de Cisteaux seroit obligé de restituer les choses comme elles estoient auparavant, & mettre au frontispice des Breviaires & autres Livres, *Autoritate Superiorum*, ou *Capituli Generalis*: Que tous les Actes importans concernant la reformation ou police generale de l'Ordre de Cisteaux, ne pourroient estre faits par ledit Abbé de Cisteaux, sans la participation & le consentement desdits quatre premiers Abbez, conformément aux Statuts & à la pratique dudit Ordre: Que les premieres Abbayes de l'Ordre venant à vacquer, les Prieurs d'icelles préfixeroient le temps de l'élection future, & avertiroient les Vocaux & ledit Abbé de Cisteaux de s'y trouver, sans qu'il fût loisible audit Abbé de Cisteaux de venir en l'Abbaye vacante que la veille de l'élection: Que pendant la vacance desdites quatre premieres Abbayes, toute l'administration & le gouvernement d'icelles & des Abbayes en dépendantes, appartiendroit au Prieur avec le Conseil du Convent: Qu'il seroit fait défense audit Abbé de Cisteaux de prendre la qualité de General de l'Ordre, ni de s'attribuer celle de Chef & Superieur General des Ordres militaires d'Alcantara, Calatrave & autres Ordres dépendans de l'Abbé de Morimond: Qu'il seroit encore fait défense audit Abbé de Cisteaux de prendre aucun droit à l'élection des Abbayes vacantes, à cause des Abbez decedez: Qu'il seroit aussi ordonné que toutes les qualitez respectives des Parties & droits honorifiques qui leur peuvent appartenir, seroient reglées & limitées suivant les anciennes Constitutions de l'Ordre de Cisteaux, & la simplicité de l'état regulier: Et que ledit Abbé de Cisteaux fût condamné en leurs dépens, dommages & interests; Au bas de laquelle Requeste est l'Ordonnance dudit Sieur de Fieubet, du 8. Mars 1677. portant reception de ladite Requeste & Pieces, pour estre communiquées par ses mains audit Abbé de Cisteaux, & y fournir contredits dans le temps de l'Ordonnance; Signification d'icelle du 26. Mars audit an 1677. Les Pieces nouvelles énoncées & jointes à ladite Requeste. Procés-verbal de Compulsoire fait en l'Abbaye de Clairvaux le neuviéme Avril 1677. à la requeste desdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, en execution dudit Arrest du vingt Juillet 1674.

Secondes Conclusions de l'Abbé de Cisteaux du 5. May 1677.

Requeste dudit Abbé de Cisteaux, d'employ & de Contredits contre ladite Production nouvelle desdits quatre premiers Abbez

Abbez à luy signifiée le vingt-sixiéme Mars audit an 1677. & à ce que faisant droit sur les Instances pendantes devant Sa Majesté, ledit Abbé de Cisteaux fût maintenu & gardé dans le droit, possession & jouissance de la qualité de seul Chef, Superieur General & Pere de l'Ordre de Cisteaux, avec l'entier pouvoir du Chapitre General d'iceluy : De visiter par luy & par ses Députez, toutes & quantes fois que besoin seroit & qu'il le jugeroit necessaire, tous & chacuns les Monasteres qui en dépendent, de quelque Ligne & Filiation qu'ils soient : De juger & connoistre de tous les Procés & differends d'entre tous les Abbez, Religieux & autres personnes regulieres dudit Ordre, & des appellations interjettées des Ordonnances des Peres Immediats, conformément à la disposition des Chapitres Generaux de 1605. 1623. 1628. & 1667. confirmée d'autorité Apostolique : De donner les Mandemens & Privileges pour l'impression des Livres servans à l'usage desdites personnes regulieres : & generalement d'exercer tous Actes de Jurisdiction, corriger & reformer ce que besoin seroit ésdits Monasteres, suivant les Statuts dudit Ordre, avec défenses ausdits quatre premiers Abbez & à tous autres, de luy donner aucun trouble ou empeschement, ni de prendre les qualitez de Reverendissimes, Chefs, Primats & Peres dudit Ordre, & de Reformateurs de l'Abbaye de Cisteaux ; & audit Abbé de Morimond de prendre celle de Chef des Milices ou Chevaleries & Ordres Militaires de Calatrave, Alcantara & autres, à peine de nullité des Actes où lesdites qualitez auroient esté employées ; Comme aussi de conferer la Benediction Abbatiale à aucun Abbé ou Abbesse dudit Ordre, sans en avoir eu préalablement le pouvoir & la commission de l'Abbé de Cisteaux : Et quant à l'établissement des Visiteurs Provinciaux & des autres Officiers publics, il fût ordonné que l'Article 13. du Bref du Pape Alexandre VII. seroit executé, ensemble la Transaction faite en consequence le 4. Septembre 1675. Et au surplus, Que lesdits quatre premiers Abbez fussent deboutez de leurs fins & conclusions avec dépens ; dans laquelle Requeste au *folio* 22. *recto*, sous la cotte Q. Q. ledit Sieur Abbé de Cisteaux a declaré qu'il ne pretendoit pas & n'avoit jamais pretendu, non plus que ses predecesseurs, les dépouilles des Abbez à leur mort, depuis que Saint Estienne avoit fait la declaration qui se trouve dans la Carte de Charité, qu'il ne vouloit pas profiter ni rien prendre sur le

Arrest de Reglement de 1681.

Vu

Arrest de Reglement de 1681.

temporel des Monasteres ; & consequemment que les Conclusions prises à cet égard contre luy par lesdits quatre premiers Abbez, estoient inutiles ; au bas de laquelle Requeste est l'Ordonnance dudit Sieur de Fieubet, d'ait acte, au surplus en jugeant & soit signifié, du 4. May 1677. signifiée le 5. dudit mois. Autre Requeste dudit Abbé de Cisteaux de production nouvelle & de salvations contre les Contredits desdits quatre premiers Abbez, au bas de laquelle est l'Ordonnance dudit Sieur de Fieubet qui reçoit lesdites Pieces pour estre commniquées par ses mains, donne acte & au surplus en jugeant, du 19. May 1677. signifiée le 24. desdits mois & an : Lesdites Pieces nouvelles énoncées & jointes à ladite Requeste. Troisiéme sommation de produire faite ausdits Abbez de Cadouin, Foucarmont & Vaucler à la requeste dudit Abbé de Cisteaux, du 2. Septembre 1677.

Requeste de production nouvelle faite par lesdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, dudit Procés verbal de compulsoire fait en ladite Abbaye de Clairvaux le 9. Avril 1677. d'une copie collationnée à leur requeste en presence dudit Dom Meschet pour ledit Abbé de Cisteaux, devant le Lieutenant Civil de Nuys, en execution dudit Arrest du 20. Juillet 1674. d'un autre Procés verbal de Compulsoire du dernier Avril 1631. fait en ladite Abbaye de Cisteaux, à la requeste de l'Abbé de Cisteaux, de plusieurs Registres des Chapitres Generaux dudit Ordre ; & que pour justifier de la nullité, falsification & alteration commise dans lesdits Registres des Chapitres Generaux compulsez à Paris & en ladite Abbaye de Cisteaux, & dans les Définitions que ledit Abbé de Cisteaux auroit tirées d'iceux, acte luy fût donné de l'employ du contenu en leurdite Requeste ; & en consequence, qu'il fût ordonné que toutes les Définitions desdits Chapitres Generaux & les Extraits desdits Registres produits par ledit Abbé de Cisteaux, seroient declarez nuls & rejettez de l'Instance : Ordonnance dudit Sieur de Fieubet au bas de ladite Requeste, portant reception desdites Pieces, & qu'elles seroient communiquées par ses mains, acte de l'employ, au surplus en jugeant, du 4. Decembre 1677. signifiée le 23. Decembre suivant : Lesdites Pieces nouvelles énoncées & jointes à ladite Requeste. Autre Requeste desdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, d'employ de plus amples contredits contre la Production dudit Abbé de Cisteaux,

tant dans son premier que dernier Inventaire, signifiée le 23. Decembre 1677. Requeste dudit Abbé de Cisteaux pour réponse ausdites deux dernieres Requestes, moyens de nullité, Contredits & Production nouvelle desdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, du 18. Janvier 1678. signifiée le même jour. *Arrest de Reglement de 1681.*

Requeste de production nouvelle dudit Abbé de Cisteaux, d'un Livre imprimé à Paris en ladite année 1678. sous le titre du Veritable Gouvernement de l'Ordre de Cisteaux, contenant les raisons & moyens dudit Abbé de Cisteaux, avec ses réponses & contredits aux Pieces & Productions desdits quatre premiers Abbez; au bas de laquelle Requeste est l'Ordonnance dudit Sieur de Fieubet de reception de ladite Piece pour estre communiquée par copie, du 20. dudit mois de Janvier 1678. signifiée le 31. dudit mois: Ledit Livre imprimé du Veritable Gouvernement de l'Ordre de Cisteaux. Requeste d'employ de Salvations desdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, du 19. Fevrier 1678. signifiée le 21. dudit mois de Fevrier audit an. Requeste de production nouvelle dudit Abbé de Cisteaux & d'employ de Contredits, au bas de laquelle est l'Ordonnance dudit Sieur de Fieubet qui reçoit lesdites Pieces pour estre communiquées par ses mains, & donne acte de l'employ, du 8. Mars 1678. signifiée le 9. dudit mois: Les Pieces nouvelles énoncées & jointes à ladite Requeste. Procés verbal de Compulsoire du 10. Octobre 1678. fait en l'Abbaye de la Mercy-Dieu à la requeste desdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond. Autre Procés verbal de Compulsoire du 14. Octobre audit an 1678. fait en l'Abbaye de la Colombe à leur requeste. Requeste de production nouvelle desdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, desdits deux Compulsoires, des Extraits faits en consequence, d'un Livre imprimé contenant la réponse desdits Abbez au Livre du Veritable Gouvernement dudit Ordre produit par ledit Abbé de Cisteaux, & autres Pieces enoncées en ladite Requeste; au bas de laquelle est l'Ordonnance dudit Sieur de Fieubet, de reception desdites Pieces pour estre communiquées par ses mains, du 28. Avril 1679. signifiée le 6. May audit an 1679. Les Pieces nouvelles énoncées & jointes à ladite Requeste.

Compulsoires en l'Abbaye de la Mercy-Dieu & en celle de la Colombe.

Autre Requeste desdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clair-

Arrest de Reglement de 1681. vaux & Morimond, pour estre reçûs opposans à l'execution desdits Arrests des 20. Novembre 1671. 12. & 23. Avril 1672. 19. Avril 1675. & 16. Mars 1677. en ce que ledit Abbé de Cisteaux est qualifié dans iceux General, avec le droit de visiter tous les Monasteres de l'Ordre sans distinction, de faire l'indiction des élections des Abbez des quatre premieres Abbayes dudit Ordre, y presider & exercer autres actes de Jurisdiction ; & qu'en jugeant le chef concernant l'impression des Livres de l'Ordre, il plût à Sa Majesté de faire défenses audit Abbé de Cisteaux, de faire faire aucune alteration ni changement dans les Breviaires & autres Livres, à moins que cela n'ait esté reglé dans l'assemblée du Chapitre General, & ordonner que les alterations qui ont esté nouvellement faites dans les Breviaires & Processionaux, specifiées & declarées dans ladite Requeste, seroient incessamment reformées à la poursuite & diligence dudit Abbé de Cisteaux, qui seroit tenu d'y satisfaire dans tel temps qu'il plairoit à Sa Majesté, sinon & à faute de ce faire, il leur fût permis de faire reformer lesdits Livres aux frais dudit Abbé de Cisteaux : Ordonnance dudit Sieur de Fieubet, de Soit signifié & au surplus en jugeant, du 12. May 1679. signifiée le 27. desdits mois & an.

Requeste dudit Abbé de Cisteaux d'employ pour réponse aux deux Requestes desdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, & de Contredits contre les Pieces produites par la premiere desdites deux Requestes, & qu'acte luy fût donné de la demande qu'il faisoit, qu'en cas que lesdits quatre premiers Abbez voulussent encore insister sur lesdites Pieces, ils eussent à representer les originaux d'icelles, sur lesquels ils pretendoient qu'elles avoient esté compulsées ; comme aussi qu'acte luy fût donné de l'offre par luy faite & réïterée, en cas que lesdits Abbez persistassent à douter de la fidelité des Registres des Chapitres Generaux, de se rapporter aux Copies que lesdits Abbez disoient avoir autentiques desdits Registres qui leur ont esté representez & communiquez par ledit Abbé de Cisteaux, & même aux copies desdits Registres qu'ils ont fait compulser, tant audit Convent des Feuillans qu'en l'Abbaye de Loz & en celle de Clairvaux ; & en consequence, les debouter des fins & conclusions de leursdites Requestes avec dépens : Ordonnance dudit Sieur de Fieubet, d'ait acte & soit signifié, du 2. Juin 1679.

signifiée le 3. desdits mois & an. Requeste dudit Abbé de Cisteaux, de production nouvelle d'un autre Imprimé intitulé, Reflexions sur la Réponse faite au Livre du Veritable Gouvernement dudit Ordre, ladite Piece reçûë par Ordonnance dudit Sieur de Fieubet, du 21. Juillet 1679. signifiée le 26. desdits mois & an. Lesdites Reflexions. Autre Requeste dudit Abbé de Cisteaux, de production nouvelle de l'Arrest contradictoire du Conseil rendu entre luy & lesdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, & autres Parties y dénommées, le 19. Avril 1675. pour justifier qu'il n'échoit plus de prononcer sur le chef concernant la validité du Chapitre General tenu à Cisteaux en l'année 1672. attendu que par ledit Arrest, les Parties sont renvoyées sur ce chef, pardevers Sa Sainteté; laquelle Piece a esté reçûë par Ordonnance dudit Sieur de Fieubet du 15. Juillet 1681. signifiée le même jour. Ledit Arrest du Conseil du 19. Avril 1675. Et tout ce qui a esté mis & produit par lesdites Parties, pardevers ledit Sieur de Fieubet; qui en a communiqué ausdits Sieurs Archevêque de Paris, de Marillac, Voisin & Bénard de Rezé, pardevant lesquels les Parties ont esté à plusieurs & differentes fois oüyes par leurs bouches. Vû aussi l'Avis desdits Sieurs Commissaires; & tout consideré: *Arrest de Reglement de 1681.*

LE ROY ESTANT EN SON CONSEIL, Conformément à l'Avis desdits Sieurs Commissaires, a disjoint de la presente Instance, les Procés & Differends concernant le College des Bernardins de Paris, & faisant droit sur le surplus des Contestations des Parties, A Maintenu & Gardé, Maintient & Garde ledit Abbé de Cisteaux au droit & possession de se dire & qualifier seul Chef, Superieur General & Pere de l'Ordre de Cisteaux, avec l'entier pouvoir du Chapitre General dudit Ordre quand il ne tient pas. *Dispositif de l'Arrest.* 1.

Et en cette qualité, dans le droit & la possession de visiter par luy & par ses Députez, toutes & quantes fois que besoin sera & qu'il le jugera necessaire, tous & chacuns les Monasteres dépendans dudit Ordre, de quelque Ligne & de quelque Filiation qu'ils soient; pendant le cours desquelles visites seulement, il pourra exercer tous Actes de Jurisdiction dans les Monasteres qu'il visitera, y corriger & reformer les abus, suivant la Carte de Charité & autres Statuts dudit Ordre; le tout sans préjudice de la Jurisdiction & 2.

Arrest de Reglement de 1681. de l'autorité des Peres Immediats sur les Maisons de leurs Filiations.

Comme aussi a Maintenu & Gardé ledit Abbé de Cisteaux au
3. droit & possession de juger dans toute l'étenduë dudit Ordre, les Appellations des Peres Immediats conformément à la disposition des Chapitres Generaux tenus en 1605. 1623. 1628. & 1667. en sorte que par degrez l'on aille premierement du Visiteur au Pere Immediat, du Pere Immediat à l'Abbé de Cisteaux, & de l'Abbé de Cisteaux au Chapitre General.

4. Ordonne Sa Majesté, que l'impression des Breviaires & autres Livres servans à la celebration du Service Divin dans ledit Ordre, se fera de l'autorité du Chapitre General, par ceux qui seront par luy députez, & à son defaut, de l'autorité de l'Abbé de Cisteaux que Sa Majesté Maintient au droit & possession de donner les Mandemens & Privileges pour l'impression desdits Livres.

5. Semblablement Sa Majesté Maintient & Garde lesdits Abbez de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, au droit & possession de se dire & qualifier les quatre premiers Peres de l'Ordre, sans qu'ils puissent prendre d'autres qualitez, fors & excepté l'Abbé de Morimond qui pourra y ajoûter seulement celle de Superieur Immediat des Ordres Militaires de Calatrave, Alcantara, Montheze, Avis & Christ.

6. Maintient aussi Sa Majesté lesdits quatre premiers Abbez, ceux de Cadoüin, de Foucarmont, de Vaucler & autres ayant Filiation, au droit & possession de visiter en qualité de Peres Immediats, toutes les Maisons & Monasteres de leurs Filiations Immediates, & d'y instituer & destituer les Officiers suivant les Constitutions de l'Ordre.

7. Ne pourront lesdits quatre premiers Peres ni aucun autre Abbé de l'Ordre, Conferer la Benediction Abbatiale à aucun Abbé ou Abbesse dudit Ordre, sans en avoir eu préalablement le pouvoir & la Commission de l'Abbé de Cisteaux, conformément à la Bulle d'Innocent VIII. de 1489. & autres Brefs de Clement VIII. de 1595. & 1604.

8. Et en consequence de la Bulle de Clement IV. de 1265. Ordonne Sa Majesté que pendant la vacance des quatre premieres Abbayes, toute l'administration & gouvernement d'icelles, tant à l'égard du Spirituel que du Temporel, même l'administration des Abbayes en dépendantes, à l'égard du Spirituel seu-

lement, appartiendra au Prieur de l'Abbaye vacante avec le Conseil du Convent, conformément aux Institutions des Chapitres Generaux & Définitions dudit Ordre ; lequel Prieur avec ledit Convent Convoquera les vocaux pour l'élection d'un autre Abbé, sans toutefois que l'Indiction puisse estre faite par autre que par l'Abbé de Cisteaux, qui ne pourra arriver en l'Abbaye vacante, que la veille de l'élection.

Arrest de Reglement de 1681.

Ordonne en outre Sa Majesté que les Visiteurs Provinciaux & autres Officiers publics ne seront instituez & destituez que par le Chapitre General, ou iceluy cessant, par l'Abbé de Cisteaux, de l'avis & consentement des quatre premiers Peres, conformément à l'Article 13. du Bref d'Alexandre VII. & à la Transaction du 4. Septembre 1675. qui en ce sera executée. * 9.

Et pour d'autant plus rétablir, maintenir & conserver la Discipline reguliere dans ledit Ordre, Conformément aux Statuts & Constitutions d'iceluy Ordonne aussi Sa Majesté que de trois en trois ans l'Abbé de Cisteaux sera tenu de Convoquer & faire celebrer un Chapitre General, & dans l'intervale, une Assemblée intermediaire ainsi qu'il est porté par ledit Bref d'Alexandre VII. 10.

Et sur le surplus des autres Fins & Conclusions des Parties, Sa Majesté les met hors de Cour & de Procés, dépens compensez. 11.

Et en cas que sur l'execution du present Arrest il intervienne quelque contestation, Sa Majesté s'en est reservée la connoissance, icelle interdite à tous autres Juges, pour sur l'avis desdits Sieurs Commissaires, y estre par elle pourvû ainsi qu'il appartiendra par raison. Fait au Conseil d'Etat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Fontainebleau le dix-neuviéme de Septembre mil six cens quatre-vingt-un. Ainsi signé, PHELYPEAUX, avec paraphe. 12.

** La Transaction dont il est icy parlé au nombre 9. fut passée pardevant Bru Notaire au Châtelet de Paris, où il fut entre autres choses convenu que les Visiteurs Provinciaux de la Reforme seroient nommez & instituez par l'Abbé de Cisteaux ainsi que ceux de la commune Observance suivant l'Article 13. du Bref du Pape Alexandre VII.*

LETTRES PATENTES DU ROY de l'an 1685.

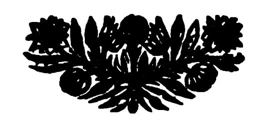
SOMMAIRE.

Ces Lettres Patentes furent accordées pour autoriser deux Brefs cy-devant rapportez pages 255. & 258. que le Pape Innocent XI. avoit rendus en forme de Jugemens les 5. May 1683. & 10. May 1685. pour terminer certains differends survenus dans les deux Chapitres Generaux de 1672. & 1683. touchant la validité de leurs Decrets & la maniere de tenir le Chapitre & d'y opiner. Les Lettres sont addressées & furent enregistrées au Grand Conseil.

LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU, ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE : A nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans nostre Grand Conseil, SALUT. Nostre cher & bien amé Dom Jean Petit Abbé, Chef & Superieur General de l'Ordre de Cisteaux, Nous a fait exposer qu'au sujet de la validité du Chapitre General dudit Ordre tenu à Cisteaux le seize May 1672. plusieurs differends s'estant mûs entre l'Exposant d'une part, & les Abbez de la Ferté, de Pontigny, de Clairvaux & de Morimond d'autre, ils furent d'abord portez en nostre Grand Conseil, & ensuite évoquez en nostre Conseil d'Etat, où ayant esté jugez par Arrest du dix-neuf Avril 1675. rendu Nous y estant, les Appellations comme d'abus y énoncées furent converties en Appel simple, & pour y faire droit, les Parties renvoyées au Saint Siege, où le Procés fut repris par ces quatre Abbez, nonobstant une Transaction du quatre Septembre audit an, qui devoit l'avoir terminé : Et par un premier Bref du cinq May 1683. il fut ordonné que la forme prescrite pour les Chapitres Generaux, par la Bulle du Pape Clement IV. qui commence *Parvus Fons*, seroit gardée. Cependant les mêmes Contestations qui s'estoient formées lors du Chapitre de 1672. furent encore renouvellées au dernier Chapitre General tenu le 17. May 1683. dont nostre tres-cher Cousin le Cardinal d'Estrées ayant pris connoissance du consen-

tement

tement des Parties, il fit un projet de Sentence arbitrale par laquelle il les avoit terminées avec beaucoup de connoissance & de justice. Mais les quatre premiers Abbez n'ayant point voulu encore y acquiescer, elles ont enfin esté diffinitivement jugées en la Congregation des Cardinaux établie pour les affaires des Evêques & des Reguliers, si bien que par un dernier Bref de nostre Saint Pere le Pape du 10. May 1685. tous lesdits differends se trouvent terminez, & les Chapitres Generaux des années 1672. & 1683. ont esté declarez valides, & ordonné que les Decrets & Définitions y contenus seront executez selon leur forme & teneur : Pour l'execution desquels Brefs, l'Exposant Nous a tres-humblement supplié luy accorder nos Lettres sur ce necessaires. A CES CAUSES, de l'avis de nostre Conseil qui a vû lesdits Brefs cy-attachez sous le Contrescel de nostre Chancellerie, Nous vous Mandons & Enjoignons par ces Presentes signées de nostre main, que s'il vous appert qu'il n'y ait ausdits Brefs aucune chose contraire à nos Droits & aux Concordats d'entre Nous & le Saint Siege, Privileges & Libertez de l'Eglise Gallicane, vous ayez à proceder à l'enregistrement d'iceux pour estre executez selon leur forme & teneur sans souffrir qu'il y soit contrevenu : CAR TEL EST NOSTRE PLAISIR. Donné à Versailles le dix-huitiéme jour de Juillet l'an de grace mil six cens quatre-vingt-cinq, & de nostre Regne le quarante-troisiéme. Signé, LOUIS. Et plus bas : Par le Roy, COLBERT, avec paraphe. Et scellé du grand Sceau de cire jaune. *Enregistrées és Registres du Grand Conseil du Roy, suivant l'Arrest ce jourd'huy donné en iceluy à Paris le troisiéme Aoust* 1685. Signé, LE NORMAND.



DECLARATION DU ROY de l'an 1696.

SOMMAIRE.

Cette Declaration est generale pour tous les Ordres reguliers, & est rapportée icy pour la part qu'y prend celuy de Cîteaux.

Sa Majesté ayant en l'année 1695. donné un Edit de Reglement concernant la jurisdiction Ecclesiastique où avoient esté inserez quelques Articles, notamment les 18. 19. & 20e qui paroissoient contre son intention, contraires à la liberté & exemption des Ordres reguliers de la jurisdiction de Messieurs les Evêques & aux usages & pratiques des Monasteres & des Religieux exempts ; & Desirant que le Clergé Seculier & Regulier se contiennent dans les bornes prescrites par les Saints Canons & que les Religieux jouissent sous sa protection, de leurs Exemptions legitimes ; Elle ordonne que ledit Edit & en particulier l'Article 18e d'iceluy sera executé sans préjudice des Droits, Privileges & Exemptions des Monasteres & de ceux qui sont sous des Congregations qu'elle entend avoir lieu ainsi & en la maniere qu'ils l'ont eu & dû avoir jusqu'à present.

LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE : A tous ceux qui ces Presentes verront, SALUT. L'obligation dans laquelle nous sommes d'employer l'autorité qu'il a plu à Dieu de nous donner pour maintenir l'ordre & la discipline de l'Eglise, par l'execution des Saints Canons dont nous tenons à honneur d'estre le défenseur, Nous a engagé au mois d'Avril de l'année 1695. de faire rediger dans un seul Edit les differentes Ordonnances que les Rois nos Prédecesseurs & Nous avons faites en differentes occasions en faveur & sur la requisition du Clergé de nostre Royaume. Et comme Nous avons esté avertis que quelques personnes donnoient à l'Article XVIII. de cet Edit une interpretation differente de nos intentions, & même que l'on avoit fait quelques procedures en certains Dioceses qui pouvoient y estre contraires, Nous avons estimé necessaire de declarer si expressément nostre intention au sujet dudit Article, qu'il ne reste plus aucun pretexte de difficulté

à cet égard, & que le Clergé Seculier & Regulier demeurant dans les bornes qui sont prescrites par les Saints Canons, ils concourent au service de Dieu & à l'édification de nos Sujets dans la subordination & avec le respect qui est dû au caractere & à la dignité des Archevêques & Evêques, & que les Reguliers jouissent aussi sous nostre protection, des exemptions legitimes qui ont esté accordées à plusieurs Ordres, Congregations & Monasteres particuliers. A CES CAUSES, & autres bonnes considerations à ce Nous mouvans, de nostre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, en interpretant en tant que besoin ledit Article XVIII. de nostre Edit, Nous Avons Dit, Declaré & Ordonné, Disons, Declarons & Ordonnons par ces Presentes signées de nostre main, que nostre Edit du mois d'Avril de l'année 1695. & en particulier l'Article XVIII. d'iceluy soit executé sans préjudice des droits, privileges & exemptions des Monasteres & de ceux qui sont sous des Congregations, que Nous Entendons avoir lieu, ainsi & en la maniere qu'ils l'ont eu & dû avoir jusqu'à present.

Que lorsque les Archevêques & Evêques auront eu avis de quelques desordres dedans aucuns desdits Monasteres exempts de leur Jurisdiction, Nous Voulons qu'ils avertissent paternellement les Superieurs Reguliers d'y pourvoir dans six mois, & qu'à faute d'y donner ordre dans ledit temps, ils y pourvoiront eux-mêmes ainsi qu'ils l'estimeront necessaire, suivant les Regles & Instituts de chacun desdits Ordres & Monasteres; Et qu'en cas que le scandale soit si grand & le mal si pressant, qu'il y ait un besoin indispensable d'y apporter un remede plus prompt, lesdits Archevêques & Evêques pourront obliger lesdits Superieurs Reguliers d'y pourvoir plus promptement. Voulons pareillement que les Monasteres ou demeures des Superieurs Reguliers qui ont une Jurisdiction legitime sur d'autres Monasteres & Prieurez desdits Ordres, soient exempts de la visite desdits Archevêques & Evêques, ainsi que les Abbez & Abbesses qui sont Chefs & Generaux desdits Ordres. SI DONNONS EN MANDEMENT à Nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans nostre Cour de Parlement à Paris, que ces Presentes ils ayent à enregistrer, & le contenu en icelles faire executer de point en point selon sa forme & teneur, pleinement & paisiblement, cessant & faisant cesser tous troubles & empeschemens contraires, nonobstant tous Edits & Declarations à ce contraires, ausquels Nous Avons dérogé & Déro-

geons par ces Presentes : CAR tel est nostre plaisir. En témoin de quoy Nous y avons fait mettre nostre Scel. Donné à Versailles le vingt-neuviéme jour de Mars, l'an de grace mil six cens quatre-vingt-seize, & de nostre Regne le cinquante-troisiéme. Signé, LOUIS. Et sur le repli : Par le Roy, PHELYPEAUX. Et scellée du grand Sceau de cire jaune.

Registrées, Ouy & ce requerant le Procureur General du Roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, & copies collationnées envoyées dans les Sieges, Bailliages & Senéchaussées du Ressort, pour y estre lûës, publiées & enregistrées : Enjoint aux Substituts du Procureur General d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans un mois, suivant l'Arrest de ce jour. A Paris en Parlement, le 4. Avril 1696. Signé, DONGOIS. *Cette même Declaration a esté pareillement enregistrée au Grand Conseil par Arrest du*

LETTRES PATENTES DU ROY de l'an 1703.

SOMMAIRE.

Les difficultez que faisoit le Parlement de Bezançon en plusieurs occasions, de se conformer en jugeant des Procés concernant cette Province, à ce qui se trouve reglé par les Privileges de l'Ordre de Cisteaux pour les Monasteres qui y sont situez, obligerent M. l'Abbé de Clairvaux qui y en a plusieurs de sa dépendance qui y avoient des Procés de consequence, de se pourvoir au Roy qui eut la bonté d'accorder des Lettres Patentes qui furent addressées à ce Parlement le 16. Fevrier 1703. par lesquelles aprés avoir fait examiner en son Conseil lesdits Privileges, Sa Majesté les confirma & en ordonna l'Enregistrement, ce qui fut fait par Arrest du 28. Juin audit an 1703.

LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE : A nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans nostre Cour de Parlement de Bezançon. SALUT.

Nostre cher & bien amé l'Abbé de Clairvaux un des quatre premiers Peres de l'Ordre de Cisteaux, Nous a fait remontrer que la plufpart des Abbayes dudit Ordre situées en nostre Comté de Bourgogne, estant de sa Filiation & sous sa Jurisdiction, il est de son devoir de veiller que le Service Divin y soit fait avec la décence requise, que la Discipline Reguliere y soit observée, & que la paix y regne non seulement entre les Religieux qui en composent les Communautez, mais même entre les Communautez & les Abbez Commendataires ; ce qui ne se peut qu'en y executant les Bulles des Papes données en faveur dudit Ordre, & les Lettres Patentes des Rois nos Prédecesseurs confirmatives desdites Bulles, notamment celles qui prescrivent le partage des Manses Abbatiales & Conventuelles par la division des biens en fonds & le reglement des Charges tant Claustrales qu'autres ; Et qu'il est aussi de son devoir de veiller à la conservation des Droits, Privileges & Prérogatives accordez audit Ordre par les Bulles & Lettres Patentes des Rois nos Prédecesseurs ; mais quoique les Bulles & Lettres Patentes qui ont esté enregistrées en nostre Grand Conseil, soient en consequence executées dans tout nostre Royaume, neanmoins elles ne l'ont pas esté jusqu'à present dans nostre Comté de Bourgogne, à cause du Privilege dans lequel Nous avons maintenu les Peuples de nostre Comté de Bourgogne, de ne pouvoir estre traduits pardevant d'autres Juges que leurs Juges naturels, & que les Juges du Pays font difficulté de se conformer dans leurs Jugemens ausdites Bulles & Lettres Patentes, sous pretexte qu'elles n'ont point esté enregistrées au Parlement de Bezançon ; ce qui causeroit beaucoup de préjudice aux Abbayes & Convens dudit Ordre situez audit Comté, s'il n'y estoit par Nous pourvû. C'est pourquoy l'Exposant Nous a tres-humblement supplié d'ordonner que lesdites Bulles, & entre autres celles de Martin V. Pie II. Sixte IV. & Innocent VIII. comme aussi le Bref d'Alexandre VII. pour la Reformation generale de l'Ordre de Cîteaux, ensemble les Lettres Patentes des Rois nos Prédecesseurs François I. Henry II. Henry IV. & Louis XIII. nostre tres-honoré Seigneur & Pere de glorieuse memoire, soient enregistrées en nostre Cour de Parlement de Bezançon, & de vouloir bien octroyer nos Lettres sur ce necessaires. A quoy ayant égard, & desirant favorablement traiter les Abbez & Religieux dudit Ordre de Cisteaux : A CES CAUSES, Nous vous Mandons

& Ordonnons par ces Presentes signées de nostre main, qu'aprés qu'il vous sera apparu qu'aux Bulles desdits Papes Martin V. Pie II. Sixte IV. & Innocent VIII. & audit Bref d'Alexandre VII. dont copies collationnées sont cy-attachées sous le Contrescel de nostre Chancellerie, il n'y a rien de contraire aux Saints Decrets & Concordats d'entre le Saint Siege & Nous, ni de dérogeant aux Privileges, Franchises & Libertez de l'Eglise Gallicane, Vous ayez en ce cas à faire enregistrer lesdites Bulles & Bref, ensemble lesdites Lettres Patentes des Rois nos Prédecesseurs François I. Henry II. Henry IV. & Louis XIII. nostre tres-honoré Seigneur & Pere de glorieuse memoire, & du contenu tant ésdites Bulles & Bref qu'ésdites Lettres Patentes, faire jouir & user lesdits Abbez, Religieux & Convens dudit Ordre de Cisteaux sans difficulté : CAR tel est nostre plaisir. Donné à Marly le seiziéme jour de Fevrier l'an de grace mil sept cens trois, & de nostre Regne le soixantiéme. Signé, LOUIS. Et plus bas : Par le Roy, CHAMILLARD. Et scellé. *Enregistrées aux Actes importans de la Cour pour estre executées suivant leurs formes & teneurs. Fait en Parlement à Bezançon le 28. Juin* 1703. Signé, BONNE.

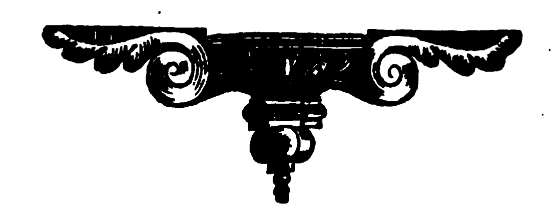
ARREST DU CONSEIL D'ETAT DU ROY de l'an 1705.

SOMMAIRE.

Cet Arrest prononcé de la bouche de Sa Majesté contradictoirement entre M. l'Evêque de Châlon-sur-Saone qui s'estoit addressé à elle & l'Abbé de Cisteaux, au sujet de l'Edit de 1695. dont on a parlé au feuillet precedent, peut tenir lieu d'une nouvelle Declaration pour l'interpretation de l'Article 20. en reglant de Juges les Parties d'entre le Grand Conseil & le Parlement de Paris où ledit Sieur Evêque demandoit d'estre renvoyé & où il pretendoit avoir ses Causes commises : Sa Majesté confirme l'évocation au Grand Conseil qu'elle avoit donnée à l'Ordre de Cisteaux & qu'elle vient encore de luy renouveller.

VEU par le Roy estant en son Conseil les Requestes respectivement presentées à Sa Majesté, l'une par le Sieur Evêque

de Châlon-sur-Saone, & l'autre par le Sieur Abbé General de Cisteaux; Celle dudit Sieur Evêque de Châlon tendante à ce que sur l'appel comme d'abus interjetté au Grand Conseil par ledit Sieur Abbé de Cisteaux, de l'Ordonnance dudit Sieur Evêque du dix Mars dernier, il plust à Sa Majesté conformément à l'Article XX. de l'Edit de l'année 1695. concernant la Jurisdiction Ecclesiastique, & en consequence de l'Arrest du Conseil d'Etat du sept Avril 1681. qui évoque ses Procés, & en attribuë la connoissance au Parlement de Paris, ordonner que le Sieur Abbé de Cisteaux sera tenu de proceder au Parlement de Paris sur ledit appel comme d'abus. Et Celle dudit Sieur Abbé de Cisteaux tendante à ce que sans avoir égard à la Requeste dudit Sieur Evêque de Châlon, il plust à Sa Majesté conformément aux Privileges dudit Ordre de Cisteaux & à l'Evocation generale qu'il a au Grand Conseil, & à la Declaration de Sa Majesté du 29. Mars 1696. donnée en interpretation de l'Edit de 1695. renvoyer les Parties au Grand Conseil pour y proceder sur ledit appel comme d'abus. Tout consideré : LE ROY ESTANT EN SON CONSEIL, sans avoir égard à la Requeste dudit Sieur Evêque de Châlon, a Renvoyé & Renvoye les Parties au Grand Conseil, pour y proceder sur ledit appel comme d'abus ainsi qu'il appartiendra. Fait au Conseil d'Etat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Versailles le dixiéme jour d'Aoust mil sept cens cinq. Signé, PHELYPEAUX.



LETTRES PATENTES DU ROY du mois de Decembre 1711.

SOMMAIRE.

Ces Lettres Patentes ont esté transcrites & rapportées en leur entier au commencement de ce Recueil és pages 9. 10. 11. 12. & 13. avec l'Arrest d'Enregistrement au Grand Conseil du 3. Mars 1712. pour estre executées selon leur forme & teneur, & jouir de l'effet & contenu en icelles par tous les Monasteres & toutes les personnes de l'Ordre de Cisteaux, dont elles renferment les Privileges de telle maniere qu'on peut dire qu'il y a tres-peu d'affaires qui ne soient de la competence de ce Tribunal & où elles ne puissent estre portées & jugées.

LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE : A tous presens & à venir, SALUT. Nostre cher & bien amé Dom Louis Meschet Abbé de la Charité, Religieux Profés & Procureur General de l'Ordre de Cîteaux, Nous a tres-humblement fait representer que les Privileges de cet Ordre qui luy ont esté accordez ou confirmez par differentes Bulles des Papes Innocent IV. Alexandre IV. Martin V. Pie II. Sixte IV. Innocent VIII. Alexandre VII. & de plusieurs autres, tant pour le spirituel que pour le temporel, & notamment les Privileges concernant l'exemption de la Jurisdiction des Ordinaires, la conduite & le gouvernement des Monasteres d'hommes & de filles qui le composent, le droit de les visiter & celuy de pouvoir y administrer les Sacremens aux personnes qui en sont les Fermiers & les Domestiques, l'exemption de payer toutes sortes de Dixmes sur les Terres qui sont de ses Domaines, & la faculté de percevoir les Novales sur celles où les anciennes Dixmes luy appartiennent : enfin la reformation de l'Ordre & la partition Canonique des Biens de ses Monasteres entre les Abbez Commendataires & les Communautez, ont esté de tout temps regardez comme quelque chose non seulement de tres-considerable & de tres-précieux pour ledit Ordre de Cisteaux en general, mais

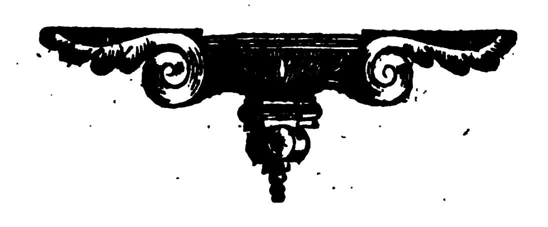
mais encore de tres-important pour la France ; sur tout en ce que cet Ordre dont le Chef & les principales & plus anciennes Abbayes ainsi que plusieurs autres de ses Monasteres, sont situez dans le Royaume, se trouvant d'ailleurs répandu dans une infinité d'endroits de l'Europe Chrétienne, la communication qui se fait de ces mêmes Privileges à toutes les Maisons de l'un & de l'autre sexe qui en dépendent, quoique dans des Etats de Domination étrangere, sert à entretenir une liaison & une relation qui s'est souvent trouvée tres-utile & tres-avantageuse ; de maniere que plusieurs Rois nos prédecesseurs, entre autres François Premier, Henry & François Seconds, Charles IX. Henry III. Henry IV. & Louis XIII. ont crû devoir par ces considerations, favoriser ledit Ordre d'une protection singuliere, & ont toûjours témoigné avoir à cœur de le conserver dans la possession & jouissance de ses Privileges, luy en ayant même accordé des Lettres de Confirmation toutes les fois qu'ils en ont esté requis, jusques-là que le Roy Louis XIII. portant son attention plus loin, auroit estimé à propos que dans celles qu'il octroya au mois de May 1620. l'Adresse fust faite au Grand Conseil, privativement à tous autres Juges, afin d'empescher la difference & la varieté des Jugemens qui seroient rendus sur les contestations qui pourroient arriver dans la suite : Et en effet, ledit Ordre a depuis lesdites Lettres Patentes toûjours jouy de ses Privileges sous l'autorité du Grand Conseil, auquel Sa Majesté a le plus souvent par differends Arrests de ses Conseils d'Etat & Privé, renvoyé les contestations qui y ont esté portées sur les conflits de Jurisdictions survenus à ce sujet. Mais dautant que ces mêmes Lettres Patentes confirmatives desdites Bulles & des Privileges qu'elles contiennent, ne sont point censées avoir esté renouvellées de nostre Regne, quoique nous les ayons approuvées dans differentes occasions qui se sont presentées, & particulierement par Arrest de nostre Conseil & nos Lettres Patentes sur iceluy confirmatives dudit Bref d'Alexandre VII. & autres, portant attribution au Grand Conseil, en sorte que ce pretendu défaut de confirmation de nostre part, qui a souvent servi de pretexte à des personnes mal intentionnées, de troubler ledit Ordre dans la jouissance de ses Privileges, pourroit encore donner lieu dans la suite à d'autres troubles & à de nouvelles difficultez ; ledit Exposant pour prévenir tous inconveniens à cet égard, a esté conseillé d'avoir recours à Nous pour y estre pourvû par nos Let-

tres Patentes sur ce necessaires, qu'il Nous a fait tres-humblement supplier de vouloir luy accorder. A CES CAUSES & autres à ce Nous mouvans, desirant à l'exemple des Rois nos prédecesseurs dont nous honorons la memoire, donner audit Ordre de Cisteaux des marques particulieres de nostre protection speciale, & contribuer autant qu'il est en nous, non seulement à le maintenir dans sa splendeur, & à luy conserver l'honneur de ses Prérogatives & tous ses autres avantages, mais encore à entretenir dans les Maisons qui en dépendent, une discipline exacte & reguliere par l'uniformité de son gouvernement : De l'avis de nostre Conseil qui a vû les susdites Bulles d'Innocent IV. Alexandre IV. Martin V. Pie II. Sixte IV. & Innocent VIII. des années 1249. 1257. 1423. 1459. 1475. 1486. 1487. & 1489. avec les Lettres des Rois Henry IV. & Louis XIII. des mois de Mars 1596. & May 1620. qui confirment lesdites Bulles, & où il est fait mention de celles des autres Rois qui les avoient aussi précedemment confirmées, ensemble ledit Bref d'Alexandre VII. du 19. Avril 1666. l'Arrest de nostre Conseil d'Etat qui l'autorise du 14. Juillet suivant, & nos Lettres Patentes sur iceluy de la même année, avec plusieurs Arrests de nosdits Conseils d'Etat & Privé, concernant l'attribution ou le renvoy à nostre Grand Conseil, de la connoissance desdits Privileges & autres Lettres Patentes ; les Copies collationnées ou imprimées de tout ce que dessus estant cy-attachées sous le Conseel de nostre Chancellerie : De nostre grace speciale, pleine puissance & autorité Royale, NOUS AVONS Approuvé, Autorisé & Confirmé, & par ces Presentes signées de nostre main, Approuvons, Autorisons & Confirmons lesdites Bulles & Lettres Patentes ; Voulons qu'elles soient executées selon leur forme & teneur, & qu'en consequence ledit Ordre de Cisteaux, les Abbayes, Prieurez & autres Monasteres tant de l'un que de l'autre sexe, & même les personnes qui en dépendent, joüissent en general & en particulier des Privileges qui y sont plus amplement mentionnez, en la maniere & tout ainsi qu'ils en ont bien & dûëment jouy ou dû jouir jusqu'à present. SI DONNONS EN MANDEMENT à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans nostre Grand Conseil, que ces Presentes ils ayent à enregistrer, & de leur contenu faire jouir & user ledit Ordre de Cisteaux pleinement, paisiblement & perpetuellement, fai-

sant cesser tous troubles, difficultez, oppositions ou empeschemens, dont si aucuns interviennent, Nous luy avons Renvoyé & Attribué, Renvoyons & Attribuons par ces mêmes Presentes la connoissance, icelle interdite à toutes nos Cours & autres Juges, à peine de nullité de tout ce qui pourra estre fait au contraire : Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toûjours, Nous avons fait mettre nostre Scel à cesdites Presentes. Donné à Versailles au mois de Decembre l'an de grace mil sept cens onze, & de nostre Regne le soixante-neuviéme. Signé, LOUIS. Et sur le repli : Par le Roy, PHELYPEAUX. Et scellé du grand Sceau de cire verte sur lacs de soye rouge & verte, & contrescellé. Et sur le même repli est écrit : Visa, signé, PHELYPEAUX, pour Confirmation des Privileges de Cisteaux. Signé, PHELYPEAUX. Sur le même repli est l'Enregistrement ;

Enregistrées és Registres du Grand Conseil du Roy, pour estre executées, gardées & observées, & jouir par ledit Ordre de l'effet & contenu en icelles selon leur forme & teneur, suivant l'Arrest dudit Conseil de ce jourd'huy troisiéme Mars mil sept cens douze. Signé, DEHODENCQ *avec paraphe.*

Fin de la seconde Partie des Privileges de l'Ordre de Cisteaux, contenant les Lettres Patentes des Rois & leurs Reglemens.



DE LA CHARGE ET OFFICE *de Procureur General de l'Ordre de Cisteaux.*

LEs Privileges de l'Ordre de Cisteaux ayant dans tous les temps esté regardez comme choses essentielles & absolument necessaires pour le maintenir & faire subsister, & la Charge de Procureur General estant principalement instituée pour les défendre & tenir la main à les faire executer, soit qu'ils soient attaquez ou que l'on y contrevienne, il n'y a pas de doute qu'elle n'ait toûjours esté tres-considerable ; & c'est pour cette raison que Nous avons crû devoir en dire icy un mot aprés avoir expliqué en quoy consistent ces Privileges qui sont l'objet principal de cette Charge, afin qu'on la connoisse & de la rendre ainsi ce qu'elle doit estre, c'est-à-dire utile à toutes les personnes de l'Ordre en general & en particulier.

Institution de la Charge de Procureur General de l'Ordre de Cisteaux & son employ.

Son institution ne sçauroit guere estre plus ancienne qu'elle est, puisqu'elle touche au premier siecle de l'Ordre & qu'on la trouve établie par les premiers Reglemens qui furent faits pour l'affermissement de son Regime, lorsque le Chapitre General ordonna de toute son autorité, qu'il y auroit toûjours deux Religieux qui seroient chargez du poids & du soin des affaires communes & y vaqueroient sans relâche ; en voicy les termes, *Præcipitur autoritate Ordinis ut duo Clerici provideantur assidui in Curiâ pro negotiis Ordinis ad impetrandum & contradicendum ;* & le même Chapitre députa deux Abbez pour regler sur quoy & comment il seroit pourvû à leur subsistance, *ut taxent de salario quod eis competet :* S'ils estoient destinez & employez au service de l'Ordre, il estoit juste que ce fust sur luy que s'en prist la dépense. *Quis enim militat suis stipendiis unquam ?* Ces deux mots, *ad impetrandum & contradicendum*, marquent en abregé leur employ assez clairement pour n'avoir pas besoin d'une plus grande explication presentement, on leur donnera dans la suite plus d'étenduë.

a. Carthusb. cap. 9.

L'établissement de ces Officiers se faisoit comme il se fait encore aujourd'huy dans le Chapitre General, & le Decret qu'on a rapporté, fut mis comme un Statut stable & permanent & un Reglement perpetuel dans l'une des premieres & plus ancien-

nes Compilations de l'Ordre aprés avoir esté diverses fois confirmé & renouvellé par plusieurs Chapitres Generaux successivement, comme il paroist par un Decret de l'un d'eux du commencement du second siecle de l'Ordre qui s'explique en ces termes : *De duabus personis habendis in Curiâ in communibus expensis Ordinis, antiqua sententia teneatur sicut in distinctione 15ª continetur :* Ce qui fut encore réiteré trois ans aprés, *Duo Procuratores in Curiâ pro toto Ordine annis singulis habeantur :* Le Chapitre General s'assemblant en ce temps-là tous les ans sans jamais y manquer, il luy estoit facile de changer à chaque fois ses Procureurs ou de les continuer suivant qu'il estoit satisfait ou mécontent de leur capacité & de leur conduite.

L'un estoit pour la Cour de Rome où il faisoit sa residence, & l'autre pour la France où se tient le Chapitre General & s'assemble tout l'Ordre & où sont aussi les principaux Monasteres avec lesquels tous les autres ont relation, & c'est de ce dernier qu'il s'agit icy principalement à l'occasion de ce nouveau Recueil des Privileges, & ainsi c'est de luy & de sa Charge qu'il sera parlé plus particulierement.

Le Chapitre General de l'année 1460. ne croyant pas qu'un seul homme pust suffire à l'exercer en ce Royaume à cause de la multiplicité des Tribunaux & des affaires qui commençoient deslors à estre portées au dehors de l'Ordre, ordonna que l'Abbé de Cisteaux usant de son plein pouvoir, pourroit y suppléer en substituant à son Procureur General encore d'autres personnes pour l'aider en chaque Province, & y établissant un Abbé en qualité de Procureur pour y défendre & soutenir les Droits & Privileges de l'Ordre & des Monasteres particuliers qui seroient attaquez, & cela aux frais & dépens de ceux pour lesquels ils agiroient ; en voicy le Decret tout entier.

Capitulum Generale Statuit & Ordinat ut Dominus Cisterciensis in plenariâ Ordinis potestate possit in qualibet Provinciâ instituere unum Abbatem Procuratorem cum potestate substituendi unum vel plures loco sui, ad defendendum jura, libertates, franchisias, privilegia & exemptiones Ordinis, communibus expensis locorum & domorum Ordinis in ipsis Provinciis sitorum.

Ce Réglement fut executé, & depuis encore confirmé par les Chapitres Generaux tenus dans les années suivantes jusqu'à celuy de l'an 1605. où l'on donna à ce Procureur Provincial le nom

Droits & fonctions de la Charge de Procureur General de l'Ordre de Cisteaux.

de Promoteur ou Syndic, comme il paroist par cette Définition qui commence par ces mots, *In supremis Regni Galliarum Curiis: Promotor unus capax & idoneus deputetur qui Ordinis jura & immunitates defendat.*

Ce même Chapitre General de 1605. s'appliqua particulierement à regler ce qui regarde la Charge de Procureur General, ses droits, son pouvoir & ses fonctions. Il ordonna

1°. Que tous les quatre ans (qui estoit le temps auquel estoit remise l'Assemblée du Chapitre General) le Procureur General pourroit visiter les Promoteurs ou Syndics Provinciaux, pour estre informé par eux de l'état des Monasteres de leurs Provinces, de leurs affaires & de la maniere dont ils s'y comportoient, en leur faisant rendre un compte exacte, afin qu'ensuite il en pust faire son rapport au Chapitre General: Voicy encore les termes du Decret.

Procurator autem Generalis quolibet triennio semel illos Promotores si fieri potest, visitet ut videat quid egerint & quo pacto se in exercitio suorum Officiorum gesserint, cuncta Capitulo Generali relaturus: ad quod quidem Capitulum Arresta omnia quæ in favorem quorumcunque Ordinum in supremis vel etiam in inferioribus Curiis lata & pronuntiata reperiet, deferat ut in Archivio Cistercii reponantur.

Les deux derniers Chapitres Generaux tenus és années 1686. & 1699. reconnoissant l'inutilité de ces Promoteurs ou Syndics Provinciaux, depuis sur tout qu'il a plû au Roy de renvoyer à un seul & même Tribunal, c'est-à-dire au Grand Conseil toutes les affaires concernant les Privileges de l'Ordre, afin d'éviter la diversité des jugemens & pour d'autres raisons, leurs fonctions pouvant estre faites & suppléées par les Visiteurs des Provinces, les supprimerent, se contentant du seul Procureur General & luy donnant le pouvoir de substituer en sa place où le besoin le requerroit.

Le même Chapitre de 1605. dont nous avons parlé, avoit 2°. encore Ordonné que l'année que se tiendroit le Chapitre General, six mois auparavant ces Promoteurs ou Syndics visiteroient tous les Monasteres de leurs Provinces pour en sçavoir le veritable estat, afin d'en informer le Procureur General dont le devoir seroit d'en faire le rapport au Chapitre General.

Et à son égard il fut aussi 3°. Ordonné que trois mois avant

cette Assemblée, il seroit obligé de se rendre en personne à Paris pour recevoir les instructions & memoires que chacun luy voudroit addresser, pour remettre le tout en l'Assemblée du Chapitre General & y en faire son rapport.

Procurator autem Generalis Galliæ tribus mensibus ante dictorum Capitulorum Generalium Convocationem, Lutetiam adeat ibidem expectaturus cunctas rerum informationes, memoralia & instructiones negotiorum ab eodem in dicto Capitulo proponendorum quæ ad illum commodiùs hoc pacto dirigentur.

4°. Le surplus des autres Reglemens de ce Chapitre General à ce sujet, regarde en commun l'Office de l'un & de l'autre Procureur General, c'est-à-dire, de celuy en Cour de Rome & de celuy de France, leurs devoirs & l'obligation qu'ils ont de veiller & de prendre soin que les Statuts de l'Ordre & les Reglemens faits par les Visiteurs & les autres Superieurs dans leurs visites soient observez & executez ponctuellement, en contraignant de le faire par toutes les voyes dûës & raisonnables & sous les peines portées par les Statuts : c'est de cette sorte qu'il s'expliqua. Devoirs de la Charge du Procureur General.

Curent autem dicti Procuratores Generales Ordinis Definitiones & Statuta, nec non Cartas visitationum & Vicariorum Ordinationes accuratè & exactè observari, & ad cunctorum in eisdem contentorum observationem quoscunque per pœnas in ipsis definitionibus Statutas & Ordinatas compellant.

Enfin 5°. Ce même Chapitre obligea tous les Religieux qui sont envoyez soit à Rome ou à Paris pour les affaires de leurs Monasteres, de se presenter au Procureur General ou en son absence à son Substitut deux jours aprés leur arrivée, sous peine de punition, pour l'informer du sujet de leur voyage.

Monachi verò ad easdem Curias pro negotiis suorum Monasteriorum gerendis missi, se eidem Procuratori Generali vel eo absente, Promotori infrà duos dies ab eodem adventu computandos repræsentent, rationem agendorum daturi, aliàs per dictum Procuratorem Generalem vel eo absente, per Promotorem puniantur.

Ce sont-là les loix sous lesquelles on a depuis si long-temps vécu, sans qu'il y ait eu ni Brefs ni Bulles des Papes ni Arrests ni Decrets des Chapitres Generaux qui y ayent dérogé, n'ayant esté faits que pour le bien & en vûë du bon ordre ; on en a tou-

jours suivi l'esprit, & si les malheurs des temps & les guerres en ont quelquefois suspendu & empesché l'execution, comme de tant d'autres bons Reglemens, ils ne les ont pas pour cela abolies & elles n'en sont pas moins obligatoires; il ne faut pour en estre persuadé, que voir la maniere dont les deux derniers Chapitres Generaux qui se sont tenus en 1686. & 1699. s'en sont expliquez (& c'est la même chose des autres qui les ont précedez) dans les Patentes & Institutions qu'ils ont données en Nous établissant en la Charge & l'Office de Procureur General de l'Ordre, c'est un stile ordinaire & qui n'a point changé.

Pouvoirs donnez par le Chapitre General au Procureur General de l'Ordre en l'établissant en cet Office.

Quia diversa in dies emergunt in Ordine nostro (c'est le Chapitre General qui parle) *coram diversis Galliæ Curiis tractanda, R. D. Ludovicum Monasterii Beatæ Mariæ de Charitate Lingonensi Abbatem in totâ Galliâ Procuratorem Generalem Creamus, Nominamus & Instituimus,* DANTES *ei potestatem & autoritatem omnes & singulas causas in universis litibus, querelis, controversiis motis & movendis,* CONTRA' *quascunque personas Ecclesiasticas vel sæculares, coram quibuscunque Judicibus prosequendi ac defendendi, sistendi in judicio, agendi, petendi, opponendi, appellandi, Ordinis nostri Privilegia, immunitatesque ac jura tuendi, fugitivos, apostatas, aliasve personas Ordinis nostri in Regno Galliæ vagantes per omnes juris & justitiæ vias puniendi & coercendi; unumque vel plures Procuratores cum pari autoritate seu potestate substituendi: omniaque & singula agendi & præstandi quæ Procurator Generalis agere potest & tenetur, excepto tamen mutuo contractu.*

Mandamus propterea in plenariâ Ordinis potestate Omnibus & singulis nostri Cistercienfis Ordinis utriusque sexûs regularibus personis Nobis subditis sub pœnis & Censuris in eodem Ordine consuetis, ut dictum R. D. L. Abbatem de Charitate tanquam verum & legitimum indubitatumque Procuratorem Generalem in Galliâ agnoscant & revereantur. Datum Cistercii in Definitorio Capituli Generalis &c. an. 1686. & 1699.

C'est par là que l'on peut juger de ce que peut & ne peut pas le Procureur General de l'Ordre de Cisteaux, & de l'obligation qu'il a de soutenir & défendre les Privileges de l'Ordre dont il est l'un des principaux Officiers; ayant ainsi le pouvoir de citer & de tirer en Justice toutes sortes de personnes pour les faire executer & empescher qu'il n'y soit contrevenu. Il est à propos de

de dire icy un mot de la maniere qu'on doit le faire, soit que ce soit luy qui le fasse en commençant une Instance, soit qu'il intervienne seulement dans une qui sera commencée & où il connoistra que l'Ordre en general ou un Monastere particulier sera interessé.

La maniere dont doivent estre défendus les Privileges dans l'Ordre de Cisteaux.

ON ne parle icy que de la défense qui se fait des Privileges de l'Ordre de Cisteaux en consequence des Bulles des Papes & des Lettres Patentes des Rois qui les ont confirmées, & cela regarde principalement la France, sans préjudice de ce qu'on peut & doit faire soit à Rome soit par tout ailleurs où ils sont attaquez, suivant les besoins particuliers, puisque toutes les personnes de l'Ordre y sont obligées par leur Profession, comme on l'a dit & montré au commencement de ce Recueil dans la Préface page 7e. en y rapportant quelques-uns des plus anciens Statuts qui le marquent & ordonnent expressément, sur tout à l'égard des Abbez & Superieurs des Monasteres, *Universi & singuli Ordinis Professi & maximè Abbates contrà impetentes & impedientes libertates ejusdem, secundùm formam præscriptam efficacis defensionis præsidio procedere teneantur.*

C'est au Livre intitulé Des Anciennes Définitions Compilées en 1289. & 1316. que cette forme prescrite se trouve, au 2e Chapitre de la seconde Distinction, *De modo seu formâ defendendi prædictas Immunitates;* & il y est dit que si quelques personnes qui ne soient pas de l'Ordre, entreprennent d'attaquer & enfreindre ses Privileges, *infringere moliantur*, Les trois plus anciens Abbez de la Province où cela sera arrivé, s'estant assemblez avec quelques autres à la priere & requisition des Monasteres qui seront attaquez, aprés avoir examiné l'affaire, s'ils sont bien fondez à se plaindre, ils convoqueront encore quelques autres Abbez des plus notables & cottizeront tous les autres situez dans la même Province pour aider à défendre ceux qui auroient peine à le faire sans ce secours.

Nomast. Cisterc. p. 484. & 485.

Si qui Episcopi vel alii Ecclesiarum Prælati seu quacunque alia persona quæ non sit de Ordine nostro, communia dicti Ordinis Privilegia infringere moliantur; in singulis Provinciis ubi aliquid tale exortum fuerit, tres primi Abbates cujuslibet Provinciæ adjunctis sibi &c.

Le Statut ajoûte que ce sera de l'autorité du Chapitre Gene-

ral qu'agiront ces Abbez, & que s'ils se portent negligemment à le faire, ils seront severement punis par le Chapitre General par suspension de leurs Charges *& à divinis, gradum altaris non ascendant usque ad sequens Capitulum Generale in quo super prædictâ negligentiâ veniam petere teneantur & graviter puniantur.*

Le moyen que le Roy a trouvé de reprimer & empescher ces infractions & contraventions ausdits Privileges, est aujourd'huy plus court & plus facile, en obligeant ses Officiers de le faire comme on a vû par les Lettres Patentes que l'on a cy-devant rapportées, leur enjoignant de tenir la main à les faire executer ponctuellement.

Si la Cause est commune à tout l'Ordre, c'est au Procureur General à la soutenir & défendre en son nom ; & si elle est particuliere à un seul Monastere, c'est à la Communauté de ce Monastere à fournir à la dépense : Elle peut estre de telle consequence que l'intervention du Procureur General y soit utile & même necessaire, ce qui dépend pour le sçavoir, de la bien examiner. Soit donc que l'on se pourvoye d'abord contre une contravention ou un trouble ou une entreprise, il faut par le ministere d'un Procureur au Grand Conseil, y presenter Requeste expositive du fait, & demander si c'est pour commencer une Instance, qu'il luy plaise ordonner que Commission sera délivrée pour y assigner les Parties à delais competens avec défense de proceder ailleurs, & en assignant cotter le nom du Procureur qui occupera : Et si c'est pour intervenir dans une affaire commencée & qui se plaide, où l'assistance du Procureur General soit necessaire, il faudra qu'en son nom il presente la Requeste, & aprés y avoir déduit quelques moyens d'y intervenir, il concluë à estre reçû Partie intervenante & aux autres fins qu'il voudra prendre dans l'Instance.

Que si l'on estoit prévenu par une Assignation devant un autre Juge que le Grand Conseil & par quelques procedures, il faudra demander que la Cause y soit évoquée avec défense de les continuer : mais si les delais de cette Assignation estoient si briefs qu'il ne fust pas possible avant l'écheance, d'obtenir la Commission & de la faire signifier ; il faudra en ce cas se presenter lors de l'écheance devant le Juge pour seulement decliner sa jurisdiction & demander le renvoy de la Cause au Grand Conseil, avec pro-

testation (en cas de déni de renvoy) de nullité & de cassation si l'on passe outre, de tout ce qui sera fait & entrepris au préjudice de la jurisdiction du Grand Conseil & des Privileges de l'Ordre de Cisteaux, dépens, dommages & interests. Aprés quoy il faudra s'y pourvoir & luy en porter sa plainte.

Pour empescher que dans l'Ordre l'on ne contrevienne à ces Privileges & que l'on n'en puisse pretendre cause d'ignorance, les Statuts ont pourvû à ce qu'ils se trouvassent en chaque Monastere, en obligeant toutes les personnes de l'Ordre de les avoir, de les inserer avec les autres Reglemens, & d'en faire tous les ans la lecture. En voicy le Statut. *Ne fortè aliqua persona Ordinis contrà prædictas Libertates prætextu ignorantiæ aliquid attentare præsumant vel illis in aliquo præjudicari permittant, Generale Capitulum Præcipit omnibus Abbatibus ut omnium Privilegiorum ab Apostolicâ Sede & à dictis Principibus eidem Ordini generaliter indultorum, in singulis Monasteriis transcripta habeantur & cum Libello definitionum legere anno quolibet ex integro teneantur.* Nomast. Cisterc. p. 484.

Quels sont les Juges dans l'Ordre de Cisteaux pour en terminer les Differends qui surviennent entre les Religieux.

LA question que l'on propose icy, ne regarde que l'interieur de l'Ordre & les differends que peuvent avoir entre eux les Religieux & Religieuses qui en sont, puisque l'on a vû dans ce Recueil par les Lettres Patentes qui y sont rapportées, qu'ils ont des Juges au dehors devant lesquels ils peuvent appeller ceux à qui ils demandent quelque chose ou qui leur refusent ce qui leur appartient justement.

C'est une erreur grossiere & toute évidente qu'ont eu jusqu'à present quelques personnes qui ont crû que dans les Ordres reguliers même en celuy de Cisteaux, il n'y avoit pas de veritable Tribunal où se pust exercer la jurisdiction contentieuse, & qu'ils n'en ont qu'une simple & imparfaite qu'ils appellent Correctionelle, qui ne leur donne le pouvoir que de corriger les fautes &

L'Ordre de Cisteaux a constamment la jurisdiction contentieuse sur les personnes qui luy sont sujettes & juridiques, & en est en possession depuis son origine, confirmée par l'autorité Ecclesiastique & Seculiere.

contraventions faites contre leurs Regles & Constitutions : Le contraire paroist si clairement & si bien établi, qu'on ne croit pas qu'il y ait nulle necessité d'en rapporter des preuves ; car outre qu'ils manqueroient du principal moyen de se maintenir, l'on voit dans cet Ordre par exemple, que par son Statut primordial qui fut fait dans le temps de sa fondation au commencement du douziéme siecle de l'Eglise, & qui a esté confirmé une infinité de fois par le Saint Siege & d'autorité Royale, & par les autres anciens Statuts, que l'on y estoit déja dans ce droit & cette possession de juger de toutes sortes d'affaires & depunir les coupables des plus grands crimes, par des peines Canoniques les plus rigoureuses ; par la déposition des Abbez, les prisons perpetuelles & autres chastimens, sur des informations & par des Jugemens & des Sentences qui ne sortoient pas de l'Ordre, n'estant pas permis d'en appeller au dehors & de se pourvoir contre, qu'au seul Chapitre General en dernier Ressort.

Ces Jugemens & l'execution qui les ont suivis, ont esté approuvez beaucoup de fois par des Bulles des Papes, des Lettres Patentes & des Arrests des Cours Superieures qui même comme on a vû en ce Recueil, ont dispensé des formalitez mentionnées dans leurs Reglemens & Ordonnances à l'égard de la procedure, ces Arrests qui l'ont examinée ayant souvent condamné aux dépens & à l'amende ceux qui l'avoient voulu contester ; de maniere qu'on peut assûrer que la verité que nous supposons, est constante & qu'il n'y a pas la moindre raison d'en douter, ni même aucune necessité d'en entrer dans le détail.

Causæ merè regulares inter personas dicti Ordinis emergentes, intrà Ordinem terminentur juxtà antiquas illius Constitutiones ; nec liceat alicui extrà Ordinem appellare sub pœnis in ipsis contentis. Brev. Alex. VII. num. 38.

Les differends donc qui surviennent entre les personnes de l'Ordre de l'un & de l'autre sexe, s'y devant terminer suivant ses Privileges contenus en ce Recueil, notamment le Bref du Pape Alexandre VII. de 1666. autorisé par le Roy & enregistré au Grand Conseil, il est tres à propos d'ajoûter icy une petite instruction qui fasse connoistre quels sont les Juges ausquels on doit s'adresser & qui ayent droit de les juger ; & en un mot, quels sont les degrez de jurisdiction qui s'y exercent.

Autrefois c'estoit le Superieur local du Monastere qui appaisoit par son autorité ordinaire, les mouvemens & les troubles qui s'y élevoient entre les Religieux, c'est-à-dire l'Abbé ou le Prieur & Souprieur en son absence ; autrement la décision s'en reservoit au Visiteur, & la difficulté se terminoit au temps de sa visite : Ce Visiteur estoit le plus communément le Pere immediat ou *Major*

Abbas ou celuy qu'il commettoit pour la faire en sa place ; & s'il manquoit de rendre justice, & qu'il donnast lieu par son jugement à quelque plainte, elle estoit portée au Chapitre General qui se tenoit à lors tous les ans, & on y punissoit le Juge & les Parties qui se trouvoient en faute.

Si la contestation estoit entre quelques Monasteres ou quelques Communautez de Maisons differentes, on s'en rapportoit au jugement des Abbez voisins dont on convenoit ; & s'ils ne la terminoient pas, on recouroit au Chapitre General à l'autorité duquel on estoit obligé de se soumettre, comme Nous le voyons par un Reglement fait du temps de Saint Estienne & qui fut mis dans la premiere & plus ancienne Compilation de l'Ordre faite aprés la Carte de Charité sous le Titre d'*Instituts du Chapitre General* en 1134. deux ans aprés sa mort, au Chapitre 68. conçû en ces termes : *Si fortè aliqua controversia inter Abbates Ordinis nostri orta fuerit, convocent vicinos Abbates Ordinis nostri & eorum consilio pacem ineant ; si verò sic sedari non potuerit, reservetur causa eorum ad annuum Capitulum Cistercii, & ibi ad arbitrium & nutum Cistercii Capituli terminetur, neque modò ad aliam audientiam appellare liceat.* Nomast. Cister. p. 267.

Depuis que le Chapitre General ne se tient plus si regulierement & si souvent, & qu'il seroit fâcheux de laisser traîner si longtemps une affaire, on a pris d'autres mesures, & on a établi certains degrez de jurisdiction qu'on doit garder dans les appellations, sans neanmoins déroger au pouvoir & à l'autorité des Abbez & des autres Superieurs locaux suivant qu'elle leur est donnée par la Regle de Saint Benoist & conservée par la Carte de Charité : Et ce fut le Chapitre General de l'an 1605. qui le premier ordonna sans rien dire du Superieur local, que du Visiteur on pourroit appeller au Pere immediat, de celuy-cy à l'Abbé de Cisteaux, & de l'Abbé de Cisteaux au Chapitre General ; ce qui a esté confirmé depuis par d'autres Chapitres & même par l'Arrest du Conseil d'Etat du 19. Septembre 1681. qui l'a donné pour regle, lequel Arrest comme Nous avons dit en le rapportant pages 325. & suivantes de nostre Recueil des Privileges, doit servir de Reglement pour tout l'Ordre.

Si donc l'Abbé regulier de quelque Monastere ou à son defaut & en son absence le Prieur ou même le Souprieur avoit fait & rendu quelque Ordonnance ou Jugement en matiere qui demande &

merite quelque discussion & dont quelque particulier pretende estre grevé, il a la voye ouverte pour s'en plaindre au Visiteur dans le temps de sa visite, lequel aprés avoir examiné le fait, peut y remedier *de plano* par un simple Procés verbal qu'il fera lire en presence du Superieur & de la Communauté ; Et si la chose estoit importante, il en pourroit informer & ainsi proceder dans les formes jusqu'à Sentence définitive inclusivement, de laquelle on pourra appeller au Pere immediat de ce même Monastere qui en connoistra & jugera l'appel, qui n'est jamais suspensif en matiere de simple regularité mais seulement dévolutif.

Mais de peur que l'on ne fasse icy une équivoque sur le nom de Visiteur & pour sçavoir qui l'on y doit entendre, il est bon en un mot, de dire que c'est celuy qui fait actuellement la visite au Monastere où il y a quelque contestation ; Car quoiqu'il paroisse avec assez d'évidence que par le Visiteur marqué dans l'Arrest, on ait entendu le Visiteur de la Province, on ne peut pas raisonnablement disconvenir que si c'estoit le Pere immediat qui visitast ou par son ordre un Commissaire extraordinairement, l'on pourroit tres-bien se pourvoir à luy, & ensuite de cette sorte à l'Abbé de Cisteaux & à son Commissaire, ou à celuy du Chapitre General, supposé qu'il fust dans le Monastere, pour juger la plainte & l'appel, & ainsi arrester le scandale & remedier au desordre s'il y en avoit ; celuy qui fait la visite tel qu'il soit, estant obligé de corriger tout ce qu'il trouve de mal dans un Monastere, & d'y mettre la paix & rétablir le bien : Car dira-t-on qu'un Officier subalterne qui même tient son pouvoir des Peres immediats, du Chef de l'Ordre & du Chapitre General, se trouvant dans un Monastere, suspendra tout leur pouvoir & les empeschera d'exercer leur autorité & jurisdiction sous pretexte qu'il a un degré de jurisdiction : On ne pense pas déroger en rien par cette interpretation ni aux Statuts ni à l'Arrest de 1681. mais on en prend & suit l'esprit ; tellement que cela n'empesche pas que les Visiteurs Provinciaux n'ayent toûjours les mêmes droits dont ils pourront user en toutes autres occasions, ce sera pour cette fois un degré perdu à la verité, mais la perte en est bien recompensée par la prompte justice & la diligence qu'on aura apportée à appaiser bientost un trouble & une division dans une Communauté dans un cas extraordinaire.

On peut confirmer cela par ce qui se pratique dans les Cours

Seculieres & dans les Tribunaux qui sont subordonnez les uns aux autres par des degrez distincts. Une cause particuliere dont la connoissance appartient au Juge inferieur, se trouve engagée dans le Tribunal superieur par des circonstances singulieres, il la retient & la juge : ainsi arrive-t-il souvent du Juge des lieux, du Bailliage & Presidial, du Parlement & du Conseil du Roy, & c'est enfin là où toutes choses se terminent.

En reduisant de cette sorte les choses à la maniere ordinaire & conservant au Visiteur Provincial son degré de jurisdiction pour connoistre d'une affaire en premiere Instance lorsqu'arrivant dans un Monastere on luy fait des plaintes, qu'il en prend connoissance & qu'il a commencé à proceder ; on ne fait tort à personne ; mais s'il y avoit contre luy des soupçons, il doit s'en abstenir s'il les connoist bien fondez ; & s'il y a du doute, le Pere immediat en doit juger : Que si les moyens sont pertinens, ce même Pere immediat doit pourvoir d'un autre Visiteur ou visiter luy-même : Sans quoy s'il avoit dessein de commettre un autre soit pour la visite ou pour quelque autre fonction, il ne le pourroit pas le faire suivant le Reglement du Chapitre General de 1667. confirmé par Bref Apostolique, qu'en cas d'absence de la Province de ce même Visiteur, de maladie ou de soupçon bien averé.

Ce sont-là les Regles que l'on doit suivre à cet égard. Le suprême degré dans l'Ordre est le Chapitre General qui n'en a pas d'autre au dessus de luy que celuy du Pape : Nous l'avons vû dans plusieurs Bulles de ce Recueil, & entre autres dans une de 1574. de Gregoire XIII. page 183. nombre 13. qui défend aux Legats du Saint Siege & à tous les Nonces Apostoliques, de prendre aucune connoissance des contestations qui surviennent dans les Monasteres de l'Ordre, & d'entreprendre de les visiter, ni de recevoir & juger les appellations qui seroient interjettées & portées devant eux des Sentences & Ordonnances de leurs Superieurs ; jusques-là qu'ils défendent aussi aux Officiers de la Chambre Apostolique, d'admettre les appellations qui pourroient estre directement portées à Sa Sainteté : il n'y a que l'abus qui puisse donner lieu à en tirer la connoissance hors de l'Ordre.

Ces Superieurs c'est-à dire le Chapitre General, l'Abbé de Cisteaux Chef de l'Ordre, le Pere immediat de chaque Monastere, & celuy qui en est le Superieur local sous le nom d'Abbé ou Prieur, ont la jurisdiction ordinaire sur tous leurs sujets & juridi-

ques, & peuvent députer pour agir en leur lieu & place dans le besoin & lorsqu'ils le jugent à propos, soit pour visiter soit pour faire toutes autres fonctions qui leur competent & appartiennent; & ils ont ce pouvoir par leurs Charges & établissemens suivant la Regle & les Statuts de l'Ordre : ce que n'ont pas & ne peuvent faire les simples Vicaires & Visiteurs des Provinces de la commune & de l'étroite Observance qui sont choisis & instituez en vûë & consideration de leur capacité personnelle & de leur zele pour la Regularité, non plus que tous les autres Commissaires & députez, n'estant tous que simples subdeleguez pour un temps fixe & limité & ne pouvant outrepasser le pouvoir qui leur est donné par leurs Institutions & Commissions.

Et ils peuvent tous soit Ordinaires ou Déleguez connoistre & juger de tous les cas qui arrivent dans les Monasteres, & plus la matiere est grave, plus on doit estre circonspect, parce que si elle estoit peu importante & legere, une simple inquisition suffiroit pour en apprendre la verité, & on pourroit y pourvoir sur un Procés verbal sans autre formalité : mais s'il y avoit du crime & en un mot, qu'elle fust importante & eust des suites, il n'y auroit rien à negliger pour en avoir une connoissance exacte : il est facile de juger que ç'a toûjours esté là l'esprit de l'Ordre & l'intention qu'on y a eu dans tous les temps par la vûë de ses anciens Statuts, en voicy les principales dispositions.

Nomast. Cisterc. p. 476. & 559. *In Causis Ordinis strepitu secularis judicii relegato, simplicitas Ordinis solita observetur, nisi fortè judex ad informationem sui & ad causæ meritum declarandum allegationes juris sive consilia duxerit requirenda, sed secundùm conscientiæ puritates & rationes hinc & indè propositas bonâ fide & providè procedetur.*

Ibidem. 318. & 534. *Ipsum Visitatorem talem fore convenit ut non credat omni spiritui, sed causam quam nesciverit diligenter inquirat, cognitam rationabiliter corrigat zelo Ordinis & paternæ Charitatis affectu.*

Ibid. p. 67. 321. & 475. C'est toûjours la Charité qui doit estre le motif & la fin des visites, des corrections & des punitions; & les procedures qui se font, doivent estre autant qu'il est possible dans le cours d'une visite, la jurisdiction de l'Ordre s'y exerçant & devant s'y exercer suivant les Statuts avec plus d'exactitude & de facilité.

En un mot, un Juge dans l'Ordre de Cisteaux doit éviter autant qu'il peut les embarras des procedures, & n'est obligé de s'y at-

tacher

tacher qu'autant que la necessité le requert pour la qualité des faits & pour en sçavoir la verité, & encore n'est-il pas absolument tenu d'y observer à la rigueur toutes les formalitez, luy suffisant de garder les plus essentielles, comme dans le besoin d'informer & d'entendre des témoins, de leur faire prester serment, de les recoller & confronter, d'interroger l'accusé; il nomme d'office un Promoteur & un Greffier ou Secretaire, & celuy-cy doit prester serment; & suivant les anciens Statuts, la Sentence doit estre prononcée en Chapitre ou dans un lieu où soit au moins une bonne partie de la Communauté.

L'une des raisons qui prouvent qu'on n'est pas obligé de suivre toutes les formalitez d'une procedure exacte, & qu'outre qu'on en est dispensé par les Bulles des Papes qu'on a rapportées & par les Lettres Patentes qui les ont confirmées, on ne voit pas qu'aucune des Ordonnances qui les prescrivent, y ait jamais declaré vouloir y comprendre les Cloistres, que les Cours Superieures qui les ont verifiées, n'en ont point parlé, Et même que lorsqu'on a porté devant elles des appellations comme d'abus interjettées des Sentences renduës sans observer ces formalitez à la rigueur, elles les ont confirmées en ordonnant l'execution & condamnant les appellans qui les contestoient sur le pretexte de ce defaut, en l'amende & aux dépens : il y en a entre plusieurs exemples deux Arrests contradictoires du Grand Conseil assez récens sur les Conclusions de M. l'Avocat General, l'un du 18. Octobre 1685. pour l'Abbaye de Champagne, & l'autre du 14. May 1695. pour l'Abbaye de Faize.

Il y a aussi une preuve plus étenduë de cette verité, tirée d'un autre Arrest du Parlement de Toulouse où la question fust discutée & même jugée au sujet d'une affaire qui y avoit esté portée en 1663. sur des differends arrivez entre les Religieux de l'Abbaye de l'Echelle-Dieu du même Ordre de Cisteaux, où il y avoit eu une involution de Procés & des faits tres-considerables, le Cas privilegié y avoit esté meslé : D'abord les plaintes avoient esté addressées à l'Abbé de Morimond leur Pere immediat, & ensuite l'appel interjetté de la Sentence renduë par son Commissaire, portée devant celuy de l'Abbé de Cisteaux, les informations faites, le Prieur déposé, & tout cela suivi d'un appel comme d'abus, où l'on convenoit qu'il y avoit de tres-grands defauts dans la procedure & que les formalitez prescrites par les Ordon-

nances n'y avoient pas esté observées : les avis furent d'abord partagez à la Grand'-Chambre, & enfin le jugement rendu en la premiere des Enquestes par lequel il fut arresté que bien que la procedure parust tres-irreguliere, en cas même important, elle ne devoit point estre la matiere d'un appel comme d'abus par plusieurs raisons qui y sont rapportées, dont l'une outre ce que nous avons déja dit, est le mauvais exemple & la dangereuse consequence qui suivroient cette sorte d'appellations, qui une fois reçûë, troubleroit en tout l'ordre de la discipline Monastique, rempliroit les Tribunaux Seculiers & Laïcs de Moines inquiets, plaidans, vagabonds & obligeant les Superieurs à estre trop tendus & gesnez dans les procedures de Correction qu'ils auroient à faire, pourroient les déterminer où à laisser les fautes impunies, ou à les punir sans procedures : Que leur jurisdiction n'estant pas publique comme celle des Officiaux laquelle s'étend même en certains cas sur les personnes laïques, mais estant renfermée dans le secret de leurs Cloistres, il y avoit lieu de les distinguer des Officiaux dans l'obligation de suivre les formalitez prescrites par les Ordonnances ; & qu'enfin le Juge Seculier devoit renvoyer des Religieux morts au siecle & au monde, à se plaindre en de pareils cas à leurs Superieurs, & ainsi abandonner les morts aux morts mêmes suivant les paroles de l'Evangile.

Par ces raisons & plusieurs autres plus étenduës & qu'on peut voir dans les Plaidoyers qui furent faits & qui sont rapportez tout au long dans un Livre imprimé in 4° à Toulouse en 1700. Tome premier sous ce Titre *Arrests remarquables du Parlement de Toulouse recueillis par Messire Jean de Catellan.* Chapitre 19. *De l'appel comme d'abus d'une procedure faite pour Correction des mœurs par un Superieur regulier.* pages 64. 65. & suivantes. Le Parlement mit les Parties sur les Appellations comme d'abus, hors de Cour & de Procés, en renvoyant ainsi ces Religieux à leurs Superieurs.

C'est ainsi que se terminent & doivent se terminer les affaires de l'Ordre de Cisteaux dans l'Ordre même, & l'on voit que c'est l'esprit de l'Eglise & des Papes aussi bien que des anciens Statuts & même l'intention des Rois qui s'en sont expliquez par leurs Lettres Patentes : Il faut autant qu'il est possible garder les formalitez pour venir à la découverte de la verité, mais il ne faut pas sous pretexte de quelques defauts, troubler &

ruiner la Discipline & la regularité des Cloistres; c'est aux Superieurs à veiller qu'elle soit maintenuë & à faire observer les Regles & empescher l'impunité qui sous pretexte de douceur & de moderation & d'une fausse charité, est la ruine de la Regularité & la source de tous les maux qui arrivent dans les Monasteres & les perdent. On peut voir comment en a parlé dans les Privileges le Pape Gregoire XIII. par sa Bulle de 1574. qu'on a rapportée, elle commence en la page 174. au nombre 13. en ces mots : *Quià nihil æquè dissolutè & indisciplinatè vivendi licentiam affert quàm impunitatis spes* & le reste : il y fonde la défense qu'il fait à ses Nonces & aux Legats du Saint Siege, d'arrester l'execution des Sentences & Ordonnances des Superieurs de l'Ordre de Cisteaux sur les appellations qui pourroient en estre interjettées pardevant eux ; c'est encore une fois à ces Superieurs reguliers d'y faire reflexion pour n'en avoir pas la conscience chargée & de toutes les suites de l'impunité, en ne faisant pas la justice qu'ils sont obligez de faire du mal passé, *ne peccetur & ut ceteri metum habeant.*





PROCEDURE FAITE DANS L'INSTANCE instruite & preste à juger devant le Roy & les Commissaires qu'il a nommez de son Conseil, poursuivie és années 1701. & suivantes, sous le nom Collectif de MM. les Evêques par MM. les Agens Generaux du Clergé, sur la pretention qu'ils ont du droit de permettre les sorties des Religieuses exemptes, de leur Clôture & d'examiner leurs Novices avant que de faire Profession, au préjudice des Superieurs reguliers.

AVERTISSEMENT.

LA Procedure que l'on va joindre icy au Recueil des Privileges de l'Ordre de Cisteaux, n'en fait partie qu'autant qu'elle explique le fondement & le premier de tous ces Privileges qui est son Exemption totale de la jurisdiction de MM. les Evêques Diocezains, & qu'elle fait connoistre par un exemple celebre combien il faut estre exact & veiller à les maintenir dans leur vigueur & à les défendre quand ils sont attaquez.

La bonté qu'a eu le Roy de permettre & même d'ordonner que cette instruction seroit faite devant elle, & de vouloir la juger par l'avis des Commissaires qu'elle a nommez de son Conseil, prouve

& montre une suite de protection infatigable & l'attention qu'elle a pour procurer la paix à cet Ordre dans toutes les occasions qui se presentent : Et le respect infini qu'on y a pour le Corps illustre de MM. les Evêques & que l'on veut conserver & garder en toutes choses & notamment en cette Procedure, convainc que rien ne doit empescher d'avoir de la fermeté & du zele quand il est question de se défendre contre les entreprises qui sont faites sur des droits sacrez & au préjudice des Privileges sur lesquels la Regularité & la bonne conduite des Monasteres sont fondées & dont elles dépendent comme en cette occasion. Il faut avouer que ceux qui l'ont fait icy, doivent avoir eu de l'affection & de l'attachement pour les devoirs de leur Profession & qu'ils meritent d'estre imitez.

Deux raisons ont fait prendre le dessein de rapporter icy cette Procedure ; la premiere, qu'elle est instructive sur le fait de l'exemption par les recherches qu'on a faites de ses Causes & des motifs qu'on a eu de la procurer & de l'accorder : la seconde, afin de conserver le souvenir de ce qui s'y est passé qu'il seroit tres-dangereux d'oublier ; & l'on en peut juger par cela même ; Car MM. les Evêques ont grand soin de mettre dans leurs Archives & de faire inserer dans les Actes & Memoires du Clergé qu'ils font imprimer de temps en temps, jusqu'aux moindres choses qu'ils croyent leur pouvoir estre avantageuses contre les Reguliers, comme des Or-

donnances qu'ils rendent & qui n'ont point d'execution, des permissions qu'ils donnent qui n'en ont pas davantage, & quelques Arrests donnez par defaut ou sur de simples Requestes ; Tellement que si l'on ne fait paroistre quelque Monument qui y réponde & montre la verité des choses, on sera en danger de ne jamais la sçavoir.*

* Peut-estre mesme y feront-ils mettre leur Placet & leurs Memoires.

La Contestation avoit commencé au regard de quelques Monasteres particuliers de Religieuses touchant leur sortie de la Clôture & l'examen pour leur Profession. MM. leurs Diocezains pretendirent qu'on devoit pour cela s'adresser à eux ; elles s'en défendirent comme d'une nouveauté & entreprise, & porterent leurs plaintes par un appel comme d'abus au Tribunal seculier où leurs Superieurs reguliers intervinrent & prirent le fait & cause, & où ils furent écoutez & obtinrent des Arrests contradictoires qui condamnerent la pretention de MM. les Evêques même avec amende & dépens.

Ce furent ces Arrests qui leur firent prendre la resolution de se pourvoir au Roy pour les faire casser & pour avoir une Declaration qui les maintînt sans plaider en leur pretendu droit ; mais Monsieur l'Abbé de Cisteaux ayant esté averti du Placet qu'ils avoient presenté à cet effet, en donna aussi un, & le Roy les remit tous deux à Monseigneur le Chancelier qui les communiqua par son ordre pour y pouvoir répondre ; Sa Majesté nomma des Commissaires de son Conseil, qui furent

Messieurs de Pommereu, d'Aguesseau, de la Reynie & de Ribaire qui s'assemblerent plusieurs fois.

Cela commença sur la fin de l'année 1701. & dura pendant 1702. 1703. 1704. & jusques à 1705. les Parties se communiquant leurs Reponses & Repliques par des Memoires imprimez, même Madame l'Abbesse de Fontevrault y fut reçûë Partie intervenante pour raison de l'interest que les Maisons de son Ordre se trouvoient y avoir.

Mais enfin MM. les Evêques connurent bien que n'ayant ni Titre valable ni possession, ils ne pourroient pas réussir, ils retirerent leurs productions, & on n'a pû quelque diligence qu'on ait fait depuis, les obliger de les remettre: au lieu de quoy se servant de l'occasion de leur Assemblée de 1705. ils insererent dans leurs Cahiers un huitiéme article par lequel ils demandoient cette Declaration tant desirée: mais le Roy s'estant souvenu de ce qui s'estoit passé, les renvoya à se pourvoir pardevant les Juges qu'elle leur avoit donnez: l'on fit du costé de Monsieur l'Abbé de Cisteaux des diligences, mais sans jamais pouvoir obliger MM. les Evêques d'y répondre de leur part, & tout demeura dans le silence jusqu'en 1710. qu'à la fin de leur Assemblée ils glisserent encore dans leurs Cahiers un deuxiéme article tendant aux mêmes fins, auquel le Roy ne répondit que par de nouveaux ordres qu'il donna d'avertir les Parties de remettre leurs Productions & qu'il vouloit juger, nommant

même

même de nouveaux Commissaires en la place de ceux qui estoient décedez depuis 1705. & Monsieur d'Ormesson Maistre des Requestes pour Rapporteur ; Monseigneur le Chancelier en écrivit à Monsieur l'Abbé de Cisteaux & à Madame l'Abbesse de Fontevrault pour les avertir & les presser; ils firent encore tout ce qu'ils purent pour obliger MM. les Evêques d'en faire autant mais inutilement : de sorte qu'il est évident que leur dessein n'est que d'attendre un temps propre & favorable pour venir à leur but par une voye indirecte, sans forme de justice & sans rien examiner ; ce qu'il sera tres-difficile à faire réussir tant que la memoire du passé ne sera point éteinte, & elle ne peut guere mieux se conserver que par un monument tel qu'est le Recueil des Privileges de l'Ordre de Cisteaux où l'on va l'inserer.

AU ROY.

SIRE,

L'ABBE' Chef & General de Cisteaux a si souvent ressenti les effets de la protection & de la justice de Vostre Majesté, qu'il croiroit manquer de reconnoissance & en même temps, de confiance en sa bonté, s'il n'avoit pas recours à Elle dans les occasions pressantes où il s'agit du salut de son Ordre.

Depuis cinq à six siecles que la pluspart des Monasteres de Filles qui en dépendent, ont esté fondez, le Suppliant, ses Predecesseurs &

les autres Superieurs Reguliers en ont toûjours eu tout le soin & toute la conduite, sans le concours de Messieurs les Evêques Diocesains, de la Jurisdiction desquels ils sont exempts dés leur origine, soit au regard de la Clôture qui y a esté gardée de tout temps, soit pour toutes autres choses; & leur possession a esté paisible & reconnuë legitime & approuvée par les Conciles Generaux & par les Bulles de plusieurs Papes, & pareillement autorisée par les Ordonnances & les Lettres Patentes des Rois & par les Arrests des Cours Superieures.

Cependant SIRE, depuis tres-peu d'années, quelques-uns de Messieurs les Evêques ont entrepris de troubler cette Economie si constante & si bien établie, & ont commencé par pretendre que le droit & le pouvoir de permettre aux Religieuses de ces Monasteres de sortir de leur Clôture dans les cas de necessité, devoit leur appartenir.

Une nouveauté si inouïe n'auroit pas manqué de causer de l'alteration dans la discipline & d'avoir de fâcheuses suites, si elle n'avoit pas esté arrestée dans son commencement.

Ce fut feu Monsieur de Gaillard Evêque d'Apt qui en l'année 1678. eut le premier cette pretention: Les Religieuses de Sainte-Croix qui sont dans cette Ville & qui servent d'exemple de Regularité à toute la Province, s'y opposerent & se crurent obligées de se pourvoir contre au Grand Conseil que V. M. a donné à l'Ordre de Cisteaux pour Juge & Conservateur de ses Privileges.

Ce Jugement arbitral du 11. Janv. 1678. a esté imprimé & l'original déposé chez M. Vatry Notaire à Paris le 9. Dec. 1699.

Mais toutes les Parties s'en étant raportées au sentiment de feu Monsieur de Harlay Archevêque de Paris, ce Prelat si éclairé & si instruit des Droits Ecclesiastiques & de ceux du Royaume, condamna la pretention de Monsieur l'Evêque d'Apt, & l'obligea de revoquer ses Ordonnances, & même de faire publier au Prône cette revocation dans son Eglise Cathedrale.

L'Arrest du Grand Conseil est aussi imprimé, rendu le 11. Mars 1695.

En 1695. feu Monsieur l'Evêque de Noyon pretendit la même chose à l'égard des Religieuses de Biache; & le Grand Conseil où l'affaire fut portée, aprés avoir examiné & pesé au poids du Sanctuaire, pendant douze Audiences, les saints Decrets & Constitutions Canoniques & les Ordonnances qui servent de Loix dans vostre Royaume, declara qu'il y avoit abus dans le Decret de Monsieur de Noyon, & maintint le Suppliant dans le droit & la possession de donner seul les permissions aux Religieuses de Biache, de sortir de leur Clôture.

Enfin, en 1699. Monsieur de Foresta Evêque moderne d'Apt, renouvella la pretention de son Predecesseur sur la même Abbaye de Sainte-Croix; mais le Parlement d'Aix qu'il avoit luy-même choisi pour Juge, la condamna, & rendit son Arrest tout conforme à celuy de vostre Grand Conseil, aprés huit Audiences de plaidoirie. Et s'étant depuis pourvû en vostre Conseil Privé en cassation de cet Arrest, vostre Conseil qui en a examiné avec exactitude & le fond & la forme, a debouté ledit Sieur Evêque de sa demande en cassation, & l'a condamné en l'amende & aux dépens, par un Arrest solennel du cinquiéme du present mois de Septembre 1701.

L'Arrest du Parlement d'Aix du 9. Avril 1699. avec celuy du Conseil du Roy qui l'a confirmé, a esté pareillement imprimé.

Tous ces Jugemens SIRE, ainsi rendus en tant de differens Tribunaux, établissent une forte presomption pour le droit des Superieurs de l'Ordre de Cisteaux; cependant le Suppliant a appris avec bien du chagrin, qu'à l'occasion de ce dernier Arrest, quelques-uns de Messieurs les Evêques s'étoient mis en mouvement, & avoient formé le dessein de s'adresser à Vostre Majesté pour s'en plaindre, comme s'il leur avoit causé un grand préjudice; & c'est ce qui oblige le Suppliant de recourir à Elle & de la supplier tres-humblement de luy permettre de l'informer du fait & des raisons qui en font voir la justice.

Il y a eu aussi depuis ce temps-là plusieurs autres Arrests qui ont jugé de même, comme un du G. C. contre M. l'Evêque de Vabres du 3. Avril 1702. & plusieurs autres. Voyez aussi ceux pour S. Barthelemy d'Aix, du Conseil du Roy & du Parlement de Paris des 17. May 1706. & 26. Janvier 1707.

Quand il n'y auroit que la possession continuë & uniforme où sont les Superieurs de l'Ordre de Cisteaux depuis cinq à six siecles, d'user de ce droit dans les Monasteres de Filles de leur dépendance, elle suffiroit seule pour opposer à la nouveauté de la pretention de Messieurs les Evêques, qui pendant des temps si reculez, avant & depuis le Concile de Trente, ne s'étoient pas apperçû ni avisé qu'ils la pouvoient avoir, & qui ont souffert les Superieurs Reguliers paisibles dans leurs usages.

Ce droit est de plus fondé, outre les Regles & les Statuts de l'Ordre, sur les saints Decrets & les Constitutions Canoniques, sur la fameuse Decretale du Pape Boniface VIII. qui commence par le mot *Periculoso*, & qui est confirmée par le Concile de Bâle & renouvellée encore par celuy de Trente, sur l'Ordonnance de Blois qui regit vostre Royaume, & sur plusieurs autres autoritez qu'il seroit ennuyeux de rapporter.

Vostre Majesté permettra s'il luy plaist au Suppliant d'y ajoûter celle de la volonté de Vostre Majesté, & de dire comment aprés son Edit du mois d'Avril de 1695. concernant la Jurisdiction

Ecclesiastique, pour prevenir les explications desavorables qu'on auroit pû luy donner contre les exemptions des Reguliers, afin de les faire joüir sous sa protection, de celles qui leur ont esté legitimement accordées, Elle a eu la bonté de donner une Declaration le vingt-neuviéme Mars de l'année suivante, pour servir à l'Edit d'interpretation, par laquelle *Elle veut & ordonne que son Edit sera executé sans préjudice des droits, privileges & exemptions des Monasteres qui sont sous des Congregations, que Vostre Majesté entend avoir lieu ainsi & en la maniere qu'ils l'ont eu & dû avoir jusqu'à present.*

Il est difficile d'avoir une confirmation de l'exemption des Reguliers, plus claire, plus generale & plus authentique que celle qui est contenuë en cette Declaration, par rapport au sujet qui fait la Contestation; puisqu'il est constant que le droit des Superieurs Reguliers de l'Ordre de Cisteaux à l'égard de la Clôture des Monasteres de Religieuses de leur dépendance, est un Point essentiel de l'exemption de cet Ordre, & qu'ils sont en possession d'en user depuis cinq à six siecles.

Il faut dire encore, que la pretention de Messieurs les Evêques est formellement condamnée par cette Declaration, parce qu'ils n'ont ni usage ni possession pour eux, ni rien sur quoi ils puissent se fonder.

Car enfin SIRE, tout ce qu'ils citent n'est qu'équivoque: leur Caractere Episcopal, le Concile de Trente, le 19e article de l'Edit de 1695. quelques Bulles des Papes, & l'exemple des Monasteres d'Italie.

A l'égard du Caractere Episcopal pour lequel le Suppliant a beaucoup de respect, il ne peut pas plus préjudicier pour raison de la Clôture des Religieuses, que pour les autres parties de l'exemption generale qu'a l'Ordre de Cisteaux de la jurisdiction de Messieurs les Evêques: & tant s'en faut que ce soit leur Caractere qui leur donne aucun droit sur la Clôture, qu'ils n'en ont pas même que comme déleguez du Pape, sur les Religieuses qui ne sont pas en Congregations mais seulement sujettes immediatement au Saint Siege.

Quant au Concile de Trente qui n'est pas reçû en France, il ne leur donne que le simple pouvoir d'approuver les causes des sorties des Religieuses & non pas de les permettre; & encore ce pouvoir ne s'étend que sur celles de leur dépendance & celles

qui ne sont pas en Congregations : Ce qui est si veritable, que le Concile en cet endroit qui est le 5e Chapitre de la Session 25e, renouvelle & confirme sans aucune dérogation, la Constitution du Pape Boniface VIII. qui n'accorde à Messieurs les Evêques nulle inspection sur la Clôture des Filles qui ont des Superieurs Reguliers, & qui veut que les permissions d'en sortir ne soient données que par ceux dont elles dépendent.

De plus, au Chapitre 9e de la même Session, le Concile declare en termes exprés, que s'il soumet à Messieurs les Evêques les Monasteres de Filles qui relevent immediatement du Saint-Siege ; il veut & entend que ceux qui sont en Corps d'Ordres & ont des Superieurs Reguliers, demeurent & soient entierement laissez sous leur conduite.

Pour l'Article 19. de l'Edit de *1695*. (outre que Vôtre Majesté n'a pas eu intention de faire un Reglement nouveau que conformément aux saints Decrets & aux Constitutions Canoniques reçûes en vostre Royaume, lesquelles servent de fondement au droit du Suppliant) ; que peut-on opposer à la Declaration de Vôtre Majesté du 29. Mars *1696*. par laquelle elle veut & entend que son Edit soit executé, *sans préjudice des droits, privileges & exemptions des Monasteres qui sont sous des Congregations, qu'elle entend avoir lieu ainsi & en la maniere qu'ils l'ont eu & dû avoir jusqu'à present.*

Quelques-uns ont voulu dire que Vôtre Majesté n'avoit fait tomber sa Declaration que sur le 18e Article de l'Edit, & non pas sur le 19e ; mais outre que le contraire est evident, il est encore certain que le 19e Article n'estant que l'extension & l'explication du 18e auquel il a un entier rapport, Vôtre Majesté n'a pas voulu préjudicier aux exemptions des Ordres Reguliers plutost par le 19e Article que par le 18e, son intention ayant esté de conserver en leur entier celles ausquelles un usage contraire n'auroit pas dérogé.

Il est vray SIRE, qu'il y a eu des Bulles de quelques Papes qui paroissent favoriser la pretention de Messieurs les Evêques, mais elles n'ont jamais esté reçûës en France ni regardées comme Constitutions Canoniques ; Messieurs les Evêques ne les executent pas même à l'égard des Monasteres de Filles où ils ont jurisdiction, & il seroit impossible de le faire à cause de la rigueur de leurs restrictions.

On y defere en Italie, parce que le gouvernement dépend des

Bulles qui le reglent : & c'est la raison pour laquelle elles se gardent en partie dans les Monasteres de Filles, même dans ceux qui originairement estoient de l'Ordre de Cisteaux & qui n'en sont plus, les Superieurs Reguliers en ayant abandonné la conduite, depuis qu'il a plû aux Papes d'y vouloir donner inspection à Messieurs les Evêques, parce que n'estant pas possible de servir à deux Maistres, deux Superieurs qui ne sont pas subordonnez ne sçauroient gouverner les mêmes Monasteres sans y causer du trouble & une grande division.

C'est cet exemple SIRE, qui doit augmenter la crainte du Suppliant, & qui le met dans la necessité de redoubler ses instances auprés de Vôtre Majesté pour éviter un pareil mal, & pour luy demander en cette conjoncture, l'honneur de sa protection qu'elle a déja eu la bonté de donner en tant d'autres occasions, afin d'empescher la ruine de son Ordre ; estant indubitable que si peu que l'autorité des Superieurs Reguliers soit diminuée par le concours de Messieurs les Evêques, sur tout à l'égard des Monasteres de Filles dans lesquels la division est plus à craindre, on ne peut attendre que la perte entiere d'un grand Ordre pour lequel les Rois predecesseurs de V. M. ont toûjours eu de grands égards, l'ayant regardé, pour user de leurs expressions, comme *servant d'ornement au Royaume de France, & se faisant un devoir trés-étroit de maintenir ses Privileges & la Jurisdiction de l'Abbé de Cisteaux leur Sujet, sans jamais pouvoir souffrir qu'il y fût fait aucune diminution.*

Et ce ne seroit pas seulement en France, que les Monasteres en porteroient le préjudice, ceux d'Espagne où ils sont en grand nombre, de Flandre, d'Allemagne, de Pologne, en un mot, de toute la Chrêtienté, se ressentiroient du contrecoup, parce que l'Abbé de Cisteaux qui est leur Chef & leur Superieur General, n'ayant pû soutenir ses prérogatives dans le lieu où est le siege de son autorité, auquel ils demeurent principalement attachez par le moyen de l'uniformité qui est comme l'ame de l'Ordre ; quelle apparence qu'ils puissent eux-mêmes se maintenir & se défendre contre les Puissances qui voudront les attaquer ?

Ces considerations SIRE, que le Suppliant prend la liberté d'exposer avec une parfaite soumission à Vôtre Majesté, luy font esperer qu'Elle aura la bonté d'y faire attention, & qu'au lieu de vouloir rien changer dans des dispositions si justes & si canoniques,

& dans un usage si ancien & si conforme à tout ce qu'il y a de plus inviolable dans l'Eglise, elle les maintiendra avec d'autant plus de raison, que l'Ordonnance de Blois & vostre Edit de 1695. interpreté par la Declaration de 1696. les autorisent; n'y ayant d'ailleurs ni necessité d'y apporter du changement, ni apparence d'utilité, puisque, d'un costé, cet usage subsiste sans cela depuis cinq à six siecles, & que d'autre part, la moindre alteration qui pourroit y estre faite, n'auroit certainement que des suites pernicieuses.

Rép. aux deux premiers Mémoires de MM. les Evêques sur les Exemptions.

Le Suppliant continuëra ses voeux & ses prieres pour la santé & la prosperité de Vôtre Majesté.

RE'PONSE DE M. L'ABBE' CHEF ET GENERAL DE L'ORDRE DE CISTEAUX

Aux deux Memoires de Messieurs les Evêques, concernant le pouvoir qu'ils pretendent sur les Religieuses exemptes, touchant la sortie de la Clôture & l'examen des Novices.

IL y a lieu de s'étonner qu'aprés quatre Jugemens solennels rendus contradictoirement avec trois de MM. les Evêques, une Sentence Arbitrale de feu Monsieur de Harlay Archevêque de Paris, & trois Arrests, du Grand Conseil, du Parlement de Provence & du Conseil d'Etat Privé du Roy, qui ont maintenu & gardé M. l'Abbé General de l'Ordre de Cisteaux, dans le droit & la possession d'exercer seul ce pouvoir dans les Monasteres de sa dépendance; on ait voulu surprendre la religion de Sa Majesté, sous le nom collectif *des Evêques*; & sur de simples Memoires par une une voye extraordinaire, revenir contre des décisions si autentiques, qui d'ailleurs sont fondées sur tout ce qu'il y a de plus solide & de plus inviolable dans l'Eglise & dans l'Etat; c'est-à-dire, sur les saints Decrets & les Constitutions Canoniques, sur les Ordonnances & les Lettres Patentes des Rois verifiées en toutes les Cours Superieures du Royaume, & sur un usage uniforme & constant qui les a suivis & qui se pratique depuis cinq à six

ſiecles : Sans que l'on diſe rien par ces Memoires qui n'ait eſté dit & repeté pluſieurs fois devant les Juges qui ont rendu ces Jugemens, & qui n'ait eſté peſé au poids du Sanctuaire & examiné avec toute l'exactitude poſſible.

L'on auroit pû en demeurer là, & s'en tenir à ces déciſions ſi poſitives ; mais dans la crainte que le ſilence ſur ces Memoires ne laiſſe prendre quelque impreſſion défavorable, & ne préjudicie à la juſtice & à la verité, on veut bien encore faire voir icy qu'ils n'ont aucun fondement legitime.

Et comme celuy que croyent avoir MM. les Evêques, ne vient que de la prévention qu'ils ont que l'exemption dont jouiſſent les Reguliers même ceux qui ſont en Corps d'Ordres & ſous des Congregations, eſt une nouveauté introduite dans l'Egliſe contre le Droit commun, la Diſcipline & la diſpoſition des anciens Conciles, en un mot, une entrepriſe ſur leur Juriſdiction; il ne ſera pas hors de propos de toucher icy un mot de ce qui regarde cette Exemption, pour faire voir l'idée que l'on en doit avoir. On commencera donc par là la Réponſe que l'on a deſſein de faire aux deux Memoires & on la diviſera en ſix parties.

La premiere traitera de l'origine de l'Exemption des Reguliers, de ſes cauſes & de ſon progrés, & fera voir en quoy conſiſte celle de l'Ordre de Ciſteaux.

Dans la ſeconde on examinera à qui appartient le droit de permettre aux Religieuſes de ſortir de leur Clôture dans les cas de neceſſité ; ce qui fait le ſujet du premier Memoire.

La troiſiéme répondra aux prétenduës preuves & raiſons de ce premier Memoire touchant la ſortie des Religieuſes.

La quatriéme montrera à qui appartient le droit d'examiner les Novices avant la Profeſſion, dans les Monaſteres de Religieuſes; ce qui fait le ſujet du ſecond Memoire.

La cinquiéme répondra aux pretenduës preuves & raiſons de ce ſecond Memoire, touchant l'Examen des Novices.

Et dans la ſixiéme & derniere, on conclura par maniere de recapitulation, & l'on fera voir les inconveniens qui ſuivroient des pretentions de MM. les Evêques.

PREMIERE

Premiere Partie touchant l'exemption des Religieux.

PREMIERE PARTIE.

De l'Exemption des Reguliers de la Jurisdiction des Evêques Diocezains.

Il est surprenant que MM. les Evêques ayent une si grande délicatesse sur l'inexecution des anciens Reglemens au sujet de l'Exemption des Reguliers, & qu'ils ne fassent pas attention que c'est la même autorité qui l'a donnée, dont ils tiennent pareillement celle qui les a tirez de la dépendance des Archevêques leurs Metropolitains, & dispensez de plusieurs autres choses ausquelles ils estoient obligez suivant les saints Canons & les anciens Conciles.

Quoy qu'il en soit, il est certain que l'on doit avoir de l'Exemption des Reguliers, une idée toute autre que celle que la prévention donne à ceux qui n'ont pas recherché de quelle maniere & sur quel fondement elle a esté établie.

Les premiers Monasteres estoient sans difficulté dépendans des Evêques Diocezains, lesquels aussi pour la pluspart estoient Religieux tirez de ces mêmes Monasteres : ils subsisterent ainsi pendant quelque temps, jusques à ce que l'on s'apperçût que cette dépendance n'estoit pas avantageuse à leur Regularité ; car outre les plaintes frequentes qui estoient portées aux Papes & aux Conciles contre la conduite de plusieurs de ces Evêques, (comme on en peut voir une infinité d'exemples dans la Compilation des Conciles du Pere Labbe) il fut aisé de reconnoistre que ces Monasteres ne pouvoient pas long-temps subsister dans une exacte observance de leurs Regles, s'ils estoient gouvernez par des Superieurs qui n'y auroient pas esté élevez & instruits & qui ne les pratiqueroient pas. I.

Causes & motifs des Exemptions.

Ce furent là les principaux motifs des Exemptions que l'on regarda comme un plus grand bien, & comme un moyen necessaire pour maintenir la discipline & l'ordre dans les Monasteres, dans des temps même où l'on peut dire que l'Eglise estoit encore en un état tres-florissant. *An ignoras* disoit en l'année 1070. le Pape Gregoire VII. à un Archevêque de Turin pour l'obliger à laisser en paix une Abbaye de son Diocese, *An ignoras quòd sancti Patres plerumque religiosa Monasteria de subjectione*

Conciles du Pere Labbe, Tome 10. Liv. 3. Epist. 69. pag. 120.

Ccc

Premiere Partie touchant l'exemption des Religieux. *Episcoporum & Episcopatus de Parochiâ Metropolitanæ Sedis, propter infestationem Præsidentium diviserunt & perpetuâ libertate donantes, Apostolicæ Sedi velut principalia Capiti suo membra adhærere sanxerunt ? Percurre sanctorum Patrum privilegia, & invenies ipsis etiam Archiepiscopis officium, nisi fortè ab Abbate vocatis, in plerisque Cœnobiis facere prohibitum esse : ne fortè monastica quies sæcularium personarum frequentiâ & conversatione turbaretur.*

2. Le Pere Labbe parle de plusieurs de ces Exemptions en divers endroits de sa Compilation des Conciles, & entre autres de celles de Lerins, de Saint-Denys, de Corbie &c. & il rapporte la Constitution que fit en 601. Saint Gregoire le Grand dans un Concile qu'il tint à Rome pour empescher les Evêques de troubler le repos des Monasteres, elle commence par ces mots : *Quàm sit necessarium Monasteriorum quieti conspicere & de eorum perpetuâ securitate tractare &c.*

Ibidem Tome 5. page 1607.

Il rapporte aussi sur l'année 525. ce que dit l'Auteur de la Vie du Fondateur de l'Abbaye de Saint-Maur des Fossez, comment & pourquoy l'Evêque de Paris l'exempta de sa Jurisdiction : *Contulit idem Præsul Audebertus Sancto Baboleno* Abbati Fossatensi *privilegium suæ autoritatis, ut tam ipse quàm successores liberi & securi ab omni inquietudine tam Ecclesiasticorum quàm laicorum ibidem manere possent : Si quis verò contrà Patrum Statuta eum fecisse causatur, legat Canones à Sancto Bonifacio Carthaginensi Episcopo & aliis Episcopis factos, necnon ejusdem Sacerdotis Epistolas ad Liberatum Episcopum missas, & inveniet quòd Monasteria in quibus regulariter vivitur, libera esse debent ab omni infestatione Episcoporum & Clericorum.*

Ibidem Tome 4. page 1619. On peut encore en voir des preuves dans le 38. Chap. de celles des Libertez de l'Eglise Gallicane.

3. On peut faire en cet endroit une reflexion qui ne paroist pas estre hors de propos ; c'est que les privileges d'Exemption ont esté procurez aux Monasteres de ces premiers temps, par les Fondateurs qui estoient des Saints de même que les Evêques qui les accordoient, & que ce sont les plus grands Papes qui en ont donné & confirmé la plus grande partie, à la priere des Princes les plus pieux : jusques-là que c'estoit un droit que pretendoient avoir les Rois & les Souverains, de ne point faire de Fondation sans luy procurer l'Exemption.

Les Saints ont favorisé les Exemptions.

4. Ces Monasteres estoient particuliers dans les commencemens, & ne dépendoient pas les uns des autres : mais il faut tomber

Droit commun des Ordres Reguliers.

d'accord que si l'Exemption leur estoit en cet estat de quelque utilité, elle devint dans la suite absolument necessaire pour ceux qui furent mis en Corps d'Ordres & sous des Congregations : aussi voit-on que du moment que cette union s'est faite, & qu'il a commencé d'y avoir des Ordres Reguliers, il a fallu aussitost les exempter de la Jurisdiction des Evêques Diocesains, en sorte qu'on peut dire qu'à cet égard l'Exemption leur est devenuë de droit commun.

Premiere Partie touchant l'exemption des Religieux.

Outre que cela s'est ainsi pratiqué dans l'institution de tous les Ordres, comme de Cluny, de Cisteaux, des Chartreux, de Prémontré & des autres; le Concile de Trente en fournit encore une preuve évidente au 8e Chapitre de la 25e Session, lorsque desirant que les Monasteres exempts & qui sont immediatement soumis au Saint-Siege, eussent des Superieurs qui veillassent sur les lieux à leur conduite, il leur a laissé la liberté de se mettre en Congregations pour pouvoir joüir de leur privilege, sinon & à faute de le faire dans un certain temps, il seront gouvernez par les Evêques Diocesains. 5.

Cette disposition se trouve aussi autorisée par les Loix du Royaume, par l'Article 30e des Cahiers presentez au Roy Charles IX. en 1573. & confirmez par ses Lettres Patentes du 22. Janvier 1574. par l'Article 27e de l'Ordonnance de Blois, & par le 7e de l'Edit de 1596. du Roy Henry IV. qui s'explique en ces termes : *Attendant que les Abbez & Religieux qui sont exempts de la Jurisdiction & Visitation des Archevêques & Evêques, se réduisent en Congrégations de leurs Ordres, nomment & élisent des Visiteurs.... les Archevêques & Evêques chacun en son Diocese, visiteront lesdits Monasteres &c.* Ce n'est qu'en attendant que ces Monasteres soient unis sous des Congregations, qu'ils seront soumis aux Evêques, dont ils ne dépendront plus du moment qu'ils seront en Corps d'Ordres.

6. Comment pourroit-on autrement établir dans ces Ordres l'observance, & y maintenir l'uniformité qui est l'ame de la Regularité, soit pour le regime, soit pour les mœurs, l'Office divin, les habits, les Ceremonies, & toutes les autres choses qui ne pourroient estre que trés-differentes, si ces mêmes Monasteres dépendoient de plusieurs Evêques dont les Dioceses sont gouvernez si differemment, comme on le peut juger par la diversité de leurs Rituels qui changent si souvent, de leurs Breviaires & en

Necessité d'Exemption dans les Ordres Reguliers.

Premiere Partie touchant l'exemption des Religieux.

un mot, de tant de Reglemens & d'Ordonnances Synodales?

7. Le privilege d'Exemption ainsi donné une fois aux Ordres Reguliers, a esté souvent confirmé & renouvellé par des Bulles des Papes & par des Conciles Generaux, comme par le quatriéme de Latran, par ceux de Vienne, de Constance, de Basle & de Trente.

Ce n'est pas que quelques Personnes peu instruites de l'intention de ce dernier, ont crû & voulu dire qu'il avoit esté contraire aux Exemptions, & même qu'il les a revoquées : mais bien loin de là, on doit dire qu'il n'y a guere de confirmation qui soit plus formelle & qui ait esté mieux expliquée que celle de ce Concile, comme il resulte principalement de quatre de ses dispositions contenuës en la Session 25e.

Le Concile de Trente a confirmé les Exemptions.

La premiere est du Chapitre 8e dont on vient de parler, lequel même en cas de refus par les Monasteres immediatement soumis au Saint-Siege, de se mettre en Congregations, ne revoque pas leur exemption, mais la suspend seulement, en soumettant ces Monasteres à la conduite des Evêques Diocesains en qualité de Commissaires & Deleguez du Saint-Siege : *Quòd si prædicta exequi non curaverint, Episcopis in quorum Diœcesibus loca prædicta sita sunt, tanquam Sedis Apostolicæ Delegatis subdantur.*

La seconde disposition du Concile pour la confirmation de l'Exemption des Ordres Reguliers, est au Chapitre 20e, où il ordonne que les Abbez Chefs d'Ordres & les autres Superieurs qui y ont jurisdiction, l'exerceront & feront leurs visites dans les Monasteres de leur dépendance, son intention dit-il, n'ayant point esté de les comprendre dans les Reglemens faits aux precedentes Sessions en faveur des Evêques, parce qu'ils sont en Congregation : *Quæ cùm Ordinum suorum Capitibus subsint, declarat Sancta Synodus in iis quæ aliàs de Visitatione Monasteriorum Commendatorum definita sunt, non esse comprehensa.*

La troisiéme disposition sur le même sujet, est encore dans le même Chapitre 20e, où derogeant à l'égard de l'institution des Prieurs & Souprieurs Conventuels des Monasteres qui sont en Commande, au droit des Titulaires particuliers, pour le transferer aux Chapitres Generaux & aux Visiteurs de ces Ordres, il declare qu'il veut & entend que leurs privileges soient & demeurent en leur entier, sans qu'il y soit préjudicié en aucune maniere : *In cæteris omnibus præfatorum Ordinum Privilegia & facultates*

quæ ipsorum personas, loca & jura concernunt, firma sint & illæsa.

Premiere Partie touchant l'exemption des Religieux.

Enfin, la quatriéme disposition de ce Concile est au 9e Chapitre de la même Session, où soumettant aux Evêques Diocesains en qualité de Deleguez du Saint-Siege, les Monasteres qui en dépendent immediatement, il declare que pour ceux qui sont sous des Chapitres Generaux & qui ont des Superieurs Reguliers, son intention est qu'ils demeurent & soient laissez sous leur conduite : *Quæ verò à Deputatis in Capitulis Generalibus vel ab aliis Regularibus reguntur, sub eorum curâ & custodiâ relinquantur.*

C'est-là sans doute que l'on doit prendre & connoistre l'esprit 8.
du Concile de Trente touchant les privileges des Reguliers; & l'on ne dira pas que ses dispositions soient contraires à la Police du Royaume, puisqu'on a déja vû que les Ordonnances qui le regissent & les Edits y sont trés-conformes : le dernier donné par le Roy au mois d'Avril 1695. concernant la Jurisdiction Ecclesiastique, interpreté par la Declaration de S. M. du 29. Mars 1696. en seroit une conviction si l'on en vouloit douter, puisqu'étant informé comme elle le dit elle-même, que l'on donnoit à cet Edit des explications desavantageuses aux Privileges des Reguliers, *Et voulant les faire jouir sous sa protection, des exemptions legitimes qui ont esté accordées à plusieurs Ordres, Congregations & Monasteres ;* Elle declare que son intention est & qu'elle entend *que son Edit soit executé sans préjudice des Droits, Privileges & Exemptions des Monasteres & de ceux qui sont sous des Congregations, qu'elle veut avoir lieu ainsi & en la maniere qu'ils l'ont eu & dû avoir jusqu'à present.* Peut-on voir une approbation plus formelle & plus autentique des Privileges de tous les Ordres Reguliers ?

Il faut tomber d'accord que celuy de Cisteaux est & a toûjours esté consideré comme l'un des premiers & principaux de toute l'Eglise, & il y a lieu de s'étonner que ce soit celuy-là que MM. les Evêques ayent voulu attaquer, & entreprendre de disputer son Exemption, vû qu'elle est des plus canoniques, des plus anciennes & des plus generales. 9.

Elle a commencé sur la fin du onziéme siecle avec le premier Monastere qui luy donna le nom, les fondemens en ayant esté jettez d'autorité Apostolique & du consentement de l'Evêque Diocesain & du Metropolitain : & il y eut deslors un Decret par

L'Ordre de Cisteaux fondé exempt en 1098.

Premiere Partie touchant l'exemption des Religieux.

lequel il fut arresté qu'il ne s'établiroit aucune Abbaye de cet Ordre en aucun Diocese, que de même maniere l'Evêque du lieu n'y eust donné son consentement, & n'eust agréé & ratifié sa dépendance & l'union qu'elle devoit avoir avec l'Abbaye de Cisteaux, qui dès ce temps-là estoit considerée comme la Mere & le Chef de toutes les autres; afin dit-il, d'éviter par là pour toûjours, les differends qu'on auroit pû avoir avec MM. les Evêques: *Ut nullo modo Abbatiæ in alicujus Antistitis Diœcesi fundarentur, antequam ipse Antistes Decretum inter Cisterciense Cœnobium & cætera ex eo nata exaratum & confirmatum, ratum haberet, propter scandalum inter Pontificem & Monachos devitandum.*

Nomast. Cister. pag. 73. & dans le grand Bullaire Romain en la Bulle d'Eugene III.

10. L'on voit par là que l'Ordre de Cisteaux est né libre, que cette liberté luy est acquise par la loy de la fondation, & que jamais MM. les Evêques n'y ont exercé de Jurisdiction : & partant que l'on ne peut pas se plaindre que ce soit une exemption surprise & extorquée contre leur volonté, puisqu'eux-mêmes l'ont approuvée & consentie; & de plus, qu'ils se joignirent à ces saints Fondateurs, pour en demander & en avoir la confirmation du Saint-Siege.

11. On ne peut pas dire aussi, comme quelques-uns pretendent, qu'elle a esté desaprouvée & condamnée par S. Bernard, puisque tant s'en faut que ce grand Saint qui a esté l'un des premiers Religieux & des plus illustres Abbez de cet Ordre, y ait esté contraire, que luy-même en a joui pendant toute sa vie, & qu'il a concouru & beaucoup contribué à l'obtenir & à la procurer à un grand nombre de Monasteres qu'il a fondez : en auroit-il ainsi agy contre ses propres lumieres & contre sa conscience ?

Il a blâmé à la verité certains Abbez particuliers de l'Ordre de Saint Benoist (qu'il appelle son Ordre *nostri Ordinis Abbates*, parce qu'ils professoient la même Regle que luy (lesquels pour secouer le joug de l'obéïssance de leurs propres Evêques ausquels ils estoient naturellement soumis, & pour n'avoir point de Superieurs sur les lieux qui prissent garde à leur conduite, surprenoient à Rome à prix d'argent, des privileges qui les exemptoient de leur jurisdiction : mais, comme dit fort bien le même Saint Bernard, on doit faire grande difference de l'Exemption accordée à des Monasteres lors de leur fondation, par un motif de pieté & de regularité, d'avec celle que l'on obtient pour vivre dans l'indépendance; *Nonnulla tamen Monasteria sita in*

Saint Bernard favorable aux Exemptions.

Lib. 3. de Consid. ad Eug. Cap. 4.

diversis Episcopatibus, quòd specialiùs pertinuerint ab ipsâ suâ fundatione ad Sedem Apostolicam pro voluntate fundatorum quis nesciat? sed aliud est quod largitur devotio, aliud quod molitur ambitio impatiens subjectionis.

Premiere partie touchant l'exemption des Religieux.

Ces Abbez-là particuliers fuyoient la vûë & la proximité des Superieurs, en un mot ils ne vouloient point en avoir: & tout au contraire dans l'Ordre de Cisteaux, au lieu de l'Evêque Diocesain dont on estoit exempt, on se soumettoit à plusieurs autres Superieurs, au Visiteur, au Pere immediat, au Chef de l'Ordre & au Chapitre General.

C'est donc ainsi qu'a commencé l'Ordre de Cisteaux, & que 12.
tous les Monasteres dont il est composé, ont esté fondez dans une pleine liberté; d'une maniere toute canonique, sans bruit, sans contradiction, de l'aveu & du consentement des Evêques Diocesains, & sans qu'ils se soient rien reservé ni retenu; d'où vient que cette Exemption a esté confirmée par presque autant de Papes qu'il y en a eu depuis, que les Rois l'ont autorisée par leurs Lettres Patentes, & qu'elle a esté suivie d'une execution & jouissance paisible & sans trouble, ayant toujours esté considerée comme une Loy fixe, certaine & tres-constante.

Pour sçavoir en quoy elle consiste, il n'y a qu'à raporter les 13.
termes de la Bulle du Pape Innocent VIII. de l'année 1487. que l'on pourra voir si l'on veut, toute entiere dans le grand Bullaire Romain imprimé à Rome & à Lyon pour la 9e Constitution de ce Pape, par laquelle il confirme cette Exemption, & même en cas de besoin, la donne tout de nouveau, commençant par ces mots, *Ad Romani Pontificis spectat Officium*: & ensuite sont entre autres ceux-cy immediatement aprés la Confirmation.

Exemption de l'Ordre de Cisteaux.

Et nihilominùs pro potioris cautelæ suffragio, Monasteria & loca, Abbates & Abbatissas, Monachos & Moniales nunc & pro tempore existentes, ab omni jurisdictione, superioritate, correctione, visitatione, dominio & potestate Archiepiscoporum, Episcoporum & aliorum Judicum Ordinariorum, eorumque Vicariorum & Officialium quoruncunque... perpetuò prorsùs Eximimus & TOTALITER Liberamus.. Ità quòd Archiepiscopi, Episcopi, Ordinarii, Vicarii, Judices & Officiales prædicti, etiam ratione delicti aut contractûs vel rei de quâ ageretur, nullam in eos & eorum aliquem, aut Monasteria, membra & loca prædicta tan-

Premiere Partie touchant l'exemption des Religieux.

quam prorsùs exemptos & exempta, jurisdictionem, correctionem, superioritatem, dominium vel potestatem exercere, aut excommunicationis, suspensionis vel interdicti, aut quasvis alias sententias, censuras & pœnas Ecclesiasticas promulgare præsumant seu possint aut debeant QUOQUO MODO.

Cette Bulle a esté reçûë en France avec toutes les solemnitez, autorisée de Lettres Patentes de plusieurs Rois, & registrée dans toutes les Cours Superieures du Royaume, sans nulle restriction, pour en joüir & user dans l'Ordre de Cisteaux, comme on en a toûjours joüy & usé : de maniere qu'il y a lieu de conclure qu'il est impossible de voir un Privilege plus étendu & mieux établi que celuy de cet Ordre, de quelque costé que l'on veuille le considerer.

14. Voilà l'idée qu'on doit avoir de l'Exemption des Ordres Reguliers : c'est un droit commun qui s'est établi dans l'Eglise aussitost qu'il a commencé d'y avoir de la dépendance & de l'union entre les Monasteres, par la necessité qu'il y a eu qu'ils se conformassent les uns aux autres, & que l'uniformité y fust gardée, & pour y conserver & maintenir l'observance reguliere : cela s'est fait à l'instance & par les soins des saints Fondateurs de ces Ordres, de l'autorité des Papes & des Conciles, même du consentement des Evêques & avec l'approbation des Rois & de tous les Souverains, en sorte que l'on peut dire que le concours de toutes les Puissances l'a renduë incontestable.

Il faut à present examiner ce qui avoit donné lieu en particulier aux Procés qui ont esté terminez par les Jugemens dont on a parlé au commencement de cette Réponse, afin de voir ensuite s'il y a du solide dans les Memoires de MM. les Evêques, & du fondement à leur pretention.

SECONDE PARTIE.

A qui appartient le droit de veiller sur la Clôture des Religieuses de l'Ordre de Cisteaux, & de leur en permettre la sortie en cas de necessité.

Clôture des Religieuses.

1. APRE'S avoir vû en quoy consiste l'Exemption de l'Ordre de Cisteaux & qu'elle est generale & sans exception, il ne peut pas y avoir de doute que MM. les Evêques Diocesains n'ont pas

raison

raison de rien pretendre sur la Clôture des Religieuses qui en dépendent, parce qu'il leur est défendu expressément par une autorité superieure, d'exercer sur leurs Monasteres aucun acte de jurisdiction, *ità quòd nullam in eas & earum Monasteria & loca tanquam prorsùs exemptas & exempta, jurisdictionem, correctionem, superioritatem &c. exercere præsumant seu possint aut debeant quoquo modo :* ce droit est reservé à leurs Superieurs.

Seconde Partie. Clôture des Religieuses.

2. En effet, l'on en a toûjours ainsi usé dans les Monasteres de Filles de cet Ordre, & l'on voit par ses plus anciennes Constitutions compilées en 1256. sous le Titre d'Institutions du Chapitre General, & en 1289. sous celuy d'anciennes Définitions, que la Clôture y a esté tres-étroitement gardée de tout temps, & qu'il n'estoit pas permis aux Religieuses d'en sortir qu'avec la permission de leur Pere Abbé & Visiteur & pour de fortes considerations : *De Monialibus quæ jam sunt Ordini sociatæ ab anno 1221. & infrà, statuitur ut penitùs includantur, & quæ includi noluerint, à custodiâ Ordinis se noverint sequestratas : ac nihilominùs quæ antè terminum præscriptum includebantur, inclusæ permaneant... Monialibus Ordinis universi egressus interdicitur, nisi Abbatissæ tantùm cum duabus Monialibus & Cellerariæ, quibus exire conceditur ad procuranda Ordinis negotia & propter alias inevitabiles causas, De licentiâ tamen Abbatis Visitatoris sui, & hoc ipsum honestè & rarissimè fiat.*

Statuts de l'Ordre de Cisteaux.

Nomast. Cisterc. Imprimé à Paris en 1664. pages 355. 578. & 579.

3. Cet usage s'est continué toûjours depuis, & l'Ordre a fait des Reglemens conformes dans les occasions qui se sont presentées jusqu'en 1683. que le Chapitre General tenu en cette année, les renouvella par un Decret qui porte une obligation tres-étroite aux Visiteurs des Provinces, de faire garder la Clôture dans tous les Monasteres qui leur sont soumis, & des défenses expresses aux Religieuses d'en sortir sans la permission de leurs Superieurs, *nisi de Superiorum Ordinis licentiâ in scriptis habitâ, & in casibus tantùm à jure permissis.* Les Decrets de ce Chapitre furent autorisez par des Lettres Patentes du Roy verifiées au Grand Conseil en 1685. & ils sont executez tres-regulierement.

Ceux qu'a fait l'Eglise en divers temps pour l'observation de la Clôture en general, n'y ont point dérogé, au contraire on peut dire qu'ils les ont confirmez.

Seconde Partie. Clôture des Religieuses.

Ce fut sur la fin du 13[e] siecle & vers l'an 1300. que parut la fameuse Constitution du Pape Boniface VIII. qui commence par le mot *Periculoso*. Comme c'est le plus autentique des Reglemens
4. que le Saint Siege ait fait sur cette matiere, & que MM. les Evêques y fondent principalement leur pretention, il est à propos de luy donner icy tout son jour, & de faire voir que bien loin de les favoriser, c'est le titre le plus positif que les Reguliers puissent avoir.

La Decretale Periculoso du Pape Boniface VIII.

Elle se trouve parmi les Decretales *de Statu Regularium in Sexto*, sous ce Titre particulier qui en fait le précis & marque nettement que le droit de donner aux Religieuses les permissions de sortir de la Clôture, appartient à leurs Superieurs. *Moniales tacitè vel expressè professæ clausuras Monasterii exire non possunt, nec alii illas intrare, nisi causa legitima & Superioris licentia interveniat.*

5. Le corps de la Decretale dit en effet la même chose, & renferme deux dispositions principales.

Par la premiere le Pape ordonne d'une maniere tres-forte, que la Clôture sera établie dans tous les Monasteres de Religieuses sans exception, & qu'aucune n'en pourra sortir, ni les personnes de dehors y entrer, qu'avec la permission de celuy dont dépend le Monastere, & pour des causes pertinentes, *nisi rationabilis & manifesta causa existat, ac de illius ad quem pertinuerit, speciali licentiâ.* Il n'est là parlé ni de l'Evêque Diocesain ni du Superieur Regulier, parce que le Reglement est general, & qu'il comprend également les Monasteres qui dépendent de l'Ordinaire & ceux qui sont soumis à des Religieux; mais enfin c'est aux Superieurs de ces Monasteres à donner les permissions.

La seconde disposition pourvoit à l'execution du Reglement, pour que la Clôture soit effectivement établie : *Quoniam parum esset condere jura, nisi essent qui ea executioni debitæ demandarent &c.* Et le Pape enjoint tres-expressément à tous les Evêques de procurer cet établissement dans tous les Monasteres de leurs Dioceses, sçavoir de leur autorité ordinaire dans les Monasteres qui leur sont sujets, & de celle du Pape dans ceux qui sont soumis immediatement au Saint Siege, sans préjudice ajoûte-t-il, de leurs Privileges en autres choses : & à l'égard des autres qui ont des Superieurs Reguliers, il oblige ces Superieurs d'y faire la même chose. *Districtè Mandamus universis Episcopis quate-*

nùs eorum quilibet in Civitate ac Diœcesi propriâ, in Monasteriis Monialium sibi ordinario jure subjectis, suâ; in his verò quæ ad Romanam immediatè spectant Ecclesiam, Sedis Apostolicæ autoritate: Abbates verò & alii tam exempti quàm non exempti Prælati Ecclesiarum, Monasteriorum & Ordinum quorumcunque, in Monasteriis hujusmodi sibi subjectis, de Clausurâ convenienti ubi non est, ipsorum Monasteriorum expensis & fidelium eleemosynis quas ad hoc procurent, diligentiùs faciendâ & de ipsis Monialibus includendis, quamprimùm commodè poterunt providere procurent: per hoc autem in Monasteriis exemptis Ordinarii locorum quoad alia nullam sibi credant jurisdictionem vel potestatem aliquatenùs attributam.

L'on voit par cette disposition, que le Pape oblige également & dans les mêmes termes les Evêques & les Superieurs Reguliers, chacun à son égard, d'établir la Clôture dans les Monasteres de Moniales de leur dépendance, aux frais de ces Monasteres & avec l'aide des aumosnes qu'ils pourront leur procurer: c'est la même clause pour les uns & les autres, le même engagement & la même application. D'où l'on doit necessairement conclure que ce n'a point esté l'intention du Pape de confondre les Monasteres, & de rien donner à MM. les Evêques Diocesains sur la Clôture des Religieuses qui dépendent des Superieurs Reguliers.

Une conviction évidente que l'on ne peut pas l'entendre autrement, c'est que le Pape n'y donne aux Evêques l'inspection sur la Clôture, qu'à l'égard des Religieuses ou qui leur sont sujettes, ou qui dépendent immediatement du Saint Siege. De quelle autorité donc pourroient-ils l'avoir sur celles qui ont des Superieurs Reguliers? Ce ne sera pas comme Ordinaires, puisqu'elles sont exemptes, ni comme Deleguez du Saint Siege, le Pape ne leur donnant cette délegation que sur les Monasteres qui luy sont immediatement soumis. 6.

Le Pape n'a ainsi délegué les Evêques, qu'afin que les Monasteres eussent sur les lieux des Superieurs qui pourvûssent à leurs besoins aprés que la Clôture y seroit établie, ne pouvant le faire luy-même, sur tout à cause du grand éloignement; mais à l'égard des Monasteres qui ont leurs Superieurs proches & dans la même Province, il n'y avoit nulle necessité d'y en commettre d'autre qu'eux. 7.

Seconde Partie. Clôture des Religieuses.

La Constitution si judicieusement faite a eu l'approbation de tout le monde en general & en particulier ; le Concile de Basle

8. en ordonna l'execution d'une maniere tres-précise en la 15[e] Session, *ut Constitutio Bonifacii Octavi quæ incipit* Periculoso, *edita super Clausurâ Monialium, omninò juxtà ipsius tenorem executioni demandetur.*

9. Elle fut inserée dans les Statuts de l'Ordre de Cisteaux, & il y en eut un qui obligea les Visiteurs de la faire observer ponctuellement, *Cum adjectione quòd Visitatores juxtà Bonifacianam quæ incipit* Periculoso, *aliaque Ordinis Statuta, Moniales in communi vivere & laborare faciant, Monasteria ipsa claudendo, ut neque deinceps exeant, neque viri aliqui, exceptis casibus à jure permissis, Clausuram earum ingrediantur.*

Statuts de l'Ordre de Cisteaux. Monasticon Cisterc. pag. 684.

10. La maniere dont elle a esté executée dans cet Ordre depuis ce temps-là jusqu'à present, marque assez celle dont on l'a entenduë, & on peut dire que l'on luy a donné par tout le même sens.

11. Les Conciles qui l'ont suivie de plus prés en font foy. Le Canon 28[e] de celuy de Cologne en 1310. est conçû en ces termes : *Statuimus ut Moniales ipsæ sub perpetuâ in suis Monasteriis Clausurâ maneant, ac nulli nisi illius ad quem pertineret, speciali licentiâ, ingressus vel accessus pateat ad easdem, juxtà Constitutionem Domini Bonifacii Papæ Octavi quæ incipit* Periculoso.

Concile de Cologne. P. Labbe, Concil. xj. Tom. pag. 1532.

12. Le Chapitre 12. du Concile tenu à Valladoli en Espagne en 1322. s'explique encore plus clairement sous le titre *de Statu Monachorum*, en ce qu'il ordonne que les Evêques & les Superieurs des Ordres qui ont dit-il, de droit ou par privilege, Jurisdiction dans les Monasteres de Religieuses, députeront des Personnes de leur Ordre qui soient capables, pour en prendre soin & empescher qu'elles n'en sortent & que les personnes de dehors n'y entrent ; & neanmoins s'il survient quelque necessité de le faire, que ce soit du consentement de ce Député & avec la permission du Superieur du Monastere : *Si verò ex aliquâ rationabili causâ aliquæ bonæ & non suspectæ personæ ad eas intrare debuerint vel ipsæ exire ad eas, hoc fiat de voluntate expressâ illius qui ut præmissum est, ad custodiam earum fuerit deputatus, de licentiâ illius qui Monasterio illi præest.*

Concile d'Espagne.

Ibidem pag. 1694.

Ibidem. Il s'assembla en Allemagne deux Conciles en l'année 1549. l'un à Mayence & l'autre à Treves.

Parmi les Reglemens du premier, l'Article 79. fait défenses à toutes les Religieuses de sortir de leurs Monasteres & d'y laisser entrer des personnes de dehors, que pour des raisons de necessité & du consentement de celuy qui en est le Superieur, *nisi ex necessariâ causâ & de manifesto consensu Superioris ad quem pertinet Monasterium.* Ce sont les termes de la Decretale *Periculoso*. *Seconde Partie. Clôture des Religieuses.* 13. Concile de Cologne. *Tom. 14. pag. 696.*

Et l'Article 11. du Concile de Treves aprés avoir declaré qu'il reconnoist & veut executer les privileges d'Exemption accordez aux Reguliers par le Saint Siege, défend tres-expressément aux Religieuses de sortir de leur Clôture, qu'elles n'en ayent la permission de leur Superieur, soit que ce soit l'Evêque, l'Abbé ou le Visiteur, ou quelqu'autre que ceux-là auront député : *Nullâ ratione vel causâ Monasteria sua egrediendi facultatem habeant, nisi de expressâ licentiâ Episcopi, Abbatis, Visitatoris aut ab eis potestatem habentis.* 14. Concile de Treves. *Ibidem pag. 714.*

Enfin en 1550. il y eut en Flandre un Synode assemblé à Cambray, où se firent plusieurs Reglemens & entre autres un sous le Titre *de Statu Monachorum & Monialium*, par lequel il fut ordonné à tous les Curez qui sçauroient dans leurs Paroisses, des Religieux & des Religieuses hors de leurs Monasteres, de faire toutes sortes de diligences pour les obliger de s'y retirer, à moins qu'ils n'ayent une permission de leurs Superieurs, *absque speciali Superioris sui licentiâ :* avec défenses aux Religieuses qui ont fait voeu de Clôture, d'en sortir sans necessité reconnuë pour telle par leurs Superieurs & Visiteurs, *nisi inevitabilis necessitas nobis, Vicariis nostris, aut Superiori Visitatori constiterit*, ajoûtant la peine d'excommunication portée par la Constitution du Pape contre celles qui le feront autrement. 15. Synode de Cambray.

Ces derniers Conciles se tenoient & faisoient ces Reglemens en suivant & interpretant de la sorte la Decretale *Periculoso*, dans le temps même que le Concile de Trente commençoit ses séances : il ne faut pas douter qu'estant en partie composé des Prélats qui les avoient faits dans leurs Assemblées, il n'ait eu le même esprit, ou du moins s'il avoit esté d'un sentiment contraire, qu'il ne l'eust fait connoistre nettement lorsqu'il a traité la même matiere. 16.

Cependant l'on voit que ce Concile au 5e Chapitre de la Session 25e, confirme & renouvelle purement & simplement sans 17. Concile de Trente.

aucune dérogation, la Constitution du Pape Boniface VIII. qui comme on a montré, contient deux dispositions, dont la premiere regarde les permissions de sortir de la Clôture & d'y entrer, qu'il défere à celuy qui est le Superieur du Monastere, *de illius ad quem pertinuerit speciali licentiâ ;* & la seconde regarde l'établissement de la Clôture, dont il charge les Evêques pour les Monasteres qui leur sont soumis, ou qui dépendent immediatement du Saint Siege, & les Superieurs Reguliers pour ceux qui leur sont sujets.

Le Concile en ce Chapitre qui commence par ces mots, *Bonifacii Octavi Constitutionem quæ incipit* Periculoso, *renovans Sancta Synodus &c.* renouvelle l'obligation qu'avoient déja les Evêques suivant cette Constitution, & ne veut pas que les Religieuses sortent de leur Clôture, qu'ils n'en ayent approuvé la cause.

18. Et pour celles qui ont des Superieurs Reguliers & sont sous des Congregations, il ordonne qu'elles demeureront & seront laissées sous la garde & la conduite de leurs Superieurs, par le Chapitre 9e de la même Session conçû en ces termes : *Monasteria Sanctimonialium sanctæ Sedi Apostolicæ immediatè subjecta, etiam sub nomine Capitulorum sancti Petri vel sancti Joannis vel aliàs quomodocunque nuncupentur, ab Episcopis tanquam dictæ Sedis Delegatis gubernentur : Quæ verò à Deputatis in Capitulis Generalibus vel ab aliis Regularibus reguntur, sub eorum curâ & custodiâ relinquantur.*

19. Il faut tomber d'accord que les dispositions de ce Concile s'accordent ainsi parfaitement avec celles de la Decretale *Periculoso*, & que ç'a esté veritablement son esprit, comme on l'a montré en la premiere partie de cette Réponse, de conserver en leur entier les Privileges & l'Exemption des Reguliers, soit à l'égard de la Clôture, soit pour toutes autres choses.

20. Et l'on peut d'autant moins dire que le Concile de Trente a voulu comprendre & confondre dans les Monasteres soumis immediatement au Pape, ceux qui sont sous des Congregations, que non seulement il ne l'a point dit, mais aussi que si cela estoit, il seroit contraire à la Decretale *Periculoso*, contre son intention, puisqu'il la renouvelle & confirme sans y déroger ; & que d'ailleurs il a toûjours distingué ces Monasteres, & même declaré qu'il n'entendoit pas les confondre, comme on le voit aux Cha-

pitres 8. 9. & 20e de la même Session : outre que jamais les droits particuliers ne sont compris dans les regles generales, si elles n'y derogent par des clauses speciales : de maniere qu'on doit estre persuadé que son esprit a esté de laisser tout le soin & toute la conduite des Monasteres qui sont en Congregations, à leurs Superieurs : *sub eorum curâ & custodiâ relinquantur.*

Seconde partie. Clôture des Religieuses.

21. *Ordonnance de Blois.*

C'est ainsi que le Clergé de France assemblé aux Etats de Blois, a expliqué le Concile de Trente où avoient assisté la plusspart de ses Prelats, dans les Remontrances qu'il fit au Roy Henry III. & sur lesquelles intervint l'Ordonnance de 1579. car bien qu'elle ne reçût pas dans les formes ce Concile en ce qui regarde la police & la discipline exterieure, elle ne laissa pas d'en tirer plusieurs Reglemens qu'elle copia mot à mot & entre autres celuy-cy qui est du 28e touchant la Clôture des Religieuses : *Admonestons les Archevêques, Evêques & autres Superieurs des Monasteres de Religieuses, de vaquer soigneusement de remettre & entretenir la Clôture des Religieuses... Et ne pourra aucune aprés avoir fait profession, sortir de son Monastere pour quelque temps & sous quelque couleur que ce soit, si ce n'est pour cause legitime qui soit approuvée de l'Evêque ou Superieur.*

L'alternative de *l'Evêque ou Superieur*, a esté ajoûtée pour faire voir que le Reglement étant general, on a voulu conserver à chacun ses droits & sa jurisdiction ; aux Evêques, sur les Monasteres qui dépendent d'eux ; & aux Superieurs Reguliers, sur ceux qui leur sont soumis.

Assemblée de Melun.

En la même année 1579. se tint aussi à Melun l'Assemblée de la plusspart des mêmes Prelats, qui marquerent estre encore dans le même sentiment, par le Reglement qu'ils firent sur le même sujet, obligeant seulement les Religieuses qui seroient dans la necessité de sortir de leur Clôture, de s'addresser à leurs Superieurs, & d'en prendre d'eux la permission : *Nulli liceat exire à Monasterio, nisi ex aliquâ urgente & legitimâ causâ, idque de sui Superioris licentiâ in scriptis obtentâ.*

Il n'y avoit pas pour lors d'autre sentiment sur l'explication du Concile de Trente, dans des temps qui en estoient si proches ; & l'on vivoit paisiblement sans que l'on s'avisast de rien entreprendre pour cela sur les Reguliers : ce qui a continué jusqu'aux dernieres années du siecle passé.

Bref du Pape Alexandre VII.

L'on voit encore qu'en 1666. le Pape Alexandre VII. ayant

Seconde partie. Clôture des Religieuses.

donné un Bref en forme de Reglement pour la Reformation generale de l'Ordre de Cisteaux, lequel a esté autorisé de Lettres Patentes du Roy & registré au Grand Conseil, il y eut un Article pour les Religieuses qui est le 39. où le Pape suivant l'esprit & l'intention de la Decretale *Periculoso* & du Concile de Trente, ne s'adresse point aux Evêques pour le fait de la Clôture, mais aux Superieurs de l'Ordre : *Præcipiendo Abbati Generali & quatuor primis & aliis Patribus Abbatibus, ut omnes sibi subditas Moniales ad Clausuram à Bonifacio Papa Octavo & à Concilio Tridentino ordinatam, utique reducant & cogant.*

Le trouble que quelques-uns de MM. les Evêques voulurent apporter à un usage si constant & si bien autorisé, n'eut pas pour eux tout le succés qu'ils avoient esperé, & on le doit au contraire regarder comme une preuve certaine, que le droit qui l'a étably, est incontestable.

Ce fut feu M. de Gaillard Evêque d'Apt qui commença le premier en 1678. par une Ordonnance qu'il fit publier où il défendoit sous peine d'excommunication à toutes les Religieuses de son Diocese exemptes & non exemptes, de sortir de leurs Monasteres sans sa permission par écrit : les Religieuses de Sainte-Croix de l'Ordre de Cisteaux dans la même Ville d'Apt, en appellerent comme d'abus & releverent leur appel au Grand Conseil ; mais les Parties s'en estant rapportées au jugement de feu M. de Harlay Archevêque de Paris, ce Prelat si éclairé & qui comme Archevêque auroit pû paroistre interessé & suspect en cette cause, obligea M. l'Evêque d'Apt de revoquer son Ordonnance, & d'en faire publier la revocation au Prône de son Eglise Cathedrale, & luy-même en dressa & signa les Actes qui ont esté deposez chez M. Vatry Notaire à Paris le 9. Decembre 1699.

Sentence arbitrale de feu M. l'Archevêque de Paris.

En 1693. feu M. l'Evêque de Noyon fit une pareille Ordonnance contre l'Abbesse & les Religieuses de Biache, qui en appellerent aussi comme d'abus, & le Grand Conseil aprés douze Audiences, la declara abusive & maintint M. l'Abbé de Cîteaux dans le droit & la possession de donner seul ausdites Religieuses les permissions de sortir de leur Clôture dans les cas de droit, par un Arrest solennel du 11[e] de Mars 1695.

Arrest du Grand Conseil.

M. de Foresta Colongue moderne Evêque d'Apt en 1697, renouvella la pretention de son predecesseur contre les mêmes Religieuses

Seconde Partie. Clôture des Religieuses.

Religieuses de Sainte-Croix, par des Ordonnances qu'il leur fit signifier ; & le Parlement d'Aix qu'il avoit affecté & demandé pour Juge, les declara pareillement abusives par un Arrest du 9. Avril 1699. tout semblable à celuy du Grand Conseil & le condamna aux dépens, aprés huit Audiences de plaidoirie.

Arrest du Parlement de Provence.

Et s'estant pourvû en cassation de cet Arrest au Conseil d'Etat Privé du Roy, le Conseil aprés en avoir examiné avec exactitude & le fond & la forme, a debouté ledit Sieur Evêque de sa demande en cassation, & l'a condamné en l'amende de 450. livres & en tous les dépens par un autre Arrest solennel du 5e Septembre de cette année 1701. Il y a eu encore depuis plusieurs autres Arrests semblables.

Arrest du Conseil d'Etat Privé du Roy.

On ne peut donc rien imaginer de mieux fondé & de plus fortement appuyé, que le droit de M. l'Abbé de Cisteaux sur la Clôture des Religieuses de sa dépendance. Il faut voir à present si les moyens contenus au premier Memoire de MM. les Evêques, peuvent y donner quelque atteinte.

TROISIE'ME PARTIE

Qui répond au premier Memoire de MM. les Evêques, touchant la sortie de la Clôture.

Il faudroit avoir de bien grandes & de bien fortes raisons pour affoiblir celles que l'on vient d'expliquer, & pour établir un droit contraire à celuy de M. l'Abbé de Cisteaux en faveur de MM. les Evêques : Leur premier Memoire en contient plusieurs à la verité, mais par l'examen qu'on en va faire, on connoistra qu'elles ne sont qu'équivoques, & qu'il n'y en a pas une de solide & qui doive faire la moindre impression : & afin que cela paroisse avec plus d'évidence, on mettra icy ce Memoire en son entier dans une colonne, & on y répondra dans une autre qui luy sera opposée, pour en faire voir les inutilitez.

Troisiéme Partie. Raisons de MM. les Evêques avec les Réponses.

MEMOIRE

Concernant le pouvoir des Evêques de juger des causes legitimes de la sortie des Religieuses de leurs Monasteres.

L'Eglise a estimé dans tous les temps que pour éviter les desordres qui pourroient arriver de la Clôture violée dans les Monasteres des Religieuses, il convient au bien de l'Eglise & à l'édification des fideles, qu'elles ne puissent sortir sans causes qui seront jugées legitimes par les Evêques des lieux.

Les Princes les plus religieux persuadez de l'utilité de cette discipline, pour le bon ordre même de leurs Etats, en ont fait des Loix; & l'on peut assurer que les anciennes Ordonnances du Royaume en contiennent des dispositions qui ne sont pas moins expresses que celles des saints Decrets.

REPONSE

De M. l'Abbé de Cisteaux.

SI l'on juge comme on doit, de la Discipline de l'Eglise, par la conduite qu'elle a tenuë à l'établir, on ne croira jamais qu'elle ait estimé convenable de soumettre aux Evêques Diocesains, les Ordres Reguliers & les Monasteres de filles qui en dépendent, soit pour raison de la Clôture ou pour toutes autres choses, plutost que de les laisser sous la conduite des Superieurs de ces Ordres : puisque du moment qu'il a commencé d'y avoir des unions de Monasteres sous des Congregations, on voit par ce qui est arrivé, que l'Eglise a regardé comme une necessité absoluë, de les exempter entierement de la jurisdiction des Ordinaires ; & les Princes ont approuvé & autorisé cette conduite, sans que l'on puisse montrer un seul Reglement positif qui y soit contraire.

Cela s'est fait par les raisons & pour les motifs qu'on a expliqué dans la premiere Partie de cette Réponse page 385. nombre 1. ces Superieurs Reguliers paroissant bien plus propres à entretenir & diriger les Religieuses dans les exercices de Regularité à cause de l'experience qu'ils en ont pratiquant les mêmes choses, que les Evêques qui n'y ont pas esté élevez & qui en sont peu instruits.

Troisiéme Partie. Raisons de MM. les Evêques avec les Réponses.

REPONSE.

1. Ce qui s'est fait au Concile 5e de Paris en l'an 615. & du temps du Roy Clotaire II. aussi-bien qu'en 813. du temps de Charlemagne, precede celuy auquel ont commencé les Ordres Reguliers ; & ainsi comme en ce temps-là les Monasteres de Religieuses n'avoient pas d'autres Superieurs que les Evêques, l'on ne doit pas s'étonner si les Reglemens que faisoient les Conciles & les Rois, les supposoient sous leur conduite.

Le 12e Canon du 5e Concile de Paris, & l'Ordonnance de Clotaire II. ne parlent pas precisément de la Clôture des Religieuses, mais de l'apostasie où elles & les Religieux pouvoient tomber en abandonnant leur Monastere & voulant retourner au siecle aprés leur profession, ce que l'Evêque étoit chargé d'empêcher : *Si quis Monachus vel Monacha in Congregatione positi, religiosam vitam elegerint, & posteà aut ad parentes aut ad propriam quamcumque substantiam se de Congregatione ipsâ substraxerint, ab Episcopo &c.*

Comme le dessein de celuy qui a dressé le Memoire, n'a esté que de surprendre par des

MEMOIRE.

Il paroist par le 12e Canon du 5e Concile de Paris tenu en 615. que dés ce temps-là cette discipline étoit observée dans l'Eglise de France : ce Concile prononce la peine de l'excommunication contre les Religieuses qui feroient refus de se retirer dans leurs Monasteres aussitost qu'elles en seroient averties par leur Evêque. (Tom. 5. Concil. pag. 1652.)

Le Concile de Reims tenu dix ans aprés, & les autres du même siecle, en ont consideré les Decrets comme d'un Concile general, ce qui justifie qu'ils estoient d'une grande autorité : Le Roy Clotaire II. qui l'a convoqué, les a confirmez par une celebre Ordonnance ; ce qui fait voir l'importance de celuycy : nos Rois en ont fait un article de leurs Capitulaires. (Ibid. pag. 1659. — Lib. 7. Capitul. Cap. 256. fol. 211. v. 2. Edit. Pith.)

La même discipline fut confirmée sous le regne de Charlemagne dans un autre Concile convoqué par ce Prince à Châlon sur Saone en 813. Ce Concile défend absolument aux Abbesses de sortir de leurs Monasteres sans la permission de leur Evêque ou de son Grand Vicaire, à moins qu'elles n'y fussent obligées par les ordres du Prince. On voit de semblables Reglemens dans un Concile de (Can. 57. tom. 7. Conc. p. 1284.)

Troisiéme Partie. Raisons de MM. les Evêques avec les Réponses.

Rouen en 1072. & dans plusieurs autres.

apparences & des suppositions, il ne s'est pas mis en peine que l'application de ces citations & de ses preuves fust bien exacte.

MEMOIRE.

Dans les siecles suivans, les Monasteres qui se disoient exempts, pretendirent avoir esté soustraits à la jurisdiction des Evêques, même en ce point; Cette pretention quoique malfondée fit surseoir l'execution de ses sages Decrets à l'égard de ces Monasteres; mais peu de temps aprés, leur Clôture fréquemment violée causa dans l'Eglise des desordres si grands, que pour les arrester le Pape Boniface VIII. fut obligé sur la fin du 13e siecle d'ordonner aux Evêques d'y veiller chacun dans son Diocese, & de faire de rigoureuses défenses à toutes Religieuses de quelque Ordre qu'elles fussent, même à celles qui se disoient soumises immediatement au Saint-Siege, de sortir de leurs Monasteres sans causes legitimes approuvées de l'Evêque du lieu.

En 1298. Cap. Peric. de Statu Regul. n. 6.

Le mécontentement que la France pouvoit avoir de ce Pape qui y a fait rejetter la pluspart de ses Decrets, n'a pas empesché que celuy-cy n'y ait esté reçû: nous avons même plusieurs Conciles qui en parlent avec élo-

Le Conc. de Bourges en 1528. Can. 21. Celuy de Sens tenu la même année, Can. 28. tom. 14. p. 418. & 476.

REPONSE.

2. MM. les Evêques conviennent en cet endroit, que depuis l'an 813. ou peu aprés, on commença à prétendre que les Monasteres de filles ne dependoient pas d'eux pour la Clôture, & que les anciens Reglemens n'eurent plus d'execution à leur égard; ils appellent cette inexecution une surseance: mais c'estoit en effet le changement de discipline, & l'établissement du nouveau droit commun, suivant lequel l'Eglise forma le regime des Ordres Reguliers, dans une exemption entiere & absoluë de la Jurisdiction des Ordinaires.

Et ce n'étoit pas seulement une pretention, mais un droit certain & constant qu'avoient les Monasteres de Religieuses, de vivre sous la conduite de leurs Superieurs sans autre dépendance, même pour la Clôture; lequel bien loin d'avoir esté changé par le Pape Boniface VIII. & par le Concile de Trente, fut au contraire confirmé & renouvellé par l'un & par l'autre, comme on l'a justifié cy-devant, page 393. &c.

n. 4. 5. & 6. & page 398. &c. n. 17. 18. 19. & 20.

La Decretale de ce Pape porte expressément que l'établissement de la Clôture se fera par les Superieurs Reguliers dans les Monasteres qui leur sont sujets, *Abbates verò in Monasteriis sibi subjectis*; & que la permission d'en sortir sera donnée par eux, *de illius ad quem pertinuerit speciali licentiâ.*

Et le Concile de Trente veut & entend que ces Monasteres soient laissez & demeurent sous le soin & la garde de ces mêmes Superieurs : *Quæ verò à Deputatis in Generalibus Capitulis vel ab aliis Regularibus reguntur, sub eorum curâ & custodiâ relinquantur.*

Les Papes ont toûjours depuis ordonné l'execution de ces Reglemens, & on les a reçus par tout, comme on l'a fait voir page 395. & suiv. parce qu'ils maintiennent chacun dans ses droits & dans sa jurisdiction, les Evêques sur les Monasteres qui leur sont soumis, & les Superieurs Reguliers sur ceux qui dépendent d'eux.

REPONSE.

3. Il faut le dire pour ne pas s'éloigner de la verité, parce qu'en effet ces Reglemens le portent ainsi & qu'ils distinguent

ge, & qui ordonnent de le faire observer exactement.

Le Concile de Trente a renouvellé en des termes tres-forts la disposition de cette Decretale ; il ne l'a pas regardée seulement comme un pouvoir qui est donné aux Evêques sur ce qui concerne la Clôture de ces Monasteres, mais comme un devoir qu'il leur prescrit avec une étroite obligation d'y satisfaire : Sub obtestatione divini judicii & interminatione maledictionis æternæ præcipit. *Ce Concile dans le même Decret exhorte les Souverains de donner aux Evêques les secours dont ils pourroient avoir besoin en ces occasions : toutes ces circonstances sont à remarquer pour prendre l'esprit de ce Concile sur l'obligation de faire observer cette discipline.*

Sess. 25. Cap. 5. de Reg. & Mon.

Les Papes Pie IV. Pie V. Gregoire XIII. Gregoire XV. & les autres, confirment cette observation ; entre tous les Decrets du Concile de Trente, ces Papes ordonnent particulierement l'execution de celuy-cy.

MEMOIRE.

On dira peut-estre que tous ces Reglemens ne soumettent aux Evêques que les Monasteres qui se disoient immediats

Troisiéme Partie. Raisons de MM. les Evêques avec les Réponses.

*au Saint Siege, & qu'à l'égard des Monasteres de l'Ordre de Cisteaux & des autres qui sont sous la conduite des Religieux, * les Conciles & les Papes ont approuvé que les Superieurs Reguliers soient préposez au lieu des Evêques pour l'approbation des causes legitimes de la sortie des Religieuses, comme pour l'observation des autres points de la discipline Monastique.*

Cette pretention est évidemment détruite par ces Reglemens. Même on voit dans le Chapitre Periculoso, *que Boniface VIII. a compris en termes exprés dans son Decret toutes les Religieuses generalement en quelque Païs & de quelque Ordre & Religion qu'elles soient*, omnes & singulares Moniales cujuscunque Religionis sint vel Ordinis, in quibuslibet mundi partibus existentes; *& que ce Pape a chargé les Evêques de l'execution de ce Decret chacun dans son Diocese:* Eorum quilibet in civitate ac Diœcesi propria.

les Religieuses qui dépendent des Reguliers, de celles qui sont soumises à l'Ordinaire & immediatement au Saint Siege. Car enfin le Pape Boniface VIII. ne charge les Evêques d'établir la Clôture, que dans les Monasteres qui leur sont sujets, de leur autorité ordinaire, *suâ*; & comme ses Déleguez, dans ceux qui dépendent immediatement du Saint Siege, *Sedis Apostolicæ autoritate.* De quelle autorité donc & en quelle qualité s'ingereroient-ils de le faire dans les Monasteres qui ont des Superieurs Reguliers? Ce ne sera pas comme Ordinaires, parce que ces Monasteres-là sont exempts; ce ne sera pas aussi comme Déleguez du Saint Siege, ne pouvant pas montrer qu'ils en ayent jamais eu aucune délegation, celle qu'ils ont ne leur ayant esté donnée qu'à l'égard des Monasteres particuliers qui dépendent immediatement du Pape.

MEMOIRE.

Il est vray que par le même Decret il est ordonné aux Abbez & aux autres Superieurs de pourvoir à la Clôture des Monasteres qui leur sont soumis; & s'il n'y en a point, d'y en faire établir soit aux frais de

REPONSE.

4. C'est un paradoxe de dire que l'obligation dont le Pape charge les Superieurs Reguliers d'établir la Clôture dans les Monasteres qui leur sont sujets, ne regarde que le soin de les faire clorre, & de leur procurer des

aumônes à cet effet ; puisque c'est la même obligation qui charge les Evêques & les Superieurs Reguliers, conçûë dans les mêmes termes & la même expression, en sorte que les mêmes mots sont pour les uns & pour les autres sans nulle distinction : *De convenienti Clausurâ & de ipsis Monialibus includendis, quamprimùm procurare poterunt, Episcopi & Abbates providere procurent.*

ces Monasteres ou par les aumônes qu'ils pourront leur procurer : mais cette Ordonnance ne regarde que les soins de faire clorre ces Monasteres ; elle n'établit pas ceux qui en sont les Superieurs, les Juges des causes legitimes pour lesquelles on pourroit permettre aux Religieuses de sortir de cette Clôture.

Troisiéme Partie. Raisons de MM. les Evêques avec les Réponses.

REPONSE.

5. Cette observation est tout-à-fait inutile, parce que l'intention du Pape Boniface VIII. n'ayant esté que de donner des Superieurs aux Monasteres qui n'en avoient point sur les lieux pour veiller au maintien de la Clôture, il n'a rien voulu changer dans ceux qui dépendoient des Superieurs Reguliers, quoique d'ailleurs ces Superieurs-là fussent sujets aux Ordinaires. C'est la disposition de la Decretale *Periculoso : Abbates & alii tam exempti quàm non exemti Prælati Monasteriorum quorumcunque, in Monasteriis hujusmodi sibi subjectis* : & c'est aussi l'intention du Concile de Trente & sa disposition au 9e Chapitre de la 25e Session, où soumettant au gouvernement des Evêques comme Déleguez du Saint Siege, les Monasteres qui en dépendent immediatement, il declare & ordonne que ceux qui

MEMOIRE.

Il faut observer que cet ordre de faire établir la Clôture dans les Monasteres qui n'en ont point, est également donné aux Superieurs exempts & non exempts, Abbates & alii tam exempti, quàm non exempti Prælati. *Les Abbez de Cisteaux & les autres Reguliers ne peuvent donc pretendre en execution de ce Decret, que le pouvoir qui est accordé aux Superieurs des Monasteres soumis à la jurisdiction des Evêques à l'égard desquels on ne peut douter que l'examen des causes qui peuvent excuser la sortie des Religieuses, ne soit donné aux Evêques.*

Troisiéme Partie. Raisons de MM. les Evêques avec les Réponses.

sont en Corps d'Ordres où qui ont des Superieurs Reguliers, seront laissez & demeureront sous leur conduite : *Quæ verò à Deputatis in Capitulis Generalibus vel ab aliis Regularibus reguntur, sub eorum curâ & custodiâ relinquantur.*

Un Superieur Regulier peut estre d'ailleurs sujet à l'Ordinaire à l'égard de son Monastere, & ne pas dépendre de luy pour raison d'autres Monasteres qui sont soumis au sien : & cela se voit clairement dans ceux qui sont de differens Dioceses : Par exemple, l'Abbaye de Moustier-Saint-Jean estoit sujette à l'Evêque de Langres, & avoit sous soy des Abbayes de filles situées dans le Diocese d'Autun qui ne dépendoient ni de l'Evêque de Langres ni de celuy d'Autun : la Commende a rendu cette discipline peu connuë.

MEMOIRE.

Il est certain que le Concile de Trente a étendu sur tous les Monasteres sans exception de ceux de l'Ordre de Cisteaux & des autres Ordres, l'inspection des Evêques expliquée dans ce Decret, & qu'il la confirme en ce sens in omnibus Monasteriis. *Ce Concile aprés avoir expliqué par quelle autorité les Evêques exerceront ce ministere, ordonne qu'il n'y a ni concession ni privilege qui puisse en excepter aucun Monastere*, Indultis quibuscunque & Privilegiis nonobstantibus.

REPONSE.

6. Le Concile de Trente doit estre expliqué comme on a fait la Decretale *Periculoso* ; dautant que l'un & l'autre ayant voulu déroger pour ce qui regarde la Clôture, aux Exemptions des Monasteres qui dépendent immediatement du Saint Siege ; il a esté necessaire de specifier que cela se faisoit nonobstant leurs Privileges ; mais cette clause ou dérogation ne regarde que ces Monasteres-là, & nullement ceux qui sont sous des Congregations dont le Concile principalement a declaré qu'il vouloit que les Privileges fussent conservez & demeurassent en leur entier, Chap. 20. Sess. 25. *Præfatorum Ordinum privilegia & facultates quæ ipsorum personas, jura & loca concernunt, firma sint & illæsa.* Et quand il a dit Chap. 5. *in omnibus Monasteriis*, il n'a entendu parler que de tous les Monasteres sujets au Saint Siege, comme avoit fait la Decretale *Periculoso*.

REPONSE

REPONSE.

7. Les Papes qui ont ordonné l'execution de la Constitution *Periculoso*, & des Decrets du Concile de Trente, ont parlé en faveur des Reguliers, puisque ces Reglemens les maintiennent, & confirment dans leurs Privileges.

Pour ce qui est des deux Bulles du Pape Pie V. de 1566. & 1570. comme elles n'ont jamais esté reçûës ni executées en France, elles n'y sont pas aussi regardées comme Loix & Constitutions Canoniques. D'ailleurs elles ne sont pas si avantageuses à MM. les Evêques qu'ils se le sont imaginé.

La premiere fait divers Reglemens pour certaines Religieuses qu'elle nomme *Mulieres quæ Tertianæ seu de pœnitiâ dicuntur, cujuscunque fuerint Ordinis, in Congregatione viventes*, dont la profession estoit de sortir pour aller à la queste; & elle ordonne que la Clôture sera exactement gardée dans tous les Monasteres de Religieuses de quelque Ordre que ce soit, conformément à la Constitution du Pape Boniface VIII. approuvée & renouvellée dans le Concile de Trente, *juxtà formam Constitutionis Bonifacii Octavi quæ incipit* Periculoso, *in sacro Concilio Tridentino approbatam & innovatam.*

MEMOIRE.

S'il restoit quelque doute sur cette matiere, il seroit entierement levé par les Bulles des Papes qui ont ordonné l'execution de ces Decrets. Pie V. dans la Bulle du 28. May 1566. ordonne dans le même sens, l'execution du Decret du Concile de Trente & de la Decretale Periculoso, *& declare que les Religieuses de quelque Ordre & Religion qu'elles soient, sont tenuës de s'y conformer, même celles de l'Ordre de Jerusalem. Ce Pape explique dans la même Bulle que cette inspection des Evêques établie par ces Decrets sur la Clôture des Monasteres exempts & sur la sortie des Religieuses, ne peut estre tirée à consequence en autres choses dans ce qui concerne leur exemption : ce qui confirme que ces Decrets ne regardent pas seulement les Monasteres qui se disoient immediats au Saint Siege, parce que ces Monasteres ont esté remis par ce Concile même sous l'entiere jurisdiction des Evêques, s'ils negligeoient de se mettre en Congregation.*

Elle veut encore que s'il se rencontre quelques Religieuses qui refusent d'observer ce Reglement, les Ordinaires des lieux se joignent aux Superieurs de ces Religieuses-là pour les y contraindre, *Ordinarii unà cum Superioribus earum compellant rebelles.*

Et enfin elle ordonne aux Evêques de faire publier par tout, son Reglement & de procurer avec les Superieurs des Monasteres, qu'il soit exactement observé ; pourquoy le Pape prie aussi les Princes & tous les Magistrats de leur donner leur assistance.

Ce Pape ne dit pas un mot du droit de permettre les sorties de la Clôture ni d'en examiner les causes ni à qui il appartient : les Reguliers sçavent bien que s'ils avoient des Religieuses qui refusassent d'accepter la Clôture, ils pourroient s'adresser aux Ordinaires pour leur aider à les y contraindre, & pareillement au bras seculier sans déroger à leurs Privileges.

MEMOIRE.

Ce même Pape pour ne laisser aucune apparence de difficulté, fit publier une autre Bulle en 1570. dans laquelle il declare en termes formels que cette discipline est aussi pour les Monasteres de l'Ordre de Cîteaux, des Chartreux & les autres les plus privilegiez, & que les Religieuses de ces Monasteres quoiqu'ils soient exempts de la Jurisdiction des Evêques, ne peuvent en sortir sans causes qui soient jugées legitimes non seulement par les Superieurs de l'Ordre, mais encore par l'Ordinaire des lieux qui en donnera sa permission par écrit.

RE'PONSE.

8. La seconde Bulle du même Pape Pie V. dit encore moins que la premiere en faveur de MM. les Evêques, c'est une pure prévention qu'ils ont qu'elle leur est avantageuse.

Elle veut uniquement oster aux Religieuses les pretextes de sortir de leurs Monasteres, en reduisant à trois cas seulement ceux dans lesquels on leur pourra permettre cette sortie, sçavoir l'incendie entier du Monastere, la lepre & la peste ; outre lesquels le Pape ne veut pas qu'en quelque autre occasion & sous quelque pretexte que ce soit, quand même elles seroient Princesses du Sang, elles puissent sortir sous peine d'excommunication, de privation de dignitez & de tous Benefices & d'inhabilité à en avoir à l'aver-

tir, encouruë de fait tant par elles que par les Superieurs qui leur auront donné la permission, & par les Personnes qui les accompagneront & qui les logeront.

Et pour faire encore que l'un des deux cas de maladie ainsi determinez soit valable & legitime, le Pape ordonne qu'il sera certifié par l'Evêque ou Ordinaire du lieu, outre l'attestation qu'en aura donné le Superieur.

C'est donc là tout l'avantage que peuvent tirer MM. les Evêques de cette Bulle, de certifier à une Religieuse qui voudra sortir de son Monastere, qu'elle a ou la lepre ou la peste; mais ils n'ont pas le pouvoir d'en donner la permission, si elle n'est de leur dépendance, le Pape supposant que c'est le Superieur qui la donne.

9. Les termes de cette Bulle sont trop remarquables pour n'estre pas inserez icy. *Volumus, sancimus & Ordinamus nulli Abbatissarum, Priorissarum aliarumve Monialium quorumcumque Ordinum, Statuum, conditionum ac praeminentiarum existentium, etiam à regiâ vel illustri prosapiâ ortarum, de cætero etiam infirmitatis seu aliorum Monasteriorum etiam eis subjectorum, aut domorum, parentum aliorumve consanguineorum visitandorum, aliave occasione & prætextu, nisi ex causâ magni incendii vel infirmitatis lepræ aut epidimiæ, quæ tamen infirmitas præter alios Superiores quibus cura Monasteriorum incumberet, etiam per Episcopum seu alium loci Ordinarium cognitâ & expressè in scriptis approbata sit, à Monasteriis præfatis exire, sed nec in prædictis casibus extrà illa nisi ad necessarium tempus stare licere: Aliter autem quàm ut præfertur egredientes seu licentiam exeundi quomodocumque concedentes, necnon comitantes ac illarum receptrices personas excommunicationis majoris latæ sententiæ vinculo statim eo ipso absque aliâ declaratione subjacere, à quo præterquàm à Romano Pontifice nisi in mortis articulo absolvi nequeant: & insuper tam egressas quàm præsidentes & alios Superiores prædictos eis licentiam hujusmodi concedentes, dignitatibus, officiis & administrationibus per eas & eos tunc obtentis Privamus, & illas & illos ad obtenta & alia in posterùm obtinenda inhabiles, & ità per quoscumque judices &c.* Il oblige ensuite les Evêques de faire publier & observer par tout ce Reglement.

On s'est beaucoup étendu sur cette Bulle, parce qu'il est im-

Troisiéme Partie. Raisons de MM. les Evêques avec les Réponses.

portant d'en sçavoir le contenu & ce à quoy elle oblige : C'est d'ailleurs le principal fondement de la pretention de MM. les Evêques, quoique dans le fond comme on a déja dit, elle ne leur donne que le simple pouvoir de certifier la verité de l'une des deux maladies qui permettent à une Religieuse de sortir de son Monastere, *causâ infirmitatis lepræ vel epidimiæ :* car pour le droit d'en donner la permission, le Pape suppose & même dit assez clairement qu'il appartient à celuy qui en est le Superieur, *alios Superiores eis licentiam hujusmodi concedentes.*

Les peines dont la Bulle menace, meritent bien que ceux qui soutiennent qu'elle est reçûë en France & qu'elle y doit estre executée, y fassent une serieuse reflexion : Cependant quoy que disent MM. les Evêques, on est persuadé qu'ils ne le croyent pas eux-mêmes, & qu'ils ne font cette objection aux Reguliers, que parce qu'ils n'ont pas de bonnes preuves & d'autre fondement de leur pretention : car enfin, verroit-on si souvent tant de Religieuses sortir sur leurs permissions, que l'on sçait fort bien n'avoir ni la lepre ni la peste, & que leurs Monasteres n'ont pas esté brûlez ; ils craindroient sans doute si la Bulle avoit son execution, de tomber dans l'excommunication, dans la privation de leurs dignitez & dans l'inhabilité à posseder des Benefices.

MEMOIRE.

Barbosa de Offic. & potest. Episc. alleg. 102. n. 28. pag. 344. Zerola in Praxi Episc. 4. in verbo *Moniales*, p. 324.

Sur ces fondemens la Congregation établie pour l'interpretation des Decrets de ce Concile, a décidé en faveur des Evêques, autant de fois que la question s'est presentée, que ce Decret comprend generalement tous les Monasteres exempts & non exempts sans aucune exception.

REPONSE.

10. Il est vray que sur ces fondemens, c'est-à-dire que supposant la Bulle que l'on vient d'expliquer du Pape Pie V. non seulement les Congregations de Rome, mais aussi la pluspart des Docteurs Ultramontains ont décidé que pour la sortie des Religieuses, il faut que la cause en soit approuvée par l'Evêque ; parce qu'ils jugent & décident en ces Païs-là, suivant les Reglemens contenus dans les Bulles, comme on le fait en France par les Ordonnances & selon les Coûtumes : mais cela suppose la reception des Bulles qui reglent leur Police.

Pour convaincre de cette verité, il n'y a qu'à rapporter icy l'endroit que citent MM. les Evêques, de Barbosa en son Traité *de Officio & potestate Episcopi*, *alleg.* 102. *num.* 28. où il se propose la question de sçavoir qui doit donner aux Religieuses la permission de sortir de leur Clôture ; voicy sa réponse. *Respondet Concil. D. Cap.* 5. *ab Episcopo approbandam esse causam ; cujus Decreti verba intelligenda esse inquit Navar. ut approbatio requiratur Episcopalis, quandò exire volunt è Monasteriis Episcopo subjectis, vel ità exemptis quòd soli Papæ immediatè subsint ;* NON AUTEM *de aliis exemptis & Regularibus suppositis, in quibus satisfit scientia Superioris Ordinis.* C'est ce que nous avons dit en faveur des Reguliers.

Troisiéme Partie. Raisons de MM. les Evêques avec les Réponses.

Il cite un grand nombre d'Auteurs qui sont de ce même sentiment, que la permission du Superieur Regulier est seule suffisante, Bonacina, Suarez, Miranda, Lezana, Tamburinius & plusieurs autres, ajoûtant que suivant le dire de quelques-uns, c'est l'usage d'Espagne ; & enfin il conclut ainsi, *Verùm ab illorum opinione discedere cogor propter expressa verba prædictæ Constit. Pii V. de anno* 1570. *sic disponentis, quæ tamen infirmitas &c.* il rapporte là les termes de la Bulle : de sorte qu'il n'y a précisément que cette Bulle qui le fasse pencher pour l'opinion contraire.

Voicy encore comment Bonacina s'explique dans son Traité *de Clausurâ quæst.* 1. *num.* 8. aprés avoir parlé de la Bulle du Pape Pie V. *Hoc tamen intelligendum est ubi prædictus Pii V. motus usu receptus est ; alicubi enim usu receptus non est : & consequenter in Monasteriis exemptis non est necessaria in iis locis Episcopi licentia, sed sufficit facultas Generalis aut Provincialis aut Superioris Monasterii jurisdictionem quasi Episcopalem habentis.* Tamburinius dit à peu prés la même chose, *Disp.* 20. *quæst.* 5. *num.* 11.

Ainsi donc suivant le sentiment de tous ces Docteurs, par la Decretale *Periculoso*, le Concile de Trente & les autres Reglemens, la permission de sortir des Monasteres ne doit estre donnée aux Religieuses que par leurs Superieurs Reguliers, quoique dans les Païs où la Bulle de Pie V. est en usage, il faille que l'Evêque en approuve les causes : mais cela ne regarde pas la France où cette Bulle n'est & ne peut estre executée.

Troisiéme Partie. Raisons de MM. les Evêques avec les Réponses.

MEMOIRE.

Les Reguliers diront que les Decrets du Concile de Trente qui concernent la discipline, & les Bulles des Papes qui en ordonnent l'execution, ne sont pas reçûs en France : c'est leur réponse ordinaire aux Decrets de ce Concile & aux Bulles des Papes qui ont reformé les abus de leurs exemptions pretenduës.

Il y a lieu de s'étonner que ceux qui font une profeßion particuliere d'obéir au Saint-Siege & à ses Decrets, osent contester ce qu'il a jugé absolument necessaire pour la police de l'Eglise & le maintien de la discipline dans les Monasteres : mais d'ailleurs les Decrets du Concile de Trente sont & ont toûjours esté trés-respectez en France dans les matieres de la nature de celle-cy qui ne font aucun préjudice à l'autorité du Roy, & qui ne blessent pas les libertez de l'Eglise Gallicane. Ce Decret n'est que le rétablissement du Droit commun dans un Point où les Reguliers ont d'autant moins de raison de s'y opposer, qu'ils ne peuvent justifier que par aucun Privilege reçû & approuvé dans le Royaume, ils ayent esté soustraits à cet égard à la jurisdiction des Ordinaires.

RE'PONSE.

11. Les Reguliers ont beaucoup de respect & de soumission pour tout ce qui vient du Saint-Siege, mais en France ils ne peuvent pas se dispenser d'obéïr au Roy & de se conformer aux Loix & à la Police du Royaume qui ne permettent pas d'executer les Bulles & ce qui vient de Rome, qu'elles n'aient esté examinées & autorisées. Le Concile de Trente étant aussi favorable qu'on a montré qu'il l'est pour leurs Privileges, pourquoy voudroient-ils contester ce qu'il a reglé pour la Discipline de l'Eglise, qui se trouve conforme aux Usages & aux Ordonnances du Royaume?

Il est surprenant qu'aprés toutes les preuves qu'on a données de l'exemption parfaite & entiere des Ordres Reguliers, & sur tout de celuy de Cisteaux, dans la premiere & la seconde Partie de cette Réponse, on suppose encore dans le Memoire que les Reguliers *ne peuvent justifier par aucun Privilege reçû & approuvé dans le Royaume, qu'ils aient esté soustraits à cet égard, à la jurisdiction des Ordinaires.*

L'Exemption originaire & generale du consentement même des Evêques sans aucune reserve, la Constitution *Pericu-*

loso si bien autorisée, le Concile de Trente si souvent rebatu, la Bulle d'Innocent VIII. revêtuë de Lettres Patentes, l'Ordonnance de Blois, l'Edit de 1695. interpreté par la Declaration de 1696. & tant d'autres, avec un usage constant & uniforme pendant cinq à six siecles, ne sont-ce pas autant de Titres incontestables? & MM. les Evêques n'en ont pas un seul qui puisse y estre appliqué.

MEMOIRE.

Quoiqu'il n'y ait point eu dans les Tribunaux du Royaume, de publication solennelle du Concile de Trente, on peut dire que la disposition de ce Decret y est devenuë une loy par des dispositions semblables des Conciles & des Ordonnances : il n'y a point de matiere sur laquelle l'Eglise de France se soit expliquée plus de fois & en termes plus exprés. L'article 28. du Cahier presenté au Roy Charles IX. par les Cardinaux, Archevêques, Evêques & autres Ecclesiastiques convoquez par ce Prince en 1573. pour aviser aux moyens de rétablir la discipline de l'Eglise, y est précis : Le Cardinal de Lorraine qui a assisté au Concile de Trente, a presidé à cette Assemblée avec le Cardinal de Bourbon ; Ce Cahier a esté confirmé par Lettres Patentes du 22. Janvier 1574. qui expliquent le sujet de cette Assemblée & l'approbation des articles qu'elle a dressez.

Mem. du Clergé tom. 5. p. 501.

REPONSE.

12. Les Cahiers presentez au Roy Charles IX. n'avoient fait que copier mot à mot le Concile de Trente sur le fait de la Clôture pour ce qui regarde les Monasteres de Religieuses qui sont soumis aux Evêques comme Ordinaires ou Déleguez du Saint-Siege, sans parler de ceux qui sont exempts & sous des Congregations : on demandoit l'execution de la Decretale *Periculoso*, & cela fut accordé : mais sans toucher aux Privileges des Ordres Reguliers : & quand il y auroit eu quelque chose de contraire, il en faudroit toûjours venir à la derniere Loy qui est l'Ordonnance de Blois si favorable aux Reguliers.

MEMOIRE.

Il y a des Decrets sembla-

REPONSE.

13. Ces Decrets de Conciles par-

Troisiéme Partie. Raisons de MM. les Evêques avec les Réponses.

bles dans la plusspart des Conciles qui ont esté tenus dans le Royaume depuis le Concile de Trente ; celuy de Bordeaux en 1583. revû & approuvé de la Congregation du Concile & confirmé par le Pape Sixte V. Titre de Monialibus, *particulierement dans le* §. Curent Episcopi : *celuy de Narbonne en 1609. C.33.* de Abbatibus Reg. & Monial. *particulierement dans le* §. Quæcunque *& le* §. Hortamur, *& plusieurs autres. Le fameux Reglement des Reguliers dressé par l'Assemblée generale du Clergé tenuë en 1625. & confirmé par celles de 1635. & de 1645. y est conforme.*

ticuliers n'ont fait aussi que copier le Reglement du Concile de Trente & d'en ordonner l'execution & de la Decretale *Periculoso* ; & par consequent ils doivent avoir la même explication. Que s'ils avoient fait quelque chose de contraire, ce seroit un attentat qui n'auroit pas de force, l'inferieur n'ayant nul pouvoir contre la loy du Superieur ; & de plus, la Police du Royaume établie par l'Ordonnance de Blois & par l'usage, étant toute differente, on ne pourroit pas les executer.

Il faut dire la même chose des Actes de l'Assemblée du Clergé faits en 1625. & tant de fois renouvellez sans aucun effet : n'étant fameux que par le grand nombre des efforts qu'on a fait si souvent & toûjours inutilement, pour les faire autoriser par les Papes & par les Rois, toutes les Puissances ayant refusé de le faire, ne trouvant ni juste ni raisonnable de laisser Juge dans sa propre cause cette Assemblée qui n'est composée que de MM. les Evêques qu'on sçait ne pouvoir pas estre favorables aux Exempts, par la prevention qu'ils ont contre eux & par leur propre interest.

MEMOIRE.

Cette discipline a esté confirmée par plusieurs Ordonnances & par un grand nombre d'Arrests.

Avant ce Decret du Concile de Trente, l'Ordonnance d'Orleans Art. 11. avoit soumis aux Evêques tous ces Mona-

RE'PONSE.

14. Il n'y a eu ni Ordonnance ni Arrest valable & qui puisse faire Reglement, qui ait confirmé cette Discipline, de la maniere que MM. les Evêques l'expliquent en ce Memoire.

L'Ordonnance d'Orleans donnée en 1560. dans des temps

tres,

tres-facheux, avoit à la verité soumis tous les Monasteres à la visite des Evêques; mais elle n'a point eu d'execution, & n'est point observée pour les Reglemens qui regardent l'Eglise; elle privoit le Roy de ses Nominations aux Evêchez & aux autres Benefices; encore ne faisoit-elle aucune mention de la Clôture des Religieuses. Si ce Point faisoit partie de la visite, il ne peut plus appartenir aux Ordinaires, leur pretention sur la visite leur ayant esté ostée.

L'Ordonnance de Blois qui est venuë depuis en 1579. & qui s'est conformée au Decret du Concile de Trente, l'a expliqué d'une maniere à ne laisser aucun doute. On en a rapporté en la seconde Partie de cette Réponse la disposition toute entiere de l'Article 31. qui y distingue les droits des Evêques & des Superieurs sur la Clôture, en conservant à chacun celuy qui luy appartient.

L'explication que l'on donne icy à cette disposition pour en détourner le veritable sens, est tout-à-fait violente, puisque le nom du *Superieur* ne peut convenir qu'au Superieur Regulier & de l'Ordre dont est le Monastere.

15. Car de dire comme on fait, que l'Ordonnance a entendu sous ce nom, l'Ordinaire du *steres pour la visite & correction, ce qui comprend sans doute la Clôture & les causes legitimes de la sortie. Celle de Blois est plus expliquée : Cette Ordonnance Art. 31. contient une disposition précise sur la Clôture, & des défenses expresses aux Religieuses de sortir de leurs Monasteres, sous quelque couleur que ce soit, si ce n'est pour cause legitime qui soit approuvée de l'Evêque ou Superieur, & ce nonobstant toutes dispenses ou privileges au contraire.*

Mémoire de MM. les Evêques touchant la Clôture des Religieuses, avec les Réponses.

Il est vray que les Reguliers ont pretendu que suivant cette Ordonnance, l'inspection sur la sortie des Monasteres dont ils ont la direction, est donnée aux Superieurs de l'Ordre, parce qu'il y a dans cet Article, qui soit approuvé de l'Evêque ou Superieur.

Mais si l'on fait attention aux circonstances dans lesquelles cette Ordonnance a esté dressée, & aux motifs qui ont obligé de la publier, on sera persuadé que ce Superieur qui doit approuver les causes de la sortie des Religieuses, n'est pas le Superieur Regulier qui a la conduite du Monastere, mais les Superieurs qui joüissent des droits Episcopaux dans le territoire où le Monastere est situé.

Deux considerations confirment cette explication. 1. *On*

Memoire de MM. les Evêques touchant la Clôture des Religieuses, avec les Réponses.

sçait que par cet Article de l'Ordonnance on a voulu se conformer à la discipline du Concile de Trente qui ne donne pas ce pouvoir aux Reguliers. 2. La Bulle de Pie V. sur cette matiere publiée dix ans avant cette Ordonnance, contient une disposition semblable à laquelle il paroist que l'on a voulu se conformer : Per Episcopum seu alium loci Ordinarium *dans cette Bulle, ne signifie pas les Superieurs des Ordres qui ont la direction de ces Monasteres.*

Territoire où est situé le Monastere & qui n'est pas Evêque, cela repugne au commencement de l'article même qui est adressé *aux Archevêques, Evêques & autres Superieurs des Monasteres de Religieuses.*

D'ailleurs, cet Ordinaire du Territoire ne peut estre dit en aucune maniere Superieur de ces Monasteres qui sont exempts; & quoiqu'on suppose qu'il jouït des droits Episcopaux, n'étant pas Evêque, il n'a pas même la jurisdiction deleguée du Saint Siege, que le Concile n'a commise qu'à ceux qui sont veritablement Evêques, pour le regard de la Clôture des Monasteres dépendans immediatement du Pape, & non pas à ceux qui n'ont que les droits Episcopaux.

36. Les termes de la Bulle du Pape Pie V. *per Episcopum vel alium loci Ordinarium*, ne confirment en rien la pensée de MM. les Evêques, parce que l'Ordinaire du lieu en cet endroit, n'est député que pour certifier la verité d'une maladie & pour en dresser procés verbal comme pourroit faire un Juge laïc, mais ce n'est pas en qualité de Superieur du Monastere; au contraire il est dit que cette certification se fera outre celle que pourront faire les Superieurs des Monasteres, *præter alios Superiores.*

MEMOIRE.

37. *L'Arrest du Conseil Privé du 26. Aoust 1653. contre les Religieuses de Sainte-Claire de la Reformation de Sainte-Colette établies en la Ville du Puy, qui faisoient refus de reconnoître la jurisdiction de M. l'Evêque du Puy dans ce qui peut concerner la Clôture de ce Mo-*

REPONSE.

Les deux Arrests qu'on cite ne sont pas d'une grande consideration & ne peuvent estre tirez à consequence, l'un & l'autre n'estant rendus que contre des Religieuses de l'Ordre de Sainte-Claire dont les Privileges ne sont pas de la même force & de la même étendue

Memoire de MM. les Evêques touchant la Clôture des Religieuses, avec les Réponses.

que ceux de l'Ordre de Cîteaux; encore supposent-ils que les Evêques qui les ont obtenus, estoient en possession même de visiter ces deux Monasteres, rapportant les Procés verbaux de visite qui sont specifiez dans le Vû des Pieces de ces deux Arrests, dont le second n'est rendu que sur Requeste.

nastere : Celuy du 16. Septembre 1670. rendu sur pareille contestation en faveur de M. l'Evêque de Sisteron, & plusieurs autres tant des Conseils du Roy que de differens Parlemens, prouvent que c'est la Jurisprudence ordinaire du Royaume.

Peut-on opposer des Arrests de cette qualité rendus sans défense suffisante, aux trois qu'on a cy-devant expliquez du Conseil d'Etat Privé, du Grand Conseil & du Parlement de Provence, contradictoirement rendus & aprés une si exacte connoissance de cause pendant plusieurs Audiences?

REPONSE.

18. Un Arrest tel qu'est celuy du Grand Conseil rendu aprés douze Audiences, ne peut guere estre dit *surpris*, ce Tribunal s'estant conformé par cet Arrest, à l'Ordonnance de Blois qui regit tout le Royaume, aux saints Decrets & Constitutions Canoniques & à l'Usage. Si l'Article 19. de l'Edit de 1695. sembloit luy estre contraire, la Declaration du Roy de 1696. qui l'a interpreté, doit convaincre que le Grand Conseil avoit bien jugé, & les Arrests du Parlement de Provence en 1699. & du Conseil d'Etat Privé de Sa Majesté en 1701. confirment en ce sentiment.

Mais MM. les Evêques pre-

MEMOIRE.

Les Reguliers ayant surpris quelques Arrests contraires dans les Tribunaux où ces Ordonnances n'estoient pas également observées, le Roy pour en rendre l'execution uniforme dans toutes les Cours, a bien voulu en renouveller la disposition dans l'Article 19. de l'Edit du mois d'Avril 1695. concernant la Jurisdiction Ecclesiastique, en des termes si précis, qu'ils ne laissent aucun pretexte de contestation : mais les Reguliers ont entrepris d'en éluder l'execution sous le pretexte d'une clause qui se trouve dans la Declaration du 29. Mars 1696. par laquelle pour terminer les differends que l'interpretation

Memoire de MM. les Evêques touchant la Clôture des Religieuses, avec les Réponses.

donnée par quelques personnes à l'Art. 18. du même Edit, avoit fait naistre en certains Dioceses, Sa Majesté veut & ordonne que cet Edit & en particulier l'Art. 18. soit executé sans préjudice des Droits, Privileges & Exemptions des Monasteres & de ceux qui sont sous des Congregations, que Sa Majesté entend avoir lieu ainsi qu'ils l'ont eu & dû avoir jusqu'à present.

Les Reguliers pretendent que par cette clause Sa Majesté a dérogé à l'Art. 19. de cet Edit, & qu'à l'égard de l'approbation des causes legitimes de la sortie des Religieuses, ils ont esté remis en l'état où ils estoient à la faveur des Arrests qu'ils avoient surpris avant le mois d'Avril 1695. Si contraires que puissent estre ces pretentions des Reguliers aux intentions du Roy expliquées dans sa Declaration même du 29. Mars, il y a des Cours qui leur sont favorables.

L'interpretation de l'Art. 18. de l'Edit de 1695. condamnée par cette Declaration, portoit la jurisdiction des Evêques sur les exempts beaucoup au-delà de ce qui en a esté reglé par le Concile de Trente : la Cour de Rome parut s'interesser dans cette lezion apparente des exempts. Le Roy ayant esté averti que

tendent que l'interpretation si claire & si décisive n'est pas tombée sur cet Article, & qu'elle l'a laissé en toute sa force.

19. Quatre Considerations convainquent du contraire.

La premiere, parce que la Declaration porte expressément que *l'Edit* c'est-à-dire tous les Articles qui le composent, *& en particulier le 18e sera executé sans préjudice des Droits, Privileges & Exemptions des Monasteres qui sont en Congregations, que Sa Majesté entend avoir lieu en la maniere qu'ils l'ont eu jusqu'à present.* Or l'Article 19. est compris dans l'Edit & en fait partie, & il n'est pas à croire ni à présumer que Sa Majesté ait voulu maintenir les Reguliers dans leurs Privileges nonobstant son Edit, & que par le 19e Art. de ce même Edit, elle ait voulu y déroger & préjudicier.

La seconde consideration est que l'Art. 18e sur lequel on convient qu'est principalement tombée l'interpretation, comprenoit en substance l'Article 19. parce qu'il donnoit à MM. les Evêques la Visite des Monasteres de Religieuses qui selon eux enferme l'inspection sur la Clôture, & même expressément il leur donnoit cette inspection de sorte que l'Article 19. ne faisoit qu'en marquer

l'usage & l'exercice : & par consequent si l'Article 18[e] est osté, le 19[e] ne peut plus subsister.

La troisiéme consideration est que par l'Article 19. Sa Majesté n'entend rien disposer sur ce qui y est contenu, que conformément & en execution des saints Decrets & des Constitutions Canoniques : On a vû ce qu'elles prescrivent & qu'elles sont le fondement du droit qu'ont les Reguliers sur la Clôture des Monasteres de leur dépendance : c'est-à-dire leur Exemption donnée & confirmée d'autorité Apostolique & autorisée par les Loix du Royaume, la Decretale *Periculoso* approuvée par le Concile de Basle, & renouvellée par celuy de Trente, & tant d'autres.

ces divisions n'avoient d'autre fondement que l'interpretation contraire à ses intentions, estima necessaire de declarer que sa volonté estoit que le Clergé Seculier & Regulier demeurast dans les bornes qui sont prescrites par les saints Canons. Voila le motif & l'occasion de la Declaration du 29. Mars 1696. qui semblent persuader que Sa Majesté n'a pas voulu déroger au Reglement contenu dans l'Article 19. de l'Edit de 1675. sur l'approbation des causes legitimes de la sortie des Religieuses de leurs Monasteres, dautant plus que ce Reglement est conforme aux Decrets du Concile de Trente, aux Bulles des Papes qui en ont ordonné l'execution & à la pratique même des Eglises d'Italie.

Memoire de MM. les Evêques touchant la Clôture des Religieuses, avec les Réponses.

Enfin, il y auroit une contradiction manifeste dans la disposition que Sa Majesté a faite, en ce que d'un costé elle auroit osté à MM. les Evêques l'inspection qu'elle leur avoit donnée par l'Article 18[e] de son Edit sur la Clôture des Religieuses qui sont exemptes de leur jurisdiction ; & que par la même disposition elle leur auroit laissé dans l'Article 19[e] cette même inspection.

Ils n'ont pas sujet de se prévaloir de l'usage & de la pratique d'Italie, puisque ce sont les Superieurs Reguliers qui prennent tout le soin de la Clôture dans les Monasteres qui sont demeurez dans leur dépendance, & que les Evêques ne se meslent que de ceux qui leur sont soumis : Et quand cela se feroit autrement, ce ne seroit qu'en vertu des Bulles particulieres qui reglent le Gouvernement, & qui ne sont pas reçûës en France.

Memoire de MM. les Evêques touchant la Clôture des Religieuses, avec les Réponses.

MEMOIRE.

Ce Reglement est une suite de l'inspection sur la Clôture de ces Monasteres qui est donnée aux Evêques en France comme à Rome. Un sçavant Jurisconsulte chargé par un grand Ministre de faire un Recueil des Maximes du Droit Ecclesiastique de France, rapporte avec fondement, comme une des principales maximes, que les Monasteres des Moniales soumis aux Chefs d'Ordres, sont sujets à la visite des Evêques quant à la Clôture, ce sont ces termes. Un Evêque veillera inutilement à ce que les murs du Monastere soient bons & que les portes en ferment bien; Si l'on permet aux Religieuses sans causes legitimes d'en sortir, & si les Loix Civiles & Canoniques ne s'en rapportent pas entierement aux Superieurs Reguliers pour ce qui regarde la Clôture du Monastere, les mêmes raisons persuadent que c'est leur esprit d'apporter les mêmes précautions sur l'approbation des causes legitimes de la sortie des Religieuses.

RE'PONSE.

20. Le Jurisconsulte que l'on cite & qui estoit autrefois le Conseil & l'Avocat du Clergé & de MM. les Evêques, sçavoit leur pretention, & il en jugeoit par les Reglemens qu'ils avoient faits en leur Assemblée de 1625. mais il n'avoit pas examiné les saints Decrets & les Constitutions Canoniques: & s'il n'a entendu parler que de l'Usage, il en estoit mal informé, le contraire de ce qu'il dit, estant de notorieté publique.

MEMOIRE.

On ajoûtera que la conduite de ces Monasteres est entierement confiée aux Reguliers pour ce qui ne concerne que la discipline interieure & Monastique, mais dans les choses qui regardent la Police exterieure, & qui peuvent interesser la discipline & le bon Ordre du Diocese, comme sont la dispositi-

RE'PONSE.

21. C'est une supposition & non pas un principe general, que la Clôture exterieure est du droit de MM. les Evêques, cela n'estant vray qu'au regard des Monasteres qui dépendent d'eux ou du Saint Siege immediatement, sur lesquels l'autorité Apostolique leur est déleguée: car à quel titre l'au-

Memoire de MM. les Evêques touchant la Clôture des Religieuses, avec les Réponses.

roient-ils sur les autres, vû que cette Clôture exterieure est une partie du Monastere qui est entierement exempt de leur jurisdiction ? Ils ne peuvent pas le nier aprés estre convenus que tout ce qui regarde la Clôture, est renfermé dans le pouvoir de visiter qui constamment appartient aux Superieurs Reguliers. Et on le peut encore confirmer parce que pour le donner aux Ordinaires sur les Monasteres immediatement soumis au Saint Siege, il a fallu en faire une dérogation telle qu'on l'a vûë dans la Constitution *Periculoso* & dans le Concile de Trente : *Nonobstantibus Privilegiis & Indultis quibuscunque : Per hoc autem in Monasteriis exemptis &c.*

tion des Parloirs & des Grilles, l'état des portes & des murs de Clôture, on a toûjours estimé que l'Evêque doit y estre appellé. Les Reguliers diront-ils que la Police du Diocese n'est point interessée dans la sortie des Religieuses ? C'est donc contre toutes les regles qu'ils demandent que l'examen des causes de leur sortie, soit interdit aux Evêques.

Ainsi les Parloirs, les Grilles, les murs & les portes sont des appartenances du Monastere ; s'il y avoit quelque chose à reprendre & qui parût au dehors contre la bienséance, l'Evêque en pourroit avertir le Superieur pour y apporter le remede necessaire.

Enfin, tout ce qui regarde la Clôture & le Monastere, est de la Discipline Reguliere & Monastique, même la sortie des Religieuses qui n'interesse pas plus MM. les Evêques, que la sortie & l'entrée des Religieux, même des Personnes seculieres qui viennent dans leurs Dioceses & qui en sortent ; tellement que les Religieuses exemptes qui y sont, demeurent toûjours sujettes à leurs Superieurs Reguliers, ausquels en quelque lieu qu'elles se trouvent, elles doivent obéïssance.

Voilà à quoy se termine le premier Memoire de MM. les Evêques, il suppose tout, il ne donne aucune raison solide, passe sur les difficultez, & toutes les preuves qu'il rapporte, ou sont équivoques, ou ne prouvent rien, sinon que jusqu'au temps de Charle-Magne & avant qu'il y eût des Ordres Reguliers & des Monasteres unis en Congregation, une partie de ceux de Religieuses dépendoit des Evêques Diocesains & n'avoit pas d'autres Superieurs.

QUATRIEME PARTIE.

A qui appartient le droit d'examiner les Novices avant la Profession dans les Monasteres de Religieuses.

Quatriéme Partie. Examen des Novices avant la Profession.

1. Il est certain que l'exemption d'un Ordre Regulier seroit fort défectueuse & imparfaite, si les Superieurs n'avoient pas le pouvoir de choisir & de recevoir eux-mêmes les sujets qui doivent former les Communautez soit de Religieux ou de Religieuses dans les Monasteres, & que cela dépendist de la volonté de MM. les Evêques Diocesains aprés l'examen qu'ils en auroient fait : il n'est pas difficile de juger des mauvaises suites & des consequences qu'auroit ce defaut dans le gouvernement des Monasteres.

2. Autrefois MM. les Evêques ont fait pour cela dans les Assemblées des Etats, des tentatives & tout leur possible pour qu'eux, leurs Grands Vicaires & leurs Officiaux eussent entrée & jurisdiction dans les Monasteres tant d'hommes que de filles afin d'examiner leur vocation ; mais jamais ils n'ont pû y réussir à l'égard des Monasteres exempts, parce que l'on a toûjours reconnu que l'exemption si necessaire pour le bien de la Regularité, ne pouvoit pas subsister avec une telle sujettion.

3. En effet, l'on a vû page 391. dans le Privilege de l'Ordre de Cisteaux si bien autorisé, que toutes les Personnes & les Monasteres qui en sont, doivent jouir d'une liberté generale & entiere sans aucune exception, en sorte que MM. les Evêques ne peuvent y faire aucun Acte de jurisdiction & aucune fonction de Superieur : *Ità quòd Archiepiscopi, Episcopi, Ordinarii &c. nullam in eos & eorum aliquem aut Monasteria tanquam prorsùs exemptos & exempta, jurisdictionem, correctionem, superioritatem, dominium vel potestatem exercere possint aut debeant quoquomodo.*

4. C'est ainsi qu'on en a usé dans cet Ordre depuis sa premiere institution, sans que jamais MM. les Evêques l'ayent pretendu autrement : & même il estoit par ses plus anciennes Constitutions expressément défendu de permettre qu'ils s'ingerassent en aucune maniere dans ce qui regarde les Novices des Monasteres d'hommes & de filles & leur Profession ; l'on en voit principalement deux Reglemens.

Le

Le premier eſt au Chapitre 7. de la ſeconde Diſtinction du Livre des Inſtitutions du Chapitre General compilé dés l'an 1214. en ces termes : *Nullus Epiſcopus etſi de Ordine noſtro ſit, Novitium benedicere vel viſitationem facere in domibus noſtris permittatur.*

Quatriéme Partie. Examen des Novices avant la Profeſſion.

Nomaſt. Ciſterc. page 281.

Le ſecond eſt du 3[e] Chapitre de la 15[e] Diſtinction des anciennes Définitions, où il eſt porté que tout le ſoin de la Reception des filles & de leur Profeſſion, appartient uniquement au Pere Abbé, ſans qu'aucun autre puiſſe s'en meſler : *De Receptione puellarum & de his quæ ipſarum intuitu data fuerint Monaſterio vel oblata qualiter expendantur, & de Conſecrationibus Monialium ; nulla Abbatiſſa ſeu Monialis ſe intromittat, ſed Patrum Abbatum diſpoſitioni totaliter committitur autoritate Capituli Generalis.*

Ibidem, page 88.

Depuis ces Reglemens ainſi faits & dont l'uſage s'eſt toûjours continué juſqu'à preſent, il n'y en a pas eu d'autre qui y ait dérogé: tellement que ce ſont les Superieurs de l'Ordre de Ciſteaux qui dans les Monaſteres de Religieuſes de leur dépendance, avant que de recevoir les Novices à Profeſſion, en ont toûjours examiné la vocation & les qualitez, pour ſçavoir ſi elles ſont propres & capables de s'engager dans les devoirs de la Profeſſion Religieuſe. 5.

Et cette conduite a eſté approuvée & renouvellée par le Bref du Pape Alexandre VII. de l'an 1666. dont on a déja parlé cy-devant page 239. rendu en forme de Reglement pour la reformation generale de l'Ordre de Ciſteaux, & regiſtré au Grand Conſeil en vertu de Lettres Patentes : car en l'Article 32. parlant du Noviciat & de la Profeſſion, le Pape ordonne que les Novices ſeront reçûs dans les Monaſteres & examinez par les Superieurs, le Viſiteur & le Pere Maiſtre : Cet Article regarde à la verité les Monaſteres d'hommes, mais par le 39[e] il declare formellement qu'il entend que le Reglement ſoit également pour les Religieux & les Religieuſes : *Omnia ſupradicta reſpectivè ad Moniales pertinere volumus.* 6.

Qui peut mieux s'acquitter de cette fonction que le Superieur d'un Monaſtere qui en connoiſt l'état, l'eſprit & les diſpoſitions qu'il faut avoir pour y entrer, par ſes viſites & par la pratique qu'il fait luy-même des Regles qui doivent s'y obſerver ? au lieu que MM. les Evêques, leurs Grands Vicaires & les autres Eccleſiaſtiques qu'ils employent en leurs places, ne connoiſſant point 7.

Quatriéme Partie. Examen des Novices avant la Profession.

ces Monasteres, leur esprit & ce qui s'y pratique, ne sçauroient pas juger si les filles qu'ils examinent & qu'ils verront une fois pendant une heure ou deux, ont une veritable vocation pour ces lieux-là ; si elles y sont propres, & si elles pourront porter & soutenir le poids de la vie religieuse qui consiste en une infinité de choses qui ne s'apprennent que par l'exercice qui s'en fait : Leurs actions durant toute une année & leur conduite expliquent mieux leur intention & ce dont elles sont capables, que ne font de simples paroles & de les voir une fois seulement.

8. Car il ne s'agit pas dans cet Examen de sçavoir seulement si la Novice n'est pas contrainte dans ce qu'elle entreprend, mais aussi comme le dit le Concile de Trente au 17[e] Chapitre de la 25[e] Session, de sçavoir si le Monastere qu'elle a choisi, luy est propre, & si elle a les qualitez, les dispositions & les forces proportionnées à la Regle qu'elle veut embrasser : *Si habuerit conditiones requisitas juxtà Monasterii illius & Ordinis Regulam, necnon Monasterium fuerit idoneum.* Or il est certain que MM. les Evêques n'ayant pas toutes ces connoissances-là qu'ont les Superieurs Reguliers des Monasteres, ils ne peuvent pas satisfaire à cette obligation.

9. L'on peut encore ajoûter que ç'a esté l'intention du Concile de Trente que ces Superieurs continuassent cet usage, puisque non seulement il ne l'a point condanné & qu'il a confirmé les Privileges des Ordres Reguliers, ainsi qu'on l'a montré cy-devant en la premiere Partie page 388. mais aussi parce qu'il a declaré qu'il entendoit que la conduite & tout le soin des Monasteres des Religieuses qui en dépendent, leur en fût entierement laissé : *Sanctimonialium Monasteria quæ à Deputatis in Capitulis Generalibus vel ab aliis Regularibus reguntur, sub eorum curâ & custodiâ relinquantur.*

10. C'est aussi la disposition de l'Ordonnance de Blois qui regit le Royaume, au 28[e] Article concernant l'Eglise, s'exprimant en ces termes : *Voulons que les Abbesses ou Prieures auparavant que de faire bailler aux filles les habits de Professes pour les recevoir à Profession, soient tenuës un mois devant, avertir l'Evêque, son Vicaire ou Superieur de l'Ordre, pour s'enquerir par eux & informer de la volonté desdites filles, & s'il y a eu contrainte ou induction, & leur faire entendre la qualité du vœu auquel elles s'obligent.*

Rien n'est plus positif que ce Reglement qui conserve à chacun

sa jurisdiction, à MM. les Evêques sur les Monasteres qui dependent d'eux, & aux Superieurs Reguliers sur ceux qui leur sont soumis.

Aussi a-t-il toûjours esté ainsi observé, & on ne peut pas douter que ce ne soit la volonté du Roy que ces sortes d'usages qui ont pour fondement les Loix Canoniques & pour autorisation les Ordonnances, ne soient continuez aprés la Declaration que Sa Majesté a donnée en 1696. pour servir d'interpretation à l'Edit de 1695. par laquelle elle veut & entend que les Reguliers joüissent sous sa protection, des Exemptions legitimes qui leur ont esté accordées, & qu'elles ayent lieu en la maniere & tout ainsi qu'elles l'ont eu jusqu'à present. 11.

Monsieur l'Evêque moderne d'Apt avoit voulu contester ce Point par une Ordonnance qu'il avoit fait afficher aux portes de l'Abbaye de Sainte-Croix, & par laquelle il défendoit aux Religieuses de cette Abbaye qui est de l'Ordre de Cisteaux, de recevoir à Profession aucune Novice, que préalablement il ne l'eust examinée & jugée capable ; mais ces Religieuses ayant regardé cette signification comme une infraction & une entreprise sur leur Privilege d'Exemption, en appellerent comme d'abus ; & l'appel estant porté au Parlement de Provence, il y eut Arrest le 9. Avril 1699. qui declara qu'il y avoit abus dans ce Point aussi-bien que dans les autres de ladite Ordonnance, maintint Monsieur l'Abbé de Cisteaux dans ses droits sur ladite Abbaye de Sainte-Croix, & condamna ledit Sieur Evêque d'Apt en tous les dépens. 12.

Et depuis, ayant voulu se pourvoir en cassation contre cet Arrest au Conseil d'Etat Privé, il est intervenu un autre Arrest contradictoire & solennel le 5. Septembre dernier 1701. dont on a déja parlé, & par lequel il a esté debouté de sa demande en cassation & condamné en l'amende de 450. livres & en tous les dépens. De maniere que c'est chose jugée & constante que ce Point concernant l'examen des Novices dans les Monasteres de Religieuses avant la Profession, fait une partie essentielle du Privilege d'Exemption des Ordres Reguliers, & appartient aux Superieurs de ces Ordres. Il faut voir à present si le Memoire de MM. les Evêques sur cette matiere, contient quelques raisons considerables que l'on puisse opposer à ces convictions. 13.

Mem. de MM. les Evêques touchant l'Examen des Novices avant la Profession.

CINQUIE'ME PARTIE.

Réponse au second Memoire de MM. les Evêques, concernant l'examen des Novices avant la Profession.

MEMOIRE

Concernant les devoirs des Evêques d'examiner la vocation des Novices qui se presentent dans les Monasteres des Moniales.

LEs Decrets des Conciles & les Ordonnances des Souverains établissent évidemment que l'obligation des Evêques d'examiner la vocation des Novices qui se présentent dans les Monasteres des Moniales, a esté considerée dans toute l'Eglise comme un de leurs principaux devoirs, & que les Maximes de l'ancienne & de la nouvelle Discipline Ecclesiastique, sont en cela tres-conformes.

Tom. 7. Conc. pag. 1629.

On voit dans le 43e Canon du 6e Concile de Paris convoqué par Louis le Debonnaire en 829. avec quelle severité l'on y condamne certaines Abbesses qui avoient osé contrevenir à cet usage : Ce Concile regarde ce devoir des Evêques comme une suite de l'autorité Episcopale, & l'entreprise de ces Abbesses comme une contravention à l'ordre que Dieu même a établi dans

RE'PONSE.

1. LEs deux principales raisons que l'on a employées dans la Réponse qu'on a faite au premier Memoire, ont leur application sur celuy-cy, & font voir l'inutilité de tout ce qu'il contient.

La premiere est qu'il faut distinguer les temps, & que comme avant qu'il y eût dans l'Eglise des Ordres Reguliers & des Monasteres de filles qui en dépendissent, la plûspart des Religieuses étoient soumises à MM. les Evêques & n'avoient pas d'autres Superieurs qu'eux ; il n'y a donc pas lieu de s'étonner s'ils en avoient toute la conduite, & si les Reglemens que faisoient les Conciles & les Souverains, les chargeoient du soin d'examiner la vocation des filles qui se presentoient pour y estre reçûës, n'y ayant qu'eux qui pussent estre chargez de ce devoir.

C'est ce que l'on peut conclure de ce qu'ils citent du 6[e] Concile de Paris en 829. des Capitulaires de Louis-Le-Debonnaire & du Decret de Gratien, prés de cent ans avant la fondation du premier Ordre Regulier : mais depuis que ces Corps d'Ordres avec la dépendance des Monasteres les uns des autres ont esté établis, les Conciles, les Papes & les Evêques même les ayant exemptés pour un plus grand bien & une plus grande Regularité, de la jurisdiction des Ordinaires, ils leur ont laissé l'entiere disposition de ces Monasteres & les Souverains l'ont autorisée.

l'Eglise : Nulli dubium est quin hoc factum ex toto à divinâ abhorreat authoritate. *Ces Decrets ont esté observez exactement ; & pour en rendre l'execution plus inviolable, nos Rois ont bien voulu y joindre leur autorité, & les mettre dans les Capitulaires.*

Gratien rapporte un Decret qui est encore plus ancien, pour l'examen de la vocation des enfans que les parens avoient vouez dans les Monasteres.

Cinquiéme Partie. Mem. de MM. les Evêques touchant l'examen des Novices avant la Profession.

Capitul. addit. 2. Cap. 13. 14. &c.

La seconde raison est qu'il faut aussi distinguer les Monasteres de filles & les distribuer en trois Classes, comme on a vû que l'a fait le Pape Boniface VIII. dans la Constitution *Periculoso*, & le Concile de Trente en plusieurs de ses dispositions. Les Monasteres qui dépendent de l'Ordinaire sont dans la premiere, ceux qui sont immediatement soumis au Pape & n'ont pas d'autre Superieur, dans la seconde ; & les autres qui sont en Corps d'Ordres & sous des Superieurs Reguliers, dans la troisiéme.

Les Monasteres de la premiere & de la seconde Classe étant sujets à MM. les Evêques, soit comme Ordinaires ou comme Deleguez du Saint-Siege, sont obligez de s'adresser à eux pour la reception & l'examen de leurs Novices ; à quel autre le pourroient-ils faire ? & c'est ce qui est marqué par tout ce qui est rapporté dans le Memoire. Mais à l'égard des Monasteres de la troisieme Classe, ils ont leurs Superieurs qui peuvent tres-bien s'acquitter de ce devoir, sans qu'il soit necessaire de recourir pour cela aux Ordinaires.

REPONSE.

1. Le Reglement qu'a fait le Concile de Trente, ne peut estre dit general qu'à l'égard

MEMOIRE.

Le Concile de Trente a confirmé cette discipline, Sess. 25. Cap. 17. de Reform. Regul. &

Cinquième Partie. Mem. de MM. les Evêques touchant l'examen des Novices.

Monial. *Il ordonne aux Evêques d'examiner eux-mêmes avec soin ou par leurs grands Vicaires, s'ils ont des empêchemens legitimes, la disposition des Novices; s'il n'y a ni seduction ni contrainte, & si elles sont bien informées des devoirs & des obligations de la vie religieuse qu'elles veulent embrasser, pour conserver une entiere liberté dans ces engagemens. Le Concile veut que les Evêques fassent deux fois cet examen, sçavoir avant la prise d'habit, & avant la Profession.*

Son Decret est general sans aucune exception des Monasteres exempts ou qui sont sous la conduite des Reguliers; & lorsque ces Monasteres ont pretendu n'y estre pas compris, la Congregation établie pour l'interpretation des Decrets de ce Concile, a declaré que ce Reglement est pour eux comme pour ceux qui reconnoissent la jurisdiction des Evêques.

des Monasteres qui sont soumis à MM. les Evêques; la preuve en est tres-évidente, puisqu'outre qu'il a declaré, comme on a vû au Chapitre 9. de la même Session, que son intention est que les Monasteres qui sont regis par des Superieurs Reguliers, demeurent & soient laissez sous leur direction & leur conduite; on voit encore que par le 17e Chapitre où est le Reglement qu'on objecte, il n'est point parlé des exempts: ce que le Concile n'auroit pas manqué de faire s'il avoit eu intention de les comprendre tous sans exception, comme il a fait en tous les autres endroits où il a toûjours ajoûté pour eux la délegation Apostolique: étant d'ailleurs certain qu'une disposition generale ne déroge jamais à un droit particulier, s'il n'en est fait mention speciale. Et quand même il auroit specifié simplement les Monasteres exempts, ce qu'il n'a pas fait néanmoins, cela n'auroit pas encore suffi, à cause de la distinction qu'il a toûjours faite des simples exempts soumis immediatement au Saint-Siege, & de ceux qui sont en Congregations & sous des Superieurs Reguliers; ayant de plus expressément declaré au Chapitre 20e qu'il n'avoit pas entendu comprendre dans les precedens, ceux-cy dont il confirme l'entiere exemption par ces mots: *Præfatorum Ordinum Privilegia & facultates, quæ ipsorum personas, loca & jura concernunt, firma sint & illæsa.*

Les Decrets des Congregations de Rome sont rendus ordinairement sans défense & sans entendre qu'une partie, & ne sont

pas de Reglement pour la France, sur tout quand ils sont contraires aux Loix & aux Ordonnances, aux Exemptions & aux Usages autorisez par le Prince.

Cinquiéme Partie. Mem. de MM. les Evêques touchant l'examen des Novices.

RE'PONSE.

3. Le Concile de Cambray n'a pû donner valablement au Concile de Trente un sens contraire à celuy qu'il a naturellement, & qu'il a luy-même expliqué, & encore il ne regarderoit au plus que cette Province particuliere & les Monasteres des deux premieres Classes : mais a-t-il pû rien décider au préjudice des Monasteres qui ne dépendoient nullement de luy & contre leurs Privileges accordez par une autorité superieure à la sienne, par les Papes & par des Conciles generaux?

Pour Zypæus & Van-Espen ils ont écrit leur sentiment aussi bien que les autres que l'on cite, se copiant les uns les autres, sans faire la distinction des Monasteres exempts qui sont sujets immediatement au Saint-Siege, d'avec ceux qui sont en Congregations ; & leur erreur paroist d'autant plus évidente, qu'ils supposent & pretendent que l'usage est conforme à leur opinion ; ce qui n'est pas ni en Espagne, ni en Flandres, ni en Italie, ni même à Rome, où les Superieurs des Ordres examinent la vocation des Novices dans les Monasteres qui leur sont soumis.

MEMOIRE.

Le Concile de Cambray tenu en 1586. Tit. 20. Art. 20. a decidé la même chose, etiamsi Monasterium sit exemptum. *Philippe II. Roy d'Espagne a confirmé les Decrets de ce Concile par son Ordonnance du premier jour de Juin 1587. Le Concile de Malines en 1607. a suivi le même esprit, Tit. 24 Art. 7. il explique en termes précis, que le Concile de Trente en a fait un devoir des Evêques*, sacro Tridentino Concilio ita jubente, diligenter explorent.

Placars, pag. 79. & 80. Placars, pag. 88. &c.

Zypæus Official d'Anvers & Van-Espen Professeur en Droit Canonique à Louvain, assûrent que c'est l'usage constant des Eglises de Flandres, à l'égard de tous les Monasteres. Piasecius dans sa Pratique, Barbosa, de Franchis & plusieurs autres ont écrit la même chose de la pratique des Eglises d'Italie & d'Espagne, avec cette difference qu'en Espagne ils sont dans l'usage de ne faire qu'un examen, & que dans plusieurs autres Eglises ils en font deux conformement au Concile de Trente.

Zypæus dans ses Conseils q. 1. §. 7. Van-Espen Part. 1. Tit 25. de adm. ad Relig. Cap. 5. de exam. puell.

Cinquiéme Partie. Mem. de MM. les Evêques touchant l'examen des Novices.

MEMOIRE.

Pour ce qui regarde l'Eglise de France, le Cahier dressé par les Cardinaux, Archevêques & Evêques convoquez par le Roy Charles IX. en 1573. pour aviser aux moyens de rétablir la discipline de l'Eglise, contient la même disposition du Concile de Trente, Art. 38. le Cardinal de Lorraine qui a assisté au Concile de Trente, estoit un des Presidens de cette Assemblée: Charles IX. en a confirmé les Articles par ses Lettres Patentes du 22. Janvier 1574.

On s'est aussi conformé au Concile de Trente pour la disposition generale dans l'Article 8. de l'Ordonnance de 1629. mais sans expliquer distinctement les deux examens.

RE'PONSE.

4. Outre que les Cahiers presentez au Roy Charles IX. ne font que copier mot à mot le Concile de Trente, & par consequent qu'ils doivent s'entendre dans le même sens, ne faisant nulle mention des Monastères exempts; s'il y avoit eu quelque chose de contraire, l'Ordonnance de Blois qui leur est posterieure, l'auroit rectifié.

C'est encore à cela prés la même chose de l'Ordonnance de 1629. en l'Article 8. qui de plus parle également de l'examen des Religieux & des Religieuses; & l'on sçait qu'elle n'a pas d'execution & n'a jamais esté verifiée.

MEMOIRE.

Dans la pratique, la plusspart des Superieurs des Monasteres qui se pretendent exempts, avertissent les Evêques Diocesains conformément à ces Reglemens: C'est l'usage des Monasteres des Carmelites, de ceux des Capucines & d'un grand nombre d'autres les plus privilegiez.

RE'PONSE.

Quelque chose que l'on veuille dire des Religieuses Carmelites & Capucines qui ont leurs Regles & leurs Constitutions particulieres, on peut assurer que la pratique des Monasteres de l'Ordre de Cisteaux en France & dans toute la Chrétienté est toute contraire à la pretention de MM. les Evêques: & afin d'en donner des exemples dont la preuve soit facile à faire, il y a dans Paris trois Monasteres de Religieuses de cet Ordre, S. Antoine,

S. Antoine, l'Abbaye aux Bois & Panthemont ; l'on met en fait que jamais aucun Archevêque ni Evêque depuis leur fondation & translation, n'y a fait cet examen, la conduite en cela & en toutes autres choses en ayant toûjours esté laissée à leurs Superieurs Reguliers : il en est de même de tous les autres Monasteres.

Cinquième Partie. Mem. de MM. les Evêques touchant l'examen des Novices.

REPONSE.

Ce n'a point esté seulement sous pretexte de l'Ordonnance de Blois, que les Monasteres de l'Ordre de Cisteaux ne se sont pas adressez à MM. les Evêques, mais en vertu de leur Exemption autorisée, comme on l'a vû dés leur premier établissement, par des Bulles des Papes, par des Conciles Generaux, par des Ordonnances & des Lettres Patentes des Rois, par des Arrests des Cours Superieures, & par leur possession de plusieurs siecles longtemps avant l'Ordonnance de Blois : ils se sont maintenus dans leur droit & dans leurs usages depuis cette Ordonnance comme ils estoient auparavant. Quelque pratique donc que puissent avoir au contraire les Carmelites & les Capucines, dont les établissemens se sont faits dans ces derniers temps aux conditions qu'il a plû aux Ordinaires, & avec plusieurs restrictions dans leurs Privileges ; elle ne peut nuire ni préjudicier à ceux de l'Ordre de Cisteaux dont les Monasteres se sont conservez dans une entiere indépendance : les Superieurs & Visiteurs des Carmelites n'estant pas Reguliers & de leur Ordre mais simples Commissaires en vertu de Commissions qui ne contiennent pas d'autre pouvoir que ce

MEMOIRE.

Il y a cependant des Monasteres qui ont negligé cette sage précaution, & qui pretendent en estre exempts sous ce pretexte, que l'Art. 28. de l'Ordonnance de Blois semble demander seulement qu'en ce cas ils appellent le Superieur de l'Ordre.

Mais ces Monasteres ne sont ni plus exempts ni plus privilegiez que les Capucines & les Carmelites & plusieurs autres : les Carmelites ont leurs Superieurs & leurs Visiteurs commis par le Saint Siege : Le Roy veut bien que le Nonce du Pape à qui l'on ne permet aucun autre exercice de jurisdiction dans le Royaume, les établisse au nom du Pape ; & neanmoins toutes ces distinctions & le caractere de ces Visiteurs n'ont pas tiré ces Monasteres de la Regle generale sur l'examen de la vocation des Novices.

luy qu'on veut bien leur donner, ne peuvent & ne doivent pas par leur exemple, faire des Loix pour les autres.

MEMOIRE.

Cet examen est un Point de Police generale qui ne concerne pas seulement l'observation de la Regle & de la Discipline interieure de ces Monasteres ; cette Police regarde l'état d'une personne qui est encore Diocesaine de l'Evêque & la conduite de ses parens à son égard, qui pourroient ne luy laisser pas toute la liberté requise dans une action de cette importance, & même les Superieurs Reguliers qui souvent sont trop attachez à multiplier les sujets de leur Ordre, pourroient n'estre pas toûjours sans interest dans cette occasion.

REPONSE.

7. Il n'y a pas de Point plus essentiel à la Discipline Reguliere & Monastique, que celuy qui regarde le choix & la reception des Novices & l'examen de leur vocation : les Superieurs ont plus d'interest d'y veiller qu'aucun autre & de ne pas permettre qu'il soit reçû des Religieuses qui ne soient bien appellées & qui n'ayent toutes les autres qualitez necessaires pour bien s'acquitter des devoirs de leur Profession, parce qu'ils en répondent devant Dieu, qu'ils en demeurent chargez ; & que si elles ne sont pas telles qu'elles doivent estre, ce sont ces Superieurs qui en souffrent le plus.

Si on les soupçonne d'estre portez à multiplier les sujets de leurs Ordres, on peut craindre aussi que la prévention que MM. les Evêques ont contre eux parce qu'ils n'en dépendent pas, ne soit pas favorable à cette multiplication : les Religieux qui conseillent d'embrasser leur état, imitent l'exemple de Saint Paul & son zele, en preferant comme luy l'état des Vierges à celuy des personnes engagées dans le monde : *Bonum est illis si sic permaneant sicut & ego.*

Au reste, une fille qui a pris l'habit & qui est Novice dans un Monastere exempt, se gouverne par les mêmes Loix & sous les mêmes Superieurs que les Religieuses Professes, jouit de leurs Privileges & n'est pas plus sujette à l'Evêque du Diocese où ce Monastere est situé, qu'elle le seroit si elle estoit passée & demeuroit dans un autre Diocese : ainsi pourquoy seroit-elle sujette à son examen ?

SIXIE'ME PARTIE

Qui contient la Recapitulation & la Conclusion de cette Réponse, & fait voir les inconveniens qui suivroient de la pretention de MM. les Evêques.

Pour peu que l'on ait fait reflexion sur les deux Memoires de MM. les Evêques touchant la sortie des Religieuses & l'examen des Novices avant la profession dans les Monasteres de filles, on doit estre surpris qu'avec si peu de fondement ils ayent eu la pensée de faire une tentative pour revenir sans autre formalité contre des Arrests formels & décisifs rendus en tant de differens Tribunaux : car enfin, qu'est-ce que contiennent ces Memoires autre chose qu'une continuelle supposition que toutes les Regles Civiles & Canoniques sont pour eux ? & cependant quand on a examiné ces Regles, on n'en trouve pas une seule qui y ait une juste & veritable application & qui puisse favoriser leur pretention ; puisque tout ce qu'on peut leur accorder, c'est que dans les temps des Rois Clotaire II. & Charlemagne où il n'y avoit pas encore d'Ordres Reguliers & de Monasteres unis en Congregations, ils avoient la conduite de la pluspart des Religieuses, soit pour leur faire garder la Clôture, soit pour veiller à ce qu'il ne fust reçû que des Sujets qui eussent de la vocation. 1.

Prétentions de MM. les Evêques sans fondement.

Mais il faut qu'ils tombent d'accord que depuis l'établissement de ces Ordres & qu'il y a des Religieuses qui en ont dépendu, elles ont esté soumises à des Superieurs Reguliers & entierement exemptes de la jurisdiction des Ordinaires ; & cette exemption est devenue dans l'Eglise un droit commun, autorisé par une infinité de Bulles des Papes, par des Conciles Generaux, par les Loix & les Ordonnances, par les Lettres Patentes des Rois & par les Arrests : de sorte que l'on peut dire avec certitude & en un mot, que la pretention de MM. les Evêques n'a pas de fondement & que c'est à tort qu'ils voudroient aujourd'huy renverser ceux de ces Ordres qui ont esté si solidement & si canoniquement établis, même du consentement & de l'aveu de leurs predecesseurs. 2.

L'Exemption est de droit commun.

MM. les Evêques diront sans doute qu'ils n'en veulent point à l'exemption des Ordres Reguliers, & que leur intention n'est pas d'y donner la moindre atteinte.

Sixiéme Partie. Recapitulation & inconveniens.

3. Si c'est là leur dessein, pourquoy vouloir aujourd'huy introduire une telle nouveauté dans le gouvernement des Monasteres de Religieuses, en changer la conduite & y avoir une inspection que leurs predecesseurs n'ont pas eu, à laquelle ils n'ont point pensé dans les siecles passez & qui est contre la disposition de tant de Reglemens & contre l'intention de l'Eglise expliquée principalement par le 9. Chapitre de la 25[e] Session du Concile de Trente, pour lequel ils temoignent un si grand attachement, & qui declare en termes exprés, qu'à l'égard des Monasteres de Religieuses qui sont sous des Congregations & gouvernez par des Superieurs Reguliers, sa volonté est qu'ils demeurent sous la conduite & la garde de ces Superieurs : *Monasteria Sanctimonialium quae à Deputatis in Capitulis Generalibus vel ab aliis Regularibus reguntur, sub eorum curâ & custodiâ relinquantur.*

Est-ce pas toucher à l'exemption des Ordres Reguliers, que de vouloir changer le gouvernement des Religieuses qui en dépendent, de vouloir dépouiller les Superieurs des principales fonctions qui leur appartiennent, & leur oster l'inspection qu'ils doivent avoir sur la Clôture des Monasteres & sur la reception des sujets qui doivent en composer les Communautez ?

4. Si MM. les Evêques sont chargez du soin d'examiner & d'approuver les filles qui ont dessein d'entrer & de se faire Religieuses dans les Monasteres ; & quand elles y seront reçûës, de juger des causes de leur sortie, & de leur en donner les permissions : que restera-t-il à ceux qui en sont les Superieurs, & ausquels le Concile & toutes les Regles en attribuent tout le soin & toute la conduite ?

La sortie des Religieuses & l'examen de leurs Novices sont des Points essentiels.

L'entrée des Religieuses dans les Monasteres pour y faire Profession, & leur sortie de la Clôture dans les besoins particuliers, sont sans difficulté des parties essentielles de leur gouvernement, & par consequent du privilege qui oste ce gouvernement à MM. les Evêques Diocesains, & qui en charge les Superieurs des Ordres Reguliers : de sorte que si l'on venoit à retrancher de leur exemption des fonctions aussi importantes que celles-là, on peut dire que l'exemption de ces Ordres ne subsisteroit plus qu'à moitié, & qu'estant une fois partagée, elle ne seroit plus desormais qu'une partie de ce qu'elle doit estre : ce qui causeroit une infinité d'inconveniens qu'il est difficile de prevoir, & dont on doit juger par les soins que l'Eglise a apportez dans les occasions pa-

reilles, pour empescher ces sortes de démembremens de l'exemption des Reguliers. *Sixiéme Partie. Récapitulation & inconveniens.*

5. Le Pere Labbe dans le Recueil de ses Conciles, en rapporte un exemple de l'année 1063. du temps du Pape Alexandre II. au sujet de l'entreprise que l'Evêque de Mâcon nommé Drogon, voulut faire sur l'exemption de l'Abbaye de Cluny ; il en est aussi parlé dans la Biblioteque de Cluny & dans les Oeuvres du Cardinal Pierre Damien. Cet Evêque incité par les Ecclesiastiques qui l'obsedoient, *eis jugiter insufflantibus*, prit dessein non pas de renverser tout-à-fait le Privilege d'exemption de Cluny, mais d'en retrancher au moins quelque petite partie, *quantulumcunque ;* afin qu'estant une fois entamé, il pût dans la suite venir à bout du reste, & peu à peu donner lieu à de nouvelles prétentions : *Sicque postmodùm ex occasione quodammodo superductæ litigaret consuetudinis.* *Tom. 9. pag. 1177. Pag. 509. & 510.*

L'Abbé de Cluny qui estoit alors Saint Hugue, (car comme on a remarqué les Auteurs & les principaux défenseurs des Exemptions des Reguliers ont esté des Saints & des Saints Canonisez) connoissant de quelle consequence estoit ce commencement d'entreprise, fut en porter sa plainte au Pape qui présidoit alors à un Concile qu'il tenoit à Rome, lequel députa le saint Cardinal Pierre Damien qui estoit pour lors Legat en France, pour en juger.

6. Le Legat assembla un Concile des Evêques de plusieurs Provinces à Châlon-sur-Saone, où celuy de Mâcon ayant esté cité, il y fut repris severement, & obligé de cesser son entreprise & de laisser Cluny dans l'entiere jouissance de son Privilege : *Omnes Privilegia quæ audierant, uno ore concorditer laudaverunt, atque ut perpetuò servanda atque illibata permaneant, communi judicio Decreverunt. Posteà sacro residente Concilio Matisconensis Episcopus pavimento prostratus veniam petiit, seseque peccasse confessus, pœnitentiam in pane & aquâ jejunaturus accepit.* *Entreprise sur l'exemption reprimée par un Concile en 1063.*

On n'estimoit pas dans ces temps-là, qu'il fût de petite consequence de laisser entreprendre sur le Privilege d'exemption.

7. Si l'on vouloit avoir encore des exemples d'une telle conduite dans des temps plus reculez, il n'y auroit qu'à voir la Constitution que fit le Pape Saint Gregoire le Grand, dans le Concile qu'il tint à Rome en l'an 601. où pour affermir le repos des Mo- *P. Labbe Concil. Tom. 5. p. 1608.*

Sixiéme Partie. Récapitulation & inconveniens.

nasteres & retenir les Religieux dans leur devoir & dans la dépendance qu'ils doivent avoir de leurs Superieurs, il fut défendu aux Evêques d'y exercer aucun pouvoir, quelque petit qu'il fût : *Neque audeat Episcopus in Cœnobio Cathedram collocare, vel quamlibet potestatem habere imperandi, nec aliquam Ordinationem quamvis levissimam faciendi, nisi ab Abbate loci fuerit rogatus, quatenùs Monachi semper maneant in Abbatum suorum potestate ;* Ce qui fut approuvé d'un grand nombre d'Evêques qui composoient le Concile : c'estoit à la verité pour des Religieux, mais le Reglement ne regarde pas moins les Religieuses qu'il est encore plus dangereux de diviser & de détourner de la soumission qu'elles sont obligées de rendre à ceux dont elles dépendent.

Reglement de saint Gregoire pour maintenir les Exemptiōs.

C'est donc ainsi que l'on estoit exact à maintenir les Privileges d'exemption dans leur entier, & que l'Eglise s'y est toûjours interessée, parce que l'on ne peut pas douter que la moindre infraction qui y est faite, ne sçauroit estre que de tres-grande consequence.

8. Quand il n'y auroit que la nouveauté & le changement qu'on apporteroit à un Usage pratiqué de tout temps, dans des choses aussi considerables que sont celles que pretendent MM. les Evêques, l'exemple ne pourroit estre que tres-pernicieux & auroit sans doute encore bien d'autres suites, parce qu'il n'y auroit plus rien d'asseuré, & que s'accoûtumant peu à peu à manquer de respect pour ceux qui nous ont devancez, & à condanner par ce moyen la conduite des saints Fondateurs des Ordres, des Papes, des Conciles & des Rois ; ce seroit exposer à tout moment ce qu'ils ont arresté, à des révolutions continuelles, comme l'ont fort bien remarqué les Peres d'un ancien Concile de Carthage pour empescher ces sortes de changemens ; *Si admiserimus ea quæ anteà constituta sunt in retractationem vocari, nihil in divinis humanisque actibus, nihil in sacris publicisque rebus ullam poterit obtinere firmitatem, dum post annorum spatia, tanquam in emendationem Patrum velut instructior nostra videatur mutare posteritas.*

Exemple pernicieux d'entreprises souffertes.

9. Une possession si constante comme est celle de l'Ordre de Cîteaux, si uniforme, si venerable par son antiquité de cinq à six siecles, qui pourroit prescrire s'il en estoit besoin toute sorte de droits, tel qu'est l'exercice de la jurisdiction, & d'ailleurs si bien

établie & si autorisée, est un titre incontestable & d'une consideration d'autant plus grande, que ce ne seroit pas seulement en France que le changement causeroit du trouble, mais aussi dans tous les Monasteres de Religieuses de cet Ordre qui sont répandus par toutes les Provinces de la Chrétienté, d'Espagne, de Flandre, de Pologne, d'Allemagne & de toutes les autres où les Superieurs sont dans le même usage & la même possession, & obligez de se conformer pour l'exercice de leur jurisdiction, à ce qui se pratique dans le Royaume par l'Abbé de Cisteaux & les autres Superieurs, ausquels ils sont attachez par le lien de l'uniformité avec une entiere dépendance.

Sixiéme Partie, Récapitulation & inconveniens.

On sçait ce que la nouveauté peut produire d'inconveniens, quoique l'on ne puisse pas les prévoir tous, & ce seroit tout hazarder que de s'y exposer, principalement n'y ayant nulle necessité de rien changer dans des anciens usages suivant lesquels les Superieurs Reguliers font & ont toûjours fait ce que pretendent leur oster MM. les Evêques, soit pour l'examen des Novices avant la Profession, soit pour la sortie des Religieuses de leur Clôture ; & même on peut dire qu'ils sont en état de le mieux faire, à cause des connoissances plus particulieres qu'ils ont & que ne peuvent pas avoir MM. les Evêques de l'état des Monasteres, des dispositions des Communautez, de la Regle & de tout ce qui s'y pratique, de la conduite de chaque Religieuse, & de celle qu'a tenuë la Novice qui veut faire Profession.

Nouveauté & inutilité.

Il n'y a pas non plus d'utilité à esperer d'un tel changement ; & 10.
quand il y en auroit quelque apparence, la suite ne laisseroit pas d'estre toûjours à craindre & devroit l'empescher suivant cette parole de S. Augustin, ***Mutatio consuetudinis etsi utilitate adjuvat, tamen novitate perturbat.***

Il est difficile de s'imaginer qu'un Evêque qui ne sçait rien d'un Monastere & qui ne connoist pas la disposition, l'esprit & la capacité des sujets qui en composent la Communauté, puisse avec raison & apparence de justice, faire sortir sur sa permission une Religieuse qui l'aura surpris sous differens pretextes, contre le gré de ses Superieurs dont la charité & la prudence auront empesché de luy découvrir & à son Grand Vicaire, les raisons qui devroient la retenir dans la Clôture : ce seroit renverser la conduite du Monastere & donner lieu à de grands desordres.

De même encore, si l'examen de la vocation d'une Novice estoit 11.

Sixiéme Partie. Récapitulation & Inconveniens.

déferé à l'Evêque, pourroit-il la juger incapable de faire Profession, sans sçavoir la Regle & ce qui doit estre observé dans le Monastere, & pour l'avoir vû une seule fois dans quelque legereté, pendant qu'elle aura l'approbation des Superieurs & de toute la Communauté, & qu'elle aura durant une année entiere de Noviciat donné des preuves qu'elle est bien appellée & qu'elle a toutes les qualitez requises & necessaires pour la Religion.

12. Faudroit-il que les Superieurs sur tels jugemens rendus avec si peu de connoissance, laissassent sortir une Religieuse contre leurs propres lumieres, & renvoyassent la Novice & luy fissent ainsi perdre sa vocation? S'il faut contester & plaider, l'on sçait que les inconveniens sont infinis; & à qui s'adresser pour cela, au Metropolitain, au Primat, au Pape, au Juge seculier?

13. La charge que souffriroient les Monasteres, est encore considerable par la dépense qu'il leur faudroit supporter toutes les fois qu'il y auroit des Novices à recevoir à Profession; parce que la plûspart de ceux de l'Ordre de Cisteaux qui sont à la Campagne, n'estant pas d'un grand revenu, ils seroient obligez de faire de grands frais pour recevoir tout l'équipage d'un Evêque, outre ceux de la ceremonie de la Profession qui se feroient encore par le Superieur.

Dépense extraordinaire.

14. La dissipation de la Regularité doit estre aussi comptée pour quelque chose, puisqu'elle a esté le premier motif des Exemptions, comme on l'a vû: *Ne fortè monastica quies sæcularium personarum frequentiâ & conversatione turbaretur.*

Perte de la Regularité.

On peut ajoûter à ce qui regarde la sortie des Religieuses, que MM. les Evêques doivent estre contens des Reglemens que le Grand Conseil en 1695. & le Parlement de Provence en 1699. ont faits pour leur en donner toute la connoissance qu'ils peuvent raisonnablement pretendre, ayant ordonné *que les Religieu-*
15. *ses seront tenuës quand elles en seront requises, de faire apparoir lorsqu'elles seront hors de leurs Monasteres, de la permission par écrit de leurs Superieurs, aux Evêques Diocesains des lieux dans lesquels elles seront.*

16. Enfin, en suivant les Usages pratiquez de tout temps, on évite les suites fâcheuses & les inconveniens des nouveautez, & l'on se conforme aux Regles, aux saints Decrets & aux Constitutions Canoniques, aux Bulles des Papes, aux Dispositions des Conciles Generaux, aux Ordonnances & aux Lettres Patentes des Rois

&

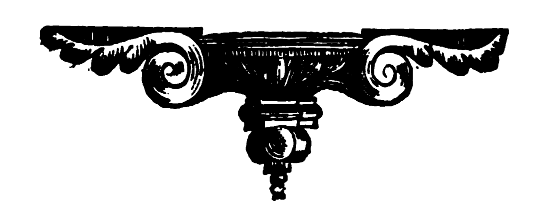
Sixiéme Partie. Récapitulation des inconveniens.

& aux Arrests des Cours Superieures. On ne peut pas aussi douter que ce ne soit l'intention de l'Eglise, aprés la declaration que le Concile de Trente en a faite au Chapitre 9. de la 25[e] Session, & pareillement l'intention du Roy marquée dans l'interpretation qu'il a donnée en 1696. à son Edit de 1695. *afin qu'il ne reste plus aucun pretexte de difficulté, que le Clergé Seculier & Regulier demeurent dans les bornes qui sont prescrites par les saints Canons, & que les Reguliers joüissent sous sa protection, des Exemptions legitimes qui ont esté accordées à plusieurs Ordres, Congregations & Monasteres;* Sa Majesté declarant *qu'elle veut que son Edit soit executé sans préjudice des Droits, Privileges & Exemptions des Monasteres & de ceux qui sont sous des Congregations, qu'elle entend avoir lieu ainsi & en la maniere qu'ils ont eu & dû avoir jusqu'à present.*

Monasteria Sanctimonialium quæ à Deputatis in Capitulis Generalibus vel ab aliis Regularibus reguntur, sub eorum curâ & custodiâ relinquantur.

C'est l'execution de tant de Reglemens & l'accomplissement de ces intentions que l'on a demandé & que l'on demande, en adressant à MM. les Evêques ces paroles de l'un des plus grands Prélats qu'ait eu l'Eglise Gallicane & des plus zelez pour sa Discipline, dans une occasion à peu prés pareille en parlant à un Evêque de Beauvais en faveur de l'Abbaye de Saint-Quentin : *Hoc est quod postulavimus & adhuc postulamus, ut Privilegia quæ* Ordo Cisterciensis *ab Antecessoribus vestris obtinuit, & Apostolica manus roboravit, Regia quoque Majestas prædicta Sanctione firmavit, intemerata servetis.* 17.

Yves Evêque de Chartres en son Epître 192. pag. 345. de l'édition de 1610.



LES Réponses qui ont esté faites de la part de MM. les Evêques à cet Ecrit ou petit Traité, depuis leurs deux premiers Memoires qui y sont rapportez mot pour mot, n'ont esté que des Redites de raisons & des autoritez qui leur y servent de fondement pour leurs pretentions & de preuves ; ils leur donnent à la verité un peu plus d'étenduë, mais ils n'en augmentent pas la force que par des suppositions : c'est pourquoy il seroit inutile de les transcrire icy comme on a fait les deux premiers Memoires, d'autant plus que la Replique & les Réponses qui y furent faites dans leurs temps, expliquent ces citations & les rapportent au moins succinctement dans les endroits les plus essentiels ; ce qui est cause qu'on y repete bien des choses qui avoient esté déja dites, mais on n'a pas pû se dispenser de le faire.

SOMMAIRE

POUR l'Abbé General de l'Ordre de Cisteaux.

CONTRE la pretention de Messieurs les Evêques.

PAR les deux Memoires que MM. les Evêques ont presentez au Roy au mois de Septembre 1701. ils avoient pretendu & demandé deux choses sur les Monasteres de filles qui sont en Corps d'Ordres & gouvernez par des Superieurs Reguliers : La premiere, le droit de permettre aux Religieuses de sortir de

leur Clôture dans les cas de necessité : & la seconde, celuy d'examiner leurs Novices avant la Profession.

Ce sont deux nouveautez en matiere importante, qu'ils avoient dessein d'introduire par une voye extraordinaire, contre des usages pratiquez de tout temps, & au préjudice de ce qui est reglé par les Loix Civiles & Canoniques, & décidé même tout nouvellement par des Jugemens contradictoires.

Depuis qu'il a plû à Sa Majesté de faire donner en communication ces deux Memoires, & qu'elle a eu la bonté de nommer des Commissaires de son Conseil pour les examiner avec les Réponses qu'on y a faites, ils ont retiré ce qui regarde l'examen des Novices, faisant par là entendre qu'ils ne veulent pas y insister, & qu'ils se départent de la seconde de leurs pretentions ; ils n'en ont plus parlé.

S'il est permis de juger de leur intention, l'on doit croire qu'ils l'ont fait par un motif de justice, persuadez qu'ils y estoient mal fondez, parce qu'au fond c'estoit une innovation exorbitante contre une possession de plusieurs siecles, établie sur ce qu'il y a de plus venerable dans l'Eglise & de plus solide dans l'Etat, c'est-à-dire sur les saints Decrets & les Ordonnances ; & en un mot, parce que c'est chose jugée, qui d'ailleurs auroit eu de grands inconveniens & ne manqueroit pas de causer beaucoup de troubles & une extrême confusion.

Ce n'est pas encore assez, il faut tomber d'accord que pour rendre la justice complete, MM. les Evêques auroient aussi bien fait de se départir de même de leur pretention concernant la Clôture, puisqu'elle a les mêmes inconveniens que celle d'examiner les Novices avant la Profession, & qu'elle n'a pas plus de fondement, l'une & l'autre leur estant également interdites par les Privileges qui exemptent les Ordres Reguliers de leur jurisdiction, comme on l'a vû dans celuy de l'Ordre de Cisteaux, *ab omni jurisdictione, superioritate, correctione, dominio & potestate totaliter quoquomodo.*

Voyez la Réponse aux 2. Memoires de MM. les Evêques, pag. 391. n. 13. *Ibidem.*

Les Constitutions Canoniques & les Ordonnances qui ont parlé de ces deux choses, les ont aussi également attribuées aux Superieurs Reguliers, comme on a vû dans la Decretale *Periculoso* confirmée par le Concile de Basle & renouvellée par celuy de Trente, & pareillement dans l'Ordonnance de Blois ; & la possession s'en est ensuivie toûjours depuis, en sorte que si quelques-uns de MM. les Evêques ont voulu entreprendre quelque chose 2.

de contraire, on l'a auſſitoſt reparé par des Jugemens contradi-ctoires qui ſont intervenus en divers Tribunaux & qui ont maintenu les Superieurs Reguliers dans leurs droits, & condamné les pretentions de MM. les Evêques.

3. C'eſt ce que l'on a vû par la Sentence arbitrale de feu Monſieur de Harlay en 1678. contre feu M. de Gaillard Evêque d'Apt, par l'Arreſt rendu au Grand Conſeil en 1695. contre feu M. l'Evêque de Noyon aprés douze Audiences de Plaidoirie, par l'Arreſt du Parlement de Provence en 1699. contre M. de Foreſta Colongue à preſent Evêque d'Apt, & par l'Arreſt du Conſeil d'Etat Privé du Roy contre le même en 1701. Tellement qu'on peut dire que la choſe eſt encore également jugée pour les deux Points, & que MM. les Evêques ſont auſſi-bien pour l'un que pour l'autre non-recevables.

4. Il y a même à l'égard de celuy ſur lequel ils inſiſtent concernant les permiſſions de ſortir de la Clôture, encore certains inconveniens particuliers plus ſenſibles & qui en rendent l'execution plus difficile & même impoſſible; de ſorte que quand MM. les Evêques ne demanderoient que de concourir dans ces permiſſions avec les Superieurs Reguliers comme ils ſemblent le faire, cela ne ſerviroit qu'à cauſer de la diviſion dans les Monaſteres & de l'embarras pour les Superieurs ſans nulle utilité; car enfin, une Religieuſe qu'il ſera à propos de changer de Maiſon pour le bien de la paix & de la Regularité, ou par charité pour le ſien propre, ou à laquelle il faudra permettre de ſortir par neceſſité; comment ſe pourvoir à l'Evêque du Dioceſe d'où elle ſortira & de celuy où elle entrera? faudra-t-il faire des procedures pour juſtifier des cauſes & des raiſons de ſa ſortie? & à quoy cette procedure n'engagera-t-elle pas? S'il n'en faut point, & que l'Evêque ſoit obligé d'en croire les Superieurs, ce ne ſera plus qu'une ceremonie embarraſſante & purement inutile: & d'ailleurs, pour juſtifier encore des cauſes de cette ſortie, il y auroit ſouvent pluſieurs choſes à dire que la prudence & la charité veulent eſtre cachées, & même quelquefois qu'il eſt difficile de faire entendre aux autres parce qu'elles dépendent de pluſieurs circonſtances qui ne ſe remarquent que par une longue ſuite de reflexions que les ſeuls Superieurs ſont en état de faire, & qui toutes enſemble les font conſentir à la ſortie. Faudra-t-il qu'ils ayent le ſoin & la peine d'en inſtruire l'Evêque ou ſon grand Vicaire? Les Arreſts du Grand Conſeil & du Parlement de Pro-

vence qu'on a cité, ont pourvû à tout ce qui peut estre de la necessité & de la bienseance, en ordonnant *que les Religieuses seront tenuës quand elles en seront requises, de faire apparoir lorsqu'elles seront hors de leurs Monasteres, de la permission par écrit de leurs Superieurs, aux Evêques Diocesains des lieux dans lesquels elles seront :* MM. les Evêques n'ayant aucun droit sur leurs personnes ni sur leurs Monasteres, ils ne peuvent tant qu'elles y sont ni leur donner des permissions, ni pretendre exercer sur elles aucun acte de jurisdiction.

Il est surprenant que le Concile de Trente estant aussi clair qu'il est au Chapitre 5[e] de la Session 25[e] où il renouvelle la Decretale *Periculoso*, MM. les Evêques insistent toûjours à y fonder leur pretention : parce qu'outre que ce Concile n'a pas de lieu en France pour la Police exterieure qu'autant qu'il est conforme aux Loix & aux Usages qui y sont autorisez, s'il y avoit quelque doute ou quelque obscurité resultant des termes de ce Chapitre, il faudroit l'éclaircir par les autres endroits du même Concile & de la même Session où son esprit & son intention paroissent encore plus nettement, comme par le Chapitre 9. où il declare que les Monasteres de Religieuses qui sont en Congregations & sous des Superieurs Reguliers, doivent absolument demeurer & estre laissez sous leur soin & à leur garde, *sub eorum curâ & custodiâ ;* & par le Chapitre 20. où il declare encore qu'à l'exception de l'établissement de quelques Officiers qu'il change à l'occasion des Commendes, il n'entend pas toucher en aucune façon aux Droits, Privileges & Exemptions des Ordres Reguliers qu'il confirme & veut demeurer en leur entier : *In cæteris omnibus præfatorum Ordinum Privilegia & facultates quæ ipsorum personas, loca & jura concernunt, firma sint & illæsa.* 5.

Et si tous ces endroits ne suffisoient pas encore pour lever l'obscurité pretenduë, il faudroit recourir aux termes qui sont si clairs & si décisifs de la Constitution *Periculoso*, puisque c'est elle que le Concile renouvelle & dont il ordonne l'execution sans y déroger en aucune maniere.

Il faudroit encore recourir à la décision de l'Assemblée des Prélats de France tenuë en la Ville de Melun peu aprés le Concile où la pluspart avoient assisté, suivant laquelle ils n'obligerent les Religieuses qui seroient en necessité de sortir de leur Clôture, que

d'en prendre la permission de leur Superieur, *de sui Superioris licentiâ in scriptis obtentâ.*

Il faudroit aussi recourir à l'Article 31. de l'Ordonnance de Blois dressé par l'avis des Etats Generaux du Royaume, où avoient encore assisté les mêmes Prélats, laquelle voulant conserver à chacun sa jurisdiction, & transcrivant les termes du Reglement fait par le Concile, ordonna que les Evêques donneroient les permissions de sortir aux Religieuses qui leur sont soumises, & les Superieurs Reguliers à celles qui sont sous leur conduite.

Enfin, il faudroit recourir à l'usage & à la possession qui a toûjours suivi depuis d'une maniere constante & uniforme, & à l'Article 39. du Bref du Pape Alexandre VII. rendu avec connoissance de cause aprés l'examen d'une Congregation de plusieurs Cardinaux, Evêques & Prélats en l'année 1666. pour la reformation generale de l'Ordre de Cisteaux, en consequence du renvoy fait par Arrest du Conseil d'Etat, & de plus revêtu de Lettres Patentes & registré au Grand Conseil.

Par cet Article, conformément à la Decretale *Periculoso* & au Concile de Trente, il est ordonné non aux Evêques Diocesains, mais à l'Abbé General de Cisteaux & aux autres Superieurs qui ont des Monasteres de Religieuses de leur dépendance, d'y établir & d'y faire exactement garder la Clôture : *Præcipiendo Abbati Generali & quatuor primis & aliis Patribus Abbatibus, ut omnes sibi subditas Moniales ad Clausuram à Bonifacio Octavo & à Concilio Tridentino ordinatam, utique reducant & cogant.*

6. Que si le Concile de Trente doit estre ainsi expliqué, on ne peut pas donner un autre sens à l'Article 19. de l'Edit du Roy de 1695. que MM. les Evêques objectent, puisque cet Article n'est autre chose qu'une traduction litterale du Decret du Concile, & que d'ailleurs il n'a esté fait que *suivant & en execution des saints Decrets & des Constitutions Canoniques*, comme il le porte expressément : ne comprenant ainsi que les Monasteres qui dépendent des Ordinaires ou qui sont immediatement soumis au Saint-Siege, & non pas ceux qui sont en Congregations sous des Chapitres Generaux & des Superieurs Reguliers.

Et quand même ceux qui l'ont dressé, auroient eu intention de les y comprendre, la Declaration de 1696. qui est survenuë

& qui a esté donnée pour luy servir d'interpretation, les en auroit tirez, *le Roy voulant que son Edit*, c'est-à-dire tous les Articles dont il est composé, *soit executé sans préjudice des droits, privileges & exemptions des Monasteres qui sont en Congregations, que Sa Majesté veut & entend avoir lieu en la maniere qu'ils l'ont eu jusqu'à present.*

Quelqu'autre sens qu'on veuille donner à cet Article, il ne luy convient pas assurément, puisqu'il y auroit de la contradiction, & pour les autres raisons qu'on a déduites dans la Réponse faite aux Memoires de MM. les Evêques, pages 420 & 421.

MM. les Evêques connoissant bien que toutes les Regles, Constitutions Canoniques, Ordonnances, Arrests & Usages sont contre leur pretention, ont voulu se servir de l'exemple des autres Monasteres, notamment de ceux qui sont en Italie même de l'Ordre de Cisteaux, où ils disent que ce sont les Evêques Diocesains qui sont chargez du soin de la Clôture. 7.

Mais que pourroient des exemples contre des loix & des décisions si formelles ? Si quelques Monasteres particuliers n'ont pas eu le soin & la force de se maintenir dans leurs droits, peut-on en tirer des consequences contre les autres & contre des Ordres entiers ? On a répondu que les Monasteres de Religieuses qui sont en France sous des Congregations & qui se gouvernent par les loix reçûës dans le Royaume, ne prennent leurs permissions que de leurs Superieurs Reguliers ; & que comme en Italie c'est un gouvernement Bullaire, c'est-à-dire qui se regle suivant les Bulles qu'il plaist aux Papes de donner, on n'en peut rien conclure contre ce qui se pratique en France où l'on suit les Ordonnances & les Edits du Prince.

A l'égard des Monasteres de l'Ordre de Cisteaux, on peut dire avec certitude, que ceux qui sont en Espagne, en Pologne, en Allemagne, en Flandre & en quelqu'autre Province que ce soit de la Chrétienté, ont tous un usage uniforme, & qu'ils ne s'adressent qu'à leurs Superieurs pour avoir leurs permissions, jouissant pleinement de leurs Privileges qui les exemptent de tout autre concours.

Il est vray qu'il y en avoit aussi quelques-uns en Italie qui en usoient de même, mais ils ont esté distraits de l'Ordre & soumis entierement aux Ordinaires dés l'an 1579. par une Bulle du Pape Gregoire XIII. d'une maniere dont MM. les Evêques peuvent d'autant 8.

moins tirer avantage, qu'au-contraire leur exemple doit servir de raison à maintenir ceux de France principalement dans l'entiere jouissance de leurs Privileges.

La preuve qu'on en peut donner, ne sçauroit estre suspecte étant tirée du Recueil imprimé à Paris en 1628. des Lettres écrites en 1581. & 1582. au Roy Henry III. par Mre Paul de Foix Archevêque de Toulouse & son Ambassadeur à Rome.

Page 322. C'est dans la 34e écrite le 6. Mars 1582. où cet Archevêque Ambassadeur rend compte au Roy de ce qu'il a fait en consequence de ses ordres, & de qui s'est passé dans une Audience qu'il avoit eu du Pape avec le Cardinal d'Est Protecteur des affaires de France, le premier jour du même mois.

Il fait un long recit des raisons qu'il dit à Sa Sainteté en luy presentant une Lettre du Roy sur le même sujet, pour luy faire connoistre l'interest qu'avoit Sa Majesté de s'opposer à cette distraction des Monasteres de Religieuses en Italie, de l'obéissance & de la sujettion de l'Abbé de Cisteaux, la faisant souvenir que Sa Majesté luy en avoit déja écrit plusieurs fois & fait parler du temps que M. d'Albin estoit Ambassadeur, pour la prier de revoquer cette Bulle, & de remettre les choses en l'état qu'elles estoient, comme une chose qu'elle avoit eu & avoit encore extrémement à cœur.

Pages 324. & 328. Ils representerent que ç'avoit esté une surprise qui luy avoit esté faite à la sollicitation & par l'importunité & l'ambition de personnes mal intentionnées pour la France, ce qui portoit grand préjudice à Sa Majesté & étoit d'une grande consequence pour l'Ordre de Cisteaux qui ne pouvoit en attendre que tout mal & desolation au spirituel & au temporel.

Cet Archevêque Ambassadeur s'étendit principalement sur le spirituel, representant *que les Evêques qui ont leur Diocese chacun à part, & ne sont versez en cette discipline & façon monastique & reguliere, ne peuvent entretenir l'union & la conformité qui doit estre en tous les Monasteres d'un même Ordre pour le regard de la Regle, Statuts, Police, Discipline, Vie, Mœurs & toutes autres choses appartenant à la Religion &c.* Page 329.

Enfin ils conclurent & prierent le Pape de revoquer sa Bulle, & de ne rien innover à cause des mauvaises suites & consequences : & comme Sa Sainteté leur répondit que ce qui l'avoit incité

à

à faire cette distraction, estoit qu'il y avoit eu de la malversation de la part de quelques Religieux, & que les Visiteurs qui estoient envoyez de France, n'entendoient pas la Langue Italienne & n'estoient pas entendus des Religieuses, ils repliquerent sur l'un & l'autre de ces deux motifs, notamment sur le premier, qu'assurément les Superieurs n'avoient commis aucune malversation ; *mais que depuis que les Evêques avoient entrepris l'office des Reguliers, il se trouvoit qu'en si peu de temps*, (c'est-à-dire de trois à quatre ans) *il y avoit eu plus de scandales aux Monasteres de Religieuses, qu'en cinq cens ans qu'il y avoit que cet Ordre fut institué.* Page 557.

C'est un Cardinal & un Archevêque revêtu du caractere d'Ambassadeur, qui parlent ainsi & de la part du Roy : le Pape en fut touché, & leur laissa l'esperance de voir sa Bulle revoquée ; Aprés sa mort, Sa Majesté continua ses instances auprés de son Successeur ; mais les malheurs & les troubles qui arriverent ensuite à la France, en empescherent l'effet ; de maniere que les Monasteres de Religieuses qui sont en Italie, n'estant plus en Congregations ni dépendans de l'Ordre de Cisteaux, sont demeurez sous la conduite & le gouvernement des Ordinaires ; & ainsi l'exemple qu'on a voulu en tirer, ne peut servir de rien, si ce n'est pour montrer que les changemens & les innovations sont extrémement à craindre dans les anciens Ordres, & qu'il est de l'interest du Roy & de l'Etat de ne pas souffrir qu'il en soit fait principalement dans celuy de Cisteaux, dont la Jurisdiction s'étendant dans toutes les Provinces de la Chrétienté, il seroit à craindre que la moindre diminution qui s'en feroit en France, ne donnast lieu & occasion à d'autres démembremens plus considerables.



REPONSE

DE M. L'ABBE' DE CISTEAUX au troisiéme & nouveau Memoire de MM. les Evêques, qui a pour Titre :

Réponse aux deux Memoires de Monsieur l'Abbé de Cisteaux & de Madame l'Abbesse de Fontevraud, concernant l'obligation des Evêques de veiller sur la Clôture des Monasteres de Religieuses, & leur pouvoir de juger des causes legitimes de permettre aux Religieuses d'en sortir.

CE troisiéme & nouveau Memoire auroit dû estre une replique à celuy que M. l'Abbé General de l'Ordre de Cisteaux a donné pour répondre aux deux premiers de MM. les Evêques & faire voir le peu de fondement qu'a leur pretention sur la Clôture des Religieuses dans les Monasteres exempts qui sont gouvernez par des Superieurs Reguliers ; cependant il n'est rien moins que cela & n'y répond point du tout ; ne faisant que repeter ce qu'ils ont déja dit dans le premier des deux Memoires qu'ils presenterent au Roy au mois de Septembre dernier 1701. sans rien repliquer sur les raisons & les autoritez qu'on a apportées & qui montrent l'inutilité & la foiblesse de celles dont ils se sont servi : de maniere que l'on peut dire que leur premier Memoire & celuy-cy ne sont qu'une même chose, sans presque d'autre changement que de l'ordre & de deux ou trois citations.

On pourroit donc se dispenser d'y faire une nouvelle Réponse, puisque la premiere subsiste & demeure ainsi sans replique ; mais parce que l'on espere tirer encore avantage de ce qu'ils y disent, par les éclaircissemens que l'on y donnera, l'on veut bien

l'examiner tout de nouveau, succintement neanmoins en suivant l'ordre qu'ils y tiennent.

Réponse au troisiéme & nouveau Memoire de MM. les Evêques.

Ils commencent par trois Observations qu'ils font pour expliquer quel est l'esprit de l'Eglise sur ce qui fait le sujet de la contestation.

Trois Observations. *Page 1.*

La premiere, qu'il est certain de l'aveu même disent-ils des Reguliers, que suivant l'ancienne discipline, les Evêques estoient seuls les Juges des causes legitimes de la sortie des Religieuses; mais qu'il ne s'agit presentement que de la discipline approuvée dans les derniers siecles, particulierement depuis le Concile de Trente.

Réponse à la premiere Observation.

La discipline a esté dans tous les temps avant & depuis le Concile de Trente, que les Superieurs des Monasteres, Patriarches, Primats, Archevêques, Evêques ou Abbez, ont esté les Juges des sorties des Religieuses, & que ce sont eux qui les ont permises dans les cas de necessité, chacun à l'égard des Monasteres de sa dépendance; & c'est ce dont peuvent & doivent demeurer d'accord les Reguliers & pareillement MM. les Evêques.

Que si dans les premiers siecles il n'estoit parlé que des Evêques, c'est qu'il n'y avoit pas alors d'autres Superieurs qu'eux, n'y ayant pas encore de Monasteres Exempts, ni d'Ordres Reguliers & de Congregations dans lesquelles les Monasteres fussent unis & dépendans les uns des autres.

Deuxiéme Observation du nouveau Memoire, *pag. 1.*

Par la seconde Observation, MM. les Evêques conviennent que les Superieurs Reguliers qui ont la direction des Monasteres de Religieuses, *sont chargez de veiller à ce qu'elles n'en puissent sortir sans causes legitimes*, mais ils demandent si l'Eglise s'en repose entierement sur leur soin & leur discernement, ou si elle veut y ajoûter l'inspection & l'examen des Evêques des lieux.

Réponse.

Le Concile de Trente par avance a répondu à cette demande, lorsqu'au Chapitre 9. de la 25e Session, voulant que les Monasteres de Religieuses qui sont immediatement soumis au Saint Siege, soient à l'avenir gouvernez par les Evêques Diocesains en qualité de Déleguez du Pape, il a declaré qu'à l'égard de ceux qui sont en Corps d'Ordres & sous des Superieurs Reguliers, son intention est qu'ils demeurent & soient laissez sous la conduite & la garde de ces Superieurs: *Quæ verò Monasteria Monialium à Deputatis in Capitulis Generalibus vel ab aliis*

Regularibus reguntur, sub eorum curâ & custodiâ relinquantur.

Réponse au troisiéme & nouveau Memoire de MM. les Evêques.

Ces Monasteres-là estoient sans difficulté avant le Concile de Trente, sous l'entier gouvernement des Superieurs Reguliers pour la Clôture & pour toutes autres choses sans le concours des Evêques, & la Constitution du Pape Boniface VIII. les y avoit maintenus ; le Concile qui renouvelle & confirme cette Constitution sans aucune marque de dérogation, ordonne qu'on les y laisse, *relinquantur* : peut-on douter que l'Eglise ne s'en repose ainsi entierement sur ces Superieurs ? ils n'ont rien qui les en rende indignes & incapables, & le mot *custodia* désigne particulierement la Clôture.

Troisiéme Observation du nouveau Memoire, p. 2. & 3.

La troisiéme Observation de MM. les Evêques, est qu'ils disent que la pratique est constante dans les Eglises d'Italie & en plusieurs autres, de demander l'examen & l'approbation des Evêques outre celle des Superieurs Reguliers ; & cela disent-ils, est prouvé par des Declarations de la Congregation du Concile & par plusieurs Auteurs qu'ils citent, s'étonnant que M. l'Abbé de Cisteaux ait voulu le revoquer en doute.

Réponse.

On a aussi déja répondu dans divers endroits du premier Memoire de M. l'Abbé de Cisteaux & dans un petit Sommaire qu'il y a ajoûté, que ces exemples ne regardent pas l'Ordre de Cîteaux, & qu'il n'a presque plus aucun Monastere de filles de sa dépendance en Italie, depuis qu'ils y ont esté distraits de son obéïssance par une Bulle surprise du Pape Gregoire XIII. que le Roy Henry III. tâcha par toutes sortes de moyens, de faire revoquer comme une chose qui luy estoit tres-préjudiciable.

Mais au fond, que pourroient ces exemples contre des loix positives & si précises comme sont celles qu'on a apportées pour appuyer le droit des Superieurs Reguliers des exemples d'un gouvernement si different de celuy de France qui se regle par les anciens Canons & par les Ordonnances & les Edits du Prince ; au lieu que celuy d'Italie est reglé par des Bulles qui font un nouveau droit : des exemples enfin, de Monasteres particuliers qui ne se sont pas conservez dans l'usage de leurs Privileges, contre des Ordres entiers qui en sont en possession constante, uniforme & autorisée depuis plusieurs siecles sans nulle interruption ?

Il est vray qu'il y a quelques Bulles des Papes, quelques Decrets de la Congregation établie pour interpreter le Concile, &

quelques Auteurs qui semblent favoriser la pretention de MM. les Evêques ; mais ces Bulles ne sont pas reçuës ni executées en France & ne peuvent l'estre, comme on l'a remarqué dans la Réponse qui a esté faite au premier Memoire ; & de plus elles sont contraires à l'ancien Droit & aux Ordonnances qui regissent le Royaume ; de même que les Decrets de la Congregation qui n'ont esté rendus que posterieurement & en execution de ces Bulles, & pareillement les témoignages des Auteurs qu'on a citez ; de maniere qu'ils les ont plûtost expliquées que le Concile, comme il resulte de leurs citations où l'on voit que leur sentiment a esté qu'en vertu du Concile de Trente, les Religieuses qui ont des Superieurs Reguliers, ne doivent s'adresser qu'à eux pour avoir permission de sortir de leur Clôture dans les cas de necessité ; & que si on les oblige en certains lieux de recourir pour cela aux Evêques Diocesains, ce n'est qu'à cause de la Bulle du Pape Pie V. C'est ainsi que se sont expliquez Barbosa, Tamburinius, Zerola, Piasecius &c. Voicy les termes dans lesquels Bonacina exprime son sentiment en son Traité *de Clausurâ, quæst.* 1. *n.* 8. *Hoc tamen intelligendum est ubi prædictus Pii V. motus usu receptus est ; alicubi enim usu receptus non est, & consequenter in Monasteriis exemptis non est necessaria in iis locis Episcopi licentia, sed sufficit facultas Generalis aut Provincialis aut Superioris Monasterii jurisdictionem quasi Episcopalem habentis.*

Réponse au troisiéme & nouveau Memoire de MM. les Evêques.

Tous les autres Auteurs qui se sont fondez sur la Decretale *Periculoso* & sur le Concile de Trente, & qui sont en grand nombre rapportez par Barbosa en son Traité *de officio & potestate Episcopi, alleg.* 102. *num.* 28. n'hesitent pas à dire qu'il suffit aux Religieuses qui ont des Superieurs Reguliers, d'avoir leur permission d'eux sans avoir besoin de recourir aux Evêques Diocesains ; & Barbosa luy-même avouë qu'il n'est de sentiment contraire qu'à cause de la Bulle du Pape Pie V. *Verùm ab illorum opinione discedere cogor propter expressa verba prædictæ Constitutionis Pii V. de anno* 1570.

On en use donc ainsi en Espagne, en Allemagne, en Pologne, Silesie, Boheme, Hongrie, Suisse, Flandre, Lorraine & dans tout le Royaume : & bien loin que l'on puisse s'en plaindre & dire comme font MM. les Evêques, que c'est un desordre, au contraire on peut assurer que c'en seroit un tres-grand, si l'on

Réponse au troisième & nouveau Memoire de MM. les Evêques. quittoit l'ancien usage & que l'on en agist autrement, parce qu'il est impossible qu'un Monastere ait deux Superieurs indépendans l'un de l'autre, sans y causer une grande division.

Quelque claire & solide que soit la Réponse qu'on a faite au premier Memoire de MM. les Evêques, pour faire voir que le 5e Chapitre de la 25e Session du Concile de Trente n'est pas contraire au droit des Reguliers, ils ne laissent pas d'y insister encore, & même ils veulent que le sens qu'ils luy donnent, soit confirmé par le 22e Chapitre de la même Session, où le Concile ordonne l'execution de ses Reglemens dans tous les Monasteres de Religieux & de Religieuses. *Pag. 4.*

Réponse. Mais cette Ordonnance ne fait autre chose que d'obliger ceux pour lesquels les Reglemens sont faits, à les observer exactement & respectivement aussi-bien les Evêques que les Superieurs Reguliers, les Religieux & les Religieuses, les Exempts & les non Exempts sans rien déterminer, de maniere qu'il confirme ce qui y est reglé en faveur des Reguliers.

Que s'il estoit necessaire de donner de l'éclaircissement à ce 5e Chapitre par quelques autres de la même Session, puisque tous ont esté apparemment faits dans une même seance, & qu'ils doivent avoir le même esprit, il est sans doute qu'on le devroit prendre des 9e & 20e Chapitres, pour convaincre que ce n'a point esté l'intention du Concile de soumettre aux Evêques Diocesains par le 5e pour ce qui regarde la Clôture, les Religieuses exemptes qui sont gouvernées par des Reguliers & sont en Corps d'Ordre ; pourquoy le Concile ne l'auroit-il pas exprimé en dérogeant comme il auroit dû faire par une clause expresse, à leur Exemption ? S'il l'avoit voulu faire, comment auroit-il pû dire dans le Chapitre 9e que les Monasteres de Religieuses immediatement soumises au Saint-Siege, seront à l'avenir gouvernez par les Evêques Diocesains comme Déleguez du Pape ; mais que ceux qui sont sous la conduite des Reguliers, y demeureront & seront laissez sous leur soin & sous leur garde, *sub eorum curâ & custodiâ relinquantur* : & dans le 20e, qu'à la reserve de l'institution de quelques Officiers pour les Monasteres d'hommes qui sont en Commende, son intention n'est point de déroger ni toucher en quelque maniere que ce soit, à leurs Privileges & à leur Exemption, ni de leur donner aucune atteinte ? *In cæteris omnibus Præfatorum Ordinum privilegia & facultates quæ ipso-*

rum personas, loca & jura concernunt, firma sint & illæsa : quand même il y auroit eu quelque chose de contraire dans ce 5ᵉ Chapitre, les 9ᵉ & 20ᵉ qui luy sont posterieurs, l'auroient corrigé & rétabli.

Réponse au troisiéme & nouveau Memoire de MM. les Evêques.

Il y auroit autrement en ces dispositions une contradiction manifeste, en ce qu'en même temps que le Concile auroit dérogé à l'Exemption de ces Monasteres exempts, comme on le suppose, pour les soumettre à l'inspection des Evêques Diocesains au regard de la Clôture, il auroit aussi declaré qu'il entendoit confirmer en tout *in omnibus* cette Exemption, & que les Evêques Diocesains n'auroient aucune inspection dans ces Monasteres qui seroient laissez sous l'entiere direction de leurs Superieurs Reguliers.

Mais il n'est pas necessaire de sortir du Chapitre 5ᵉ pour en penetrer le sens, il contient trois dispositions principales qui le marquent tres-clairement, & qui font voir que ce n'a point esté son intention de rien oster aux Superieurs Reguliers dans les Monasteres de Religieuses qui dépendent d'eux, touchant la Clôture, pour le donner aux Evêques Diocesains.

Par la premiere, outre qu'il n'y est fait aucune mention de ces Monasteres-là, le Concile renouvelle seulement la Constitution *Periculoso*, & en la renouvellant ordonne aux Evêques ausquels elle estoit principalement adressée, de l'executer : & comme le Pape Boniface VIII. qui l'avoit faite, ne leur avoit commandé d'établir la Clôture de leur propre autorité que dans les Monasteres qui leur estoient sujets, & en qualité de Deleguez du Saint-Siege dans ceux qui dépendoient immediatement du Pape, le Concile fait la même chose : *In omnibus Monasteriis sibi subjectis, ordinariâ* ; & pour les autres en abregé, *in aliis verò, Sedis Apostolicæ autoritate* ; & pour cela il se sert des mêmes termes, de la même menace & de la même expression, sans dire pas un mot qui puisse s'appliquer aux Monasteres soumis aux Reguliers, soit à cause qu'ils observoient déja la Constitution, & que par les Statuts de leurs Ordres ils y estoient encore astreints, au lieu que les Evêques n'avoient pas d'autre Regle, soit que le Concile se reservât d'en parler dans un autre endroit comme il le fit dans le 9ᵉ Chapitre que l'on vient d'expliquer.

Par la seconde disposition du Chapitre 5ᵉ, le Concile regle en general les entrées dans la Clôture, & ne veut pas qu'elles se fassent qu'avec la permission de l'Evêque ou Superieur, *sine Epi-*

Réponse au troisiéme & nouveau Memoire de MM. les Evêques.

scopi vel Superioris licentiâ in scriptis obtentâ ; ce qu'il repete une seconde fois pour persuader que son dessein n'estoit pas de rien faire en faveur de l'un au préjudice de l'autre : *Dare autem tantùm Episcopus vel Superior licentiam debet in casibus necessariis.*

Par la 3[e] & derniere disposition de ce même Chapitre, le Concile desirant qu'autant qu'il seroit possible, les Monasteres de Religieuses qui estoient à la Campagne, fussent pour plus grande seureté transferez dans les Villes, il ordonne encore que cela se fera par les Evêques & les Superieurs de ces Monasteres : tant il prend soin que leur jurisdiction ne soit pas confonduë & qu'elle soit conservée à qui elle appartient : *Curent Episcopi & alii Superiores, si ita videbitur expedire, ut Sanctimonialium Monasteria intrà urbes vel oppida frequentia reducantur.*

Quand toutes ces preuves ne seroient pas aussi convainquantes qu'elles sont, étant tirées du Concile même, de ses termes & de son esprit, il suffiroit pour ne pouvoir point douter du sens qu'on luy donne, de voir ce qui l'a precedé & ce qui l'a suivi, c'est-à-dire la Constitution *Periculoso*, qui en est le fondement puisqu'elle y est renouvellée & confirmée, & pareillement le sentiment de ceux qui ont approché de plus prés le temps du Concile, & l'usage qui s'en est ensuivi.

A l'égard de la Constitution *Periculoso* que le Concile a renouvellée & a eu intention de faire executer, rien n'est plus clair qu'elle n'a pas confondu les Monasteres sujets aux Reguliers avec les autres ; elle les a au contraire distinguez d'une maniere à ne laisser aucun doute, & cela se voit par le Titre même & par toutes les dispositions qu'elle enferme, comme on l'a montré dans les pages de la Réponse au premier Memoire.

Nouveau Memoire. pag. 8.

MM. les Evêques prétendent neanmoins que cette Constitution ne charge les Reguliers de contribuer à l'établissement de la Clôture dans les Monasteres de leur jurisdiction, qu'en leur procurant des aumônes & des charitez pour en pouvoir bastir les murailles & satisfaire aux dépenses necessaires ; & la preuve qu'ils en donnent, est que le Pape declare expressément qu'il n'entend pas que le pouvoir qu'il attribue sur ces Monasteres aux Evêques en faveur de la Clôture, puisse estre tiré à consequence & s'étendre sur aucune autre partie de leur Exemption ; ce que le Concile a pareillement insinué par cette clause dérogatoire, *Indultis quibuscunque & Privilegiis non obstantibus* ; d'où ils voudroient inferer

que

que la Constitution & le Decret du Concile ont compris les Monasteres sujets aux Reguliers pour les soumettre aux Evêques sur le fait de la Clôture.

Réponse au troisiéme & nouveau Memoire de MM. les Evêques.

Mais on a déja répondu à l'endroit que l'on vient de citer, à l'une & à l'autre de ces deux objections ; premierement que la charge que le Pape Boniface VIII. a imposée de procurer aux Monasteres de quoy fournir à la dépense de la Clôture, regarde également les Evêques & les Superieurs Reguliers ; ce sont les mêmes termes, la même expression, la même phrase pour les uns & les autres sans nulle distinction. Et quant à la reserve ou clause dérogatoire, elle ne tombe que sur les Monasteres exempts qui par leurs Privileges estoient immediatement soumis au Saint-Siege, de sorte que le Pape & le Concile ensuite, voulant assujettir aux Evêques ces Monasteres-là pour le regard de la Clôture, ils ont dû selon les Regles, déroger en cela à leur Exemption.

Pour ce qui est des autres preuves exterieures & qui se tirent hors du Concile, soit du sentiment de ceux qui en étoient fort proche ou de l'usage, il n'y a qu'à voir la maniere dont s'en sont expliquez les Prelats qui y avoient assisté, & qui depuis s'étant trouvez en 1578. & 1579. soit dans l'Assemblée generale des Etats de Blois, soit dans celle du Clergé de France en la Ville de Melun, ont contribué aux Reglemens qui y furent faits concernant la Clôture : on les a rapportez dans la Réponse faite au premier Memoire.

Celuy qui compose l'Article 31. de l'Ordonnance de Blois sur la Remontrance des Etats, est entierement conforme à la Constitution *Periculoso* & au Decret du Concile de Trente, d'où l'on a tiré les termes dans lesquels il est conçû : *Et ne pourra aucune Religieuse aprés avoir fait profession sortir de son Monastere pour quelque temps & sous quelque couleur que ce soit, si ce n'est pour cause legitime qui soit approuvée de l'Evêque ou du Superieur* : L'alternative d'*Evêque* ou *Superieur* conserve à chacun son droit & sa jurisdiction.

L'Assemblée de Melun au lieu de l'alternative, s'est servi d'un mot generique qui comprend l'Evêque & le Superieur Regulier sans neanmoins les confondre : *Nulli* Sanctimonialium *liceat exire à Monasterio, nisi ex aliquâ urgente & legitimâ causâ, idque de sui Superioris licentiâ in scriptis obtentâ.*

Mmm

Réponse au troisiéme & nouveau Memoire de MM. les Evêques.

Quant à l'usage qui a suivi & la Decretale *Periculoso* & le Decret du Concile de Trente dans les Monasteres sujets aux Reguliers, il a toûjours esté tel qu'il estoit auparavant, suivant les Statuts de leurs Ordres & tres-conforme à ces deux Reglemens; Usage au reste constant, uniforme & sans interruption, suivant lequel on ne s'est point adressé pour les permissions de sortir de la Clôture qu'aux seuls Superieurs de ces Monasteres, sans que jamais on ait esté tenu de recourir pour cela aux Evêques Diocesains : & cet usage a esté confirmé par tout ce qui peut le rendre inviolable & legitime, par des Bulles des Papes, par des Lettres Patentes des Rois, & par des Arrests des Cours Superieures; jusques-là qu'encore en 1666. dans l'Article 39. du Bref du Pape Alexandre VII. donné en forme de Reglement pour la Reformation generale de l'Ordre de Cisteaux, par l'avis d'une Congregation particuliere établie à cet effet, de plusieurs Cardinaux, Evêques & Prelats de Cour de Rome, il fut expressément arresté que ce seroit l'Abbé General & les autres Superieurs de cet Ordre, qui demeureroient chargez de tout le soin de la Clôture, pour l'établir & la faire garder dans les Monasteres de leur dépendance, & cela en conformité de ce qui est reglé par la Bulle du Pape Boniface VIII. & par le Concile de Trente : *Præcipiendo Abbati Generali & quatuor primis & aliis Patribus Abbatibus, ut omnes sibi subditas Moniales ad Clausuram à Bonifacio Papa Octavo & à Concilio Tridentino ordinatam, utique reducant & cogant.* L'execution de ce Bref fut ordonnée par Arrest du Conseil d'Etat du Roy, & il fut en vertu de Lettres Patentes de Sa Majesté registré au Grand Conseil, & toûjours depuis executé.

Il faut tomber d'accord qu'il est impossible de rien mieux prouver que l'est le Decret du Concile de Trente touchant la Clôture des Religieuses, en faveur de leurs Superieurs Reguliers, car il l'est par luy-même, c'est-àdire par les termes dans lesquels il est conçû, par son esprit & par ses autres dispositions, par le Reglement qu'il a eu intention de renouveller & confirmer, par le sentiment de ceux qui y estoient presens & qui ont contribué à le former, par l'usage & la possession, par des Bulles & des Brefs, par l'Ordonnance de Blois qui regit le Royaume, par des Lettres Patentes, & enfin par des Arrests qui l'ont ainsi jugé contradictoirement avec quelques-uns de MM. les Evêques, &

Réponse au troisiéme & nouveau Memoire de MM. les Evêques.

que l'on a produits & expliquez dans la page de la Réponse à leur premier Memoire.

Pag. 2. du nouveau Memoire.

Ils croyent que pour détourner le vray sens du Concile, c'est assez de dire comme ils font, qu'il sert de fondement à une Bulle du Pape Pie V. de l'an 1566. qui ordonne aux Evêques de se joindre aux Superieurs pour obliger les Religieuses rebelles & qui refuseront de garder la Clôture, de s'y soumettre sans que pour cela ils puissent s'arroger aucun pouvoir en autre chose.

Réponse.

Il est vray que le Concile de Trente a donné lieu & occasion à cette Bulle, mais elle ne fait rien en faveur des Evêques, que l'on sçait bien d'ailleurs estre obligez d'assister les Superieurs en cas qu'ils ne pussent se faire obeïr & qu'ils s'adressassent à eux: & bien loin qu'ils doivent tirer avantage de cette obligation que la Bulle leur impose, au contraire elle leur défend de rien faire autre chose que de prester cette assistance aux Superieurs Reguliers quand ils la leur demanderont.

Ibidem pag. 3. du nouveau Memoire.

Il est vray aussi que le même Pape donna une autre Bulle en 1570. par laquelle il reduisit les cas de sortie des Religieuses à trois seulement, *magni incendii vel infirmitatis lepræ aut epimidiæ*; & voulut qu'outre les permissions qu'elles auroient de leurs Superieurs, l'Evêque du Diocese certifiât la verité de l'une & l'autre de ces deux maladies, de lepre ou de peste: ce que d'autres Papes ont confirmé depuis par d'autres Bulles, comme Gregoire XIII. & Gregoire XV. & là-dessus les Congregations du Concile & quelques Canonistes ont formé leurs décisions & fait leurs notes & declaré que les Religieuses sujettes aux Reguliers doivent outre les permissions de leurs Superieurs, avoir encore le consentement de l'Evêque pour pouvoir sortir de leur Clôture.

Réponse.

On s'est beaucoup étendu dans les pages de la Réponse au premier Memoire de MM. les Evêques, à expliquer cette Bulle du Pape Pie V. de 1572. & à montrer qu'elle ne fait rien au fond pour leur pretention, ne leur donnant que le pouvoir d'attester qu'une Religieuse qui veut sortir, a la lepre ou la peste, comme pourroit faire un simple Medecin.

Et d'ailleurs, on a fait voir au même endroit, que cette Bulle n'est point executée & ne le peut estre en France, même à l'égard des Religieuses qui dépendent des Evêques: qu'ils seroient fort à plaindre s'ils estoient obligez à l'executer, parce qu'ils ne pourroient

Réponse au troisiéme & nouveau Memoire de MM. les Evéques.

leur permettre la sortie qu'en ces trois cas seulement, à moins que d'estre excommuniez d'excommunication majeure, privez de leurs dignitez & declarez inhabiles à posseder des Benefices : qu'enfin, on ne peut pas objecter cette Bulle en France, parce qu'elle n'y a pas esté reçûë ni autorisée, & qu'elle est contraire à l'ancien droit du Royaume, aux Usages, à l'Ordonnance de Blois qui le regit, aux Lettres Patentes des Rois qui ont confirmé l'exemption des Ordres Reguliers, & aux Arrests des Cours Superieures qui les yont maintenus.

Ibidem, p. 4.

Les Decrets des Congregations & les décisions des Canonistes qui ont ces Bulles pour fondement, doivent avoir le même contredit, aussi-bien que ce qu'on rapporte de quelques Conciles Provinciaux & des Resolutions de MM. les Evêques dans leurs Assemblées du Clergé de 1625. 1635. & 1645. parce que n'estant pas autorisées du Prince, ni conformes aux Loix & aux Usages du Royaume, elles ne peuvent pas y servir de Reglement, d'autant moins que les Evêques s'y sont rendus Juges en leur propre cause, & qu'ils ont condamné ainsi les Reguliers qui n'estoient pas leurs Juridiques, sans les entendre, *dicenti jus extrà territorium, impunè non paretur illi.*

Ibidem, p. 5. du nouveau Memoire.

Ils supposent comme chose constante, que ces Bulles des Papes & ces Decrets des Conciles Provinciaux n'ordonnent autre chose que le rétablissement du droit commun dont l'observation avoit esté negligée, & ils disent que les Reguliers sans exception de l'Ordre de Cisteaux, ont d'autant moins de raison de s'y opposer, qu'ils ne peuvent justifier par aucun privilege reçû & approuvé, qu'ils ayent esté soustraits à cet égard à la jurisdiction des Ordinaires.

Réponse.

Le droit commun qui peut estre au regard de la Clôture, n'est autre chose que l'usage qui s'est introduit par les privileges & les exemptions qui ont esté accordées aux Reguliers, & qui ayant esté autorisées par la Decretale *Periculoso*, par les Conciles de Basle & de Trente, par les Loix du Royaume, & par les Lettres Patentes des Rois, fait partie des privileges & des libertez de l'Eglise Gallicane. Peut-on pretendre que ce que demandent aujourd'huy MM. les Evêques, est une reduction au droit commun, sous pretexte qu'ils se fondent sur quelques Bulles & quelques Decrets si contraires à cet usage & à l'ancienne discipline, & qui n'ont jamais eu aucune autorisation dans le

Royaume ? ne doit-on pas plûtost dire que c'en est le renversement & qu'il ne peut pas subsister avec leur pretention ?

Réponse au troisiéme & nouveau Memoire de MM. les Evêques.

Nouveau Memoire de MM. les Evêques. *Ibidem.*

Ils insistent à soûtenir que c'est l'usage du Royaume de se conformer aux Decrets des Conciles & aux Bulles des Papes qui rétablissent l'ancien droit des Evêques sans interesser l'autorité du Souverain, ni faire de préjudice aux libertez de l'Eglise Gallicane.

Réponse.

L'usage du Royaume est de n'y recevoir aucun Reglement general, ni Bulles de Papes, ni Decrets de Conciles concernant la Police exterieure, que le Souverain ne les ait reçûs & autorisez : bien moins encore quand ils sont contraires à ses Loix & à ses anciens Usages. Dira-t-on que ce n'est pas interesser ni le Prince ni les libertez de l'Eglise Gallicane, d'en établir d'autres, & de compter pour rien ceux qui sont pratiquez de tout temps, & qui sont approuvez par les Ordonnances, les Lettres Patentes & les Arrests ?

Nouveau Memoire. *Ibidem.*

Quant à ce que MM. les Evêques ont ajoûté que les Reguliers n'avoient pû justifier jusqu'à present par aucun privilege, qu'ils ayent esté soustraits à la jurisdiction des Ordinaires au regard de la Clôture ; il est surprenant qu'ils n'en ayent pas esté convaincus par toutes les preuves qu'on en a données, par l'usage établi, approuvé & pratiqué generalement dans le Royaume depuis qu'il y a des Ordres Reguliers, & qui en fait le droit commun : par la Decretale *Periculoso :* par le Concile de Trente qui laisse l'entier gouvernement des Monasteres de Religieuses qui dépendent de ces Ordres, à ceux qui en sont les Superieurs, & qui a pris tant de soin en parlant des entrées dans la Clôture, de marquer par une alternative, qu'eux seuls les peuvent permettre dans les Monasteres qui leur sont sujets, car c'est à cet égard la même raison pour les entrées & pour les sorties : par l'exemption de ces Ordres qui comme on a vû dans celle de Cisteaux, les soustrait entierement & sans reserve, *ab omni jurisdictione, superioritate, correctione, dominio & potestate Episcoporum & aliorum Ordinariorum, totaliter & quoquo modo.*

Réponse.

Peut-on douter que cette soustraction ne fasse partie de l'exemption, aprés avoir vû que pour donner aux Evêques Diocesains, l'inspection sur la Clôture des Religieuses soumises au Pape immediatement, il a fallu y déroger par une clause expresse dans la Constitution *Periculoso*, dans le Concile de Trente, & dans les

Réponse au troisiéme & nouveau Memoire de MM. les Evêques.

Bulles posterieures sur lesquelles ils se fondent ; de maniere qu'ils n'y ont aucun pouvoir pour cela, qu'en vertu de cette dérogation & en qualité de Déleguez du Saint Siege ?

Eux-mêmes en ont donné encore une autre preuve, quand en parlant de l'Ordonnance d'Orleans en la 16ᵉ page de leur premier Memoire, ils ont dit que *par l'Article 11ᵉ elle avoit soumis aux Evêques tous les Monasteres pour la visite & correction; ce qui*, ajoûtent-ils, *comprend sans doute la Clôture & les causes legitimes de la sortie :* tellement que l'on en doit conclure que si l'on a rendu aux Superieurs Reguliers ce droit de visite & de correction & qu'on l'ait osté aux Evêques, on ne peut pas douter que ces Superieurs n'ayent toute l'inspection sur la Clôture.

Ibidem. Nouveau Memoire.

MM. les Evêques croyent aussi avoir bien justifié le contraire par une troisiéme Bulle qu'ils citent du Pape Pie V. de 1567. & qu'ils disent avoir trouvée dans le Recueil des Privileges de l'Ordre de Cisteaux, en ce que le Pape ayant esté consulté pour sçavoir le vray sens du Decret du Concile de Trente touchant l'entrée dans les Monasteres de Religieuses sujets aux Reguliers & ceux qui la peuvent permettre, il n'est fait nulle mention de la sortie des Religieuses ; d'où ils concluent qu'ils reconnoissoient par ce silence, qu'ils n'avoient aucune concession pour ce regard ; & ils se confirment en cette opinion par le témoignage qu'a rendu M. Dubois dans son Livre des Maximes du Droit Canonique, où il dit que les Monasteres de Moniales soumis aux Chefs-d'Ordres, sont sujets à la visite des Evêques Diocesains quant à la Clôture.

Ibidem.

Réponse.

Cette Bulle qui est imprimée dans le Grand Bullaire Romain pour la 41ᵉ Constitution du Pape Pie V. n'a point esté obtenuë par l'Ordre de Cisteaux, mais par les Religieux Mendians : & quand on pourroit en inferer quelque chose, ce ne seroit au plus qu'une preuve negative qui n'apporteroit pas un grand avantage à MM. les Evêques ; mais on espere qu'il ne sera pas inutile puis qu'eux-mêmes la rapportent, d'en toucher un mot.

Il est vray que les Religieux Mendians se plaignirent au Pape, de ce que sous pretexte de l'alternative dont s'est servi le Concile de Trente pour exprimer celuy qui a le droit de permettre l'entrée dans la Clôture, *Episcopus aut Superior*, les Evêques Diocesains entreprenoient de le faire dans les Monasteres sujets aux

Reguliers. Voicy l'interpretation & la décision qu'en fit le Pape, les termes en sont tres-remarquables.

Réponse au troisiéme & nouveau Memoire de MM. les Evêques.

Cùm inhonestum sit quemlibet in alienam messem falcem injicere, Monialiumque Monasteria nonnisi de Episcopi vel Superioris licentiâ, & in casibus necessariis aliquis ingredi præsumat, in Sessione 25. Can. 5. prohibeatur : hoc tantùm in illis Monasteriis locum habere volumus quæ Ordinariis ipsis pleno jure subsunt, in quibus in casibus necessariis ipsi dare licentiam possint, & non in aliis Monasteriis ; ità ut in præfatis Monasteriis quæ Ordinariis ipsis pleno jure non subsunt, ipsi Ordinarii illa ingredi non possint, prout in Regulis earum seu de jure statuitur, & eis aliquos processus adversus Moniales ipsas seu Fratres hujusmodi propterea seu aliàs ipsorum Ordinum Superioribus irrequisitis, quoquo modo formare aut facere posse Prohibemus, ità ut aliquam jurisdictionem seu aliud quodcunque dominium in Moniales & Fratres hujusmodi respectivè habere, exercere aut exequi nullatenùs possint aut debeant, imò illas & illos omnes ab eorum superioritate, dominio, jurisdictione & potestate Eximimus & Liberamus, prout eis concessum est per sua privilegia.

MM. les Evesques ne peuvent pas permettre d'entrer dans les Monasteres sujets aux Reguliers ni y entrer eux-mesmes, ni y faire aucun acte de Jurisdiction.

Cette disposition est assez considerable pour meriter qu'on y fasse quelques reflexions.

1°. Ce sont MM. les Evêques qui citent & qui objectent cette Bulle, qui est d'un Pape aux sentimens duquel ils ont témoigné en plusieurs endroits de leurs Memoires, avoir une entiere déference.

2°. Elle est donnée trois ans seulement aprés le Concile de Trente & pour l'expliquer, dans un temps qui en estoit fort proche, & par un Pape qui en avoit une parfaite intelligence, estant pendant qu'il se tenoit, déja Cardinal & employé dans les affaires.

3°. Ce Pape regarde la pretention des Evêques concernant la Clôture des Religieuses sujettes aux Reguliers, comme une entreprise exorbitante sur leurs droits, c'est ce que signifient ces mots, *Cùm inhonestum sit quemlibet in alienam messem falcem injicere.*

4°. Il declare que le pouvoir des Evêques même à l'égard de la Clôture, est restraint, borné & limité aux seuls Monasteres dont la conduite leur appartient, & qu'ils ne peuvent rien sur les autres, non pas même y entrer, *ità ut illa ingredi non possint.*

Réponse au troisiéme & nouveau Memoire de MM. les Evêques.

5°. C'est de droit que la défense leur est faite d'entrer dans ces Monasteres, aussi-bien que par les Regles & les Constitutions des Reguliers, *prout in earum Regulis seu de jure statuitur.*

6°. Il leur est défendu de dresser ni faire aucune procedure qui regarde les Religieux & les Religieuses sous quelque pretexte que ce soit, sans avoir préalablement requis & averti les Superieurs.

7°. Ils ne peuvent exercer sur ces Monasteres aucun acte de jurisdiction ni aucune superiorité, estant entierement & absolument soustraits à leur conduite par les privileges qui leur ont esté accordez.

8°. Il n'est pas à la verité parlé expressément de la sortie des Religieuses de la Clôture, parce qu'il n'en estoit pas question, le Decret du Concile de Trente que le Pape explique, ne faisant alors aucune difficulté là-dessus : mais il est certain qu'il a parlé dans sa Bulle d'une maniere qui ne peut faire douter que toute inspection sur la Clôture des Religieuses sujettes aux Reguliers, est interdite aux Evêques Diocesains, de même que de toutes les autres choses qui composent leur exemption : car enfin comment accorder ce qu'ils pretendent & que tout ce qui regarde la Clôture de toutes les Religieuses sans exception leur soit reservé, s'ils ne peuvent pas seulement entrer dans les Monasteres qui ne dépendent pas d'eux, ni y dresser un Procés verbal, ni y faire aucun acte de jurisdiction ?

Aprés cela, que peut produire le témoignage de M Dubois, autrefois leur Avocat & entierement dévoué à leur interest, si contraire aux Loix canoniques & civiles & aux Usages pratiquez de tout temps ?

Nouveau Memoire. *ibid. n.*

MM. les Evêques distinguent entre la discipline interieure & exterieure, & veulent bien que la premiere soit laissée aux Reguliers dans les Monasteres de leur dépendance ; mais ils soûtiennent que l'exterieure interessant leur Diocese, la sortie des Religieuses les regarde & leur doit appartenir.

Réponse.

Mais cette distinction est fort inutile, puisque la conduite interieure & exterieure des Religieuses, c'est-à-dire, dans le Cloître & hors du Monastere, regarde toûjours leurs Superieurs Reguliers, ausquels elles sont également soumises en quelque état qu'elles se trouvent, parce qu'elles leur ont promis obéïssance par tout, & que leurs personnes aussi-bien que leurs Monasteres jouissent

jouissent du Privilege de l'Exemption, que le Concile de Trente leur a encore confirmé tout de nouveau dans le 20[e] Chapitre de la Session 25[e] : *Privilegia & facultates quæ ipsorum Ordinum personas, loca & jura concernunt, firma sint & illæsa* : & ainsi la sortie d'une Religieuse de son Monastere, n'interesse pas plus la police d'un Diocese, que la sortie d'un Religieux ; de maniere que si elle venoit à tomber en quelque faute considerable, l'Evêque ne pourroit pas la juger, mais seulement avertir son Superieur qui seroit tenu de la punir dans les six mois reglez par le Concile.

Réponse au troisiéme & nouveau Memoire de MM. les Evêques.

Ils passent aux Arrests, & pretendent qu'il y en a plusieurs qui ont jugé la question en leur faveur, & cependant ils n'en cottent que quatre qu'ils tirent du Recueil des Actes & Memoires du Clergé. Le premier, du Parlement de Toulouse rendu en 1634. pour M. l'Evêque de Cominges contre les Religieuses du Prieuré de Saint-Laurens de l'Ordre de Fontevraud : Le second, du Conseil Privé en 1635. au sujet du premier, entre les mêmes Parties & Madame l'Abbesse de Fontevraud : & les deux autres en 1653. & 1670. contre deux Convens de Religieuses de l'Ordre de Sainte-Claire, au profit de MM. les Evêques du Puy & de Sisteron.

Memoire, p. 6. Quatre Arrests produits par MM. les Evêques.

De bonne foy quelle application peuvent avoir ces quatre Arrests sur la Jurisdiction & l'Exemption de l'Ordre de Cisteaux, qui a des Privileges particuliers si précis & si generaux, & une possession de cinq à six siecles ? Ces quatre Monasteres peuvent avoir donné lieu dans des circonstances particulieres à ces Arrests, où ils ne se sont pas suffisamment défendus, où ils n'avoient pas eu soin de se conserver dans l'usage de leurs Privileges. Il y a lieu de s'étonner qu'avec tout le soin qu'on a eu de recueillir dans les Actes & Memoires du Clergé depuis si long-temps, toutes les pieces qu'on s'est imaginé pouvoir favoriser les pretentions de MM. les Evêques sur les Reguliers, sans y rien jamais mettre de ce qui fait pour eux & qui pourroit servir à défendre leurs droits, on n'y ait pû trouver que ces quatre Arrests, dont encore le plus ancien est de 1634. il faut les examiner.

Réponse.

Celuy du Parlement de Toulouse n'est rapporté que dans le vû des Pieces de celuy de l'année suivante 1635. & l'on voit qu'il n'avoit fait autre chose que d'autoriser une Ordonnance de M. l'Evêque de Cominges pour les reparations d'une Eglise Paroissiale

Réponse au troisiéme & nouveau Memoire de MM. les Evêques.

qui dépendoit du Prieuré de Saint-Laurens, & pour celles de la Clôture de ce Prieuré qui n'étoit ni établie ni observée ; & cet Arrest avoit esté rendu sur Requeste : & ainsi par toutes ces circonstances il ne peut estre tiré à nulle consequence.

Encore moins celuy du Conseil Privé de 1635. sur la demande de Madame de Fontevraud en cassation du premier Arrest, & sur un appel comme d'abus interjetté par elle de l'Ordonnance de M. de Cominges comme renduë au préjudice d'un autre Arrest du Conseil & de l'évocation generale de toutes ses Causes au Grand Conseil ; l'Arrest sur l'appel comme d'abus met les Parties hors de Cour, sauf à se pourvoir pardevant le Metropolitain : il est assez difficile de sçavoir de quoy peut servir cet Arrest si meslé à MM. les Evêques.

Le troisiéme de 1653. est aussi du Conseil : M. l'Evêque du Puy visitoit actuellement le Monastere de Sainte-Claire & estoit en possession de le faire, comme il paroist par les Procés verbaux qu'il rapportoit des années 1648. & 1650. L'Arrest le maintient en sa possession, & pareillement les Religieuses en celle de jouir de tous leurs Privileges, Immunitez & Exemptions dans lesquelles elles s'estoient maintenuës.

Le quatriéme & dernier Arrest de 1670. a esté donné sans entendre les Religieuses de Sainte-Claire de la Ville de Sisteron, sur une simple Requeste où M. l'Evêque a exposé tout ce qu'il a voulu & a fait ordonner qu'il continuera sa visite dans leur Monastere.

Il n'est pas aisé de faire, comme on a déja dit, une juste application de ces Arrests sur la pretention qu'ont aujourd'huy MM. les Evêques : car en un mot, ils demandent que le droit de juger des causes de sortie des Religieuses & de les permettre, leur soit attribué, & il n'est pas seulement parlé dans ces Arrests ni de permission de sortir, ni des raisons que l'on doit avoir pour le faire. Si quelques Arrests peuvent & doivent jamais servir de préjugez à la contestation presente, ce sont sans doute ceux qui ont esté rendus contradictoirement & solemnellement en faveur de M. l'Abbé de Cisteaux en 1695. contre M. l'Evêque de Noyon pour l'Abbaye de Biache, & contre M. l'Evêque d'Apt pour l'Abbaye de Sainte-Croix, au Parlement de Provence en 1699. & au Conseil d'Etat Privé du Roy en 1701. où il s'agissoit précisement de ce qui fait aujourd'huy le Procés : à quoy l'on peut encore ajoû-

ter la Sentence arbitrale de feu M. l'Archevêque de Paris contre feu M. l'Evêque d'Apt en 1678. mais on est assuré qu'on ne les mettra pas dans les Actes & les Memoires du Clergé.

Réponse au troisiéme & nouveau Memoire de MM. les Evêques.

Memoire, *page 6*

Ce sont ces Arrests-là que MM. les Evêques qualifient & appellent surpris, quoiqu'ils soient contradictoires, & que le premier n'ait esté rendu qu'aprés douze Audiences de plaidoirie, & le second aprés huit : cela n'est rien pour eux, non plus que les raisons & les réponses pertinentes qu'on a données sur leur premier Memoire sur la fin de la 3[e] Partie, pour montrer qu'ils n'ont pas un meilleur fondement sur l'Edit du Roy de 1695. concernant la jurisdiction Ecclesiastique, recommençant à en parler tout de nouveau & comme si on n'y avoit pû rien répondre.

Ibidem, p. 6.

Réponse.

Mais on a fait voir en cet endroit cité, que l'Edit de 1695. interpreté par la Declaration de 1696. leur est encore bien moins avantageux, puisqu'il y paroist que l'intention de Sa Majesté n'est & n'a jamais esté que de se conformer aux saints Decrets & Constitutions Canoniques reçûës dans le Royaume & aux Ordonnances de ses Prédecesseurs, & pareillement de faire jouir sous sa protection les Reguliers, des Exemptions legitimes qui leur ont esté accordées, comme ils en ont usé jusqu'à present. Quelque chose que puissent dire au contraire MM. les Evêques, on ne croira jamais que Sa Majesté ait voulu se contredire, & qu'au préjudice de tant de Regles Civiles & Canoniques & d'une possession de tant de siecles, autorisée par un si grand nombre de Lettres Patentes & d'Arrests, elle ait eu intention de renverser ce qu'elle assure elle-même avoir dessein de maintenir.

Memoire, *ibidem.*

Réponse.

Ils disent que le Parlement de Paris depuis cette Declaration, a encore jugé par un Arrest de 1697. contre Madame l'Abbesse de Fontevraud, que l'Article XIX. de l'Edit doit estre executé dans le sens qu'ils luy donnent ; mais cet Article d'ailleurs ne comprenoit pas les Monasteres qui sont en Congregations ; & l'Arrest qu'on objecte, a esté rendu par defaut. Peut-on le tirer à consequence contre M. l'Abbé de Cisteaux ? il declare abusive une permission de sortir qu'avoit donnée Madame de Fontevraud à une de ses Religieuses, & cependant MM. les Evêques conviennent aujourd'huy qu'une Religieuse de quelque maniere que les choses se fassent, ne peut sortir de son Monastere sans le consentement & la permission de ses Superieurs.

Memoire, *ibidem.*

Ils font en cet endroit un dénombrement des pretentions des

Réponse au troisième & nouveau Memoire de MM. les Evêques.

Reguliers qu'ils fondent disent-ils, 1°. sur leur Exemption ; 2°. sur ce qu'ils sont chargez de veiller sur la Clôture des Religieuses ; 3°. sur la Constitution du Pape Boniface VIII. & sur les Conciles de Basle & de Trente ; & ils ajoûtent qu'il ne s'agit pas icy d'examiner leurs Privileges autrement que par rapport à la Clôture : qu'au fond ces Reglemens ne leur donnent la conduite des Monasteres que pour la discipline interieure & non pas pour la police exterieure. Après quoy ils recommencent à expliquer tout de nouveau, toûjours neanmoins dans leur sens, la Decretale *Periculoso*, s'étonnant au surplus, de ce que M. l'Abbé de Cisteaux qui dit avoir beaucoup de respect pour le Saint Siege, veut contester les Reglemens que les Papes ont faits par les Bulles qui ont esté citées, pour la police de l'Eglise & le maintien de la discipline dans tous les Monasteres.

Réponse.

On n'a déja que trop répondu cy-devant à ces Objections qui regardent les Privileges des Reguliers, la Decretale *Periculoso*, le Concile de Trente & la distinction de la police interieure & exterieure ; ce seroit chose ennuyeuse de repeter ce que l'on en a dit & les raisons qui ne permettent pas d'introduire des nouveautez dans le Royaume, & d'en changer les anciens usages sous le pretexte vain du rétablissement de la discipline.

On dira seulement comme en abregé, que l'intention du Pape Boniface VIII. du Concile de Trente, des Papes & en un mot, de toutes les Puissances spirituelles & même temporelles, a esté que la Clôture fût établie dans tous les Monasteres de Religieuses de quelque dépendance que ce soit, & qu'il ne fût permis à aucune d'en sortir que dans les cas de necessité : A l'effet de quoy ils ont voulu pourvoir à ce qu'il y eût quelqu'un qui tinst la main à l'execution de ce Reglement, ainsi que le porte expressément la Constitution *Periculoso* : *Quoniam parùm esset condere jura, nisi essent qui ea executioni debitè demandarent* ; leur estant d'ailleurs indifferent qui ce fust, pourvû que le Reglement fust executé, sans vouloir pour cela troubler & confondre les Jurisdictions déja établies ; ne considerant que ce qui leur paroissoit le plus convenable à leur dessein, & même le plus facile & le plus commode pour les Monasteres. De sorte que ne trouvant pas de meilleur moyen, que de donner ce soin & cette charge à ceux qui en sont les Superieurs naturels soit Evêques soit Reguliers chacun à son égard, il n'y a eu de changement que pour les

Monasteres sujets immediatement au Saint Siege, ausquels il estoit impossible que les Papes qui en estoient chargez & qui en sont si éloignez, pourvûssent exactement ni par eux-mêmes ni par des Commissaires qu'il auroit fallu députer à tout moment : c'est pourquoy ils ont jugé à propos de commettre une fois pour toutes à l'égard de ces Monasteres, les Evêques Diocesains, lesquels estans sur les lieux, pourroient comme Déleguez du Saint Siege, s'acquitter plus facilement de ce devoir : & cette intention si judicieuse & si conforme à la raison & fondée en justice, a esté accomplie de la maniere la plus douce & sans confondre l'ordre des Jurisdictions, comme le prouve l'usage qui l'a suivie jusqu'à present : car au surplus, que leur importoit-il que ce fussent plûtost les Evêques qui en eussent le soin que les Reguliers ?

Réponse au troisiéme & nouveau Memoire de MM. les Evêques.

MM. les Evêques ne contestent cet usage, ou plûtost la possession dans laquelle sont les Superieurs Reguliers au regard des Monasteres de leur dépendance, qu'en disant qu'elle n'est ni si ancienne, ni si constante qu'ils la pretendent : mais peut-on la demander & la concevoir plus ancienne, qu'en la commençant comme on fait dans l'Ordre de Cisteaux, depuis le premier établissement de ses Monasteres ? & peut-elle estre plus constante qu'elle est, ayant esté depuis des temps si reculez de cinq à six siecles, uniforme dans toutes les Provinces de la Chrétienté, au vû & sçû de tout le monde, paisible & sans aucun trouble, & confirmée par des Conciles, par des Bulles des Papes, par des Ordonnances, des Lettres Patentes & des Arrests ?

Memoire, p. 9.

Réponse.

Ils ont peine à tomber d'accord que l'Article XXXI. de l'Ordonnance de Blois ait favorisé cette possession, & ils luy donnent un sens si violent en voulant que sous le nom de Superieur, elle n'ait pas entendu le Superieur Regulier mais l'Ordinaire du Territoire quand même il ne seroit pas Evêque, qu'il n'y a qu'à en rapporter encore une fois les termes pour convaincre que l'on ne peut pas l'entendre d'autre façon : *Admonestons les Archevêques, Evêques & autres Superieurs des Monasteres de Religieuses, de vaquer soigneusement à remettre & à entretenir la Clôture des Religieuses.. Et ne pourra aucune aprés avoir fait profession, sortir de son Monastere si ce n'est pour cause legitime qui soit approuvée de l'Evêque ou Superieur.*

Memoire, ibidem.

Ni l'Evêque ni tout autre Ordinaire du Territoire, ne peut

Réponse au troisiéme & nouveau Memoire de MM. les Evêques.

estre appellé & réputé Superieur des Monasteres dont il s'agit, parce qu'estant supposez exempts, ils ne reconnoissent que le Pape & les Reguliers pour leurs Superieurs : on avoit déja fait voir l'incongruité de ce sens dans la 3[e] Partie de la Réponse au premier Memoire de MM. les Evêques, & que l'usage qui a suivi l'Ordonnance, l'a déterminé tout au contraire.

L'on ne voit pas que MM. les Evêques ayent rien répondu sur les inconveniens qu'on a montré en grand nombre qui suivroient infailliblement de leur pretention, outre plusieurs autres qu'on ne peut pas prévoir d'une nouveauté aussi exorbitante qu'est celle qu'ils voudroient introduire, qu'en disant qu'ils ne seroient pas plus grands dans l'Eglise de France, qu'ils le sont en Italie.

Page 10. du Memoire.

Réponse.

Mais cette réponse n'est pas un remede qui guerisse le mal : un changement d'usage cause toûjours du trouble, & les mœurs sont differentes en Italie de celles France : il y a même là plus de facilité à executer les Bulles des Papes qu'on a objectées & qui défendent aux Religieuses de sortir qu'en cas de lepre ou de peste, parce que le Pape estant sur les lieux, peut plus commodément accorder les dispenses pour les autres cas, n'y ayant que luy qui le puisse faire ; que s'il falloit à chaque occasion y recourir des Provinces de France, cela n'accommoderoit ni MM. les Evêques, ni les Sujets du Roy.

Memoire, ibidem.
Réponse.

Dans le reste de la dixiéme page & dans la derniere, MM. les Evêques contredisent les Pieces qu'a produites Madame de Fontevraud ; mais ils le font d'une maniere si legere, qu'il luy sera facile d'y répondre : ils pretendent qu'elles ne font rien au sujet de la presente contestation, & c'est assez pour conclure que l'on n'en peut pas tirer de consequence contre l'Ordre de Cisteaux. On a déja satisfait aux quatre Arrests qu'ils repetent encore en cet endroit, & on en a fait voir l'inutilité : On finira cette Réponse par deux Observations.

La premiere, que dans la verité MM. les Evêques n'ont aucun fondement valable, pas même un titre coloré de leur pretention, & que pour s'en faire un, ils sont obligez de supposer que le Concile de Trente a reduit absolument au droit commun tous les Monasteres qui estoient immediatement sujets au Saint Siege, & les a remis sous leur Jurisdiction ordinaire, de la même maniere que sont les autres Monasteres qui dépendent d'eux na-

Réponse au troisiéme & nouveau Memoire de MM. les Evêques.

turellement : & cela pour avoir lieu de dire que quand au Chapitre 5[e] de la 25[e] Session, le Concile a commandé aux Evêques d'établir la Clôture dans tous les Monasteres de leurs Dioceses qui dépendent d'eux, de leur autorité ordinaire, & dans les autres, *in aliis verò*, de celle du Saint Siege, il a entendu *par ces autres*, ceux qui sont en Congregations & sous des Superieurs Reguliers, n'y ayant plus que ceux-là qui ayent besoin de cette délegation.

Mais on a montré cy-devant tres-clairement que le Concile de Trente en l'endroit qui est cité, a suivi quasi mot à mot la disposition de la Decretale *Periculoso*, sans y rien changer, par laquelle le Pape Boniface VIII. a si nettement distingué l'autorité de laquelle se serviroient les Evêques pour l'établissement de la Clôture dans les Monasteres de leur dépendance, de celle dont ils useroient dans ceux qui sont soumis au Saint Siege immediatement.

Il est si peu vray que le Concile ait eu intention de les remettre sous leur Jurisdiction ordinaire, qu'outre qu'il n'en est parlé nulle part, il faudroit qu'il l'eust fait ou avant ou par le Chapitre 5[e] de la 25[e] Session, & cela ne se trouve pas ; au contraire on voit que dans les Chapitres posterieurs, c'est-à-dire au 8[e] & au 9[e], il les regarde encore comme dépendans du Pape immediatement, & n'en donne le gouvernement aux Evêques Diocesains, qu'en qualité de Déleguez du Saint Siege, comme font aussi les Papes dans leurs Bulles qui sont venuës aprés, même dans celle du Pape Gregoire XV. de 1623. De maniere que leur privilege d'exemption n'est pas éteint & subsiste encore, l'usage en estant seulement suspendu jusqu'à ce que ces Monasteres s'unissent & se mettent en Congregations sous des Superieurs Reguliers, comme le porte expressément le 8[e] Chapitre du Concile, ou que l'Eglise révoque sa délegation, en vertu de laquelle seulement MM. les Evêques y exercent leur Jurisdiction ; & pour lors en l'un & l'autre cas, ils n'auront pas besoin d'un nouveau privilege.

Il est cependant bien surprenant que MM. les Evêques qui n'ont pas d'autre titre que cette délegation, pour pretendre l'autorité qu'ils exercent sur ces Monasteres, & qui voudroient l'étendre aujourd'huy sur ceux qui sont en Congregations & sous des Reguliers, en ayent une si grande aversion, & ne veulent pas la

Réponse au troisiéme & nouveau Memoire de MM. les Evêques.

reconnoiſtre ni la marquer dans leurs Actes : tant ils ont de peine à ſçavoir ſur quoy ils doivent établir leur pretention.

La ſeconde Obſervation eſt qu'il faut qu'en effet elle ait bien peu de ſolidité & beaucoup d'incertitude, vû qu'ayant d'abord preſenté deux Memoires au Roy, l'un pour le regard de la Clôture & l'autre pour l'Examen des Novices avant la Profeſſion dans les Monaſteres de Religieuſes, ils n'ont pas plûtoſt eu communication de la Réponſe que M. l'Abbé de Ciſteaux y a faite, qu'ils ont retiré le Memoire concernant l'Examen des Novices, ne voulant plus y inſiſter, comme de fait ils n'en font pas de mention dans leur Réponſe, ſe déſiſtant ainſi tacitement de la demande qu'ils en avoient faite.

Et quoique par tout ce qui a paru d'eux juſqu'à cette Réponſe, ils ayent donné à entendre que leur but eſtoit d'avoir une declaration qui leur attribuaſt le pouvoir de permettre aux Religieuſes de quelque dépendance que ce ſoit, de ſortir de leurs Monaſteres dans les cas de neceſſité, au préjudice de leurs Superieurs legitimes qui en ſont en poſſeſſion, en leur oſtant ainſi toute inſpection ſur la Clôture, & pretendant que c'eſt à eux ſeuls qu'elle eſt reſervée : on voit par leur Réponſe à laquelle on replique preſentement, qu'ils reconnoiſſent *que les Superieurs Reguliers ſont veritablement chargez d'y veiller, & de ne pas permettre que les Religieuſes en ſortent ſans cauſe legitime ;* n'inſiſtant que pour le droit de juger de ces cauſes & de les approuver.

Memoire, p. 5. 2. 5. 7. & 8.

En effet, ſi la ſeule apparence toute éloignée qu'elle fuſt, ſuffiſoit pour établir un fondement de pretendre quelque choſe, ce ſeroit au plus ce pouvoir : car pour celuy de donner les permiſſions, il ne s'en trouve nul veſtige ni dans la Decretale *Periculoſo*, ni dans le Concile de Trente, ni même dans les Bulles ſur leſquelles MM. les Evêques s'appuyent, ne pouvant montrer aucun endroit où il ſoit dit qu'ils pourront permettre la ſortie de la Clôture, à d'autres Religieuſes qu'à celles de la conduite deſquelles ils ſont chargez : au lieu qu'ils auroient un pretexte quoique tres-foible, de croire que le droit d'en approuver les cauſes, & par conſequent d'en juger, leur a eſté donné à l'égard de toutes ſortes de Monaſteres, parce qu'ils eſtimeroient que le Concile a dit confuſément au Chapitre 5ᵉ de la 25ᵉ Seſſion, que les Religieuſes ne ſortiroient point de leur Clôture, que pour cauſe legitime

legitime approuvée de l'Evêque, *nisi ex aliquâ legitimâ causâ ab Episcopo approbandâ :* & que le Pape Pie V. a ordonné par sa Bulle de 1570. que les deux cas de maladie ausquels il a reduit les causes de sortie, seront approuvez par l'Ordinaire, outre les permissions que donneront les Superieurs ; *quæ tamen infirmitas lepræ vel epidimiæ, præter alios Superiores quibus cura Monasteriorum incumberet, etiam per Episcopum seu alium loci Ordinarium cognita & expressè in scriptis approbata sit.*

Réponse au troisiéme & nouveau Memoire de MM. les Evêques.

Mais on a fait voir qu'il n'est parlé en cet endroit du Concile, que des Monasteres qui sont gouvernez par les Evêques comme Ordinaires ou comme Déleguez du Saint Siege, & que la Bulle du Pape Pie V. ne regarde que ces deux cas-là seulement ; qu'elle n'est point reçûë ni autorisée dans le Royaume, & que jamais il n'y en a eu ni pû avoir le moindre usage.

EXAMEN

DU QUATRIE'ME MEMOIRE de Messieurs les Evêques, qui a pour Titre :

Observations sur le Memoire de M. l'Abbé de Cisteaux &c.

Réponse aux Observations du quatriéme Memoire de MM. les Evêques.

QUOIQUE les Observations que font icy MM. les Evêques, ne soient qu'une redite superficielle de ce que contiennent leurs deux premiers Memoires concernant la pretention qu'ils ont de devoir donner la permission de sortir de la Clôture, aux Religieuses exemptes qui sont gouvernées par des Superieurs Reguliers ; & qu'elles ne nuisent en rien aux preuves dont M. l'Abbé General de Cisteaux s'est servi pour justifier du contraire : neanmoins comme leur principal but est de rendre suspectes ses citations, en les accusant d'estre infideles, il a crû estre obligé pour empescher la mauvaise impression que pourroit donner une telle accusation, de faire icy quelques petites reflexions qui seront

Réponse aux Observations du quatriéme Memoire de MM. les Evêques.

voir le peu de fondement qu'ont ces Observations & que leur force ne consiste que dans des suppositions.

Premiere Observation.

Par la premiere, ils soûtiennent que M. l'Abbé de Cisteaux n'a point prouvé que l'Exemption de son Ordre soit une exclusion du pouvoir & du droit des Evêques Diocesains, de juger des causes de sortie des Religieuses ; parce que disent-ils, le Privilege d'Exemption en general, ne regarde que la discipline interieure des Monasteres & non pas la police exterieure qui interesse le bon ordre des Dioceses; de maniere qu'il faudroit qu'il eust rapporté des concessions particulieres pour pouvoir exclure les Evêques,& les décharger de ce » devoir ; ce que ne faisant point, c'est une preuve que les Papes » ont voulu que ces Monasteres demeurassent à l'égard de la Clô» ture, sous la jurisdiction des Ordinaires des lieux.

Réponse.

Comment peuvent-ils dissimuler les preuves si souvent repetées par M. l'Abbé de Cisteaux, du droit des Reguliers sur la discipline interieure & exterieure des Monasteres ? le Privilege general & sans exception, *ab omni jurisdictione, superioritate, dominio & potestate Episcoporum, totaliter & quoquo modo* ; la Constitution *Periculoso* qui parle expressément de la Clôture ; le Concile de Trente qui veut que ces Monasteres soient laissez sous leur garde & leur conduite, en même temps qu'il charge les Evêques comme déleguez du Saint Siege, du soin des autres Religieuses exemptes ; l'Ordonnance de Blois qui le dit aussi en termes formels ; les Arrests qui l'ont ainsi décidé ; le droit commun, l'usage & la possession de tant de siecles. L'on peut voir toutes ces preuves dans la seconde Partie du premier Memoire de M. l'Abbé de Cisteaux, depuis la 393[e] page jusqu'à la 401. inclusivement, & en plusieurs autres endroits de sa Réponse au nouveau Memoire de MM. les Evêques.

Le principal motif des Exemptions,qui a esté de procurer aux Monasteres, l'union, la paix & le repos, *ne monastica quies sæcularium personarum frequentiâ & conversatione turbaretur*, ne regarde pas plus les hommes que les Religieuses : quelle necessité de décharger en particulier les Evêques Diocesains, d'un devoir & d'un soin dont ils n'ont jamais esté chargez, n'y ayant eu dans tous les temps, que les seuls Superieurs des Monasteres de filles qui l'ayent esté, d'y établir & faire garder la Clôture ?

Seconde Observation.

La seconde Observation est un tissu de suppositions divisé en plusieurs Paragraphes. 1°, On avance que M. l'Abbé de Cisteaux

pretend que par ces termes du Decret du Concile de Trente au Chapitre 5. de la 25e Session, *in aliis verò*, les Monasteres sujets aux Reguliers ne sont pas compris, parce qu'il y a dans le Decret que les Evêques pourront y agir par l'autorité du Saint Siege : & l'on combat cette pretenduë Réponse en prouvant que la délegation Apostolique est compatible & peut estre avec le pouvoir ordinaire.

Réponse aux Observations du quatrième Memoire de MM. les Evêques.

Réponse.

Sans entrer dans la question de sçavoir si la délegation du Pape est compatible ou non avec le pouvoir ordinaire des Evêques, il est certain que M. l'Abbé de Cisteaux n'a point dit ce que l'on luy fait dire, & qu'il a seulement soûtenu que par ces termes, *in aliis verò*, le Concile de Trente n'a entendu que les Monasteres exempts qui sont immediatement dépendans du Saint Siege, lesquels la Constitution *Periculoso* avoit soumis aux Evêques Diocesains pour le regard de la Clôture ; ce qui est une verité si constante que l'on ne peut pas en douter, puisque le Concile renouvelle cette Constitution & en ordonne l'execution dans les mêmes termes dont elle s'est servi, & que d'ailleurs il le fait encore entendre par plusieurs autres dispositions du même Chapitre & des 9. & 20e de la même séance, comme on l'a remarqué dans la Réponse au nouveau Memoire pages 451. & 453. Les Monasteres immediatement sujets au Saint Siege estant exempts, avoient besoin de cette délegation Apostolique sans laquelle les Evêques Diocesains ne pourroient y faire aucun Acte de superiorité.

Troisiéme Observation.

3°, On reproche à M. l'Abbé de Cisteaux d'avoir allegué sans preuve que depuis le Privilege de son Ordre, les Monasteres ont esté sous l'entier gouvernement des Superieurs Reguliers pour ce qui concerne la Clôture, & on ajoûte que la présomption est contraire.

Réponse.

M. l'Abbé de Cisteaux qui a nié que jamais aucun de MM. les Evêques ni leurs Prédecesseurs, se soient ingerez dans la conduite des Monasteres de son Ordre, même pour la Clôture, & qui a donné pour exemple, l'usage du Diocese de Paris & Paris même où il y en a jusqu'à trois, & les autres Dioceses qui luy sont limitrophes ; a-t-il pû ou dû faire autre chose que d'établir son droit sur les saints Decrets & les Constitutions Canoniques, sur les Ordonnances, les Lettres Patentes des Rois & les Arrests des Cours Superieures, sur le droit commun, les Statuts de l'Ordre, l'usage reçû dans le Royaume & la possession constante & uniforme en

Réponse aux Observations du quatriéme Memoire de MM. les Evêques.

laquelle sont les Superieurs Reguliers depuis plusieurs siecles ? S'il y avoit des preuves à donner du contraire, ce seroit à MM. les Evêques à les raporter ; mais ils ne seront pas en cette peine, n'en ayant aucune.

Quatriéme Observation.

Ils expliquent la Decretale *Periculoso*, soûtenant sans en rien alleguer, qu'elle détruit absolument la pretention des Reguliers ;
» & toute la preuve qu'ils en donnent, c'est disent-ils, qu'il y pa-
» roist par les desordres qu'elle explique de la Cloture violée, qu'il
» y avoit des Evêques qui s'en estoient trop reposez sur les soins
» des Reguliers.

Réponse.

La Decretale *Periculoso* parle à la verité des desordres du violement de la Cloture & de sa necessité ; mais elle ne dit pas un mot d'où l'on puisse inferer que le Pape Boniface VIII. qui l'a faite, ait eu la pensée d'en imputer la faute aux Superieurs Reguliers ; au contraire, toutes les circonstances marquent que c'estoit uniquement celle des Evêques, les Reguliers tenant deslors la main à l'observation de la Cloture comme ils y estoient obligez par leurs Regles & les Statuts de leurs Ordres qui s'executoient, & les Evêques n'agissoient que selon leurs mouvemens particuliers : d'où vient que le Pape pour les exciter à revenir de l'assoupissement où ils estoient, le leur commande sous la menace d'encourir la malediction éternelle, & sur d'autres peines terribles : *In virtute sanctæ Obedientiæ, sub obtestatione divini judicii & interminatione maledictionis æternæ: præcipiendo Mandamus Episcopis &c.* au lieu qu'en parlant aux Reguliers, il dit simplement : *Abbates verò & alii Prælati in Monasteriis hujusmodi sibi subjectis, de Clausurâ convenienti & de ipsis Monialibus includendis providere procurent.* Le Concile de Trente a agi de la même façon dans son Decret, menaçant les Evêques sous les mêmes peines, & declarant seulement que les Monasteres qui dépendent des Superieurs Reguliers, seront laissez sous leur direction *sub eorum curâ & custodiâ relinquantur* ; ce qui fait présumer qu'on estoit satisfait de leur conduite.

Cinquiéme Observation.

MM. les Evêques se vantent d'avoir justifié que l'interpretation que donne M. l'Abbé de Cisteaux à ce Concile, est contraire aux Bulles des Papes & aux Declarations des Congregations, & ils mettent en fait qu'il ne sçauroit en rapporter aucune pour luy ; reconnoissant neanmoins qu'il y a des Auteurs qui sont de son sentiment : & enfin ils ajoûtent qu'il devoit faire attention à ce

qu'ils ont rapporté du Cardinal de Luca qui rend ce témoignage, *que les mauvaises interpretations que les Reguliers ont osé donner à ce Decret du Concile & aux Bulles des Papes pour se les rendre favorables, sont la source des frequentes contestations sur cette matiere entre les Evêques & les Reguliers.* *Réponse aux Observations du quatriéme Memoire de MM. les Evêques.*

Il est vray que M. l'Abbé de Cisteaux fait une grande difference du Decret du Concile de Trente dont il est question & de tout ce qu'on appelle en France, Saints Decrets & Constitutions Canoniques, d'avec les Bulles de quelques Papes & les Declarations de la Congregation de Rome ; & il a expliqué en divers endroits de ses Memoires, en quoy consiste cette distinction, n'estant pas le seul qui la fasse puisque l'on reconnoist que c'est le sentiment de plusieurs Auteurs ; il peut même dire que c'est celuy de tout le Royaume & qu'il n'est pas permis d'en avoir de contraire. Réponse.

Il a fait toute l'attention qu'il devoit sur le témoignage que rend le Cardinal de Luca, & il a examiné en cet endroit ce que MM. les Evêques en disent & aussi ce qu'ils en rapportent dans leur Réponse à son Memoire ; & de plus, il l'a vû dans le Livre même de ce Cardinal en l'endroit qu'ils ont cité ; & il a trouvé qu'il n'y a rien de ce qu'ils y supposent : cela merite bien un petit éclaircissement.

Ils ont donc dit page 3. de leur Réponse que le Cardinal de Luca dans ses Annotations sur le Concile de Trente, *Discurs. 36. num. 12. & 13.* aprés avoir établi la necessité & l'utilité du Reglement qu'ils pretendent estre dans le Concile en leur faveur, rapporte que l'Archevêque de Naples ayant fait proceder contre un « Religieux exempt, pour la contravention qu'il avoit faite à ce Decret « du Concile, on pretendit qu'il avoit excedé son pouvoir, & que « l'affaire ayant esté portée à la Congregation, elle donna son De- « cret en forme de Reglement general en faveur de l'Archevêque le » premier Octobre 1672. & regarda les pretentions contraires com- « me des subtilitez & des idées sans fondement, *cum eorum subtilitatibus & idealibus argumentis.* Ce sçavant Auteur ajoûtent- « ils, fait observer dans le même lieu, que les mauvaises interpre- « tations que les Reguliers ont osé donner aux Decrets du Concile « & aux Bulles des Papes pour se les rendre favorables, sont la sour- « ce de ces frequentes contestations. «

C'est ainsi qu'ils s'en sont expliquez : & cependant l'on trouve

Réponse aux Observations du quatriéme Memoire de MM. les Evêques.

que le Cardinal de Luca n'a rien dit de tout cela, qu'aux endroits citez il n'est pas seulement question de la sortie de la Clôture, & que le differend qu'eut l'Archevêque de Naples & qui fut jugé dit-on, en sa faveur par la Congregation du Concile, n'estoit qu'au sujet de ce qu'un Religieux avoit parlé sans sa permission à une Religieuse, *gratiâ simplicis allocutionis*; & il n'y est point dit que c'estoit les Reguliers qui donnoient de *mauvaises interpretations* aux Decrets du Concile & qui *par leurs subtilitez & des idées sans fondement*, donnoient lieu à ces sortes de contestations, mais simplement num. 12. quelques Casuistes; *Scriptores morales ob affectatas glossas & interpretationes*; & au nombre 13. *aliqui verò morales cum eorum subtilitatibus & idealibus argumentis prætendunt &c.* Pourquoy donc imputer aux Reguliers une chose de cette consequence, que le Cardinal de Luca n'a point dite? Et encore, que pretendoient ces Casuistes? qu'il n'y avoit pas de peché mortel d'avoir parlé à une Religieuse sans la permission de l'Archevêque, ainsi que l'avoit jugé la Congregation.

Sixiéme Observation.

Le cinquiéme Paragraphe de cette Observation porte qu'on a remarqué que les citations de M. l'Abbé de Cisteaux ne sont pas fideles, & qu'il veut s'autoriser du témoignage de plusieurs Au-
« teurs qui ont soûtenu le contraire de ce qu'il leur fait dire, par-
» ticulierement de celuy de Tamburinius qu'on luy a fait voir qui
» établit *par le Concile de Trente même*, que l'approbation des Evê-
» ques est necessaire outre celle des Superieurs Reguliers pour la
» sortie des Religieuses exemptes; & cela ne l'a pas empesché di-
» sent-ils, de le citer encore comme s'il luy estoit favorable; ce que
» l'on pourroit observer de la pluspart des autres Auteurs qu'il a
» citez, pour faire voir qu'il a travaillé sur des Memoires qui ne sont
» pas fideles.

Réponse.

Il est vray qu'aprés que M. l'Abbé de Cisteaux dans sa Réponse aux premiers Memoires de MM. les Evêques page 413. a rapporté le témoignage de Bonacina qui dit expressément que les Auteurs qui demandent la permission de l'Evêque outre celle des Superieurs, se fondent plûtost sur la Bulle du Pape Pie V. que ni sur la Decretale *Periculoso* ni sur le Decret du Concile de Trente, s'expliquant en ces termes: *Hoc est intelligendum ubi prædictus Pii V. motus usu receptus est, alicubi enim usu receptus non est, & consequenter in Monasteriis exemptis, non est necessaria in iis locis Episcopi licentia.* Monsieur l'Abbé de

Cisteaux a ajoûté que Tamburinius *dit à-peu-prés la même chose.*

Réponse aux Observations du quatriéme Memoire de MM. les Evêques.

Il faut donc voir pour juger s'il a cité à faux, si Tamburinius dans son Traité *de jure Abbatissarum*, *Disput.* 20. *Quæsito* 5. établit la necessité de la permission de l'Evêque *par le Concile même*, comme le soûtiennent encore icy MM. les Evêques, ou s'il croit que c'est la Bulle du Pape Pie V. qui exige cette permission ; voicy ses termes qui le décident num. 6. *In Monasteriis verò exemptis quæ Regularibus subduntur, facultas exeundi concedenda est à Superiore Ordinis, & prætereà ab Episcopo vel illius Vicario, ut habetur in Concilio Tridentino Sess. 25. Cap. 5. & in Bullâ Pii V. quæ incipit* Decori & honestati, *quæ tamen præter alios Superiores etiam per Episcopum &c.* Ce sont les termes de la Bulle de Pie V. qu'il rapporte.

Et immediatement aprés, Tamburinius ajoûte que ce sentiment-là est contre plusieurs Auteurs qu'il cite, *quidquid dicant in contrarium Navar. &c. dicentes quòd in Hispaniâ dicta Constitutio Pii V. neque recepta fuit neque ad usum redacta : contrà quos disputat Suares dicens Legem Ecclesiasticam non pendere ex acceptatione, neque suâ vi destitui nisi post legitimam præscriptionem ; ideòque nostram sententiam Constitutioni Pii V. conformem sequuntur Suares, Bonacina &c.*

Ce n'est donc que sur cette Bulle du Pape Pie V. que Tamburinius fonde & conforme son opinion ; & il s'accorde en cela avec Bonacina, comme il le dit luy-même. *Ità Suares, Bonacina &c.* Par consequent M. l'Abbé de Cisteaux a eu raison d'avancer que ces deux Auteurs disent *à-peu-prés la même chose*, & sa citation est tres-fidele & toutes les autres pareillement.

Septiéme Observation.

Le reste de l'observation ne tend qu'à faire voir que les termes du Concile, *in aliis verò Sedis Apostolicæ authoritate*, ne limitent point l'autorité ordinaire des Evêques, ni ne restraignent pas son Decret aux Monasteres qui ne sont pas en Congregation ; & pour cela MM. les Evêques citent plusieurs témoignages qui justifient disent-ils, que le Concile de Trente établit les Evêques deleguez du Saint Siege en beaucoup de choses qui de droit commun leur appartenoient, concluant que quand le Concile ne leur donneroit l'inspection sur la Clôture qu'en qualité de Deleguez du Saint Siege, ce ne seroit pas une suite que cette delegation ne s'étendist que sur les Monasteres immediatement soumis au

Réponse aux Observations du quatriéme Memoire de MM. les Evêques.

Réponse.

Pape, parce que le Decret les oblige d'établir la Cloture *in omnibus Monasteriis.*

La raison qui convainc que par ces termes *in aliis verò Monasteriis*, les Monasteres sujets aux Reguliers ne sont pas compris, est parce que le Concile en cet endroit renouvelle & commande d'executer sans aucune dérogation la Constitution *Periculoso*, qui n'a pas compris dans son Reglement ces Monasteres-là, & qui au contraire les a distinguez de tous les autres ; outre que le Concile luy-même l'a aussi marqué par ses autres dispositions, & pareillement l'Ordonnance de Blois, l'usage & tant d'autres preuves qui sont les meilleurs Interpretes, & qu'il seroit ennuieux de repeter. *In omnibus Monasteriis* ne signifie donc que tous les Monasteres qui dépendent des Evêques & du Pape immediatement ; c'est à quoy les saints Decrets & les Loix Civiles ont borné leur pouvoir. L'on ne dit rien sur leurs citations à cet égard, parce que comme on l'a déja remarqué, ce seroit chose tout-à-fait inutile, il y en a plusieurs qui ne se trouvent pas aux lieux qu'ils ont citez.

Huitiéme Observation.

La huitiéme observation n'est que pour faire voir par MM. les Evêques, que l'usage est conforme à leur intention dans toutes les Eglises d'Espagne, de Pologne, de Boheme, d'Allemagne, de Hongrie, & de plusieurs autres lieux, & que cet usage est prouvé par les témoignages de plusieurs Auteurs qu'ils ont déja rapportez en partie dans leurs precedens Memoires, & qu'ils citent de
» nouveau dans celuy-cy, ajoûtant que M. l'Abbé de Cisteaux a
» esté forcé d'en convenir au regard de l'Italie : & que l'on peut
» assurer qu'il n'est pas bien informé de ce qui se pratique dans l'Al-
» lemagne, la Boheme, la Flandre & les autres Païs.

Réponse.

Il est difficile de mieux sçavoir l'usage qui se pratique dans les Monasteres de l'Ordre de Cisteaux, que le sçait M. l'Abbé de Cisteaux qui en est le Superieur en quelque Province que ce soit de la Chrétienté, & qui est principalement chargé de tenir la main à la conservation de leurs Privileges : il a dit qu'il n'y en avoit presque plus en Italie & qu'il ne falloit pas s'étonner si la Bulle du Pape Pie V. y estoit executée, parce que c'est un Païs où la Police se regle par les Bulles des Papes ; c'est de cela seulement qu'il est tombé d'accord.

Quant aux Auteurs que MM. les Evêques ont citez dans leurs precedens Memoires, comme Barbosa, Zerola, Tamburinius, Zypeus,

Réponse aux Observations du quatriéme Memoire de MM. les Evêques.

Zypeus & Piasecius, il n'y en a pas un qui favorise leur pretention & l'établisse comme ils disent, *par le Concile de Trente même* & par la Decretale *Periculoso*, faisant tous également entendre que si l'on oblige les Religieuses sujettes aux Reguliers, de prendre pour sortir de leur Cloture, la permission de l'Evêque Diocesain outre celle de leurs Superieurs, ce n'est qu'en vertu de la Bulle du Pape Pie V. Pour ce qui est de l'usage, pas un seul aussi n'en dit mot : il faut examiner ces Auteurs chacun en particulier.

L'on a vû de quelle maniere s'explique Barbosa dans la citation qu'on a rapportée de luy p. 413. de la premiere Réponse de M. l'Abbé de Cisteaux aux Memoires de MM. les Evêques, où il dit en termes exprés, que s'il ne se conforme pas aux autres Auteurs qui ne demandent pas la permission de l'Evêque, c'est à cause de cette Bulle uniquement ; *verùm ab illarum opinione discedere cogor propter expressa verba prædictæ Constitutionis Pii V. de anno* 1570.

On a vû aussi au même endroit & encore cy-devant dans la Réponse à la seconde Observation, que Tamburinius & Bonacina s'accordent parfaitement dans le même sentiment, *ubi prædictus Pii V. motus usu receptus est :* & bien loin qu'ils attestent rien de l'usage en quelque Province déterminée, au contraire Tamburinius dit aprés plusieurs autres Auteurs, qu'il n'est pas en Espagne, & la plainte qu'en fait Suares, le confirme.

Zerola dans la seconde Partie de son Livre intitulé *Praxis Episcopalis* sous le Titre *Moniales*, p. 106. s'estant proposé la question dont il s'agit, y répond de cette sorte : *Primò quòd sacrum Concilium Tridentinum Sess. 25. Cap. Bonifacii, videtur etiam requirere authoritatem Episcopi. Respondetur 2° quòd sufficiat licentia Generalis Ordinis ; nec obstat sacrum Concilium, quia loquitur de Exemptis subjectis immediatè Summo Pontifici, non de aliis Exemptis.* A quel dessein MM. les Evêques citent-ils pour eux ce Canoniste qui leur est formellement contraire ? Zerola estoit Italien & Evêque luy-même, & son Livre ayant que d'estre imprimé, fut examiné & approuvé à Rome.

Le témoignage de Piasecius ne leur est guere plus avantageux ; *Ultrà* dit-il, *licentiam suorum Superiorum Regularium Moniales etiam ab Episcopo licentiam egrediendi obtinere tenentur ex Ordinatione Pii V.* & il rapporte sa Bulle toute entiere ; ce fut la

Réponse aux Observations du quatriéme Memoire de MM. les Evêques.

Congregation interprete du Concile & celle préposée pour les affaires des Evêques & des Reguliers, qui examinerent son Livre & l'obligerent de le faire imprimer.

Enfin, Zypeus Vicaire General de M. l'Evêque d'Anvers conclut la même chose : *Itaque quamvis Moniales aliis Superioribus subsint, egrediendi tamen licentiam ab Ordinario nihilominus etiam petere tenentur, ut habet Constitutio Pii V. de anno* 1570. Et ce qui est bien remarquable, c'est qu'il ajoûte au même endroit que MM. les Evêques ont cité, qu'il est de ce sentiment quoique dans les Etats qui sont sujets au Roy d'Espagne, cela ne soit pas pratiqué, *nihilominus in Hispaniis in his etiam locis non solent petere Exemptæ egrediendi licentiam ab Episcopo.*

Ce sont-là les Auteurs favoris de MM. les Evêques, qu'ils ont citez dans leurs premier & nouveau Memoires; y en a-t-il un seul qui dise ce qu'on leur fait dire, que leurs témoignages établissent leur pretention *par le Concile de Trente même*, & prouvent que l'usage y est conforme ? ne doit-on pas plûtost conclure que la condamnation de cette pretention y est formelle ? Il faut voir à present quel est le sentiment des autres Auteurs qu'ils ont citez de nouveau dans leur dernier Memoire sous le Titre d'Observations.

Ces Auteurs sont au nombre de cinq, Sannig de l'Ordre de Saint François, Engel Religieux Benedictin en la basse Autriche, Chokier Chanoine de Liege, Pasqualig sur les Controverses de Franchis, & Alzedo Canoniste Castillan : aprés quoy ils rapportent un Decret de la Congregation de 1640. en faveur de l'Evêque de Coimbra en Portugal qui condamna disent-ils, un Religieux avec le Superieur du College de l'Ordre de Cisteaux de cette Ville, comme desobéïssans, pour avoir empesché cet Evêque de faire sa visite dans la Clôture du Monastere de Cellas.

Ces nouveaux Auteurs ne sont pas assurément contraires aux autres, quoiqu'en rapportant les citations de quelques-uns d'eux, on ait affecté d'en supprimer les termes qui l'auroient fait connoistre.

Sannig ne dit autre chose sinon que par le Concile de Trente & la Constitution *Periculoso*, les Religieuses sont obligées de droit commun de garder la Clôture; mais il remarque en second lieu, qu'il y a certaines occasions où elles en sont dispensées, & ce sont celles mentionnées dans la Bulle du Pape Pie V. les cas d'incen-

Réponse aux Observations du quatriéme Memoire de MM. les Evêques.

die, de lepre ou de peste ; pourquoy il conclut par une 3[e] Note, que pour ces causes-là *ob dictas clausas*, les Religieuses même celles qui sont sujettes aux Reguliers, doivent avoir la permission aussi bien de l'Evêque que de leurs Superieurs, *cùm Episcopus tum Superior Regularis in dandâ facultate unitim concurrunt, uti constat ex citatâ Bullâ Pii V.* Ces derniers mots *uti constat &c.* sont suppléez par quatre ou cinq points dans le dernier Memoire de MM. les Evêques, quoiqu'ils soient essentiels pour lever la difficulté.

Ils ne rapportent rien de l'Auteur Benedictin, se contentant de dire qu'il rend le même témoignage : en effet il ne dit autre chose sinon que le Pape Boniface VIII. & le Concile de Trente ont fait un tres-bon Reglement, en ordonnant que les Evêques établiroient la Clôture dans les Monasteres de Religieuses, & il se sert de leurs propres termes ; c'est tout le témoignage qu'il rend.

Celuy de Chokier Grand Vicaire de M. l'Evêque d'Anvers, n'est pas plus étendu : *Cogunt* dit-il *num.* 15. *Ordinarii Monasteria exempta ut servent clausuram, ad hoc enim Episcopi in conscientiâ obligantur Cap.* Periculoso *in 6.* ce qu'il repete encore à peu prés dans les mêmes termes *num.* 81. citant pour cela le Concile de Trente, en parlant simplement des Exempts ; & c'est par cette raison que MM. les Evêques qui l'ont cité, ont crû qu'il estoit inutile de rapporter son témoignage ; mais ces Exempts ne sont autres que ceux immediatement soumis au Saint Siege.

Pasqualig dit bien que les Ordinaires peuvent visiter la Clôture dans tous les Monasteres exempts ; mais il est évident par l'endroit même qui est cité, qu'il se fonde sur les décisions de la Congregation du Concile, & principalement sur les Bulles du Pape Pie V. rapportant les trois cas où les Religieuses peuvent sortir, & doivent avoir la permission de l'Evêque, *nempe* dit-il, *grave incendium, lepram & epidimiam :* & c'est de ce lieu-là même que MM. les Evêques ont tiré le Decret qu'ils rapportent de la Congregation de 1640. en faveur de l'Evêque de Coimbra contre ce Religieux & ce Superieur qui avoient empesché sa Visite dans le Monastere de Cellas, duquel on doit conclure tout le contraire de ce qu'ils en inferent, & que c'est une preuve qu'en Portugal comme dans l'Espagne & les autres Provinces dont on a parlé, l'usage à l'égard de la Cloture des Monasteres de l'Ordre de Cisteaux,

Réponse aux Observations du quatriéme Memoire de MM. les Evêques.

est de ne pas dépendre des Evêques Diocesains ; que les Congregations à Rome jugent que cela doit estre en conformité des Bulles qui reglent leur jurisprudence, & qu'en ce Royaume-là de même qu'en France, on ne défere pas à leurs décisions.

Enfin, Alzedo qui a écrit dans le Royaume de Castille, ne parle en aucune façon de l'usage qui y est observé, disant seulement que les Evêques ne peuvent dispenser suivant la Bulle du Pape Pie V. que dans les trois cas qui sont exprimez dans sa Bulle, *incendium, infirmitas lepræ & impidimiæ*, & que la cause de la sortie doit estre approuvée par le Superieur & par l'Ordinaire du lieu ; & il donne pour garand Barbosa que l'on a vû n'estre pas favorable à la pretention de MM. les Evêques, & qu'il dit formellement ne pouvoir estre de leur sentiment que sur le fondement de la Bulle du Pape Pie V. *propter expressa verba Constitutionis Pii V.*

Voilà à quoy aboutissent les témoignages de tous ces Auteurs ; c'est bien inutilement que MM. les Evêques les ont rapportez, puisque l'on agite icy au fond la question, & que l'opinion de tous ces Particuliers qui se sont copiez les uns sur les autres, quand elle seroit telle que l'ont pretenduë MM. les Evêques, dépend toûjours de sçavoir s'ils ont bien rencontré & s'ils ont eu raison : M. l'Abbé de Cisteaux auroit pû en citer pour luy un grand nombre, même des plus considerables, comme Navare & plusieurs autres, mail il s'en est abstenu, le croyant tout-à-fait inutile.

Neuviéme Observation.

Dans la derniere observation de MM. les Evêques, ils pretendent qu'il n'estoit pas necessaire d'expliquer une autre Bulle du même Pape de 1567. comme M. l'Abbé de Cisteaux l'a fait dans sa Réponse à leur nouveau Memoire ; d'autant moins disent-ils, que ce Pape en avoit donné une autre l'année precedente, par laquelle suivant les Decrets du Concile de Trente, *inhærentes Decretis &c.* il ordonne aux Evêques de veiller avec les Superieurs à ce que les Religieuses gardent exactement la Clôture.

Réponse.

M. l'Abbé de Cisteaux a répondu en ses precedens Memoires, à ce que l'on repete icy de la Bulle de 1566. qu'elle ne préjudicie pas à son droit, & que l'obligation de veiller à la Clôture est respectivement imposée aux Evêques & aux Reguliers, chacun à l'égard des Monasteres qui dépendent d'eux, en sorte neanmoins que si quelques Religieuses estoient rebelles & refusoient de s'y soumettre, les Evêques Diocesains seroient tenus de se join-

dre aux Superieurs Reguliers pour ler aider à les y contraindre.

Réponse aux Observations du quatrième Memoire de MM. les Evêques.

Quant à la Bulle de 1567. ce sont MM. les Evêques qui l'ont objectée, pretendant qu'à cause qu'elle ne parloit point de la sortie des Religieuses, c'estoit une preuve qu'il ne dépendoit pas des Superieurs Reguliers de la permettre : c'est la raison qui a obligé de l'expliquer & de montrer que non seulement le silence du Pape pour ce regard, ne prouvoit pas ce que l'on pretendoit; mais que les termes dans lesquels cette Bulle est conçûë, marquent avec évidence que conformément au Concile de Trente, le Pape ne vouloit pas que les Evêques Diocesains eussent aucune inspection sur la Clôture des Religieuses sujettes aux Reguliers; & qu'il regardoit leur pretention à cet égard, comme une entreprise exorbitante, *cùm inhonestum sit quemlibet in alienam messem falcem immittere*, & comme une chose qui ne pouvoit & ne devoit pas estre de leur competence, jusqu'à declarer qu'eux-mêmes n'avoient pas le pouvoir d'y entrer, *ità ut illa Monasteria ingredi non possint*, ni d'y faire aucune fonction de superiorité, *ut aliquam jurisdictionem seu aliud QUODCUNQUE dominium in Moniales habere, exercere aut exequi nullatenùs possint aut debeant* : & tout cela est dit en parlant de la Clôture.

Si donc dans le sentiment de ce Pape & dans celuy du Concile de Trente qu'il a ainsi expliqué, c'est mettre par les Evêques Diocesains, la faucille en la moisson d'autruy, que de pretendre inspection sur la Clôture des Monasteres sujets aux Reguliers, pour en permettre l'entrée aux personnes de dehors, & pour y entrer eux-mêmes & y faire quelque Acte que ce soit de superiorité; ne doit-on pas dire que c'est la même chose quand ils veulent visiter cette Clôture & donner les permissions d'en sortir? le Pape n'en a rien dit, parce que la question n'estoit pas de cela, que le Concile n'en donnoit pas l'occasion, & que les Evêques ne le pretendoient pas encore en ce temps-là.

Au reste, MM. les Evêques finissent leur Memoire, en établissant ce principe, que c'est l'usage du Royaume de se conformer « aux Decrets du Concile de Trente & aux Bulles des Papes qui « conservent ou rétablissent l'ancien droit commun sur le pouvoir « des Evêques, sans interesser le Souverain, ni faire de préjudice aux « libertez de l'Eglise Gallicane. «

Quand on conviendroit du principe, la difficulté seroit toûjours de sçavoir si ce qu'on suppose pour en tirer la consequence, est

Réponse aux observations du quatriéme Memoire de MM. les Evêques.

fondé sur la verité, si le Concile favorise la pretention de MM. les Evêques, si elle est conforme au droit commun, & si les Bulles dont ils l'appuyent, n'interessent pas le Souverain & ne préjudicient pas aux libertez de l'Eglise Gallicane.

On a justifié même plusieurs fois que le Concile de Trente est absolument pour les Reguliers, que le droit commun, l'usage du Royaume & la possession de plusieurs siecles leur sont entierement favorables, & qu'on ne peut admettre les Bulles qui ont ajoûté de nouvelles dispositions au Concile, sans renverser les Loix & les Maximes de France, les Ordonnances, les Lettres Patentes, les Arrests, en un mot les Privileges & les libertez de l'Eglise Gallicane, ausquelles ce principe dont a parlé Suarez chez Tamburinius, est si contraire, que l'execution des Loix Ecclesiastiques ne dépend pas de l'acceptation : *Legem Ecclesiasticam non pendere ex acceptatione &c.*

» MM. les Evêques ajoûtent enfin qu'un Religieux de quelque
» Ordre que ce soit, qui fait scandale hors de son Cloître, est sui-
» vant la Jurisprudence du Royaume, soumis à la jurisdiction de
» l'Ordinaire, comme les autres Clercs du Diocese.

Mais quand cela seroit, dont on ne convient pas, s'ensuivroit-il que les Religieux non plus que les Religieuses ne pourroient sortir de leurs Monasteres sans sa permission ?

Il faut ajoûter aux quatre Jugemens qu'on a produit & qui ont condamné la pretention de MM. les Evêques, un nouvel Arrest contradictoire du Grand Conseil du 3e d'Avril 1702. qui vient encore de declarer abusive une Ordonnance de M. l'Evêque de Vabres, par laquelle il avoit défendu aux Abbesse & Religieuses de Nonenque qui sont de l'Ordre de Cisteaux, de sortir de leur Clôture sans sa permission.



E'CLAIRCISSEMENT

SUR LE CINQUIE'ME MEMOIRE de Messieurs les Evêques, qui a pour Titre :

Observations sur les Contredits fournis par Monsieur l'Abbé de Cisteaux, à l'Arrest du Parlement de Paris du 13. Juin 1698.

ON avoit negligé de faire imprimer ces Contredits dans la pensée que ce qui en faisoit le sujet, n'en meritoit pas la peine : c'estoit une production nouvelle que Messieurs les Evêques ont faite au commencement du mois de Janvier 1703. de trois Arrests qu'avoit autrefois obtenus feu M. de Clermont Evêque de Noyon contre deux Religieuses de l'Abbaye de Fervacques qui avoient refusé de faire voir la permission qu'elles avoient eu de sortir de leur Clôture, & qui s'estoient trouvées ne l'avoir que de leur Superieur Regulier. *Contredits & Salvations servant de Réponse aux Pieces de MM. les Evêques.*

Le premier de ces Arrests du 27. Mars 1697. est du Conseil Privé rendu sur une simple Requeste, qui renvoyoit les Parties au Parlement de Paris pour y proceder sur l'appel comme d'abus interjetté par ces Religieuses, de la procedure faite contre elles par l'Official de Noyon, avec défenses de poursuivre au Grand Conseil où elles avoient fait assigner ledit feu Sieur Evêque.

Le second du 12. Mars 1698. est encore du Conseil Privé qui deboute lesdites Religieuses, de l'opposition qu'elles avoient formée au premier Arrest.

Et le troisiéme du 13. Juin suivant, est un Arrest du Parlement de Paris rendu à l'Audience par defaut & sans Parties oüies, par lequel la Cour a donné congé & pour le profit, dit qu'il n'y avoit pas d'abus dans la procedure dudit Official.

La qualité de ces trois Arrests fait assez juger qu'on n'a pas eu bien de la peine à les contredire, & à faire voir la nullité des inductions que MM. les Evêques en avoient voulu tirer pour le

Contredits & Salvations servant de Réponse aux Pieces de MM. les Evêques.

fond de leur pretention sur la Clôture des Religieuses exemptes qui sont en Corps d'Ordre & gouvernées par des Superieurs Reguliers.

Un Arrest sur Requeste qui renvoye au Parlement, un second qui confirme le premier en deboutant de l'opposition qu'on y avoit formée, & un troisiéme qui juge à l'Audience par defaut sans entendre les Parties & sans voir aucunes Pieces.

A quoy il faut ajoûter que ces trois Arrests avoient déja esté produits au Parlement de Provence & au Conseil d'Etat Privé du Roy en faveur de M. l'Evêque d'Apt qui y faisoit grand fond, sans que ni l'un ni l'autre de ces deux Tribunaux ayent crû devoir s'y arrester, ayant jugé tout le contraire par deux Arrests solennels des 9. Avril *1699.* & 5. Septembre *1701.*

Voilà un petit Sommaire des Contredits sur lesquels MM. les Evêques font aujourd'huy leurs Observations : on pourra encore dans la suite leur donner un peu plus d'étenduë en répondant à ces Observations pour les éclaircir.

» Ils supposent en premier lieu, qu'il s'agit de la jurisprudence
» du Parlement de Paris sur le pouvoir des Evêques de juger des
» causes legitimes de permettre aux Religieuses, particulierement à
» celles de l'Ordre de Cisteaux & de Fontevrault, de sortir de leurs
» Monasteres, & de sçavoir si cette Cour considere la Declaration
» du Roy de *1696.* comme une dérogation à l'Article XIX. de
» l'Edit de *1695.* & c'est disent-ils, un fait tres-important.

Cependant, on n'a pas vû jusqu'à present que ce fût-là la contestation qui est pendante devant le Roy, & ceux qui ont lû les Memoires qui ont esté donnez de part & d'autre, ne se persuaderont pas que ce soit là le fait le plus important, ni même qu'il s'en agisse. La question qui est à juger, est de sçavoir si MM. les Evêques ont le pouvoir qu'ils pretendent à l'égard des Monasteres exempts & qui sont sous des Congregations & gouvernez par des Superieurs Reguliers, s'ils l'ont dis-je, en vertu des saints Decrets & des Constitutions Canoniques, de la Decretale *Periculoso*, des Decrets des Conciles de Basle & de Trente, des Ordonnances Royaux qui regissent le Royaume, comme est celle de Blois, de l'usage qui y est reçû & pratiqué depuis plus de six siecles & autorisé par plusieurs Arrests contradictoires ; c'est de cela dont il s'agit, & l'on voit même que ce que les Rois en ont ordonné par leurs Edits & leurs Declarations, n'a jamais esté qu'en confor-

mité

mité de ces Regles Canoniques qu'ils ont toûjours regardées comme en estant la base & le fondement.

Contredits & Salvations servant de Réponse aux Pieces de MM. les Evêques.

Il est donc de peu d'utilité d'examiner de si prés la jurisprudence du Parlement de Paris, parce que si elle y estoit contraire, la Cour elle-même la reformeroit : mais voyons sur quoy MM. les Evêques l'établissent.

Sur deux Arrests disent-ils, prononcez en ce Parlement depuis que la Declaration de *1696.* y a esté enregistrée, qui justifient qu'on y est persuadé que cette Declaration ne contient aucune dérogation à l'Article XIX. de l'Edit de *1695.* Il faut donc voir quels sont ces deux Arrests qui établissent si invinciblement la jurisprudence du Parlement.

Le premier du 18. Fevrier *1697.* declare qu'il y a abus dans la permission que Madame l'Abbesse de Fontevrault avoit donnée à une de ses Religieuses du Prieuré de Longueau, & fait défenses aux Religieuses de ce Monastere d'en plus sortir sans la permission de M. l'Archevêque de Reims.

On ne dit pas que cet Arrest fut rendu par defaut & faute de comparoir par les Parties adverses ; & cependant on ajoûte que c'est une chose jugée pour le Diocese de Reims.

L'on veut bien supposer ce qu'on dit ensuite, que l'Arrest fut signifié à la Religieuse & à Madame l'Abbesse de Fontevrault, & qu'elles n'y ont formé aucune opposition.

Peut-on tirer de-là une consequence contre un tiers, contre tout l'Ordre de Cisteaux, & en un mot, contre toutes les Congregations Regulieres ? non sans doute, & tout l'avantage qui en peut revenir, c'est de le faire executer par cette Religieuse contre laquelle il a esté rendu.

Le second Arrest de la même Cour du 13. Juin *1698.* est celuy dont on a déja parlé, obtenu par feu M. l'Evêque de Noyon contre deux Religieuses de l'Abbaye de Fervacques.

Arrest encore rendu par defaut à l'Audience du Parlement sans oüir les Parties ni rien examiner.

Mais dit-on, Messieurs les Gens du Roy qui estoient la principale Partie en cette cause, furent ouïs & ne consentirent au congé qui fut donné à M. de Noyon, que parce qu'ils trouverent sa demande juste & bien établie.

Voilà une cause bien mal défenduë pour ces pauvres Religieuses, puisque la justice n'en est établie & soutenuë que par la Partie

Contredits & Salvations servant de Réponse aux Pieces de MM. les Evêques.

adverse, qui selon toutes les apparences ne se sera pas mise beaucoup en peine d'expliquer en leur faveur les saints Decrets & Constitutions Canoniques, la Decretale *Periculoso*, les Conciles de Basle & de Trente, l'Ordonnance de Blois & tant d'autres Pieces, & de leur donner le sens & la signification qu'elles doivent avoir.

Aura-t-il par exemple expliqué à l'Audience, les Privileges de l'Ordre de Cisteaux, & fait voir la possession dans laquelle sont les Religieuses depuis prés de six siecles, de ne prendre la permission de sortir de leur Clôture dans leurs pressantes necessitez, que de leurs Superieurs Reguliers ? Possession constante, continuë & uniforme dans tous les Monasteres de cet Ordre répandus dans toutes les Provinces de la Chrétienté, & qui est autorisée par les Loix du Royaume & par des Arrests solennels & contradictoires des Cours Superieures & même du Conseil du Roy. On ne croira jamais que feu M. de Noyon si ardent pour les interests de sa dignité, les ait voulu abandonner pour un moment seulement en cette occasion, pour relever les droits des Religieuses qui l'avoient attaqué.

MM. les Evêques trouvent mauvais que de la part de M. l'Abbé de Cisteaux on ait rapporté un Arrest du Parlement de Provence pour justifier dit-il, quelle est la jurisprudence de celuy de Paris. En effet, cela ne paroist pas de bon sens, aussi ne l'a-t-on pas fait dans cette vûë, mais on l'a produit avec deux autres du Grand Conseil & sur tout encore avec un autre du Conseil d'Etat Privé du Roy du 5. Septembre 1701. pour montrer que quand on a pris le temps d'examiner à fond les preuves & les raisons de part & d'autre en quelque Tribunal que ce soit, on n'a jamais hesité à prononcer en faveur des Superieurs Reguliers, & à condamner la pretention jusqu'à present inouïe de MM. les Evêques ; & si l'on veut présumer quelque chose à l'égard du Parlement de Paris, c'est qu'assurément cette Cour si sage & si judicieuse n'auroit pas manqué de faire la même chose, si on luy avoit fait faire attention sur un si grand nombre d'autoritez & de raisons qui parlent pour les Ordres Reguliers.

Mais le Parlement de Paris a jugé sur ce qu'on a produit pardevant luy, c'est-à-dire sur les Pieces & les raisons d'une seule Partie, sans ouïr l'autre & par defaut : il ne pouvoit pas autrement prononcer sur une demande qui luy paroissoit colorée

& appuyée de quelques titres dont on déguisoit le veritable sens.

Contredits & Salvations servant de Réponse aux Pieces de MM. les Evêques.

Si de pareils Arrests ainsi rendus sans connoissance, peuvent établir une jurisprudence, il faut tomber d'accord que ce n'est pas chose sûre de la suivre, que les fondemens n'en sont pas bien solides, & qu'il seroit tres-difficile de la faire recevoir par tout dans les questions de droit public & qui concernent la police du Royaume, sur tout quand on la verroit contraire à toutes sortes de Regles.

Aprés cela MM. les Evêques persuaderont-ils que c'est une erreur comme ils disent, de croire que les Arrests par defaut sont rendus sans connoissance de cause ? L'on sçait qu'il y a de la difference à faire entre ces Arrests ; mais quoy que l'on puisse dire, on demeurera toûjours convaincu par la raison & le bon sens, que des Arrests par defaut où a parlé une seule Partie, ne doivent pas prévaloir à des Arrests contradictoires qui n'ont prononcé qu'aprés avoir examiné à fond les Pieces & les raisons de toutes les Parties ; *hoc est justius & conforme juri.* Le devoir du Juge est à la verité d'examiner avec plus de soin le droit du défaillant, mais nonobstant ce soin qui ne va jamais au point de la derniere exactitude, s'il n'entend la Partie, *parte inauditâ alterâ*, elle a toûjours au moins un pretexte de se plaindre qu'on luy a fait injustice, *æquum licèt statuerit, haud æquus est.*

L'Objection que font MM. les Evêques à M. l'Abbé de Cîteaux, en luy reprochant que s'il avoit eu des moyens solides pour établir que sa pretention est conforme à la Declaration de 1696. il n'auroit pas negligé de se pourvoir en cassation contre cet Arrest du Parlement de Paris, est si peu de chose qu'elle ne merite pas d'estre relevée. Il a toûjours regardé cet Arrest comme une Piece de nulle consequence : & quand on le luy a opposé au Parlement de Provence & au Conseil d'Etat Privé, il s'est contenté d'en faire voir l'inutilité, & les Juges n'ont pas crû y devoir faire aucune attention ; on le peut voir cet Arrest, visé dans le Vû de celuy du Conseil du 5. Septembre 1701. page 8e de l'Imprimé.

Doit-on luy reprocher qu'il n'a pas prouvé que sa pretention est conforme à la Declaration de 1696. puisqu'il l'a fait tant de fois dans chacun de ses quatre ou cinq Memoires presentez en cette Instance & si solidement, qu'il peut dire qu'il l'a autant de fois

Contredits & Salvations servant de Réponse aux Pieces de MM. les Evêques.

démontré, sans que jamais MM. les Evêques ayent pû y répondre, n'ayant rien fait que repeter la même chose qu'ils disent encore aujourd'huy dans leur nouvel Imprimé sous le titre d'Observations, en general seulement & sans vouloir entrer dans le détail.

Ils ne veulent pas que l'Arrest contradictoire du Conseil du Roy de 1701. ait préjugé que la Declaration de 1696. déroge au XIX. Article de l'Edit de 1695. parce que l'on ne doit » pas disent-ils, présumer la dérogation à une Loy generale, à » moins qu'il n'y eust des clauses précises, principalement pour la » conservation du droit des Evêques qui a esté de droit commun « dans tous les siecles de l'Eglise, dautant plus que l'exemption » pretenduë par les Reguliers, ne peut estre fondée que sur un Pri» vilege odieux dont l'usage a esté abrogé par les Conciles.

Il est surprenant que celuy qui écrit pour MM. les Evêques ne se souvienne pas que ce qu'il avance icy, est une pure repetition des principes erronez sur lesquels il avoit fondé ses premiers Memoires, & qu'on luy a montré tant de fois que les exemptions des Ordres Reguliers estoient depuis plus de huit à neuf siecles necessaires à leur conservation & tres utiles à l'Eglise, & un droit commun ferme & stable, approuvé par les Conciles, par les Loix & par un usage constant & universel : comme aussi que leurs Privileges n'ont point esté revoquez mais au contraire toûjours confirmez, sans qu'il ait pû faire la moindre réponse pour tâcher d'infirmer ces veritez. Il repete la même chose encore aujourd'huy, c'est une prévention dont il ne peut se défaire ; ce seroit chose inutile de vouloir encore essayer à l'en tirer parce qu'il la veut avoir, on en a pitié.

L'Arrest du Conseil de 1701. a confirmé celuy du Parlement de Provence, que l'on accusoit de contravention aux Saints Decrets, aux Ordonnances, à l'Edit de 1695. & à la Declaration de 1696. donc il a préjugé que cette Declaration dérogeoit à l'Article XIX. de l'Edit.

En effet, peut-on la lire sans en estre convaincu ? elle tombe à la verité principalement sur l'Article XVIII. mais elle ne peut y déroger, que par un contre-coup elle ne déroge aussi au XIX. puisqu'il en estoit la base & le fondement.

L'Article XVIII. donnoit à MM. les Evêques le pouvoir de regler ce qui regarde la Clôture des Religieuses, & le XIX.

regloit la maniere dont ils useroient de ce pouvoir pour les sorties de cette même Clôture. L'Article XVIII. estant sappé par la Declaration de 1696. en faveur des Reguliers exempts qui ont des Superieurs Reguliers, sçauroit-on concevoir que le XIX. qui y est fondé, puisse encore subsister à leur égard ?

Contredits & Salvations servant de Réponse aux Pieces de MM. les Evêques.

On a montré de plus, que cet Article XIX. ne concernoit pas les Monasteres unis en Corps d'Ordre, & que ce qui y estoit ordonné devoit sur toutes choses estre conforme aux saints Decrets & Constitutions Canoniques, suivant lesquelles on a fait voir que le pouvoir pretendu par MM. les Evêques leur est interdit & défendu tres-expressément.

Si d'ailleurs la dérogation à une Loy generale ne doit pas se présumer sans des clauses précises, où trouveront-ils ces clauses précises en l'Article XIX. pour déroger à ce qui est prescrit d'une maniere si nette & si formelle par l'Ordonnance de Blois & par les autres Loix du Royaume en faveur des Reguliers ?

Enfin, MM. les Evêques font une derniere Observation, que « les pretentions de M. l'Abbé de Cisteaux tendent à mettre une « étrange confusion dans l'Eglise de France, n'y ayant pas plus de « fondement de pretendre que par la Declaration de 1696. le Roy « a voulu déroger à l'Article XIX. qu'à tous les autres Articles, « & notamment au X. & XI. qui reglent la maniere dont en doivent « user les Reguliers pour la Prédication & la Confession. «

Comme on a dit que la Declaration de 1696. déroge à l'Article XIX. principalement parce que le dix-huitiéme en est la base & le fondement, on ne peut pas tirer de consequence pour les dixiéme & onziéme & les autres qui n'y ont aucun rapport & peuvent subsister d'eux-mêmes, s'y agissant d'ailleurs de choses qui sont reglées dont MM. les Evêques sont en possession & sur lesquelles il y a long-temps qu'il n'y a plus de contestation.

Quant aux pretentions de M. l'Abbé de Cisteaux, il ne demande rien que ce dont ont joüi tous ses Prédecesseurs à l'égard de la Clôture des Religieuses & qui est établi par les saints Decrets, les Conciles, les Ordonnances & les Statuts de son Ordre. S'il est maintenu comme il espere, dans cette possession si ancienne & si autentique, quels inconveniens & quelle confusion en doit-on craindre ? il y a au contraire tout lieu de croire & de dire qu'il y en arriveroit inévitablement une tres-grande,

Contredits & Salvations servant de Réponse aux Pieces de MM. les Evêques.

si MM. les Evêques venoient à bout de leur dessein, par la nouveauté du changement, par la diversité des esprits qui voudroient gouverner, & par la division qui ne manqueroit jamais de se mettre entre des Superieurs qui ne seroient pas subordonnez sur tout en des Maisons de filles, au préjudice de la Discipline & de la Regularité.

Recueil des Lettres de Messire Paul de Foix Archevêque de Toulouse & Ambassadeur à Rome en 1581. & 1582. imprimées à Paris en 1628. *Lettre 34. p. 322.*

MM. les Evêques qui ont leur Diocese chacun à part, disoit autrefois un grand Archevêque au Pape Gregoire XIII. par ordre exprés du Roy Henry III. dont il estoit Ambassadeur à Rome, *& qui ne sont versez en cette Discipline & façon Monastique & Reguliere, ne peuvent entretenir l'union & la conformité qui doivent estre dans tous les Monasteres d'un même Ordre, pour le regard de la Regle, Statuts, Police, Discipline, vie, mœurs & toutes autres choses appartenant à la Religion.*

Cet Archevêque Ambassadeur parloit ainsi au Saint Pere, de la part du Roy & en presence du Cardinal d'Est Protecteur des affaires de France, & confirma ce qu'il disoit, par des exemples & par l'experience funeste qu'on avoit eu en Italie depuis trois à quatre ans que l'on avoit donné à MM. les Evêques inspection sur les Monasteres de Filles. On ne rapportera pas icy les termes de la Lettre de Messire Paul de Foix qui en rend compte au Roy, parce qu'ils pourroient paroistre un peu trop forts, qu'on les a déja rapportez & qu'on peut encore les voir dans sa 34e Lettre à l'endroit qui est cotté en marge.



DERNIER MEMOIRE
POUR MONSIEUR L'ABBE' GENERAL de l'Ordre de Cisteaux,
servant d'abregé de tous les precedens Memoires.

LA maniere dont Messieurs les Evêques demandent que le droit leur soit donné de permettre aux Religieuses exemptes & qui sont en Corps d'Ordres, de sortir de leur Clôture & d'examiner leurs Novices avant la Profession, est une preuve qu'en effet il ne leur appartient pas, qu'ils n'en sont point en possession, & qu'ils n'ont rien sur quoy ils puissent se fonder pour le pretendre ; il leur est mesme défendu d'en user. *Abregé de tous les Memoires.*

En un mot, c'est une nouveauté en matiere importante, contraire à toutes les Loix qui ont à cet égard jusques à present servi de regles dans l'Eglise & dans l'Etat.

Pour en estre entierement persuadé, il n'y a qu'à les parcourir en commençant par le premier Point qui regarde la Clôture des Religieuses qui a toûjours appartenu aux Superieurs Reguliers privativement à tous autres, c'est-à-dire, sans le concours de MM. les Evêques Diocesains.

La Decretale ou Constitution du Pape Boniface VIII. qui commence par le mot *Periculoso*, confirmée par le Concile de Basle & renouvellée par celuy de Trente sans nulle dérogation, charge MM. les Evêques de procurer l'établissement & le maintien de la Clôture, dans les Monasteres de Filles de leurs Dioceses qui sont dépendans d'eux, de leur autorité ordinaire, & comme déleguez du Pape dans ceux qui sont immediatement sujets au Saint Siege ; mais elle veut & ordonne que ce soient les Abbez & les autres Superieurs des Ordres Reguliers qui fassent la même chose dans les Monasteres de Religieuses de leurs Ordres. *Quatenùs eorum* Episcoporum *quilibet in Civitate ac Diœcesi propriâ, in Monasteriis Monialium sibi ordinario jure subjectis, suâ, in*

Abregé de tous les Memoires.

his verò quæ ad Romanam spectant Ecclesiam, Sedis Apostolicæ authoritate: Abbates verò & alii tàm exempti quàm non exempti Prælati Ecclesiarum, Monasteriorum & Ordinum quorumcumque in Monasteriis hujusmodi sibi subjectis, de Clausurâ convenienti & de ipsis Monialibus includendis quamprimùm commodè poterunt, providere procurent.

Cette même Constitution parlant des permissions de sortir de la Clôture dans les cas de necessité, veut encore que ce soit le Superieur à qui appartient le Monastere, qui les donne: *Nulli sit quacumque ratione Monasteria ipsa deinceps egrediendi facultas, nisi rationabilis & manifesta causa existat, ac de illius ad quem pertinuerit, speciali licentiâ.*

La confirmation qui fut faite de cette Constitution par le Concile de Basle, porte ces termes dans la Session 15[e]: *Ut Constitutio Bonifacii Papæ VIII. quæ incipit* Periculoso, *edita super Clausurâ Monialium, omnino juxtà ipsius tenorem executioni demandetur.*

Et le Concile de Trente en la renouvellant commence le Chapitre 5. de la 25[e] Session par ces mots, *Bonifacii Octavi Constitutionem quæ incipit* Periculoso, *renovans Sancta Synodus &c.* Il ordonne ensuite aux Evêques d'établir la Clôture en qualité d'Ordinaires, dans les Monasteres qui leur sont sujets, & dans les autres c'est-à-dire par rapport à ladite Constitution, dans ceux qui sont immediatement soumis au Saint Siege, comme déleguez du Pape: & ne veut pas qu'aucune Religieuse en sorte, s'il n'y a cause legitime qui doit estre approuvée de l'Evêque, *nisi ex aliquâ legitimâ causâ ab Episcopo approbandâ.*

Et au Chapitre 9. de la même Session, il declare formellement qu'encore qu'il soumette ainsi à MM. les Evêques Diocesains les Monasteres de Religieuses qui sont immediatement sujets au Saint Siege, pour estre gouvernez par eux comme déleguez du Pape, son intention est que ceux qui sont en Congregations & sous des Chapitres Generaux, soient laissez & demeurent sous la conduite & direction de leurs Superieurs Reguliers. En voicy les termes, *Monasteria Sanctimonialium Sanctæ Sedi Apostolicæ immediatè subjecta, etiam sub nomine Capitulorum Sancti Petri vel Sancti Joannis vel aliàs quomodocumque nuncupentur, ab Episcopis tanquam dictæ Sedis delegatis gubernentur: Quæ verò à deputatis in Capitulis Generalibus vel ab aliis*

Regularibus

Regularibus reguntur, sub eorum Curâ & CUSTODIA relinquantur. Abregé de tous les Memoires.

Comme les Papes par des Privileges particuliers s'estoient retenu la Jurisdiction sur ces Monasteres & ne pouvoient pas se charger du soin de la Clôture qui doit s'y garder & de donner les permissions d'en sortir dans les cas de necessité, à cause principalement du grand éloignement, ils ne pouvoient pas mieux faire que de députer & commettre à cet effet MM. les Evêques Diocesains : Mais à l'égard des Monasteres qui ont des Superieurs Reguliers, n'y ayant pas de besoin ni de raison de les priver de leurs Jurisdictions, ni de les changer pour en mettre d'autres en leurs places, ils ont jugé qu'il estoit de la justice & du bon ordre, de laisser à ces Superieurs Reguliers la charge & le soin des Monasteres qui dépendent d'eux, & les Conciles ont approuvé cette disposition.

L'Assemblée de l'Eglise de France dans la Ville de Melun en 1579. peu aprés la tenuë du Concile de Trente où la plusparţ des Prelats qui la composoient avoient assisté, la suivit pareillement dans les Reglemens qu'elle fit pour la reformation des Monasteres, obligeant seulement les Religieuses qui auroient besoin de sortir de leur Clôture, de s'addresser à leurs Superieurs & d'en prendre d'eux la permission : *Nulli Sanctimonialium liceat post Professionem exire à Monasterio etiam ad breve tempus quocunque prætextu, nisi ex aliquâ urgente & legitimâ causâ, idque de sui Superioris licentiâ in scriptis obtentâ.*

Ce fut aussi à cela que se conforma l'Ordonnance de Blois intervenuë en la même année, sur les remontrances des Etats Generaux du Royaume ; car bien qu'elle ne reçût pas dans les formes le Concile de Trente en ce qui regarde la police & la discipline exterieure, elle ne laissa pas d'en tirer plusieurs Reglemens qu'elle copia mot à mot & entr'autres celuy qui regarde la Clôture des Religieuses qu'elle exprima en ces termes par un article exprés qui est le 31. *Admonestons les Archevêques, Evêques & autres Superieurs des Monasteres de Religieuses, de vaquer soigneusement à remettre & entretenir la Clôture des Religieuses... Et ne pourra aucune aprés avoir fait Profession, sortir de son Monastere pour quelque temps & sous quelque couleur que ce soit, si ce n'est pour cause legitime qui soit approuvée de l'Evêque ou Superieur.*

Rrr

Abregé de tous les Memoires.

L'alternative *de l'Evêque ou Superieur* dont on s'est servi en cet endroit, n'a esté que pour faire voir que le Reglement estant general, on avoit voulu conserver à chacun ses droits & sa jurisdiction, à MM. les Evêques sur les Monasteres qui dépendent d'eux, & aux Superieurs Reguliers sur ceux qui leur sont soumis.

On pourroit encore pour entrer dans le particulier, rapporter plusieurs autres preuves de la même verité ; les Bulles des Papes qui ont confirmé l'exemption qu'a eu l'Ordre de Cisteaux dés son commencement, de la Jurisdiction de MM. les Evêques Diocesains, & les Lettres Patentes des Rois dûëment verifiées qui l'ont autorisée & fait recevoir comme une Loy inviolable dans le Royaume.

Mais il suffit de dire que la possession est constante & continuë dans cet Ordre depuis cinq à six siecles, sans que jamais MM. les Evêques se soient avisez d'y rien pretendre au préjudice de cette exemption, soit pour la Clôture des Religieuses soit pour toutes autres choses.

Et cette possession à l'égard sur tout de la Clôture, se trouve soûtenuë par plusieurs Jugemens rendus en divers Tribunaux, autant de fois qu'elle a esté attaquée & qu'on en a pris une exacte connoissance.

En 1678. feu M. de Gaillard Evêque d'Apt fit une Ordonnance qu'il voulut faire executer par les Religieuses de Sainte-Croix qui sont de l'Ordre de Cisteaux & qui en appellerent comme d'abus au Grand Conseil : l'appel y fut relevé ; mais les Parties s'en estant rapportées au sentiment de feu M. de Harlay Archevêque de Paris, ce Prélat si éclairé & qui sçavoit si bien la Discipline Ecclesiastique, condanna la pretention de M. l'Evêque d'Apt & l'obligea de revoquer son Ordonnance, & cette revocation fut publiée au Prône de son Eglise Cathedrale.

Feu M. l'Evêque de Noyon eut la même pretention sur l'Abbaye de Biache, & le Grand Conseil declara abusive l'Ordonnance qu'il avoit renduë & maintint M. l'Abbé de Cisteaux dans le droit & la possession de donner seul aux Religieuses les permissions de sortir de leur Clôture dans les cas de droit, par un Arrest solennel du 11. Mars 1695. aprés douze Audiences de plaidoirie.

En 1699. M. de Foresta Evêque moderne d'Apt renouvella la pretention de son Prédecesseur sur la même Abbaye de Sainte-

Croix ; & le Parlement d'Aix qu'il avoit affecté pour Juge, la condanna par un autre Arrest pareil à celuy du Grand Conseil, du 9. Avril de cette année.

Abregé de tous les Memoires.

Enfin, ledit Sieur Evêque d'Apt s'est pourvû au Conseil d'Etat Privé du Roy en cassation contre cet Arrest, & Sa Majesté aprés en avoir examiné avec exactitude & le fond & la forme, a debouté ledit Sieur Evêque de sa demande en cassation, & l'a condanné en l'amende & aux dépens, par un troisiéme Arrest du 5. Septembre 1701.

On ne peut pas donc avoir un droit mieux fondé & plus fortement soûtenu, qu'est celuy de M. l'Abbé de Cisteaux & des autres Superieurs de son Ordre, pour le regard de la Clôture des Monasteres de Religieuses qui en dépendent, sans le concours de MM. les Evêques Diocesains.

Examen des Novices avant la Profession.

CELUY d'examiner les Novices de ces mêmes Monasteres, avant la Profession, n'est pas moins bien établi puisqu'il a pour fondement le même Privilege d'exemption & la même possession uniforme & continuë depuis tant de siecles, sans que jamais MM. les Evêques ayent témoigné de le vouloir pretendre.

L'on convient qu'il est du bon ordre que la vocation des Filles soit examinée, & de sçavoir si elles ont les qualitez requises pour la Religion ; mais qui peut mieux s'acquitter de ce devoir, que les Superieurs des Monasteres pour lesquels ces Novices font Profession, qui en connoissent les dispositions & qui sçavent par experience & par la pratique des Regles qui s'y observent, juger de la capacité des sujets qui y sont propres ? au lieu que MM. les Evêques Diocesains ou ceux qu'ils voudroient employer en leur place, n'ayant aucune connoissance de ces Monasteres & de ce qui s'y pratique, ne sçauroient distinguer dans une fois qu'ils verront une Novice pendant une heure, si elle est veritablement appellée & si elle peut soûtenir le poids de la vie reguliere qui consiste en une infinité de choses qui ne s'apprennent que par l'exercice qui s'en fait.

Quoy qu'il en soit, cette pretention est encore une nouveauté inouye jusqu'à present, qui vient tout récemment d'estre condannée par l'Arrest du Parlement d'Aix contre M. l'Evêque d'Apt, qui peut avoir des suites tres-fâcheuses, & qui ne sçauroit estre que tres-onereuse aux Monasteres & même tres-dangereuse pour ne rien dire davantage ; outre qu'elle est contraire au vingt-hui-

Abregé de tous les Memoires.

tiéme Article de l'Ordonnance de Blois qui regit le Royaume & qui s'explique ainsi : *Voulons que les Abbesses ou Prieures, auparavant que de faire bailler aux Filles les Habits de Professes pour les recevoir à Profession, soient tenuës un mois devant, avertir l'Evêque, son Vicaire ou Superieur de l'Ordre, pour s'enquerir par eux & informer de la volonté desdites Filles & s'il y a eu contrainte ou induction, & leur faire entendre la qualité du Vœu auquel elles s'obligent.*

Il faut tomber d'accord que ce Reglement-là comprend tous les Monasteres de Religieuses, aussi-bien ceux qui dépendent de MM. les Evêques que les autres qui sont en Corps d'Ordres & sous des Superieurs Reguliers ; & c'est pour cette raison que l'alternative *de l'Evêque ou Superieur de l'Ordre* n'y a pas esté oubliée, afin comme on a déja dit, de maintenir chacun dans ses droits & sa possession : & il fut fait pour se conformer à celuy du Chapitre 17. de la Session vingt-cinquiéme du Concile de Trente pour les Monasteres sujets à MM. les Evêques, où l'on voit manifestement que l'information qu'il exige, ne peut estre faite que par le Superieur du Monastere, c'est-à-dire par celuy qui en a une pleine & entiere connoissance : *Exploret virginis voluntatem diligenter, an coacta an seducta sit, an sciat quid agat & si voluntas ejus pia ac libera cognita fuerit, habueritque conditiones requisitas juxtà Monasterii illius & Ordinis Regulam necnon Monasterium fuerit idoneum.*

Que si l'on vouloit faire application des termes de ce Concile sur les Monasteres exempts & qui sont en Corps d'Ordre outre qu'il est évident qu'ils n'y sont pas compris, on voit assez d'ailleurs que son intention y est entierement contraire, ayant declaré dans le neuviéme Chapitre de la même Session qu'on a rapporté cy-devant tout entier, qu'il vouloit & entendoit que ces Monasteres-là fussent laissez & demeurassent sous le soin, la garde & la conduite de leurs Superieurs Reguliers : *Sub eorum curâ & custodiâ relinquantur.*

Messieurs les Evêques ne sçauroient rien opposer de valable contre des droits si bien établis & contre une possession si constante.

L'on peut encore l'appuyer de l'Edit du mois d'Avril 1695. concernant la Jurisdiction Ecclesiastique, interpreté par la Declaration du Roy du 29. Mars 1696. Car bien que par quel-

ques Articles de cet Edit, il y eust lieu de croire qu'on avoit dérogé aux Privileges & Exemptions des Ordres Reguliers & à leur possession, neanmoins il ne peut plus y avoir aucun doute aprés la Declaration qui l'a interpreté & par laquelle Sa Majesté a ordonné *que l'Edit seroit executé, sans préjudice des droits, privileges & exemptions des Monasteres qui sont sous des Congregations, qu'Elle entend avoir lieu ainsi & en la maniere qu'ils l'ont eu & dû avoir jusqu'à present.*

Abregé de tous les Memoires.

Trois considerations font connoistre avec évidence que l'intention du Roy n'a point esté de deroger à ces Privileges & à cette possession, par aucun des Articles de l'Edit.

La premiere, que Sa Majesté y ordonne dés le premier Article, *que les Ordonnances, Edits & Declarations faites par Elle & les Rois ses prédecesseurs, seront executées*; & par consequent, l'Ordonnance de Blois dans les Articles 28. & 31. qui maintiennent les Superieurs Reguliers comme on l'a vû, dans leurs droits & dans leurs jurisdictions.

La seconde, que par plusieurs autres Articles de l'Edit, notamment par le 18. & le 19e, Sa Majesté declare qu'Elle ne fait les Reglemens qui y sont contenus, que *suivant & en execution des saints Decrets & des Constitutions Canoniques*, que l'on a vû aussi cy-devant si favorables aux Monasteres qui sont sous des Congregations.

La troisiéme consideration est que Sa Majesté a declaré elle-même son intention d'une maniere si évidente qu'on n'en peut pas douter, par l'interpretation qu'elle en a faite dans le préambule & dans le corps de la Declaration de 1696.

Au préambule, Elle marque que son motif est d'expliquer si clairement l'Article 18e de l'Edit *qu'il n'y reste plus aucun pretexte de difficulté, afin que le Clergé Seculier & Regulier demeurent dans les bornes qui sont prescrites par les saints Canons, & que les Reguliers jouissent sous sa protection, des exemptions legitimes qui ont esté accordées à plusieurs Ordres, Congregations & Monasteres.*

Pour le corps de la Declaration, il est tout exprés pour le maintien & la conservation des droits & de la possession où sont les Monasteres qui sont en Congregations, Sa Majesté ordonnant *que son Edit & en particulier l'Article 18. d'iceluy soit executé, sans préjudice des droits, privileges & exemptions des*

Abregé de tous les Memoires.

Monasteres, & de ceux qui sont sous des Congregations qu'elle entend avoir lieu ainsi & en la maniere qu'ils l'ont eu & dû avoir jusqu'à present.

Il est vray qu'il n'est pas fait là mention specifique de l'Article 19. mais outre qu'il est compris dans l'Edit qui doit estre executé *sans préjudice des droits &c.* il est évident qu'il est contenu en substance dans le 18e, qui donnoit inspection à MM. les Evêques Diocesains sur la Clôture des Religieuses, & dont il n'est que l'extension & l'explication. Croira-t-on que le Roy n'ait pas voulu que son Edit & en particulier l'Article 18. préjudiciassent aux Privileges & aux Exemptions des Ordres Reguliers, & que son intention ait esté en même temps, qu'il y fût préjudicié par l'Article 19. qui fait partie de l'Edit & qui est renfermé dans l'Article 18e?

Toutes ces raisons font esperer à l'Abbé General de Cisteaux, que le Roy aura la bonté de continuer à son Ordre l'honneur de sa protection qu'elle luy a déja accordée en tant d'occasions ; elle est d'autant plus necessaire en celle qui se presente, que la demande que font MM. les Evêques, est une nouveauté inouye dans des Points essentiels d'un Privilege si venerable par son ancienneté, si bien établie par ce qu'il y a de plus inviolable dans l'Eglise & dans l'Etat, du consentement même de MM. les Evêques & sur la renonciation qu'ils ont faite de leur Jurisdiction, lors de la fondation de l'Ordre de Cisteaux & des Monasteres qui le composent ; Privilege tant de fois canonisé par les Papes & par les Conciles Generaux, & si bien autorisé par les Lettres Patentes des Rois, par les Ordonnances & par les Arrests des Cours Superieures.

Les inconveniens qui sont à craindre d'une telle nouveauté sont extrêmes, la division dans les Monasteres, le retranchement d'autorité dans les Superieurs pour y maintenir le bon ordre, la dissipation de la regularité, & en un mot un bouleversement general & le mauvais exemple qu'elle causeroit dans les Provinces étrangeres de toute la Chrétienté, dont les Monasteres sont demeurez attachez jusqu'à present aux Superieurs François, par le lien de l'uniformité avec une entiere dépendance.

Nulle necessité de faire un tel changement, & tant s'en faut que MM. les Evêques ayent sujet de se plaindre, soit de la sortie des Religieuses, soit de l'examen des Novices ayant la Pro-

ceſſion, qu'il a eſté pourvû ſur le premier Point par les Arreſts du Grand Conſeil de 1695. & du Parlement de Provence de 1699. *à ce que les Religieuſes ſeront tenuës quand elles en ſeront requiſes, de faire apparoir lorſqu'elles ſeront hors de leurs Monaſteres, de la permiſſion par écrit de leurs Superieurs, aux Evêques Dioceſains des lieux dans leſquels elles ſeront.* Elles n'ont pas moins de droit d'y entrer & ne ſont pas plus leurs juridiques, que toutes autres perſonnes qui y viennent d'un autre Dioceſe.

Abregé de tous les Memoires.

A l'égard du ſecond Point pour l'examen des Novices, les Superieurs Reguliers y ſatisfont avec d'autant plus de ſuccés, qu'ils ont plus de connoiſſance des Monaſteres & de ce qui s'y pratique.

On voit auſſi aſſez que ce changement ne peut avoir aucune utilité, car on peut dire que les Superieurs Reguliers ne ſont pas moins circonſpects que Meſſieurs les Evêques & les Eccleſiaſtiques qu'ils commettent, ſoit pour permettre les ſorties des Religieuſes, ſoit pour examiner les Novices : & quand il y auroit quelque apparence d'utilité, il faudroit encore craindre les inconveniens qu'on ne peut pas prévoir & qui ne manqueroient pas d'arriver, quand ce ne ſeroit que le trouble qui ſuit neceſſairement la nouveauté, ſuivant cette belle parole de ſaint Auguſtin : *Mutatio conſuetudinis etſi utilitate adjuvat, tamen novitate perturbat.*

C'eſt par cette derniere Piece que la Procedure s'eſt terminée, MM. les Evêques ayant retiré leurs Pieces en 1705. pour empeſcher un Jugement qu'ils prévoyoient ne pouvoir pas leur eſtre avantageux, afin de tenter une autre voye par le moyen des Cahiers qu'ils ont coûtume de preſenter au Roy à la fin de chaque Aſſemblée du Clergé, comme on a marqué qu'ils ont fait en 1705. & 1710. ſans y avoir reüſſi, Sa Majeſté ayant à chaque fois répondu qu'y ayant une Inſtance pendante & toute inſtruite

là-dessus, ils devoient la faire juger & s'addresser aux Juges & Commissaires qu'elle leur a nommez.

Au contraire, de la part de M. l'Abbé de Cîteaux & de Madame l'Abbesse de Fontevraud, pour suivre les ordres de Sa Majesté, on a insisté & poursuivi le Jugement & presenté des Requestes tendantes à cette fin ; mais rien n'a pû leur faire rompre leur silence, & tout en est demeuré-là ; ils sont dans la possession & jouissance de leurs droits où ils ont esté maintenus par les Arrests qui ont esté cy-devant expliquez ; le tout soit pour la plus grande gloire de Dieu.

Fin du nouveau Recueil des Privileges de l'Ordre de Cisteaux. 1713.



TABLE

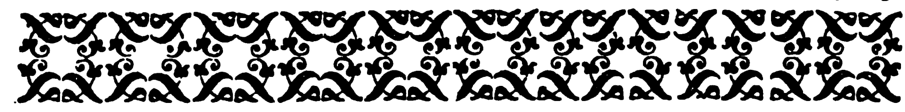


TABLE CHRONOLOGIQUE

DES PRINCIPALES CHOSES contenuës dans le nouveau Recueil des Privileges de l'Ordre de Cisteaux, & premierement dans la premiere Partie où sont les Bulles & les Brefs des Papes.

L'AVERTISSEMENT *qui est à la teste de cette premiere Partie, fait voir 1°. En quel temps & de quelle maniere l'Ordre de Cisteaux s'est établi en 1098. à la fin du onziéme siecle de l'Eglise, de l'autorité du Saint Siege & avec le consentement des Evêques Diocesains, libre & exempt de leur jurisdiction, par des preuves incontestables.*

2°. *Que la maternité est la source & l'origine de la jurisdiction sur les Monasteres qui le composent, des Paternitez & des Filiations dont il y a de deux sortes, une generale attribuée uniquement au Chef & qui luy donne cette qualité; & un grand nombre de particulieres, autant qu'il y a de Monasteres qui en ont fondé d'autres.*

3°. *La difference de ces mots qui y sont tres-usitez, Lignes, Generations & Filiations qui tous ensemble font un Corps d'Ordre: outre quoy il y a encore deux voyes qui ont contribué à le peupler, celle d'association des Monasteres qui estoient déja fondez & y ont esté incorporez, & celle des Commissions du Chapitre General ou de l'Abbé de Cisteaux qui ont nommé des Peres immediats; l'occasion des Commendes a aussi établi une espece de dévolut pour la jurisdiction.*

Preface historique contenant les causes & les motifs de la concession de ces Privileges, & l'obligation de les avoir en chaque Monastere de l'Ordre, de les observer, soutenir & défendre: avec un précis de ce qui y est arrivé de plus considerable. Depuis la premiere page jusqu'à la 8e inclusivement.

Lettres Patentes du Roy du mois de Decembre 1711. confirmatives desdits Privileges qui y sont énoncez, avec attribution de jurisdiction au Grand Conseil, & l'Arrest d'enregistrement. Depuis la 9e page jusqu'à la 13e.

1107. *Carte de Charité ou Statut primordial & fondamental de l'Ordre de Cisteaux divisé en trente articles que l'on peut aussi voir au Grand Bullaire Romain dans la Bulle du Pape Eugene III. de 1152. & qui renferment tous les Reglemens necessaires pour le bon gouvernement d'un Ordre regulier.*

Ces trente articles sont reduits à cinq Chapitres dont le premier par les 1. 2. 3. 4. & 5e établit l'Abbaye de Cisteaux comme l'Eglise matrice, Chef de l'Ordre auquel elle donne son nom, en luy assujettissant tous les Monasteres pour y prendre le sens de la Regle de Saint Benoist, les mœurs & les pratiques, & y retenant la jurisdiction spirituelle sans rien profiter de leur temporel.

Le second aux articles 6. 7. & jusqu'au 14e regle le droit & la maniere de faire les visites, premierement celuy de l'Abbé de Cisteaux & ensuite celuy des autres Abbez, en établissant les Peres immediats & les filiations, & commettant la visite de l'Abbaye de Cisteaux aux quatre plus anciens Abbez, de la maniere qui y est prescrite ; & de plus il regle aussi le rang que les Abbez doivent tenir entre eux.

Le troisiéme Chapitre par les articles 15. 16. 17. 18. 19. & 20e établit l'assemblée du Chapitre General à Cisteaux & regle son autorité & ce qu'il peut & doit faire.

Le quatriéme fait la même chose pour les Elections des Abbez, premierement pour celle de l'Abbé de Cisteaux differemment de tous les autres & avec plus de solemnité ; par les articles 21. 22. 23. & 24.

Et enfin, le cinquiéme regle leurs dépositions par les 25. 26. & jusqu'au 30e encore d'une maniere differente des autres & avec beaucoup plus de solemnité. Depuis la page 14. jusqu'à la 20e.

1119. *Bulle du Pape Calixte II. de 1119. addressée à Saint Estienne troisiéme Abbé de Cisteaux & à ses Religieux qu'il reconnoist auteurs de la Carte de Charité, laquelle il confirme d'autorité Apostolique avec les usages & pratiques de leur Monastere, aprés avoir marqué la maniere dont a esté établi l'Ordre, du consentement des Evêques Diocezains.* page 21.

Il est fait mention ensuite de cette Bulle, de plusieurs autres Confirmations Apostoliques de la Carte de Charité, & nommément de celles d'Eugene III. de 1152. où elle est rapportée toute entiere, & d'Alexandre III. de 1159. où il a expliqué la maniere dont on en doit user dans la visite de Cisteaux. p. 22

Bulle du Pape Innocent II. encore addressée à Saint Estienne 1132.
Abbé de Cisteaux & à ses successeurs, qui marque l'exemption de l'Ordre en l'exemptant de se trouver aux Synodes des Ordinaires, & releve le privilege qu'a la Maison de Cisteaux comme Mere & Chef de l'Ordre, de se choisir un Abbé entre tous les autres, au lieu que les autres Maisons n'ont la liberté de le prendre qu'entre ceux qui dépendent d'eux, & au surplus exempte tous les Monasteres de payer sur leurs Terres, aucunes Dixmes ni grosses ni menuës ni novales. p. 23

Bulle du Pape Alexandre III. encore addressée à l'Abbé de 1164.
Cisteaux & à sa Communauté, qui prend sous sa protection speciale l'Abbaye de Cisteaux & plusieurs autres Monasteres comme en estans dépendans, entre lesquels sont les quatre premiers. p. 26

Seconde Bulle du même Pape addressée à tous les Abbez de 1164.
l'Ordre, ausquels il donne le pouvoir d'absoudre leurs Religieux de toutes les Censures qu'ils pourroient avoir encouruës. p. 27

Bulle du Bape Luce III. addressée à l'Abbé de Cisteaux & 1183.
à tous ses Coabbez, par laquelle il défend à tous Prélats de prononcer aucunes Censures sous peine de nullité, contre aucunes personnes de l'Ordre de Cisteaux, & à aucun Evêque d'exiger dans les benedictions abbatiales d'autre serment des Abbez, que celuy qui est accoûtumé dans l'Ordre depuis son origine, y ajoûtant ces mots, Salvo ordine nostro. p. 29

Bulle du Pape Innocent III. icy rapportée (pour servir d'exem- 1204.
ple de ce qu'on a dit que chaque Monastere prenoit autrefois à Rome une Expedition originale sous son nom, de tous les Privileges que le Saint Siege avoit accordez à l'Ordre de Cisteaux.) La Bulle est addressée à l'Abbé de Loz en Flandre & à sa Communauté, où l'on voit un précis de presque tous les Privileges que le Pape confirme en sa faveur & luy donne de nouveau, même en general par une clause expresse & particuliere, Præthereà omnes libertates & immunitates à præd. nostris Romanis Pontif. Ordini vestro Concessas Confirmamus. p. 271

Bulle du Pape Honoré III. addressée à l'Abbé de Cisteaux & 1219.

à tous ses Coabbez, par laquelle Sa Sainteté défend à ses Légats de prononcer aucunes Censures contre eux & leurs Monasteres, sans un ordre particulier. p. 29

1224. *Seconde Bulle du même Pape addressée à tous Prélats, qui leur enjoint expressément de faire jouir tous les Monasteres de l'Ordre de Cisteaux, de l'exemption qui leur a esté accordée de ne payer sur leurs Terres aucunes Dixmes.* p. 30

1225. *3e Bulle du même Pape Honoré III. addressée à tous les Abbez & Religieux de l'Ordre, par laquelle il les exempte de payer la Dixme sur leurs Domaines qui estant sortis de leurs mains, leur reviennent & sont réunis à leurs Monasteres.* p. 32

1228. *Bulle du Pape Gregoire IX. addressée à l'Abbé de Cisteaux & à tous ses Coabbez, par laquelle il declare nulles les rescrits de Rome qui pourroient estre décernez contre eux sans y faire une mention expresse de l'Ordre de Cisteaux.* p. 33

1234. *Seconde Bulle du même Pape addressée comme la precedente, par laquelle il défend de prendre ni exiger aucun droit sur leurs Monasteres sous pretexte de Patronage, Advocatie, Gardegardienne &c.* p. 33

1234. *Troisiéme Bulle encore du même Pape Gregoire IX. aussi addressée comme les deux precedentes à l'Abbé de Cisteaux & à tous ses Coabbez, par laquelle il défend sous peine de nullité aux Evêques Diocezains & à leurs Chapitres & aux Archidiacres de se mêler des Elections, punitions & dépositions & installations des Abbez & Abbesses de l'Ordre de Cisteaux, & laisse à l'Evêque du Diocese, de conferer la benediction abbatiale.* p. 35

1234. *Quatriéme Bulle encore du même Pape aussi addressée à l'Abbé de Cisteaux & à ses Coabbez, par laquelle il leur donne pouvoir de commettre leurs Prieurs en leur absence, pour absoudre leurs Religieux & Convers des Censures qu'ils peuvent avoir encouruës.* p. 36

1245. *Bulle du Pape Innocent IV. addressée à l'Abbé de Cisteaux, à ses Coabbez & à leurs Communautez, par laquelle il défend aux Ordinaires sous peine de nullité, d'appeller devant eux ni à leurs Synodes les Abbez & Religieux de l'Ordre de Cisteaux, si ce n'est pour raison de la foy.* p. 37

1245. *Seconde Bulle du même Pape sous la même addresse, qui declare que les Monasteres de l'Ordre de Cisteaux ne peuvent estre visitez que par des Abbez & Religieux de l'Ordre, declarant nul tout ce*

habiles à posséder & exercer aucune presidence & superiorité dans l'Ordre de Cisteaux, toutes personnes qui n'en sont pas professes & n'en portent pas l'habit, & révoque les graces qui avoient esté cy-devant données en faveur de quelques Commendataires au préjudice dudit Ordre. p. 102. jusqu'à la 110e

1475. *Seconde Bulle du même Pape qui fait plusieurs Reglemens contre les Commendes, reconnoist le malheur qu'elles causent à l'Eglise, obligent ceux qui en ont, d'obéïr aux ordres des Superieurs reguliers, & marquent une bonne partie de ce qu'ils doivent faire, & enfin declare qu'ils n'ont aucune jurisdiction dans les Monasteres.* p. 112. jusqu'à la 120e

1475. *Troisiéme Bulle encore du même Pape Sixte IV. qui regle la couleur dont doivent estre les habits des Abbez & Religieux de l'Ordre de Cisteaux, qui est de noir & de blanc avec défense d'en porter d'autres sous peine de Censures.* p. 121.

1475. *Quatriéme Bulle encore du même Pape qui accorde à toutes les personnes de l'Ordre ausquelles elle est addressée, Abbez, Abbesses, Religieux, Novices, Donnez, Economes, Domestiques, Commençaux &c. le Jubilé à l'article de la mort, avec diverses circonstances qui sont à remarquer.* p. 123.

1482. *Cinquiéme Bulle encore du même Pape Sixte IV. qui explique & confirme deux autres Bulles de ses Prédecesseurs Honoré III. & Martin V. pour l'exemption de payer aucunes Dixmes grosses, menuës & novales sur les Terres de l'Ordre de Cisteaux.* p. 125.

1487. *Bulle du Pape Innocent VIII. qui en confirmant une autre de Jean XXIII. donne pouvoir au Chapitre General de supprimer les petits Monasteres d'hommes & de filles dont les revenus ne sont pas suffisans pour y entretenir le nombre de personnes déterminé par les Statuts, & de les unir à d'autres Monasteres; & au defaut du Chapitre General, il donne le même pouvoir à l'Abbé de Cisteaux comme en ayant toute l'autorité.* p. 128.

1487. *Seconde Bulle du même Pape qui declare que toutes les personnes de l'Ordre de Cisteaux sont depuis son origine immediatement soumises au Saint Siege & exemptes de la jurisdiction des Ordinaires, il confirme cette exemption & la donne de nouveau bien expliquée.* p. 131

1489. *Troisiéme Bulle du mêm Pape Innocent VIII. addressée à l'Abbé de Cisteaux, par laquelle il confirme divers usages anciens*

où estoient dés lors l'Abbé de Cisteaux & les Abbez de ses quatre premieres Filles, & leur donne encore de nouveaux pouvoirs, même de conferer à leurs Religieux le Soudiaconat & Diaconat, & à l'Abbé de Cisteaux celuy de conferer la Benediction Abbatiale à tous les Abbez & Abbesses de l'Ordre. p. 135

Quatriéme Bulle encore du même Pape qui ordonne à tous les Abbez, Abbesses & Religieuses de l'Ordre ausquelles elle est addressée, de recevoir en leurs Monasteres les visites qu'y fera l'Abbé de Cisteaux, & de luy obeïr en tout comme à leur Pere & Superieur General, & aussi de recevoir ses Commissaires & Deputez sous peine d'encourir l'excommunication & les Censures de l'Ordre. p. 138 1489.

Cinquiéme Bulle du même Pape qui décrit la maniere dont se tient à Cisteaux le Chapitre General & ce qui s'y fait: & de plus il déplore le malheur des Commendes, & défend de se pourvoir hors de l'Ordre & même d'appeller au Saint Siege. p. 141 1489.

Sixiéme Bulle du même Pape Innocent VIII. addressée à l'Abbé de Cisteaux & à tous les autres Abbez & Religieux de l'Ordre, ausquels il ordonne de porter toûjours sans jamais quitter l'habit de l'Ordre dedans & dehors les Monasteres, sous peine de desobeïssance & d'encourir de fait l'excommunication. p. 146 1489.

Septiéme Bulle encore du même Pape qui declare nuls tous les pouvoirs accordez par le Saint Siege à quelques Evêques & Prélats que ce soient pour visiter aucun Monastere de l'Ordre de Cîteaux, les revoquant & commettant à l'Evêque de Chalon &c. l'execution de sa Bulle. p. 147 1489.

Bref du Pape Leon X. de 1517. addressé à l'Abbé de Cisteaux & aux Définiteurs du Chapitre General, ensuite du Concordat d'entre luy & le Roy François I. ausquels & sur leur requisition il declare que les Monasteres de l'Ordre de Cisteaux ont un Privilege du Saint Siege d'en élire librement les Abbez, & ne sont pas ainsi compris audit Concordat. p. 261 1517.

Second Bref du même Pape qui maintient cette liberté contre diverses personnes qui l'impugnoient par de mauvaises voyes, en usant pour cela des Censures Ecclesiastiques. p. 263 1525.

Bulle du Pape Pie IV. de l'an 1563. qui déplore les malheurs arrivez à l'Ordre de Cisteaux par l'introduction des Commendes, & fait plusieurs Reglemens contre les entreprises des Commendataires, renouvelle & confirme les Privileges & les Statuts de 1563.

gouvernement des Monasteres ni d'en occuper aucun des lieux reguliers. Et enfin confirme les Bulles notamment de ses prédecesseurs Gregoire IX. Sixte IV. Innocent VIII. Pie IV. Pie V. & Gregoire XIII. & ordonne aux Légats, Nonces & Officiers du Saint Siege de donner aide & secours aux Superieurs. p. 188. jusqu'à la 192

Bref du Pape Clement VIII. qui en confirmant un Decret du Concile de Trente, declare que les Abbez benits peuvent conferer la Tonsure & les quatre Moindres & donner des Dimissoires à leurs Religieux. p. 193. *Ensuite est l'Extrait du Decret du Concile.* p. 195 1592.

Second Bref du même Pape, lequel consulté sur le pouvoir que ce Concile donne aux Evêques Diocesains pour la visite des Monasteres, pour sçavoir si ceux de l'Ordre de Cisteaux y sont compris, declare que non. p. 196. *Ensuite est le Decret du Concile confirmatif des Privileges de l'Ordre de Cisteaux.* p. 197 1595.

Troisiéme Bref du même Pape addressé à l'Abbé General de l'Ordre de Cisteaux, en faveur duquel il ajoûte au pouvoir qu'il avoit déja de donner à tous les Abbez & Abbesses de l'Ordre la benediction Abbatiale, celuy de subdeleguer ses principaux Vicaires au même effet. p. 198 1595.

Quatriéme Bref encore du même Pape Clement VIII. en forme de Jugement contradictoire contre les Abbez des Monasteres des Royaumes de Castille & de Leon &c. par lequel il décide & declare qu'ils sont soumis & doivent obéïssance à l'Abbé de Cîteaux comme à leur Superieur General, & qu'il peut visiter leurs Monasteres & y exercer tous actes de jurisdiction: & le Pape renouvelle & confirme ce pouvoir & le luy donne encore de nouveau. p. 200 1603.

Cinquiéme Bref encore du même Pape qui ajoûte encore aux pouvoirs déja cy-devant donnez à l'Abbé de Cisteaux pour conferer aux Abbez & Abbesses de son Ordre la benediction Abbatiale, celuy de le commettre aux Presidens des Congregations qui sont en Espagne, Portugal, Italie & Allemagne, comme estant veritablement ses Vicaires. p. 205 1604.

Bref du Pape Paul V. en forme de Jugement contre la pretention de l'Evêque de Tournay en Flandre, par lequel il declare que l'Abbé de Loz de l'Ordre de Cisteaux estant Prestre & beni, avoit pû conferer à ses Religieux la Tonsure & les quatre Moindres, & que l'Evêque de Tournay n'avoit pas eu raison de refu- 1608.

Second Bref du même Pape qui pour la tranquillité des consciences au sujet de la dispense accordée à l'Ordre d'user de viande trois jours la semaine par les Papes, és années 1475. & 1498. confirme cette dispense & la donne encore de nouveau. p. 228 1657.

Troisiéme Bref du même Pape donné à la requisition des Abbez des Cantons Suisses, par lequel il declare que nonobstant les Sentences du Cardinal de la Rochefoucault qu'il casse, on peut & doit continuer les mêmes usages qui se pratiquoient avant lesdites Sentences. p. 230 1661.

Quatriéme Bref encore du même Pape Alexandre VII. qui en consequence du renvoy à luy fait par le Roy des differends d'entre les Religieux de la commune Observance de l'Ordre de Cisteaux & ceux de la Reforme, au sujet desdites Sentences, fait un Reglement general pour la reformation de tout l'Ordre, consistant en plusieurs articles dont on ne rapporte icy qu'une partie, c'est-à-dire ceux qui peuvent avoir quelque rapport aux Privileges & qui sont susceptibles de quelques difficultez & peuvent causer des contestations & des procés. depuis la p. 234. jusqu'à la 241[e] 1666.

Bref du Pape Clement IX. qui défend de faire aucune élection d'Abbé dans les Monasteres de l'Ordre, que d'un Religieux qui en soit Profés, en conformité de ce qui est ordonné par le 36[e] article du precedent Bref pour l'élection de l'Abbé de Cisteaux. p. 242 1668.

Second Bref du même Pape qui confirme les actes du Chapitre General tenu en l'année 1667. & juge diverses protestations faites par quelques Abbez. p. 245. jusqu'à 250 1669.

Bref du Pape Clement X. qui declare que l'article 45. du Bref d'Alexandre VII. touchant la désignation des Novitiats & Professoires communs en chaque Province, ne doit pas s'entendre à l'égard des Monasteres qui sont gouvernez par des Abbez Reguliers, où l'on fait vœu de stabilité & où la Communauté est assez grande pour que les Observances & les Regularitez y soient bien observées. p. 250 1670.

Second Bref du même Pape qui juge encore une autre difficulté survenuë au sujet de l'article 44[e] du Bref d'Alexandre VII. sur la pretention qu'avoient les Abbez de la Reforme d'avoir dans toutes les Assemblées du Chapitre General dix Définiteurs de leur Observance, declarant que cet article n'avoit esté fait que pour le Chapitre de 1667. & qu'il y avoit esté consommé. p. 253 1672.

1683. *Bref du Pape Innocent XI. qui sur le recours qu'on eut à luy au sujet de certains differends survenus dans le Chapitre General de 1672. touchant la maniere d'en choisir & nommer les Définiteurs & les autres Officiers du Chapitre, décida que ce que le Pape Clement IV. en avoit reglé par une Bulle de 1265. devoit estre observé.* p. 255. *Ensuite est un Extrait de ce Reglement.*

1685. *Second Bref du même Pape qui sur de semblables differends renouvellez au Chapitre de 1683. & quelques autres encore survenus depuis touchant la maniere d'opiner au Chapitre General, celle de le convoquer, le nombre requis au Definitoire & quelques autres ; décide & juge tous ces Points & ordonne l'execution des Actes & Reglemens faits dans les deux Chapitres de 1672. & 1683.* p. 258

FIN de la Table Chronologique de la premiere Partie du Nouveau Recueil des Privileges de l'Ordre de Cisteaux, contenant les Bulles & les Brefs des Papes.





SECONDE TABLE

CHRONOLOGIQUE DES PRINCIPALES choses contenuës en la seconde Partie du nouveau Recueil des Privileges de l'Ordre de Cisteaux, où sont rapportées les Lettres Patentes des Rois & leurs Reglemens.

L'Avertissement *qui précede ces Lettres Patentes, donne à connoistre que comme toutes les Bulles des Papes n'ont pas esté rapportées dans la premiere Partie, on obmettra aussi plusieurs de ces Lettres & l'on ne rapportera que celles qui autorisent les Privileges & sont communes à tout l'Ordre, sans parler des Lettres obtenuës pour des Monasteres particuliers; l'on pourra y ajoûter quand on voudra d'autres Pieces que l'on croira estre à l'Ordre de quelque utilité, comme on a déja fait icy pour en montrer l'exemple: ce n'estoit pas autrefois l'usage d'en prendre.* p. 275

Campagne, les prend sous sa garde & protection speciale & enjoint à tous ses Officiers de Guerre & de Justice, de donner aide & secours pour l'execution des ordres du Chapitre General & des Reglemens faits par les Peres Abbez & Superieurs des Monasteres, avec des défenses aux gens de Guerre & à tous autres de rien faire ni attenter à l'encontre desdits Monasteres. p. 281

1542. *Lettres Patentes du Roy François I. qui sur la Requeste du Chapitre General de l'Ordre de Cisteaux, confirme ses Privileges à luy accordez par les Papes Pie II. Sixte IV. & Innocent VIII. par lesquels dit-il, l'Abbé de Cisteaux Chef dudit Ordre peut ou en son absence, les autres Abbez par luy & le Chapitre General députez, visiter tous & chacun les Monastires dudit Ordre : comme aussi lever les Contributions pour les besoins communs &c. le Roy ordonnant à ses Cours & Officiers de tenir la main à leur execution, nommément contre les Abbez Commendataires : lesdites Lettres verifiées en Parlement.* p. 285

1556. *Le Roy Henry II. addresse de pareilles Lettres Patentes à tous les Parlemens de France, où elles furent enregistrées, enjoignant tres-expressément à tous ses Officiers de les faire executer & de contraindre tant les Religieux que les Abbez Commendataires à y obeïr & à ce qui sera ordonné par les Superieurs dudit Ordre.* p. 288

1559. *Lettres Patentes du Roy François II. aussi confirmatives desdits Privileges en conformité de celles des Rois François I. & Henry II. ordonnant qu'elles seront executées & enregistrées comme elles le furent en tous ses Parlemens & en son Grand Conseil.* p. 291

1566. *Lettres du Roy Charles IX. toutes semblables aux précedentes, addressées & enregistrées en tous les Parlemens du Royaume & au Grand Conseil, confirmatives desdits Privileges.* p. 292

1574. *Lettres Patentes du Roy Henry III. en la même forme que les deux précedentes & avec les mêmes clauses, portant injonction à tous les Parlemens de France & au Grand Conseil de les enregistrer & faire executer.* p. 294

1585. *Lettre du Roy Henry III. écrite au Pape Sixte V. pour faire revoquer une Bulle de son prédecesseur donnée au préjudice des Monasteres de filles de l'Ordre en Italie ; avec l'explication de cette Bulle & de ce qui en arriva.* p. 296

1596. *Lettres Patentes du Roy Henry IV. sur la demande de l'Abbé*

de Cisteaux, qui confirment les Privileges de l'Ordre de Cisteaux à l'exemple de ses prédecesseurs ; lesdits Privileges y sont specifiez la pluspart, pour la conservation dit-il & reconnoissance du Chef & General Superieur dudit Ordre, ses visites & de ses Commissaires & de ceux du Chapitre General, le pouvoir de lever les Contributions sur tous les Monasteres, de les regler & reformer, d'y établir des Prieurs, & d'obliger les Abbez Commendataires & tous autres, d'executer leurs Ordonnances ; avec injonction à tous les Parlemens & autres Juges & Magistrats d'y tenir la main. Lesdites Lettres enregistrées dans toutes les Cours. p. 298

1599. *Autres Lettres Patentes du même Roy Henry IV. addreßées ausdites Cours, par lesquelles sur les plaintes du mauvais gouvernement de quelques Abbesses, Sa Majesté charge les Superieurs des Monasteres & nommément l'Abbé de Clairvaux, d'arrester le cours de leur mauvaise conduite, y faisant garder exactement la Clôture, rendre les comptes du temporel par les Abbesses, & les suspendre & transferer en d'autres Monasteres avec pension, & en un mot, d'y faire toutes sortes de bons Reglemens pour le maintien de la Regularité. Lesdites Lettres enregistrées comme les precedentes.* p. 302

1620. *Lettres Patentes du Roy Louis XIII. données sur la Requeste du Chapitre General de l'Ordre de Cisteaux, qui confirment les Privileges accordez par les Papes Martin V. Pie II. Sixte IV. Innocent VIII. & autres saints Peres, dont une partie est specifiée, comme le droit de visiter, regler & reformer les Monasteres, l'exemption de payer aucunes Dixmes sur leurs Terres qui sont de leurs fondations, dotation & domaines qu'ils cultiveront par leurs mains ou par leurs Fermiers & Colons &c. avec injonction à tous Juges & Officiers de les faire executer & au Grand Conseil d'y tenir la main & de les enregistrer.* p. 304

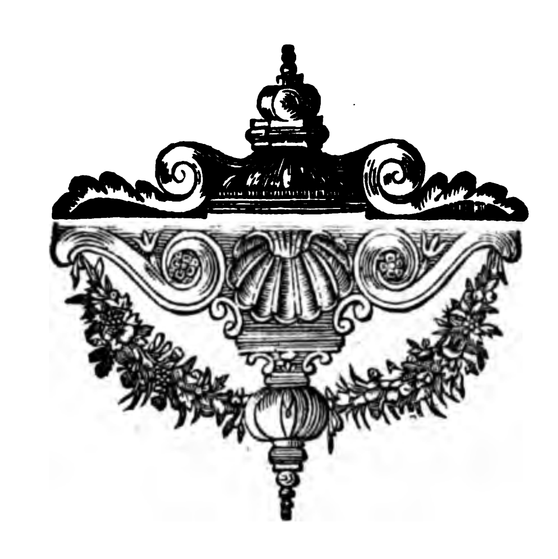
1621. *Autres Lettres Patentes du même Roy Louis XIII. qui autorisent les Reglemens faits par le Chapitre General, nommément celuy de n'avoir pour Abbesses dans les Monasteres de Filles, que des Religieuses du même Ordre, d'âge competent, & qui auroient esté élevées dans l'observance reguliere. Lesdites Lettres addreßées & enregistrées au Grand Conseil.* p. 307

1658. *Lettres Patentes du Roy Louis XIV. qui ordonne que tous les Livres & Ouvrages qui ont esté & seront à l'avenir composez,*

ce Ressort avoient avec les Abbez Commendataires pour la Jurisdiction au sujet de l'execution des Privileges de l'Ordre de Cisteaux, Sa Majesté Confirme lesdits Privileges & en Ordonne l'enregistrement audit Parlement, ce qui fut fait le 28. Juin 1703. p. 348

Autres Lettres Patentes du Roy sur la Requeste du Procureur General de l'Ordre de Cisteaux, qui confirment de nouveau lesdits Privileges & en ordonnent l'execution avec attribution de jurisdiction au Grand Conseil. Elles ont esté déja cy-devant rapportées au Commencement de ce Recueil aprés la Préface. page 9. *avec l'Arrest d'enregistrement audit Grand Conseil.* page 352. & les trois suivantes. *Et elles marquent les noms des Papes qui ont donnez ces Privileges & sommairement en quoy ils consistent.* 1711.

FIN de la seconde Table Chronologique du nouveau Recueil des Privileges de l'Ordre de Cisteaux, contenant les Lettres Patentes des Rois & leurs Reglemens.



TROISIE'ME TABLE
DES PRINCIPALES CHOSES
contenuës dans ce qui a esté ajoûté au Nouveau Recueil des Privileges de l'Orde dē Cisteaux.

De la Charge de Procureur General de l'Ordre.

La maniere dont les Privileges de l'Ordre de Cisteaux doivent estre défendus.

reglent la maniere dont ils le doivent faire : & soit que ce soit une affaire generale ou particuliere qui soit portée au dehors, c'est au Grand Conseil qu'il faut s'addresser ou en y intervenant par Requeste ou en y obtenant une Commission pour y faire assigner les Parties. p. 361. & suivantes.

C'est par cette raison que les Statuts obligent encore tous les Monasteres d'avoir pardevers eux une copie desdits Privileges, pour leur oster le pretexte de cause d'ignorance, & leur donner lieu de les connoistre & de les observer. p. 363

Quels sont les Juges dans l'Ordre de Cisteaux pour en terminer les differends qui surviennent entre les Religieux & Religieuses.

Cecy ne regarde que l'interieur de l'Ordre. C'est une erreur de croire que l'Ordre de Cisteaux n'a pas la jurisdiction contentieuse pour juger les contestations qui arrivent entre les personnes regulieres, telles qu'elles puissent estre ; l'usage & la possession où l'on en est depuis le commencement de l'Ordre, convainquent du contraire, outre les preuves qui en resultent des Bulles des Papes, des Lettres Patentes des Rois, & des Arrests tant du Conseil que des Cours Superieures. p. 363

Le Superieur Local, Abbé ou Prieur du Monastere fait le premier degré, le Pere immediat le second, le troisiéme l'Abbé de Cisteaux & le Chapitre General le quatriéme : tous lesquels peuvent députer en leurs places : & comme les Visiteurs des Provinces sont établis pour suppléer au defaut & à la negligence des Peres Abbez, ils ont aussi le droit pendant leurs visites dans les Monasteres, de prendre connoissance des contestations qui y surviennent & de les juger & terminer. p. 364. jusqu'à la 367e

Il ne faut entrer dans la procedure que par necessité & lorsque les cas l'exigent & sont graves & de consequence, & terminer les petites affaires de plano *& au plus sur un simple Procés verbal.* p. 639

Les degrez d'appellations des jugemens rendus sont marquez par les Statuts & dans l'Arrest de Reglement de 1681. du Superieur Local ou Visiteur de Province au Pere immediat, de luy à l'Abbé de Cisteaux & de l'Abbé de Cisteaux au Chapitre General, qui est le suprême & dernier Tribunal de l'Ordre.

On

& la regularité ; que c'est la même autorité qui les a données, qui a exempté les Archevêques & les Evêques de l'observation de plusieurs Canons ; & que beaucoup de Conciles Generaux nommément celuy de Trente, les ont confirmées par plusieurs dispositions, & pareillement les Rois par leurs Lettres Patentes, leurs Ordonnances & leurs Declarations suivies d'une infinité d'Arrests de toutes les Cours du Royaume. pages 385. 386. & jusqu'à 389. *L'Exemption de l'Ordre de Cisteaux y est aussi expliquée en particulier.* pages 390. 391. & 392

La seconde Partie du Traité montre à qui appartient le droit de veiller sur la Clôture des Religieuses de l'Ordre de Cisteaux & de leur en permettre la sortie, & explique en sa faveur la Decretale ou Constitution du Pape Boniface VIII. qui commence par le mot Periculoso. pages 394. 395. 396. & 397. *Et pareillement les Reglemens du Concile de Trente.* pages 397. & 398. *Et l'Ordonnance de Blois & l'Assemblée de Melun.* p. 399. *Tout cela suivi de plusieurs Arrests contradictoires & tout récens.*

La troisiéme Partie répond au premier Memoire de Messieurs les Evêques qui y est rapporté tout entier touchant la Clôture des Religieuses, & en fait voir le peu de fondement. depuis la page 401. jusqu'à la 423e *où l'on n'a pas oublié de marquer que les principales preuves & raisons de ce Memoire sont tirées d'un temps bien anterieur à celuy auquel ont esté établis les Ordres reguliers : Que quelques Bulles qu'on objecte des Papes des derniers temps comme favorables à Messieurs les Evêques, ne sont pas reçûës en France & qu'eux-mêmes ne les executent pas ; que les Auteurs & Canonistes qu'ils avoient citez, sont contraires à leur pretention & la condannent : & enfin que la Declaration du Roy de 1696. donnée en interpretation de l'Edit de 1695. qu'ils croyoient leur estre favorable, l'est au contraire à l'exemption des Reguliers.*

La quatriéme Partie du Traité prouve avec évidence que le droit d'examiner les Novices des Monasteres de Religieuses avant leur Profession, appartient à leurs Superieurs Reguliers & que Messieurs les Evêques n'y ont & ne peuvent y avoir aucun droit, par l'exemption entiere de leur jurisdiction, par les anciens Statuts de l'Ordre, par l'Ordonnance de Blois, par l'usage & la possession où l'on a toûjours esté, & par plusieurs Arrests qui l'ont

ainsi jugé contradictoirement ; estant d'ailleurs constant que le Decret du Concile de Trente au Chapitre 17. de la 25e Session qui est l'unique fondement de Messieurs les Evêques, n'a point compris ni voulu comprendre dans son Reglement sur ce sujet, les Monasteres exempts, l'ayant declaré ainsi par des Decrets posterieurs. pages 424. 425. 426. & 427

La cinquiéme Partie répond au Second Memoire de Messieurs les Evêques qui est au sujet de cet Examen par eux pretendu avec si peu de fondement ; qu'ayant vû cette Réponse & les preuves dont on l'a appuyée, ils n'ont pû y rien expliquer & n'ont plus parlé de ce Point dans tout le reste de la Procedure, s'en départant ainsi tacitement : Ce Memoire est mot à mot dans cette cinquiéme Partie par Colonnes comme l'autre, & la Réponse à costé & vis-à-vis dans une autre : Une raison generale & peremptoire, c'est qu'assurémentt Messieurs les Evêques n'estant pas informez comme il faut l'estre, ni de l'état du Monastere ni des regularitez qui s'y pratiquent, ni de la conduite qu'a tenuë la Novice pendant tout le temps de sa probation, pour l'avoir vûë durant une heure seulement, ne sont pas assez instruits pour bien faire cet examen comme le sont les Superieurs des Monasteres qui ont une parfaite connoissance de tout ce qui s'y passe, & qui pratiquent les mêmes regles & observances, qui en connoissent le poids & la force qui y est necessaire. depuis la 428e page jusqu'à la 435e.

La sixiéme & derniere Partie est une recapitulation de tout ce qu'on a dit sur l'un & l'autre Point, que l'on confirme par des exemples, par les inconveniens qui en arriveroient, & par le danger d'un grand desordre que ne manqueroit pas de causer un tel changement dans des choses essentielles de la Religion. On y fait voir aussi en abregé que c'est l'intention de l'Eglise & du Roy qu'elles subsistent commes elles ont toûjours fait, par les Decrets des Conciles & des Papes, & par les Lettres Patentes, les Ordonnances, les Declarations & les Arrests des Cours Superieures. depuis la page 435. jusqu'à la 441e.

Sommaire de toute la Procedure faite jusqu'en l'année 1703. pour la disposer à un prompt Jugement.

Réponse de Monsieur l'Abbé de Cisteaux à un troisiéme & nouveau Memoire de Messieurs les Evêques touchant la sortie des Religieuses de leur Clôture.

Dans ce troisiéme & nouveau Memoire Messieurs les Evêques n'ont rien dit ni repliqué sur ce qu'on avoit répondu à leurs deux premiers, ils n'y disent que les mêmes choses qu'ils avoient déja dites & se servent des mêmes preuves dont ils avoient appuyé leur pretention dans les deux premiers ; ils y ajoûtent seulement plusieurs Citations d'Auteurs & Canonistes Ultramontains qu'ils soutenoient la favoriser : mais on a montré dans cette derniere Réponse-cy, que toutes ces Citations avoient esté tronquées & mal entenduës, & que l'on peut s'en servir en faveur de l'Exemption des Reguliers, parce que la question estant de sçavoir si la necessité que ces Auteurs & Canonistes sembloient établir d'une permission de l'Evêque Diocesain pour sortir de la Clôture des Monasteres exempts, venoit du Reglement de la Decretale Peri-

culoso & du Concile de Trente ; ils font connoistre que non mais de la disposition de certaines Bulles posterieures, qui ne sont pas & ne peuvent estre reçuës en France, & concluent qu'en vertu de cette Decretale & du Reglement du Concile, il suffit aux Religieuses des Monasteres exempts pour en sortir, d'avoir la permission de leurs Superieurs Reguliers sans estre obligées de demander celle de l'Evêque Diocesain. On y a repeté diverses choses qu'on avoit déja dites, parce qu'on n'a pas pu faire autrement. depuis la page 450. jusqu'à la 462ᵉ

Ces Messieurs avoient voulu se servir d'une Bulle du Saint Pape Pie V. de l'an 1567. *renduë pour juger une Question qui luy avoit esté proposée par des Religieux qui se plaignoient de quelques entreprises de Messieurs les Evêques au préjudice du Concile de Trente, pour sçavoir le veritable sens du Concile, mais en rapportant les termes de cette Bulle, on a fait voir qu'elle leur est tres-desavantageuse, en ce qui regarde l'inspection qu'ils pretendoient avoir sur la Clôture & les Monasteres des Religieuses exemptes, puisque ce Saint Pape blâme & condamne cette inspection comme une entreprise sur le droit d'autruy,* Cùm inhonestum sit quemlibet in alienam messem falcem injicere ; *il regarde la demande qu'ils faisoient au sujet des entrées si mal fondée, qu'il declare qu'ils n'ont pas même le droit d'y entrer, suivant ajoute-t-il, que le droit le leur défend & les Regles de ces Monasteres ; & enfin, il conclut en declarant qu'ils ne pourront y exercer aucune jurisdiction,* Prohibemus ne aliquam jurisdictionem seu aliud quodcunque dominium in Moniales & fratres hujusmodi habere, exercere aut exequi nullatenùs possint aut debeant ; imò illas & illos omnes ab eorum superioritate, dominio, jurisdictione & potestate Eximimus & Liberamus prout eis concessum est per sua Privilegia. depuis la page 462. jusqu'à la 473ᵉ. *On peut voir cette Bulle dans le Grand Bullaire Romain commençant par ces mots,* Et si mendicantium Ordines, *au Paragraphe* 5ᵉ.

Examen du quatriéme Memoire de Messieurs les Evêques sous le Titre d'Observations.

C'est Monsieur l'Abbé de Cisteaux qui fait cet Examen, & il remarque que les Observations que font Messieurs les Evêques, sont encore de pures repetitions & qu'elles dissimulent ce qu'il y

avoit déja répondu qui en détruisoit tout le fondement : ils l'avoient accusé d'avoir cité à faux, il s'en justifie pleinement, & il fait faire reflexion sur une Citation de leur part, du sçavant Cardinal de Luca dans ses Annotations sur le Concile de Trente, qui fait bien voir que celuy qui a écrit pour eux, n'a pas esté fidele ni exacte en ses recherches : Monsieur l'Abbé de Cisteaux tire même avantage de ce qu'a dit ce Cardinal ; & il conclut par la Réponse qu'il fait sans replique aux Auteurs & Canonistes qu'on luy avoit objecté. depuis la page 463. jusqu'à la 487e

Eclaircissement sur le cinquiéme Memoire de Messieurs les Evêques.

Cet Eclaircissement est encore de Monsieur l'Abbé de Cisteaux pour servir de Contredits, de Salvations & de Réponse au cinquiéme & dernier Memoire de Messieurs les Evêques, dont le but estoit en ref tant ses Contredits, de prouver que c'estoit une jurisprudence établie au Parlement de Paris d'appuier leur pretention sur la Clôture des Religieuses exemptes, par ses Arrests : ils y traitent ceux du Grand Conseil, du Parlement de Provence & même du Conseil du Roy tout contradictoires qu'ils sont, & la Sentence arbitrale de feu Monsieur de Harlay Archevêque de Paris, de Jugemens surpris par les Reguliers ; c'est tout le contredit qu'ils y donnent.

Mais ils employent toute leur force & veulent qu'un seul rendu par le Parlement de Paris le 13. Juin 1698. à l'Audience & par defaut sans ouir les Parties, prévale sur tous les autres & établisse cette jurisprudence si contraire aux autres Tribunaux : Monsieur l'Abbé de Cisteaux fait voir l'injustice de cette pretention, & qu'un Arrêst même quatre ou cinq & davantage rendus sans ouir les Parties & faute de comparoir, ne sont pas suffisans pour établir la jurisprudence d'un Parlement, contre toutes les Regles : soutenant au surplus que celuy du Conseil du Roy de 1701. qui avoit debouté avec amende & dépens Monsieur l'Evêque d'Apt de sa Requeste en cassation d'un autre obtenu contre luy, n'a rien préjugé contre le sens qu'il donnoit à la Declaration du Roy de 1696. sur le 19e article de l'Edit de 1695. estant certain que cet Arrest est un veritable Reglement qui explique cette Declaration. depuis la page 487. jusqu'à la 495e

Dernier Memoire de Monsieur l'Abbé General de Cisteaux, servant d'Abregé à tous ses précedens Memoires.

Enfin, l'Abregé que fait Monsieur l'Abbé de Cisteaux par un dernier & sixiéme Memoire, répond en general & sommairement à tous ceux de Messieurs les Evêques, & établit & prouve le droit des Reguliers: il seroit inutile d'en rien repeter, il y a déja assez de redites. depuis la 495[e] page jusqu'à la 503[e]. *On y a ajoûté à la fin la maniere dont cette procedure a esté discontinuée & comment l'Instance reste encore pendante & indécise.*

FIN de la troisiéme Table touchant la Procedure faite sur la sortie des Religieuses de leur Clôture & l'Examen de leurs Novices avant la Profession.



?485

4'6

